

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques
n^{os} 70, 71 et 72 p. 08-67

Questions au
Gouvernement p. 67-99

2023-2028

n°29



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques p. 08-67

70^e séance du mardi 18 mars 2025 p. 08-35

71^e séance du mercredi 19 mars 2025 p. 35-53

72^e séance du mercredi 19 mars 2025 p. 53-67

Questions au Gouvernement p. 67-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

24/04/2025

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Dernière partie de session sous présidence luxembourgeoise



La délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE avec Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse (au milieu), ainsi que le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (3^e à gauche)

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a tenu sa dernière partie de session sous présidence luxembourgeoise du 7 au 11 avril 2025 au Palais de l'Europe à Strasbourg. Celle-ci s'est distinguée par l'intervention de S.A.R. le Grand-Duc. M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a porté la voix du Comité des ministres en plaidant pour une refonte des institutions multilatérales, appelant notamment à renforcer significativement le rôle des assemblées internationales dans la gouvernance mondiale.

La session printanière, marquée par l'intensité des débats, a abordé les crises qui ébranlent l'espace européen et au-delà : l'arrestation controversée du maire d'Istanbul, les tensions politiques en Géorgie, l'agression russe en Ukraine, la montée des contestations dans les Balkans occidentaux et le drame humanitaire à Gaza. Les parlementaires ont également débattu des menaces grandissantes que l'ingérence étrangère fait peser sur nos démocraties, de l'impératif de la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, de la Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal ainsi que des défis éthiques liés à la corruption au sein même du Conseil de l'Europe.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise, Mme Octavie Modert, Vice-Présidente de la délégation, M. Yves Cruchten, membre de la délégation, et M. Paul Galles et Mme Alexandra Schoos, suppléants.

Les tentatives de déstabilisation extérieure

L'APCE a adopté un rapport condamnant les tentatives d'ingérences étrangères dans les processus électoraux européens. Cette résolution souligne l'importance de respecter les droits humains tout en appelant à une « approche sociétale globale » face à ces menaces. Le texte invite les États membres à renforcer la résilience de leurs institutions démocratiques.

Dans son intervention, M. Gusty Graas a alerté sur l'évolution de ces menaces, passées de « subtiles » à « manifestes ». Il a plaidé pour l'intégration de cette préoccupation dans les stratégies de sécurité nationale et a souligné le rôle crucial de l'éducation pour développer l'esprit critique des jeunes citoyens. Le député luxembourgeois a également présenté plusieurs initiatives nationales, évoquant notamment le « stress test » démocratique lancé par la Chambre des Députés visant à soumettre les institutions démocratiques à un certain « stress » pour évaluer leur résistance face à une tentative d'attaque, d'érosion ou d'abolition. M. Graas a par ailleurs mentionné l'adoption d'une Charte sur l'intelligence artificielle encadrant l'utilisation éthique de ces technologies au sein du Parlement luxembourgeois.

Le blocus humanitaire à Gaza

M. Paul Galles a inauguré le débat d'actualité en mettant en lumière la « situation humanitaire inhumaine » qui sévit à Gaza. Depuis le 2 mars 2025, le blocus entravant l'acheminement de l'aide humanitaire compromet gravement la survie de deux millions de personnes. Le député a manifesté sa profonde inquiétude face aux agressions perpétrées contre les acteurs humanitaires tels que l'ONU, le CICR et MSF, dont la mission consiste uniquement « à fournir une assistance humanitaire et neutre ». Avec conviction, M. Galles a rappelé l'importance de préserver une vision équilibrée des aspirations légitimes des peuples israélien et palestinien, en favorisant le dialogue tant avec la Knesset qu'avec le Conseil national palestinien.

Après un échange animé entre les différents intervenants, M. Galles a clos le débat en rappelant avec fermeté une distinction essentielle : « Le Hamas n'est pas la Palestine, la Palestine n'est pas le Hamas. Israël n'est pas la politique du Gouvernement, la politique du Gouvernement n'est pas Israël. »

L'UE et la CEDH

Dans leur rapport sur les aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme, les parlementaires ont salué les avancées significatives permettant de surmonter les derniers obstacles techniques et juridiques. Une étape décisive a été franchie le 10 septembre 2024 avec l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne clarifiant sa compétence en matière de politique étrangère et de sécurité commune. Cette décision lève le dernier obstacle majeur au processus d'adhésion et insufflé une nouvelle dynamique au dossier.

Lors du débat, Mme Octavie Modert a souligné dans son discours la complexité juridique qui a ralenti ce processus pendant plus de 12 ans, tout en rappelant le chemin qu'il reste à parcourir avec 47 ratifications nécessaires. « Il est temps de reprendre le sujet en mains », a-t-elle déclaré, notamment au vu de l'importance symbolique de cette avancée alors que la Convention européenne des droits de l'homme célèbre cette année son 75^e anniversaire. Mme Modert a plaidé pour une adhésion des plus rapides afin d'éviter « une fragmentation des droits fondamentaux » et d'assurer une protection plus complète pour tous les citoyens européens.

Autres événements marquants

En marge de la session parlementaire, les députés luxembourgeois ont rencontré la délégation des forces démocratiques du Bélarus, qui jouit du statut d'invité spécial à l'Assemblée interparlementaire. Les échanges ont porté sur la problématique des passeports expirés des ressortissants biélorussiens résidant à l'étranger. À ce sujet, le guide « The Luxembourg Solutions » avait identifié une approche potentielle. Les discussions ont porté sur la possibilité d'établir une entité centralisée de délivrance de documents d'identité qui pourrait être basée au Luxembourg.

M. Graas a présenté le processus de sélection des trois candidats luxembourgeois au sein du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT). La sous-commission des droits de l'homme, présidée par Mme Octavie Modert (qui s'est retirée de la présidence pour ce point spécifique), a examiné la procédure et validé la liste finale qui sera soumise au Comité des ministres pour décision.

Enfin, une exposition intitulée « Les Indésirables – victimes oubliées des crimes nazis » de la Seconde Guerre mondiale au Luxembourg a été inaugurée par la représentation luxembourgeoise auprès du Conseil de l'Europe et la direction du Musée national de la résistance et des droits humains d'Esch-sur-Alzette. M. Graas a, à cet égard, salué l'exposition itinérante offrant enfin « une voix à celles et à ceux condamnés au silence ».

L'Administration parlementaire recrute :

trois agent(e)s d'hygiène et de nettoyage (m/f/d) – tâche à temps partiel (50 % – 4 heures par jour ouvrable, entre 17 et 21 heures) sous le régime du/de la salarié(e) de droit privé appartenant au groupe de traitement D3

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



150^e Assemblée de l'Union interparlementaire

L'Union interparlementaire (UIP) a tenu sa 150^e Assemblée à Tachkent du 4 au 9 avril 2025, à l'invitation du Parlement de l'Ouzbékistan. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Diane Adehm ainsi que par MM. Fred Keup et Georges Engel, membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'UIP. L'événement, centré sur le thème général de « l'action parlementaire en faveur du développement social et de la justice sociale », a abordé des sujets cruciaux tels que l'éradication de la pauvreté et l'inclusion sociale.

Participation record et diversité des délégations

Cette Assemblée historique a réuni près de 1.400 délégués, parmi lesquels environ 740 parlementaires qui représentaient 130 pays à travers le monde. Plus d'une centaine de Présidents et Vice-Présidents de Parlement ont participé à l'Assemblée, ce qui souligne le rôle important que joue la diplomatie parlementaire aux côtés des relations internationales conventionnelles, surtout en cette période de tension géopolitique. Soulignant l'importance de l'événement, le Président de l'Ouzbékistan, M. Shavkat Mirziyoyev, s'est adressé à l'Assemblée lors d'une session plénière spéciale.

Par ailleurs, l'Assemblée a accueilli le Belize en tant que nouveau membre, portant à 182 le nombre de Parlements adhérents à l'UIP. Cette adhésion illustre une étape supplémentaire vers l'universalité que vise l'organisation et reflète la volonté croissante des États de s'engager dans le dialogue parlementaire mondial.

L'égalité des sexes au cœur de l'Assemblée

Cette 150^e session a été particulièrement remarquable avec, d'une part, un taux de participation des femmes de 37 %, inégalé depuis 2022 et, d'autre part, la célébration du 40^e anniversaire du Forum des femmes parlementaires de l'UIP, une plateforme unique qui permet de réaliser des avancées significatives dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Dans un contexte où les droits des femmes sont remis en question et où la représentation des femmes dans les parlements stagne à 27,2 %, l'UIP a lancé une nouvelle campagne en faveur de l'égalité des sexes pour 2025 intitulée « Atteindre l'égalité des sexes, action par action ». La campagne vise à mobiliser les parlementaires du monde entier en vue d'accélérer les progrès vers l'égalité des sexes dans la vie politique et dans la société.

Intervention de Mme Diane Adehm sur la redevabilité

Lors du « Volet spécial du débat général sur la redevabilité : Mesures prises par les Parlements membres de l'UIP », Mme Diane Adehm est intervenue pour partager l'expérience du Luxembourg. Ce débat spécial, organisé pour la quatrième année consécutive, offre une plateforme aux parlementaires pour présenter les progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions et déclarations adoptées par l'UIP en 2024.

Dans son allocution, Mme Adehm a évoqué la visite du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP à la Chambre des Députés en novembre 2024. Elle a mis en avant l'importance du travail effectué par ce Comité pour la protection des parlementaires persécutés à travers le monde et a rappelé les chiffres alarmants présentés lors de cette visite, à savoir 956 cas signalés en 2024 impliquant des violations allant du retrait abusif de mandats parlementaires jusqu'à des actes d'intimidation, de torture et même d'assassinat.



De gauche à droite : M. Georges Engel, Mme Diane Adehm et M. Fred Keup

Elle a conclu son intervention par un appel à toutes les assemblées présentes pour qu'elles intensifient leur engagement en faveur de la solidarité parlementaire, soulignant qu'« ensemble, nous avons le pouvoir de peser sur les décisions internationales et de faire entendre une voix en faveur de la justice et des droits fondamentaux ».

Participation aux travaux des commissions permanentes

Les membres de l'Assemblée ont assisté à la réunion de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme, qui a permis à des experts d'échanger leur point de vue sur l'état de la coopération internationale et les perspectives en matière de gouvernance de l'intelligence artificielle (IA). Les discussions ont porté sur les principes de l'Organe consultatif de l'ONU sur l'IA, la Recommandation sur l'éthique de l'IA de l'Unesco et le processus du G7, dit d'Hiroshima, sur l'IA pour l'évaluation des modèles.

La délégation luxembourgeoise a également participé aux séances de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies. Cette session a examiné le rôle des BRICS, une organisation qui a évolué pour devenir un bloc politique englobant 30 % de la surface terrestre mondiale, 45 % de la population mondiale et 35 % du PIB mondial. Ce volet a passé en revue les travaux des BRICS, notamment la question sur les différences entre le G20 et les BRICS du point de vue de leur organisation interne ainsi que de leurs liens institutionnels avec les Nations Unies.

Par ailleurs, les représentants luxembourgeois ont contribué aux discussions de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale en participant à l'élaboration d'un projet de résolution sur une solution à deux États en Palestine.

Enfin, la délégation a assisté à la séance publique du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, consacrée au thème « Le rôle des parlements dans la lutte contre les effets des conflits armés sur les enfants », un sujet particulièrement d'actualité au regard des multiples crises humanitaires en cours.

La Déclaration de Tachkent

Les parlementaires ont adopté la Déclaration de Tachkent, intitulée « L'action parlementaire en faveur du développement social et de la justice sociale », qui

rappelle la nécessité de redoubler d'efforts en matière de développement social face aux défis existants et émergents.

La Déclaration souligne que le programme mondial de développement social, lancé il y a 30 ans, n'a été que partiellement mis en œuvre. Elle prône un changement de paradigme en vue d'équilibrer les demandes du marché avec les besoins de la population, en mettant un accent sur trois domaines clés :

- investir dans les personnes pour les faire passer de la pauvreté à la prospérité ;
- démocratiser l'économie pour faire bénéficier ceux qui, historiquement, ont été privés de leur juste part, en particulier les femmes et les jeunes ;
- renforcer les institutions, y compris au moyen d'une participation accrue à la réglementation des technologies numériques telles que l'intelligence artificielle.

Résolutions

Parmi les moments clés de cette Assemblée figuraient l'adoption de deux résolutions concernant la promotion d'une solution à deux États en Palestine et l'atténuation de l'impact des conflits sur le développement durable.

La première résolution, intitulée « Le rôle des parlements dans la promotion d'une solution à deux États en Palestine », souligne le rôle des parlements dans la promotion d'une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien fondée sur le droit international. Elle appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, à la levée du blocus et à la libération des otages, ainsi qu'à un soutien à l'action humanitaire et au respect du droit international.

La seconde résolution sur les « Stratégies parlementaires visant à atténuer les effets à long terme des conflits, y compris des conflits armés, sur le développement durable » aborde la manière dont les conflits entravent les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Elle souligne le rôle des parlements dans l'atténuation des effets néfastes des conflits, la promotion de la paix et la protection des infrastructures et des principes humanitaires.

Session annuelle de la Commission permanente de l'AP-OTAN

Préparatifs pour le sommet de l'OTAN à La Haye



Les chefs des délégations auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) se sont retrouvés pour la session annuelle de la Commission permanente qui s'est déroulée les 5 et 6 avril 2025 à Skopje en Macédoine du Nord. Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation luxembourgeoise, y a représenté la Chambre des Députés.

Les membres de la Commission permanente ont eu un premier échange sur la déclaration que l'Assemblée parlementaire prépare traditionnellement en vue du sommet de l'OTAN, qui se tiendra cette année à La Haye au mois de juin. Cette déclaration mettra en lumière le rôle essentiel de l'OTAN dans l'architecture de sécurité et l'intensification des contributions des

États membres. Elle proposera en outre des recommandations concernant le conflit ukrainien. Cette réunion a également été l'occasion pour les chefs de délégation d'échanger avec la délégation ukrainienne, notamment le Président de la Verkhovna Rada, M. Ruslan Stefanchuk, et le chef de la délégation ukrainienne, M. Yehor Cherniev.

L'Assemblée parlementaire étant prochainement amenée à désigner un nouveau Secrétaire général, la Commission permanente a été informée des avancées concernant le processus de sélection. Par ailleurs, à la suite de la non-réélection du trésorier actuel, la Commission permanente a désigné M. Mikko Savola du Parlement finlandais comme trésorier par intérim.

Mme Nancy Arendt et M. Afrim Gashi, Président du Parlement de la République de Macédoine du Nord

Réunion de la Commission 4 « Environnement et agriculture » du CPI

Le rôle et la protection des espaces verts urbains et périurbains dans la Grande Région

La Commission 4 « Environnement et agriculture » du Comité parlementaire interrégional (CPI) s'est réunie, en date du 27 mars 2025, pour sa première session de l'année dans les locaux de la Maison de la Grande Région à Esch-sur-Alzette. Dans ce lieu central qui sert à la coopération, à la rencontre et à l'échange transfrontalier, les parlementaires ont échangé avec des experts sur une question centrale liée au bien-être des habitants de la Grande Région, à savoir celle du rôle et de la protection des espaces verts urbains et périurbains et la manière dont ceux-ci peuvent contribuer à la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe. Ils se sont ensuite penchés sur les travaux de recherche qui sont réalisés sur cette thématique, notamment en ce qui concerne l'impact de l'urbanisation et les bénéfices matériels et immatériels des espaces verts.

Les membres de la Commission ont également discuté des initiatives qui ont été réalisées concrètement dans les villes et villages au sein de la Grande Région. À cet effet, ils ont pu s'échanger avec des représentants régionaux et locaux de la Grande Région. Les échanges ont été conclus par une visite du « Escher Geméisguart », le potager de la Ville d'Esch-sur-Alzette, qui a

permis aux membres de la Commission de se confronter à un exemple concret de l'importance et des avantages des espaces verts. Le Président de la Commission 4 du CPI, M. Maurice Bauer, a souligné

dans ce contexte que « l'environnement et l'écologie ne connaissent pas de frontières. Nous ne pouvons donc pas nous soucier uniquement de notre territoire sans nous préoccuper de nos voisins ».



Les membres de la Commission 4 « Environnement et agriculture » du CPI ont visité le « Escher Geméisguart ».

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Sasha Baillie, Maréchale de la Cour



... S. E. M. Benno Laggner, Ambassadeur de la Confédération suisse

Pairing Scheme – Research meets Politics

Renforcer le lien entre la recherche et la politique



Les députés ont discuté avec des chercheurs et des acteurs de la société civile sur les enjeux liés à l'agriculture, à l'éducation et à la pauvreté.

« À une époque où les institutions démocratiques sont mises à l'épreuve, soutenir la recherche, garantir son indépendance et la liberté des scientifiques sont des enjeux fondamentaux. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a ouvert le 24 mars 2025 la conférence organisée par la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche du Luxembourg (FNR) à l'Abbaye de Neumünster.

Dans son allocution, le Président a souligné l'importance d'une collaboration étroite entre le monde scientifique et le monde politique. La recherche joue en effet un rôle clé en aidant les décideurs à « anticiper et répondre aux besoins et aux évolutions de la société ». Toutefois, pour remplir pleinement cette mission, elle doit bénéficier d'une liberté totale et

d'un « environnement stable et serein, à l'abri des interférences politiques ». De leur côté, les responsables politiques ont besoin des contributions scientifiques sous une forme accessible et compréhensible afin de pouvoir les exploiter efficacement.

« Réunir ces deux perspectives n'est pas une simple option : c'est une nécessité », a insisté M. Wiseler face aux chercheurs, aux membres de la Chambre des Députés et aux acteurs de la société civile réunis à l'Abbaye de Neumünster. Il a également appelé à « renforcer la compréhension mutuelle, encourager le dialogue et aligner nos objectifs ». Selon lui, lorsque scientifiques et décideurs politiques collaborent étroitement, la traduction des connaissances en actions concrètes s'accélère, contribuant ainsi à des politiques publiques mieux éclairées et plus efficaces.

La Présidente du Fonds national de la recherche, Mme Martine Reicherts, a encouragé les chercheurs présents dans la salle à tirer parti de la proximité et de l'accessibilité qu'offre le pays entre le monde politique et le monde scientifique, un avantage à ne pas considérer comme acquis. Elle a également exhorté les décideurs politiques à s'appuyer davantage sur des preuves scientifiques pour justifier leurs décisions politiques.

Des échanges sur l'agriculture, l'éducation et la pauvreté

Les décideurs politiques, les chercheurs ainsi que les acteurs de la société civile ont débattu sur trois thématiques, chacune sujet d'une note de recherche dédiée :

- Comment améliorer le recours aux aides sociales au Luxembourg ?
- Différentes écoles pour différents élèves ? Quels sont les avantages et les inconvénients du système scolaire luxembourgeois hautement différencié et stratifié ?
- Impact de l'agriculture sur l'environnement et la biodiversité au Luxembourg – une approche multidisciplinaire de la durabilité.

Les députés avaient sélectionné ces trois thématiques lors de la première phase du « Pairing scheme » : le « Pairing Café ». L'objectif de cet événement avait été lui aussi de favoriser le dialogue entre les chercheurs et les représentants politiques afin d'éclairer les décisions politiques en les basant sur des données scientifiques fiables.

Une collaboration entre le FNR et la Chambre

Cet événement a été coorganisé par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche du Luxembourg (FNR) dans le cadre du programme d'échange « Pairing Scheme – Research meets Politics ». L'objectif du projet est de favoriser les échanges entre députés et chercheurs sur des thématiques scientifiques pertinentes pour les travaux de la Chambre.

Gedenkzeremonie op der Place Clairefontaine

Virun 80 Joer, de 14. Abrëll 1945, koum d'Grande-Duchesse Charlotte no 5 Joer am Exil erëm zeréck op Lëtzebuerg. Et war e ganz wichtege Moment fir d'Lëtzebuurger Vollek um Enn vum Zweete Weltkrich. D'Grande-Duchesse hat de Lëtzebuurger während dem Krich iwwer BBC Radio ëmmer erëm Mutt zougesprach.

Fir hirem Retour ze gedenken, goufen de 14. Abrëll 2025 op der Place Clairefontaine beim Monument hir zu Éiere Blummen niddergeluecht. D'Chamber war duerch de Vize-President Mars Di Bartolomeo vertrueden.



Attachés de justice : conditions d'accès à la magistrature

8433A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice en vue de déterminer les conditions de diplôme et d'expérience professionnelle dans le domaine du droit

Le présent projet de loi a pour objet une modification de la législation sur les attachés de justice. Sur recommandation du Conseil national de la justice et de la Commission du recrutement et de la formation des attachés de justice, les conditions d'accès à la magistrature seront révisées. En d'autres termes, le cadre législatif de recrutement et de formation professionnelle des attachés de justice sera adapté afin de pouvoir recruter et former un nombre beaucoup plus important de candidats pour la magistrature.

La législation actuellement en vigueur est critiquable dans la mesure où elle restreint de manière artificielle le cercle des juristes de nationalité luxembourgeoise qui sont éligibles pour la magistrature.

La condition de l'accomplissement du stage judiciaire ou notarial constitue un facteur d'exclusion pour un nombre élevé de juristes luxembourgeois. Il en est de même pour l'exigence d'exercer la profession d'avocat pendant au moins cinq ans. En d'autres termes, le réservoir de recrutement dans la magistrature n'est pas exploité d'une manière optimale. Cette critique vaut tant pour le recrutement sur examen-concours que pour le recrutement sur dossier.

En tout état de cause, le cadre législatif actuel n'est pas adapté pour recruter et former annuellement un nombre suffisamment élevé d'attachés de justice afin de pouvoir occuper les nombreux postes de magistrat qui seront créés à court et moyen terme. D'abord, le projet de loi n° 8299A sur le programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre prévoit non seulement la création de 94 postes supplémentaires de magistrat de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027, mais également le renforcement du pool des attachés de justice, qui disposera de 20 postes supplémentaires d'attaché de justice au profit de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif. Ensuite, le projet de loi n° 8299B prévoit la création d'un pool de réserve de 100 postes de magistrat que le Conseil national de la justice pourra attribuer, en cas de besoin, aux services de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif. Outre la création de ces nouveaux postes de magistrat, il faut compenser les nombreux congés de maternité, congés parentaux et services à temps partiel dans la magistrature ainsi que les départs à la retraite de magistrats.

À noter que le projet de loi conserve la condition de la nationalité luxembourgeoise pour les candidats à la magistrature, parce que les magistrats participent de manière directe à l'exercice de la puissance publique.

Plus particulièrement, le Gouvernement préconise l'ouverture de la magistrature à toutes les professions du droit au sens large du terme, tout en maintenant l'exigence d'une certaine expérience professionnelle. Au vu des lourdes responsabilités auxquelles les magistrats sont confrontés, l'exigence d'une certaine expérience professionnelle est indispensable. Pour la procédure de recrutement sur examen d'entrée dans la magistrature, la durée minimale de l'expérience professionnelle est portée à nouveau, comme par le passé, à deux ans. Pour le recrutement sur dossier, la durée d'expérience professionnelle reste fixée à cinq ans. En principe, l'expérience professionnelle devra être acquise dans le domaine du droit.

Le champ d'application territorial de la condition d'expérience professionnelle est l'Union européenne, l'Espace économique européen, ainsi que la Suisse et le Royaume-Uni. Toutefois, le projet de loi vise à introduire une certaine flexibilité au niveau des conditions d'admission aux procédures de recrutement. L'objectif est de prévenir une perte de talents pour la magistrature.

En effet, certains diplômés en droit peuvent apporter une valeur ajoutée pour les services de la justice notamment en raison de leurs compétences en matière économique, financière ou sociale, même s'ils n'ont exercé aucune fonction juridique pendant leur carrière professionnelle. En cas d'exercice d'une activité professionnelle dans un autre domaine que le droit, la Commission du recrutement et de la formation des attachés de justice sera habilitée à admettre des candidats aux procédures de recrutement des attachés de la justice à la condition que leur expérience professionnelle soit jugée qualifiante par celle-ci pour l'exercice de la fonction de magistrat.

Dépôt du projet de loi 8433 par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 02/08/2024
Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

30/01/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
Scission du projet de loi 8433 en deux projets de loi distincts : 8433A et 8433B

27/02/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

06/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/03/2025

Loi du 2 avril 2025

Mémorial A : 2025, n° 117, page 1

Futur centre pénitentiaire pour mineurs

8488 – Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire

Le projet de loi n° 8488 s'insère dans le cadre des travaux relatifs à la création d'un droit pénal pour mineurs, ainsi qu'à la construction du centre pénitentiaire pour mineurs.

Si la création d'un droit pénal pour mineurs requiert essentiellement un important travail législatif par le biais du projet de loi n° 7991 déposé en date du 19 avril 2022, la création du centre pénitentiaire pour mineurs comporte des travaux plus diversifiées, dont notamment la planification de la construction proprement dite, effectuée en étroite collaboration avec l'Administration des bâtiments publics, ainsi que la conceptualisation de la détention et de l'exécution des peines au sein du futur centre pénitentiaire pour mineurs.

Le projet de loi sous examen vise à bénéficier des expériences faites dans le cadre de la planification, de la construction et de la mise en service du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, ayant consisté à recruter le directeur de ce nouveau centre pénitentiaire bien avant sa mise en service effective. Cette façon de procéder a permis au directeur de s'impliquer activement dans une phase cruciale des travaux de construction et de préparation de la mise en service. Il s'agit-là d'une des raisons, parmi d'autres, du bon fonctionnement actuel du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, alors que le directeur est parfaitement informé des aspects techniques et infrastructurels du centre pénitentiaire dont il assume la responsabilité.

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi sous examen vise donc à pouvoir recruter le directeur et le directeur adjoint du futur centre pénitentiaire pour mineurs dans les meilleurs délais possibles, afin de les associer étroitement aux travaux en cours.

Actuellement, les dispositions relatives à la création légale du futur centre pénitentiaire pour mineurs figurent au projet de loi n° 7991 précité. Étant donné que, d'une part, les travaux législatifs sur ce projet de loi vont probablement durer encore un certain temps au vu de l'envergure et de la complexité de ce projet de loi, et que, d'autre part, ces dispositions sont cependant nécessaires au recrutement du futur directeur et de son adjoint, il est proposé de faire des dispositions en cause un bref projet de loi à part, en vue d'une entrée en vigueur plus rapprochée dans le temps.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 28/01/2025

Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

27/02/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

06/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/03/2025

Loi du 4 avril 2025

Mémorial A : 2025, n° 129, page 1

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Ordre du jour** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Communications** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Heure de questions au Gouvernement** p. 09
Question n° 198 du 18 mars 2025 de Mme Nathalie Morgenthaller relative à l'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 09
Mme Nathalie Morgenthaller | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Question n° 199 du 18 mars 2025 de M. Franz Fayot relative aux propositions du fonds activiste américain Appaloosa et de l'avenir de SES, adressée à M. le Premier ministre p. 10
M. Franz Fayot | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 200 du 18 mars 2025 de M. Gérard Schockmel relative au carnet de vaccination électronique, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 10
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Question n° 201 du 18 mars 2025 de M. Tom Weidig relative au retrait de certaines entreprises des critères ESG dans le cadre de la nouvelle politique de défense, adressée à M. le Premier ministre p. 11
M. Tom Weidig | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 202 du 18 mars 2025 de M. Maurice Bauer relative à la transposition dans le secteur communal de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 11
M. Maurice Bauer | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 203 du 18 mars 2025 de M. Meris Sehovic relative à l'interdiction de la mendicité dans les règlements communaux de police, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 11
M. Meris Sehovic | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 204 du 18 mars 2025 de Mme Carole Hartmann relative à l'accès à la jurisprudence, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 12
Mme Carole Hartmann | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Question n° 205 du 18 mars 2025 de M. Marc Goergen relative à l'aménagement de la Maison de retour pour une meilleure prise en compte des besoins des enfants, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 12
M. Marc Goergen | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 206 du 18 mars 2025 de Mme Françoise Kemp relative à l'attraction de talents dans le domaine de la recherche, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur p. 13
Mme Françoise Kemp | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
Question n° 207 du 18 mars 2025 de M. Marc Baum relative aux DPI ressortissants du Venezuela, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 13
M. Marc Baum | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Question n° 208 du 18 mars 2025 de M. Ben Polidori relative à la protection des droits de l'homme dans le secteur économique des cybertechnologies, avec un accent particulier sur l'affaire Pegasus et NSO, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 14
M. Ben Polidori | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
- 5. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring** p. 14
Exposé : Mme Joëlle Welfring
- 6. Dépôt d'une résolution par M. Charles Weiler** p. 15
Exposé : M. Charles Weiler
- 7. Ordre du jour** p. 15
M. Claude Wiseler, Président
- 8. Résolution de M. Charles Weiler relative au report du délai pour la finalisation des travaux de la Commission spéciale « Caritas » du 10 avril au 10 juin 2025** p. 15
Vote sur la résolution (adoptée)
- 9. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la défense démocratique face aux tentatives de déstabilisation** p. 16
Exposé : M. André Bauler (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Laurent Zeimet | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de la résolution 1) | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 2) | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
Motion 1 : M. André Bauler | M. Fred Keup | M. Laurent Zeimet | M. Gilles Baum
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : Mme Sam Tanson | M. Gilles Baum | M. Laurent Zeimet (interventions de Mme Sam Tanson) | Mme Sam Tanson
Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
Résolution 1 : M. Laurent Zeimet | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Sam Tanson
Vote sur la résolution 1 (rejetée)
- 10. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la protection des citoyens et de l'environnement contre les risques liés aux PFAS** p. 25
Exposé : Mme Joëlle Welfring
Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre)
Vote sur la motion (rejetée)
- 11. Question élargie n° 37 de Mme Francine Closener au sujet de l'assurance qualité dans les services de l'éducation et de l'accueil (SEA)** p. 28
Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Francine Closener | M. le Ministre Claude Meisch
- 12. Question élargie n° 33 de M. Dan Biancalana au sujet du droit des tutelles** p. 30
M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Dan Biancalana | Mme la Ministre Elisabeth Margue
- 13. 8433A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice en vue de déterminer les conditions de diplôme et d'expérience professionnelle dans le domaine du droit** p. 31
Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Donnersbach
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Simone Beissel | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8433A et dispense du second vote constitutionnel
- 14. 8488 – Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire** p. 33
Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert
Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8488 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen? (Assentiment)

Dann ass dat sou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert a gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Woch deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 18 mars 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8510 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, en vue de la mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la fonction publique du 29 janvier 2025

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 06/03/2025

8511 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 13/03/2025

3) Les projets suivants ont été retirés du rôle des affaires :

5990 – Projet de loi portant création des communautés urbaines

Dépôt : M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 10/02/2009

Retrait du rôle des affaires : 06/03/2025

8500 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 12/02/2025

Retrait du rôle des affaires : 13/03/2025

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3601 – Demande de pétition publique : Déduction fiscale des frais liés à l'exercice d'une activité sportive pour enfants, jeunes et adultes

Dépôt : Mme Sofia Maria Da Chã Conde, le 03/03/2025

3602 – Demande de pétition publique : Ophale vu Waffena Geldliwwerung an d'Ukraine op dem EU-Bierger seng Käschten

Dépôt : M. Sven Lutgen, le 06/03/2025

3603 – Demande de pétition publique : Aféierung vun enger Donald-Trump-Steier

Dépôt : M. Dr Boris Liedtke, le 06/03/2025

3604 – Demande de pétition publique : Création d'un système de dérogation pour la scolarisation des enfants au précoce et à la Spillschoul

Dépôt : Mme Mélanie Kemat, le 06/03/2025

3605 – Demande de pétition publique : Création de plus de places dans les structures d'accueil publiques et critères plus justes d'attribution de places à travers la révision de la gratuité ou du cofinancement des structures d'accueil publiques par l'État

Dépôt : Mme Silvia Sanz Alonso, le 07/03/2025

3606 – Demande de pétition publique : Anerkennung der jährlichen SAP-Weiterbildung beim CGDIS als offizieller Ersatz/Verlängerung für den Erste-Hilfe-Kurs für vor allem freiwillige Feuerwehrleute, welche für ihren Beruf einen gültigen Erste-Hilfe-Kurs benötigen

Dépôt : M. Claude Poorters, le 07/03/2025

3607 – Demande de pétition publique : Tranquilité pour tous (Réduction bruits)

Dépôt : M. Xavier Thill, le 08/03/2025

3608 – Demande de pétition publique : Erlichterung vun de Reglementatiounen am Besuch op den TÜV

Dépôt : M. Alex Wagner, le 09/03/2025

3609 – Demande de pétition publique : Fuerderung vun engem oppenen IRM hei zu Lëtzebuerg. Moosnam, fir all Kategorie vu Patienten eng angschträi a komfortabel medezinnesch Diagnostik ze erméiglechen

Dépôt : Mme Sonja Bodson, le 10/03/2025

3610 – Demande de pétition publique : Für die Einführung eines Zivildienstes (biergerlechen Dëngscht) als „Schule fürs Leben“ und um Luxemburg gegen alle möglichen Krisen krisenfester zu machen

Dépôt : M. Marc Ruppert, le 11/03/2025

3611 – Demande de pétition publique : Hollännesch Sprooch an der Lëtzebuergescher Alphabetisierung

Dépôt : M. Ivan Nizer Gonsalves, le 12/03/2025

3612 – Demande de pétition publique : Légalisation de l'utilisation du gaz poivré comme moyen de légitime défense

Dépôt : Mme Débora Fortes, le 13/03/2025

3613 – Demande de pétition publique : Mettre fin à l'utilisation indiscriminée des codes CP 1 à 4 par les médecins et les dentistes. / Beenden Sie die wahllose Verwendung der CP-Codes 1 bis 4 durch Ärzte und Zahnärzte

Dépôt : M. Renato Masini D'Avila, le 14/03/2025

3621 – Demande de pétition publique : Retirer le permis de conduire aux criminels violents

Dépôt : M. Joshua Terence Berryman, le 17/03/2025

3622 – Demande de pétition publique : Bauen, Frëschmaachen a Bäibauwe méi vereinfachen

Dépôt : M. Johnny Vael, le 17/03/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet der 4, fir dorobber ze äntweren.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 198 vun der Madamm Nathalie Morgenthaller un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'UMEDO. Madamm Morgenthaller, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 198 du 18 mars 2025 de Mme Nathalie Morgenthaller relative à l'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO), adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Nathalie Morgenthaller (CSV) | Villmools merci, Här President. D'Zuele si kloer: Émmer méi Mënsche si vu physischer a sexueller Gewalt betraff. D'Police muss émmer méi dacks agräifen, besonnesch bei Fäll vu Gewalt an der Famill. Dëst ass eng alarméierend Entwécklung, déi eis alleguerete betrëfft. Gewalt, egal a wat fir enger Form, huet schlëmm Konsequenzen. D'Affer erliewen Angscht, Péng a Veronsécherung. Heiansdo wëllen oder kënne si net direkt eng Plainte maachen.

Hei kënnt d'UMEDO an d'Spill. D'Unité médico-légale de documentation des violences ass e wichtege Service fir Affer vu Gewalt. Dat erlaabt hinnen, hir Verletzungen ze dokumentéieren, och wa si net direkt bereet sinn, eng Plainte ze maachen.

D'Spuere vun der Gewalt gi professionell festgehalen duerch eng neutral an onofhängeg Dokumentatioun. Beweiser kënnen dann zu engem spéideren Zäitpunkt benotzt ginn, bis zu zéng Joer duerno, wann d'Affer sech fir weider Schrëtt entscheet.

Dëse Service gëtt 24 Stonnen op 24 ugebueden, ass gratis an ënnersteet dem strenge Berufsgeheimnis. Fir vill Affer ass dat eng entscheidend Méiglechkeet, well et hinnen Zäit gëtt, fir weider Decisiounen ze huelen.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Gesondheitsministesch stellen:

Wéi vill Mënsche profitéieren aktuell vun dësem Service?

Muss d'Kommunikatioun verstärkt ginn? Ass de Bekanntheetsgrad bei de Leit, bei de Meedien, an de Klinicken a bei den Doktere grouss genuch?

Firwat gëtt, souwäit ech dat gesinn hunn, op der Websäit violence.lu net op d'UMEDO verwisen?

Wéi steet et mat de Ressourcen? Mir wëssen, dass d'Zuel vun de Gewaltfäll klëmmt – soll d'Personal vun der UMEDO net och opgestockt ginn?

Merci fir Är Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaller. An d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet elo d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci der Madamm Morgenthaler fir dës Fro, déi ganz wichteg ass.

Dee Service, deen ass ugesidelt am Laboratoire national de santé, këmmert sech ëm all déi Leit, déi keng Plainte wëlle maachen, awer Affer vu sexueller Gewalt oder vu physischer Gewalt goufen, an et muss ee betounen: just déi Affer, déi iwwer 18 Joer hunn.

Wann een net direkt eng Plainte wëll maachen a sech dat wëll iwwerleeën, muss ee sech awer bewosst sinn, datt d'Beweiser musse gesécherert sinn, well no enger Zäit kann een dat net méi nohuelen. 2018 ass dee Service en place gesat ginn a fonctionéiert 24 Stonnen op 24. Si sinn a permanentem Lien mat de Spideeler aus dem Land. An dréngende Fäll gi si direkt aktiv, ansonsten kann een och nach een Dag oder zwee Deeg duerno bei si an den LNS kommen, fir déi Beweisfeierung opzehuelen.

Konkreet Froen, déi gestallt goufen: Wéi vill Mënsche profitéieren aktuell vun dësem Service? 2024 sinn 100 Uriff am Service ukomm. Duvunner hunn der 28 eng Suite gehat, dat heescht, an 28 Fäll ass de Service an Usproch geholl ginn.

Haaptsächlech Fraen huelen de Service an Usproch, éischter am LNS wéi am Spidol selwer, an dann ass d'Majoritéit physisch Aggressiounen a manner sexuell Aggressiounen.

Dat sinn awer reng Statistiken. Et weess een net, firwat dat esou ass. Do muss an deenen nächste Jore verstärkt gekuckt ginn, firwat eebe méi Leit an den LNS kommen a manner am Spidol, zum Beispill, déi Beweisfeierung opuhelen.

Muss d'Kommunikatioun verstärkt ginn? Jo, sécher! Mir wäerten am Kader vun dem Asetze vum Centre national pour victimes de violences och d'Kommunikatioun ronderëm d'UMEDO verstärken.

A wéi ass et mat de Ressourcen? Ma, natierlech musse mer déi och enk suivéieren. Wann d'Gewaltfäll an d'Luucht ginn, an d'Statistike weise jo dorobber hin – mir haten och an de leschten zwee Joer en Eropgoe vun den Uriff –, wäerte mer zäitno kucken, ëmmer dat néidegt Personal ze hunn. Voilà!

An nach eng Kéier drop higewisen: Mir sinn amgaang, mam MEGA zesummen de Centre national pour victimes de violences opzestellen, an am Kader vun deem Zentrum wäert natierlech d'UMEDO déi néidegt Wichtigkeet kréien.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 199 vum Här Franz Fayot un den Här Premierminister iwwert den Appaloosa-Fong an d'Zukunft vun der SES. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 199 du 18 mars 2025 de M. Franz Fayot relative aux propositions du fonds activiste américain Appaloosa et de l'avenir de SES, adressée à M. le Premier ministre**

M. Franz Fayot (LSAP) | De 5. März, zäitgläich mam 40. Gebuertsdag vun der Société européenne des satellites, ass e Bréif vum amerikaneschen Investmentfond Appaloosa verëffentlecht gi vun enger Lëtzeburger Publikatioun. An dee Bréif stellt en fait eng frontal Attack duer op eis, op d'Gouvernance an och d'Verankerung vun der Société européenne des satellites zu Lëtzebuerg.

Et gëtt zum Beispill gefuerdert, d'B-Aktien, déi dem Lëtzeburger Staat eng Minoritéit de blocage vun 33 % an der SES ginn, ofzeschaffen an domat d'Participation op 16,67 % ze verwässeren, ouni speziell Stëmmrechter.

Et gëtt och gefuerdert, d'Zuel vun den Administrateuren erofzesetzen, wuelverstanen virun allem vun deenen, déi de Staat representéieren, an en Administrateur indépendant anzesetzen. Ouni Surprise hätt déi amerikanesch Appaloosa als gutt Heuschrecke, déi sech respektéiert, gäre méi eng déck Dividend. All excedentairet Kapital soll un d'Aktionären iwwerwise ginn. D'Marge fir Investissementer an Desendettement ass dann natierlech net méi do.

Wéi de Journalist vun deem Artikel et richteg schreift, geet et hei drëm, d'Zitroun SES uerdentlech auszupresse fir e kuerzfristige Gewinn vu sengen Aktionären – Shareholder-Value vum Feinsten!

Dëst wërft natierlech d'Fro op, wéi d'Regierung zu dëser Demande steet. Well et geet hei natierlech ëm de Lëtzeburger Fleuron schlechthin an och den europäesche Fleuron vun engem strateegesche Wirtschaftssektor fir d'Telekommunikatioun, d'Sécherheet an och de Space.

All Regierung säit 40 Joer, an dat war och bei där leschter Regierung net anescht, och bei der Fusioun mat Intelsat, huet ëmmer drop insistéiert, dass de Sëtz, awer och de strateegesche Contrôle iwwert d'SES sollten zu Lëtzebuerg bleiwen. Dat war ëmmer d'Condition sine qua non zu all Transaktioun.

Ass dat nach ëmmer esou? Oder huet d'Regierung wëlle, op eng oder méi vun de Fuerderunge vun Appaloosa anzegoen?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo den Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géif dem honorabelen Här Fayot gären äntwerten, datt d'SES, wéi en och selwer weess, eng cotéiert Gesellschaft ass, déi op der Bourse cotéiert ass, wou d'Aktionären dat decidéieren, wat hinne richteg schéngt op enger Assemblée générale, déi bei där doter betreffender Gesellschaft dës Woch stattfënnt.

D'Lëtzeburger Regierung steet hannert der SES, erkennt d'Wichtigkeet vun der SES un. An d'Lëtzeburger Regierung, de Lëtzeburger Staat, vertrue den duerch d'Regierung, huet net d'Intentioun, déi Stëmmrechter, déi se an de Statute vun der SES huet, opzeginn.

An d'Lëtzeburger Regierung wëllt och, datt, wann et zu enger Ëmorganisatioun vum Verwaltungsrot kënnt, well et eng generell Tendenz international gëtt, fir Verwaltungsréit méi kleng ze maachen, dann hält d'Lëtzeburger Regierung drop, insofern se duerfir eng Majoritéit kritt – well et ass eng Assemblée –, datt d'Zuel vun de Vertrieeder vum Staat am Verwaltungsrot proportionell zur Gesamtzuel vum Conseil d'administration déi nammlechst bleift, wéi et haut de Fall ass.

D'Regierung huet sech och, wéi déi Regierung virun, derfir agesat, datt selbstverständlech de Sëtz vun där Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg bleift an datt déi substanzuell Aktivitéit vun enger internationaler Gesellschaft, wéi d'SES eng ass, och hei zu Lëtzebuerg weiderhi gemaach ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 200 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den elektronischen Impfpass. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 200 du 18 mars 2025 de M. Gérard Schockmel relative au carnet de vaccination électronique, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Am Joer 2024 huet d'EU iwwer 127.000 Fäll vu Riedele gezielt. Dat ass déi héchsten Unzuel un Infektiounen mat dësem geféierleche Virus zënter iwwer 25 Joer. Dës Fall weist, wéi wichteg et ass, datt genuch Leit sech impfe loosse.

Déi elektronesch Impfkaart, de CVE, kéint do eng grouss Hëllef sinn. An der Äntwert op eng Question parlementaire hat d'Madamm Minister d'lescht Joer geschriwwen, datt de CVE Opklärung doriwwer kéint ginn, wéi vill Leit géint wéi eng Krankheete geimpft sinn, an d'Patiente kéinten automatesch Rappelgeschéckt kréien, wann eng Impfung nees opgefrëscht misst ginn.

An dëser selwechter Äntwert hat d'Madamm Minister gesot, datt de CVE nach an enger Pilotphas wier. Um Internetsite vun der Agence eSanté steet dergéint, datt d'elektronesch Impfkaart zënter Januar 2022 allgemeng a Privatpraxen implementéiert gëtt.

Dozou wollt ech der Madamm Gesondheitsminister folgend Fro stellen: Ass déi elektronesch Impfkaart nach ëmmer an enger Pilotphas? Oder ass dës Phas ofgeschlossen? Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen vun der Pilotphas? Gëtt et eng Timeline, bis wéini déi elektronesch Impfkaart komplett generaliséiert soll ginn? Firwat ass um Site vun der Agence eSanté net vun enger Pilotphas rieds, mee scho vun enger generaliséierter Implementatioun zënter 2022? Bei wéi ville Pediatere, Generalisten, Infektiologen a Gynekologe gouf de CVE bis haut schonn ageriicht? Gëtt de CVE schonn aktiv genotzt? Ass et zum Beispill scho méiglech, Rappelgeschéckt ze verschécken?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. D'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, an och merci dem Här Schockmel fir dës Fro. De Carnet de vaccination électronique gëtt et schonn. Vill Pediatere a Generaliste benotzen e schonn. Mir sinn op ronn 500 Dokter, déi en de Moment benotzen.

Leit, déi en opgemaach hunn – well et ass esou, e bësse wéi mam DSP: wann een en net opmécht, kann en net benotzt ginn –, Leit, déi en da mat hirem Generalist oder hirem Pediatre opgemaach hunn: Do si mer de Moment op ronn 55.000 Patienten. An dovunner hunn der en och 48.500 opgemaach, fir datt direkt d'Informatiounen an den DSP kommen. Dat heescht, wa se hiren DSP opmaachen, gesi se och hire Carnet de vaccination électronique.

Den Differentiel – dat heescht, ongeféier maximal 10.000 Leit – hu just hire Carnet de vaccination électronique. A warscheinlech sinn dat déi kleng Kanner, déi bei de Pediatre an deenen zwee, dräi leschte Joer de Carnet de vaccination opgemaach kruten.

Firwat steet elo um Site vun der Agence eSanté näischt vun engem Projet pilote? Ma hire Projet pilote war en place gesat ginn, éier déi Base légale deposéiert ginn ass, déi sollt als Base légale fir de Carnet de vaccination électronique zielen.

Leider ass déi Base légale zréckgezu ginn opgrond vun Onzoulänglecheeten um Niveau vum juristeschen Encadrement. Déi Base légale huet nämlech virgesinn, datt de Carnet sollt obligatoresch sinn. An d'Argument, fir en obligatoresch ze maachen, war, datt een da besser kéint suivéieren, wat d'Stocke vun de Vaccine wieren. An dat huet elo d'Proportionalitéit vun där Mesür net erkläert. Dat heescht, duerfir hu mer dee Saz, deen an d'Infektiounsgesetz sollt ageschriwwen ginn, zréckgezunn.

Mir sinn awer amgaang, drun ze schaffen, fir, esou wéi den DSP, och de Carnet de vaccination électronique ze moderniséieren. An à terme wäerte mer dann doriwwer kommunizéieren, wéini déi Base légale wäert kreéiert ginn.

Mee jiddwereen, deen e wëllt opmaachen, dierf en opmaachen, ka mat sengem Generalist kucken, ob en ee Generalist huet, deen dat scho kann. Ronn 500 si schonn à même, deen opzemaachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 201 vum Här Tom Weidig un den Här Premierminister iwwert de Récktrëtt vu verschiddene Betriber aus den ESG-Krittären am Kader vun der Verdeedegungspolitik. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 201 du 18 mars 2025 de M. Tom Weidig relative au retrait de certaines entreprises des critères ESG dans le cadre de la nouvelle politique de défense, adressée à M. le Premier ministre**

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Här Staatsminister, Dir hutt ufanks Februar virum informellen EU-Sommet eng Propos vu Frankräich fir eng „Made in the EU“-Rüstungspolitik effentlech ënnerstëtzt. Dir hutt gesot, mir misste méi autark ginn an eis europäesch Rüstungsindustrie opbauen an ausbauen.

Ech hat an der Chamber d'lescht Joer eng Heure d'actualité iwwert d'Exklusivonslëscht vum Pensionskompensationsfong no ESG-Krittären ugefrot, wou ech kritiséiert hat, datt dës Lëscht d'Renditt reduzéiert an och net fair ass vis-à-vis vun eisen Alliierten.

Op der Lëscht ware grouss Rüstungsfirmer derbäi wéi Rheinmetall oder Airbus. Mir begrëssen, datt elo verschidde Firme wéi Rheinmetall vun der Lëscht erofgehall gi sinn. Mee do stinn nach vill grouss Firmen drop, déi fundamental wichtig si fir eis enksten Alliiert: Airbus aus Frankräich, Rolls-Royce aus Groussbritannien an och Honeywell aus den USA.

Här Staatsminister, wéi kënne mir als Land gläfwierdeg bei eisen enksten Alliierten oprieden, wa mir net mol erlaben, datt eise Fong an hir gréisste Rüstungsindustrie investéiere kann? Här Staatsminister, riskéiere mir do net, eis politesch ze isoléieren? Wat soe mir dem President Macron, wann e freet, firwat mir refuséieren, an Airbus ze investéieren, dem Starmer fir Rolls-Royce? A wat sot Dir, wann den Donald Trump Iech bei der éischter Entrevue freet, firwat mir refuséieren, a wichteg amerikanesch Firme wéi Honeywell ze investéieren?

Op der Exklusivonslëscht stinn och Firmen, déi an Nuklearenergie investéieren. Nuklearenergie ass e wichtegen Aspekt vun eiser europäescher Verdeedegung. Zum Beispill ka Frankräich fénnef bis zéng Joer laang Energie autark produzéieren, ouni datt se Importer brauchen. Dat ass fundamental wichtig fir eis europäesch Verdeedegung. Och do si Firmen op der Exklusivonslëscht, just well se zum Beispill un

innovative klengen Atomreaktere schaffe fir méi Energiediversitéit. Ass dat net och e Widdersproch zu Ärer Ausso, datt mir an Europa méi autark musse sinn an der Rüstungsindustrie?

Duerfir, Här Staatsminister, mengt Dir net och, datt och dës Firme missten erofgehall gi vun der Lëscht?

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géif dem Här Weidig wëlle soen, datt ech selbstverständlech um europäeschen Niveau déi Efforten ënnerstëtzen, fir d'europäesch Defense ze stärke wéinst der geopolitescher Situatioun, well mer der Meenung sinn, datt, notament wéinst der Situatioun an der Ukrain a wéi dat weidergeet, Russland eng Gefor ass. An dofir musse mer eis an Europa méi staark opstellen.

Wa mer dat maachen, kascht dat méi Geld. An da mécht et Sënn, datt een déi Gelder, wann ee scho muss an d'Rüstungsindustrie investéieren, och zu engem groussen Deel an Europa hält, well engersäits schafft een domadder dann och an Europa Aarbechtsplazen, wat gutt ass, an anersäits evitéiert een ze vill eng grouss Ofhängegkeet vu Produzenten ausserhalb vun Europa. Dofir hunn ech net dat Wuert „autark“ gebraucht, mee ech hu gesot, datt et wichteg ass, datt een d'europäesch Produktioun vun Defenseekipementer, wat heiansdo och kënnen Dual-Use-Ekipementer sinn, ënnerstëtzt. Dat zum Prinzip.

Grundsätzlech si mer dofir och der Meenung, datt een och an déi Firme muss kënnen investéieren. Dat gëllt fir de Staat, dat gëllt fir de Privatsektor. Dat war historesch net esou. Ech weess selwer aus dem Finanzsektor, datt et laang ugesi ginn ass, datt et net no alle Krittären – och ESG et auters – wär, fir an d'Defenseindustrie ze investéieren. Mee ech mengen, d'geopolitesch Situatioun huet leider geännert, soudatt elo souwuel de Staat wéi och international Organisatiounen a Finanzinstitutiounen, wéi zum Beispill d'BEI, och hir Krittären amgaange sinn ze iwwerkucken, op Wonsch och vun de Regierungen, fir och d'Defense mat anzubauen an déi Investissementer, déi se kënne maachen.

Och de Lëtzebuerger Staat, do, wou dat noutwendeg ass, begleet deen Exercice. Mee wat d'Lescht ubelaangt vun den Investissementer, déi de Fonds de compensation mécht – dat sinn also d'Gelder fir d'Pensions –, do gëtt et eng Rei Krittären, déi de Fonds de compensation a senger Independance, innerhalb vu senger Statuten ofmécht.

De Fonds de compensation gëtt vun de Sozialpartner a vum Staat geréiert. An do hëlt e Firmen eran a Firmen erof. An do ass en onofhängeg, fir dat ze maachen.

Mee generell kann ech just soen, datt de Lëtzebuerger Staat Investissementer an europäesch Firmen an der Rüstung oder am Dual Use och encouragéiert, well se noutwendeg sinn, fir eng méi staark Autonomie an deem dote Beräich an Europa ze hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 202 vum Här Maurice Bauer un den Här Inneminister iwwert d'Transposition vum Gehälteraccord vum 29. Januar 2025 an de Gemengen. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 202 du 18 mars 2025 de M. Maurice Bauer relative à la transposition dans le secteur**

communal de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de leschten 29. Januar huet d'CGFP zesumme mam Minister vum effentlechen Déngscht Serge Wilmes am Numm vun der Regierung en neien Accord salarial ënnerschriwwen. Am Virfeld an och elo no der Ënnerschrëft vun dësem Accord salarial hu souwuel den Inneminister Léon Gloden wéi de Minister vum effentlechen Déngscht Serge Wilmes ëmmer erëm hire Wëlle betount, fir dësen Accord salarial fir d'éischt kéier zäitgläich beim Staat wéi och direkt bei de Gemenge wëllen ëmzesetzen.

Dës Moosnam beweist de kloer politesche Wëlle vun dësen zwee Ministeren an dëser Koalitioun, fir wëllen eescht ze maachen, fir de kommunalen Déngscht ze stäerken an eng nei Ära an der Gläichstellung tëscht dem staatlechen an dem kommunalen Déngscht ze schafen. Et geet och drëms, domadder endlech Ongerechtkeeten tëscht Staat a Gemengen ofzeschaffen.

Dofir wëll ech dem Här Minister fir d'Affaires intérieures folgend Froe stellen: Kënn Dir confirméieren, dass dës ambitiéis Ëmsetzung scho wäert fir den Accord salarial vum 29. Januar applikabel sinn? Sinn dës Aarbechte schonns ugelaft a gëtt et do e Planning fir d'Aarbechte fir d'Ëmsetzung vum Accord salarial? A wat si méiglech Hürden a wat bedeit dës Decisioun fir d'Roll vun der Commission paritaire?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Den Här Inneminister huet elo d'Wuert. Här Inneminister, et ass un Iech.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci och dem Här Bauer fir dës Fro. Fänke mer emol fir d'éischt mam Accord salarial vum 2022 un. Do hunn ech elo viru Kuerzem, den 11. Mäerz, eng Circulaire un d'Gemenge geschéckt, wou déi eenzel Mesüre vum Accord opgezielt ginn an d'Gemengen Detailler kréien, wéi deen ëmzesetzen ass.

Et kënn aus Ärer Fro eraus, datt d'Zesummenaarbecht tëscht dem Fonction-publiques-Minister an dem Inneministère kéint besser si wéi virdrun. A mir hunn dat och elo esou ëmgusat. Mir hunn direkt zesumme geschafft, fir dat eeben deen neien Accord vum 29. Januar méi schnell kann ëmgusat ginn. Well an der Vergaangenheet huet dat laang gedauert. Et ass en Accord salarial gemaach ginn, dann ass e Gesetz gestëmmt ginn an duerno ass eréischt den Inneminister kontaktéiert ginn, fir dann d'Gesetz unzepasse fir de Sektor communal.

Elo hu mer direkt virop Gespräicher gefouert mat der Fonction publique, soudatt mer eis direkt nom Accord salarial zesummegesat hunn, déi zwee Ministère, fir eeben déi Texter parallel virzebereeden. An den 22. Abrëll kënn d'Commission centrale dann zesummen, fir iwwert déi Punkten ze schwätzen. An d'Commission centrale kann, wann de Besoin do ass, och Experten u Bord zéien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 203 vum Här Meris Sehovic un den Här Inneminister iwwert den Heescheverbuet an de Règlement-communale vun der Police. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 203 du 18 mars 2025 de M. Meris Sehovic relative à l'interdiction de la mendicité dans les règlements communaux de police, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, den neie Gesetzesprojet 8418, deen d'Justizministesch am Juli 2024 deposéiert huet, wäert d'Heeschen dann elo nach eemol – dës Kéier da wuel bewosst – aus dem Code pénal sträichen, nodeems dat jo eigentlech scho viru Joren, scheinbar duerch e Feeler, passéiert war.

Allerdéngs gesäit de Projet de loi och vir, en neie Strofbestand, an zwar dee vum aggressiven Heeschen, anzeféieren. Dëst bedeit, dass et verbuede gëtt, op eng opdrénglech Manéier op ëffentleche Plazen oder viru Gebaier Suen oder Saachen ze froen.

Nieft der Debatt, déi ech haut elo hei net wëll féieren, wat mat dëser onpreziser Formulatioun gemengt ass – do huet jo schon d'Diskussioun ugefaangen an der Justizkommissioun an do leie jo eng Rei katastrophal Avisé vum de Justizautoritéite vir – erschéngt mer awer en anere Punkt eigentlech essenziell.

E puer Gemenge ginn iwwer hir eege kommunal Policereglementer méi wäit a leeë méi streng Reegele fest. De Stater Policereglement verbitt zum Beispill net nëmmen déi organiséiert Mendicitéit oder d'Heesche vu Mannerjäregen, dat am Artikel 41 vum hirem Reglement, mee den Artikel 42 vum deem selwechte Reglement verbitt eeben och all aner Form vu Mendicitéit – ech zitieren aus dem Reglement: „toute autre forme de mendicité“ – op bestëmmte Plazen an zu bestëmmten Zäiten, wat am Fong jo och d'Mendicité simple, déi einfach Mendicitéit, ëmfaasst.

Mat der neier Verfassung ass allerdéngs kloer, dass esou Restriktiounen nëmme kënnen duerch e Gesetz festgeluecht ginn an net duerch en einfacht Gemengereglement. Spéitstens mam Gesetzesprojet 8418 feelt also d'legal Basis, egal wéi een dat elo verstanen huet an der Vergaangenheet, wat d'Jurisprudenz eigentlech scho kloer tranchéiert huet.

Et gouf en enormen Hin an Hier vusäite vum Inneminister a vun der Justizministesch, wou och deen een net onbedéngt ze wësse schéngt, wat deen anere mécht, ob dann elo nach en zousätzlechen Text agefouert gëtt oder net an esou weider an esou virun.

Ech géing dowéinst gäre follgend Froe stellen:

Éischstens, kënnt eng legal Basis, déi et dann de Gemenge géng erlaben, déi einfach Heescherei ze verbidden? Wa jo, wéi wäert dat genee ausgesinn? A wann net, wat geschitt mat deene Gemengereglementer, déi déi einfach Heescherei haut verbidden?

Ass den Här Inneminister der Meenung, dass d'Stad Lëtzebuerg, an eventuell och aner Gemengen, hir Reglementer upasse mussen, fir mam neie Gesetz konform ze sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci och fir dës Fro. Fir d'éischt: Dir hutt do geschwat vu katastrophalen Avisen iwwert de Projet de loi iwwert d'Mendicité aggressive. Also, ech hunn déi och gelies, ech hunn awer elo guer net fonnt, dass de Staatsrot do e katastrophalen Avis ginn huet.

(Interruptions)

Zu Ärer preziser Fro, generell. Fir d'éischt, déi Policereglementer, déi ënnert der aler Verfassung geholl gi sinn, bleiwen, ginn analyséiert opgrond vun der aler Verfassung. A wa Policereglementer geholl ginn ënnert der neier Verfassung, braucht der, wéi Der gesot hutt, dofir eng Base légale.

Dir wësst och, well Dir sidd jo an der Kommissioun, dass ech e Projet de loi deponéiert hunn am Juli, fir

d'Policereglementer vun de Gemengen ze iwwerschaffen, wou da verschidden Hypothese festgeluecht ginn, opgrond vun deenen d'Gemengen da kënnen an hirem Policereglement verschidden Dispositiounen huelen, wéi zum Beispill Tapage nocturne.

D'Mendicitéit, déi Dir ugeschwat hutt, fir d'Stad Lëtzebuerg – déi hutt Dir jo zitéiert –, dat Reglement ass ënnert där aler Verfassung geholl ginn, soudatt dat ënnert där aler Verfassung Bestand huet. Ech ginn elo net méi op déi ganz Geschicht do an. Dir wësst, dass och zurzäit zwou Prozedure virum Verwaltungsgeriicht lafen.

Wann elo e Policereglement ënnert der neier Verfassung geholl gëtt opgrond vun deem Projet de loi, wat dann eng Kéier e Gesetz gëtt, vu datt d'Mendicité simple elo gestrach gëtt aus dem Code pénale opgrond vun deem Projet de loi vun der Madamm Justizministesch, ass et net méi méiglech, d'Mendicité simple am Policereglement da festzeschreiven.

Ech erënneren drun, dass mer jo och nach aner Projet-de-loien hunn, iwwert de Platzverweis renforcé an aner Projet-de-loien, déi mer jo dann och eng Kéier opgrond vun den Avisen an der Kommissioun wäerte beschwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 204 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Justizministesch iwwert den Accès zur Jurisprudenz. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 204 du 18 mars 2025 de Mme Carole Hartmann relative à l'accès à la jurisprudence, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Madamm Justizminister, nom Prinzipp „Nul n'est censé ignorer la loi“ ass u sech all Bierger derzou verpflichtet, d'Gesetz ze kennen an domadder awer och iergendwéi ze wëssen, wéi déi Gesetzter an der Praxis applizéiert ginn.

D'Urteeler vun eise Geriichter sinn net alleguerten ëffentlech zougänglech. Et ass awer an de leschte Joren un dem System geschafft ginn. Sait 2022 gëtt et de Programm JUANO, fir dës Prozess ze acceleréieren, dat heescht, fir och d'Geriichtsurteeler ze digitaliséieren an esou souwuel dem Bierger wéi zum Beispill och de Meedien, de Presseorganer, zur Verfügung ze stellen.

Ech wëilt heimadder zwou Froen un Iech stellen:

Wéi bewäert d'Regierung aktuell d'Effizienz vun dësem System vun der Anonymiséierung vun den Urteeler an och vun der Publikatioun vun dëse Geriichtsurteeler?

A gëtt et eng weider Strategie, fir an Zukunft Urteeler an och d'Arrête vun de Cours administratives an de Cour-d'appelle systematesch ze publizéieren, an esou dem Bierger an och de Meedien e kompletten Zougang zu eiser Jurisprudenz ze ginn?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet d'Justizministesch d'Wuert.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och Merci der Madamm Hartmann fir dës ganz wichteg Fro. Wéi Der richteg scho gesot hutt, sait Juli 2022 benotzen d'Justizautoritéiten e Programm, dee sech JUANO nennt, deen am Fong geholl och op Kënschtlecher Intelligenz baséiert an deen dann hëlleft, schonn direkt déi richteg Elementer ze gi fir d'Anonymisatioun. Well et kann

ee jo net einfach anonymiséieren, mee et muss een esou pseudonymiséieren, dass d'Urteel herno nach verständlech ass.

An all d'Greffiere vun deene verschiddene Juridiktione sinn och gebieden, dësen Outil ze benotze fir d'Anonymisation. Do virdru war et effektiv esou, dass d'Decisiounen just verëffentlecht gi sinn, wann de Richter zur Konklusioun komm ass, dass en Interêt do war, fir déi Decisioun ze verëffentlechen, an um Parquet sinn dann herno zwou an eng hallef Tàche agesat ginn, fir d'Urteeler ze anonymiséieren, wou eng Demande speziell erakomm ass, dat heescht, déi net schonn iwwert de Greffe anonymiséiert gi sinn.

Zënter der Utilisatioun vu JUANO ginn am Prinzipp all d'Urteeler anonymiséiert, wat och als Konsequenz mat sech bruecht huet, dass mer seit Juli 2022, wou mer eng Zuel vun 22.000 Urteeler haten, déi verëffentlecht gi sinn, op enger Zomm vu 36.000 sinn am Mäerz 2025. Dat heescht, dass ass considerablement an d'Lucht gaang. De Virdeel, doduerjer, dass mer Kënschtlech Intelligenz benotzen, ass, dass déi Kënschtlech Intelligenz och léiert an dass se och ëmmer méi effikass gëtt an doduerch manner Feeler entstinn. Well et muss een och wëssen, et ass awer ëmmer nach een, deen herno d'Kontroll mécht, ob dat dann herno richteg fonctionéiert huet an ob dat och Sënn mécht.

An deem Sënn ass d'Äntwert op meng éischt Fro, dass mer der Meenung sinn, dass d'Effizienz vum JUANO scho gutt ass an dass se sech och kontinuierlech verbessert, wat positiv ass.

D'Zil ass weiderhin, all d'Urteeler ze anonymiséieren an ze publizéieren, mat e puer klengen Ausnamen. Et ass effektiv esou, dass d'Ordonnanze vum Untersuchungsrichter, d'Decisiounen vun der Chambre du conseil an d'Ordonnances conditionnelles de paiement am Moment net anonymiséiert a verëffentlecht ginn, well do zum Deel dann en Interêt ass, deen net onbedéngt ginn ass.

Bei der Verwaltungsgerichter ass et esou, dass am Fong scho seit der Grënnung vun dëse Gerichter d'Decisiounen anonym publizéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 205 vum Här Marc Goergen un den Här Inneminister iwwert d'Ariichte vun der Maison de retour, fir besser Rücksicht op d'Kannerbedierfnisser ze huelen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 205 du 18 mars 2025 de M. Marc Goergen relative à l'aménagement de la Maison de retour pour une meilleure prise en compte des besoins des enfants, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir waren d'lescht Woch als Kommissioun d'Maison de retour kucken. An ech wëll am Viraus soen, dass d'Personal säi Bescht mécht an déi Méiglechkeeten notzt, déi him zur Verfügung gestallt ginn.

Wat mer do gesinn hunn, do maachen ech eng getrennt Bewäertung tëscht, op där enger Säit, deem, wou déi eenzel Männer schlofen an, op där anerer Säit, deem, wou Famillje sollen ënnerkommen. Mir läit virun allem deen Deel um Häerz, dee mer gesinn hunn, wou d'Famillje sollen ënnerkommen. An do muss ee leider soen, dass dat guer net familijegerecht a kandgerecht ass. Dat sinn déi bëlle Zelter, déi ee fonnt huet, mat metallene Better mat Plastikmattressen. An ech hunn dat och ganz transparent sur place do ugeschwat.

Zum Beispill, Dir kennt alleguerten d'Luxexpo, Dir wësst, wéi de Buedem do ass. Ma de Spillberäich, wou d'Kanner solle spillen, ass och dee Bëtonsbuedem. Do ass e ganz klengen Teppech, awer vläicht esou grouss wéi d'Pult. Dat ass alles! An duerfir hunn ech dann déi Fro opgeworfen, firwat een do net dru geduecht huet, fir dass op d'mannst d'Kanner net mussen um Bëton spillen. Well et si Kanner, dat hu mer gesot kritt, vun zwee, dräi, véier, fënnf Joer, oder nach méi kleng deelweis, déi mussen um Bëtonsbuedem spillen.

Dee selwechte Problem hate mer, wéi mer erausgaange si bei d'Toiletten. Do muss ee sech da virstellen, do sinn d'Toiletten en bloc extern. Dat ass ok. Ech mengen, et ass eng Noutënnerkonft. Mee wat mech do gestéiert huet, ass: Déi Toilette fir d'Männer sinn ënnerdaach, dat heescht, wann et schneit oder reent, da ginn d'Männer dréchen op hir Toilette. Hutt Der e Kand an eng Famill, musst Der duerch de Ree goen.

An duerfir hunn ech gesot: Da kommt, mir ginn emol hin a mir maachen do e bëssen Drock! Well ech hunn déi Fro sur place gestallt an ech hunn d'Resonanz gespuert, dass een dat eigentlech net annere wëllt. Ech hunn dann erkläert kritt: Dee Block stoung ëmmer do! Jo, gutt, dat ass fir mech keng Erklärung dofir, dass d'Kanner mussen nuets, wa se eng Kéier op d'Toilette mussen – an dat kënnt warscheinlech bei de Kanner méi oft vir wéi bei de Männer –, mussen duerch de Reen oder duerch d'Keelt goen.

An deementspriedend wollt ech haut d'Fro matbréngen un den Inneminister, ob e sech där Situatioun bewosst ass. A fir, wuelverstan, Kanner an Famillje besser méiglecheiten ze ginn. Well d'Leit gi jo fräiwëlleg dohin, an et soll een dann och de Kanner en Ëmfeld ginn, well dat doten ass e Bagage, dee se fir hiert Liewen wäerte mathuelen.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert fir den Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Mir waren d'lescht Woch zesumme mat der Kommissioun déi Struktur vun der Maison de retour volontaire kucken, e Projet, dee säit Jore versprach ginn ass an deen dës Regierung och elo ëmgesat huet.

Ech schwätzen och ëmmer op den europäesche Conseile vun deem Projet, wa mer iwwert de Retour volontaire schwätzen. An d'Kolleegeinnen an d'Kollegen aus deenen aneren EU-Memberstaaten sinn och ganz interesséiert un eise Konzept.

Et ass eng provisoresch Struktur. Dofir maachen ech och direkt en Appell hei un d'Gemengevertrieder: Wann Der en Terrain hutt, wou mer kënnen eng definitiv Struktur opbauen, da kënnt Der mer gär am Ministère uruffen oder en E-Mail schécken. Et ass e Provisorium, dat hunn ech ëmmer gesot. A mir kucken no jiddwerengem. Mir kucken no de Fraen an de Kanner, déi do sinn, a mir kucken och no de Männer.

Et ass elo esou, dass déi Hal net dem Staat gehéiert. Mir hunn do gelount a mir hunn do och strikt Oplagen, wat een därfer fixéieren oder net. Ech wëll och betounen, dass mer ëmmer positive Feedback, besonnesch vun de Frae mat hire Kanner, kréien, dass ganz gutt no hinne gekuckt gëtt, well se och separat vun de Männer leien. Den Encadrement ass gutt, dat hutt Dir jo och nach eng Kéier widderholl.

Wann et elo ëm deen Teppech do geet, ass deen Teppech och net esou kleng, wéi Der gesot hutt, en ass och méi grouss an et wäert och nach méi e groussen

Teppesch an dee Spillraum geluecht ginn. An et sinn och ganz vill Spillsaachen do. Mir dierfe leider do keng Schaukelen an esou installéieren, Spillplazen, well déi mussen eebe mat d'cke Schrauwe verankert ginn, an dat dierfe mer net.

Mee ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass an där Struktur d'Leit jo am Dag dierfen erausgoen. An do gëtt och spezifesch no de Frae mat hire Kanner gekuckt, fir dass se gehollef kréien, se kënnen erausgoen op Spillplazen oder en Encadrement duerch Sportsveräiner hunn oder soss kulturell Aktivitéite maachen.

Bei den Toiletten hutt Der just en Deel vun der Wourecht gesot, Här Goergen, well Dir hutt och op der Plaz erkläert kritt, dass nei Containeren amgaange sinn, bestallt ze ginn, wou dann och gekuckt gëtt, dass deen Iwwerdaach nach méi grouss gemaach gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 206 vun der Madamm Françoise Kemp un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul iwwert d'Unzéie vun Talenter an der Fuerschung. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 206 du 18 mars 2025 de Mme Françoise Kemp relative à l'attraction de talents dans le domaine de la recherche, adressée à Mme la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wëssenschaft an den USA steet aktuell ënner bedeitendem Drock. Zënter dem Amtsuntrëtt vum President Donald Trump gesi sech vill Fuerscherinnen a Fuerscher mat Budgetkierzungen, Entloossungen an enger allgemenger Onsicherheit konfrontéiert. Méi wéi 5.000 Aarbechtsplazen am Gesondheetswiesen an an de Liewenswëssenschafter sinn aktuell scho verluer gaangen. An och ëffentlech finanziéiert Fuerschungsprojeten op Universiteiten an a Spideeler sti viru schwierigen Amenter.

Erfueren US-Wëssenschaftler warnen, dass d'Fuerscher méiglecherweis d'USA verloossen, fir am Ausland méi stabill Karriärchancen a besser Fuerschungsbedingungen ze fannen. Dës bitt eng eemoleg Geleeënheet fir Europa an och fir Lëtzebuerg, remarkabel Fuerscher, souwuel Europäer wéi och Net-Europäer, fir eis Universiteiten a Fuerschungsinstitute ze gewannen. Duvunner kéint net nëmmen d'Wëssenschaft, mee och d'Lëtzebuergesch Wirtschaft staark profitéieren, besonnesch a Beräicher wéi Kënschtlech Intelligenz a Biomedezinn.

An dësem Kontext wëllt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch stellen:

Disposéiert d'Regierung iwwer eng geziilt Strategie fir Talentattraction, fir international unerkannte Fuerscher a Wëssenschaftler op Lëtzebuerg ze kréien? Wa jo, wéi gesäit dës Strategie aus?

A wéi engem Beräich ginn déi meeschte Fuerscher a Wëssenschaftler aktuell gebraucht?

Wéi plangt d'Regierung, de Fuerschungsekosystem zu Lëtzebuerg weider ze entwéckelen, fir laangfristeg international konkurrenzfähig ze bleiwen?

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. D'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul huet d'Wuert.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President.

Merci, Madamm Kemp fir dës Fro. De Fuerschungsekosystem zu Lëtzebuerg ass ganz international ausgeriicht a rekrutiert och international. Mir hunn eis eng Rei Instrumenter ginn, fir eis ze erlaben, international Talenter an der Fuerschung ze rekrutieren. Dozou gehéieren notament de Programm PEARL an de Programm ATTRACT vum Fonds national de la recherche.

PEARL huet zum Zil, etabléiert international Fuerscher a strateegesch wichteg Fuerscherberäicher unzezielen, an ATTRACT viséiert, villversprechend jonk Fuerscher op Lëtzebuerg ze zéien, fir hei eng Fuerschungsekip am Beräich vun eise Fuerschungsprioritéiten opzebauen.

Béid Instrumenter hu mir 2024 extern evaluéiert gelooss, an d'Resultater vun dëser Evaluatioun hu gewisen, dass et sech ëm e wichtigen Outil handelt, fir de Lëtzebuerg Fuerschungsekosystem geziilt ze stäerken, dee mir mat punktuellen Upassungen an Zukunft wäerte weiderféieren.

Lëtzebuerg ass och en Deel vun der paneuropäescher Initiativ EURAXESS, fir d'Mobilitéit vu Fuerscher ze facilitéieren. Dozou gehéiert och de Volet vun der Attraktioun vun internationale Fuerscher.

Mat Research Luxembourg hu mir eng Plattform ginn, fir de Lëtzebuerg Fuerschungsekosystem an Zesummenaarbecht mat all eisen ëffentleche Fuerschungsinstitutionen international ze promovéieren.

De Fuerschungs- an Héichschoulministère schafft och zudeem aktiv am Comité interministériel fir Talentattraction mat, wou am Kader vun de lafenden Initiativen, notament der Ausschaffung vun engem nationale Portail fir d'Attraktioun vun Talenter, och de Volet vun der Fuerschung mat afléisst.

Mat all de genannten Instrumenter si mir gutt opgestallt, fir och am aktuellen internationale Kontext international Fuerscher unzezielen an an eise Fuerschungsekosystem ze integréieren.

Natierlech si mir och europäesch Outilen wichtig, wéi d'prestigiéis Finanzementer vun dem European Research Council, oder d'Marie-Sklodowska-Curie-Aktiounen. A mir ënnerstëtzen Initiativen, fir dës Instrumenter am aktuellen Kontext ze notzen an auszebauen.

Mir wëllen eis ganz international opstellen. An natierlech sinn och Fuerscher aus der ganzer Welt, och aus den USA, wëllkomm. Si kënnen eng Beräicherung fir eis Fuerschungslandschaft sinn, wa si sech wëlle Richtung Europa orientéieren.

Mir gesinn e wuessenden Interêt vu Fuerscher an den USA, fir sech Richtung Europa ze orientéieren, a wäerten déi Evolutioun natierlech verfollegen a gegebenefalls entsprechend begleeten. Et ass ons awer och wichtig, hei zu Lëtzebuerg Talenter auszebilden an och hei ze halen, an och, wéi gesot, déi, déi op der Uni ausgebild ginn an an onsen CRPen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 207 vum Här Marc Baum un den Här Inneminister iwwert d'DPIen aus dem Venezuela. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 207 du 18 mars 2025 de M. Marc Baum relative aux DPI ressortissants du Venezuela, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi politesch a virun allem déi humanitär Situatioun am Venezuela ass, zënter e puer Joer schonn, amgaang,

sech massiv ze degradéieren. Dës Chamber huet e Bewusstsein dovunner ausgedrückt an der Form vun enger Resolutioun, deposéiert vum honorabele Gusty Graas am Oktober 2024, déi iwwert de Venezuela seet, „que le régime actuel poursuit de manière continue et méthodique une stratégie généralisée de répression, d'harcèlement, de persécution et d'arrestation contre la population vénézuélienne, y inclus la jeunesse vénézuélienne ainsi que l'espace démocratique.“

Dës Chamber huet dës Resolutioun mat 58 Stëmmen ugeholl, dovunner alleguer d'Deputéiert aus de Majoritéitsparteien. Dofir erstaunt et mech, wann dat d'Ästellung vun der Chamber ass, dass een dann awer an de Rapporte vum Ministère liese muss, dass keng Venezolaner oder kaum Venezolaner zu Lëtzebuerg Asyl kréien – wann d'Chamber jo awer gemeinsam déi Konklusioun trëfft, dass do d'Mënscherechter konsequent mat Féiss getrëppelt ginn.

Dofir wollt ech de Minister froen, op wéi eng Sourcé seng Servicer sech da beruffen, fir ze enger anerer Appreciatioun ze kommen, wéi d'Chamber, a wéi hie sech erkläert, dass d'Chamber dann eng Appreciatioun geholl huet, déi net der Praxis vun Ärem Ministère entsprécht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Wuert huet elo den Här Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro. Ech mengen, ech hunn et schonn e puermol gesot: Wann ee säi Land verléisst, da verléisst en et am Prinzip jo net fräiwëlleg, mee well et em net gutt geet, well en entweder individuell verfollegt gëtt oder, le cas échéant, aus wirtschaftleche Grënn. Wirtschaftlech Grënn sinn awer numol kee Motiv am Asyl- an Immigratiounsgesetz.

D'Chamber huet hei eng Resolutioun gestëmmt. Dir hutt mech gefrot, firwat ech géif mengen, dass d'Chamber déi gestëmmt huet. Dat kann ech Iech net soen. Ech sinn net Member vun der Chamber.

Mee mir halen eis un d'Asyl- an d'Immigratiounsgesetz, wou ganz kloer drasteet, dass all Fall eenzel gekuckt gëtt. An ech hu schonn oft genuch hei an op soss anere Plaze gesot, dass mir dorop halen, all eenzel Demande ze kucken. Mir baséieren eis notament op de Venezuela-Country-Focus-2024-Rapport vun der Agence vun der Europäescher Unioun iwwert den Asyl. Generell Crainten ... Wa Leit d'Land verlossen opgrond vu generelle Crainten, ass dat kee Motiv ënnert dem Asyl- an Immigratiounsgesetz. Et muss all Fall eenzel gekuckt ginn.

Zu den Zuelen: Tëscht 2023 an 2024 hu mer 237 Demandeurs de protection internationale aus dem Venezuela, dovunner 125 Refusen. An et sinn nach 112 Dossier en cours d'analyse. Bis elo ass keng Autorisatioun gi ginn. Et waren 20 Affäre bis elo um Tribunal administratif. An déi hunn alleguer ... D'Riichter hunn do d'Decisioun vum Minister confirméiert.

Ech wëll och drop hiweisen, dass den Taux de reconnaissance generell an Europa bei 3 % läit. Dofir, mir wäerten eis weider un d'Gesetz halen an och weider all Dossier eenzel kucken. A wann eenzel Motiver den Asyl justifiéieren, da kréien déi Leit natierlech och den Asyl.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 208 vum Här Ben Polidori un den Här Minister fir Wirtschaft, fir Energie an Tourismus iwwert de Schutz vun de Mënscherechter am Cybertechnologieberäich, mat engem besonnesche Fokus op d'Pegasus- an d'NSO-Affär. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 208 du 18 mars 2025 de M. Ben Polidori relative à la protection des droits de l'homme dans le secteur économique des cyber-technologies, avec un accent particulier sur l'affaire Pegasus et NSO, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, net méi spéit wéi gëschter war de Sujet vun der Spionage-Software Pegasus vun der Firma NSO nees eng Kéier an der Press. Zivilgesellschaftlech Acteuren – ënner deenen zum Beispill Amnesty International oder d'Initiativ fir en Devoir de vigilance sinn – maache sech staark fir eng Verbesserung vum Schutz vun de Mënscherechter am Beräich vun de Cybertechnologien a bedauern, dass d'Regulatiounen um nationalen an och internationalen Niveau nach net duerginn, fir Journalisten, Oppositionspolitiker, Aktivisten an allgemeng Privatpersounen adequat viru Spionagegrëffer duerch Softwaren ze schützen – Software wéi Pegasus, déi laut engem Rapport vum EU-Parlament och vu Lëtzebuerg aus solle verkaft gi sinn.

Ech wëllt an deem Kontext dem Minister folgend Froen stellen: Wou sinn d'Regierungsarbechten am Beräich vun den Entrepreneuren an de Mënscherechter aktuell drun? A wat ass hei an noer Zukunft geplangt? Wéi eng Fortschreitter sinn an noer Zukunft am Beräich vun enger Verbesserung vum Droit de vigilance ze erwaarden? A wéi huet sech Lëtzebuerg op europäeschem Niveau am vergaangene Joer abruucht, fir eng Stärkung vun de Mënscherechter am Beräich vun de Cybertechnologien ze erzielen? Wéi steet de Minister der Iddi vun enger Kontroll- a Surveillanceautoritéit fir d'Kontroll vun der Ëmsetzung vum Schutz vun de Mënscherechter um Niveau vun Entrepreneuren aus dem Beräich vun de Cybertechnologien géint iwwer? A wéi enger Roll gesäit de Minister hei den ILNAS? An dann déi lescht Fro: Wat fir Relatiounen huet Lëtzebuerg mat der Firma NSO?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. D'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools och dem Här Polidori fir déi Froen.

Natierlech muss een zu deem Theema hei soen, dass am Moment an der Aktualitéit déi Froen, déi sech stellt ginn iwwer eng SOPARFI hei zu Lëtzebuerg, déi verschidde SOPARFien huet, also verschidde Konstrukter huet. Se verkeeft net iwwer Lëtzebuerg. Dat ass dat, wat ech selwer aus der Press erausgesinn hunn. Ech selwer ginn net bei Firma froen, wat se maachen a wat se net maachen. Dofir gëtt et hei zu Lëtzebuerg den OCEIT, deen eebe grad déi Kontrolle mécht vun den Exportatiounen. Déi sinn awer am Ausseministère, sou dass ech Iech do keng Äntwerte kann dozou ginn.

Ech mengen, dee wichtigste Volet ass awer hei, wéi Der en och ugeschwat hutt, dee vun der CS3D, also: Wéi ass et iwwerhaapt mam Liwwerkettegesetz? D'Liwwerkettegesetz, wou et ëm zwee Hauptpunkte geet: op där enger Säit d'Mënscherechter, wéi Der se och ugeschwat hutt, an op där anerer Säit och alleguer déi Ëmweltoplagen, déi Firmae sollen a mussen respektéieren. Eng Panoplie vu Firmen, déi dat souwiesou schonn als intern Prozeduren hunn, anerer, déi sech mat där CSDDD sollen dann do och en règle setzen an och e Contrôle maache vun deene verschiddenen Aktivitéiten, déi se hunn.

Wéi gesot, e wichtige Volet dovun ass, dass d'SOPARFien net drënnerfalen am europäeschen Text, wéi et elo virgesinn ass, well d'Aktivitéit, déi vun der Firma

gemaach gëtt, net an deem Land ass. Mee déi muss an deem Land kontrolléiert ginn, evidentement, wou d'Aktivitéit selwer ass, wou sou eng Cybersecurity-Software géng verkaf ginn, oder wat och ëmmer, mee net an deem Land, wou d'SOPARFI steet.

Mir hunn eis zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joren natierlech ganz enk mam Sujet um europäeschen Niveau auserneegeesat. Et waren op där enger Säit de Justizministère, den Ausseministère, de Wirtschaftsministère, déi alleguer mat dru bedeelegt waren un der Fro vum Liwwerkettegesetz an Europa.

An et ass nach wie vor d'Iwwerzeugung vun der Regierung, dass mer e Liwwerkettegesetz brauchen an Europa, well et nämlech besser ass fir d'europäesch Entrepreneuren, an natierlech dann och fir d'Lëtzebuerger Industrie, wa se eng Reegel huet a ganz Europa, wéi 27 eenzel Reegelen, déi se muss an deenen eenzelne Länner kënnen respektéieren. Dofir war do d'Positioun kloer.

Mee wat awer genausou kloer ass, ass d'Fro vun der Simplification administrative. D'CSDDD hat eng ganz „Complication administrative“, am Reporting zumools, mat sech bruecht, wou mer eis allegueren heibannen eens sinn, dass d'Entreprise mussen méi maachen, op där enger Säit fir d'Ëmweltkriterien, op där anerer Säit, fir d'Mënscherechter ze respektéieren, dass dat méi muss suivéiert ginn, dass d'Entrepreneuren do Responsabilitéiten hunn. Do si mer eis allegueren eens heibannen.

Wou mer awer Diskussiounen, mengen ech, wäerte kréien, dat ass: Wéi maache mer et, dass mer eis Entrepreneuren net ze vill belaaschte mat allegueren deene Reportingen? Well all déi Reportingen, déi iwwer eng CSR, déi iwwer eng CSDDD oder iwwer all aner europäesch an och national Texter op d'Entrepreneuren duerkommen, maachen, dass se net méi kënnen normal schaffen, mee dass se wierklech Problemer hunn, fir iergendwéi nach produktiv a kompetitiv an engem weltwäite Marché kënnen ze sinn.

An dofir och den Omnibus 1 an den Omnibus 2, hantert deem dës Regierung ganz kloer steet, wéi e vun der Kommissioun proposéiert ginn ass, wou och zumools d'CSDDD nach eng Kéier ugepasst ginn ass, fir eng Simplifikatioun ze maachen, dat zumools um Volet vun de PMEen, fir dass déi net esou staark beim Reporting mat a Consideratioun geholl ginn. Wat och ganz kloer eng Fuerderung vun dëser Regierung ass, fir eeben do d'Charge administrative vun de Betriber erofzekeréien, well mer mierken, dass – besonnesch an deem leschte Produktivitéitsrapport, wéi en och hei zu Lëtzebuerg presentéiert ginn ass – eis Entreprise ganz grouss Schwierigkeeten hunn, mat all deene Reportingen vun de Reportingen an Tester vun den Tester an administrativ Hürden, déi se hunn, nach kënnen ze funktionéieren. Dat war ganz kloer eng Positioun vun der Regierung.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wirtschaftsminister. Domat wär dës Punkt dann ofgeschloss.

Éier mer zum nächste Punkt kommen, hunn ech nach zwou ugekënnegt Wuertmeldungen hei. Déi éischt wär déi vun der Madamm Joëlle Welfring, an déi zweet déi vum Här Charel Weiler.

5. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

D'Madamm Welfring, mengen ech, wëllt eng Motioun deposéieren, an dann huet si d'Wuert. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegeen, d'Theema vun dëser Motioun ass net nei. 2009 an duerno nach eng Kéier 2021 huet d'parlamentaresch Versammlung vum Europarat, dat sougenanntent „demokratescht Gewësse vun Europa“, eng Rekommandatioun un de Ministerkomitee adoptéiert, déi verlaangt, dass d'Recht op eng gesond Ëmwelt sollt an der europäescher Mënscherechtskonventioun verankert ginn. An domat géif eng grouss Lück geschloss ginn.

Déi aktuell international geopolitesch Lag an och d'Situatioun hei an Europa weist kloer, dass d'Prioritéite sech deelweis verlagert hunn an dass zum Beispill déi multilateral Kooperatioun, eng vun de Grondlage fir en effikasse Schutz vum Klima, vun de Mierer, vun der Aarte villfalt a vun der Nohaltegkeet, a Gefor ass. D'Warscheinlechkeet, dass Fortschréitter an de Beräicher wéi dem Klimaschutz, dem Rëmpbau vun der Aarte villfalt, déi an de leschte Joren erziilt goufen, nees zrëckgesat ginn, ass ganz kloer méi grouss ginn. Dat weist jo och d'Diskussiounen hei am Haus.

An de Käpp vu ville Leit kruten déi grouss Ëmweltkrise mat deenen aktuellen internationale Konflikter – Ukrain, Noen Osten a sou weider – an deene wirtschaftleche Konsequenzen dovun, eng staark Konkurrenz; och wann 80 % vun den Europäer d'Klimakris ëmmer nach als eng vun den Topp-Prioritéite gesinn.

Mee dës Krisen ... an d'Klimakris, fir nëmmen déi ze nennen, wäert sech net a Loft opléisen, nëmme well se net méi ganz uewen op der Suergelëscht steet. D'Realitéit weist dat all Joer – bei eis ass dat: all Joer nees – mat ëmmer méi staarke Konsequenzen, Iwwerschwemmungen, Dréchenten, déi dann nach bei all deen anere Misär derbäikommen. Grad aus dëse Grënn ass et elo ëmsou méi wichteg, dass mer an der Politik eis Responsabilitéit eescht huelen an d'Recht op eng gesond a geschützten Ëmwelt grad elo fir déi kommend Generatiounen stäerken a rechtlech verankeren.

Virun engem Mount war an der Abtei Neumünster eng Konferenz, bei där sech den Här Chamberspresident och an dësem Sënn staark gemaach huet. A senger aleedender Ried huet hien ënnerstrach, dass déi Lëtzebuerger Présidence vum Ministerkomitee gewëllt wier, de Mënscherechter als Moyën, fir den Ëmweltschutz ze stäerken, déi néideg Wichtegkeet ze ginn. Eng Ausso, déi mir natierlech staark begreissen.

Déi nächst Woch ass, eisen Informatiounen no, eng virbereedend Reunioun virum nächsten Europarat, dee Mëtt Mee wäert stattfannen. Dofir war et eis en Uleies, haut mat dëser Motioun d'Regierung dozou opzufuerderen, déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Recht op eng gesond Ëmwelt, notament an engem zousätzleche Protokoll zu der europäescher Mënscherechtskonventioun, ze stäerken.

Mir géifen eis iwwer eng breet Zoustëmmung vun dëser Motioun freeën. Merci.

Motion

« relative à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable dans la Convention européenne des droits de l'homme »

La Chambre des Députés,

considérant

– la recommandation 2211 (2021) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui appelle le Comité des Ministres à élaborer un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) consacrant le droit à un environnement sûr, propre, sain et durable ;

– la résolution 2545 (2024) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui invite les États membres du Conseil de l'Europe à réaliser le droit humain à un environnement sûr, propre, sain et durable grâce au processus de Reykjavik ;

– l'urgence des défis environnementaux actuels, notamment la perte de biodiversité, le dérèglement climatique et la pollution, qui menacent la santé et les droits fondamentaux des citoyen.ne.s ;

– l'importance d'instruments juridiquement contraignants pour progresser véritablement dans la protection de l'environnement ;

– la nécessité pour le Conseil de l'Europe de moderniser son cadre normatif afin d'inclure les droits humains de nouvelle génération, en cohérence avec les évolutions jurisprudentielles de la Cour européenne des droits de l'homme ;

– le fait que la CEDH ne reconnaît pas encore expressément le droit à un environnement sain, ce qui limite la capacité de la Cour à garantir cette protection de manière autonome ;

– que le quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe a reconnu « l'urgence d'efforts supplémentaires pour protéger l'environnement, ainsi que pour lutter contre l'impact de la triple crise planétaire, engendrée par la pollution, le changement climatique et la perte de biodiversité, sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit » ;

– l'opportunité pour le Luxembourg, dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Europe, d'assumer un rôle moteur dans cette initiative et de contribuer activement à son adoption,

invite le Gouvernement

– à soutenir activement l'initiative d'un protocole additionnel à la CEDH reconnaissant le droit à un environnement sûr, propre, sain et durable ;

– à prendre des mesures diplomatiques et politiques afin de fédérer d'autres États membres autour de cette initiative et à encourager une dynamique en faveur de son adoption ;

– à informer régulièrement la Chambre des Députés des avancées et des positions prises par le Gouvernement sur cette question dans les enceintes internationales.

(s.) Joëlle Welfring, Sven Clement, Franz Fayot, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

6. Dépôt d'une résolution par M. Charles Weiler

An dann ass d'Wuert elo fir den Här Charel Weiler fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Charles Weiler (CSV), auteur | Merci, Här President. Mir haten den 10. Oktober 2024 hei am Haus eng Resolutioun vun der Madamm Bofferding unanime ugehall, déi d'Caritas-Spezialkommissioun an d'Liewe geruff huet. D'Aarbechte vun dëser Kommissioun sollten u sech bis spéitstens den 10. Abrëll vun dësem Joer ofgeschloss sinn.

Elo ass et awer esou, dass d'Envergure vun eisen Aarbechten en Ausmooss huet, dee mer am Virfeld schwéier konnte virausesinn. A mir wäerten elo als Kommissioun och nach deen een an deen aneren Acuteur gesinn. An och d'Analys vun deem, wat eis gesot gëtt, an och, fir d'Konklusiounen ze zéien, fir de Rapport ze schreiwen, dat brauch Zäit.

An dofir, a well mer eis Aarbecht anstänneg a seriös wëlle maachen, gëtt u sech an dëser Resolutioun elo gefrot, den Delai ze verlängeren, an dat ëm zwee Méint, bis den 10. Juni 2025. Dës Resolutioun gëtt och vun alle Fraktiounen a Sensibilitéit gedroen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant que la résolution adoptée par la Chambre des Députés le 10 octobre 2024 a instauré une Commission spéciale « Caritas » prévoyant que « la durée des travaux parlementaires ne peut dépasser une période de six mois, soit au plus tard le 10 avril 2025 » ;

– considérant que cette résolution a prévu que la Commission spéciale « Caritas » dresse un rapport de ses travaux ;

– considérant que les membres de la Commission spéciale estiment que l'envergure des travaux nécessite un délai supplémentaire ;

– considérant qu'il y a lieu, aux fins de permettre aux membres de la Commission spéciale d'effectuer leurs travaux dans des conditions sereines, de reporter le délai pour la finalisation de leurs travaux,

décide

– de reporter le délai pour la finalisation des travaux de la Commission spéciale « Caritas » du 10 avril 2025 au 10 juin 2025.

(s.) Charles Weiler, Marc Baum, Djuna Bernard, Taina Bofferding, Sven Clement, Carole Hartmann, Tom Weidig.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Weiler.

7. Ordre du jour (suite)

Ech gesinn, datt hei eng ganz Rei Ënnerschrëfte vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten, wéi Der gesot hutt, drop sinn. Ech géif proposéieren, wann Der domat d'accord sidd, datt mir direkt zur eventueller Diskussioun an zum Vott vun dëser Resolutioun géife kommen.

Sidd Der domadder averstanen?

(Assentiment)

8. Résolution de M. Charles Weiler relative au report du délai pour la finalisation des travaux de la Commission spéciale « Caritas » du 10 avril au 10 juin 2025

Dann ass meng éischt Fro: Ass hei nach een, deen d'Wuert wëllt dozou huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géif ech proposéieren, datt mer dës Motioun par main levée ofstëmmen. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Ok.

Vote sur la résolution

Wie mat der Resolutioun d'accord ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dogéint?

Enthält een sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugehall.

Ech soen Iech Merci dofir.

9. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de la défense démocratique face aux tentatives de déstabilisation

Da kënne mer weider zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Verdeedegung vun der Demokratie géint Destabiliséierungsversich, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här André Bauler, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Zënter an Amerika eng nei Administratioun d'Zepter an d'Hand geholl huet, sti mer viru giganteschen Émwälzungen: wirtschaftlech, militäresch an geopolitesch. Nächst ass méi, wéi et war. Et geet mëttlerweil esou wäit, datt eis Demokratie riskéieren, un d'Wackelen ze kommen, well et der och an Europa gëtt, déi Sympathie fir autoritär Systemer hunn.

An als een, dee mat der Iwwerzeegung grouss ginn ass, datt Amerika de Beschützer vun Europa a vu Lëtzebuerg ass, doet et mer wéi ze gesinn an ze erliewen, datt de Rechtsstaat an der Heemecht vun der Fräiheet lues a lues ausgehiewelt gëtt. Eis Demokratie an hir Institutionen ze schützen, dat ass haut eis gréissten Aufgab a Biergerpflicht. Dofir ass et och wichteg, e Bewosstsinn derfir ze entwéckelen, wéi séier Friden an demokratesch Prinzippien – kuerz gesot: de Rechtsstaat a seng Institutionen – an eiser Gesellschaft kënnen a Fro gestallt ginn.

An enger Welt, an där déi sozial Meedien a Fake News eng ëmmer méi grouss Roll spillen, geréit d'Demokratie a Gefor. Dofir ass et essenziell, datt mer méi Vertrauen an d'Institutionen an an d'Politik schafen. Wale queesch duerch Europa an doriwwer eraus hunn déi lescht Méint ëmmer nees fir negativ Schlagzeile gesuergt. Ech denke besonnesch u Georgien oder u Belarus.

Bei deene Länner war et och d'Kritik, datt et zu Onreegelméissegkeeten, zu Manipulationen an zu Gewalt vis-à-vis vun der Opposition kommen wier. Resultater goufen ugefecht, awer ouni Erfolleg. A Belarus gouf vun enger klassischer Scheinwal geschwat, vu Repressioun, vun Ennerdrückung, jo, vun enger reeglechter Farce, déi organiséiert ginn ass, fir d'Muecht vum President ofzesécheren.

Mee mir musse mol net esou wäit kucke goen. Och virun de Bundeswahlen an Däitschland ass et zu méi oder manner flagrante Versich komm, d'Wieler vu baussen ze beaflossen, fir d'Walresultat an eng gewësse Richtung ze béien. Och vun Amerika aus gouf versicht, Afloss op déi däitsch Wieler ze huelen. Dat huet zu Recht fir Opreegung queesch duerch d'Europäesch Unioun gesuergt.

Et gëtt een d'Gefill net lass, dass méi wéi jee souwuel intern wéi och extern Acteuren ëmmer nees versichen, d'Fëllemeren vun eisen demokratesche Systemer ze ënnergriewen.

Léif alleguer, aktuell gëtt ëmmer probéiert, Mëss- traue an den demokratesche Prozess an Zweifel vis-à-vis vu senge politesche Mandatairen ze séien. Dat war och am POLINDEX vum leschte Mount ze gesinn: Hat en 2004 nach 90 % vun de Leit Vertrauen an

d'Demokratie, sou waren et der 2024 nach just 68 %. Och ëmmer méi Jonker empfangen d'Demokratie net als dee beschte System. Et spiert een also e kloren Wandel an den Usiichten.

Dat féiert zu Onsécherheeten, an Onsécherheete féieren hirersäits net seelen zu Angscht, zu Ofleenung a souguer zu Haass.

Et verwonnert duerfir net, dass Parteien, déi der Demokratie net esou verbounne sinn an déi einfach Léisunge fir komplex Problemer virschloen, och an Europa ëmmer méi Zoulaaf kréien. Dat ass eng enorm Gefor fir d'Europäesch Unioun. Si gëtt méi fragill a si trëtt ëmmer manner als solidaresch Staatgemeinschaft op.

Émsou méi wichteg ass et, dass ee sech der enormer Chance bewosst gëtt a wat et eigentlech bedeit, an enger fräiheetlecher Demokratie ze liewen, an dass een och bereet muss sinn, dës mat alle Mëttel ze verdeedegen.

Leider geet d'Bewosstsi fir Fräiheet an Demokratie lues a lues zréck. Tabue gi gebrach; eethesch Prinzippien ginn a Fro gestallt; Grenze ginn iwwerschratt; populistesch Parole ginn ëmmer méi salonfähig.

Här President, e wichteg Sujet an deem Kontext ass d'Desinformatioun. Ëmmer méi dacks stellt sech d'Fro: Fake oder Fakt?

Den Trick bei de Fakenews ass deen, dass et eeben net ëm tatsächlech, reell Informatiounen geet. Et geet vill méi ëm Hallefwouren oder ëm Ligen. Et geet ëm Fakten, déi aus dem Konzept gerappt oder komplett iwwerspëtzt ginn. Et geet ëm Emotiounen. An et geet drëm, mat der Roserei, mam Frust a mat der Angscht vun de Leit ze spillen.

Eis Gesellschaft geréit ëmmer méi an eng Negativspiral. Am Mëttelpunkt heivunnen stinn déi sozial Reseauen a Plattformen. Dagdeeglech beweegen sech d'Notzer hei an engem digitalen a gréisstendeels onkontrolléierten, wéineg reguléierten Universum, wou Algorithmen a Kënschtlech Intelligenz ongefiltert plakatativ Aussoen a Kritik kënnen verbreedeen.

Gleeft een enger rezenter Ëmfro bei Jugendlechen am Eurobarometer, sou informéiere sech 43 % am léifsten iwwer Social Media; sechs Prozentpunkten duerno kommen eréischt Noriichteplattformen. Mee net just déi Jonk si betraff. Besonnesch Leit, déi sech als Affer vun enger fundamentaler Ongerechtegkeet gesinn, fannen hei ideal Konditiounen, fir hir Desinformatiounen ze verbreedeen.

Wéi kënnen mer elo dorobber reagéieren? Den Hoke bei der Saach ass deen, dass Moosname géint Desinformatiounen gäre vun Einzelnen instrumentaliséiert ginn. Si portaitéiere sech dann als Affer a jéimere schäinhelleg, dass d'Meenungsfreiheet an de kritesche Geescht an eiser Gesellschaft a Gefor wieren. E gutt Beispill krute mer am Februar op der Sécherheetskonzferenz zu München zerwéiert. Émsou méi wichteg ass et, dass d'Press hirer Roll gerecht gëtt an eng faktuell, professionell an awer och eng kritesch Berichterstattung mécht a falsch Informatiounen entlarvt.

Ma och de Staat, säi Parlament a seng Regierung mussen aktiv ginn, fir d'Bierger an d'Institutionen ze schützen.

Bei deene Jonken ass iwwert déi lescht Jore schonn ettleche geschitt. Duerch Aktiounen vu BEE SECURE gi si op d'Geforen opmierksam gemaach, déi am weltwäiten Netz, am Internet lueren. Et gëtt e Bewosstsinn dofir geschaaft, Inhalter kritesch ze hannerfroen.

Den Zentrum fir politesch Bildung leescht hei eng séier wäertvoll Aarbecht, fir de Jonke vun der

Grondschoul un d'Wiesen an de Fonctionnement vun der Demokratie op eng lieweg an interaktiv Manéier méi no ze bréngen.

Am Fach „Vie et société“ gëtt sech an der Schoul och mat gesellschaftleche Sujete beschäftegt. Prinzippien wéi Rechtsstaatlechkeet, Fräiheet an Demokratie ginn thematiséiert.

Dofir meng éischt Fro un den Här Premierminister: Wat ka baussent der Schoul gemaach ginn, fir och d'Institutionen virun den dagdeeglechen Versich ze schützen, se ze destabiliséieren?

Wéi erreicht een nieft deene Jonken och erwuesse Leit? Wéi bréngt ee si dozou, Informatiounen an News ze hannerfroen, kritesch ze denken an de Wäert vun eiser Demokratie an hiren Institutionen nei ze entdecken?

Dacks ass et de Reproche vun der Politikmiddegkeet. Mee wéi kritt een d'Leit allgemeng erëm méi derfir begeeschtert, sech ze engagéieren? Dacks sinn et déi, déi nach eppes ze gewannen hunn, déi sech engagéieren. Leit, déi mengen, si hätten näischt méi ze verléieren, riskéieren dogéint, der Politik de Réck ze dréinen. Sou ass bei de leschte Gemengewahlen opgefall, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, Kandidatinnen a Kandidaten ze fannen.

Dofir och dës Fro un den Här Premierminister a letztlech un eis all: Wéi kréie mer erëm méi Leit an de politesche Prozess, an dat aktiiv politescht Liewen eran?

Wéi kënnen mer eis Erënnungskultur opfrëschen, fir d'Leit besser iwwert déi méiglech Konsequenzen vun enger schwacher Demokratie ze informéieren? Musse mer do net iwwert déi klassesch, jo routinéiert Commemoratiounszeremonien erausdenken?

Wat fir Instrumenter muss sech d'Regierung ginn, fir géint Fakenews an Hallefwouren virzegoen a fir erëm déi Leit ze errechen, déi d'Press schonn duerch déi sozial Meedien ersat hunn?

A wat fir eng Mëttel musse mer eis heiheem an an Europa ginn, fir den Afloss vun deene Kräften anzuschranken, déi eis Demokratie zerstéiere wëllen?

Léif alleguer, d'Geschicht kennt keng éiweg verbréifte Rechter, an d'Demokratie ass kee Selbstleifer. D'Demokratinnen an d'Demokraten dierfen de Kapp net an de Sand steechen, wann eis Strukture bedroht sinn. Passivitéit, Fatalismus oder Sonnesriede bréngen eis net virun. Den Asaz fir de Rechtsstaat ass en dagdeeglecht Engagement.

Mir all heibannen droen do eng grouss Verantwortung, och fir d'Biergerinnen an d'Bierger, déi sech dogéint wieren, net eleng ze loossen. Well den Asaz fir Fräiheet an Demokratie geléngt just, wa mer dee Wee zesumme ginn an deenen, déi eise politesche System a seng Institutionen veruechten, d'Feld net einfach iwwerloossen.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Ech géif do och an deem Sënn, Här President, eng Motioun deposéieren, där Der Iech natierlech gären heibanne ralléiere kënn.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que les démocraties à travers le monde se voient confrontées à une prolifération d'activités de désinformation et d'influences voire d'ingérences tant nationales qu'étrangères ;

– constatant que les discours de haine sur les réseaux sociaux et dans l'espace public continuent de gagner en intensité ;

– redoutant une fragilisation de la cohésion sociale et une régression de la confiance accordée par les citoyens dans l'État de droit ;

– s'inquiétant de la radicalisation de la société, de l'émergence de populismes et de la montée des extrêmes ;

– estimant que la résilience de notre démocratie est basée avant tout sur le principe d'un débat ouvert et transparent ;

– considérant la propagation croissante de « Fake News » et de stratégies hybrides visant à influencer l'opinion publique, notamment par le truchement des nouveaux médias ;

– considérant que les activités de manipulation constituent un risque pour la sécurité et la pérennité du système démocratique, de ses organes, ses processus et ses principes ;

– vu l'importance de l'éducation politique dans une période marquée par un populisme croissant et la diffusion d'informations manipulatoires ;

– rappelant le devoir collectif de préserver et de promouvoir les valeurs démocratiques sur lesquelles reposent nos libertés et droits fondamentaux ;

– félicitant l'initiative récente et multipartite de plusieurs organisations de jeunesse visant à renforcer le modèle démocratique et ses institutions,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour renforcer la résilience collective et défendre les principes démocratiques, tant au niveau national qu'au niveau européen et international ;

– à poursuivre ses efforts en matière de prévention et de sensibilisation pour lutter contre le discours de haine ;

– à combattre la désinformation et les tentatives de manipulation par des ingérences externes en mettant en œuvre les Digital Markets Act et Digital Services Act ;

– à collaborer davantage avec les acteurs du terrain en renforçant les efforts de prévention, d'information et de sensibilisation en matière d'éducation politique et sociétale (BEE SECURE, Zentrum für politisch Bildung, respect.lu ...) ;

– à adapter, voire à repenser le travail de mémoire afin de susciter davantage l'intérêt des citoyens, en particulier des jeunes générations.

(s.) André Bauler, Guy Arendt, Simone Beissel, Taina Bofferding, Nathalie Morgenthaler, Laurent Zeimet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler.

An d'Wuert ass elo fir den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Zeimet.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Den honorabelen André Bauler huet eis elo en Challenge gesat, fir a fënnf Minutten op ganz vill Sujeten anzegoen, déi en och elo ugeschwat huet. An d'Gefor ass nämlech grouss, awer dann eng Sonndesried ze halen. An ech probéieren dann, déi Fal op d'mannst ze evitéieren.

En huet ganz viles gesot. Ech géif bei eppes ufänken, wat en zum Schluss elo an d'Diskussioun och bruecht huet: Dat ass d'Commemoratioun.

En huet dem Premierminister och eng Rei vu Froe gestallt. Wann ech elo Premierminister wär, da géif ech Iech de Ball direkt zrëckspillen: Natierlech, wat gedenkt dann d'Chamber ze maachen, fir d'Commemoratioun opzeweäerten, fir d'Demokratie ze stäerken? Well mir sinn u sech den éischten Adressat vun där Fro, a manner, denken ech elo mol, d'Regierung.

Mee ech kennen eng Gemeng, déi gëtt sech alljoers ganz vill Méi mat der Commemoratioun.

Plusieurs voix | A!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Déi zum Beispill all Joer och e Veräin invitéiert, u seng Membere matzeerënnere, déi virun 80 Joer de Kapp duergehal hunn. Déi e Parcours duerch déi fënnf Uertschafte gemaach huet, fir op verschidde Etappen drun ze erënnere, wat virun 80 Joer do passéiert ass. Déi un déi Leit erënnert, déi virun 80 Joer enorme Courage haten. Déi un déi Leit erënnert, déi virun 80 Joer enorm gelidden hunn. Déi awer och un déi Leit erënnert, déi virun 80 Joer vläicht manner Courage haten.

Well et war deemools net aneschters wéi haut. Och virun 80 Joer war net all Lëtzebuerger e groussen Demokrat, an och net all Lëtzebuerger war an der Resistenz. Dat gëtt vläicht dacks léiwer ënnert den Teppech gekiert, mee och dat gehéiert zur Wourecht vun eiser nationaler Geschicht.

Mir sinn als Demokratien net majoritär op der Welt. Leider net! Diktaturen an Autokratië stellen d'Majoritéit duer. Déi meescht Matbiergerinnen a Matbierger op der Welt liewen net an enger fräiheetlecher Demokratie. An déi sinn am Réckgang. An dat ass natierlech eppes, wat mir net glécklech fannen. An dofir ass et ëmsou méi schützenswäert, datt mir heiheem kënne liewen, hei an enger Chamber fräi gewielt sëtzen, iwwert d'Schicksal vun eiser Natioun kënne zesummen diskutéieren an och decidéieren.

Mee Demokratie brauch och Sträit. „Eng Demokratie ouni Sträit ass keng Demokratie“, sot den Helmut Schmidt. A Recht hat en domadder. Et ass e Concours vun Iddien a vun Optiounen. Déi kann ee gutt oder manner gutt fannen, mee et muss ee kënne driwwer diskutéieren, an et muss een an der Saach och kënne driwwer streiden an et muss een duerno och nach ëmmer kënne zesummen e Patt huele goen. Dat versteet net ëmmer jiddereen dobaussen, mee fir mech ass dat awer déi gelieft Demokratie.

Demokratie ass keen Theater, och wann dat vläicht heiansdo esou eriwwekënnert. Et ass keen Theater, wou déi eng op der Bün sinn an e Stéck spillen an déi aner just nokucken. Dat ass keng Demokratie.

Demokratie fuerdert jiddereen op, sech ze engagéieren. Jiddereen ass do, wou en ass, an der Famill, a sengem Veräin, a senger Gemeng, opgefuerdert, matzediskutéieren a sech fir seng Demokratie ze engagéieren. Wa keen Engagement do ass, da stierwen eis Demokratien. An eis Bierger si keng Konsumenten, déi just drop waarden, datt mir hei iergendeppes solle fir si decidéieren. Nee. Se si mat agebonnen a se mussen kënne matdiskutéieren. A se solle matdiskutéieren a se sollen eis a Fro stellen, se sollen eis och kritiséieren. A mir sinn natierlech allegueren ëmmer erëm opgefuerdert a mir mussen eis erkläre goen, erkläre, firwat mer fir dat eent sinn oder fir dat anert. An dat ass dat, wat mir all Dag mussen leeschten. Dat ass heiansdo ustrengend. Et ass dacks ustrengend. Mee et gehéiert zu eiser Aufgab, fir d'Leit an d'Demokratie anzebannen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Nëmme esou kann eis Demokratie liewen.

An da gehéiert dozou, datt mer verschidde Meenungen hunn an datt een net mat all deene Meenungen ëmmer d'accord ass. Dat gesi mer och hei, wa mer zesummekommen, datt mer Saachen aneschters gesinn. An ech fannen et och net gutt, wa mol Meenunge gesot ginn, déi ee schockéieren an déi ee rose maachen a wou een am léifste wéilt direkt der-tëschtruffen, datt mer awer an eng Richtung ginn, datt heiansdo, dacks een un de Pranger gestallt gëtt, wann e mol eppes seet, wat net majoritär gedeelt ass. Och wa mol een eng Kéier eng Klatz nieft den Dill setzt, och dat kann emol eng Kéier virkommen.

Dofir, mengen ech, si mir hei och vläicht opgefuerdert, manner ëmmer direkt an d'Empörung eriwwezegoen, mee och dat no baussen aneschters duerststellen.

Mir sinn als Chamber awer och Virbild fir d'Demokratie, wéi se hei am Land gelieft gëtt. Dat gëllt fir jiddereen vun eis. Wéi mer mateneen ëmginn, wéi mer matenee schwätzen a wéi mer eis géintiwwer och Respekt hunn. Dat mécht Schoul, et mécht Schoul an eise Gemengeréit, mee ech mengen, et mécht och Schoul an eise sozialen Zesummeliewen.

Mir brauchen natierlech och eng Presselandschaft. Déi ënnerstëtze mer jo och, déi finanzéiere mer jo och zum gudden Deel. Mee eng Presselandschaft, eng Meedielandschaft muss och eng Meedielandschaft sinn, déi all d'Meenungen erëmgëtt. An och do ass vläicht awer heiansdo Nohuelbedarf, well dat eeben net nëmme d'Pensée unique dierf sinn, déi zu Wuert kënnt an déi eriwwebruecht gëtt, mee datt verschidde Meenunge mussen zu Wuert kommen, vun alle Borden, vun alle Meenungen, déi hei an der Chamber, an eiser Gesellschaft virkommen. Och do ass vläicht Nohuelbedarf do.

Dir hutt zu Recht gesot, datt Fakten a Fakenews mol heiansdo vermëscht ginn. E Fakt ass e Fakt, ass wëssenschaftlech beweisbar, also et kann een demonstrieren, datt dat esou ass. Fakenews, do kann een einfach emol alles behaupten, a wann een et méi laang behaupt, fänke verschidde Leit dann un, et wierklech ze gleewen.

Mee Fakten an d'Interpretatioun vu Fakte sinn och verschidde Saachen. Och wann e Fakt ka richtig sinn, kann d'Interpretatioun vun deem Fakt dann awer divergéieren.

D'Sozial Reseauen hutt Der och ugeschwat. Ech sinn net der Meenung, datt d'Sozial Reseauen alles esou veränneren, wéi mer dat vläicht mengen. Déi Meenungen, déi do gedeelt ginn, déi sinn do, och wann et d'Sozial Reseauen net gëtt. Déi waren och virrunner do. Dat heescht, mir sollen eis och vläicht net ze vill dorop versteifen a mengen, wa mer déi elo alleguerte géifen zoudréien an ëmmer méi zenséieren, datt dann déi Meenungen, mat deene mer net d'accord sinn, aus der Welt wieren. Ech mengen, och do gëtt et schon Etüden, déi beweisen, datt dat net esou einfach wäert goen.

Mir hunn eng Constitutioun, déi gëtt eis de Kader vir vun eise demokratieschen Zesummeliewen. Ech denken, mir sollten déi héichhalen, mir sollten dat och esou liewen, a mir sollten net niewendrun aner Saachen erfanne goen. Mee kommt, mir schaffen elo mol esou an eiser Demokratie, wéi mer se opgebaut hunn. A kommt, mer respektéiere se esou, wéi mer se hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Ech hunn elo nach eng Kéier op menger Lëscht den Här Bauler stoen. Ech ginn awer dervunner aus, datt dat net de Fall ass, datt Der net nach eng Kéier wëllt schwätzen als DP ...

(Interruption par M. André Bauler)

Gelift?

(Interruption par M. André Bauler)

Herno fir d'Motioun. D'accord, Här Bauler. Dann ass d'Wuert elo fir d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Nun, Här President, ech hale keng Sonndesried an och keng Gemengeried, mee ech géif gär dem Här Bauler Merci soe fir

déi Initiativ, well et ass wierklech e ganz wichtegt Thema.

Demokratie ass net selbstverständlech. Et ass näischt, wat naturgegeben ass, wat einfach op eemol do ass, an et ass och näischt, wat einfach vu sech ëmmer esou bleift. D'Demokratie muss ëmmer gestärkt ginn, muss ëmmer verteidegt ginn, an dat ass mäi Plädoyer hei an der Debatt.

Ouni Demokratie ass ëmmer deen, deen am stäerksten ass, am rächsten ass, am haartste jäizt, deen, dee Recht huet, an dat op Käschte vun deem aneren.

An enger Demokratie geet et drëms, sech Reegelen ze ginn, wéi mer zesummen an enger Gesellschaft liewen. D'Demokratie steet ënner Drock, do ass virunner schonn drop higewise ginn, net nëmmen an Amerika, och an Europa. Kucke mer eleng d'Wahleresultat an Däitschland: eng AfD, déi ëmmer méi staark gëtt. Ech denken awer och un d'Pressefräiheet, déi ageschränkt gëtt an Ungarn.

Dat si keng abstrakt Beispiller, mee dat ass déi batter Realitéit. A virun allem sollen et Warnsignaler fir eist Land sinn, well Lëtzebuerg ass keng Insel. Och mir gesinn hei, wéi rietspopulistesch Kräfte ëmmer méi un Zoustëmmung gewannen, virun allem, wéi se sech och ëmmer méi radikaliséieren.

Politiker bedénge sech enger Rhetorik, déi bewosst polariséiert, déi d'Leit auserneendreeft, déi hetzt, a virun allem och ëmmer erëm souwuel de politesche Géigner attackéiert wéi och d'Zivillgesellschaft an d'Minoritéiten.

Manipulation vum der Onzeffriddenheet vun de Leit duerch Fakenews, Propaganda, Ligen, Ophetzen: Jo, mir wëssen, wéi d'Feinde vun der Demokratie funktionéieren! An dofir gëllt et ze verhënnere, dass esou extreem Positiounen am politeschen Discours an eiser Gesellschaft normaliséiert ginn, dass se einfach op eemol normal sinn.

An ech erënnere drun, dass mer nach ganz genau virun engem Mount hei en Zeeche géint en ADR-Deputéierte gesat hu mat enger Resolution, wou mer eis géint den Haass, géint Diskriminatioun a géint Gewalt ausgeswat hunn.

Eng konsequent Ofgrenzung vun de sozialdemokratesche Parteien zu de rietsextremen ass net nëmmen eng Selbstverständlechkeet, et ass eng Noutwendegkeet.

Mir haten de Weekend eisen LSAP-Landeskongress, wou mer nach eng Kéier ganz kloer Positioun geholl hunn, wou mer gesot hunn, dass mir ni eng Koalition mat de Rietsextreeme wäerten agoen, weeder national nach lokal.

Wat mer brauchen, ass en neien Zesammenhalt, en neit Gemeinschaftsgefill, op deem mer nees kënnen opbauen. Fir d'LSAP läit hei d'Léisung ganz kloer an der Sozialdemokratie.

Fir eis ass d'sozial Gerechtegkeet d'Fundament vun enger Demokratie. Si hëlt de Leit hir Ängschten, hir Suergen ëm hir Existenz ewech. A virun allem entzitt se esou dem Extremismus an dem Populismus den Närbuedem.

Dofir brauch et eng gerecht Verdeelung vun de Chancen, eng gerecht Verdeelung vun de Ressourcen, sief dat an der Schoul oder um Aarbechtsmarché. Et muss ee kënnen vun engem Loun liewen an och herno eng passend Pensioun dozou hunn. Doriwwer hu mer muer nach d'Debatt.

Demokratie ass méi wéi eng parlamentaresch Regierungsform. Et ass d'Unerkennung, wéi mer all firenener responsabel sinn. Jo, Demokratie ass ustrengend,

mäi Virriedner huet et grad gesot. Mee déi Ustrengung, déi lount sech!

Dat zentraalt Instrument, fir Fräiheet a Protektioun vun all Einzelnem ze assuréieren, ass eist Walrecht. Mir sinn der Meinung, dass dat nach weider misst ausgebaut ginn. Diskussiounen hu mer jo elo an der Kommissioun ronderëm d'Walgesetz. An ech hoffen, dass et net nëmme bei Diskussiounen bleift, mee dass mer och de Courage hunn, hei eng Reform ze maachen. Mir op alle Fall wäre prett, fir dee Schrëtt ze goen.

Demokratie ass awer och net nëmmen, all fënnf respektiv all sechs Joer wielen ze goen. Staark Demokratie leeft vun engagéierten, emanzipéierten an opgeklärte Gesellschaften.

An hei géif ech gär op eng Carte blanche vum President vun AHA, der Allianz vun Humanisten an Agnostiker, verweisen. Déi seet, dass mer eis zu enger intellektueller Éierlechkeet solle bekennen. Ech zitieren: „Dofir ass et méi wichteg wéi jee, op e fundéierten, faktesbaséierten Dialog ze bestoen. Bildung a kritescht Denke spillen dobäi eng Schlësselroll. [...] Wa mir eis nees kloer zu intellektueller Éierlechkeet, zu Transparenz an zu faktesbaséiertem Dialog bekennen, kënnen mer ufänken, d'Vertrauen an eis Institutionen erëm opzebauen an d'Meenungsfräiheet als eng Kraaft fir wierkleche Fortschrëtt zréckerueweren.“ Zitát Enn.

Dofir brauch et eiser Meinung no ganz kloer méi politesch Bildung an de Schoulen. Et ass wichteg, dass déi Jonk net nëmme léieren, wéi eng Demokratie funktionéiert, mee dass se och wëssen, wéi se sech kënnen engagéieren a virun allem och kritesch Fro stellen, soudass se zu kriteschen, mündige Biergerinnen a Bierger eruwuessen.

Stéchwuert: „Fakenews“, „Desinformatioun“, „Manipulation“. Jo, definitiv muss och d'Meediekompetenz méi gefërdert ginn. An den Här Bauler huet virdrun och nach d'Fro gestallt, wéi mer d'Leit erëm méi fir d'Demokratie kënnen begeeschteren, wéi mer se méi an de Prozess abannen. Bon, Dir hutt zwar d'Fro un de Premier gestallt, ech erlabe mer awer, drop ze äntwerten, als konstruktiven Denkestouss: Mir sinn der Meinung, dass een d'Leit, a virun allem och déi Jonk, méi an d'politesch Gestaltung muss abannen, Stéchwuert: „Walrecht ab 16“.

Ech verweisen awer och nach op e Projet de loi, deen ech nach selwer virun zwee Joer deposéiert hunn, fir d'Biergerbedeelegung um kommunale Plang ze stäerken, fir net nëmmen e Referendum, mee eben och d'Initiative citoyenne kommunale anzeféieren an och d'Consultation communale – alles Instrumenter, wéi gesot, fir eeben d'Leit an de Prozess matanzubannen.

Eng lescht Remark, Här President, well d'Jugendsektiounen aus der CSV, DP, LSAP an déi gréng ware kierzlech un Iech erugetruede mat der Iddi, e Stress-test fir d'Demokratie anzeféieren. Dir hutt gesot, dass Der deem ganz positiv géift géintwuerstoen. Mir begreifen dat. Et ass wichteg ze kucken, awéifern eis Institutionen resilient sinn, souwuel a Krisen, mee virun allem och deen Dag, wou rietsradikal Parteien un d'Muecht kommen an dann alleguerten eis Institutionen, déi d'Generatiounen virun eis opgebaut hunn, d'Institutionen, déi de Garant fir d'Demokratie sinn, muer a Fro gestallt ginn a gegebenefalls ofgeschaf ginn.

Dofir ass dat hei eng ganz weesentlech Fro, déi déi Jonk hei gestallt hunn, a mir sollten dat onbedéngt duerchféieren, fir eis eeben och fir d'Zukunft kënnen deementspriedend opstellen.

Jo, eis Demokratie ass um wackelen, mee eis Äntwert muss sinn: Grad elo nach méi Demokratie!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och e grouse Merci dem Här Bauler. Ech si ganz oft mat villem d'accord, wat den Här Bauler seet. An och haut, awer och net mat allem. Mee dat ass eeben esou an enger Demokratie. Et kann ee sech net ëmmer eens sinn. Dofir si mer hei: fir ze schwätzen, fir ze debattéieren.

Demokratie bedeit eigentlech: d'Herrschaft vum Vollek. Konkreet bedeit dat, dass d'Majoritéit vum Vollek decidéiert. Meeschtens iwwer Walen, wou d'Bierger dann hir Representantë wielen, déi hir Meinung an hir Interesse verrieden. Seelen iwwer e Referendum bei eis am Land.

Demokratie heescht och ze akzeptéieren, dass aner Leit aner Meinungen hunn. Demokratie heescht ze akzeptéieren, dass aner Meinungen sech kënnen duerchsetzen. Demokratie heescht Meinungsfräiheet ze akzeptéieren an iwwerall ze promovéieren, och wann engem d'Meinung guer net gefält.

Demokratie heescht och, deenen aneren nozelauschteren. Demokratie heescht, de Wille vum Vollek ze akzeptéieren an dem Vollek och d'Méiglechkeet ze ginn, säi Wëllen auszudrécken.

Demokratie heescht, de politesche Konkurrent oder Géigner ze respektéieren. Demokratie heescht, Vertrauen ze hunn an d'Bierger an an dat, wat se wielen. Demokratie heescht awer och, dass ee ka Gesetzter änneren, dass ee souguer d'Verfassung kann änneren, dass ee kann decidéieren, dass e Land zum Beispill Member gëtt an internationalen Institutionen oder och net.

An Demokratie heescht zum Schluss – an ech mengen, dat ass e ganz wichtige Punkt –, dass d'Volk kann d'Regierung ofwielen. An dat ass de groussen Ennerscheed zu enger Diktatur. An enger Demokratie kann d'Volk hei am Land no fënnf oder sechs Joer eng Regierung, déi et net gutt fënnf, ofwielen. Dat ass jo och geschitt.

Lëtzebuerg ass elo zënter iwwer 100 Joer, kann ee soen, eng Demokratie. An där Zäit huet sech villes geännert an et wäert sech och nach villes änneren. An den Zäitgeescht viru 50 Joer war net deen, deen et haut ass. Wann een haut dat géif soen, wat viru 50 Joer an eiser Demokratie Konsens war, wat deemools d'Mëtt war, da géif een haut eventuell vu Verschiddenen als réckstänneg, reaktionär oder, wéi een och exponentiell haut méi séier betruecht gëtt, als riets-extreem vernetzt ginn.

Wann een haut dat géif soen, wat deemools a Walprogrammer stoung – ech hu se alleguerte gelies vun de Parteie vu viru 50 Joer –, da wieren haut warscheinlech ganz vill Leit ganz schockéiert a se géifen dat och als ganz schlëmm oder ondemokratesch duerstellen.

Do gesäit een, wéi dat ännert. An der Demokratie, do ännert d'Politick eeben, wann d'Leit dat wëllen. Dat ka sinn, dass et an den nächste Joren och erëm ännert.

An ech wëll hei och emol eng Kéier eppes dozou soen, wann een da kuckt, wéi d'Entwécklung war. Jo, déi lescht Joerzénge ass den Zäitgeescht warscheinlech méi no lénks geréckelt, an et ka sinn, dass en och

erëm eng Kéier méi no riets réckelt. Dat ass och ok an enger Demokratie.

Mir hu vill Problemer an eiser Gesellschaft. An op déi eng Problemer hutt der vläicht éischter mol lénks Léisungen, an op déi aner Problemer hutt der vläicht mol éischter riets Léisungen, déi déi richteg sinn. An et ass absolutt legitim an enger Demokratie, eng lénkspolitesch Astellung ze hunn. An et ass absolutt legitim an enger Demokratie, eng rietspolitesch Astellung ze hunn.

An de meeschte Länner läit dat bei der Bevëlkerung ongeféier bei plus/minus 50:50, woubäi natierlech d'Leit heiansdo méi déi eng Säit sinn an op anere Punkte méi déi aner Säit.

Demokratie ass esou, dass een déi Meinungen an deem Spektrum soll respektéieren, dass ee muss kënnen zesumme schwätzen, dass ee muss kënnen zesumme Léisunge fannen. A grad a Lëtzebuerg, mengen ech, hu mer jo awer och eng Tradition, dass mer eis net hei bekriechen wéi an anere Länner an dass hei de Konsens dach awer oft wichteg ass, dass mer dat hei och esou wäit wéi méiglech zesumme maachen.

Aner Meinungen auszuschléissen ass net demokratiesch. An dat ass dat, wat mer net kënnen gebrauchen. Een, deen aner Meinunge vu vieren ausschléisse wëllt, ass éischter antidemokratesch.

Et ass och vill vun de Jonke geschwat ginn. Jo, och an där Etüd, wou da gesot ginn ass, dass mëttlerweil vill Jonker vläicht d'Vetrauen an d'Demokratie, wéi mer se haut hunn, verluer hunn. Ech géif dat awer vläicht net iwwerbewäerten. Ech géif vläicht éischter soen, dass d'Situatioun fir déi Jonk hei am Land vläicht net déi ass, déi se wirklech zefriddestellt an dass mer ganz vill Problemer hunn, déi mer mussen léisen. A wa mer déi Problemer léisen an de Jonken erëm Perspektive ginn, dann hu se och d'Vetrauen an d'Demokratie, an eise Staat.

Natierlech hu mer vill Ännerunge gehat. Mir hunn net méi dat Land mat senge Strukturen, wéi mer et fréier haten, wou dat méi, soen ech elo mol, strukturéiert war, mat Famill, Noperschaft, Veräiner, Kierch an esou weider an esou fort, wou mer méi Gemeinsamkeiten haten. Mir sinn haut eng méi individualistesche Gesellschaft, an dat ass bestëmmt net förderend.

Fir et esou ze soen: Déi Zäiten, wou all Mënsch hei am Land sonndes mëttes den „Hei Elei Kuck Elei“ gekuckt huet, déi sinn eriwier. Énner 40 Joer fannt der warscheinlech weening Leit, déi Zeitunge liesen hei am Land, déi Radio lauschteren, déi Télee kucken. Amplaz sinn also d'Sozial Meedie komm.

D'Sozial Meedien, déi kann een da kritiséieren. Jo, ech ka mech awer erënneren, wéi de Privatfernsee komm ass, ass deen och kritiséiert ginn. Ech ka mech och erënneren, dass bei den Zeitungen d'Proffen deemools och scho gesot hunn: „Gleeft och net alles, wat an der Zeitung steet!“

An an de Soziale Meedie fënnt een eebe vill Saachen, déi ganz interessant sinn, déi och vun engem héijen Niveau sinn. Mee et fënnt een natierlech och – dat muss een och soen – dee gréisste Schrott. Dat fënnt een och! An et geet dann eeben dodrënns, dass mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech do zurechtzefinden. Ech mengen, dat muss mer kënnen.

Zum Schluss wëll ech nach soen, dass et fir eis eppes ganz Wichteges ass, d'Leit an der Demokratie derzou ze motivéieren, och matzemaachen. An dat mierke mer allkéiers erëm, wann dat geschitt ass: Dat ass, wa mer e Referendum ofhalen.

Dofir géife mer de Message hei ginn: Hutt Vertrauen an de Bierger a respektéiert de Bierger! Wann d'Méiglechkeet do ass, da frot de Bierger, da bannt e mat an, partizipativ, an engem Referendum.

Mir si kloer derfir, fir all wichteg Decisioun hei am Land, mee och um Gemengenniveau, per Referendum d'Leit matdecidéieren ze loossen. Mir haten déi Geleegenheet verpasst bei der Verfassungsreform.

Ech mengen, dat sinn och Punkten, déi net gutt ukommen, wann een e Referendum en vue stellt an dann dono ofseet.

Wann een an der Schwäiz kuckt an et rechent een op d'Populatioun vu Lëtzebuerg ëm, da géifen hei am Land 7.500 Énnerschrëften duergoen, fir e Referendum zu enger Fro an d'Liewen ze ruffen. Ech mengen, dat ass e ganz gudde Punkt, dee mir och géifen hei am Land gäre gesinn.

An dofir wëll ech zum Schluss soen: Fir méi Participatioun, fir méi Demokratie, dofir si mir hei, mengen ech, alleguer.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Président. Merci och dem Här Bauler fir dës Heure d'actualité, wou et sécherlech effektiv méi derzou ze soe géif gi wéi just e puer Minutten. Dofir kann een am Fong nëmmen e generellen Iwwerschlag vun der Situatioun maachen.

Mee d'Situatioun ass eescht. An ech sinn do vläicht e bësse méi pessimistesche wéi verschiddener vu menge Virriedner. Wéi ech d'Preparatioun hei gemaach hu vun dëser Ried, da kuckt ee jo ëmmer e bëssen, wat een alles scho gelies huet zu verschiddene Sujeten. An, bon, et ass een Zitat, wou ech hu missen drun denken, e bëssen ëmgeännert, vum T.S. Eliot, dee seet: „Eng Demokratie stierft net mat engem Knall, mee mat engem Wimmeren.“ An ech hunn an deene leschte Wochen a Méint awer heiansdo d'Gefill, dass et dat ass, wat mer den Ament e bëssen erliewen.

Demokratië ginn net méi just onbedéngt nëmmen duerch Panzere gestierzt, mee och duerch d'Manipulatioun geschwächt. A si stierwen och net vun engem Dag op deen aneren, mee lues a lues: mat all Ligen, déi net richteggestallt ass, mat all Institutioun, déi geschwächt gëtt, an och mat all Zweifel, deen un der Rechtsstaatlechkeet ausgedréckt gëtt.

D'Methoden, fir Demokratien ze destabiliséieren, déi hu sech och geännert. Et sinn net méi nëmmen Diktatoren, déi se vu baussen ugräifen. Et sinn och Fakenews, Social-Media-Algorithmen a populistesche Beweegungen, déi se vu bannen eraus zersetzen.

Dat ass keen neie Facteur. Wann een elo dat lescht Joerhonnert kuckt: An der Weimarer Republik gouf et esou Fakenews – wéi mer se haut nennen – mam Beispill vun der Dolchstousslegend. De Putsch a Chile 1973: Och do huet ee gesinn, dass gewielte Regierungen duerch auslännesch Afloss an Hëllef kënnen gestierzt ginn. An dann natierlech d'russesche Aflossnam bei de Walen, wéi mer se elo an deene leschte Jore gesinn hunn – sief et an Amerika, sief et awer och a Georgien oder eebe souguer a Rumänien, wou jo och d'Gerichter hu misse mat agräifen.

Dat beweist och, datt déi hybrid Krichféierung haut wirklech absolutt Realitéit ass, mee och kee ganz neie Moment ass. Si huet eeben elo aner Meedien, wéi dat nach virun de Fall war.

Wat kënnen mer maachen? Mir mussen, an eisen Aen, resolutt géint dës Gefore virgoen. An et gëtt dräi Schlësselberäicher, wou mer aktiv musse ginn.

Dat eent ass d'Wourecht verdeedegen, géint Desinformatioun virgoen. Eng Demokratie kann net existéieren ouni informéiert Bierger. Konkreet bedeit dat: Mir brauche strikt Reegele fir d'sozial Netzwierker. Plattformen wéi Facebook, X oder anerer mussen méi Verantwortung iwwerhuelen – an net manner Verantwortung, wéi dat am Moment de Fall ass – an och Fakenews méi séier läschen.

Déi Instrumenter, déi mer hunn, wéi den Digital Services Act, déi mussen ganz seriö applizéiert ginn. An de Bierger mussen och Transparenz kréien iwwer den Algorithmus, deem en am Fong ausgléiwert ass.

Ech si mer bewusst, dass et en Drotseelakt ass tëschent op där enger Säit Expressionsfräiheet an op där anerer Säit awer och e Schutz vun eisen Demokratien. Mee mir hunn an Europa bis elo ëmmer eng enorm Virreideroll gespilt an deem Domän. An et ass och e Schutz vun deem, dee liest: de Consommateur. A mir sollen dat absolutt weiderdreien, zemoos well – an do deelen ech wirklech net d'Aschätzung vum Här Zeimet vun deem ganz positive basisdemokratesche Gedanken, deen déi sozial Plattformen am Ufank haten – eigentlech wirklech net méi vill iwwreg ass.

Fakenews si jo gang und gebe, och eenzel Bubbeln, wou een eigentlech oft just nach genau dat liest a gesäit, wat ee souwisou denkt a wou een dozou adheréiert, an dann natierlech déi Opriff zum Haass, déi leider allgegenwärtig sinn a wou mer eis hei jo och scho méi wéi eng Kéier hu missen dermat beschäftegen. Dat weist einfach, datt et wirklech eng reell Problematik ass, déi een net einfach ka lafe loossen.

Ech hunn elo nach kierzlech ... Den Habermas huet en neien Essai geschriwwen ... also en huet déi elo publizéiert: Essaien, déi e scho geschriwwen hat zu den digitale Meedien. An ech fanne seng Iwwerleeungen extrem pertinent, déi en do mécht, wou en eeben och weist, dass eigentlech dee Basisgedanken, deen et gouf, elo net méi do ass an dass mer alles mussen drusetzen, fir och géint déi Tentakelen, déi déi sozial Netzwierker wäit iwwer d'sozial Netzwierker en tant que tel geworf hunn, do virzegoen.

Et ass een Zitat aus deem Buch, aus deem Essai, wat mer ganz gutt gefält: „Wie der Buchdruck alle zu potenziellen Lesern gemacht hatte, so macht die Digitalisierung heute alle zu potenziellen Autoren. Aber wie lange hat es gedauert, bis alle lesen gelernt hatten?“

(Interruption)

E weidere Punkt ass deen, dass mer eis Institutiounen mussen stäerken an d'Piliere vun der Demokratie mussen schützen. Wat heescht dat? Natierlech: eng fräi Press garantéieren. Wa mer soen: „Mir wëllen net, dass d'Informatiounen just iwwer d'Social Media kommen“, da muss een natierlech d'onofhängeg Meedie stäerken. Mir maachen dat hei zu Lëtzebuerg mam Pressegesetz. Dat ass e wichtegt Instrument, wou mer och ëmmer erëm mussen iwwerpräien a kucken, ob d'Press nach ëmmer genuch Moyaen huet, fir hir Informatiounen kënnen gutt opzebereeden an och falsch Informatiounen ze detektéieren.

Mir brauchen och eng onofhängeg Justice. Mir gesi schon an Ungarn, wéi d'Regierung d'Gerichter ënner Kontroll brénge wëll. Ech sinn extrem fro, dass mer hei zu Lëtzebuerg schliisslech no laangen Diskussiounen zum Punkt komm sinn, dass och eis Justiz onofhängeg ass. Ech denken, dass dat en extrem wichtegt Element ass. A mir brauchen och Sanktiounen géint Länner, déi géint d'Rechtsstaatlechkeet verstoussen.

An natierlech dann en drëtte grouse Volet, dat ass dee vun der Biergerbedeelegung. Well d'Demokratie ass kee Selbstverständnis. Natierlech, d'politesch Bildung muss gestärkt ginn, mee och d'Biergerdialoge mussen gefërdert ginn, fir datt d'Leit sech vun deem demokratesche System erfaasst fillen.

Mir sinn der Meenung, datt de Modell vum Biergerrot e ganz guut Instrument ass. Mir wëllen och hei d'Fuerderung vun de Jugendparteien opgräifen, fir esou e Biergerrot ze instauréieren. Dofir deposéieren ech och eng Resolution, och zesumme mat de Kolleege vun der LSAP an de Piraten, ...

Résolution 1

La Chambre des Députés,

saluant

– l'initiative multipartite pour une démocratie forte, lancée par de jeunes représentant.e.s de quatre partis politiques à travers une lettre ouverte adressée au Premier ministre et au Président de la Chambre des Députés,

considérant

– que les démocraties européennes font face à une montée des tendances populistes et extrémistes, mettant en péril les institutions et les valeurs démocratiques fondamentales ;

– que la désinformation, amplifiée par les plateformes numériques et les réseaux sociaux, représente une menace croissante pour le débat public et la cohésion sociale ;

– que le Luxembourg, bien que stable, n'est pas immunisé contre ces dynamiques et doit renforcer sa résilience démocratique ;

– que la cellule scientifique de la Chambre des Députés a été mandatée pour réaliser une étude dans laquelle elle soumettra les institutions démocratiques du Luxembourg à un « stress test », afin d'évaluer leur résistance face à une tentative d'attaque, d'érosion ou d'abolition,

décide

– d'élaborer un rapport avec des recommandations concrètes concernant des mesures législatives visant à lutter contre la désinformation et à renforcer la démocratie luxembourgeoise, et à cette fin :

• *de mettre en place un Conseil citoyen, et*

• *d'organiser des auditions (« hearings ») avec des expert.e.s en démocratie, médias et désinformation et des organisations de la société civile actives dans la lutte contre la désinformation ;*

– d'organiser une conférence nationale consacrée aux dangers du populisme, de l'extrémisme et de la désinformation, rassemblant expert.e.s, décideurs politiques et acteurs de la société civile pour identifier des pistes d'action concrètes.

(s.) Sam Tanson, Taina Bofferding, Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... wou ënner anere dat gefuerdert ass.

Mir hunn och en Opdrag ginn un d'Cellule scientifique. An natierlech mussen mer och déi digital Sécherheet verbesseren.

Eise Fazit ass: D'Demokratie brauch eng ganz aktiv Verdeedegung. Mir stinn op engem entscheidende Punkt. D'Fro ass net méi, ob eis Demokratien ugegraff ginn, mee wéi mer se verdeedegen. Natierlech gehéiert dozou d'Sensibiliséierung, d'Education, d'Reegele fir d'sozial Netzwerker, den Asaz fir eng fräi Press a Justiz.

Dat sinn alles néideg Elementer vun enger Politik fir d'Demokratie a géint d'Antidemokraten. Mee si ginn

eleng net duer! Déi beschte Äntwert op déi reell Bedroung vun eiser Demokratie ass eng demokratesch Politik, déi déi reell Problemer vun der Bierger/innen net nëmme beschreift, mee konkret an ambitiéis Léisunge bitt, eng Politik, déi op sozial Ofstängscht reagéiert, déi Zukunftsängscht reduzéiert a realistesch Weeër an eng besser Zukunft weist.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun net allze laanger Zäit goufen d'Resultater vun der POLINDEX-Etüd vun 2024 public, déi den Titel hat „État de la démocratie au Luxembourg“. Ech kommen nach eng Kéier op e puer Resultater aus där Etüd, déi och haut deelweis schonn, awer net ganz, zitéiert goufen, zrëck.

Just nach 77 % vun de Lëtzebuerger an 69 % vun den auslänneschen Awunner si mam Fonctionnement vun der Demokratie zefridden. Virun 20 Joer waren et nach iwwer 90 %. 54 %, also méi wéi d'Hallschent vun alle Befroten, drécken e Mësstraue géintwuer der Politik aus. Méi wéi 50 % vun de Befroten gesinn eng Kluff tëscht der politescher Elitt – also eis heibannen – an der Biergerinnen a Bierger. Méi wéi een Drëttel vun de jonke Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger gleewen net, datt d'Demokratie nach déi beschte Regierungsform ass. Bei den auslänneschen Awunner ass et souguer bal d'Hallschent.

Bal 60 % vun den 18- bis 24-Järegen zu Lëtzebuerg notzen haaptsächlech sozial Netzwerker, fir sech politesch ze sozialiséieren. Et kéint ee soen: „Et sinn Zuelen“, mee dës Zuele mussen een am Kontext gesinn, an an deem Kontext sinn déi Zuelen definitiv net positiv ze gesinn.

Mir liewen an enger Zäit, wou d'Demokratie ëmmer méi staark erausgefordert gëtt. D'Zuele weisen, datt d'Vertraue vun der Biergerinnen a Bierger an d'Institutionen an an d'Politik an der leschte Joren dramatesch gefall ass. Dëst ass eng reell Gefor fir eis ganz demokratesch Gesellschaft. D'Ursache si villfälteg. A jo, do mussen mir eis heibannen allegueren och mat der eegener Nues huelen!

An den Här Zeimet huet dat virdrun treffend gesot: Et adresséiert ee sech mat där Fro jo och un d'Chamber, un eis. Well d'Politik huet et verpasst, den Dialog mat der Biergerinnen a Bierger oprechtzeerhalen. D'Politik huet et verpasst, transparent mat der Biergerinnen a Bierger ze sinn. An d'Politik huet et verpasst, d'Mënschen do ofzehuelen, wou se sinn. Ze oft schwätze mir iwwer d'Leit, amplaz mat hinnen. Ze oft decidéieren mer iwwer hir Käpp ewech.

An do derbäi kommen haut nach Falschinformation. An der soziale Medien an op anere Plattformen ginn all Dag Dausende vu Messagë verbreet, déi bewusst manipuléieren, verzerren a splécke sollen. Algorithmen suergen derfir, datt d'Leit nëmmen nach dat gesinn, wat hir eegen Iwwerzeugung bestätegt oder an den Narrativ vun engem anere passt. D'Amëschung vum Elon Musk iwwer X an den US-Walkampf ass do nëmme e rezent Beispill. Et gëtt och Beispiller vu vill méi no.

Esou ginn aus klengem Réss an der Fassad vun eiser Gesellschaft déif Grief zwëschen eenzelne Gesellschaftsschichten! Et gëtt héich Zäit, datt d'Politik aktiv gëtt, fir entgéintzesteieren. Mir müssen nees méi éierlech mat der Leit sinn. D'Politik ass net perfekt. D'Politiker si Mënschen, an och Politiker maache Fehler! Jo, dat kléngt elo vläicht radikal, mee jo, mir heibannen allegueren maache Fehler. Mir müssen also ophalen ze behaupten, datt mer all d'Äntwerten hätten. Mir müssen nees léieren zoueginn, wann eppes

net klappt, a bereet sinn, eis Pist ze korrigéieren, amplaz d'Situatioun sou laang schéinzeschwätzen, bis dat net méi geet.

Dofir brauche mer och eng nei Kultur vun der Transparenz. D'Biergerinnen an d'Bierger hunn d'Recht ze verstoen, wéi a firwat Entscheedungen geholl ginn. Si sollten net d'Gefill hunn, dass Politik just hanner zouen Diere stattfënnt. Just esou wäerte Mesuren och op méi Zoustëmmung an der Populatioun treffen.

Mir brauche méi Biergerbedeelegung, déi d'Leit nees zu Partner mécht, amplaz se just all fënnel Joer wien ze loossen. A jo, fir datt dat funktionéiert, mussen mer och d'Meediekompetenz vun eise Biergerinnen a Bierger stäerken. An eise Schoule muss kritescht Denken an d'Fäegkeet, Informatiounen richteg anzeuernden, geneesou wichteg si wéi d'Kenntnisser a Mathematik an a Sproochen.

Dozou gehéiert och, méi Verantwortung vun der grouse sougenannte „soziale“ Plattformen ze fuerderen. Et kann net sinn, datt si Profitt maachen, andeems se Konflikter an d'Verbreede vu Falschinformation ennerstëtzen!

Et gëtt sou e schéint Zitat: „Angst, Hass, Titten und der Wetterbericht.“ Dat gouf emol gesongen, fir e Geschäftsmodell vun enger grousser däitscher Boulevardzeitung ze beschreiben.

(Interruption)

A genau mat deem nämmelechte Geschäftsmodell funktionéieren haut déi sougenannt „sozial“ Plattformen: d'Verbreede vu Falschinformation, d'Oprässe vu déiwe Grief, an eeben och heiansdo nach e bësse sexualiséierte Contenu.

(Interruption)

Fir dat ze ennerbannen, mussen mer hir Algorithmen transparent maachen an aktiv géint Desinformation virgoen. Maache si dat net, da mussen mer och de Courage hunn, si hei an Europa ze bestrofen. Zu enger staarker Demokratie gehéiert nämlech och e staarke Rechtsstaat an, als leschte Pilier vun der Verdeedegung, eng staark Press. Mir müssen de Qualitätsjournalismus stäerken an derfir suergen, datt Journalistinnen a Journaliste kënnen onofhängeg recherchieren an informéieren, ouni finanziell enner Drock gesat kënnen ze ginn oder sech vis-à-vis vun der Politik duerch hir finanziell Ofhängegkeet vun der Pressehëllef steierbar ze maachen.

Wann der Bierger net méi un d'Politik gleeft, da stierft lues awer sécher och d'Demokratie. Dat dierfe mer net zouloossen! An dëser Zäit vu gesellschaftlechen Spannungen, vu geopolitischen Krisen a vu Sozialer Meedie voller Haass a Manipulatioun, ass eng staark Demokratie méi wichteg wéi jee. D'Demokratie ass net selbstverständlech. Si ass e fragillt Gutt, dat mer all Dag op en Neits verteidege müssen!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Tanson, ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

... ech mengen, mir maachen dat ...

(Interruption et hilarité)

Ech hat d'Madamm Tanson e bessen enner Stress gesat virdrun.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, nee.

M. Claude Wiseler, Président | Dofir war e klengen Oubli geschitt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Effektiv, vu datt meng Zäit eriwuer war, hat ech vergiess, hei nach eng Motioun ze deposéieren. Och nach eng Kéier am Sënn vun där Initiativ vun de Jugendparteien. Voilà.

Motion 2

La Chambre des Députés,

saluant

– l’initiative multipartite pour une démocratie forte, lancée par de jeunes représentant.e.s de quatre partis politiques à travers une lettre ouverte adressée au Premier ministre et au Président de la Chambre des Députés,

considérant

– que les démocraties européennes font face à une montée des tendances populistes et extrémistes, mettant en péril les institutions et les valeurs démocratiques fondamentales ;

– que la désinformation, amplifiée par les plateformes numériques et les réseaux sociaux, représente une menace croissante pour le débat public et la cohésion sociale ;

– que le Luxembourg, bien que stable, n’est pas immunisé contre ces dynamiques et doit renforcer sa résilience démocratique,

invite le Gouvernement à

– élaborer un « plan d’action national pour une démocratie forte », en collaboration avec la Chambre des Députés, les citoyen.ne.s, les chercheur.euse.s, les médias et les organisations de la société civile, prenant en compte des initiatives similaires, comme par exemple le « Gesamtkonzept gegen Rechtsextremismus » adopté par le Gouvernement de l’État de Saxe en 2021 ou encore la stratégie du Gouvernement allemand « Gemeinsam für Demokratie und gegen Extremismus » de 2024 ;

– axer ce plan d’action national sur :

• la lutte contre la désinformation, en intégrant des mesures concrètes pour limiter son impact et en responsabilisant les médias traditionnels et les plateformes numériques ;

• l’engagement actif du Gouvernement au niveau européen pour une mise en œuvre ambitieuse des Digital Markets Act et Digital Services Act ;

• l’éducation aux médias dans les écoles ;

• le soutien aux initiatives indépendantes de fact-checking, afin de garantir un accès à une information fiable et vérifiée ;

• l’augmentation des ressources allouées au « Zentrum fir politesch Bildung » afin de promouvoir la pensée critique et la résilience face à la désinformation

• et l’augmentation des ressources allouées à l’Autorité luxembourgeoise indépendante de l’audiovisuel (ALIA) afin qu’elle puisse pleinement exercer ses missions de régulation et de surveillance des médias.

(s.) Sam Tanson, Taina Bofferding, Marc Baum, Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass dat dann offiziell gemaach. Merci, Madamm Tanson. An dann ass d’Wuert fir den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. D’Verdeedegung vun der Demokratie géint d’Versich vun der Destabiliséierung. D’Destabiliséierung geschitt vu baussen a se geschitt vu bannen. An an der Virbereedung op dës Debatt ass mir net en Zit at vum Jürgen Habermas agefall oder hunn ech nogelies, mee eent vum Max Horkheimer, deen dat 1939 um Virowend vum Zweete Weltkrich gesot huet a senger Analys vum Eropkommen an den 30er-Jore vum Faschismus am Allgemengen an an der Form vum Nationalsozialismus am Besonneschen: „Wer

aber vom Kapitalismus nicht reden will, sollte auch vom Faschismus schweigen.“

De Kär vu senger Analys deemools war, datt déi kapitalistesche-liberal Uerdnung spéitstens nom Börsen-crash 1929 an eng existenziell Kris gerutscht war an an Europa vun den Elite mat autoritär-despotesche Mëttelen oprechterhale ginn ass.

An ech mengen, datt déi aktuell Renaissance vum faschistesche Gedankegutt, déi mer elo scho säit mindestens zéng Joer erliewen an déi sech ze beschleunegen schéngt, geneesou weineg vum Himmel gefall ass. Si ass enk verbonne mat der wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung vun eiser Zäit. Well no de Joerzénge vu massiver Ëmverdeelung vun ënnen no uewe si mer elo nees an enger Situatioun ukomm, wou déi zwou Grondvoraussetzungen fir en autoritären Ëmstuerz gi sinn: Éischtens ass dat d’Tatsach, datt a ville Länner e signifikanten Deel vun der Bevëlkerung sozio-ekonomesch stagnéiert oder souguer amgaang ass ofzerutschen; an zweetens ass dat un der Spëtzt vun der sozialer Pyramid d’Emergenz vu Kontrelitten, déi eng enorm wirtschaftlech a politesch Muechtstellung errongen hunn an déi d’Onzeffriddenheet vun der Populatioun fir hir Zwecker instrumentaliséiert.

Une voix | Ganz richtig!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jee méi d’Inegalitéite wuessen, jee méi sech de Räichtum uewen an den Hänn vun enger klenger Minoritéit konzentréiert, desto méi radikal Mesüree wäerten déi Milliarden huelen, fir sech ofzesécheren. An dat beschéit Beispill gesi mer a Russland. Well just duerch d’Asetze vun engem autoritären Regime konnten d’Oligarchen weiderfueren, d’Ressourcë vum Land op Käschte vun der Bevëlkerung ze plëmmen.

Déi Sozial Meedie spillen an deem Kontext tatsächlech eng wichteg Roll, well se quasi en idealen Transmissiounsrimm duerstelle fir d’Instrumentaliséierung vun där Onzeffriddenheet. Wann een op de Soziale Meedien ënnerwee ass, huet een d’Gefill, datt do ganz normal Leit aus der Bevëlkerung matenee kommunizéieren. Mee eng ganz Rëtsch universitär Studien hu bewisen, datt déi allermeescht Posts, déi viral ginn, keen Zoufall sinn. Se sinn duerchduecht a fabrizéiert vu professioneller Kommunikatioun- a Marketingekippen.

Virale Contenu kann ee kafen, wann ee sech déi deementspreechend Moyene gëtt. Oder an anere Wieder: Et dominéiert deem säi Contenu, deen de meeschte Frick doranner stécht – vun auslännesche Staaten, wéi zum Beispill Russland, mee awer och vu finanzstaarken Eliten innerhalb vun eise Länner.

A wat geschitt dann op deene Plattformen, déi och nach genee deene Milliarden gehéieren, déi d’Demokratie wellen duerch hir autoritär Regierungsformen ersetzen? Ma se orientéieren d’Frustratioun an d’Meenung vun de Leit ewech vun den eigentlechen Ursachen vun hire Problemer, ewech vun de systemesche politesche Froen, hin zu fabrizéierte Feindbiller: Migranten, Ausländer, sexuell Minoritéiten, Lénker, Ëmweltschützer a sou weider a sou virun. Post fir Post. Drëps fir Drëps. Eng stänneg Beriselung.

Här President, geneesou wéi d’Demokraten an den USA sinn och déi liberal Parteien an Europa onfäeg, déi Dynamiken unzekerken an entsprechend ze handeln. Onfäeg ze erkennen, datt genee si déi Entwécklungen ageleet hunn. D’Biden-Administratioun huet d’Ëmverdeelung vum Räichtum net gestoppt oder ëmgedrëint. Si huet Steiersenkungen fir d’Milliarden, déi den Trump agefouert hat, net réckgängeg gemaach an och keng strukturell Gehaltserhéijungen duerchgesat oder d’Sozialsystemer

oder d’Aarbechtsrecht gestärkt! A si huet och keng Ustrengungen ënnerholl, fir der Monopolstellung vun de GAFAen iergendeppes entgéintzesetzen.

An déi puer lescht Deeg, wou de Biden nach am Amt war, ass en da selwer zur Konkursioun komm, datt och ënner senger Féierung d’USA zu engem Staat vun Oligarchie ginn ass.

An Europa hunn d’Regierungen säit 2010 eng rigid Austeritéitspolitik bedriwwen um Bockel vun de Leit. Dat ass kuerz ënnerbrach gi vun der Covidpandemie a sollt nees elo an an Zukunft streng iwwerwaacht ginn, während d’Ëmverdeelung weider leeft an d’Aarbechtskonditiounen zugonschte vum Patronat weider verschlechtert ginn. An elo, wou sech, ugefacht vu rietsen Tollen am Internet, d’Frustratiounen op eemol géint déi demokratesch Grondwäerter richten, äntweren déi traditionell Parteien praktesch ausschlieslech mat securitaires a liberticide Mesüreen a geheien domadder ëmmer weider Bensinn op d’Feier. Se huelen déi Politick virus, déi mer eigentlech bekämpfe missten! Och hei zu Lëtzebuerg – och vun dëser Regierung!

Wien de Faschismus bekämpfe wëll, muss d’Inegalitéite bekämpfen. Et ass net méi schwéier wéi dat. D’Leit mussen nees Perspektiven opgemaach kréien an d’Konzentratioun vum Räichtum ganz uewe muss gestoppt an ëmgedrëint ginn. Nëmme sou kënne mer de Chaos verhënnern.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d’Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da géing ech der Regierung d’Wuert ginn. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen Deputéiert, et ass schonn interessant, datt mir hei an der Chamber eng Debatt féieren iwwer d’Demokratie. An ech soen dem Här Bauler Merci dofir, dee Sujet proposéiert ze hunn, op den Ordre du jour ze setzen, an allen Deputéierten, déi intervenéiert hunn.

Ech mengen, datt mer d’lescht Joer oder d’virescht Joer vläicht net op déi Iddi komm wäeren, esou eng Debatt ze féieren, mee datt dat d’Resultat ass vun enger weltwäiter demokratescher Regressioun an datt déi rézent Evenementer op där anerer Säit vum Atlantik dëse Sujet nach méi an de Vierdergrond vun eise Reflexiounen geféiert hunn. An dat begrëssen ech ausdrécklech.

Well, sech d’Fro ze stellen, wat d’Demokratie ass, wou se vläicht a Gefor ass, ass schonn den Ufank, fir d’Demokratie staark ze halen.

Et ass och keng Fro vu Regierung a Chamber. Et ass och keng Fro vu Majoritéit an Oppositioun. Et ass eigentlech eng Fro vu jiddwerengem hei am Land, deen un eis Grondprinzippien, déi an eiser Verfassung stinn, gleeft, fir déi mer eis all Dag mussen asetzen an op déi déi, déi heibanne sinn, och en Eed ofgeluecht hunn.

Demokratie ass jo eigentlech d’Souveränitéit, déi dem Vollek gehéiert, net enger Persoun, mee déi dem Vollek gehéiert an déi ausgeübt gëtt an eisem parlamentaresche System duerch Leit, déi gewielt ginn a reegelméisseg Ofstänn.

A mir sollen eigentlech bei aller Trauregkeet iwwer demokratesch Evolutiounen an Europa an an der Welt stolz sinn op déi Lëtzeburger Demokratie, déi eigentlech gutt funktionéiert. Se funktionéiert gutt bei de Walen, se funktionéiert gutt tëscht de Walen,

am demokratischen Austausch von Iddien, se funktionéiert gutt an dem institutionellen Opbau vun eisem Staat.

An dofir hunn ech och de Mëtteg bei deem, wat ech nogelauschert hunn, wat déi eenzel Deputéierte gesot hunn, eigentlech fonnt, datt mer eng respektvoll, staark Demokratie sinn. An ech hoffen, dass dat och dobausse sou empfongt gëtt.

Ech géing gärten hei op véier Punkten agoen, déi mer wichteg sinn, fir déi Demokratie weider ze stäerken.

Dat Éischt, dat sinn d'Institutionen. Et gëtt keng Demokratie ouni gutt funktionéierend Institutionen. An zu deenen Institutionen gehéiert natierlech de Pluralismus an der politescher Demokratie, an der politescher Auseinandersetzung.

Mee och an dee Pluralismus – an dat mécht d'Demokratie heiansdo méi onverständlech, mee absolut noutwendeg – gehéiert de Kompromëss. De Kompromëss, fir zu enger Lösung ze kommen, deen natierlech Verschiddene, déi eng méi strikt Vue zu engem Sujet hunn, heiansdo net kënnen novollzéien.

Mee d'Demokratie leeft vum Kompromëss, awer och vun der Fäegkeet, sech an d'Perspektiv vun aneren eranzeversetzen.

De Pluralismus, deen ass natierlech an eiser Chamber present, an d'Chamber reflektéiert domadder natierlech d'Gesellschaft, vu wou déi Chamber hierkënn.

Zu deenen Institutionen gehéiert awer och d'Noutwendegkeet vun den Checks and balances, vun de Kontrollen, déi mer brauchen an eisem Staat. A wann d'Demokratie a verschiddene Länner a Fro gestallt gëtt, dann ass dat net eng Fro vu riets, léns oder an der Mëtt. Dann ass dat eng Fro, wann d'Grundwäerter, d'Grundprinzipie vun der Demokratie a Fro gestallt ginn, zum Beispill Walresultater, wann d'Transitioun vum Pouvoir net op eng uerdentlech Fassong iwwer d'Bün geet, oder wann d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Fro gestallt ass.

An dofir musse mer ëmmer erëm kucken, datt déi Checks and balances, d'Parlament, d'Regierung, déi onofhängeg Justiz, aner Kontrollmechanismen optimal funktionéieren.

Zu der institutioneller Stärkt gehéiert och dofir d'Verfassungsgericht. Ech hunn als jonken Deputéierten dierfen den Auteur si vun dem Verfassungsgericht hei zu Lëtzebuerg, wat eng Revolutioun war am institutionelle Setup vun eisem Land, well och d'Chamber net absolut souverän ass. D'Souveränitéit läit an der Verfassung, déi och vun der Chamber iwwer eng extra Majoritéit ugeholl gëtt. An de Fait, datt mer zënter elo e puer Decennien e Verfassungsgericht hunn, huet eis Demokratie gestärkt. An dofir gehéiert et hei zu dem institutionelle Setup, an déi Mechanismen kann een natierlech allegueren ëmmer erëm iwwerpräiwen a verbesseren.

An da gehéiert zum institutionelle Volet natierlech och d'Roll vun der Majoritéit. Jo, an et ass gesot ginn, an enger Demokratie decidéiert d'Majoritéit bei de Walen a se decidéiert am Parlament. Mee d'Majoritéit an enger Demokratie heescht och ëmmer de Respekt vun der Minoritéit, de Respekt an d'Protektioun vun de Minoritéiten.

An eng Demokratie, déi sech respektéiert, muss also bei aller majoritärer Decisioun, déi noutwendeg ass, d'Interëte vun der Minoritéit mat berücksichtigen.

An dofir, an dat ass mäin zweete Punkt, ass eng Demokratie u sech net alles wäert. Eng Demokratie ass nëmme staark, wann een dat kombinéiert mat de Mënscherechter an dem Rechtsstaat. An dofir musse mer déi Mënscherechter an der Demokratie och

ëmmer erëm stäerken. An d'Mënscherechter sinn déi, déi mer an der Verfassung stoen hunn oder déi mer an europäeschen an an internationale Mënscherechtskonventionen stoen hunn.

Si sinn net verhandelbar. Si kënnen heiansdo evoluéieren duerch gesellschaftlech Entwécklungen, mee si kënnen net zeréckgoen.

Den drëtten Punkt, an deen hängt och mat deenen zwee éischten zesummen, dat ass d'Noutwendegkeet vu Wäerter. An de Grundwäert, deen an der Demokratie muss ëmmer gestärkt ginn, dat ass dee vun der Mënschewürd.

An et ass an deem Kontext, wou ech dankbar sinn, datt e puer Deputéiert op d'Memoire vum Zweete Weltkrich higewisen hunn. D'Memoire vum Zweete Weltkrich huet a mengen Aen – ech, deen och als Premierminister dofir zoustänneg ass, déi oprechtzerhalen an ze organiséieren ronderëm d'Evenementer – zwou Dimensionen: Net vergiessen an dankbar si fir déi, déi sech fir d'Fräiheet an d'Demokratie agesat hunn, mee se huet och eng Dimension vu Lektionen, fir déi aus deene schrecklechen Ereegnesser aus dem Zweete Weltkrich ze zéien.

An et ass do, wou mer mussen zesummen – Chamber, Regierung an als Gesellschaft – kucken, wéi mer déi Zeremonien effektiv méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft kënnen bréngen, fir datt et net nëmme Zeremonie sinn, wou déi, déi de Staat representéieren, Merci soen a Blummen nidderee ginn, mee datt mer och versichen, wat mer och schonn op enger Rei Plaze gemaach gëtt, Schoulen ze invitéieren an och an deene Schoule virun doriwwer ze schwätzen. Mee mir mussen och kucken, wéi mer nach an aner Leit kommen, déi weeder an der Schoul sinn nach an den Institutionen aktiv sinn. Ni vergiessen, wat do geschitt ass!

An eng vun den Iddien ka sinn – wat och emol gemaach gëtt, mee vun enger klenger Zuel vu Leit nëmme – zum Beispill d'Konzentrationslagere besichen ze goen, well dat allkéiers enorm beandrockend ass.

Ech war als Premierminister elo viru Kuerzem beim 80. Anniversaire vun der Libération vum Camp vun Auschwitz. A wann een do sëtzt a sech dat ukuckt, a wann een déi Iwwerliewend héiert, an et waren der nach e puer do, da lafen engem d'Schudder de Réck erof, da seet ee sech: Wéi konnt dat dote geschéien? An doraus seet ee sech dann: Mee mir mussen oppassen, datt dat net nach eng kéier geschitt! A wann een dann änlech Tendenze gesäit, dann ass ee vill méi wachsam.

A sou Evenementer musse mer also och an Zukunft mat op de Wee huelen, fir eeben déi Wäerter héichzehalen an eis Demokratie ze stäerken an alles ze maachen, fir datt se net erëm an d'Hänn vun Diktatoren an Diktature fält.

Mäi véierten a leschte Punkt, fir déi Demokratie ze stäerken, ass dee vun der Education. Alles dréint ronderëm d'Education. Mee d'Education, dat ass selbstverständlech net nëmme déi kllassesch Schoul. Jo, et ass déi och, an déi spillt souwiesou an enger Gesellschaft déi weesentlechste Roll. An der Schoul gëtt d'Grundlag geluecht vun eisem Zesummeliewen, vun eise Wäerter, vun der Fassong, wéi mer mateneen eens ginn, vun de Fräiheeten, och vun de Grenze vun de Fräiheeten. An dofir huet d'Schoul do eng weesentlech Roll.

Ausserhalb vun der Schoul musse mer och kucken, datt mer eng méi breet Informatioun ronderëm d'sozial Meedie bréngen. D'sozial Meedien, déi dach haut eng enorm Influenz hunn. Elo si se positiv a viller Hënsicht. Se maachen d'Kommunikation méi einfach.

Mee ech mengen, mir mussen als Staat mat de Leit, an der Schoul an en dehors vun der Schoul, iwwer d'Konsequenzen vun de soziale Meedien, och vun der Kënschtlecher Intelligenz an hire Konsequenzen, déi och am Budgetsrapport eng grouss Roll gespillt hunn, schwätzen. An eleng duerch déi Diskussioun, mengen ech, maache mer e ganze Koup vu Leit awer opmierksam op dat, wat d'Konsequenzen kënnen sinn.

An natierlech, an et ass virun och ugeschwat ginn, sinn déi europäesch Texter, wéi den Digital Services Act oder den EMFA Act, Direktiven, Reglementer, déi noutwendeg sinn, fir e Minimum vu Reglementation ronderëm déi sozial Meedien ze hunn. Ech deelen net d'Meenung vun deenen, och net op där anerer Säit vum Atlantik, déi soen, datt dat Ganz sech kann an engem reegelfräie Raum entwéckelen. Mir brauchen e Minimum vu Reegelen, fir datt d'sozial Meedien net kënnen verschidden Discourse promovéieren, déi géint eis Grundprinzipie sinn, déi géint d'Grundwäerter vun eiser Gesellschaft sinn. Haassrieden, Rassismus, alles dat dierf näischt sinn, wat sech an de soziale Meedie kann ausbreeden.

Natierlech hunn och déi kllassesch Meedien eng ganz wichteg Roll ze spillen. Pluralistesche Meedien, déi jo och duerfir vum Staat finanziell ënnerstëtzt ginn, datt et eng pluralistesche Press gëtt, datt e Meinungsaustausch stattfinnt. Mee d'Meedien hunn och d'Roll, Fakten ze bréngen, Fakten ze checken an d'Leit mat ze edukéieren, ze informéieren.

An ech begrëssen dann och déi Iddien, déi hei e puermol mentionéiert ginn ass, déi déi Jugendparteien oder eng Rei Jugendparteien op de Wee bruecht hunn. Och ech hunn déi Verrieder empfangen an ech begrëssen, datt de Chamberspräsident viru Kuerzem gesot huet, datt en och wëllt mat op dee Wee goen. D'Regierung ass gäre bereet, sech mat der Chamber do an esou engem Exercice ze bedeelegen, well et kann een alles ëmmer besser maachen an och checken, wéi eis Institutionen géife reagéieren, wann eng Stresssituatioun géif optrieden, wann also eis Grundprinzipie géife vun där enger oder anerer Säit op eemol a Fro gestallt ginn.

Demokratie ass eppes, an deem een all Dag muss schaffen. Demokratie ass ni permanent a si ass ni perfekt. Mee si ass ëmmer besser wéi wann eng Persoun oder e Clan vu Leit eleng decidéieren an der Mëssuechtung vun de Rechter vun all deenen aneren. An duerfir entsteet d'Demokratie aus dem Vollek an d'Volk dréckt sech aus bei de Walen, dréckt sech natierlech och dertëscht aus am Debat. An duerfir sinn ech net der Meenung, datt d'Leit sech nëmme all fënnef Joer ausdrécken. Mir – besonnesch an engem klenger Land – als politesch Verrieder stinn am permanenten Austausch mat de Leit dobaussen, mat de Memberen an eise respektive Parteien. Mee op all deene Plazen, wou mer higinn, héiere mer, wat d'Leit soen. An duerfir ass grad an engem klenger Land wéi eisem, mengen ech, d'Demokratie méi lieweg wéi op anere Plazen.

An nach muss een ëmmer oppassen, wa se a Fro gestallt gëtt. An do musse mer kollektiv gemeinsam eis derfir asetzen, datt mer dat net zouloossen. An duerfir wäerte mir eis och – ech kann dat soe fir d'ganz Regierung – ëmmer asetze fir eng staark, eng lieweg a virun allem eng respektvoll Demokratie. An dat heescht, de Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren heibannen an dobaussen, de Respekt virun de Grundfräiheeten, de Respekt vun eisen Institutionen, de Respekt vun eisem Rechtsstaat a vum internationale Recht heiheim an am Ausland.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär dann eis Diskussioun zu dësem Sujet ofgeschloss.

Motions et résolution

An et sinn zwou Motiounen an eng Resolutioun deposéiert ginn.

Motion 1

Ech géif ufänke mat de Motiounen, mat der Motioun 1, déi deposéiert ginn ass vum Här André Bauler. Här Bauler, wëllt Dir direkt d'Wuert nach huelen? Dann hutt Dir et elo.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech hoffen, et versteeft ee mech, ech sinn net ze no bäi oder ze wäit wech.

Jo, ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt net op déi eenzel Consideranten agoen, mee op déi verschidden Invitten. Ech hunn dat relativ kuerz, also knapp gefaasst. An den Invitte wollte mer d'Regierung bidden, weiderhin all Mëttel a Beweegung ze setzen, fir déi kollektiv Widerstandsfäegkeet ze verstärken an déi demokratesch Prinzippien op nationalem, op internationalem an och natierlech op europäeschem Plang ze verdeedegen. Mir wollte se och invitéieren, d'Ustrengunge weiderzeféieren a punkto Preventioun, Sensibiliséierung an och géint Haassriede virzegoen, jo dann och Desinformatioun an d'Versich, d'demokratescht Liewen ze manipuléieren duerch extern Amëschung ze bekämpfen, eeben och grad duerch d'Ëmsetzung – besonnesch duerch d'Ëmsetzung – vum Digital Services Act. An dann awer och mat den Acteuren um Terrain zesammenzeschaffen, fir d'Ustrengungen a punkto Preventioun, Sensibiliséierung, Informatioun ze verstärken am Beräich vun der politescher a gesellschaftlecher Ausbildung. Ech mengen, mir hunn eng ganz Rei där Acteuren. Do schwätze mer vu BEE SECURE. Mir schwätze vum Zentrum fir politesch Bildung. Mir hunn awer och eist Jugendparlament, fir nëmmen déi ze evoquéieren.

Jo, an da sinn ech och ganz dankbar derfir – den Här Premierminister huet dat jo och nach eng Kéier bekräftegt –, dass mer eng Reflexioun solle féieren iwwert d'Erënnerungsarbecht, fir se eventuell unzepassen. Ech hunn dat virsichteg formuléiert: „se unzepassen“. Mir mussen elo keng Revolutioun hei dekrétéieren, fir se vläicht nei ze denken, eeben och den Interessi vun de Bierger dorunner méi grouss ze maachen, virun allem awer och e besonneschen Interessi vun deene jonke Generatiounen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Hunn ech zu dëser Motioun nach Wuertmeldungen? Den Här Keup huet sech zu Wuert gemellt. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Bon, fir et ganz einfach ze maachen: Ech mengen, mir haten an eise Walprogrammer bei de leschte Wale stoen, dass mer den Digital Services Act, esou wéi dat virgesinn ass, net esou kënnen akzeptéieren. Domadder kënne mer och dës Motioun net matstëmmen.

Ech wëll soen, et gëtt eng Nuance tëschen deem, wat een an Amerika kennt vu Meenungsfräiheet – a fir elo dat Beispill ze soen: do war deen Dokumentarfilm iwwert déi däitsch Beispiller, deen an Amerika fir vill Opreegung gesuergt huet –, an där Situatioun, esou wéi se an Däitschland ass, wou et, mengen ech, vill méi streng ass, souguer nach méi wéi zu Lëtzebuerg. An ech mengen, kloer, et wëll ee vläicht net dohinner goe wéi an Amerika, wou ee quasi soe kann, wat ee wëll, bis zu Menacen, an et gëtt een net dofir zur Rechenschaft gezunn. Dat geet vläicht ze wäit. Mee mir wëllen awer och drop opmierksam maachen, dass

och déi aner Richtung vläicht ze wäit ka goen. An heiansdo, wann een elo wëll souzeseen d'Demokratie beschützen, kann een awer domadder och en Aspekt vun der Demokratie, dee ganz wichteg ass, an dat ass d'Meenungsfräiheet vun de Leit, dann och aschränken.

A mir hunn awer vill Leit haut, Dir kennt dat allegueren, déi soen: „O, mee ech traue mech net méi richtig, dat ze soen, wat ech denken.“ Obwuel et ganz oft souguer harmlos Saache sinn, mee et kéint awer hei een eppes soen an do een eppes soen, an d'Konsequenzen ... Ech hu vill och mat Schüler ze di gehat ëmmer, déi och gesot hunn: „Ech traue mech net, dat ze soen. Mir soen einfach nëmme Jo, wann deen eppes seet, mee mir trauen eis net wierklech, eppes ze soen.“ An ech mengen, dass dat eng Kultur ass, déi och der Demokratie net förderlech ass.

Dat heescht, allgemeng mengen ech, dass een awer muss e Gläichgewicht fannen zwëschen deem, dass ee seet: „Hei, du gëss kontrolléiert; dir musst oppassen, dat doten net“, an op där anerer Säit awer soen: „Jo, mee dir kënnt awer är Meenung soen.“ An dat ass e ganz wichtige Spagat, dee mer awer missten zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Gëtt et aner Wuertmeldungen? Den Här Zeimet huet d'Wuert gefrot.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci. Just als kleng Reaktioun: Dat ass Zivilcourage. Ech mengen, jiddereen huet d'Recht op seng Meenung, jiddereen soll seng Meenung och fräi kënne soen. Mee e muss och de Courage hunn, seng Meenung ze soen. An et muss een dermat rechnen, wann ee seng Meenung seet, dass dann een opsteet an enger anerer Meenung ass. An da muss een dann och do dergéint kënnen halen. Awer et kann een net ëmmer dermat rechnen, dass ee fir alles, wat ee seet, Applaus kritt. Ech mengen, jiddereen heibanne kennt dat.

(Hilarité)

Ech erwaarde mer elo ganz vill Applaus, well ech mer awer erlaben ze soen, dass mer déi Motioun vun de Kolléeg vum der DP ënnerstëtzen ...

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... an deene Punkten, déi se virbréngen. Natierlech steet Motioun drop, mee et kann ee se och als Resolutioun verstoen, well all déi Punkte kann ee genau esou gutt un eis selwer richten, dass mer deem och an Zukunft weider Rechnung droen, an an deem Sënn géife mer se matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Nach aner Wuertmeldungen? Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Dir wäert natierlech verstoen, dass ech dem Kolléeg André Bauler seng Motioun wäert ënnerstëtzen.

(Hilarité)

Wann Der mer erlaabt, géif ech awer och schonn zu der zweeter Motioun e Wuert soen.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

O pardon, wëllt Der se fir d'éischt virstellen? Ok, pardon, da soen ech näischt.

M. Claude Wiseler, Président | Kommt mir maachen effektiv déi heite fäerdeg an da kritt Der selbstverständlech nach eng Kéier d'Wuert, Här Baum.

Sinn also zur Motioun 1 elo nach Wuertmeldungen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géif ech d'Motioun 1 zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, keng Abstentiuon. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentiuon ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur Motioun 2 vun der Madamm Sam Tanson. An ech hu verstan, dass d'Madamm Sam Tanson direkt d'Wuert wëllt. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, well ech virdu verpasst hat, eppes dozou ze soen, wollt ech elo, wann Der erlaabt, Här Baum, kuerz awer soen, ëm wat et hei geet. Et ass schonn e puermol ugeklongen: Et si véier Jugendparteien, déi sech zesummegedoen haten, fir e Minikatalog u Fuerderungen opzustellen. Si waren do bei Iech komm, Här Chamberspresident, a bei Iech, Här Premierminister, a sinn och do – op alle Fall laut deem, wat ech héieren hunn – op en oppent Ouer gestouss. A si, also eis Jonk, haten d'Demande, dass mer dat awer och géifen hei an d'Debatt mat erabréngen. An ech hat och de Kolléeg vun de concernéierte Seniorparteien dat dann zoukomme gelooss – leider huet d'Majoritéit net wëlle mat ënnerschreiwen, mee dat ass awer kee Problem –, well ech dach awer denken, dass et wichteg ass, dass mer dat awer hei och mat erabréngen.

Dat eent ass eeben, dass gefrot gëtt, dass e Plan d'action national fir eng staark Demokratie soll elaboréiert ginn. An do sinn dann och d'Elementer opgezeechent, wat een do ka virgesinn, an eeben och Beispiller aus dem Ausland, déi esou Pläng hunn. Ech denken, mir kënnen net ëmmer nëmmen driwwer schwätzen, dass mer Problemer hunn, mir mussen eis och wierklech konkret iwwerleeën, wéi een déi Problemer kann ugoen. A vu dass et am Ausland eebe schonn esou Initiative gëtt, hu mer fonnt, dat wär eng gutt Saach.

Dann natierlech, wou jiddweree sech jo heibannen och eens schéngt ze sinn, dat ass d'Éducation aux médias dans les écoles – den Educationnsminister ass heibannen, ech weess, dass en dat och ëmmer

erëm thematiséiert –, dat heescht, eppes, wat mer weiderhi musse stäerken; e Soutien fir déi onofhängeg Initiative fir de Fact-Checking, eppes, wat an där haiteger Welt ëmmer méi wichteg gëtt, well mer wëssen, wéi séier Falschnoriichten zirkuléieren; an dann, d'Ressourcë fir den Zentrum fir politesch Bildung an d'Luucht ze setzen an och déi fir d'ALIA. Dat sinn déi Proposen, déi mer elo hei wollt mat an de Raum ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Baum d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass ok, Här President. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Wien huet elo nach d'Wuert gefrot? Den Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci. Also, mir kënnen dës Motioun esou net matdroen, op d'mannst net à ce stade. Mir gesinn och elo net direkt déi Necessitéit vun engem Plan d'action national a mir deelen och net, dat wëll ech och nach virausschécken, déi awer schonn dramatesch Situatiounsbeschriewung, déi vun der Madamm Tanson gemaach gëtt. Déi deele mer esou net. Mir gesinn eis Demokratie net um Wackelen, net hei zu Lëtzebuerg. A mir maache jo awer Politick hei am Haus fir Lëtzebuerg.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Dat hutt Der virrunner gesot. An ech gi jo dovun aus ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ech mengen, ech hunn d'Wuert, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Maja.

M. Claude Wiseler, Président | Sou.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Voilà. Dir musst och déi Meenung awer elo aushalen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir sinn an engem demokrateschen Debat. Dir ditt Iech ...

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Här Zeimet, mir hunn Diskussiounen jo gär, mee Dir hutt awer elo d'Wuert ganz eleng an Dir schwätzt elo weider. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Wien elo? Pardon, ech hat ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt d'Wuert, jo.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci.

(Hilarité)

Dir ditt Iech awer dann heiansdo e bësse schwéier domat, eng aner Meenung awer op d'mannst emol nozelauschteren, bis se zum Schluss kënn. Dat gehéiert och zu engem demokrateschen Debat.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

An déi Aschätzung, déi Der virdrun op der Tribün an Aleedung zu där Motioun ginn hutt, oder wou d'Motioun d'Konklusioun ass vun deem, wat Der op der Tribün gesot hutt, déi deele mer esou net. An dofir gesi mir och elo net deem éischte Punkt.

Ech muss Iech och soen, ech kennen dat sächsescht Konzept net, kann domadder elo direkt näischt ufänken. Dat ass da meng Suerg. Den Aktionsplang an Däitschland schéngt mer och elo net esou enorm fonctionéiert ze hunn.

Fir de Rescht, déi Punkten, déi kommen: Déi éischt zwee kënnen mer deelen. Den zweete Punkt iwwert déi zwee europäesch Akten, deen ass jo schonn an der éischter Motioun souwisou mat duerchgeholl ginn. Déi aner mam Fact-Check-Dénge, do gesi mer och méi kritesch, wat genau Der Iech dodrënner virstellt. An dann einfach pauschal elo ze soen, d'Ressourcë missten augmentéiert ginn, souwuel vum Zentrum fir politesch Bildung wéi och vun der ALIA, schéngt eis elo einfach elo mol gutt gesot a gutt gefuerdert.

Mir wëssen awer ganz genau, a wéi enger Situatioun mer sinn. Mir hunn an deene leschte Reunionen hei doriwwer geschwat, datt mer eis budgetär Gedanke musse maachen, fir och Mëttel fir aner Saachen an Zukunft auszeginn, fir d'Defense net unzeschwätzen. Déi mussen och vun iergendwou hierkommen. Also, mir kënnen elo net all Woch an all Motioun erëm zousätzlech Mëttel fir dëst an dat fuerderen, ouni ze wëssen, firwat et soll sinn.

Dofir, wann Der domadder kënnst liewen, géife mer proposéieren, dës Motioun fir d'éischt emol an d'Kommissioun ze huelen, vläicht dann nach eng Kéier dríwwer ze diskutéieren fir déi Punkten, iwwert déi mer kënnen diskutéieren. Am anere Fall kënnen mer se esou net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Wien huet elo nach d'Wuert dozou gefrot? Do gesinn ech elo keen. Da ginn ech dovunner aus, datt d'Madamm Tanson wëllt dozou Stellung huelen an och soen, ob se d'accord ass, se an d'Kommissioun ze huelen, oder ob se gär e Vott hätt. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, Här Zeimet, dat war net „eng aner Meenung“, dat war Fact-Checking. Dir sot, Dir kéint d'Motioun net matdroe wéinst mengem pessimistesche Bild, wat ech géing zeechen. Mir stëmmen hei net iwwer meng Ried of. Mir stëmmen hei iwwer en Text of, wou ech Iech elo erkläert hunn, wou en hierkënn, dat heescht, vun deene véier Jugendorganisatiounen, wou och déi, wou Dir, mengen ech, och eng Kéier President dovunner waart, mat derbäi ass. An dat ass net dat Bild, wat ech elo hei zeechen. Dir gesitt och, dass de Considerant relativ kuerz gefaasst ass an also net deem entsprécht, wat ech virdu gesot hunn.

Da fannen ech et och e bëssen erstaunlech, dass Der elo sot, Dir kéint elo net direkt zu iergendeppes Stellung huelen. Ech wëll awer der Transparenz halber soen, dass ech Iech de leschten Donneschden den Text heivu geschéckt hunn, all de concernéierte Mammeparteien. Ech krut leider net mol eng Äntwert op dee Mail. Ech bedauern dat natierlech extreem. Dann hätt ee sech jo kënnen Zäit huelen, fir dat och virdrun eng Kéier ze kucken, ze diskutéieren, fir dass mer hei zu engem Konsens géinge kommen.

Ech fannen et och extreem schued, dass elo schonn hei budgetär Restriktiounen an de Raum gesat ginn, en plus bei esou wichtegen Institutiounen an Elementer wéi deenen heiten. Wa mer elo soen, mir kéinten eis demokratesch Institutiounen net stäerken aus budgetäre Restriktiounen – ça promet fir déi nächst Wochen a Méint!

Well ech awer e conciliante Mënsch sinn – och wann ech elo net richtig weess, wat mer diskutéieren, vu dass Der alles quasi schonn ofgeschoss hutt –, sinn ech natierlech och bereet, et an der Kommissioun nach eng Kéier ze thematiséieren. Ech hu kee Problem domadder. Da kënnen mer vläicht am Detail nach eng Kéier heiriwwer schwätzen. Et wier op alle Fall dann d'Méi vun de Jugendparteien, déi se sech hei gemaach hunn, wäert, dat awer ze maachen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Tanson.

Da géing ech op déi Propositionen agoen an d'Chamber froen, ob se d'accord wär, d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Tanson an d'Kommissioun ze renvoyéieren.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien domadder averstanen ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dogéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 2 de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Commission des Institutions.)

Résolution 1

An da komme mer zur Resolutioun Nummer 1, och vun der Madamm Tanson deposéiert. Madamm Tanson, Dir hat d'Resolutioun deposéiert, do hat Der Zäit, fir se ze erklären. Wëllt Der elo oder duerno nach eng Kéier d'Wuert huelen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech maachen dat duerno.

M. Claude Wiseler, Président | Da maacht Der dat duerno. Sinn zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen do? Den Här Zeimet huet d'Wuert gefrot. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Also, mir wëllen och dës Resolutioun net matdroen, well mer och hei net déi Zilführung do deelen, op déi et da soll histeieren, fir e Conseil citoyen ze kreéieren – „de mettre en place“ steet hei – an och weider Hearingen ze organiséieren. Och do gesi mer d'Noutwendegkeet elo net an.

Mir gesinn: De Biergerrot vum Land, dee sëtzt hei, dee soll seng Aufgabe maachen, dee soll sech elo engagéieren an dee soll hei Debate féieren. Dee solle mer net elo an iergendwelch Gremie weiderginn, déi keng konstitutionell Basis hunn, mee wéi virdrun a menger Ried scho gesot, solle mer eis un eis Verfassung halen an déi um Liewen erhalen an, esou wéi de Premier dat och gesot huet, mat deenen Institutiounen schaffen, déi mer hunn, déi eis Demokratie ausmaachen. A mir sollen déi net ënnerhielegen, andeems mer parallell Strukture schafen, déi keng demokratesch legitiméiert Basis hunn.

(Interruption)

An an deem Sënn kënnen mer dat hei dann net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Dann huet den Här Keup d'Wuert gefrot. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Och mir wäerten déi net matdroen. Et war iwwregens och net eis Jugendpartei derbäi, déi war och net gefrot ginn. Dat kënn och vir an der Demokratie. Domadder kann ech awer liewen.

Ech fannen och, et sollt een oppassen, dass een net ze vill een düüstert Bild moolt vum Zoustand vun eiser Demokratie an och vun den Demokratië ronderëm eis. Et kann een och zum Beispill gesinn, dass ewell vill méi Leit wéi gi wéi nach viru Joren. Iwwerall an Europa, an Amerika gi Rekorder gebrach vun der Walbedelegung, dat heescht, d'Leit si méi politiséiert, si méi interesséiert drun. Et ass méi interessant ginn. An ech gesinn elo net wierklech Gefore fir eis

Institutionen hei am Land am Moment opkommen. Ech weess net, wou dat géif hierkommen.

An dann ass et d'selwecht, wéi och den Här Zeimet gesot huet: Ech mengen, e Biergerrot huet an eisen Ae keng politesch demokratesch Legitiméierung an och bei Experten en démocratie a bei ONGen aus der Société civile muss een awer ëmmer oppassen, well och déi hu gutt a gären eng politesch Directioun a sinn deelweis dann och Aktivisten. Also do géif ech ganz gutt oppassen. An ech fannen, dass dat alles hei sollt gemaach ginn an net parallel an esou Gesellschaften wéi dat doten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Clement nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här Président. Also ok, gutt, ech di mech grad wierklech e bësse schwéier, d'Argument ze verstoen, wéi e Biergerrot – wou et awer wierklech eng wëssenschaftlech Basis dofir gëtt, wéi deen demokratesch repräsentativ ka sinn – net méi demokratesch legitiméiert soll sinn. Wann e vun der Chamber agesat gëtt, dann ass e mat där nämmelechter Legitiméit an der Existenz, déi och d'Chamber huet. An deemspriechend: Wann d'Chamber stëmmt, datt et e Biergerrot gëtt, dee se consultéiere soll, ma dann huet dee Biergerrot eng demokratesch Legitimatioun. Soss hätte mer eis all déi Biergerbedelegungsexercicen aus der Vergaangenheet kënnen spueren.

An dat fannen ech awer eng ganz geféierlech Ausso hei vum Här Zeimet an da vum Här Keup, fir ze soen, datt d'Biergerbedelegung hei ganz weenig demokratesch Legitiméit hätt, wa se net hir Meenung sinn. Well dat war u sech d'Essenz elo vu mengem Virriedner, ze soen: „Frot déi alleguerten net, well déi sinn net menger Meenung!“ Majo, wann dat eis Vue vu Biergerbedelegung ass, dann hu mer besser, mir froen einfach kee méi, well et kéint jo sinn, datt eng Kéier déi falsch Meenung erauskënnt.

Mir bliwen op alle Fall als Piraten derbäi, datt mer méi Biergerbedelegung brauchen. Ech hunn dat virdrun an der Ried gesot. Dofir hu mer och déi Resolutioun hei mat ënnerschriwwen. Et ass immens wichteg an Zäiten, wou d'Bierger sech ëmmer méi vun der institutionaliséierter Politik ewechbeweegen, datt mer eben nidderschwellig Offere maachen, fir datt d'Biergerinnen an d'Bierger kënnen participéieren, kënnen hir Meenung ausdrécken, an dat och a strukturéierten Dialoge mat eben der institutionaliséierter Politik.

A genau dowéinst ass e Biergerrot an eisen Aen en Outil, deen dann ëmmer wichteg ass. An dofir hat ech scho viru Joren eng Proposition de loi deposéiert, déi net weidergeet. Dofir wäert ech och weiderhi fir méi Biergerbedelegung kämpfen an dofir wäerte mer dat heiten och matstëmmen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Clement. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här Président. Dës Resolutioun freet jo am Fong zwou Saachen. Dat eent ass eng Hausaufgab, datt mir als Chamber e Rapport sollen ausschaffe mat Recommendationen, an d'Zil ass, géint d'Desinformatioun virzegoen. De Wee dohinner, dee proposéiert gëtt, dat ass effektiv, Biergerrot an Hearingen ze maache mat – bon, et ass bëssen komesch formuléiert – „expert.e.s en démocratie, médias et désinformation“. Wien ass Expert en désinformation? Sou.

(Interruption)

Mee d'Zilsetzung ass awer, mengen ech, kloer!

(Interruptions diverses et hilarité)

D'Zilsetzung ass, mengen ech, kloer an och eppes, woumat, wann een déi Debatt elo awer hei nogelauschtert huet, jiddweree misst averstane sinn. Et geet drëm, de Kampf géint Falschinformationen op enger méiglechst breeder Basis ze féieren, mat der Aufgab un eis selwer als Deputéiert, also un d'Chamber, datt dobäi e Rapport soll erauskommen. Also, dat ënnerstëtze mer op jidde Fall.

Dat Zweet ass, menger Meenung no, e bësse méi vag. Dat ass eng national Konferenz, wou et ëm d'Gefore vu Populismus an Extremismus an Desinformatioun geet, wou dann och erëm lauter Experten derbäi sinn. An do fänkt et un, mir dann awer e bëssen vag ze ginn: „dangers du populisme“. Ech ginn, mengen ech, sou zweemol den Dag als Populist bezeechent, ...

(Hilarité)

... warscheinlech ëmmer vun deene selwechte Leit, déi fannen, datt ech ze vill elitistesch schwätzen, gell? Do bësse sech dann ...

(Interruption)

Dat heescht, „Populismus“ ass ganz dacks och einfach nëmmen e Schimpfwuert an et ass e bëssen eidel. Och do verstinn ech de Wee, dee soll gaange ginn. Duerfir kënnen mer dat hei och matstëmmen. Ech hunn et awer weinst deene puer Saachen, déi ech elo gesot hunn, net ënnerschriwwen.

M. Claude Wiseler, Président | Bon.

(Hilarité)

Une voix | Lo si mer erëm bei de politesche Kommentarer.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Madamm Tanson, Dir wollt nach zum Schluss d'Wuert huelen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Bon, merci fir déi Remarken. Ech sinn natierlech ... Ech bedauern déi Positioun vun der Majoritéit hei zum Biergerrot. Et ass en Instrument, wat op ville Plaze scho gewisen huet, dass et ka funktionéieren.

An hei geet et jo grad ëm d'Demokratie. Et geet jo drëm: Mir diskutéieren hei ganz theoreeteschen abstrakt doriwwer: Wat ass eng Demokratie? Wéi kënnen mer eis Demokratie stäerken? Wéi kënnen mer maachen, dass mer d'Biergerinnen an d'Bierger net verléieren um Wee dohinner, dass se Vertrauen an eis Institutionen hunn?

An och wa mir gewielte Verrieder sinn – mir liewen och an enger Bulle. An et ass grad: An deem heite Beräich wier et, mengen ech, eezeem wichteg, sech mat der Realitéit vun den eenzelne Biergerinnen a Bierger hei am Land ze konfrontéieren. Dofir verstinn ech iwwerhaupt net direkt déi Panikattacken, déi hei lassgetrëppelt ginn, wann een dat Wuert nëmmen an de Mond hält.

Ech sinn och iwwerrascht. Well deen Echo, deen ech vun deene jonke Grénge krut, déi bei där Entrevue mam Premierminister derbäi waren, war, dass de Premierminister, deen normalerweis kee ganz positivt Bild vun de Biergerreit huet, am Fong ganz positivt agestellt war. Vläch war do e Mëssverständnis, mee op alle Fall hunn ech gesot kritt, Dir hätt expriméiert, an deem heiste Kontext kéint Der Iech dat souguer eventuell virstellen.

An och de Chamberspräsident ass e Verfechter vum Biergerrot. Ech hu selwer scho Riede vun em héieren, wou en dat an de Vierdergrond gestallt huet. Duerfir bedauern ech déi doten Tournure.

Bon, ech verstinn dem Marc Baum seng stilisteschen Umierkung. Ech sinn awer frou, dass déi Lénk dat dann awer matdroen.

D'Chamber organiséiert reegelméisseg déi eng oder déi aner Manifestatioun. Ech denken, dat hei wier op alle Fall e Sujet, deem mer eis kéinten unhuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Si weider Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géif ech och dës Resolutioun zum Vott stellen.

Vote sur la résolution 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Voté par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Dës Resolutioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmmen géint 20 Jo-Stëmmen bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cohen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusti Graas), Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

10. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la protection des citoyens et de l'environnement contre les risques liés aux PFAS

(Motion déposée en séance publique n° 69 du 4 mars 2025 – à consulter au compte rendu n° 28/2023-2028 en page 24)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour. Dat ass d'Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert de Bierger- an Ëmweltschutz géint Risiken, déi mat der PFAS verbonne sinn. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, d'Madamm Claire Delcourt an den Här Jeff Engelen. An dann huet d'Madamm Welfring d'Wuert. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här Président. Vun de Gefore fir eis Demokratie bei d'Gefore fir eis Gesondheet, souzesoen.

Déi aktuell Diskussiounen iwwert d'Weiderféiere vu Léisungen, déi vun der viregter Regierung iwwer Jore virbereet goufen, notament an de Beräicher vun der Drénkwaasseropbereedung aus der Musel oder zum Beispill der Klärschlammverwäertung, a virun allem d'Käschten, déi domat verbonne sinn, weisen,

wéi wichteg et ass, d'Pollutioun sou no wéi méiglech un der Quell unzegoen.

D'PFASen, a speziell den TFA – Trifluor-Essegssäuer, en Ofbauprodukt vun hinnen –, sinn e Problem, deem ëmmer méi grouss gëtt a si sinn och e staarke Käsch-tendreiwier. Ech hat d'lescht Kéier, wéi ech dat hei virgestallt hunn, vun 2.000 Milliarden Euro geschwat, déi chiffriert goufe fir 20 Joer, fir deene Pollutiounen, déi elo schonn do sinn, Här ze ginn. Dofir ass et wichteg, dass mir hei am Land och net op d'EU waarden, mee dass mir national geziilt agéieren an dass mir schnellstméiglech un der Quell vun de Problemer usetzen, fir d'Pollutioun an de Grëff ze kréien.

An ech zitieren och hei nach eng Kéier den Här Chamberspräsident, deem haut virun engem Mount op der parlamentarescher Konferenz, déi zesumme mam Europarat organiséiert gouf, speziell d'PFAS-Problematischer ervirgehewen huet an dobäi d'Recht op eng propper a gesond Ëmwelt ënnerstrach huet.

No eiser Demande, fir d'PFASen, an och speziell d'Trifluor-Essegssäuer, zum Thema an der Ëmweltkommission vun der Chamber ze maachen, fuerdere mir haut dofir d'Regierung nach eng Kéier mat dëser Motioun dozou op, méi staark a méi séier aktiv ze ginn.

Dës Motioun gëtt matgedroe vun de Kollege vun der LSAP, vun déi Lénk a vun de Piraten a gesäit véier Deeler vir. Ech hat dat d'leschte Kéier schonn erkläert.

Si proposéiert am Fong eng risikobaséiert Approche, well als alleréischte Prioritéit gesäit se, déi Substanzen unzegoen, déi erwisenerweis all Joer a grouss Quantitéite fräigesat ginn an zum Deel och schonn als erwise Quelle fir Trifluor-Essegssäuer erkannt goufen. Dës mussen relativ séier aus dem Verkéier geholl ginn. Heizou gehéiere bestëmmte Pestizidzorten – ech hat et d'lescht Kéier och ernimmt: de Flufenacet an de Flutolanil –, awer och bestëmmten Offallstréim wéi zum Beispill de Klärschlamm.

Deen zweete Punkt ass: D'Wëssensbasis, déi muss erweidert ginn duerch, zum Beispill, zilgeriichte Miesscampagnen, och, nach eng Kéier, fir déi Haaptemissionsquellen nach méi genoe ze charakteriséieren a se duerno nach besser kennen an de Grëff ze kréien.

Deen drëtten Punkt ass, sech aktiv weiderhin um europäesche Plang dofir anzesetzen, dass eng gesamt-europäesch koordinéiert Demarche entwéckelt gëtt, wa méiglech op Basis vum Pollueur-payeur-Prinzip.

A véiertens, eng kloer an transparent Kommunikatioun vis-à-vis vun eise Matbierger/innen, déi eis all erlaabt, eis beschtméiglech ze schützen, an och mat der Chamberskommission, fir e beschtméigleche Suivi vun dësem Dossier ze erméiglechen.

Ech géif mech iwwer eng breet Zoustëmmung freeën. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Dann huet den Här Boonen d'Wuert gefrot. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. D'Madamm Welfring huet elo gutt presentéiert, dass de Problem vun de PFASen een ass, deem eis alleguerste sollt eppes ugoen. PFASen sinn omnipresent an eisen Ökosystemer. A wann een de Moien den Interview um 100,7 gelauschert huet, huet een héieren, dass vu 16.000 geschwat ginn ass, awer och vu Milliounen vun Produiten, wou PFASen dra sinn. An et ass och an deem Sënn, dass mer de Problem sollen ugoen.

An an der Ëmweltkommission am Oktober huet de Ministère, oder de Minister, eis gesot, dass et e Groupe interministériel gëtt, deem aus Leit vun der Santé, vun der Agriculture a vum Ëmweltministère besteet a lo amgaang ass, un deem Thema ze schaffen, an enger éischter Phas probéiert, e Moosssystem op d'Been ze stellen, dee mer nach net hunn, deem eigentlech soll standardméisseg an och akkreditéiert sinn, fir ze moossen, wou d'Problemer si vun de sougenannten TFAen an da feststellen: Wou d'Hotspotte sinn, déi responsabel sinn, jo, wou déi gréisste Punkte sinn, wou eeben ausgedroe gëtt. Dat kann d'Industrie sinn. Dat sinn oft ganz punktuell Hotspotten. Awer dat kann och d'Agriculture sinn, wou et da vill méi diffus ass, duerch d'Sprützen.

Mir fannen et richtig, dee Wee ze goen, wéi d'Regierung dat elo mécht, fir fir d'éischt ze kucken, wou d'Problemer sinn, an dann ze sensibiliséieren an och no Alternativen ze sichen. An ech mengen, wann ech dat richtig verstan hunn, ass zum Beispill mam CGDIS zesumme gekuckt ginn, fir eng Alternativ fir d'Löschwaasser ze fannen. Dat ass déi richtig Approche!

An dann, wann et drëms geet, Mëttele ze verbidden oder Mëttele vum Marché ze huelen, ass et wichteg, dass dat op EU-Niveau geschitt, well dat awer, wann ee lo zum Beispill vu Sprëtzemittel schwätzt, jidderee beanträchtegt an och eng Konkurrenzsituatioun zwëschen der Landwirtschaft an deene verschiddene Regiounen bedeit, wann ee Land dat Mëttel nach kann huelen an en anert Land net. Mir hu jo beim Glyphosat gesinn, dass eng EU-Approche do dee richtige Wee ass. An do ass et dann och sou, dass d'lescht Woch beim Flufenacet, vun deem hei geschwat ginn ass, jo op EU-Niveau decidéiert ginn ass, deem aus dem Verkéier ze huelen, soudass deem an 18 Méint no der Iwwergangszäit net méi wäert do sinn.

Mir fannen also, dass d'Regierung hei aktiv ass, dass se de richtige Wee geet, fir fir d'éischt eng Diagnos ze maachen, ze kucken, wou d'Problemer sinn, an dann decidéiert ze agéieren. An domat wëlle mer déi Motioun nach net matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Den Här Boonen huet elo scho ganz viles gesot, wat ech och wollt schwätzen. Et si virun allem zwee Punkten an där Motioun hei, déi eis stéieren.

Dat ass engersäits deen nationalen Alleingang, wou mer beim Glyphosat geléiert hunn, dass et schwieereg ass; dass et juristescht schwieereg ass, national e Wirkstoff ze verbidden, deem eng EU-Zouloossung huet.

De Punkt zwee, deem awer speziell ass: Ech mengen, grad elo d'lescht Wochen am Kader och vun de Mercosur-Diskussiounen, hunn déi gréng sech jo awer staark gemach fir eeben eng fair Konkurrenzsituatioun zwëschen den europäesche Baueren an deenen aus de Mercosur-Länner. A grad mat där heiter Motioun gi mer eigentlech eng onfair Konkurrenzsituatioun schaffen zwëschen de lëtzebuergesche Baueren an deenen, déi direkt hei ronderëm leien, an der Belsch, a Frankräich a sou weider.

An dann och dat Ganzt am Hëllef dorobber, dass aktuell keng Alternativ do ass. Da gëtt hei geschriwwen: „un programme de soutien technique et financier“ – wat heescht dat?

Dat sinn dann awer nach vill Froen, an dofir wäerte mir och ganz kloer déi Motioun hei net matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. D'Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, mir hunn dës Motioun mat ënnerschriften a mir soen och Merci deene Gréngen, dass mir hei nach eng Kéier iwwert dat wichtegt Thema diskutéieren. Dat hei ass eng Motioun, déi am Sënn vun eiser Ëmwelt ass, déi am Sënn vun eiser Landwirtschaft ass, déi och am Sënn vun der Gesondheet vun der Gesellschaft ass. Dowéinst ass dat awer eppes, wat mer sollten diskutéieren, wat d'Leit och dobaussen mussen méi no bruecht kréien.

An ech mengen, et gouf, wéi den Här Boonen scho sot de Moien, och ganz kloer gesot, dass eis d'Donnéeë feelen, dass eis Datelag nach net gutt genuch ass. Mir mussen natierlech Alternative fannen zu deene Produiten an zu deene wierklech ville Substanzen, déi eeben um Maart sinn. Dofir brauche mer d'Fuerschung, mir mussen doranner och investéieren.

Ech fannen et e bësse schued, dass mer lo op dee Wee ginn, dass mer soen: „Jo, mir diskutéieren hei lo net méi driwwer.“ Et wär flott gewiescht, wann ee weinstens iwwer e puer Punkten hätt kënnen an der Kommission diskutéieren. Dat ass elo net de Fall. Diagnos ass schéin, Evaluatioun maache mer jo sou gären.

Mee voilà, mir stëmmen dëser Motioun natierlech zou. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen; merci der Madamm Joëlle Welfring fir dës Motioun.

Mir begrëssen dës Debatt, wou mer driwwer schwätzen, wéi mer Gëftstoffer, déi an de Kreeslaf vun der Natur an domat och vum Mënsch gelaangen, reduzéiere kënnen. Schon an eise Wapprogramm hu mer gefuerdert, d'Natur sou mann wéi méiglech mat Toxinen ze belasteschen.

Wat déi sougenannte PFAS ugeet, muss ee wëssen, dass mir zu Lëtzebuerg nach net iwwer allze vill Date verfügen. Dës sot och d'Professesch vun der Chemie vun der Lëtzebuerger Uni. D'PFAS sinn zum Deel ersetzbar an hei mussen all Efforten ënnerholl ginn, fir dass net onnéideg där Toxinen produzéiert ginn an an d'Natur kommen.

Well d'Datelag awer zu Lëtzebuerg net vollstänneg ass, sot déi betreffend Professesch awer och, dass den Text vun där Motioun zum Deel ganz haart ass, well e generelle Stopp vun de PFAS de Moment nach net realistesch wär.

Et gëtt konkret dräi Pisten, wéi ee sech ka schützen.

Néideg wäeren als Éischt Investitiounen an Analyse vun de Klärgewässer, fir esou Stoffer erauszefilteren aus de Fléissgewässer.

Zweetens ass et wichteg, an d'Fuerschung ze investéieren, déi no Alternativen zu sou PFAS sicht, wat e wichteg Faktor ass, speziell fir d'Landwirtschaft. Ech mengen, et muss een eng Alternativ ubidden, iert ee seet: „Dat doten an dat dote géife mer elo gäre reduzéieren oder verbidden.“

A letztendlech kann och de Konsument en Deel Afloss drop huelen, andeem en zum Beispill – en huet eng ganz Retsch Méiglechkeeten – net op Einwegbecheren an -tasen zrëckgräift, wou dës Toxine sech awer dach sammelen.

Den Impakt vun engem generelle Verbuet ass schwieereg ofzeweien. Och d'Konsequenzen, déi dës

op d'Landwirtschaft an op soss d'Ekonomie huet, ass ganz schwéier anzuschätzen. Et sinn ëmmerhin, wéi och an der Motioun steet, 4700 Produkter be-
traff. Hei misst ee mol nach fir d'éischt an am Detail
analyséieren, wat do ass, well generell ass dat dote
gefëhrlech.

Et sinn an der Motioun gutt Usätz dran, dat soe mer,
an duerfir géife mer eis bei dëser Motioun enthalten.
Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen.
Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President.
Och mir wäerte se matstëmmen.

Et ass net onbedéngt sou, dass een do iwwer eng
Konkurrenzsituatioun oder iergendeppes anescht
soll schwätzen, et soll ee virun allem mol iwwert déi
eege Gesondheet schwätzen. Well mir schwätzen hei
iwwer Chemikalien, déi virun allem ganz laang am
Kierper wäerte bleiwen. An ech gesinn et och fir eis
Bauern als Virdeel, wann een herno ka soen, dass
déi Liewensmëttel déi Chemikalien eeben net wäer-
ten dran hunn.

An ech ginn Iech op engem Punkt Recht: D'Europä-
esch Unioun soll méi streng handeln, d'Europäesch
Unioun soll agräifen. Mee am Moment gesäit et net
sou aus, wéi wa se vill géinge maachen. Do kéint mir
hei elo mol ufänken.

Wa mer net handeln, wäerte mer eis Kierpere wei-
derhi schiedegen an et wäert weiderhin zu Krank-
heete kommen, wat immens schlëm ass, an duerfir
sollte mer och dee Wee goen – am léifste mat der
Europäescher Unioun zesummen, dat läit awer haut
net hei um Dësch, also lo mol Lëtzebuerg eleng.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.
Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President.
Jo, mir wäerte selbstverständlech déi Motioun mat-
stëmmen. Mir hu se jo och mat ënnerschriwwen.

Ech wollt awer just eng kleng Remark maachen, well
ech fannen et awer scho speziell: De Verrieder vun
der DP huet vun deem onsäglechen Accord mam
Mercosur geschwat. Ech mengen, mir si vläicht déi
eenzeg Fraktioun oder Sensibilitéit, déi géint deen
Accord ass. D'Piraten och. Ok, voilà dann, ëmmerhin.

A Südamerika si mer guer net sou minoritär. Vläch
net, wat d'Regierung ugeet, mee op jiddwer Fall, wat
d'sozial Bewegung ugeet: D'Gewerkschafte vun de
Bauern, vun de klenge Baueren, sinn all dogéint;
d'Ëmweltverbänn sinn all dogéint; d'Indigeene-
Verbänn sinn alleguerten dogéint; d'Gewerkschafte
sinn all dogéint. Iergendeng Kéier missten eng
oder zwou Luuchten ugoen, och bei verschiddene
Parteien, déi sech vläch och lénks vun der Mëtt
situéieren, fir ze soen: „Et ass vläch keng gutt Iddi,
esou eppes ze maachen.“

An duerno kënnt de Verrieder vun der DP, an en ass
a senger Logik awer kohärent, ëmmerhin; hien ass
wéinstens kohärent ze soen: „Jo, mee elo si mer a
Konkurrenz mat risege Betriber, och aus Südamerika.
An elo musse mer kucken, eis Agriculture do ze prote-
géieren, an oppassen, dass mer dat Gëft, wat mir och
musse benotzen, net sou séier eraushuelen, well si
benotzen dat vläch och.“

Gesitt Der? Dir kommt net eraus aus Ärer Logik. Et
ass katastrophal iergendwéi an et ass en immens
schlëmmt Signal, wat een no bausse gétt.

Nichtsdestotrotz wäerte mer dës Motioun natierlech
matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Wagner.
An da wollt ech froen, ob nach Wuertmeldungen do
sinn.

Den Här Minister huet d'Wuert gefrot. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du
Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President.

Also, mir sinn als Regierung frou, dass d'Chamber och
déi Suerg deelt, déi mer hunn, iwwert d'Belaaschtung
vun deenen Éiwegkeets-Chemikalien, sougenannte
PFAS, wou den TFA eng Dérivée dovunner ass, well
déi Substanzen nun emol amgaange sinn, iwwerall
erëmzefannen ze sinn, an alle Beräicher, sief dat an
der Loft, sief dat am Waasser, sief et am Buedem, an
de Liewensmëttelen.

An déi Kenntniss, déi mer hunn, déi sinn nach net
alleguerten esou op engem Stand, dass se vollstän-
neg sinn. Mee et kommen ëmmer méi Etüden zu
der Konkusioun, dass déi Belaaschtungen do sinn
an dass et och Risiko kann hunn, net nëmmen natier-
lech fir d'Ëmwelt, mee och fir eis als Mënschen. Wat
genee, dass ass nach net alles 100%eg analyséiert
ginn. An dowéinst, well den Här Goergen gesot huet:
„D'Europäesch Unioun schéngt hei nach net ganz vill
gemaach ze hunn“ – dat ass net richtig. D'Europä-
esch Kommissioun, zum Beispill – dass ass jo e ganz
wichtige Gremium, et ass d'Exekutiv vun der Europä-
escher Unioun –, huet eng Etüd an Opdrag gi bei der
OMS, bei der Weltgesundheitsorganisatioun, fir mol
och Etüden ze maachen: Wat ass d'Situatioun a wat
fir eng Valeur toxicologique kann een herno deene
PFASe ginn, an notament dem TFA, een dovunner,
fir dass een och da ka besser legiferéieren?

Am Ëmwelt-Conseil ënner anerem, och am Gesond-
heits-Conseil an héchstwahrscheinlech och am Land-
wirtschafts-Conseil um Niveau vun der Europäescher
Unioun ass scho méi wéi eng Kéier iwwer PFASe ge-
schwat ginn. An do hunn déi eenzel Minister/inne
respektiv ech selwer als Ëmweltminister eis och derfir
agesat, dass mer natierlech um europäeschen Niveau
sollen herno handeln an dann, wann d'Konklusio-
nen deementspreechend sinn, déi Produiten à la base
reglementéiere respektiv da verbidden oder awer
Valeure festsetzen, Grenzwärter, déi an der Europä-
escher Unioun iwwerall eenheetlech sollen applizéiert
ginn. Dat entbënt natierlech net déi eenzel Regie-
rungen, fir och elo schonn ze handeln.

Wat huet dës Regierung gemach? Am Oktober
d'lescht Joer hu mer et an der Kommissioun eng
éischt Kéier diskutéiert ënner ons hei. Mee mir hunn
awer och en interministerielle Grupp an Opdrag
ginn, op meng Initiativ hin, deen den Här Boonen jo
schonn erwänt huet, zesummegesat aus Verrieder
vum Ëmweltministère an deenen zoustännegen Ad-
ministratiounen, vum Gesondheitsministère an den
zoustännegen Administratiounen a vum Landwirt-
schaftsministère an den zoustännegen Administra-
tiounen, fir dass mer eis och emol kënnen e konkret
Bild maachen iwwert den Ist-Zoustand: Wat fir Kennt-
niss hunn déi Administratiounen schonn? Wat muss
nach weider un Etüde gemach ginn? An dee schafft
zënter Oktober a seng Resultater sollen ons elo am
Fréijoer presentéiert ginn. An da sollen och Konkl-
usiounen draus gezu ginn a Rotschléi un ons geriicht
ginn, wat fir eng Mesuren d'Regierung sollt huelen
a wat fir eng Strategie mer sollen ëmsetzen. Well et
ass wichtig, dass et eng Gesamtstrategie ass, well
et sinn nämlech bal alleguerten d'Beräicher vun
einem Liewen, déi concernéiert sinn, net just nëm-
men d'Waasser. Et ass ganz vill vum Waasser ge-
schwat ginn, an dat ass och richtig, mee wéi gesot,
och d'Liewensmëttelen – et sinn Industrieproduiten,

et ass am Buedem –, an dofir soe mer och, dass mer
herno eng kohärent Gesamtstrategie mussen aus-
schaffen.

D'Waasser ass natierlech eist wichtegst Narungsmët-
tel, wat mer hunn, an dowéinst ass et och gutt, dass
mer do driwwer diskutéieren. An d'Waasserwirt-
schaftsamt huet d'lescht Joer ugefaangen, eng eege
Methodik auszuschaffen an hirem Labo, fir den TFA
och emol kënnen nozeweisen. Et ass eng Methodik,
déi si hausintern entwéckelt hunn, an déi ass elo am
Januar akkreditéiert ginn. Dat heescht, déi ass elo do,
si ass akkreditéiert, an ech wäert elo an den nächsten
Deeg eng Circulaire erausschécken un d'Drénkwaas-
serververger, d'Drénkwaassersyndikater, fir dass
si sollen déi Methodik, déi d'AGE entwéckelt huet,
benotzen, fir kënnen dann och bei sech am Drénk-
waasser TFA mol ze moossen, wat da wierklech
d'Constellatioun ass.

Dat alles wäert eis herno erlaben, och eng méi ciblé-
iert Gesamtstrategie mat Mesuren ze huelen. Mee
eppes ass ganz sécher: Mir wäerten als Regierung eis
Verantwortung iwwerhuelen an deenen eenzelnen
Domänen, fir dass mer eis Matbiergerinnen a Matbier-
ger an och eis Ëmwelt wäerte virun deenen Éiweg-
keets-Chemikalie kënnen schützen.

Merci.

Awer, pardon, ech géif awer recommandéieren, dass
d'Majoritéit vun der Chamber dës Motioun elo net
unhuele sollt, well mer sinn nach net esou wäit, dass
mer wëssen, wat mer solle maachen. Wa mer dat elo
hei unhuelen, dann ass scho gesot: „Ma maacht et
esou an esou, wannechgelift!“ Mee mir wëssen nach
net, wat aus deem Aarbechtsgrupp erauskënn.

Loosst eis wannechgelift ofwaarden, fir ze kucken,
wat genee do virgeschloen gëtt. An da wäerte mir
selbstverständlech Mesuren huelen a mir wäerte
selbstverständlech an d'Chamber kommen, an
d'Chamberskommissioun, fir driwwer ze diskutéieren
an zesummen ze kucken, wat mer da gewëllt sinn ze
maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.
Ech ginn dovunner aus, dass d'Auteurs nach eng Kéier
wëll d'Wuert huelen. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Ech
probéieren et nach eng Kéier mat dësem Mikro. Jo,
vläch just als Reaktioun. Verschidde Saachen, déi hei
gesot goufen, och zu der rechtlicher Situatioun, déi
eis et net géeng erméiglechen, op verschiddene Plaze
scho verschidde Saachen anzegrenzen: Dat ass net
ganz richtig. An den Drénkwaasserschutzzone kann
een dat wuel maachen als eenzelt Land, dat ass wuel
méiglech, dat ass och beim Glyphosat scho gemach
ginn, och ënnert der viregter Regierung.

Zum Mercosur an dem Level-Playingfield: Eist Ver-
ständnis vum Level-Playingfield ass net en Dénivel-
lement vers le bas vun deene Reglementatiounen,
Reegelen, déi mer hei an Europa hunn, mee ze pro-
béieren, wierklech do ze agéieren, wou erwisener-
weis Problemer sinn, déi elo scho bekannt sinn, an
do anzewierke mat deene Moyenen, déi mer elo scho
kënnen huelen.

A vun de Moyenen, do ass gefrot ginn, wat de Soutien
technique a financier soll sinn. Ma dat ass ganz ein-
fach: Berodung, technesch Aiden, do wou et méiglech
ass, fir ze verhënnern, dass ee Problem duerch en
aneren ersat gëtt, an och eventuell finanziell Ënner-
stëtzung, do wou et gebraucht ass.

Dann zum generelle Stopp, deen anscheinend an
där Motioun drasteet: Deen ass net dran, dat ass

warscheinlech eng falsch Liesaart. Dee steet wierklech net dran!

An dann och nach vläit d'Zitat vum 100,7 a wat do gesot ginn ass vun där Wëssenschaftlerin: Dat ass en gros och, dass d'Wëssenschaft, wat se doranner méi Wëssen entwéckelt, wat och ëmmer méi, soen ech emol, Tatsaache bekannt ginn, déi Problemer opeleee mat deenen heite Substanzen. Dat heescht, et ass net, andeem mer elo méi Zäit wëllen hei gewannen, dass mer doduerjer wierklech, soen ech emol, d'Sécherheet dann onbedéngt stäerken. Do gëtt et och nach eppes wéi e Precautionsprinzip, dee beseet, dass och, wann de leschten Detail net bekannt ass, awer scho verschidden Elementer do sinn, an dass dat eis dovir net soll, soen ech emol, empêcheren, elo schonn aktiv ze ginn. Voilà.

Ech sinn der Meenung: Dee wëll, dee fënnt e Wee. Deen net wëll, dee fënnt Problemer. Mee ech sinn awer scho mol ganz frou, dass och hei vu Regierungs-säit eng Gesamtstrategie ugeklong ass. Dat ass op alle Fall e Wee an déi richteg Richtung. A mir hunn hei vun engem Plan d'action geschwat; ech mengen, dat spigelt dat e bëssen erëm. Ech bleiwen da gespaant op dat, wat mer dann hiere wäerten, an ech hoffen, dass mer dann am Fréjoer an der Ëmweltkommis-sioun dat heite wäerte kënnen thematiséieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Vote sur la motion

An da géng ech dës Motioun zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmme, 35 Nee-Stëmme, 5 Abstentionen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Françoise Kemp), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

11. Question élargie n° 37 de Mme Francine Closener au sujet de l'assurance qualité dans les services de l'éducation et de l'accueil (SEA)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, d'erweidert Fro Nummer 37 vun der Madamm Francine Closener iwwert d'Qualitéitsversicherung an den Educations- a Pflegeeservicer. Den Auteur, esou wéi en dat weess, huet 5 Minuten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minute fir ze äntweren. An d'Madamm Closener huet d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Geet et mengem Kand gutt, wann et an der Crèche ass? Ech kenne keng Elteren, déi sech déi Fro net stellen. Eltere kënnen nëmmen da berouegt schaffe goen, wa se d'Gefill hunn, dass hiert Kand gutt versuergt ass, genuch Opmierksamkeet an Zäit kritt vun den Educatrice an Educateurs an och anstänneg z'iesse kritt, jee no deem ob d'Crèche respektiv d'Maison relais sech un dat hält, wat d'Gesetz virschreift, fir dass se een Agreement kritt a behält.

Dat ass awer erschreckend dacks net de Fall. D'Zuel vun de sougenannte Mises en demeure wéinst Verstéiss géint d'Gesetz ass an de leschte Jore konstant an d'Luucht gaang op zejoert 175 Fäll. Dat heescht, dass 175 Crèchen a Maisons relais sech net un d'Gesetz halen.

Ech denken, mir sinn eis eens, dass dat der ze vill sinn, ëmsou méi wéi d'Donkelziffer sonner Zweifel nach méi héich ass. Déi heefegst Verstéiss, déi de Minister festgestallt huet, betreffen de Fait, dass et net genuch Personal gëtt an de Strukturen respektiv dass d'Personal net déi néideg Qualifikatiounen huet. Et sinn ze vill Kanner an de Strukturen, also méi, wéi d'Agrementen et zouloossen. Da gouf géint d'Sécherheets- an d'Hygiënesvirschrëfte verstouss an déi obligatoresch Prestatiounen goufen net ugebueden a punkto Iessen oder Repos.

Alles dat huet de Minister geäntwert op eng Fro vum Claire Delcourt a vu mir. An de Minister seet och, dass déi Hausse vun de Mises en demeure virun allem drop zrëckzeféiere wier, dass d'Contrôlemechanisme vum Ministère ausgebaut gi wieren 2023.

Hei schéngt et sech also ëm e fundamentale Problem an der Qualitéit vun der Kannerbetreierung ze handelen. An duerfir erlaben ech mer am Numm vun der LSAP, Follgendes nozefroen. Net manner wéi 115 Crèchen a Maisons relais kruten an de leschte fënnf Joer méi wéi eng Mise en demeure, méi wéi eng Manung, ouni dass se sech also konform gesat hunn. Wéi laang ass de Lastik, deen een als Bedreier vun enger Crèche kann zéien, bis de Ministère seet: „Elo geet et awer duer!“? Well Agreemente gi jo quasi guer keng entzunn.

Wéi vill Chancë kritt een als Prestateur, bis den Agreement fort ass? Wéi dacks ginn d'Strukturen iwwerhaapt an der Kannerbetreierung kontrolléiert? Ginn déi Kontrollen am Virfeld annonciéiert? Gi se elo ausgebaut? Goufen et bis 2023 guer keng Kontrollen an den SEAn? Wann nee, firwat net? Wa jo, firwat huet et sou laang gedauert, bis dat ausgebaut gouf?

De Personalschlëssel ass jo en Dauerbrenner. Ënner anerem hate mer jo och hei schonn en Débat public opgrond vun enger Petitioun: een Erzéier op sechs Puppelcher ënner zwee Joer an een Erzéier op acht Kanner am Alter tëscht zwee a véier, dass ass den aktuellen Betreierungsschlëssel an de Crèchen.

D'LSAP seet scho ganz laang, dass dat net duergeet. Esou ville Kanner gläichzäiteg gerecht ze ginn, dass ass einfach bal net méiglech. A wann dann och nach e Mataarbechter an enger Crèche krank gëtt oder kënnegt an net direkt ersat gëtt, da si mer ganz séier an der Situatioun, wou vill ze vill Kanner vu vill ze wéineg

Leit betreit ginn, an dann ass d'Wuel vum Kand net méi garantéiert.

D'Regierung huet dat agesinn, zum Gléck, an annonciéiert, dass se de Ratio wëllt eropsetzen. Geschitt ass awer bis elo nach näischt.

Här Minister, wéini a wéi wëllt Der dat Versprechen dann ëmsetzen, wann elo schonn esou vill Strukture Problemer hunn, fir iwwerhaapt genuch a genuch qualifizéiert Leit ze fannen?

Wéi wëllt Der och besonnesch kleng Strukturen hëllef, déi néideg Ressourcen ze fannen?

Wäerten d'Tariffer vum chèque-service accueil eropgoen an deem Kontext? Falls jo, wäerten déi grouss Gruppe vun deene selwechte Konditiounen kënnen profitéiere wéi kleng Crèchen?

Wéi dacks pro Mount oder pro Joer besicht eng Persoun vum Ministère Strukturen, fir déi et eng, wéi Dir schreift, individuell staatlech Begleedung gëtt?

A finalement, wéi transparent gëtt mat dëse Begleedmesuren ëmgaang? Ginn d'Elteren driwwer informéiert, dass d'Crèche oder d'Maison relais, an där hir Kanner sinn, esou substanzuell Problemer huet, dass een individuelle staatleche Suivi néideg ginn ass?

Här President, d'LSAP ass der Meenung, dass een d'Qualitéit vun der Kannerbetreierung wierklech net dierf op d'licht Schëller huelen. Et ass den A an O, fir dass d'Kanner sech och wierklech gutt kënnen entwéckelen. Et ass net egal, wéi se versuergt an encadréiert ginn. Et ass net egal, ob d'Educatrice Zäit huet, fir eng Bindung mam Kand opzebauen oder net. Dofir muss ee fir eng besser Qualitéit an der Kannerbetreierung suergen. Dat muss absolutt Prioritéit hunn. An déi schwaarz Schof muss vum Marché – well et ass e Marché – geholl ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci Madamm Closener. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Educationsminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Jo, d'Francine Closener huet Recht: Et muss eis gemeinsam Suerg sinn, d'Qualitéit an der Kannerbetreierung, an der nonformaler Bildung, wéi ech awer vläicht besser wëll soen, ze assuréieren, an dat ass e permanenten Exercice.

Mir sinn awer do schonn e gudden Wee gaangen, well vill aner Länner, och international Gremien a Strukturen, wéi d'OCDE zum Beispill, eis ganz dacks als Bonnes pratiques duerstellen, iwwert dee Wee, dee mer gaange sinn. Well mer de Schrëtt gemaach hu vun der philosophescher Approche vun der Betreierung hin zur nonformaler Bildung, ganz besonnesch och an den éischte Joren. Well mer higaange sinn a gesot hunn: Mir wëlle ganz besonnesch e eenzel Akzenter setzen, wat d'Sproochefferderung hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. Mir hunn awer och ganz kloer gemaach, dass mer formal an nonformal Bildung ënner ee Ministère setzen, fir domadder och ganz kloer nach eng Kéier d'Bedeutung vun der nonformaler Bildung, also vun der Kannerbetreierung, vun der Crèche, vun der Maison relais, ze ënnersträichen an dat op een Niveau ze huelen, vum Usproch hier, mat der Schoul.

Mir hunn e Kader geschafen, den nonformale Bildungsrahmenplan, deen obligatoresch ass fir sämtlech Prestataire, nieft hirem Agreement, fir eeben och eng Qualitéit ze assuréieren, déi wierklech pedagogesch dann och Zilsetzunge poursuiviéiert, dat am Allgemenge wéi awer och an den alldieglechen Aktivitéiten.

Mir hu gratis Formation-continuen, déi mer och fir sämtlech Prestatairen assureieren, fir datt se hiren Entwécklungsziler kënne gerecht ginn. Mir bidden den Elteren, oder besser gesot de Kanner, e gënschteg respektiv en deelweis gratis Accès, a mir hunn dat Ganzt och nach complémentaire entwéckelt mat enger Ausweitung vum Congé parental, fir datt d'Elteren an eeben och d'nonformal Bildungsstrukture sech kënne ëm d'Kanner këmmen a sech hirer Responsabilitéit bewusst ginn.

Dat, nach eng Kéier, fir de Kader ze setzen a woufir mer eigentlech international och ëmmer als Bonnes pratiques duergestallt ginn.

An natierlech ass et esou, dass bei esou ville Prestataire, bei esou ville Kanner, bei esou ville Strukturen, bei esou vill Personal natierlech och iergendzousch eng Struktur muss sinn, fir ze kucken: Alles dat, wat mer um Pabeier hunn, wat mer an de Konzepte stoen hunn, wat mer am Rahmplan stoen hunn, wat mer am Agreement stoen hunn, gëtt dat am Alldag och ëmgesat a gëtt dat assuréiert?

An do brauche mer e Contrôle. Mir brauchen natierlech hannendrun och e Sanctionsmechanismus. An dat ass eppes, wat de Ministère scho laang gemaach huet, dat ass net nei. Allerdéngs hu mer 2023 – och nach eng Kéier duerno confirméiert am Regierungsprogramm vun dëser Regierung – och d'Intensitéit vun deene Kontrollen, deene Qualitéitskontrollen, eropgesat, andeems mer eng Cellule réclamation et contrôle geschafen hunn. Dat huet derzou gefouert, datt zum Beispill d'Zuel vun deene Kontrollen, déi 2021 nach bei 54 war, 2024 bei 714 war. 714 Kontrollen an eenzelne Strukturen, déi pro Joer do gemaach goufen! An ech denken, dat ass esou, wéi wann d'Police méi dacks op der Strooss steet a kontrolléiert. Dann erwëscht se der natierlech och méi, daitlech méi, déi mol eng Kéier méi schnell gefuer sinn. An dat ass hei geschitt.

D'Fro ass berechtigt: Wéi kontrolléiert Der do a wéi dacks kontrolléiert Der do? Mir kucken natierlech och do no enger Rei vu Facteurs an, net ëmmer nëmmen deen ze kontrolléieren, deen eigentlech ëmmer gutt ass. Dee brauche mer vläicht net esou dacks ze kontrolléieren wéi déi, wou mer schonn eng Rei vu Problemer festgestallt hunn.

Et gëtt also gekuckt: Wéini war dee leschte Contrôle? Jo, et muss och all Struktur reegelméisseg an e Contrôle kommen. Et ginn awer och eng Rei vun Donnéeën an Zuele gekuckt, wou mer halt Indicateuren hunn, wou dann e Contrôle awer noutwendeg ass, fir vläicht eenzel Verstéiss da kënne feststellen an dergéint virzegoen. A mir ginn awer och ganz staark op Meldungen, op Réckmeldungen, op Reklamatiounen vun den Elteren. Déi Cellule, déi sech dorëms këmmert, heescht ebe „Réclamation et contrôle“.

Mir hunn dann an der Suite dovunner – wann e Contrôle gemaach ginn ass an eng Non-Conformitéit festgestallt ginn ass – awer och eng Approche, wou ech géif soen, déi wier kollaborativ a konstruktiv. Wou mer net direkt soen: Du kriss d'Rout Kaart, mee du kriss fir d'éischt mol eng giell! An dofir si parallel zu der Zuel vun deene Contrôlen d'Mise-en-demeuren och an engem änleche Mooss eropgaangen: Dat waren der 58, déi sinn op 175 eropgaangen. Allerdéngs sinn d'Retrait vum den Agreementen net an deem Mooss eropgaangen, déi sinn éischter stabel bliwwen, esou bei engem Grapp voll d'Joer.

A mir liesen awer och ëmmer nees an der Zeitung, datt mer net derlaanscht kommen, pro Joer awer och déi eng oder déi aner Crèche oder Foyer scolaire zouzemaachen, well mer um Enn vum Prozess awer kee Fortschritt festgestallt hunn. Mee an deenen aller-

allermeeschte Fäll, wou mer eng Non-Conformitéit beim éischte Kontroll festgestallt hunn, doropshin eng Mise en demeure gemaach hunn, da gekuckt hunn, eng Begleedung vun där Struktur ze maachen an ze kucken, datt se sech ka konform setzen, stelle mer eigentlech duerno fest, datt d'Struktur dann awer à même war, sech ze konforméieren. An da gëtt et natierlech och kee Grond méi, fir e Retrait vun deem Agreement mussen auszuschwätzen.

D'Haaptgrënn – an d'Francine Closener, mengen ech, ass drop agaangen – sinn dacks e Personalmangel respektiv net genuch Personal, fir dee Personalschlüssel dann och wierklech kënne ze respektéieren, eppes, mengen ech, wat wichteg ass. Mir gesi ganz genau, wéi vill Stonnen ofgerechent ginn, wéi vill Stonnen d'Kanner do sinn, an deementspriedend mussen mer dann natierlech och assureieren, datt deementspriedend Personal present ass.

En anere Punkt ass den Dépassement vun der Kapazität: méi Kanner eigentlech dann och mol, wann och nëmme punktuell, dobannen ze hunn, wéi d'Kapazität vun de Raimlechkeeten dat virgesäit. Oder punktuell infrastrukturell Mängel, wou ee seet: „Hei, do ass awer elo d'Sécherheet net garantéiert, do ass net garantéiert, datt net awer vläicht Kanner sech anzwousch hibeweegen, wou se net sollen hikommen.“ Dat sinn alles Punkten, wou dann natierlech eise Service do aktiv gëtt; wuelverstanen de Service réclamation et contrôle.

Parallel si mer awer och elo amgaangen, en zweete Prozess nach eng Kéier ze maachen, nämlech – ech soen net Contrôlen, ob een de Konditiounen vum Agreement entsprécht –, eng Agence vun der Qualitéitsentwécklung kënne en place ze setzen, e bëssen nom Virbild, wéi mer et fir d'formal Bildung fir d'Schoul, also de SCRIPT, hunn, mat enger ganzer Rei vun Aufgaben, eeben d'Qualitéitsentwécklung, d'Begleedung, de Coaching, dee mer och duerch déi eeëmoleg AREGen da weider wäerten assureieren an déi an déi doten Agence wäerten integréiert ginn, d'Formation continue zesumme mat deene sechs Agencen, déi mer hunn, fir déi gratis Formation continue fir sämtlech Matarbechterinnen a Matarbechter vun deem breede Secteur landeswäit och kënne ze assureieren.

Innovatioun a Recherche awer och a Form vun engem Incubateur, fir souwuel déi konventionéiert wéi och déi kommerziell Strukturen mat op de Wee ze huelen, fir de Secteur weiderentwéckelen an ze kucken, datt se sech eigentlech géigesäitig inspiréieren, datt mer mat Bonne-pratiqë kënne schaffen. Well wann een d'Kompetenz an deem Secteur gesäit, dann hu mer eigentlech alles am Land, wat mer brauchen, fir iwwerall ze assureieren, datt mer eng gutt Qualitéit hunn an datt mer dem Zil vun enger gudder nonformaler Bildung kënne gerecht ginn.

Qualitéitsziler, Qualitéitskontroll an Qualitéitsentwécklung mussen eigentlech hei aneneegräifen. Qualitéitsziler hu mer; Qualitéitskontroll maache mer; an d'Qualitéitsentwécklung wäerte mer elo mat där Agence fir Qualitéitsentwécklung nach eng Kéier stäerken.

D'Madame Closener huet eng Rei vun anere Punkten opgeworf, déi och nach wäerte kommen. Dës Regierung wëllt un de Personalschlüssel goen, e verbesseren virun allem. Et steet am Regierungsprogramm, datt mer dat wëlle maache fir de Klengkandberäich. Mir wëssen, datt mer net sämtlech Altersstrukture matenee kënne maachen.

Mee Dir hutt et selwer gesot, et hëlleft näischt, wa mer an e Gesetz schreibe ginn: „Du muss méi Personal hunn!“, wa mer dat Personal net kënne hei

zu Lëtzebuerg rekrutéieren. Duerfir si mer jo och fir d'alleréisch emol higaangen a mir hu mat der leschter Rentrée nach eng Kéier d'Capacitéit vun der Educateursausbildung eropgesat, andeems mer en zweet Standbe vum der Educateursausbildung am Lycée Belval um Belval, also och am Süde vum Land, opgemaach hunn. Dat wäerte mer weiderféieren, och andeems d'École nationale pour adultes hir Formation wäert ausbauen, och andeems mer bei der nächster Rentrée eng Formation, fir Educatrice oder Educateur diplômé kënne ze ginn, op Franséisch wäerten ubidden.

An da schaffe mer och un der Reform vum chèque-service accueil, wat jo de Finanzéierungskader vun deem ganze Secteur ass, souwuel fir, op där enger Säit, déi konventionéiert Strukturen wéi fir, op där anerer Säit, déi kommerziell Strukturen. Wou et, denken ech, wierklech un der Zäit ass, net nëmmen un der Geldschrauf ze dréien, mee op där anerer Säit awer och nach eng Kéier ze kucken, vläicht besser ze kucke wéi bis elo, wou dat Geld do higeet an datt et wierklech dem Besoin fir Qualitéit a fir déi ganz konkret Servicer a Prestatiounen am Interêt vun eise Kanner gerecht gëtt.

An dat, mengen ech, ass e kohärenten, a sech ofgeschlossene System, wéi mer mat villen Initiativen a villen eenzelne Mesüeren a villen eenzelne Kontrollen, Begleedungen a vläicht och ëmmer hannendrun en fin de compte eventuelle potenzielle Sanktiounen d'Qualitéit kënne assureieren, au profit vun de Kanner a vun hiren Zukunftschancen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass et esou, datt d'Madame Closener nach eng Zousazfro däerf stellen. Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Merci fir all déi Explikatiounen. Ech hu just nach dräi Zousazfroen.

Wéi dacks kritt een dann eng Chance? Wéi dacks kritt een eng Mise en demeure, bis de Ministère seet: „Sou, elo geet et awer duer!“? Gëtt et do iergendwéi eng Reegel? Oder ass dat vu Fall zu Fall individuell? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet ass: Wéi ass d'Opdeelung tëscht de Mises en demeure fir SEAen, Service d'éducation et d'accueil, déi vu Gemenge bedriwwen ginn, an deenen aus dem Privatsektor? Kënn Der eppes dozou soen?

An nach déi lescht Fro, déi hat ech Iech och scho gestallt: Ginn d'Elteren informéiert, wa wierklech eng Struktur do ass, déi schonn e puermol eng Mise en demeure hat? Oder wéi ass do iwwerhaupt den Informationsfluss? Mécht d'Crèche dat oder d'Maison relais? Oder mécht de Ministère dat? Oder kréien d'Elteren dat eigentlech guer net gesot?

Merci.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Natierlech, wann e Mëssstand do ass, deen och eng direkt Intervention vun eise Servicer verlaangt a wou mer och eng Fermeture oder e Retrait vum Agreement misste maachen, dann informéiere mir och mat der Struktur zesummen d'Elteren. Well da geet et jo virun allem mol drëms, datt déi Kanner eng nei Plaz – eng nei Crèche oder eng nei Maison relais – fannen, oder mer kucken, ob en eventuelle Repreneur do ass. Déi Kontakter, déi sinn an deem ganze Prozess, déi sinn natierlech tëscht de Servicer vu mengem Ministère an dem Prestataire. An do ass et, mengen ech, normal, datt een, éier e Prozess ofgeschloss ass, a wann ee gesäit, dass eigentlech eng gutt Volontéit do ass, fir deen een oder anere Punkt opzeschaffen a sech ze

verbesseren, dat net onbedéngt direkt un déi grouss Klack hänke geet.

Wéi wäit oder wéi dacks een elo muss géint eppes verstouss hunn oder wéi laang mer do nokucken, ech denken, dat hänkt jo awer och mol dervunner of, wat et ass. Et gëtt Punkten, wou dat evident ass a wou een eigentlech direkt misst op e Retrait goen. An et gëtt natierlech awer och Punkten, wou ee seet: „Ok, mir gesinn, du hues en Effort gemaach, et geet vläicht nach net ganz duer, da kriss de nach eng Kéier en Delai.“ An ech mengen, datt et awer och normal ass, datt een do muss ofweien an awer och mat e bësse klore Mënscheverstand muss do drun erugeen. Ech wëll elo hei net mat Beispiller operéieren, mee et kann ee sech do Saache virstellen, wou ee seet: „Jo, dat kann emol geschéien.“ An et kann ee sech awer och Saache virstellen, wou ee seet: „Nee, dat doten därfer wierklech net sinn! An deem doten, deem traue mer eigentlech och net méi!“

Elo hunn ech op zwou Froen hei geäntwert, déi drëtt entfält mer awer elo.

Mme Francine Closener (LSAP) | D'Opdeelung tëscht SEaen an der Gemeng ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | A, et ass normal, datt dat mer entfall ass, well ech hu keng spontan Äntwert dorobber. Ech kann Iech dat awer noliwweren, mer géifen dat eng Kéier kucken. Mee ech sinn net de Rapport d'activité vu mengem Ministère. Et ass net alles an där Bëls hei uewen dran. Mee mir kënnen dat awer gären nohuelen.

Mme Francine Closener (LSAP) | Awer bal. Merci. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, merci. Domat wär dann dës Punkt ofgeschloss.

12. Question élargie n° 33 de M. Dan Biancalana au sujet du droit des tutelles

A mir géifen zum nächste Punkt kommen, an zwar déi erweidert Fro Nummer 33 vum Här Dan Biancalana iwwert d'Momperschaftsrecht. Den Auteur huet, wéi e weess, 5 Minutten Zäit fir och d'Zousazfro an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntwerten. Här Minister, Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President fir d'Promotioun. Léif Kollegeinnen a Kollegen, Madamm Minister, an der Publicatioun „La justice en chiffres“ vum Joer 2023 kann een noliessen, dass d'Tutellesrichter vu Lëtzebuerg a vun Dikrech am Ganze 5.000 Dossieren traitéieren. Et handelt sech also hei ëm Mënschen, déi sech, esou wéi d'Gesetz vun 1982 iwwert d'Incapables majeurs et virgesäit, an engem vun deenen dräi Regimenter befannen: d'Sauvegarde de justice, wat déi lëchste Form vu Schutz ass, d'Curatelle an d'Tutelle, déi am Fong déi stäerksten a komplettste Form vu Schutz ass. A ganz oft gëtt jo och hei am Virfeld eng sozial Enquête gemaach vun der Justiz, vum SCAS, fir sech kënnen e Bild ze maachen, wéi déi personnel, familiär a finanziell Situatioun vun där Persoun ass, fir dass en Tutellesrichter eng individuell Decisioun kann huelen.

A mir hunn hei oft ganz schwierig a komplex Situatiounen, déi duerno d'Tuteuren – ob dat elo d'Eltere sinn, professionell Associatiounen, Affekoten, déi um Terrain sinn natierlech – mat vill Fangerspëtzegefill, Motivatioun an Engagement musse geréieren. Et héiert een awer och, dass déi Leit net genuch

Moyenen hunn, dass d'Tuteuren net genuch Moyenen hunn, an déi Betreffen, déi geschützt solle ginn, befanne sech natierlech an enger ganz vulnerabler Situatioun, wou se an hirem Alldag beanträchtegt sinn, well se effektiv eng degenerativ Krankheet hunn, well se effektiv geeschteg oder physisch behënnert sinn, well se an enger sozial prekärer Situatioun sinn oder och psychiatresch Probleemer hunn.

Also, ënner Tutelle gestallt ze ginn ass keng Bagatell, well et geet hei ëm d'Verwaltung vum Patrimoine, ëm d'Representatioun an alldieglechen Akten. An et geet jo och net drëms, d'Leit, d'Persounen ze bestrofen. Au contraire, ech mengen, dass den Tutellesrichter hei jo och eng Schutzmoossnam hält.

An et gëtt och am Ausland Tutellessystemer, wou déi betreffen Persounen esou vill wéi méiglech an hirem Autonomie kënnen ënnerstëtzt ginn, fir dass se och hir fundamental Rechter kënnen ausüben, wou am Fong dann och Mesüre geholl ginn, déi deemstspriechend effektiv och esou mann wéi méiglech an hir Fräiheet aschneiden.

Dat ass am Fong och e Paradigmewissel par rapport zu der klassischer Protektioun vun enger Entmündegung a Richtung effektiv vu Promotioun vun den individuelle Rechter. An ech mengen, och hei ass et de Rôle vum Tuteur, d'Leit am Kader vun hire Rechter ze begleeden. A mir fannen als LSAP, dass d'Reform hei zu Lëtzebuerg an déi dote Richtung misst goen, well an eiser genereller Mémoire collective, mengen ech, ass dat Bild, dass iwwert dës Mënschen d'Hand muss gehale ginn, komplett iwwerlieft. An an deem Sënn solle mer si och aus deene Consideratiounen eraushuelen, dass se am Fong incapabel sinn a se och deemstspriechend net esou duerstellen.

Bon, am Beräich vum Suivi gëtt et awer hei zu Lëtzebuerg, esou vill ech weess, dräi professionell ASBlen, déi de Mandat judiciaire kréien, dës Suivi judiciaire, am Fong dës soziale Suivi, ze gewärléeschten. Mengen Informatiounen no hunn déi ëm déi 1.500 Dossieren, déi se geréieren, an et geet vill méi wäit wéi nëmmen déi finanziell Gestéioun. Si maachen och hei e soziale Suivi, e soziaalt Encadrement an och ganz vill Kontakter mat de Familljen an och mat villen Institutiounen. An och do stécht ganz vill Engagement dran.

Mee finanziell fonctionéieren – dat krut ech och erklärt – dës ASBlen awer no Tariffer, déi den Tutellesrichter festhält. An déi kënnen awer och variéieren vun Arrondissement judiciaire zu Arrondissement judiciaire, vu Richter zu Richter. Den Tariff muss dann effektiv bezuelt ginn, entweder vun deene betreffen Persounen, oder awer, wa se sech et net leeschte kënnen, iwwerhëlt dat de Staat. An doduerch, datt d'ASBlen duerch hir Prestatioun am Fong also pro Dossier finanzéiert ginn an net duerch eng Konventioun, kann et zu ganz staarke finanziellen Enkpäss kommen. Dat war deemstspriechend och schonn emol de Fall.

Et komme permanent Dossiere bäi. Do krut ech och d'Reckmeldung, datt am Fong jo och déi Mataarbechter vun deene Servicer mam aktuelle Personal net all d'Dossieren esou aktiv suivéieren kënnen, wéi se dat wëilten, esou wéi dat ugeduecht ass a wéi dat néideg ass. An dat huet natierlech och en Impakt op dee soziale Suivi an deenen awer zimmlech sensibele Situatiounen, déi effektiv déi Leit hunn, déi ënner Tutelle sinn.

Mee et ass awer och eng Fro vum Erhale vun den Aarbechtsplazen, awer och vum Rekrutement vun nei Personal, fir effektiv dee Suivi deemstspriechend kënnen ze maachen.

A fir d'LSAP misst am Fong dee Finanzéierungsmodell vun den Tutelles-ASBlen a Richtung vun engem regelrechte Konventionnement goen, wat de Moment net de Fall ass, well d'ASBlen, déi kréien jo hei den Optrag vum Tutellesrichter. Si kréien hei e Mandat judiciaire, si schaffe fir de Staat, si schaffe fir d'Justiz a si schaffe fir eis Gesellschaft. An ech mengen, dofir wär et dann och wichteg, hei e Konventionnement ze maachen. Dofir follgend Froen un d'Justizministesch: Engersäits, wou ass déi generell Reform vum Tutellesgesetz drun? Ech mengen, an der viregter Regierung gouf jo e Projet loi déposiert iwwert de Mandat de protection future; dat ass een Deel. Mee den zweeten Deel, déi eigentlech Reform, wou ass déi drun? Wat wëll dës Regierung a punkto vläit awer och Konventionnement vun ASBlen am Tutellesberäich maachen? Bon, en attendant, ass et ugeduecht, en uniformen, alignéierten Tariff pro Dossier ze hunn? An effektiv, dann déi lescht, véiert Fro: Wéi geet et mam Mandat de protection future weider?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet d'Justizministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana fir seng Fro. Bon, betreffend de Finanzement vun den Associatiounen vläicht nach eng Kéier e puer Explikatiounen. Bon, Dir hutt der schonn eng Rei ginn. Et ass effektiv esou, datt den Tutellesrichter d'Indemnitéit fixéiert, an e mécht dat an der Praxis pro Mount fir déi alldieglech Gestéioun, op Basis vun der Komplexitéit vum Dossier, wou normalerweis dräi ënnerschiddlech Tariffer festgeluecht sinn, an all Kéiers gëtt eng Appreciation vum Dossier gemaach. Bei deenen Erwuessenen, déi ënner Tutelle stinn, a Curatelle stinn, déi manner kritt hu wéi dat Duebelt vum Mindestloun, do kënnt de Staat effektiv op fir déi Indemnitéiten.

D'Tutellesassociatiounen hunn am Moment effektiv kee Konventionnement mam Staat. Mee dat misst ee gegebenfalls kucke beim Ministère de la Famille.

Wou mir am Moment dru schaffen, dat ass eng méi generell Reform vum Tariff. Et ass esou, datt jorelaang eng ganz Rei Tariffer vun Experten a Mandataire-judiciairen net ugepasst gi sinn. Dat betrëfft net nëmmen hei d'Experten an d'Tuteuren, mee de manière générale d'Experten am grouss Ganze.

Eng Zäit war et och esou – dat hutt Der richteg gesot –, datt ënnerschiddlech Approchë ware bei deene verschidde Bezierrichter. Eise leschten Informatiounen no si se awer alignéiert, wat d'Indemnitéiten ubelaangt, déi un d'Associatiounen bezuelt ginn. Dir hutt et och richteg gesot: Heiansdo ginn och Affekoten genannt a Familljememberen, déi am Ament keng Indemnitéit kréien.

Mir hunn déi verschidden Intervenante gefrot, fir eis hir Propositionen ze gi fir eng Reform vun den Tariffer. Mir sinn amgaangen, déi Propositionen am Moment ze analyséieren an och ze kucken, wat an den Nopeschlänner gemaach gëtt. Dat ass eng Fro, déi awer e bësse méi large ass wéi just: „Wéi en Tariff gi mer?“ Mee wéi appreciéiere mer och déi verschidden Akten, déi gemaach ginn, déi Gestéioun, déi gemaach gëtt, wéi wäit huele mer d'Situatioun vun der Persoun mat a Consideratioun, wéi eng Prozedur gi mer eis? Dat sinn alles Froen, déi an där doter Diskussioun opkommen an déi mer gäre global behandelen an net just einfach soen: „Voilà, den Tariff ass elo X.“ Mee ech mengen, et sinn eng ganz Rei Froen, déi sech am Laf vun de Jore gestallt hunn an déi eng Äntwert brauchen. An do wëlle mer mat enger méi globaler Approche erugeen.

Déi Aarbechte lafen, wéi gesot. Parallel lafen och d'Aarbechten un der Reform, also um Fong vum Tutellesregimm. Déi Aarbechte gi weider. Do war effektiv och schonn en Text mat ausgeschafft ginn. Mir sinn awer elo amgaangen, dee wierklech Artikel fir Artikel och ze kucken, notamment och mat den Autorité-judiciairen, well mer et wichteg fannen, datt mer hire Feedback hei hunn.

Dir hutt richtig gesot, datt mer eng Reform brauchen. Et ass effektiv esou, datt mer net méi en ligne si mat internationale Konventionen, well am Moment effektiv d'Tendenz ass, an eng aner Richtung ze goen an deene Persounen, déi, wéi gesot, ënner enger Tutelle sinn oder an enger Sauvegarde oder an enger Curatelle, och méi Autonomie ze ginn.

Mir schaffen och weider um Plan d'action. Do ware 16 Aktiounen virgesinn am leschten, wouvun der eng Rei erfëllt goufen, notamment och déi, fir d'Unzuel vun de Richterinnen an d'Luucht ze setzen, e Contrôleur anzeféieren an, wéi gesot, de Mandat de protection judiciaire. Deen ass an der Prozedur. Do waarde mer op den Avis vum Staatsrot a mer hoffen, datt mer e geschwë kréien.

Elo nach kuerz zur Reform, un där mer schaffen. Bon, mir hunn als Basis natierlech déi franséisch Reform geholl mat e puer Elementer aus dem belsche Recht, a mir integréieren och eng ganz Rei Elementer aus dem leschte PAN, wou och un engem neie geschafft gëtt. Mee alles dat leeft an do hoffen ech dann, datt mer och geschwënn eng Kéier eppes kënnen presentéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Här Biancalana, hutt Dir nach eng ganz kuerz Zousazfro?

M. Dan Biancalana (LSAP) | Villmools merci. Merci och fir d'Äntwerten, déi een hei konnt kréien. Dir sot par rapport zu der éischter Fro ronderëm d'Tarif, dass effektiv do en Alignement besteet, dass do Bestriewunge sinn, och, mengen ech, eng eenheetlech Approche ze hunn. Wéi Der virdru gesot hutt, gegebenenfalls misst een do mam Ministère de la Famille kucken a punkto Konventionnement. D'Fro ass einfach: Gëtt et eng Volonté politique vun der Regierung, fir an déi dote Richtung ze goen, fir deen doten Dossier an déi dote Richtung weiderzedreien? Well ech mengen, datt dat och eng gewësse Sécurité gëtt finanzieller Natur, awer och par rapport zum Optrag, deen effektiv déi professionell ASBLen kréien am Kader vun de Missiounen, déi se fir d'Justiz och deementspreechend ëmsetzen.

Merci.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Also mir siche ganz kloer de Kontakt op deem dote Punkt. Mee dat ass eng Decisioun, déi mer herno wäerte gemeinsam treffen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wier dës Punkt dann och ofgeschloss.

13. 8433A – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice en vue de déterminer les conditions de diplôme et d'expérience professionnelle dans le domaine du droit

An da fuere mer weider mam Projet de loi 8433A iwwer d'Rekrutierung an d'Berufsausbildung vun den Attachés de justice. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, all

Fraktioun a Sensibilitéit huet 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Donnersbach, d'Madamm Beissel, den Här Biancalana, den Här Hardy, d'Madamm Tanson an den Här Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Alex Donnersbach (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleegen, d'Justiz ass e wichtegt Fundament an eisem Rechtsstaat. Si muss fair a si muss effizient sinn. Eng gutt funktionéierend Justiz muss dowéinst och zougänglech si fir allméiglech Talenter.

An de leschte Joren hu mer gesinn, datt de Rekrutement vun den neie Magistraten eng Erausforderung war. Ze vill Poste bleiwen onbesat an d'Konditiounen fir den Zougang zur Magistratur erlaben et ville gudde Juristen net, an d'Magistratur ze kommen. Dofir soll dësse Projet de loi, deen eis hei zur Ofstëmmung virläit, d'Konditiounen fir den Zougang zu der Magistratur moderniséieren an et enger méi grousser Zuel vu qualifizéierten Kandidaten erméiglechen, an d'Magistratur ze kommen.

Dësse Projet ass net just eng technesch Upassung, et ass och eng substanzuell Ännerung, déi garantéiert, datt eis Justiz och an Zukunft nach kompetent Magistrate fënnt, fir déi vill nei Posten ze besetzen, déi mir notamment am leschte Joer kreéiert hunn.

D'Justizministesch huet dësse Projet de loi den 2. August 2024 deposéiert. No der Weiderleedung un d'Justizkommission den 12. September 2024 koumen eng ganz Rei Avisen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Grundsätzlech hunn déi verschidde Gremie vum Conseil national de justice iiwert de Regroupement des magistrats luxembourgeois an der Commission de recrutement et de formation des attachés de justice, awer och de Barreau, den neie Gesetzestext begréisst.

D'Kommission huet am Januar eng Rei Amendementen ugeholl an dësse Projet de loi op Proposition vum der Magistratur, also vum Conseil national de justice a vun der Commission de recrutement et de la formation des attachés de justice, an zwee Deeler opgespléckt. Dësse Projet, deen eis haut virläit, deen haut zur Ofstëmmung kënn, fokusséiert sech op déi Rekrutementskonditiounen, während den zweeten Deel sech méi spéit mat der Formation vun den Attachés de justice beschäftegt.

Vu datt de Rekrutementsprozess elo am Abrëll ufänkt, war et wichteg, dësen Text elo nach am Mäerz ze stëmmen an der Magistratur schonn dës Joer d'Méiglechkeet ze ginn, méi breet ze rekrutéieren.

De Staatsrot huet de Projet de loi a sengem Avis am groussen Ganze begréisst, mee e puer technesch Upassungen recommandéiert. Fir d'Detailler vun de verschiddenen Avisa verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Am Detail bréngt de Projet de loi eng Rei vun Ännerungen, déi essenziell sinn, fir dem Defizit un neie Magistraten an der Lëtzebuerger Justiz entgéintzewirken. Fir d'éischt ännert dës Gesetz d'Rekrutementskrittären, andeem se sech méi flexibel mécht a sech fir Kandidaten mat enger relevanter Erfahrung am Droit aus verschiddene Berufsgruppen opmécht. Bis elo konnten am Fong nëmmen Affekote mat fënnf Joer Erfahrung op Dossier rekrutéiert ginn. An Zukunft kënnen Juristen aus der Privatwirtschaft, beim Staat, op der Universitéit oder aus soss relevante juristesche

Gebitter hir Kandidatur op Dossier bei der Magistratur stellen.

Da ginn d'Konditiounen par rapport zu der relevanter Erfahrung am juristesche Beräich och ugepasst: Kandidaten, déi op Basis vun engem Concours rekrutéiert ginn, müssen an Zukunft eng Minimumerfahrung vun zwee Joer amplaz vun engem Joer hunn, an de Rekrutement op Dossier bleift bei fënnf Joer, mee eeben an engem méi groussen Beräich. Et gesäit een och fir d'Joren 2025 an 2026 eng Transitionsregelung vir, déi et deene Kandidaten erlaabt, déi op Basis vum Concours rekrutéiert gi sinn, nach mat engem Joer Erfahrung acceptéiert ze ginn.

Ofschléissend ass et wichteg ze betounen, datt selbstverständlech d'Konditioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit bestoe bleift, well d'Magistraten eng direkt Roll an der Ausübung vun eiser Staatsgewalt hunn. D'Fro vun de Sproochenexigenze gëtt an deem aneren Text, deen elo nach net duerch ass, präziséiert.

Domat schléissen ech mäin Exposé als Rapporteur.

Discussion générale

Erlaabt mer, nach e puer Wieder als Spriecher vu menger Fraktioun ze soen. Dësse Projet ass eng wichteg an noutwendeg Upassung vun de Rekrutementskrittären an der Magistratur. Et ass eng positiv Weiterentwicklung vun eiser Justiz an et ass och déi logesch Suite vun deem Gesetz, dat mir d'leschte Joer gestëmmt hunn, wou mer eng Panoplie vun neie Posten an der Justiz geschafen hunn, déi och wichteg sinn, fir datt mer nokomme mat all de Fäll, déi am Moment do sinn.

Eng Justiz, déi sech moderniséiert, muss sech och un d'Realitéit vum Aarbechtsmarché upassen. Et ass evident, datt mir net méi mat deem ale Rekrutierungsmodell vun deene leschte Joerzénge konnte weiterfuere, fir d'Besoinen vun haut ze decken. Gläichzäitig erlaabt dës Neierung och der Justiz, interessant nei Profiller, nei Juristen ze rekrutéieren, déi bis elo duerch déi Rekrutierungskrittären praktesch ausgeschloss waren. Et ass e kloer Win-win fir jiddwereen.

D'Fro, déi nach am Kader vun der Ouverture opgeworf gi war, ass, ob dës Reform zu engem Qualitätsverlust kéint féieren. Hei ass d'Äntwert kloer Nee: D'Selektioun bleift streng, d'Exigence vun der Erfahrung bleift erhalen, gëtt souguer gestärkt fir d'Admissioun zum Examen-Concours. Eis zukünfteg Magistrate wäerte weiderhin eng héich Kompetenz un d'Dageslicht bréngen. An anere Wieder: Mir maachen d'Magistratur net méi einfach, mir maache se méi einfach zougänglech oder iwwerhaupt mol zougänglech fir verschidde gutt Profiller, déi mer an Zukunft brauchen.

Här President, léif Kolleegen, wéi Der gesitt ass dësse Projet e wichtige Baustee fir d'Moderniséierung vun eiser Justiz. An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun a bieden Iech ëm Är Ënnerstëtzung. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Alex Donnersbach e Merci fir säi kloer schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech wäert e puer Saachen erëm eng Kéier ënnersträichen, well et ass einfach ze wichteg, eebe well d'Justiz ee vun de Grundpilleren ass vun eisem demokratesche Rechtsstaat. A fir dass dat funktionéiert an d'Grondrechter vun eise Bierger geschützt sinn, brauche mer eng Justiz, déi an all hire

Secteuren an an all hiren Institutionen uerdentlech funktioniert. Ass dat net de Fall, well eebe Riichter feelen, da können d'Grondrechter vun eise Bierger, notamment fir hir Dossieren a rasonabelen Delaie traitiert ze gesinn ..., dann sinn déi a Gefor.

Mir wëssen, dass Lëtzebuerg extreem schnell gewuess ass. D'Awunnerzuel ass an de leschte Joerzénge wirklech exponentiell an d'Luucht gaang. Dat ass zwar gutt fir eist Land, mee dat bréngt awer e ganze Koup Erausforderunge fir all eis Institutionen, virun allem an der Justiz, well déi war nach fir eng Zuel vun Awunner opgestallt, déi manner grouss war, an dofir ass an de leschte Jore wirklech eng akut Iwwerlaaschtung. Awer mir brauchen e Justizapparat mat genuch Leit, well d'technesch Dossieren – an iwwerhaapt d'Dossieren – ginn ëmmer méi komplizéiert, an dofir mussen gutt an ausgebildete Leit do sinn.

Här President, mir hunn oft um Terrain mat de Leit geschwat, fir eebe kënne performant Léisungen à long terme ze fannen. Mir wëssen, dass säit Joren – an et gëtt ëmmer méi akut – wirklech e Manktum ass u Lëtzebuurger, déi d'Konditiounen erfëllen, fir an d'Magistratur kënne eranzekommen.

Wat bréngt dann elo den neie Projet haaptsächlech? Den Alex Donnersbach huet et scho widderholt: Et ass wirklech eng grouss Ouverture. D'Ouverture ass eebe just, dass et elo opgrond vun den Dossieren breet gefächert gëtt, dass Juristen, déi fënnf Joer laang geschafft hunn, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, elo eeben eng Kandidatur kënne stellen, fir an d'Magistratur eranzekommen. A mat deem System vun där Ouverture – an dat geet et jo niewent der Eligibilitéit fir den Examen-Concours, an do ass et lo vun engem op zwee Joer eropgesat ginn, fir eebe just d'Performance ze garantéieren – gi mer dervun aus, dass mer d'Zuel vun de Lëtzebuurger, déi sech do mellen, wirklech an d'Luucht setzen. An dat begreist d'DP natierlech ausdrécklech.

Aktuell ass et jo esou, wéi gesot, dass de Recrutement sur dossier mat enger Experienz vu fënnf Joer bleift an et beim Examen-concours vun engem op zwee Joer eropgeet, fir dass awer trotzdeem d'Kompetenz garantéiert ass, well, wéi gesot, et ass keen einfache Beruff, et si ganz grouss Responsabilitéiten. An dofir muss d'Kompetenz vun de Riichter op alle Fall gehale ginn. Vu d'Konditioun vum Cours complémentaire en droit luxembourgeois, deen ee muss gepackt hunn, an, wéi gesot, d'Beruffserfahrung, déi muss gi sinn, ass et e Garant, dass eng adaptéiert Kompetenz do ass, fir eebe just de Beruff uerdentlech kënne ze meeschten.

Här President, de Projet ass jo Deel vun engem méi laangen Effort – den Alex Donnersbach huet dat och schonn ënnerstrach –, fir d'ganz Justiz ze stäerken. Mir hu jo scho leschte Summer hei u sech d'Zuel vun de Riichter an den Attaché mat 94 Riichter an 20 Attaché festgeluecht. Et ass jo och geplangt, nach e Pool vun 100 Riichteren an d'Reserv ze kréien, fir eebe just op d'mannst bis 2027 an doriwwer eraus genuch Riichter ze kréien, fir dass déi Justiz extra gutt funktionéiert.

An den Effort, dee wäert konstant virugoen, well och a Saache Formatioun, déi ëmmer méi erausfordernd gëtt, muss d'Formatioun vun de Riichter dem Besoin vun haut onbedéngt ugepasst ginn. Mee dësen Deel vun deem, wat mer elo haut maachen, ass awer ganz wichteg, fir dass déi Mesüeren, déi geholl gi sinn, schonn an der Procedure de Recrutement 2025 kënne applizéiert ginn.

Den zweete Volet vun der Formatioun kënnt da spéider. Och dat geet an déi richteg Richtung.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, méi Riichter mat enger Experienz a Formatioun, wéi ech ëmmer soen, „à large spectre“ sinn eng signifikativ Plus-value fir eis Justiz, e Garant vum Schutz vun de Residenten, vun de Bierger an ipso facto e Garant vun eise Rechtsstaat.

D'DP deelt dëse Projet mat grousser Iwwerzeegung, an dofir bréngen ech mat Freed den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Beissel. An dann ass et um honorerabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als LSAP, dat wëll ech virop soen, droe mer dëst Gesetz mat, well et ass jo och den éischten Deel vun enger Reform an d'Konditiounen, fir Attaché de justice ze ginn a finalement Magistrat, gi provisoriéiert. Ech mengen, dat ass eng Erliichterung an dat begreisse mer.

An ech mengen, mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng Justiz, déi gutt opgestallt ass, well d'Justiz e Grondpfeiler vun eise Rechtsstaat ass. An do mengen ech, dass déi Rekrutierungsprozedur, déi mer hei virhuelen, dofir u sech e ganz, ganz wichtegen an decisiven Usaz ass. Mir hunn eng Rekrutierungswell gehat vu Polizisten. Wat méi Polizisten um Terrain sinn, wat och, mengen ech, méi Affären traitéiert ginn. Mir mierken och, dass d'Affären um Niveau vun der Justiz och deementspreechend zouhuelen.

Mir hunn hei an dësem Haus e Plan de recrutement gestëmmt fir Magistraten, fir och effektiv Posten ze schafen. Also, mengen ech, ass d'Suite logique, dass mer natierlech och hei u de Critères d'accès, de Conditions d'accès schaffen, fir dës Posten och esou gutt wéi méiglech kënne ze besetzen, mee awer och den Zougang effektiv zu dëse Posten ... Och wa mer an eng Richtung ginn, wou mer d'Experienzen oder op Dossieren schaffe méi flexibiliséieren, dann heescht dat awer net – dat ass och virdru scho gesot ginn –, dass dat au détriment ass vun där Rigueur, déi een och als Magistrat, als Attaché soll an de Berufsstand mat erabréngen.

Bon, doriwwer eraus, mengen ech, hate mer jo och an dësem Haus an och an der Justizkommissioun – effektiv, am Joer 2022 war dat – de Rapport nach virleie vum Jean-Claude Wiwinius, deen a senger Qualitéit als President vun der Cour supérieure, mengen ech, och e breede Rapport gemaach huet, deen och ganz interessant war, iwwert d'Attraktivitéit vun der Karriär vum Magistrat. Do ass et natierlech och ëm d'Kommunikatioun selwer vum Riichterberuff gaangen, vum Magistrat, awer och, mengen ech, ëm d'Attraktivitéit vun der Karriär, awer och den Accès an och ëmd'Fonction selwer. Andeems mer d'Gesetz haut hei stëmmen, droe mer deementspreechend och dozou bidden.

Mee ech mengen awer och, dass ee ganz wichtige Punkt an deen Novum ass, dass mer an eiser Verfassung och d'Recht op den Délai raisonnable hunn. A fir dat, mengen ech, och kënne ze maachen, brauche mer, wa mer op där enger Säit Poste schafen, och déi néideg Magistraten, déi och déi néideg Zäit hunn, fir d'Dossieren deementspreechend ze traitéieren. Ech mengen, mat deem heiten Deel si mer averstanen.

An ech mengen, wat een awer och gesäit – an ech hat do och d'Méiglechkeet, eng Question parlementaire ze stellen –, dat ass, wat och den Taux de réussite ass vun deene verschiddene Persounen a Leit, déi de CCDL maachen, notamment och vun deenen, déi

d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, wou et och natierlech schonn d'Méiglechkeet gëtt, an d'Magistratur ze goen: Deen huet sech agependelt tëscht 60 % a 65 % iwwer effektiv déi lescht fënnf Joer. Dat weist also, mengen ech, dass hei och weider muss geschafft ginn an dass och dës Reform néideg ass, fir effektiv och hei weider qualitativ gutt Personal ze hunn, fir dann och weider kënne an der Justiz ze schaffen.

Dëst gesot, ënnerstëtze mer dëse Projet mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Biancalana. A prett ass elo den honorerabelen Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eppes virewech: Och d'ADR begreist de Gesetzesprojet, deen haut hei diskutéiert gëtt. Mir froen eis awer, firwat net schonn éischer esou eng Initiativ geholl ginn ass, wëssend, dass duerch de stramme Wuesstem vun der Populatioun och de Justizapparat fréier oder spéider u seng Grenze stéisst.

Scho méi laang zéien d'Vertrieder vum drëtten Pouvoir d'Alarmglacken, dass se net méi nokommen, zum Beispill d'Verwaltungsgericht, wou d'Zuel vun den Affären déi lescht Joren drastesch an d'Luucht gaangen ass a wou vill Leit ee ganz laangen Otem mussen hunn, fir endlech eng gerichtlech Entscheedung ze kréien.

Zum Gléck huet eist Land am Privatsektor déi néideg Ressourcen, fir op déi sougenannten „Attachés de justice“ zeréckgräifen ze kënne. Juristen, déi aus dem Privatsektor kommen, hunn dacks de Virdeel, dass se net just an engem, mee a verschiddene juristesche Beräicher aktiv waren. Wichteg ass awer, wéi dat de Lëtzebuurger Barreau a sengem Avis betount huet, dass de Gesetzesprojet net zum Nodel vum der Qualitéit vun de rekrutierten Magistrater dierf goen. Schliesslech hunn d'Leit dobaussen d'Recht op eng irrefrachabel Justiz.

Dann ass och mat Recht festgehalen ginn, dass d'Kandidaten d'Lëtzebuergesch Nationalitéit mussen hunn, well dee Beruff en direkte Lien mat der Ausübung vun der Staatsgewalt huet. Wat d'Sproochekenntnisser ugeet, sou gëtt verlaangt, dass déi zukünfteg Attachés de justice am Lëtzebuergeschen an am Franséischen en Niveau C2 mussen hunn an am Däitschen den Niveau C1. Well d'Protokoller vun der Police op Däitsch sinn, ass dat och logesch. Betreffend d'Zougangskonditiounen ass festgehalen ginn, dass zum Beispill beim Examen d'entrée déi professionell Erfahrung vu fënnf op zwee Joer erofgesat gëtt.

Ech kommen zum Schluss. Mir begreissen, wéi gesot, als ADR dëse Gesetzesprojet, deen och der Demande vun der Justiz nokënnt an et erméigleche wäert, dass d'Affäre méi séier kënne traitéiert ginn an d'Bierger manner laang op eng Decisioun vum Gericht waarde mussen, wëssend, dass nach vill ze maache bleift, fir déi sougenannt „Lenteur judiciaire“ besser an de Griff ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Hardy. An dann ass et elo un där honorerabler Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och mir begreissen deen heiten Text. Et ass an der Kontinuitéit vun deem, wat iwwert déi lescht Jore gemaach ginn ass. Nodeem ech de Plan pluriannuel deposéiert hat, an eeben nach weider Poste geschafe ginn um Niveau vun der Magistratur, muss

een natierlech och kucken, an dat stoung och schonn deemools an deem legislativen Dossier dran, dass een och misst nach eng Kéier kucken no där viregter Reform – déi jo elo hei e bëssen erëm réckgängeg gemaach gëtt, wat ech awer absolutt verstinn –, wou ee konnt no engem Joer schonn nom Barreau an d'Magistratur goen, fir elo weider Schrëtt ze maachen.

Dofir fanne mer dat positiv, dat hei elo ze probéieren. Och déi Adaptatiounen, déi en cours de route nach gemaach gi sinn, fanne mer eng gutt Saach, no den Avisen, déi komm sinn.

Dat Eenzezt, wat ech e bëssen ze bedenke ginn: Et si jo ganz nei Erfahrungen, déi een hei sammelt. Et si jo elo wierklech da Leit, déi an d'Magistratur kommen, déi eventuell nach ni e Geriicht vu banne gesinn hunn, déi dann als Riichter schaffe mussen. An ech denken, dass do am Kader vun der Formation eng ganz richteg Roll ze spillen ass. An och denken ech, dass een dat Ganzt muss evaluéieren a gegeebene-falls kucken, ob muss nogebessert ginn oder net, ob déi Riichter hei och esou séier kënne fonctionnsfäeg sinn, wéi dat bis elo ëmmer de Fall war.

Mee ech fannen awer, dass et wichteg ass, dass ee sech deene Saachen net verschléisst an dat dann och probéiert an dann eebe kuckt, déi néideg Evaluatioun duerno ze maachen, ob et seng Friichte gedroen huet.

Ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass kloer, dass e Mangel u Magistraten dozou féiert, dass d'Delaien op de Geriichter net méi kuerz ginn, an dofir war et nëmme ze begrëssen, wéi als Éischt de Rekrutementsplang erhéicht gouf, fir méi Magistraten ze rekrutéieren. An elo ass eeben déi logesch Konsequenz, dass mer eis dann och d'Moyene musse ginn, fir déi Magistrate kënne ze rekrutéieren, déi mer am Plang virgesinn hunn. Well dee beschte Plang hëllef eis nâischt, wa mer en herno net kënne erfëllen.

An deementspriedend ass dat heiten, mengen ech, e wichtige Schratt, deen och eis Ënnerstëtzung fënn, wou ee sech natierlech an den Detailer – an dat ass jo och an der Kommissioun in extenso zum Deel diskutéiert ginn – ka reiwen. Mee ech mengen, um Enn vum Dag ass dat heiten e Gesetz, wat eis erméigleche kann, déi néideg Magistraten ze rekrutéieren. An ech hoffen, dass et dat dann och erfëllt.

Et ass bëssen nach nom Prinzipp Hoffnung, muss ech soe vu menger Säit, fir haut ze soen: Ech hoffen, dass en et erfëllt, mee ech hunn awer ganz grouss Hoffnung doranner.

An dofir kann een deen Text hei matstëmme, fir eeben dat Zil ze erreechen, dass d'Delaien op de Geriichter erofginn, dass mer eng méi séier Justiz kréien an dass mer déi néideg Magistraten dann eeben och rekrutéiert kréien. Dat ass d'Zil, an dofir e Jo vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminis-tesch Elisabeth Margue. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif ufänken an dem Rapportier e

Merci soe fir säi Rapport. An da géif ech awer och gären all de Membere vun der Justizkommissioun an dem Staatsrot Merci soen, déi et duerch hir séier Aarbecht erlaabt hunn, dass mer dee Projet, dee mer d'lescht Joer vum Summer deposéiert haten, konnte splécken an hei schnell een Deel vum Accès op d'Magistratur scho kënne stëmme, fir notament ze erlaben, dass schonn dës Joer kënne d'Magistrate rekrutéiert ginn. Dee Prozess, dee leeft normalerweis am spéide Fréijoer un, a schonn dës Joer wäerten déi heite Konditiounen sech da kënne applizéieren.

Et ass och déi logesch Suite vun dem Plan pluri-annuel, dee mer d'lescht Joer am Summer hei gestëmmt hunn. Mir erlaben elo, nodeems mer zousätzlech Poste geschaf hunn, och zousätzlech Rekrutierungsméiglechkeeten, andeems d'Juriste souwuel aus dem öffentliche wéi aus dem private Secteur kënne postuléieren fir d'Magistratur, an doduerjer hoffentlech d'Zuel vu Kandidaturen an d'Luucht geet.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass dat nâischt ännert un der Qualitéit vun de Rekrutementen, well d'Aart a Weis, op déi déi verschidde Kandidaturen evaluéiert ginn, bleift déi selwecht: Et ass entweder no zwee Joer Berufserfahrung dann en Examen, oder no fënnef Joer kann een iwwer Dossier postuléieren. Dat Eenzezt, wat ännert: Et kommen einfach méi Leit a Fro, fir eng Kandidatur ze stellen.

Zousätzlech mussen natierlech Efforte gemaach gi fir d'Ausbildung vun de Justiz-Attachéen. Dat ass och zum Deel den Objet vun dem zweeten Deel vum Projet, dee mer, wéi gesot, ofgespléckt hunn an dee mer natierlech weider wäerten an der Prozedur féieren, mee wou mer dann och mussen op den Avis vum Staatsrot waarden an dann deementspriedend Adaptatiounen maachen, wann néideg.

Zousätzlech schaffe mer och un engem Projet – dat steet och am Accord de coalition – fir eng Filière parallèle, fir nach méi Magistraten och ze rekrutéieren, déi eng gréisser Erfahrung hunn an eng besonnesch Spezialisatioun. An d'Hoffnung ass, dass mer kënne och déi Kandidaten unzéien, andeems mer et eeben attraktiv maachen, an d'Magistratur ze kommen, och nodeems een eebe schonn eng ganz Rei Erfahrungen an engem anerem Domän gesammelt huet.

An enger éischer Phas wäert deen dote Projet op d'Verwaltungsgerichter applizéiert ginn an dann deementspriedend, wann et Succès huet, och kënnen ausgeweit ginn. Dat heiten ass op alle Fall eng wichteg Etapp, fir kënne zousätzlech Magistraten ze rekrutéieren an deem Manktum, dee mer wierklech scho méi wéi eng Kéier hei diskutéiert hunn, och entgéintzewierken.

Ech soen Iech e grouse Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci der Madamm Justizminis-tesch Elisabeth Margue.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8433A. Den Text steet am Document parlementaire 8433A⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8433A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie

Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 8488 – Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire

Mir komme elo zum leschte Punkt vun haut de Mët- teg, zum Projet de loi 8488 iwwert de Rekrutement vum Direkter a vum Soudirekter vum zukünftege Centre pénitentiaire fir Mannerjäreger. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo d'Madamm Rapporteuse vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gestioun vum Prisongswiesen ass eng vun de wichtige Missiounen vum eiser Justiz.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Eng gutt organiséiert an effizient funktionéierend Prisongsverwaltung ass essentiel, fir d'Grondrechter vun all deenen, déi am Prisong eng Strof mussen of- setzen, ze garantéieren, sou och vu mannerjärege Delinquanten.

An deem Kader sinn d'Schafung vun engem Strof- recht fir Mineuren esouwéi och vun engem Prisong fir Mannerjäreger wichteg Schrëtt. Dëse Projet vu grousser Envergue verlaangt net nëmme eng Adaptatioun vun eise Gesetzskader, mee och eng strateegesch Planung vun der Infrastruktur souwéi vun der Personalbesetzung.

Dofir ass et néideg, de künftege Jugendprisong am Gesetz iwwert d'Prisongsverwaltung vun 2018 ze verankeren an de Rekrutement vum Direkter a vum Directeur adjoint vum neie Centre pénitentiaire vir- zezéien. Nëmme esou kënne déi verantwortlech Persounen sech aktiv an d'Planung vum neie Bau mat abréngen a sech mam Bau familiariséieren, eier dë- sen a Betrib geet – eng Approche, déi scho beim Pri- song Uerschterhaff mat Succès applizéiert gouf.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Beim Uerschterhaff huet dës der Direktioun erméiglecht,

perfekt iwwert déi technesch an infrastrukturell Aspekter vum neie Prisong informéiert ze sinn, wat wichteg ass, wann ee fir dës Gebaier an och déi Inhaftéiert responsabel ass.

D'Zil vum dësem Gesetzesprojet 8488 ass soumat, d'Direktioun vum kënftege Jugendprisong esou séier wéi méiglech ze rekrutéieren an dann eeben och de kënftege Jugendprisong am Gesetz vum 2018 ze verankeren, soudatt dëse Volet aus dem Gesetzesprojet 7991 iwwert d'Jugendstroferecht ofgespléckt gëtt.

D'Justizministesch Madamm Elisabeth Margue huet dëse Gesetzesprojet den 28. Januar 2025 deposéiert. De 6. Februar gouf de Projet un d'Justizkommissioun verwisen, wou en dann de 27. Februar presentéiert gouf an ech zur Rapportrice ernannt gouf. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 25. Februar 2025 Gréng Luucht fir dëse Projet ginn an de Rapport gouf de 6. März 2025 an der Kommissioun ugeholl.

Domat schléissen ech mäin Exposé als Rapportrice a ginn och direkt den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, fir de schrëftlechen a fir de mündlechen Rapport.

An dann hätt den Här Guy Arendt d'Wuert. Här Arendt.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles scho gesot. Et ass wichteg fir eis op alle Fall, dass mer am Virfeld schonn eng Direktioun, en Direkter an en Directeur adjoint, bestëmmen, déi d'Begleedung vum dem Projet mat iwwerhëlt, déi och d'Weiche ka stellen, esou wéi mer d'Erfahrung och um Uerschterhaff gemaach hunn. A mir kënnen dat nëmme begrëissen, well dat en Avantage ass fir de Projet.

An dofir kann ech och nëmmen den Accord gi vun eiser Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Och säitens vun der LSAP wäerte mer dëse Gesetzesprojet effektiv matstëmmen, well et wichteg ass, sech en Direkter an och e Soudirekter ze ginn, fir effektiv, mengen ech, dësen neie Centre pénitentiaire pour mineurs kënnen opzebauen an och ze geréieren. An ech mengen, mir wäerten do, wat d'Infrastruktur selwer ugeet, jo och nach eng Kéier an dësem Haus driwwer schwätzen.

Ech wollt awer e puer grondsätzlech Remarque maachen, déi ech och an der Justizkommissioun gemaach hunn: Mir hunn och, mengen ech, hei e Gesetz virleien, wou d'Missiounen an Objektiv definéiert gi vum Centre pénitentiaire vu Schraasseg, vun deem vu Giwenech, vun deem vum Uerschterhaff an och vum Centre de formation fir d'Agents pénitentiaires.

Mir sinn och hei mat engem Gesetz konfrontéiert, wou am Fong déi éischte Kéier dat Wuert „Centre pénitentiaire pour mineurs“ ernimmt gëtt. Mir hunn awer, mengen ech, d'Geleeënheet verpasst, esou, wéi mer et bei deenen anere véier Zentere gemaach hunn, och d'Missiounen an effektiv d'Objektiv vum Centre pénitentiaire pour mineurs ze definéieren, well hei ass am Fong eng komplett nei staatlech Verwaltung, déi entsteet, mat enger ganzer Rei, wéi gesot, Missiounen, déi se kritt.

Mir wäerte jo hei, mengen ech, an der Kommissioun och nach iwwert déi dräi Projet-de-loien, souwuel an der Justiz wéi och an der Éducation nationale, iwwer e Stroferecht ronderëm d'Mineuren, awer och de Jugendschutz diskutéieren. Do hu mer vläicht nach eng Kéier och hei d'Geleeënheet, well mer schonn e puermol an der Justizkommissioun gefrot hunn, wou d'Texter dru sinn, wéini mer deementspreechend domadder befaasst ginn. Well et ass jo e bëssen eng Suite logique.

Haut stëmme mer wierklech de Centre pénitentiaire pour mineurs mat den Astellunge vum Direkter a vum Soudirekter. Da kennt de Bau. Da kommen, mengen ech, déi dräi Gesetzer ronderëm d'Stroferecht, ronderëm d'Mineuren, an och deementspreechend de Jugendschutz. Also et ass, wéi gesot, eng Suite logique.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer dee Centre pénitentiaire pour mineurs kréien, fir dass déi Jugendliche net weider op Schraasseg och, wéi gesot ...

(Problème de sonorisation)

... hate mer an der Justizkommissioun mam Rapport, deen den Ombudsman gemaach huet, ronderëm d'Unisec (veuillez lire: Ech mengen et ass wichteg, dass mer dee Centre pénitentiaire pour mineurs kréien, fir dass déi Jugendliche net weider op Schraasseg ginn. Wéi gesot, d'Situatioun hate mer ugeschwat an der Justizkommissioun mam Rapport, deen den Ombudsman gemaach huet ronderëm d'Unisec).

Ech mengen, dass do deementspreechend och ganz vill positiv Usätz sinn. Also, mengen ech, sinn eng ganz Rei Elementer an dëser Diskussioun, wou haut am Fong och e bëssen ee vun deene villen Optäkt ass. Wéi gesot, et ass wichteg, dass mer déi heiten Dossierer och mat, mengen ech, enger gewëssener Gewëssheet weiderdreien.

An ech fannen, wéi gesot, dass mat enger gewëssener Nonchalance awer verpasst gouf, ganz kloer d'Missiounen an d'Objektiv hei ze definéieren vun dësem neie Centre pénitentiaire pour mineurs. Mee, wéi gesot, mir wäerten et matstëmmen an hei weider um Ball bleiwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech huelen och e bësse méi wäit aus, änlech wéi den Här Biancalana.

D'Schafe vun engem Droit pénal fir Mannerjäreger an och e Prisong speziell fir Jugendlecher, dat sinn definitiv Sujeten, déi scho méi laang am Raum stinn. Et kennt een net derlaanscht, dëst och vun engem aneren, an zwar dem gesellschaftleche Bléckwénkel ze kucken. An Zäiten, wou et ëmmer méi Fäll vu gewalttätege Jugendleche gëtt, muss dee Problem op alle Fall méi konsequent ugepaakt ginn, och eebe grad, wat d'Gewaltpräventioun ugeet. Da kéinte kriminell Doten op d'mannst zum Deel vu virera verhënnert ginn.

An dobäi muss ee sech och d'Fro stellen, wou eis Gesellschaft histeiert. Sécher ass, dass mir et mat engem gesellschaftleche Phänomeen ze dinn hunn, deen eis zum Handeln zwéngt – firwat soss e Code pénal an e Prisong spezifesch op d'Mooss fir Mannerjäreger maachen?

Et ass begrëssenswäert, dass d'Regierung an dëser Saach eng nei gesetzlech Basis ausschafft. Ma trotz allem muss ee feststellen, dass et un enger Transitiounsleisung feelt.

Wann et ëm Kanner a Jugendlecher geet, da geet et an engem och ëm d'Zukunft vun eiser Gesellschaft.

Dofir sollte mir all néideg Hiewelen a Beweegung setzen, fir dass dat entsprechend Gesetz séier a Kraaft triede kann.

Mir soen op alle Fall Jo zu dësem Gesetzesprojet. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir ginn natierlech och den Accord zu dësem Text. Déi Erfahrungen, déi gemaach gi waren um Uerschterhaff ware wierklech ganz pertinent. Ze gesinn, dass den Direkter, den zukünftigen Direkter, scho kann de Chantier mat begleeden, dat ass, denken ech, extreem, extreem wichteg.

Dir kennt eis vläit nach eng Kéier d'Erklärungen och ginn, Madamm Minister, wou de Projet méi konkret drun ass, dee war jo och schonn an der leschter Legislaturperiod ugefaange ginn, an och vläit nach eng Kéier soen: Wéi ass et mat der Implikatioun vum OKaJu a vum Ombudsman och an deem Projet? Well dat eent ass d'Direktioun, dat anert sinn awer och déi Leit, déi herno eng Evaluatioun, eng Appreciatioun dovunner maachen.

An natierlech, Dir wësst, ech stellen d'Fro bal an all Justizkommissioun: Wou sinn d'Texter drun? Et hat ee Moment geheescht: „grouss Vakanz“, dunh huet et geheescht: „Enn des Joers“, dunh huet et geheescht: „Fuesvakanz“. D'lescht Woch sot Der eis och erëm: „ganz geschwënn“. An bon, ech hunn elo nach eng Kéier séier gekuckt, den Avis vum Staatsrot, deen ass vum 1. Juni 2023; deen huet also elo bal zwee Joer, an dat ass plus ou moins déi Zäit, wou mer um Text geschafft hunn. Dat heescht, et wär vläit effektiv un der Zäit, déi Amendementen ze bréngen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Vu dass eng ganz Rëtsch Virriedner wäit ausgeholl hunn, kann ech mech kuerzfaassen an den Accord vun de Piraten fir dësen Text ginn.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, zum Ofschloss kann ech Iech déi Freed net maachen. Mir wäerten eis bei dësem Projet enthalten wéinst, notament, där Fro, déi och den Här Biancalana opgeworf huet. Ech fannen et nämlech effektiv schwierig, hei Posten ze kreéieren, wann d'Essenz vun deem, wou deen Direktiounskomitee dann aktiv soll sinn, eigentlech net definéiert ass. Ech sinn awer och net dergéint, mee duerfir wäerte mer eis enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Wéi Der wësst, ass effektiv an der Reform vum Jugendstroferecht d'Schafe vun engem Jugendprisong virgesinn. Mir komme relativ gutt weider an der Planung vun dësem Jugendprisong. Dat maache mer zesumme mat der Administration des bâtiments publics, soudatt mer nach virum Summer den Avant-projet sommaire wäerte kënnen fäerdgestellen.

An d'Iddi ass, den neien Direkter an Adjoint scho kënnen ze rekrutéieren, eebe justement, well mer beim Uerschterhaff déi gutt Erfahrung gemaach hunn an den neien Direkter dann och kann déi konzeptuell Mise en place vun dësem Prisong begleeten.

Et ass och esou, datt den Text eng Entrée en vigueur différée fir de Jugendprisong virgesäit. An an deem Sënn wëlle mer deem virgräifen, andeems mer eis hei schonn direkt richtig opstellen.

Ech soen Iech Merci awer fir déi grouss Ënnerstëtzung vun engem klengen, mee wichtege Projet. En hänkt zesumme mat där gréisserer Reform vum Jugendschutz a Jugendstroferecht, déi ënnerwee ass, wou mer an der dernière Ligne droite sinn, fir kënnen de Regierungsrot mat Amendementer ze saiséieren.

Dat huet eng Zäit gedauert – dat ass ganz richtig. Dir wësst awer ganz gutt, datt et dräi Texter sinn, wou eng Hellewull un Opposition-formellë waren – et géif ee bal soen: e katastrophalen Avis –, soudatt een eigentlech nëmmen draus léiert, datt ee besser huet, et hëlt ee sech Zäit, fir et gutt ze maachen, an der Hoffnung, datt mer da méi schnell derduerchkomme bei der zweeter Navette.

Op alle Fall ass et eng Prioritéit a mir schaffen intensiv drun. A bis dohinner: Merci fir d'Ënnerstëtzung fir deen heite Projet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8488 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8488².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8488 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also ugehall mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Abstentionen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M.

André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kennt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.52 heures.)

71^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 35

M. Claude Wiseler, Président

2. Débat de consultation au sujet du processus de consultation portant sur la viabilité à long terme de notre système des retraites

p. 35

Exposé : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Débat : M. Alex Donnersbach | M. Gérard Schockmel (interventions de M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Patrick Goldschmidt et M. Marc Baum) | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Gilles Baum) | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Yves Cruchten)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Débat de consultation au sujet du processus de consultation portant sur la viabilité à long terme de notre système des retraites

Op eisem Ordre du jour vun de Moie steet d'Consultationsdebatt iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem. D'Riedezäit ass nom

Modell 5 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Regierung huet 100 Minutten, d'CSV huet 155 Minutten, d'DP 120, d'LSAP 110, d'ADR 75, déi gréng 50, d'Piraten an déi Lénk hu 25 Minutten an duerno huet d'Regierung nach eng Kéier 100 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Spautz. D'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet, d'Madamm Martine Deprez, huet elo d'Wuert. Madamm Deprez, et ass un Iech.

Exposé

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Här

Premierminister, léiwe Kolleeg Minister, léif Deputéiert alleguerten, ech wéilt de Moien ufänke mat enger Citatioun:

„Notre régime général d'assurance pension est financièrement solide et continuera à l'être au cours des prochaines années. Toutefois, l'évolution démographique est semblable à celle de nombreux autres pays et la croissance de l'emploi ne pourra pas compenser cette évolution à l'infini. Dès lors, des défis se posent sur le long et surtout le très long terme, défis que nous devons évidemment aborder pour trouver des solutions adéquates. C'est ainsi que le Gouvernement a décidé, outre le maintien du taux de cotisation à 24 % pour la période de couverture 2023-2032, de demander au Conseil économique et social d'analyser, discuter et de proposer des pistes qu'il estime envisageables à l'avenir. Le Conseil économique et social est l'organe idéal pour avoir de tels échanges à ce stade, car il regroupe en son sein les forces vives de la nation. Il est important que le Gouvernement et les partenaires sociaux abordent ce sujet essentiel pour que toutes les générations puissent bénéficier d'un système de pensions qui offre une protection adéquate.“

Dixit Claude Haagen bei der Presentatioun vum Bilan actuariel 2022 de 26. Abrëll vun deem selwechte Joer, ronn zéng Joer nom Akraafttriede vun der Reform vun 2012, also 2022, wéi de Bilan presentéiert ginn ass. An dat Gesetz vun 2012 huet schonn eng Rëtsch Adaptatioun gemaach, wou e puer Schrauwen en place gesat goufen, déi gräife sollten, ier de System an d'Laberente kënnt. Wat huet déi Reform elo 2012 en place gesat vu Schrauwen, fir datt dee System net an d'Laberente sollt kommen? 2026 wäerten, laut den neiste Projektiounen, d'Cotisationen net méi duergoen, fir d'Prestatiounen ze bezuelen. Wat geschitt dann, laut der Reform vun 2012?

Soulaang d'Reserve parallell net ënnert de legale Seuil falen, kann den Taux de cotisation nach net gehuewe ginn. Do gëtt et keng Obligation légale. Awer parallell kann e Modérateur de réajustement agest ginn, dat heescht, de Reajustement vun de Pensione kann erfogesat ginn. A soulaang den Taux de cotisation net refixéiert ass, kann och soss näischt geschéien, ausser wa mer e géife refixéieren, da gëtt d'Allocation de fin d'année net méi bezuelt.

Beim Bilan 2022 gouf schonn ersichtlech, datt den Taux de cotisation zwar fir déi Period, déi do concernéiert war, géif stabil bleiwen, also bis 2032, mee ronderëm 2027 géif et ufänken, enk ze ginn, an dat trotz den Outilen, déi en place sinn, notamment dem Aussetze vum Ajustement, zwee Joer nodeems fir d'éischt d'Charge vun de Prestatiounen, dat heescht d'Pensiounen, géifen d'Recetten iwwersteigen.

Den Avis, deem 2022 beim CES gefrot ginn ass, ass de 17. Juli 2024 publizéiert ginn. Et war zwar een Dokument, mee et waren zwou Contributiounen: eng Contribution salariale an eng Contribution patronale, also net een eenzeg Avis, mee zwou relativ verschidde Contributiounen. Parallell huet d'Inspektioun vun der Sécurité sociale och hire Cahier 18 publizéiert, wou méi Zenarioen an aner Elementer an d'Projektiounen agefloss si wéi déi, déi am Kader vum Avis vum CES gefrot gi waren.

Tëschen deenen zwee Datumen, 2022 an 2024, ware Walen. Et ass en neien Accord de coalition fixéiert ginn, deem op senger Sait 101 seet: „Le dernier bilan technique du régime d'assurance pension du 26 Avril 2022 a fait ressortir que le taux de cotisation actuel de 24 % [...] sera insuffisant pour payer le volume des pensions annuelles à partir de l'année 2027. Une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, ceci afin de trouver un consensus à ce sujet. L'assurance obligatoire restera le pilier central du système de pension. La possibilité d'une promotion accrue du deuxième et troisième pilier de prévoyance vieillesse sera analysée, notamment par une amélioration des allègements fiscaux.“

Doropshin hu mer dunn eis berode gelooss, wéi dee Prozess vun enger „large consultation avec la société civile“ kéint en place gesat ginn. Mir hunn eis decidéiert fir en transparenten a komplett dokumentéierte Prozess via eng Plattform, schwätzmat.lu. Do gouf all Compte rendu vun all Sitzung publizéiert, all Dokumenter, déi am Zesammenhang mat der Consultatioun erstallt goufen, an och all aner Dokumenter, déi fir de Prozess relevant sinn, a wou virun allem jiddereen, deem et wollt, konnt een, zwee, dräi Bäitrag leeschten.

Déi éischt Phas ass vun ufangs Oktober bis ufangs Dezember gelaf, déi zweet vu Mëtt Februar bis Mëtt Mäerz, an d'Auswärtung vun der éischter Phas ass presentéiert an diskutéiert ginn. Déi vun der zweeter Phas ass amgaang, gemaach ze ginn. Sou vill awer scho virausgeschéckt: D'Participatioun ass net méi kleng ginn. D'Leit, déi sech agelogg hunn, si méi laang um Site bliwwen. An d'Erkenntnisser aus deenen zwou Phase wäerten elo d'Diskussiounen an den Aarbechtsgruppe guidéieren.

Bilan 2022: An deem gouf opgezeechent, datt, wéi virdu gesot, 2027 den Taux de cotisation net méi duergeet, fir d'Prestatiounen ze bezuelen. An déi neisten Donnéeën, déi elo vun der IGSS am Kader vun den Aarbechten an der Chamberskommissioun opgestallt goufen, weisen elo, datt bei der aktueller ekonomescher Entwécklung dat Evenement schonn 2026 wäert sinn. Dat heescht, 2026 wäerten aller Warscheinlechkeet no fir d'alléieréicht d'Dépenses en

prestation, dat heescht d'Pensiounen, méi héich si wéi d'Recetten, déi mer ophiewen.

Deementspriedend krut ech och net méi spéit wéi gëschter e Bréif vum Verwaltungsrat vun der CNAP. Si estiméieren deen Defizit fir 2026 op ronn 100 Milliounen aus. Och si hu sech Gedanke gemaach, wéi een elo esou schnell wéi méiglech kéint deem entgéintwierken. Eng Rëtsch vun deene Piste sinn och an eise Consultatiounen schonn opgetaucht.

Nieft de finanzielle Problemer dierf een awer net den demografesche Wandel respektiv de Wuesstum aus den Ae verléieren. Laut den neisten Zuele si mer am Joer 2024 am Régime général bei ronn 505.000 Aktive géintiwwer 225.000 Pensionéierten, ronn 2,25 Aktive fir 1 Pensionéierten. Am Joer 2040 wieren dat 620.000 Aktiver géintiwwer 390.000 Pensionéierten am Scénario de base – dat heescht bei 1,8 % Wuesstem –, also just nach 1,6 Aktiver fir 1 Pensionéierten.

Dat heescht awer och, datt mer en Nettozouwuess vun Aarbechtsplazen am Privatsektor vun 115.000 mussen hu bis 2040 an en plus nach 165.000 Plaze musse besetze vun deene Leit, déi an hir wuelverdénge Pension gaange sinn; am Ganzen 280.000 Posten iwwert déi nächst 16 Joer, soit 17.500 nei Aarbechtskräften am Privatsektor pro Joer. E groussen Defi fir eisen Aarbechtsmarché.

Déi Situatioun an de Wee dorauserau wollt mer dann, wéi gesot, breet uschwätzen a méiglech Léisungen héieren. Consultéieren heescht: nolauschteren, Froe stellen, resüméieren an iwwerleeën. An dat hu mer zanter Oktober mat allen implizéierte Partner gemaach a mir konnten och ronn 2.000 Beitrag um Site liesen.

All Bäitrag, wéi och all Compte rendu, ass analyséiert ginn a gouf an dräi grouss Theemeberäicher agefüügt. Déi fléissen elo an d'Experteronnen. D'Bewäertunge vun den Aussoen, déi aus der éischter Phas isoléiert goufen, sinn och um Site an d'Dialogphas agefloss. A wéi gesot, wäert dat alles elo an d'Experteronnen afléissen.

Déi Experteronne sinn – déi éischt e Freiden – iwwert den Iwwergang vum aktive Liewen an d'Pensiounsliewen, de 4. Abrëll iwwer d'Equitéit vun der Altersofsécherung am Hibleck op den Aarmutsrisiko an de 24. Abrëll iwwert d'Finanzéierbarkeet op mëttel a laang Siicht.

Am ganze Prozess hu mer ëmmer drop gehalen, datt d'Jugend mat agebonnen ass. Ënnert deem Impuls vum Jugendrot gouf et dofir leschte Samschen e Jugenddësch zu deem Thema. Haut ass dann en Debat de consultation an der Chamber. Effektiv waren déi politesch Parteien nach net direkt mat an de Prozess agebonnen. An der Chamberskommissioun hu mer zwar reegelméisseg Rapporte gemaach iwwert de Prozess a mir hunn och déi neisten Zuele virgestallt. An op Requête vun de verschiddene Parteien sinn och eng Rëtsch zousätzlech Zuele geliwwert gi vun der Inspektioun vun der Sécurité sociale.

No dëser e bësse méi laanger kontextueller Aleedung dann elo den eigentleche Sujet vum Debat: D'Regierung huet dësen ugefrot, fir vun alle Parteien ze héieren, wéi si zu deene verschiddene Schlëselelementer vum System stinn. Duerfir dann elo mol nach eng Kéier eng Erklärung zu den ugesatene Parametere – et waren der sechs –:

D'Recetten: D'Recetten am Pensiounssystem sinn essentiellement d'Cotisiounen. Et kann ee sech aner Iddie maachen, an déi Iddie wéilt mer haut nach eng Kéier héiere respektiv d'Priorisatioun vun deenen Iddie wéilt mer vun Iech héieren.

Den Antrëttsalter an d'Pensioun: Ech hu gesot, ee vun de grouse Sujeten, déi mer wäerten diskutéieren an enger Experteronn, ass den Iwwergang vum aktive Liewen an d'Pensiounsliewen. Och do wéilt mer héieren, wéi déi verschidde Parteien sech positionéieren.

Den Niveau vun de Prestatiounen: 2012 ass eng Messur en place gesat ginn, wou den absolutten Niveau vun de Pensione vun 2012 bis 2052 iwwer e systematescht Erfosetz vum Taux de majoration liicht erfogesat ginn ass. De Montant vun de Prestatiounen ass hei am Land natierlech bekannt. Mir ginn awer och gechallengegt am Ausland op dee Montant vun de Pensionen. Och do wéilt mer héieren, wat Är Appreciatioun vun deem Montant zu Lëtzebuerg ass.

Dann dräi aner Sujeten, déi net direkt eppes mat de Parametere vum System ze dinn hunn:

Système général versus Régime spécial: Och do si vill Diskussiounen an de leschte Wochen a Méint gelaf. Mir hunn net ee Régime spécial, mir hunn am Régime spécial zwou Kategorië vu Leit: déi, déi virun 1999 do waren, an déi, déi no 1999 beim Staat ugefaangen hunn. Och do wéilt mer dann haut héieren, wéi déi verschidde Parteien sech positionéieren.

Dann de Sujet: Wéi eng Zäite ginn ugerechent a menger Karriär? Gi just d'Zäiten ugerechent, wou ech Cotisatioun bezuelt hunn? Ginn d'Zäiten ugerechent, wou ech en Ersatzrevenu hat, wou keng Cotisatiounen drop waren? A wéi ass et mat den Zäiten, wou iwwerhaupt keng Cotisatioun bezuelt gi sinn?

A last but not least, wéi am Accord de coalition beschriwwen: Den éischte Pilier ass den Haaptpilier vun eiser Altersofsécherung. Mee mir hunn donieft en zweeten an en drëtten Pilier an och do wéilt mer Är Iddien héieren.

Ech freeë mech drop, sou wéi mer an de leschte 15 Méint bei de Partner héieren hunn, wat hir Gedanke sinn a waren, haut ze héieren, wat eis Parteien doruwwer denken. Zil ass et nach ëmmer, sou wéi et schonn de fréiere Minister Claude Haagen a sengem Kommentar zum Bilan vun der Période de couverture gesot huet, ze analyséieren, ze diskutéieren, Pisten ze proposéieren, déi mer kënnen envisagéieren.

All d'Generatiounen solle vun enger Altersofsécherung profitéieren, déi hinnen eng adequat Ofsécherung gëtt. An do si mer bei eiser Haaptuerg: eis haut Gedanken ze maachen, eis Verantwortung ze iwwerhuelen an d'Jalonen ze setzen, fir datt déi, déi muer kommen, net direkt musse méi drastesch Aschnëtter virhuelen.

Merci elo mol fir d'Nolauschteren an ech si gespaant op Är Contributiounen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Als éischte Riedner ass den honorablen Här Alex Donnersbach agedroen. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer iwwer e Sujet, deem eis all betrëfft: eis Pensiounen. Mee d'Pensiounen sinn net just eng Fro vun Zuelen a Rechebeispiller. Si stelle méi duer. Si sinn e Versprieden. E Versprieden, datt keen, dee säi ganz Liewe geschafft huet, am Alter elengelooss gëtt, datt keen, dee méi vulnerabel gëtt, einfach vergiess gëtt. E Versprieden, datt, wann eis Generatioun aktiv haut schafft an domat d'Pensiounen

vun eisen Elteren a Grousselteren hëlleft ze finanzéieren, déi nächst Generatioun och dat selwecht fir eis mécht.

D'Pensioune stinn dofir fir eppes Grundsätzlech. Si sti fir Vertrauen, fir Unerkennung, fir Respekt. Si sti fir Sécherheet, fir d'Gewëssheet, datt Aarbecht an Engagement net einfach ëmsoss sinn. An anere Wieder: D'Pensioune si méi wéi just eng finanziell Mesür. Si sinn de Kär vun eise Generatiounskontrakt. Haut bezuele mer fir déi, déi hir Aarbecht scho geleescht hunn. Muer bezilt déi nächst Generatioun fir eis. Dat ass net just e System, et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, eng Fro vu Solidaritéit an eng Fro vum Zesummenhalen an eiser Gesellschaft. Dëse System dierf net a Gefor geroden, well wann de Generatiounskontrakt net méi erfëllt gëtt, da sinn d'Konsequenzen dramatesch.

Dofir musse mir eis eng essentiel Fro stellen: Ass eise Pensioonsystem, wéi en haut fonctionéiert, nach zukunftsäeg? Kënne mir en nach finanzéieren, wann déi wirtschaftlech an demografesch Realitéiten ëmmer méi komplex ginn?

D'Wourecht ass: Eise Pensioonsystem ass generéis. Mat engem héijen Taux de remplacement – vill méi héich wéi bei eisen Nopeschlänner – garantéiert e Sécherheet a Wuelstand am Alter. Dat mécht Lëtzebuerg attraktiv. Attraktiv fir Fachkräften, déi hei schaffen wëllen. Attraktiv fir Entrepreneuren, well d'Cotisationsen am Verglach mam Ausland méi niddreg sinn – och dank der Ënnerstützung vum Staat, deen een Drëttel dovunner iwwerhëlt.

Ma dëse System steet ënner Drock. E gouf opgebaut an enger Zäit vu staarkem Wuesstum, steigender Produktivitéit an enger ëmmer méi grousser aktiver Bevëlkerung. Ma dës Realitéit huet sech geännert. Wa mer eise Pensioonsystem an der aktueller Form wëlle bäibehalen, da misste mer bis 2040 alljoers 18.000 nei Aarbechtsplaze schaffen.

Mee: De Wuesstum ass net méi esou dynamesch wéi virdrun. D'Produktivitéit stagnéiert. D'Schafe vun neien Aarbechtsplazen huet sech ofgebremst. A souguer wann de Wuesstum esou dynamesch wär wéi déi lescht zwee Joerzénge, jo, och da wäeren 18.000 nei Aarbechtsplazen net ze maachen.

An d'Fro stellt sech dann och, ob mer dat wierklech wëllen. Wëlle mer esou vill Wuesstum bei den Aarbechtsplazen, mat allem, wat dat fir eis Infrastrukturen, eis Schoulen, eis Mobilitéit, eis Ëmwelt an eise Wunnensmaart bedeite géif?

An dann ass do och nach d'Liewenserwaardung, déi weider klëmmt. Dat ass eng positiv Entwécklung, jo. Mee och eng, déi eng méi grouss finanziell Belaaschtung fir de Pensioonsystem bedeit.

D'Fakte leien um Dësch: Mir sti virun enger Erausforderung, déi mir net ignoréieren kënnen. D'Inspection générale vun der Sécurité sociale warnt, schonn 2026 kéinten d'Cotisationsen net méi duergoen, fir d'Pensiounen ze finanzéieren. Dës Kéier huet d'IGSS hir Prognosen net no hanneren, mee no vir ugepasst. Dat ass en däitlech Signal!

A fir déi, déi behaapten, mir kéinten de Problem nach e puer Joer ignoréieren – si hunn net Recht. Natierlech hu mer nach Reserven. Si leien aktuell bei ongeféier 30 Milliarden Euro. Ma si sinn och net onendlech. Wa mir un dës Reserven zéien, wéi wann näischt wier, da si se laut de rezente Chiffere schonn 2045 opgebraucht.

Dowéinst geet et hei net ëm eng abstrakt Debatt. Et geet ëm eng noutwendeg, eng onvermeidbar Diskussioun. An et geet dorëms, éischter ze reagéieren, fir

datt moderat Upassungen haut grouss Problemer vu muer verhënnere kënnen.

Mee d'Fro geet u sech méi wäit. Et geet och ëm déi jonk Generatioun, hir Zukunft, d'Stabilitéit vun engem System, op dee si sech verlosse kënnen. An och si hunn e Recht dorobber, datt d'Verspriechen, déi mir hinnen haut maachen, realistesch a gerecht sinn – a keng eidel Wieder.

Dofir begréisst d'CSV ausdrécklech d'Aarbecht vun der Ministesch fir d'Sécurité sociale. Si beweist Courage, dës Erausforderungen unzegoen. Mat enger breeter ugeluechter Consultatiounsdebatt sicht si net nëmmen e Konsens, si mécht och op e Problem opmierksam, dee mir net méi ewechdiskutéieren kënnen.

Si huet dozou bäigedroen, datt d'Leit de System besser verstane hunn. All Generatioun huet sech dozou geäussert an dëser breeter ugeluechter Consultatioun, déi nach bis Abrëll mat Experterinnen wäert weitergoen. An all Generatioun huet natierlech och eng lichte aner Vue op de Pensioonsystem.

Och d'Meedien hunn hir Roll gespillt an engem gutt Oplärungsarbecht geleescht. Op eemol huet jiddweree sech mat der Fro beschäftegt: Wéi wäert meng Pensiooun ausgesinn? Dëst Bewosstsinn ass entscheidend, well et weist, wéi wichteg eng transparent an nohalteg Pensioonspolitik fir d'Zukunft vun eiser Gesellschaft ass.

Als CSV si mer dowéinst der fester Iwwerzeugung, datt mir dës Erausforderung net einfach passiv akzeptéieren kënnen. Mir müssen aktiv no Léisungen sichen, fir eise Pensioonsystem fir déi nächst 15 bis 20 Joer ofzesécheren.

15 bis 20 Joer schéngen e realistesch Kader ze sinn. Och an anere Beräicher, wéi zum Beispill am Beräich vun den Infrastrukturen, der Mobilitéit, de Schoulen, de Spideeler, ass dat e sënnavolle Planungszeitraum.

Trotzdem bleift ëmmer eng Part d'incertitude. D'Diskussionen op der internationaler Bün weisen kloer, datt d'Situatioun zu all Moment ka changéieren. Natierlech hoffe mir op d'Erhuelung vun der Wirtschaft a schaffen drun. Ma mat de geopolitischen Risiken, den Handelsspannungen an de wirtschaftlechen Onsécherheete weltwäit gesäit d'Lag alles anescht wéi roseg aus. D'Entwécklung vun haut ka muer scho komplett anescht sinn. Fakt ass: D'Zukunft ass ëmmer onsécher. Dofir ass et wichteg, elo déi richteg Decisiounen ze huelen. Mir kënnen eis net op Hoffnung aleng verlossen. Mir müssen haut handeln.

Här President, fir d'CSV steet fest: Den éischte Pilier muss d'staarkt Fundament vun eiser sozialer Ofsécherung bleiwen. En ass d'Basis vun eiser Altersversécherung. De Koalitionsaccord ass kloer: „L'assurance obligatoire restera le pilier central du système de pension.“ Mir wëllen, datt jiddwereen an deem Land, onofhängeg vu sengem Akommes am Alter, net eleng dosteet. Mir wëllen, datt all Mënsch, dee säi ganz Liewe geschafft huet, seng Pensioun an Dignitéit genéisze kann.

D'CSV hält un deem Prinzip fest. Dofir ass fir d'CSV och evident: Eng Reform dierf d'Pensioune vun deene Leit, déi haut oder an den nächste Joren an d'Pensioun ginn, net a Fro stellen. Dat ass eng Fro vu Vertrauen, vu Confiance légitime, eng Fro, ob mir als Gesellschaft eis Verspriechen halen. D'Leit hu sech op dëse System verlosse. Si hunn hiert Liewen a besonnesch hir Liewensversécherung dorop opgebaut. Dës Sécherheet dierfe mir dowéinst net a Fro stellen. Mir müssen eis un dat Verspriechen halen.

Trotzdem wäert den ekonomeschen Drock op eise Pensioonsystem net ofhuelen an d'Liewenserwaardung wäert weider an d'Luucht goen. Zu Lëtzebuerg

läit de legale Pensioonsalter zwar bei 65 Joer, mee an der Praxis ginn d'Leit am Duerchschnitt scho mat 60,2 Joer an d'Pensioun. Dat ass am europäesche Verglach fréi. An anere Länner gëtt schonn driwwer diskutéiert, de Pensioonsalter op 67 eropzesetzen oder esouguer un d'Liewenserwaardung ze koppelen.

Zu Lëtzebuerg si mer haut nach net bei esou Mesüeren. Awer d'Situatioun, wéi se elo ass, bedeit eng zousätzlech finanziell Belaaschtung, déi mer net ignoréieren kënnen. Dowéinst ass fir d'CSV eent vun den Haaptziler vun dëser Reform, datt mir den effektive Pensioonsalter méi no un de legale Pensioonsalter erufféieren.

Mir gesinn an deem Kontext dowéinst prinzipiell keng Noutwendegkeet, de legale Pensioonsalter vu 65 Joer eropzesetzen, wa faktuell déi meeschte Leit souwiesou éischter an d'Pensioun ginn.

Fir den effektive Pensioonsalter méi no un de legale Pensioonsalter erunzebréngen, kënnen mir eis als CSV e puer Piste virstellen, déi d'Regierung an hir Reform abbaue kéint:

Éischtens kéint d'Regierung weider Ureizer schaffen, fir d'Leit ze encouragéieren, hir Pensioun méi spët ze huelen. Déi, déi méi laang schaffen wëllen, solle vu kloer finanzieller Virdeeler profitéieren. Déi aktuell Ureizer bréngen net déi gewünschte Resultater. Nëmme e klengen Prozentsatz vun de Leit léisst sech doduerch am Moment motivéieren, méi laang am Aarbechtsmaart ze bleiwen. Dat weist kloer, datt eis Strategie an deem Beräich iwwerduecht muss ginn.

Zweetens kéint d'Regierung och préiwen, no an no d'Cotisationsdauer fir d'Retraite anticipée unzepassen, fir der neier Liewenserwaardung verstärkt Rechnung ze droen an esou de System méi nohalteg a méi finanziell equilibréiert ze gestalten.

Hei wëll ech ganz kloer soen, datt dat net op d'Käschte vun deenen dierf goen, déi schwéier kierperlech Aarbecht leeschten. Fir si muss de Prinzip vun der fréier Pensioun mat 57 Joer no 40 Versécherungsjoer weider bestoe bleiwen. Mir dierfen net vergiessen, datt net all Beruff déi selwecht Fuerderung stellt, an et ass eis Verantwortung, eng gerecht Léisung fir jiddwereen ze garantéieren. D'CSV hält et dofir fir essentiel, datt och an der Zukunft d'Penibilitéit vu schwéier kierperlecher Aarbecht berücksichtegt gëtt.

An drëtten gëtt zu Lëtzebuerg nach ze wéineg iwwer flexibel a progressiv Pensioonsléisungen nageduecht. Mir müssen de Modell méi attraktiv maachen, wou d'Leit schrittweis an d'Pensioun goen kënnen an dobäi en Deel vun hirer Pensioun bezéien a gläichzäiteg weider schaffen kënnen. Dëst kéint fir eng Rei Leit eng interessant Alternativ sinn, well et hinnen erlaabt, hir beruflech Aktivitéit an hir individuell Situatioun unzepassen.

Ofschléissend ass d'CSV am Kontext vun de Cotationsjoren ganz grundsätzlech fir d'Bäibehale vun de Babyjoren a vun de Studentejoren. Mir sinn a bleiwen der Meenung, datt déi Zäit fir d'Gesellschaft wäertvoll ass a si weider bei der Berechnung vun de Pensiounen ugerechent sollt ginn.

Et wier awer sënnavoll, am Kader vun enger Reform iwwer verschidde kleng Adaptatiounen respektiv Flexibiliséierung bei de Périodes complémentaires nozedanken, notament bei de Studentejoren, fir der Realitéit vun haut verstärkt Rechnung ze droen.

Här President, mir komme bei engem aner zentraler Fro, déi vum finanzieller Fundament vun eise Pensioonsystem: d'Fro vun de Recetten. E stabil Pensioonsystem kann nëmmen op engem gesonden an zolitte finanzieller Fundament opgebaut sinn. Haut dréit

d'Finanzierung sech op dräi Pilieren: d'Salariéén, d'Patronat an de Staat, déi jee weils een Drüttel bäileeën.

Eng Léisung, déi an dësem Kontext ëmmer erëm op den Dësch kënnt, ass d'Erhéijung vun de Cotisationsen, also e méi héije Bäitrag vu Salaréén, Patronat a Staat, fir de System ofzesécheren. D'CSV gesäit dës Optioun an der aktueller Situatioun skeptesch, ouni se komplett auszuschléissen. Firwat? Well Lëtzebuerg an de leschte Joren un Attraktivitéit verluer huet. Ekonomesch stécht eist Land an enger schwierenger Phas. De Wuesstum ass gebremst. Eng Erhéijung vun de Cotisatiounen géif an dëser Situatioun net hëllefen. Ganz am Géigendeel, si géif d'Käschte fir d'Betriber an d'Belaaschtung fir d'Salariéén erhéijen.

Besonnenesch fir déi jonk Generatioun wier dëst eng zousätzlech Belaaschtung. Vill jonk Leit kämpfen haut scho mat héije Wunnengspräisser a Liewenskäschten. Eng Cotisationserhéijung géif hir Kafkraaft weider erofdrécken – genee dat, wat mir mat eisen anere Steiermesürene ze verhënnere probéieren. Fir d'CSV ass dofir kloer: Mir mussen aner Weeër sichen, fir de System finanziell ofzesécheren, éier mir an d'Täsch vun de Leit gräifen. Eng Erhéijung vun de Cotisationsen däerf dofir nëmmen déi allerlescht Optioun sinn.

An dësem Kontext kënnt och der Reserv vum Pensionssystem eng entscheidend Roll zou. Si ass eis finanziell Sécherheetsmarge, e Polster, dee laangfristeg d'Stabilitéit an d'Nohaltegkeet vun eise System soll garantéieren. Zënter 2004 verwalt de Fonds de compensation dës Reserv mat engem kloer Mandat: eng gesond, nohalteg an effikass Finanzierung vun eise Pensionneeren ze garantéieren. D'Sue ginn an en diversifizéierte Portefeuille investéiert, ënner strenge Risikokrittären a mat enger klorer Rendementserwaardung.

Aktuell huet dës Reserv e Volume vun iwwer 30 Milliarden Euro erreicht mat engem Rendement, deen an der Moyenne iwwer 4 % läit, zanter datt déi Reserv vum Fonds de compensation geréiert gëtt. Eng zolidd Zomm – awer keng onendlech Garantie. Mir däerfen eis net a falscher Sécherheet wigen. Wann de Status quo onverännert bleift, kéint dës Reserv bis 2045 opgebraucht sinn.

2045, dat klénkt wäit ewech, ma d'Fro, wéi mer mat deene Suen ëmginn, déi stellt sech haut. Wëlle mir dës Reserv direkt an d'Finanzierung vun eise Pensionssystem afléisse loosser? Oder solle mer se strateegesch bewirtschaften, fir hir Liewensdauer ze maximiséieren an de System méi nohalteg opzestellen?

Fir d'CSV ass d'Äntwert kloer: Mir hunn e groussen Interêt dorun, dës Reserv esou laang wéi méiglech héich ze halen. De Rendement, deen de Fonds de compensation erwirtschaft, kéint méi aktiv fir de Finanzement vun de Pensionneeren agesat ginn – ouni d'Reserv selwer direkt unzetaaschten.

Fir d'CSV däerf d'Reserv net einfach opgezeert ginn, just fir weider Joren näischt um aktuelle System ze änneren. D'Regierung sollt iwwerpräiwen, wéi mer déi Reserv als eng weider Finanzierungsquell fir d'Pensionneeren laangfristeg ariichte kënnen.

An deem Kontext muss natierlech och d'Investitiounsstrategie dës Ziler ënnerstëtzen. Mir mussen derfir suergen, datt de Rendement stabil bleift oder souguer klëmmt, fir och an Zukunft e staarkt finanziell Polster ze hunn.

Doriwwer eraus muss mer och kritesch iwwert d'Investitiounspolitik vum Pensionssystem nodenken: Ass si nach der aktueller geopolitescher Situatioun ugepasst? A méi wäit gefrot: Soll Lëtzebuerg net méi

aktiv eis europäesch Industrien ënnerstëtzen, och wa si e Sécherheets- a Verteidigungsvolet hunn? Fir d'CSV ass d'Äntwert hei kloer: Jo! An der aktueller Weltlag däerf mir net naiv sinn. Als Lëtzebuerg solle mir dowéinst och mat eise Pensionssystem eng staarkt europäesch Industrie ënnerstëtzen, déi eiser europäescher Autonomie a Sécherheet zeguttkënn.

Här President, d'Reform vun 2012, déi ënnert der deemoleger CSV/LSAP-Regierung ausgeschafft gouf, huet eise Pensionssystem strukturell ugepasst, fir seng Nohaltegkeet a seng Finanzierung iwwert d'Zäit ze verbesseren. Dës Reform gouf deemools ënnert der Verantwortung vum deemolege Minister fir d'Sozialversicherung, dem LSAP-Politiker Mars Di Bartolomeo, ëmgaset.

Eng Mesur vun dëser Reform kéint schonn 2026 aktivéiert ginn, wann d'Recetten d'Depensen iwwersteigen. D'Pensionneeren bleiwen indexéiert, ma si wäerte vun deem Moment un net méi am selwechten Tempo klammen. Dat heescht: Kee Pensionnaire wäert eppes verléieren, kee wäert manner Pension kréien, ma d'Erhéijunge wäerte gebremst ginn, well den Ajustement am Prinzip, laut der Reform vun 2012, no ënnen ugepasst muss ginn.

Des Weidere gëtt dës Reform vir, datt de fixe Betrag vun der Pension, de Montant forfaitaire, progressiv eropgeet. Haut läit dese Betrag bei ronn 620 Euro fir 40 Versécherungsjoer. Parallell dozou gëtt de proportionelle Montant, dee vun de Cotisationsen ofhänkt, lues a lues reduzéiert: vun 1,85 % op 1,6 % bis 2052.

Mir halen un där Reform vun 2012 fest. Si gouf vun eiser Partei matgedroen a mir stinn nach ëmmer voll a ganz dohannert. Deemools wéi haut war d'Zil kloer: d'finanziell Nohaltegkeet vun eise Rentesystem ofsécheren. D'Reform hat awer och d'Zil, déi klengst Pensionneeren ze stäerken an déi méi héich ze begrenzen. Si hat also och kloer e soziale Charakter. An awer ass de Problem vun der Altersarmut domat an de leschte Joren net geléist ginn. Am Géigendeel, si huet sech zum Deel nach verschäerft.

Ze vill eeler Leit kämpfe weiderhi mat finanzieller Schwierigkeeten, an dat an engem Kontext, wou d'Liewenskäschte permanent an d'Luucht ginn. Laut Statec waren 2024 11 % vun de Pensionnairen iwwer 60 Joer a Gefor vun Aarmut. Dat entsprécht all zéngtem Pensionnaire. Besonnenesch beträff si Personneeren iwwer 65 Joer, wou de Risiko nach méi héich ass.

An engem räiche Land wéi Lëtzebuerg däerf et net akzeptabel sinn, datt eis Senioren hiert Liewen an Onsécherheet oder Prekaritéit verbréngen. Fir d'CSV ass dofir kloer: Hei muss eppes geschéien! Mir mussen deene Mënschen, déi am Alter a Schwierigkeeten sinn, méi gezielt ënnert d'Äerm gräifen. Dofir soll d'Regierung präiwen, wéi d'sozial Hëllef nach méi staark un déi konkret finanziell Situatioun vun de Pensionnairen gebonne kënnen ginn.

Am Prinzip ass fir d'CSV eng méi gezielt Sozialpolitik fir eeler Leit a finanzieller Nout méi sënnavoll wéi eng generell Erhéijung vun de klengste Pensionneeren duerch de generelle System. De Premierminister huet et selwer gesot am Kader vun der Bekämpfung vun der Aarmut: Hëllef mussen direkt bei deenen ukommen, déi se wierklech brauchen, automatesch an ouni vill bürokratesch Hürden.

Géif dat net besonnenesch dann och fir eis Pensionnairen hei Sënn maachen? D'Regierung sollt hei iwwerpräiwen, wéi den Zougang zu den Hëlfe, déi de Pensionnairen zoustinn, ouni komplizéiert Demarchen an ouni Zäitverloscht verbessert kënnen ginn. Eng effizient, nohalteg Sozialpolitik muss genee hei usetzen. D'Zil ass kloer: D'Pensionnairen däerfen a sollen hei am Land am héijen Alter net an d'Aarmut falen.

Ofschléissend wëll ech och nach preziséieren, datt mir d'Independanten net däerfe vergiessen, well si droen e weesentleche Bäitrag zu der wirtschaftlecher Dynamik vun eise Land bäi. Et ass eis Verantwortung, iwwer Méiglechkeeten nozedanken, och hir Pensionneeren ze verbesseren an hinnen eng méi sécher Zukunft ze garantéieren.

Här President, zu Lëtzebuerg existéieren zwou Hauptkategorien am Pensionssystem: de Régime général fir de Privatsektor an de Régime spécial fir d'Fonction publique. Jiddereen vun dësen huet seng Eegenheeten, seng Geschicht a seng Berechtigung.

D'CSV steet kloer hannert dem transitoireschen Spezialregime fir Beamten. Dës gëllt fir déi, déi virun dem 1. Januar 1999 am Staatsdëngscht aktiv waren oder scho pensionéiert sinn. E betrëfft och déi, déi no 1998 ugefaangen hunn, awer virun als Staatsaarbechter, Employé oder Stagiaire aktiv waren. Fir dës Personneeren gëtt d'Pension op Basis vum leschte Salaire gerechent, net op Basis vun der Moyenne vun allen Akommes iwwert d'Karriär, wéi dat am Privatsektor de Fall ass.

D'CSV steet zu deem Accord, deen d'Regierung deemools ausgehandelt huet. Et geet hei nämlech ëm méi wéi nëmmen technesch Detailer. Et geet och hei ëm Vertrauen. Beamten, déi zënter bal 30 Joer am Régime spécial transitoire sinn, däerfen drop vertrauen, datt dës Bestand huet. D'CSV setzt sech derfir an, datt dës Regime a senger aktueller Form bestoe bleift, aus Respekt fir d'Verspriechen, dat dëst Land senge Beamte gemaach huet.

Gläichzäiteg ass et richtig, datt dës Régime spécial transitoire ausleeft an d'Leit aus der Fonction publique an dem Privatsektor gläichbehandelt ginn. Dat war och kloer d'Erkenntnis aus der grousser Consultationsdebat. D'Leit verlaangen no Equitéit. An dës Fuerderung ass gerechtfertegt.

Et soll awer betount ginn, datt de Régime spécial fir d'Beamten, déi no dem 1. Januar 1999 agefallt goufen, an de Régime général schonn haut grouss Gemeinsamkeeten hunn. De gréissten Ënnerschied bleift de Cotisationsplaffong, dee fir d'Beamten net existéiert. Am Privatsektor kënnen d'Patrone fir hir Salaréén eng Pension complémentaire ënnert dem zweete Pilier, also eng Betriebspension, ofschléissen. Dës Méiglechkeet besteet an der Fonction publique net. En contrepartie gëtt et awer an der Fonction publique kee Cotisationsplaffong.

Et ass wichteg, dësen Ënnerschied richtig ze verstoen, fir keng onnéideg Neiddebatten unzefänken. Mir däerfen d'Leit mat verschidde Statuten net géinteneen ausspillen. Déi berechtigt Interesse vun deenen engen däerfen net géint déi vun deenen anere gestallt ginn, well dëst nëmme Spannungen schafft, ouni nohalteg Léisungen ze bidden.

Aus dësem Grond gesäit d'CSV prinzipiell keen aktuelle Besoin, de Spezialregime vun der Fonction publique ofzeschaffen oder substanzuell ze änneren. Faktuell sinn déi zwéi Regime, bis op deen een Ënnerschied, bal identesch. Si entsprechen domadder och dem Wunsch vu ville Bierger, datt jiddereen d'selwecht behandelt gëtt. A sou wéi 2012 si mir der Meinung, datt all Ännerung, déi am Régime général envisagéiert gëtt, och fir de Régime spécial misst ëmgaset ginn.

Här President, ech hunn et grad ugeschwat: Nieft dem éischte Pilier spillen och deen zweeten an deen drëtten Pilier eng ëmmer méi wichteg Roll an eiser Pensionssystematik. Well de gesetzleche Versécherungssystem am éischten Pilier méi héich Akommes net esou staark valoriséiert, existéieren

Zousazpensiounen, déi ënnert den zweeten an den drëtte Pilier falen.

Si stellen domat eng wichteg Ergänzung zur gesetzlecher obligatorescher Pensioun duer a kënnen ënnerschiddlech Formen unhuelen. Ënnert dem zweete Pilier verstärkt mir d'Betribspensiounen. Dese System ass zënter 1999 steierlech méi attraktiv ginn, wat zu enger positiver Entwécklung gefouert huet. Zënterhier ass de Secteur gewuess an huet sech stabiliséiert.

Och wann d'Zuel vun den Entrepreneuren, déi zënter 2014 eng Komplementarpensioun ubidden, liicht stagnéiert, esou bleift de Secteur awer dynamesch. Vill Entrepreneure valoriséieren dës Form vun Altersvorsuerg a gese als Instrument, fir Talenter unzezéien a Mataarbechter ze halen.

Besonnenes am Finanz- an Assurancësektor spillt dës Pilier eng wichteg Roll. Hei ginn net nëmmen héich Qualifikatiounen, mee och soziaalt Engagement a Loyalitéit belount. Et ass kloer: Eng staark Betribspensioun mécht eng Entreprise méi attraktiv. A si soll dowéinst weider gefërdert ginn.

Den drëtte Pilier ass d'individuell Altersvorsuerg. Hei kënnen d'Bierger, sief et aus der Fonction publique oder dem Privatsektor, selwer aktiv ginn an duerch privat Spuermoossnamen hir Zukunft ofsécheren. Steierlech Virdeeler solle motivéieren, dës Schrëtt ze maachen.

Mee et stelle sech och hei Froen: Geet dat duer? Firwat profitéieren nach ëmmer net méi Leit vun dësem Pilier? Wéi kënnen mer dës Beräich méi attraktiv maachen? Dës Froen dierfe mer net ignoréieren. Mir müssen iwwerleeën, ob déi aktuell Steiervirdeeler nach attraktiv genuch sinn oder ob et zousätzlech Ureizer brauch.

Als CSV setze mer eis derfir an, dësen drëtte Pilier ze stäerken. Dat heescht: méi attraktiv Steiervirdeeler fir Privatpersounen; méi Informatioun an Opklärung, fir de Bierger bewosst ze maachen, wéi wichteg och dës Form vun Altersvorsuerg ass; an ofschléissend sollt d'Regierung och d'Méiglechkeet fir d'Kreatioun vun engem öffentliche Fong präwisen, wou all Bierger d'Méiglechkeet hätt, seng Sue fir den Alter nohalteg unzeleeën an herno ausbezuelt ze kréien.

Här President, eise Pensiounssystem steet kuerz- bis mëttelfristeg um Scheedewe. En ass opgebaut op der Solidaritéit tëscht de Generatiounen, engem fest verwuerzelte Prinzip vum eiser Gesellschaft. Dës Fundament dierf net a Fro gestallt ginn. Et ass eis Pflicht, dës Solidaritéit ze schützen – net nëmme fir haut, mee virun allem fir muer. D'Fro ass net, ob mir eise System erhalen müssen – dat ass eng Selbstverständlechkeet. D'Fro ass, wéi mir seng Zukunft aktiv an nohalteg ofsécheren. Et ass eis Aufgab, haut un der richtege Stellschrauwen ze dréinen an de System esou ze steieren, datt e méi resistent géint Krisen ass an och an der Zukunft gerecht a staark bleift.

Mir hunn als CSV kloer Pisten opgewisen, wéi eng nohalteg Zukunft fir eis Pensioun kéint ausgesinn. D'Finanzéierung vum System muss gerecht a stabil bleiwen. D'Salariéen, d'Patronen an de Staat droen hei déi selwecht Responsabilitéit. D'Leit müssen drop vertrauen kënnen, datt déi Versprochen, déi mir haut maachen, och muer nach gëllen. Alles aneres wär e Verloscht u Vertrauen an e Broch mat eiser gesellschaftlecher Verantwortung.

Eng verantwortungsvoll Politik denkt hei net nëmmen an déi nächst Wal, mee och un déi nächst Generatioun. Eng Reform muss eise System esou upassen, datt e fir déi nächst 15 bis 20 Joer gestärkt gëtt a finanzéierbar ass. Et muss eng Reform sinn, déi net

verschlechtert, mee verbessert; net eng, déi d'Zukunftsfähigkeit ofschwächt, mee eng, déi d'Stabilitéit stäerkt.

D'politescht Ëmfeld verännert sech. D'Realitéit vu muer si vläicht net déi vun haut. Ma dat heescht net, datt mir näischt solle maachen. Eng Politik vum „après nous le déluge“ ass keng Optioun. An engem ass se geféierlech. Wa mer d'Realitéit ignoréieren, schafe mer eisen eegenen Echec. Verantwortung heescht, haut déi Entscheedungen ze treffen, déi muer Stabilitéit bréngen. Verantwortung heescht, elo ze agéieren an net ze waarden, bis et ze spéit ass.

D'CSV wëll net waarden. Mir wëllen elo handeln, mat Entschlossenheet, mat Courage, mat dem kloeren Bewusstsein, datt d'Pensioun vu muer op eisen Entscheedungen vun haut opbauen, fir Solidaritéit a Gerechtigkeit och an der Zukunft ze garantéieren. Dat ass de Wee, fir Altersarmut aktiv entgéintzewierken, d'Vertrauen an de Generationsvertrag ze stäerken an eng sozial gerecht Zukunft ze garantéieren. Mir sti bereet, fir dës Wee zesummen ze goen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir alleguer kennen d'Geschicht vum Kand, dat ëmmer nees „Wollef“ jäizt, obwuel kee Wollef do ass, an deem dowéinst den Dag keen zu Hëllef kënnt, wou de Wollef tatsächlech do ass. Déi Geschicht erënnert mech un d'Diskussioun ronderëm d'Pensiounen. Hei geet et natierlech net ëm e Wollef, mee ëm déi berüchtigt Rentemauer.

D'IGSS publizéiert reegelméisseg Projektionen iwwert d'Finanzéierbarkeit vum eise Pensiounssystem. An deem Kontext muss d'IGSS natierlech d'Evolution vun der wirtschaftlecher Entwécklung viraussoen. A Viraussoen treffen ass nun emol keng exakt Wëssenschaft. Et ass also net ongewéinlech, datt eng Virausso mol méi pessimisteschee ausfällt wéi déi schlussendlech reell Entwécklung.

Dat huet zur Konsequenz, datt dann oft gesot gëtt: „An der Vergaangenheet ass schon den Däiwel un d'Mauer gemoolt ginn an et ass näischt geschitt. Et wäert dës Kéier och net anescht sinn.“ Mee ech froen Iech: Ass et net méi responsabel, léiwer vun der méi pessimistescher Vue auszegoen a matzäite virzusueren, wéi Gefor ze lafen, ze laang ze waarden an da méiglechst séier müssen eppes iwwert de Knéi ze brieche, grad bei esou engem wichtige Sujet wéi deem vun de Pensiounen?

D'Demokratesch Partei begreift et op alle Fall, datt en Debat iwwert déi zukünftige Finanzéierbarkeit vum eise Pensiounssystem gefouert gëtt, grad well mir elo nach Zäit hunn: Zäit fir Avisen, Chifferen an Detailfroen; Zäit fir Berechnungen a Simulatiounen; Zäit, fir Gewerkschaften, Patronat, Jugend, Experten an déi breet Bevëlkerung zum Sujet ze befragen an hir Suergen an Iddie mat an den Debat afléissen ze loossen. En Debat, dee säin Ufank 2022 geholl huet mam leschte Bilan technique vun der IGSS, woua virausgesot gouf, datt 2027 de Moment komme kéint, wou déi järelech Depensen d'Recetten iwwerschreide kéinten.

Doropshin huet den deemolege Premierminister Xavier Bettel de Wirtschafts- a Sozialrot gefrot, en Avis iwwert d'Situatioun vum Pensiounssystem auszuschaffe mat méigleche Piste fir eng Reform. Publizéiert huet de Wirtschafts- a Sozialrot net een, mee zwee

Avisen: ee vun der Salariaats- an ee vun der Patronats-sait. Spéitstens do war d'äitlech ginn, wéi schwierig et wäert sinn, e Konsens an den Diskussiounen ronderëm de Pensiounssystem ze fannen. Et ass eeben e Sujet, dee jiddereen concernéiert a wou vill verschidde Positiounen sech géintwärtstinn.

Déi eng widdersprieche enger Reform kategorieesch: Zum enge well 2012 scho verschidde Mesure geholl goufen, déi zum Zil haten, eise Pensiounssystem ofzesécheren, dorënner d'Reduktioun vum Taux de remplacement, d'Neiberechnung vum Reajustement, wann de System defizitär gëtt, an d'Ofschafung vun der Joresendzoulag, wann d'Contributionen gehéicht misste ginn. Zum anere gëtt ëmmer nees op déi héich Rente-reserv vum Pensiounsfond verwisen, déi aktuell bei iwwer 30 Milliarden Euro läit. Mee och de Pensiounsfond ka mol e schlecht Joer hunn, wéi d'Joer 2022 gewisen huet, wou den FDC (ndlr: Fonds de compensation commun) mat engem Nettoresultat vu minus 3,15 Milliarden Euro ofgeschlossen hat.

Anerer gesinn de Moment komm, fir de System nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, fir eis Pensiounen längerfristeg ofzesécheren. Och d'DP huet an enger éischter Phas den Usproch, de Pensiounssystem fir déi nächst 20 Joer nohalteg ze gestalten.

Här President, et ass wuel wouer, datt et an der Vergaangenheet net esou schlëmm komm ass, wéi d'Projektiounen vun der IGSS et virausgesot haten. Mee an der Vergaangenheet huet eis ëmmer nees e staarke Beschäftigungswuesstem virum Schlëmmste geschützt. Datt dat an Zukunft nees esou wäert sinn, woen ech allerdéngs ze bezweifelen.

D'Realitéit ass haut eng ganz aner, souwuel demografesch wéi och wirtschaftlech gekuckt. Eis Bevëlkerung gëtt ëmmer méi al. Dat ass jo engersäits positiv, well dat op eng gutt Liewenserwaardung hei am Land zeréckzuführen ass, anersäits bedeit dat fir eise Pensiounssystem, datt ëmmer manner jonk Leit fir ëmmer méi eeler Leit cotiséieren müssen. Dat wäert onweigerlech zu engem Ongläichgewicht féieren.

Lëtzebuerg huet zënter de 70er-Jore keen Taux de naissance vun zwee méi erreicht, den Taux, dee fir d'Erneuerung vun de Generatiounen am Fong néideg ass. Zënter dem Joer 2000 geet den Taux de naissance kontinuierlech erof, fir 2023 just nach bei 1,3 Kanner pro Fra ze stoen – 1,3 Kanner pro Fra!

(Brouhaha)

Am Verglach mat aneren EU-Länner sti mir do aktuell op der ...

Ech ka mech guer net konzentréieren. I'm terribly sorry, mee dat ass därmoosse riets a léns a vir an hannen!

M. Sven Clement (Piraten) | Mir reagéieren op Iech.

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Voilà. Also ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir sidd no beim Poopst!

M. Gérard Schockmel (DP) | A, merci. Also, am Verglach ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Schockmel huet dat richteg gesot: Et wär gutt, wa géng nogelauschert ginn, well et ass eng schwierig Diskussioun. An dofir brauch ee Konzentratioun.

(Interruptions)

Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert. An ech denken, datt déi aner Deputéiert Respekt virun der Diskussioun hei hunn.

M. Gérard Schockmel (DP) | Ech soen Iech Merci fir Äert Verständnis.

Am Verglach mat aneren EU-Länner sti mir do aktuell op der sechstleschter Plaz. An och eis Nopeschlänner leie virun eis. An Däitschland läit den Taux bei 1,46, an der Belsch bei 1,53, a Frankräich huet den héchsten Taux an der ganzer EU mat 1,79. Dat heescht, datt keen EU-Land den néidegen Taux de naissance vun 2 erreecht.

Datt eis Bevëlkerung trotz dësem niddrege Gebuerts-taux weider gewuess ass, huet natierlech mat der Migratioun ze dinn. Lëtzebuerg ass e Migratiouns-land. An d'Migratioun huet et eisem Land erlaabt, e Wuelstand opzebauen, vun deem eis Bierger nach haut profitéieren.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Mee och d'Migratioun kënn un hir Grenzen. Eist Land ass séier gewuess. Vun 1981 bis 2024 ass eis Bevëlkerung vu ronn 365.000 op 672.000 Awunner geklommen. Dat ass eng Augmentatioun vun iwwer 84 % an huet onweigerlech en Impakt op de Logement an eis Infrastrukturen.

Den Drock op eise Wunnengsmaart an op d'Verkëiers-situatioun féiert sengersäits dozou, datt eist Land trotz héije Paie manner attraktiv um Aarbechtsmaart gëtt. Do derbäi kënn nach déi ugespaant wirtschaftlech Situatioun, gepräagt vum Klimawandel, der Pandemie, der Energiekris, dem Krich an der Ukrain an den ëmmer méi heefegen isolationisteschen Tendenze vu wichtegen Handelspartner, déi de Staat, d'Entrepriisen an och d'Bierger finanziell belaauchten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Welt ass zënter der leschter Pensiounsreform eng aner. Den demografeschen an de wirtschaftleche Kontext si fir d'DP e Grond, d'Projektiounen vun der IGSS dës Kéier besonnesch eescht ze huelen an elo eng Diskussioun iwwer eise Pensiounssystem ze féieren. Ganz rezenten Zuelen no huet d'IGSS jo souguer berechent, datt de Cotisationsstaux vu 24 % net eréischt 2028, mee schonn 2026, also d'nächst Joer, net méi duergoe wäert. An och d'Pensiounsreserve wiere schonn 2045 an net eréischt 2048 opgebraucht.

Et soll elo net esou klängen, wéi wann ech den Däiwel un d'Mauer wéilt molen. Esou düster ass d'Situatioun nach net. Mee et soll een awer och net de Kapp an de Sand steechen a mengen, datt guer näästchen ënnerholl misst ginn. Wéi wäit déi eventuell Upassunge vun eisem Pensiounssystem sollen oder kënnen goen, dat kann een elo mat Rou a Gewëssenhaftgeket diskutéieren. Wéi gesot, hu mir dofir elo nach Zäit.

An et ass och ganz positiv, wéi vill Input an de leschte Méint vu verschiddenen Acteuren zesummegegdroue gouf, fir eng gutt informéiert Diskussioun féieren ze kënnen. Dat ass wichteg, well de Pensiounssystem e relativ komplexe Sujet ass, mat ville verschiddene Komponenten, déi mol méi, mol manner aneneeggräifen.

Ech wëll dowéinst un vun der Geleeënheet profitéieren, fir allen Acteuren, déi schonn hiren Input an dëser Diskussioun ginn hunn, Merci ze soen. Merci dem Wirtschafts- a Sozialrot, och wann et do leider keng Eenegkeet gouf. Merci der IGSS, déi eis eng ganz Panoplie u Simulatiounen duergerechent huet, fir den Impakt vu verschiddene Mesuren opzueechnen. Merci der Fondation IDEA, dem „forum“-Magazinn, der Cellule scientifique vun der Chamber, déi eis en Iwwerbléck ginn hunn iwwer den Opbau an de Fonctionnement vum Pensiounssystem, iwwer d'Reform vun 2012 wéi och iwwer méiglech Stellschrauben, un

deene gedréint kéint ginn. An och merci de Gewerkschaften a Patronatsvertrieeder, der Jugend an all de Bierger, déi bis haut op der Plattform „Schwätz mat!“ hir Positiounen an Idée gedeelt hunn.

D'Zil vun enger eventueller Pensiounsreform – onofhängeg vun der Envergure, déi dës Reform schlussendlech unhëlt – sollt et sinn, en nohaltegen, gerechten a moderne Pensiounssystem ze schafen. D'Méiglechkeeten, fir dës ze errechen, si villsäiteg a kënnen souwuel op der Säit vun de Recetté wéi op der Säit vun den Depensen usetzen.

Här President, Lëtzebuerg huet onwidderspriechelech ee vun deene generéiste Pensiounssystemer. Am OECD-Verglach ass eise reelle Rentenuntrëttsalter ee vun deenen niddregsten a louch 2024 am Duerchschnitt bei 61,5 Joer. Kuckt ee just déi virgezunnen Alterspensiounen, da leie mir souguer bei 60,2 Joer an domadder op der éischter Plaz. An der OECD huelen d'Leit am Duerchschnitt mat 64 Joer d'Pensioun. Iwwert deem Wäert leie Länner wéi d'Schwäiz, Holland, Schweden, Portugal an Island. Mat iwwer 68 Joer huet Island och den héchste Rentenuntrëttsalter vun allen europäesche Länner.

Zousätzlech hunn d'Lëtzebuurger eng héich Liewenserwaardung, wat bedeit, datt vill Joren an der Pensioun verbruecht ginn. Fir d'Männer sinn dat ongeféier 18 Joer, fir d'Frae 27 Joer.

Datt d'Pensiounen esou laang ausbezuelet ginn, belaaucht natierlech eis Pensiounskeessen, och well eis Pensiounen net nëmme indexéiert sinn, mee och un d'Reallounentwécklung ugepasst ginn. Ausserdeem profitéiert all Pensionéierte vun enger Allocation de fin d'année, déi bei enger Karriär vu 40 Joer bei aktuell 979,80 Euro läit. Doduerjer kritt een aktuell véiermol méi bei der Pensioun eraus, wéi een insgesamt cotiséiert huet. Dat gëtt et esou a kengem anere Land an ass, wa mir net eppes ënnerhuelen, net éiweg ze finanzéieren.

Eis Pensiounen gehéieren domadder zu deenen héchste vun allen OECD-Länner. Den Taux de remplacement läit bei plus/minus 86 %. De Montant vun der Pensioun entsprécht also 86 % vum Duerchschnittsakommes, dat ee während dem Aarbechtsweg verdéngt huet.

An der OECD läit den Taux de remplacement bei 61 % an an Däitschland just bei 48 %. Dat soll natierlech net heeschen, datt ee sech eisen däitschen Noper zum Virbild huele soll. Schliisslech wëlle mir evitéieren, datt d'Altersarmut hei am Land zouhëlt. Ech wäert spéider nach eng Kéier op dës Punkt agoen.

De Rentenuntrëttsalter ass eng vun den Haaptstellschrauben, un deenen een dréine kéint, fir eise Pensiounssystem méi nohalteg ze maachen. Fir d'DP ass et ganz kloer, wou een hei usetze misst: De reelle Pensiounsuntrëttsalter muss méi no un dee legale Pensiounsalter erubuecht ginn. Mat 65 Joer ass eise legale Pensiounsalter zwar net den héchsten, mee och net den niddregsten am internationale Verglach. De grouse Problem ass, datt déi mannste Leit bis 65 Joer schaffe ginn. Tatsächlech sinn et just 10 %, déi nach mat iwwer 60 Joer schaffen.

Elo gëtt et verschidde Méiglechkeeten, fir de reelle Rentenuntrëttsalter an d'Luucht ze setzen. D'Patronat vertritt d'Meenung, datt e Coefficient de longévité spille sollt oder verschidden Zousazperiode wéi d'Studiejoren oder d'Babyyears net méi consideréiert sollte ginn. Et kéint een och d'Méiglechkeet, Zousazperioden zourechnen ze looschen, progressiv no hanner verleeën oder hir Unerkennung mat engem daitleche finanziellen Verloscht verbannen.

D'DP awer ass a priori der Meenung, datt d'Zourechnung vun de Studiejoren an de Babyyears bäibehale sollt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Och par rapport zum Coefficient de longévité hu mir e gewëssent Bedenken, well d'Liewenserwaardung jo net fir jiddereen déi selwecht ass. Ofhängeg vum Geschlecht, vum Secteur, an deem ee schafft, oder vun der finanzieller Situatioun kann d'Liewenserwaardung variéieren. Dësen Ënnerscheeder misst een op déi eng oder aner Manéier Rechnung droen, wat d'Ëmsetzung méi komplizéiert mécht. Mir mussen eis also Gedanken doriwwer maachen, wéi mir mat klengen a virsiichtege Schrëtt d'Unzuel vun de Joren, wou een abezilt, an d'Luucht setze kënnen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Cotisations sinn eng aner Komponent, déi adaptéiert kéint ginn. Virop d'Salariatsvertrieeder proposéieren eng Erhéijung vun de Cotisations vum aktuell dräimol 8 % op dräimol 9 %. D'Patronatsvertrieeder leenen esou eng Augmentatioun kategoresch of.

D'DP ass grondsätzlech och éischter der Meenung, datt eng Erhéijung vun de Cotisations evitéiert sollt ginn. Engersäits klammen d'Cotisations nämlech mam Index, der Erhéijung vum Mindestloun an esou weider. Anerersäits géif eng Erhéijung vun de Cotisations eis Betriber zousätzlech belaauchten. An dat soll een net klengrieden. Grad an der aktueller wirtschaftlecher Situatioun, déi schonn Drock op d'Entrepriisen ausübt, sollte mir et evitéieren, dësen Drock nach weider ze verstärken.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Et dierf ee schliisslech net vernoléisegen, datt d'Main-d'oeuvre ee vun den héchste Käschtepunkten an engem Betrib ausmécht. Dat beaflosst d'Kompetitivitéit an domadder d'Sécherheet vun den Aarbechtsplazen.

Eng weider Méiglechkeet wier et, d'Deckelung vun de Cotisations, déi aktuell am generelle Pensiounsregime bei fënnefmol dem Mindestloun oder ronn 12.500 Euro läit, entweder eropzesetzen oder ganz ofzeschaffen, ouni awer gläichzäitig d'Pensioun entspriechend ze héijen, oder d'Deckelung erofzesetzen, zum Beispill op véiermol de Mindestloun, wat d'Héicht vun der Pensioun erofdrécke géif.

Beim Eropsetze vum Cotisationsplaffong oder dem kompletten Deplafonnement ouni entspriechend Erhéijung vun der Pensioun géifen d'Recetté fir eise Pensiounssystem natierlech klammen, well méi cotiséiert géif, wéi een duerno erauskréich, nom Prinzipp, datt déi méi breet Schëllere sech solidaresch mat deene méi schmuele Schëllere weise sollen. Mee wéi scho beim Cotisationsausgleich well d'DP hei ze bedenken ginn, datt d'Charges patronales och an dësem Fall klammen an d'Betriber finanziell méi belaauchte géifen.

Ech sinn elo vill op déi obligatoresch Pensiounsversicherung, also den éischte Pilier vun eisem Pensiounssystem, agaangen. Ma et gëtt och nach den zweeten an den drëtten Pilier, wou een iwwer de Betrib oder als Privatpersoun eng Zousazpensioun opbaue kann. Am Koalitionsaccord steet, datt dës Regierung eng stärker Förderung vum zweeten an drëtten Pilier analyséiere wäert, notament duerch weider steierlech Begëschtegungen. D'DP géif do den Här Finanzminister bidden, Proposen auszuschaffen, wéi esou eng Förderung vun dësen zwee Pilieren kéint ausgesinn.

Eng méiglech Iwwerleeung beim zweeten a beim drëtten Pilier wier, datt jeeweils e staatleche Fong geschafe géif, an deem d'Sue fir den zweeten an den drëtten Pilier ugeluecht géif ginn. Esou e staatleche Fong kéint zum Beispill eng Kopie vum aktuelle Rentefong am Régime général sinn, dee jo an de leschte Joren am Schnitt järelech eng Renditt vu 4,5 %

erwirtschaft huet. E staatleche Fong géif eng Harmonisierung vum der Investitionsstrategie bedeuten, fir Transparenz suergen an eng grouss Sécherheet fir de Bierger schafen, deen an de Fong abezilt. De Staat kéint, falls noutwendeg an enger Krisensituation, och direkt intervenéieren, well de Fong jo vum Staat administréiert géif ginn. Well de Staat fir sech selwer keng Renditt aus dem Fong erauszéie géif, kéim d'Renditt, nom Ofrechnen vum den administrative Käschten, ganz dem Bierger zegutt, deen an de staatleche Fong investéiere géif.

Am Koalitionsaccord steet iwwregens och, dass d'obligatoreschen Pensionsversicherung weiderhin den éischten an zentralen Piliere vum eisem Rentensystem bleiwe wäert. D'Förderung vum deem enge bedeit nämlech net gezwongenermoossen d'Schwächung vum deem aneren. E staarken a solidareschen éischte Piliere gëtt vun der Demokratescher Partei nimools a Fro gestallt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | All dës Punkten, déi ech elo grad ugeschwat hunn – de Rentenalter, d'Cotisationsstufen an d'Cotisationsplaffongen –, hunn en Afloss op d'Depensen an d'Recett vum eisem Pensionsystem. An nëmme wa mir en Equilibre – oder de préférence e längerfristegen Iwwerschoss – vun de Recetten erreechen, kënnen mir vum engem finanziell nohaltege Pensionsystem schwätzen.

Aktuell ass eise Pensionsystem nach esou just nohaltege. Mee ob dat op laang Dauer esou bleiwe wäert, ass alles anescht wéi sécher. Ech sinn a menger Introduktioun schonn op d'Problematik vum demografeschen Wandel agaangen. Eis Bevëlkerung gëtt ëmmer méi al, mee et feelt u genuch jonke Leit, déi noréckele kéinten, fir eise Pensionsystem, esou wéi en aktuell funktionéiert, weiderhin ze erhalen.

Et muss een nämlech bedenken, dass mir net nëmmen déi vill Salariéen, déi an den nächsten zwanzeg Joer an d'Pension ginn, ersetze mussen. Nee, mir brauchen doriwwer eraus d'äitlech méi Salariéen, fir de System ze finanzéieren.

A mir dierfen net vergiessen, dass och d'Frontalieren, déi 47 % zu eiser Masse salariale bäidroen, och an d'Pension ginn. Während 1975 11.400 Frontalieren hei am Land geschafft hunn, waren et 2023 226.700. Dat sinn der 20-mol méi.

Mir müssen eise Pensionsystem dofir esou effizient wéi méiglech maachen. Do gëtt et zum Beispill d'Iwwerleeung, d'Frais d'administratioun vum der CNAP, also der Pensionskeess vum Régime général, iwwert de Staatsbudget lafen ze loosser an net vun de Pensionscotisationsen ze bezuelen. Dat géif am Joer ronn 66 Milliounen Euro ausmaachen, Suen, mat deenen am Joer ronn 2.400 Mindestrente bezuelt kéinte ginn.

Iwwert dës Iddi kann een diskutéieren, mee et dierf ee sech awer net ze vill op de Staat verlossen. De Staatsbudget muss och méiglechst am Equilibre bleiwen a wäert an Zukunft mat zousätzlechen Dépenses konfrontéiert ginn. Schliesslech subventionéiert de Staat schonn haut de Régime général mat 2 Milliarden Euro am Joer. Dobäi kennt déi wichteg Tatsaach, dass de reduzierte Beschäftigungswuesstum net nëmme fir den allgemengen Pensionsregime e Problem ass, mee ganz generell riskéiert, an Zukunft fir sämtlech grösseren Budgetposten beim Staat zum Problem ze ginn. Duerfir muss de Pensionsystem sech wäitstméiglech selwer droe kënnen, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an ze schafen an eise Sozialstaat ze finanzéieren.

Ech mengen, elo hunn ech eng Säit iwwersprongen. Mee et ass awer gutt.

(Hilarité)

A, hei geet et nach weider. Ok.

(Interruption par M. Sven Clement)

Do dierft Der reagéieren. Bon.

(Interruptions)

Silentium, Silentium!

Also, d'Fro no neie Recetten ass dofir a ville verschidene Avisen an Etüden erëmfannen. Vun der Salariatskummer gouf d'Iddi opgeworf, iwwer eng nei Contribution solidarité oder eng Steuererhéijung Recett fir d'Pensionen ze generéieren. Dës Propositionen komme letztlech enger indirekter Kierzung vun de Pensionen gläich.

Och eng sougenannten „Taxe robot“, déi ënner anere dem déi Kënschlech Intelligenz ëmfaasse géif, gëtt heiansdo als Léisung genannt, well eis Aarbechtswelt natierlech ëmmer méi digital gëtt. Aus haiteger Sicht schéngt d'ës awer nach éischter Zukunftsmusek ze sinn a ka kaum Deel vum enger kuerzfristeger Pensionsreform ginn. Vu Virdeel wier et hei, wann op EU-Niveau eng eenheetlech Approche definéiert géif.

D'DP ass gewillt, d'Méiglechkeeten vum neie Recetten ze diskutéieren, gëtt awer ze bedenken, dass dës Recetten eis Wirtschaft net ze staark belasteschen dierfen. Mir sinn nämlech op eng staark wirtschaftlech Entwécklung ugewise, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an ze schafen an eise Sozialstaat ze finanzéieren.

Här President, net nëmme muss eise Pensionsystem nohaltege ginn an zukünfte Generationen sécher Pensionen garantéieren, mee de System muss och gerecht sinn. An deem Kontext wëll ech elo op de Punkt vun de Mindestrenten ze schwätzen kommen. Virop d'Gewerkschaften fuerderen eng Erhéijung vun der Mindestrente, fir esou der Altersarmut entgéintzewirken, déi zu Lëtzebuerg zwar zougehoelt huet, awer am internationale Vergleiche nach ëmmer relativ niddreg ass. D'DP géif vum enger allgemenger Erhéijung vun de Mindestrenten ofroden, well dat eng ze vill simplistesche Approche ass an net onbedéngt deene Leit hëllef, déi wierklech op d'finanziell Ënnerstützung ugewise sinn.

Et dierf een net eleng de Montant vum der Rent kucken. Eng kleng Rent ze hunn heescht nämlech net automatesch, dass ee finanziell schlecht gestallt ass. De Pensionéierte kéint nach aner Revenuen hunn, zum Beispill vum Loyer op engem Appartement, dat him gehéiert, oder am Zesammenhang mat enger Ierfschaft. Déi méi niddreg Rent kann och zustan kommen, well ee während dem Berufsliewen de perséinleche Choix getraff hat, manner Stonnen ze schaffen, well dat engem finanziell ëmmer nach gutt duergaangen ass. Sollen déi Leit gläichermoosse vum enger Pensionserhéijung profitéiere wéi Leit, déi voll geschafft hunn oder wierklech méi schlecht gestallt sinn? Nee, mat enger allgemenger Erhéijung vun der Mindestpension maache mir keng Aarmutbekämpfung.

D'DP ass der Iwwerzeugung, dass eng méi cibléiert Approche de richtege Wee ass. An do sinn, ënnert der Leedung vum Familljeminister Max Hahn, ganz wichteg Mesuren ënnerwee. Esou wäerten déi selleg finanziell Hëllef vum Staat méi accessibel gemaach ginn duerch d'Schafe vum engem zentrale Guichet social. Och de Prinzip vum Once-Only wäert an Zukunft eng grouss Vereinfachung fir d'Demandeuren bréngen.

Ausserdeem ass e Gesetzesprojet um Instanzeweise, deen e finanzielle Complement fir eeler Leit aféiere wäert, déi sech eleng keen Zëmmer an enger Altersstruktur leeschte kënnen.

Eng geziilt a selektiv staatlech Ënnerstützung ass déi méi gerecht Aart a Weis, der Aarmutbekämpfung entgéintzewirken, méi sënnavoll wéi eng pauschal Erhéijung vun de Mindestrenten, déi net de sellege Bähëllef vum Staat Rechnung dréit a wouvunner och Leit profitéieren, déi et net onbedéngt néideg hunn.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | A wa mir vu „gerecht“ schwätzen, da wëll ech och op e Punkt kommen, deen an der Debat bis haut éischter ënnergaangen ass, nämlech d'Situation vum den Independanten an de Conjoint aidants, déi allen zwee an dem generelle Pensionsregime cotiséieren. En Independent cotiséiert nämlech net nëmmen 8 % op sengem Revenu, mee 16 %, well e souwuel d'Part salariale wéi d'Part patronale fir d'Pensionscotisationsen iwwerhuele muss. D'DP géif hei eng Upassung virschloen, fir d'Situation vum de Selbstännegen ze verbesseren, an zwar andeem beim Independent déi 8 % vun der Part patronale vum Betrib iwwerholl ginn. Net all Independent huet eng héich Pai, an duebel ze cotiséieren, kann do séier zu enger finanzieller Belasteschung ginn.

An dann dierfe mir net vergiessen, dass de Koali...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wat fir e Betrib? Dierf ech Iech froen, wat fir e Betrib?

M. Gérard Schockmel (DP) | Dorop kommen ech da spéider zrëck. Stellt mer d'Fro herno nach eng Kéier. Ech kommen drop zrëck no der Ried.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An dann dierfe mer net vergiessen, dass de Koalitionsaccord zwee wichteg Punkte virgesäit, déi d'Ongläichbehandlung vum Independent a vum Conjoint aidant aus der Welt schafe sollen.

Engersäits huet d'Regierung sech dorobber geeenegt, dass fir en Independent bei enger Pension de vieillesse anticipée déi selwecht Anti-Cumul-Regel gëlle solle wéi fir e Salarié. Dat géif méi Leit motivéieren, enger beruflecher Aktivitéit nozuegoen, an a verschidene Secteuren der Penurie u qualifizéiertem Personal entgéintzewirken.

Anerersäits soll fir de Conjoint aidant de legale Kader vum der Pensionsversicherung ugepasst ginn. Aktuell dierf e Conjoint aidant – an dat si ganz oft Fraen – nëmmen op zweemol de Mindestloun fir d'Pensionsversicherung cotiséieren. D'Konsequenz sinn natierlech ganz kleng Renten. Fir d'DP sollt de Seuil vum de Cotisationsen op bis zu fënnemol de Mindestloun kënnen ugehuewe ginn.

Ech si schonn dorobber agaangen, dass et eent vun eisen Haaptziler muss sinn, de reelle Pensionsalter méi no un de legale Pensionsalter erunzekeréien. Dat sollt net forcéiert, mee duerch d'Schafe vum engem modernen an attraktive Kader encouragéiert ginn.

D'DP gesäit grouss Potenzial bei der Retraite progressive, wéi et se jo schonn an der Fonction publique gëtt. Amplaz vun haut op muer ganz mam Schaffen opzehalen, erlaabt engem d'Retraite progressive, iwwer eng Period vun dräi Joer seng Aarbechtszäit zum Beispill op 80, 70 oder 50 % ze reduzéieren. Fir déi Zäit, wou ee schafft, kritt ee weiderhi säi Salaire a fir de Rescht kritt ee schonn en Deel vum der Pension ausbezuelen. Den Antritt an d'Pension kéint esou méi flexibel gestalt ginn. An esou eng progressiv Pension hätt och de Virdeel, dass manner Leit an eng Depressioun falen, wéi dat oft de Fall ass, wann ee ganz abrupt mam Schaffen ophält.

Här President, vill Iddie stinn am Raum, wéi eng Reform vum de Pensionen ausgesi kéint. Ma nach ëmmer si vill Detailfroen ze klären, well esou munch

Mesüren och en Impakt kéinten hunn, deen iwwert d'Finanzéierbarkeet vum Pensioussystem erausgeet. Et ass en Equiliber, deen hei fonnt muss ginn. D'Ofsécherung vum Pensioussystem dierf nämlech net ze staark op d'Käschte vum eiser Wirtschaft goen oder déi zukünfteg Generatiounen benodelegen.

Mir géifen och proposéieren, datt ëmmer zum Ufank vun enger neier Legislaturperiod eng déifgräifend Analys vum Pensioussystem duerchgefuert sollt ginn, fir Upassungen, falls néideg, méiglechst zäitno virhuelen ze kënnen.

D'DP wäert op alle Fall konstruktiv un enger Pensiousreform matschaffen, déi d'Leit motivéiert, méi laang am Berufsliewen ze bleiwen, laangfristeg finanzéierbar ass an der Generatiounegerechtkeet Rechnung dréit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen. Dir akzeptéiert d'Froen, gesinn ech. Dann huelen ech fir d'éischt den Här Di Bartolomeo an dann den Här Baum, falls et net déi selwecht Fro wier.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här Président. Merci och, Här Schockmel. Ech hunn Iech net esou richtig verstane bei där Proposition, dass bei Independanten, déi 16 % – 8 % an 8 % – bezuelen, déi 8 %, déi se eigentlech als eegestännege Patron bezuelen, vum Betrib sollen iwwerholl ginn. Entweder et ass een Independent, dann ass ee selwer quasi de Betrib, oder et ass ee Salarié, dann iwwerhëlt de Betrib. Mee erkläert mir wannechgelift: Wéi soll dat méiglech sinn, dass en Independent 8 % vum Betrib bezuelt kritt?

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo. Also, ech soe villmools Merci fir déi Fro. Bon, ech sinn och keen Expert-comptable. Dir wësst, wou ech hierkommen. D'Verständnis an dëser Fro, wéi ech et hunn – mee et kann ee mech gär korrigéieren, wann ee vun der Saach méi versteet –: Bon, fir d'éischt ass et jo esou, datt net onbedéngt een, deen e Betrib huet, dee zu Betrib 100 % huet. E ka vläicht Undeeler um Betrib vu 50 % hunn, vu 25 %. En ass trotzdeem awer deen, deem de Betrib gehéiert. Dat ass eng Virbemierkung.

Mee déi zweet Bemierkung – an dat ass esou, wéi ech d'Saach verstanen hunn –, dat ass: Wann natierlech einfach vum dem Verdéngscht 8 % Part salariale an 8 % part patronale ofgezu ginn, dann ass dat net dat nämmelech, wéi wann déi 8 % Part patronale vum Betrib bezuelt ginn, well – a vläicht kann do een, dee sech bei Steiere gutt auskënnt, dat ergänzen – déi sinn natierlech da steierlech ofsetzbar an dat kënn eigentlech dann deem, deen do schafft, méi zegutt. Dat ass mäi Verständnis.

Awer ech ka mech ieren. Vläicht wëll den Här Patrick Goldschmidt eppes dozou soen.

(Hilarité et interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goldschmidt, normalerweis verdeelen ech elo d'Wuert. Mee, Här Goldschmidt, wann Der wëllt eppes soen, da kënn Der dat awer gär maachen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir si souwisou elo am Onorthodoxen, da kënnen mer roueg sou weiterfueren.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här Präsident. Jo, ech wollt a sech elo hei keng Formationsstonn halen, mee effektiv, de Gedanke vum Här Schockmel ass deen: Et kann een an engem Betrib sinn, wann et eng Gesellschaft ass vun 100 %, an et huet ee just

25 %. Deen, deen d'Autorisation de commerce huet, dee gëtt automatesch independant. An d'Fro, déi stellt sech do, ob dann déi 8 % am Betrib kéinten ofgesat ginn. Haut ass dat net esou. Haut gëtt dee ganz als Independent behandelt a muss se privat ofsetzen. Si ass och nach deduktibel.

Et geet also just drëms, ob een déi 16 % kéint splécken. Mee si ass deduktibel, egal wéi. Mee dat Joer drop eeben, wann een eeben esou vill bezuelt huet als Independent, da setzt een déi an der Steuererklärung of. En technesch Dossier, mee de Gedanken vum Här Schockmel ass awer ganz richtig, ze soen: Firwat net sech Gedanke maachen, fir dass deen Deel, deen a sech de Betrib fir de Salarié bezilt, am Betrib deduktibel ass?

An zum Schluss kéint ech nach soen: Et kann ee Salarié sinn als Independent. Vill Leit, déi an engem Betrib schaffen, kréien e Salaire, mee et ass keng Cotisation drop, well se eeben als Independent gehandelt ginn a se mussen déi privat bezuelen. Fir dass Independanten duerno net a Schwieregkeete kommen, well se schéin déck Rechnunge kréie vum der Sécurité sociale, well se net dru geduecht hunn, dass se 16 % missten nobezuelen, wier et vläicht eventuell interessant, déi 8 % schon am Betrib deduktibel ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Dat zur Explikation.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här Patrick Goldschmidt.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass nach eng Fro elo vum Här Baum do.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här Präsident. Merci och fir d'Explikationen. Wann ech richtig verstanen hunn, ass et manner eng Fro vu Cotisationen, mee vu steierlecher Deduktibilitéit vun enger bestëmmter Form vun Independanten.

(Interruptions)

Ech wëll awer drun erënneren, ...

M. Claude Wiseler, Président | Herno kann een äntweren. Den Här Baum schwätzt elo.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... datt nach ëmmer dee gréissten Deel ... An dat wier dann och meng Fro un de Spriecher respektiv un deen, deen d'Exegèse mécht vun deem, wat gesot gëtt.

(Hilarité)

Et gëtt jo awer ganz vill Independanten, déi wierklech independant sinn. Dat heescht, déi sinn zum Beispill Travailleur-intellectuel-indépendanten. Déi hunn och hir Charge patronale a se hunn hir Charge salariale. An ech géif mech do froen, an där doter Conception, wann een dat bei den Independanten sou opmécht, ob Der net mengt, dass dat eventuell nei Ongerechtegkeeten kéint schafen, respektiv ob Der nach en Tuyau hutt, wéi engem Betrib ech dat dann eventuell verrechnen kéint.

(Interruption par Mme Sam Tanson et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Haut probéiere mer elo mol, d'Iddie vu jiddwerengem kloer ze verstoen. Dofir loosse ech all déi Froen zou, déi zur Kloerheet bäidroen. Ech wëll elo net an eng gréisser Diskussion an dësem Moment kommen.

M. Gérard Schockmel (DP) | Also, ech kann elo keng technesch Renseignement heiriwwer ginn. Mee et dierf een net vergiessen: Och een, deen e Betrib huet, kann net déck do sinn. Ech mengen, mir

denken u Betriber, wou esou vill Leit da schaffen. Et kann och en Ee-Mann-Betrib sinn, an do ass et dann ënner Ëmstänn guer net einfach, iwwert d'Ronnen ze kommen, well eeben och net sécher ass, wat een da wierklech un all Enn vum Mount erauskritt.

Dat heescht, d'Detailarbecht läit natierlech bei der Regierung, mee ech mengen, déi prinzipiell Iddi schénge awer virdeelhaft, datt een hei bei der Situation vun den Independanten nobessert. Wéi een dat da genau definéiert a wien da genau an de Genoss kënn a wien net an de Genoss kënn vu gewësse Reegelingen, datt eeben dann de Betrib zum Beispill ... Dat ass jo en Ënnerschied. Wann ech eng Persoun sinn an independant schaffen, kann ech jo och ënner Ëmstänn eng Sociéitéit kréieren, eng One-Man-Sociétéit.

(Interruptions)

Dat heescht, dat do sinn technesch Froen, awer ech sinn iwwerzeegt, datt déi Leit, déi méi dovun verstén wéi elo ech, do scho mat eppes komme wäerten, wat konstruktiv ass.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Villmools merci, Här Schockmel. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner d'Madamm Taina Bofferding.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Also, ech muss soen, meng zwee Virriedner hunn e relativ düstert Bild gezechent an ech hu geduecht, elo géif de groussen Hummer kommen. Ech stellen awer fest, dass d'CSV zimmlech vag bliwwen ass, zum Deel mat widerspréchelechen Aussoen, an den DP-Vertrieder huet virun allem opgezielt, wat en net wëll. An déi Iddien, déi en hei an d'Ronn geheet huet, déi schénge bei Iech nach net esou ganz duerchduecht ze sinn. Mee wat ech awer verhalen hunn: Méi Kanner schénge dann d'Léisung ze sinn!

M. Gilles Baum (DP) | Dat do ass zwar ... Gitt eis emol Är Iddien, éier Der eis kritiséiert!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Maja, elo ass et un eis. A mir bréngen eis hei ganz gären an d'Debatt an, well fir eis ass et wichteg, dass mer Faarf bekennen a virun allem ganz kloer soen, dass mer all Attack op eise Pensioussystem ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif Iech alleguer elo bidden nozelauschteren, wannechgelift.

Une voix | Jo.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... dass mer dat ofleenen. Den Ausverkauf vun eise System op Solidaritéit opgebaute System ass mat eis net ze maachen! Mir verteidege mat alle Mëttele d'Recht vun alle Mënschen, sech no hirem Schaffliewe kënnen op eng Ofsécherung ze verloossen, déi et hinnen erlaabt, an Dignitéit ze liewen.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Eisen Usproch ass et, dee gudder System an och déi domat verbonne gutt Leeschtungen ze erhalen, se, wéi gesot, mat Hänn a Feiss ze verteidegen a souguer do, wou et noutwendeg ass, wou et ubruecht ass, Verbesserungen ze maachen. Domat ass fir eis och ganz kloer, dass mir derfir plädéieren, un der Schrauf vun de Recetten ze dréien.

Mat grousser Spannung gouf haut déi Debatt hei an der Chamber erwaart an dofir ass et wichteg, dass allegueren d'Fraktiounen hei Faarf bekennen a sech

positionéieren, well d'Approche vun der Regierung – jo, wéi soll ech soen? –, déi war schlimmer wéi bei der Sprangprosessioun. Et geet e Schrëtt no vir, da geet et erëm een no hannen, et ass en Hin an Hier, ganz quesch duercherneen. Fir et op de Punkt ze bréngen: Eigentlech ass dat, wat mer bis elo hei erlieft hunn, e Kuddelmuddel, wou alleguerten d'Leit veronséichert sinn. An dat ass dat, wat déi Debatt och nach esou schwierig mécht: D'Leit si veronséichert an hunn Angscht, wat herno mat hirer Pensioun geschitt.

Huele mer fir d'éischt emol d'Aussoen aus dem Koalitionsaccord. Just e kleng Reminder: D'Pensionsreform war keen Theema am Walkampf. Am Koalitionsaccord stinn Aussoen iwwert d'Promotioun vum zweeten a vum drëtten Pilier. Dat sinn eigentlech Aussoen, déi all sozial denkende Mënsch direkt missten op d'Palm bréngen. Bei eis ginn do op alle Fall d'Alarmluuchten un.

Dann d'Erklärung vum der Ministesch, dass d'Grundversuergung ofgeséichert bleift, fir dann am selwechten Otemzuch zousätzlech Bonbone fir, ech zitieren, „déi, déi Suen ze vill hunn“, an d'Spill ze bréngen. Duerno war da rieds vum „Cappuccino-Modell“, deen de Premier dann an engem Interview erbruecht huet, wou dann den Hittchen aus Schlagsan a Schokelaspudding fir déi Happy Few geduecht ass.

D'Regierung huet erkläert, dass se gäre géif oppen an d'Diskussioun eragoen. Mee d'Ministesch schléisst awer méi oder manner explizitt eng Cotisationserhéijung aus.

A Saache Pensioun huet d'Regierung a manner wéi engem Joer eng Kéier alles gesot an och genau de Géigendeel dovunner. Si huet den Ausverkauf vum System ugekënnegt, ass dann nees zrëckgeruddert, fir da schliesslech net méi unzeecken an hält sech säitdem ganz bedeckt.

Dann d'Ukënnegung vum der sougenannter „breeder Consultatioun“, wou da mat engem groussen Tamtam eng Onlineaktioun gestart ginn ass, bei där dann déi ganz Bevëlkerung an dräi Sätz hir Iddie kann zum Beschte ginn – wat grad 2.000 vu 650.000 Versécherter gemaach hunn. Representativ ass dat op kee Fall!

Déi haiteg Debatt ass net mat manner Duerjerneen organiséiert ginn. D'Deputéiert sollten hir Froen am Virfeld erareeche respektiv eeben d'Rechnungen, déi nach sollte gemaach ginn. D'Ministesch huet eis dann du matgedeelt, nodeems mer eis ganz Froen eraginn hunn, dass hir Servicer net kéinten op déi Froen äntwerten, déi de Régime général an de Régime complémentaire betreffe respektiv eeben net kéinten iwwert de Régime spécial erausgoen. Dobäi hat de Minister vun der Fonction publique, dee jo och haut hei ass, am leschte Joer nach op eng Question parlementaire vun eis geäntwert, wou e gesot huet, dass zënter de Reforme vun 1999 an 2012 se souwäit eeben openeen alignéiert wäeren an datt all d'Diskussiounen, d'Changementer, déi am Régime général stattfannen, och Repercussiounen op de Régime spécial, also op d'Fonction publique, hätten. An, ech zitieren, dat wär eeben och de Grond, firwat d'Representantë vun der Fonction-publique-Gewerkschaft och géife consultéiert ginn.

Nun, gëschter an der Mëttesstonn hu mer dann déi lescht Donnéeën erakritt, déi mer gefrot haten – an der Mëttesstonn, dat war mol net 24 Stonne virun der Debatt. A ganz éierlech, dat ass eng Frechheet! Et ass eng Frechheet, wéi hei mat der Chamber émgange gëtt. A wann ech President vun der Santé – a vun der Sécurité-sociales-Kommissioun wär, da wär ech rosen, well mir hunn a ganzer Form all eis Froen

eraginn. Et huet geheescht, mir géifen déi Äntwerte kréien, an, wéi gesot, gëschter Mëtten ass de Rescht erakomm.

An Här President, och an Ärer Plaz wär ech schwäiwëll doriwwer, wann ee gesäit, wéi d'Regierung hei mam éischte Pouvoir am Land ëmgeet. Op alle Fall ass et net seriö, fir sech hei kënnen eeschthaft op den Debat ze preparéieren. Et weist einfach, dass mer hei net eescht geholl ginn.

An zwee Deeg lafen dann déi sougenannten „Experteronnen“ un. An och hei ass net kloer, wat mat där Debatt vun haut geschitt respektiv wéi dat, wat eeben haut alles op d'Tapéit kënnt, mat deem, wat bei der Experteronn erauskënnt, soll aneneegräifen. Mee vläicht kann d'Ministesch eis herno jo dann doriwwer opklären. Op alle Fall gesäit een och ganz kloer, dass déi Sujeten, déi haut sollen diskutéiert ginn, déi sechs Stéchwierder, déi Der eraginn hutt, ganz anerer si wéi déi, déi Der wëllt op der Experteronn diskutéieren. Do gesäit een, dass awer schonn, mengen ech, de Wee méi preparéiert ass, wéi Der heiansdo wëllt zouginn.

Här President, dee ganzen Hin an Hier, wou scheinbar déi riets Hand net méi weess, wat déi lénks Hand mécht, déi ganz Urgence, déi hei fir eis einfach nëmme kënschtlech eropbeschwuert ginn ass, mécht eis Aarbecht net nëmme komplizéiert, mee virun allem, an dat hunn ech scho virunner gesot, veronséichert et d'Leit dobaussen.

Och dass d'Sozialpartner, déi jo nom Tripartitt-Modell d'Pensionskeess vum Régime général finanzéieren an och generéieren, bis elo nëmme um Rand mat un den Diskussiounen bedeelegt waren, fanne mir äusserst problematesch. Bei der Experteronn sëtze si zwar mat um Dësch, hunn awer nëmme ee Vertrieeder zegutt. Ech zitieren hei aus engem Brëif vun der Ministesch, deen un d'Gewerkschaften gaangen ass. Betreffend den Nombre vun de Particiante schreift si: „Je tiens à vous informer que celui-ci a été fixé en fonction des places disponibles.“ Bon, anscheinend dierfe se dann elo en zweete Vertrieeder matbréngen, hu se gesot kritt, mee dee muss sech awer an déi zweet Rei sëtze goen.

Bon, en attendant hält d'Regierung sech dann nach ëmmer ganz bedeckt an erwaart vum de Parteien, dass mer Faarf bekennen. Kee Problem, mir wäerte Faarf bekennen! Well fir eis ass dat iewescht Zil, dass, wéi ech scho gesot hunn, wie säi Liewe laang haart geschafft huet, am Alter och gutt ofgeséichert soll sinn. Eise soziale System am Allgemengen an de Pensiounssystem am Besonnesche mussen esou opgestallt sinn, dass mer de Leit um Enn vum Schaffliwien e Liewen an Dignitéit kënnen garantéieren. A mir mussen och derfir suergen, dass dat zentraalt Versprieche vum eise Sozialstaat och an Zukunft nach gëllt. Hei sinn d'Stéchwierder Solidaritéit a Generatiounegerechtkeet.

Fir eis ass kloer, dass déi Leit, déi haut an der Pensioun sinn, an déi, déi deemnächst an d'Pensioun kommen, kënnen sécher sinn, dass se nach weiderhi vun hire Rechter kënnen profitéieren respektiv déi Pensioun kréien, déi hinnen zousteet.

A fir eis ass genausou kloer, dass déi Rechter an déi gutt Leeschtungen och deene jonke Beschäftegten an deenen zukünfte Generatiounen nach garantéiert mussen sinn.

Déi demografesch Entwécklung an déi ekonomesch Situatioun maachen, dass mer eise System permanent mussen am A behalen an eeben och deementsprechend upassen an ofsécheren. A bei all Berechnungen a bei allen Diskussiounen mussen mer eis och bewusst sinn, dass mer egal wéi keng Reform hei kënnen ausschaffen, déi fir ëmmer an éiweg ofgeséichert ass. Esou

wéi sech eis Gesellschaft permanent ännert, permanent weiderentwéckelt, esou mussen mer och permanent eis Systemer deementsprechend upassen.

Bei eise Preparatiounsarbechten hu mer eng ganz Sammlung vun Aussoen vum namhafte Politiker begéint, déi d'Rentemauer, de Kollaps vum System, zu engem bestëmmten Zäitpunkt virausgesot hunn. An allkéiers ass et anescht komm.

Dofir: Jo, wéi gesot, mir müssen eise System permanent am A behalen, an an deem Sënn mécht jo och d'IGSS all zéng Joer hir Berechnungen. Dat ass vläicht och e bëssen d'Äntwert op de Sprächer vum der DP, dee jo gefuerdert huet, dass bei all neier Regierungsbildung sollt dee Moment esou eng Aart Faktencheck gemaach ginn. Ben, d'IGSS mécht dat reegelméisseg, wéi gesot, all zéng Joer respektiv mat engem Tëschebilan no all fénnef Joer. An dat ass fir eis den Horizont, un deem mer eis sollen orientéieren a wourobber mer eis och solle konzentréieren, fir ze kucken, wéi mer eis deementsprechend wëllen opstelle respektiv wéi eng Mesüre mer wëllen huelen.

Mir hunn e gudd solidaresche System, dee mer weider mussen stärken, dee mer weider mussen verbessern. A fir eis läit den Haaptakzent do op der Ofsécherung vum de Pensiounen. An dofir wëlle mer – an dat differenziéiert eis vläicht vum deenen anere Fraktiounen – Léisungen innerhalb vum deem System, dee global gesinn, wéi gesot, gutt Leeschtungen garantéiert an dat och an Zukunft sou soll maachen. Dat eng Kéier kuerz ëmraus zu deene Punkten, déi eis wichteg sinn a wat fir eis eebe bestëmmt ..., fir de System, wéi gesot, op de Leescht ze huelen.

Rout Linne gëtt et fir eis och hei ganz kloer, dat sinn da ganz genau fénnef Stéck:

Éischtens wëlle mer keng Kierzung bei de Leeschtungen. Amplaz Kierzung brauch et fir eis éischer Verbesserungen.

En Opléise vum Generatiounevertrag wäerte mer sécherlech net ënnerstëtzen. D'Solidaritéit tëscht de Generatiounen ass fir eis d'Basis vum eise Pensiounssystem. Mir hunn hei eng moralesch, eethesch Verpflichtung vis-à-vis vum deenen anere respektiv déi Jonk vis-à-vis vum deenen Alen an déi Al vis-à-vis vum deene Jonken.

Eis drëtt rout Linn betrëfft de Pensiounsalter. En Eropsetze vum Pensiounsalter ass fir eis en absoluten No-Go. 65 Joer als legale Pensiounsalter a 40 Joer Cotisiatioun sinn héich genuch – woubäi et natierlech och dervunner ofhänkt, wéi eng Aarbecht ee mécht. Och hei muss een nach weider un de Konditiounen schaffen, déi muss een nach eng Kéier op de Leescht huelen. Och dozou hu mer ganz genau Pisten ausgeschafft, wéi eeben den Travail pénible, dozou wäert ech spéider nach eng Kéier kommen. Mee trotzdem, fir eis ass ganz kloer: Keen Eropsetze vum Pensiounsalter!

Dann, dat hu meng zwee Virriedner och scho gesot, ass do dann ee Punkt, wou mer eis eens sinn: Mir wëllen och net d'Babyjoren an d'Studiejoren ofschafen. Dat ass fir eis eng Fro vum der Solidaritéit tëscht de Generatiounen an och par rapport zu deenen, déi hir Kanner erzéien.

An dann eis fénneft an domadder lescht Linn ass, dass mer keng Privatiséierung vum Pensiounssystem wäerten ënnerstëtzen. Mir wëllen Investor am öffentliche Pilier, dem éischte Pilier, a keng zousätzlech am zweeten an am drëtten, dat heescht, der betriiblecher an der privater Altersversuerg.

Den CSV-Sprächer huet virunner d'Fro gestallt, firwat net méi Leit op déi privat Altersversuerg zrëckgräifen. Ma ech mengen, d'Äntwert ass ganz einfach:

Well vill Leit et sech einfach net kenne leeschten! Är Iddi, Altersarmut duerch sozial Mesüren ze bekämpfen, mécht eigentlech Pensionnaren zu Bittsteller, déi dann herno, wa se net iwwert d'Ronne kommen, sech mussen plakeg ausdoe goen an dee Moment dann op Hëllefeng ugewise sinn. An ech mengen, dat ass eng ganz kloer Differenz zwëschen Iech an eis, well mir der Meenung sinn, dass een einfach d'office eng Pension verdéngt huet, vun där ee ka liewen, an dass een net nach zousätzlech muss op sozial Mesüren ugewise sinn, fir eeben herno kenne iwwert d'Ronnen ze kommen.

Oder wéi et eeben nach kierzlech e Journalist treffend an engem Kommentar gesot huet: „Den zweeten an den drëtten Piliere als Alternativ zur Pension verkaufen ze wëllen, ass Augenwischerei an Ofenkungsmanöver.“

Mir sinn net derfir, deenen, déi et sech souwiesou kenne leeschten, déi „Suen ze vill hunn“, wéi d'Ministesch emol eng Kéier gesot huet, an och den Assureuren, zousätzlech Daddoen op Staatskäschen ze ginn. Effektiv – an dat ass de sprangende Punkt –: Mam zweeten a mam drëtten Piliere verlosse mer nämlech d'Solidaritéit an och d'Generatiounegerechtigkeit. An dofir ass et eis eebe wichteg, am éischten Piliere ze investéieren an net am zweeten an am drëtten.

Ugeschat op d'Demande vun der ACA, also den Assureuren, den zweeten an den drëtten Piliere ze stärken, seet d'Ministesch an engem Interview mam „Paperjam“ – dat war am Dezember 2023 –, dass déi schonns iwwert de Stadium vun de Reflexiounen erausgeet. Bon, do gesäit een och, wéi ergebnisoffen een dann hei an déi Diskussioun erageet. D'Ministesch sot nämlech am Interview – ech zitieren –: „Actuellement l'importance et la santé du premier pilier marginalisent les deux autres. Des piliers qui concernent les gens qui ont eu de l'argent en trop durant leur vie active.“ Zitat Enn.

Also, d'Argument, dass mer elo musse Kierzunge maachen, fir och deenen zukünftige Generatiounen eng gutt Pension kenne ze garantéieren, ass am Fong eng riicht an d'Gesicht fir déi Jonk. Well wann et drop erausleef – an dat ass et, wat een deels an deene widerspréchelechen Aussoe vun der Regierung erausliese kann –, dass déi Jonk méi musse bezuelen, fir herno awer manner erauszekréien, ass dat kee gudden Deal an et ass fir eis virun allem net dat, wat mer ënner Generatiounegerechtigkeit verstinn.

Dobäi muss ee sech och bewusst sinn, dass vill Jonker haut manner Chancen hunn, sech um Wunnengsmarché kenne ze behapten. De Wunnengsmarché, de Logement – och do nach eng Kéier e kleng Remindeg –: de Problem Nummer eent hei am Land!

Haut kenne sech ganz vill Jonker, obwuel se gutt verdéngen, obwuel se eng sécher Aarbechtsplaz hunn, kaum nach eng eege Wunneng leeschten. Och wann dat mat engem Prêt iwwer 30, 40 Joer an doriwwer eraus leeft, esou kann et awer herno problematesch sinn, wa se an der Pension sinn, well se eeben nach weiderhi mat engem Prêt belaauscht sinn. Fir Iech e Beispill ze ginn: Wann ee Proprietär vun enger ofbezuelter Wunneng ass, ass et vläicht méiglech, vun enger Pension zwëschen 2.500 an 3.000 Euro ze liewen. Mee wann dann nach, wéi gesot, e Loyer oder e Prêt derbäikéint, dann ass et vill méi schwierig, voire bal onméiglech, ouni sech extreem anzuschranken. Dat bedeit, dass manner héich Pensionen mat den aktuelle Wunnengspräisser e séchere Wee a Richtung vun enger ëmmer méi grousser Altersarmut sinn. An dat ass definitiv net de Wee, dee mir wëlle goen.

A wou kënnt iwwerhaupt déi Iddi hier, dass manner héich Leeschtungen a méi privat Versécherungen,

déi jo souwiesou vill Léit sech guer net kenne leeschten, am Endeffekt sollen d'Léisung sinn? Well och hei brauche mer nëmmen an d'Nopeschlänner ze kucken. Do gesi mer, dass och d'Pensionssystemer ënner Drock stinn, dass si weesentlech manner héich Pensionen hunn an eng weesentlech méi héich Altersarmut. A wann ee gesäit, wéi si am Moment dowéinst streiken an och hire soziale Fridden do op der Kipp steet, mengen ech, brauche mer net dee selwechte Feeler hei am Land ze maachen an eis un deem ze orientéieren. Wat mer net brauchen an där ganzer Debatt, ass herno nach e Sozialkonflikt respektiv d'Leit nach weider an d'Armut ze dreien.

D'LSAP verteidegt eise solidaresche System, eis Generatiounegerechtigkeit an eeben och déi gutt Leeschtungen, déi all Mënsch um Enn vu sengem Aarbechtsliewen e Liewen an Dignitéit erlaben. Mir trieden a fir eng méi gerecht Verdeelung. D'Sue solle besser, méi nohalteg, méi gerecht agesat ginn. Wéi kann een dat dann elo errechen?

Am Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot, dat betrëfft souwuel d'Säit vum Patronat wéi och déi vum Salarat, gëtt e ganze Katalog vu Moosnamen proposéiert. Bon, dobäi sinn der, déi eis méi sympathesch si wéi anerer, mee egal wéi war et awer derwärt gewiescht, wann d'Regierung dës Propose mol analyséiert hätt, mol eng Diskussioun dozou organiséiert hätt, well dat do sinn och d'Experten an der Matière, déi hei ganz interessant Mesüre proposéieren.

Wat mir proposéieren, an domadder, Här President, kommen ech elo zu eise Verbesserungsvorschläg. Och dat si fënnf Stéck, fënnf Bléck, wou mer gesinn, dass un de Schrauwe ka gedréit gi respektiv dass mer eisen u sech gudder System nach besser kenne maachen.

Eist Zil ass et, wéi gesot, jidderengem um Enn vu sengem Schaffliewen an anstänneg Akkommes ze garantéieren fir e Liewen an Dignitéit. An an deem Sënn geet et dréms, d'Altersarmut ze verhënnern an ze bekämpfen. Dat ass fir eis déi wichtegst Prioritéit.

Eise solidaresche System ass hei ganz kloer de Schlüssel, fir d'Altersarmut niddreg ze halen an am beschte ganz ze evitéieren. An dofir setze mir eis, am Géigesaz zur DP, gären derfir an, dass d'Mindestrent ëm op d'mannst 300 Euro an d'Luucht soll gesat ginn, fir bis op den Niveau vum Budget de référence ze kommen. Mir sinn der Meenung, dass méi Rent – méi Suen – duerchauss scho virun Altersarmut wäert schützen. D'Leit wäeren doduerjer protegéiert. Well aleng de Once-Only, wéi mer héieren hunn, an d'Simplification administrative, dat wäert de Leit och net an der Prekaritéit hëllefen.

D'Dréien um Ajustement an un der Allocation de fin d'année gesi mer als eng Méiglechkeet, wann de System finanziell ënner Drock geréit. Wa mer awer – dat wëll ech och ganz kloer soen – aner Méiglechkeeten hunn, fir den Equiliber ze halen, dann ass et fir eis net onbedéngt noutwendeg, dodrunn ze goen.

Dann den zweete Block, wou mer Verbesserung virgesinn, dat ass, de System unzepassen an déi demografesch Entwécklung, d'gesellschaftlech Realitéiten an dat wirtschaftlech Ëmfeld. Et ass eng Tatsaach, an et ass virunner scho gesot ginn, dass den effektive Pensionsalter zu Lëtzebuerg wäit ënnert dem legale Pensionsalter läit, ee vun deene niddregsten a ganz Europa. A grad an Zäite vu Pénurie de main-d'œuvre si mir fir eng graduell Transitioun, also souzesoen e fléissenden Iwwergang vun Aarbechtsliewen a Richtung Pension.

Dozou gehéiere fir eis Mesüren, fir den Emploi vun de Senioren ze begleeten. Ech verweisen hei och op de Projet de loi, deen deemools vum Nicolas Schmit

deposéiert ginn ass, d'Gestion des âges. Do sinn eng ganz Retsch interessant Mesüren dran, fir eeben d'Entreprise ze ënnerstëtzen, Programmer fir d'Aarbechtsplaz an d'Aarbechtszäit kenne unzepassen, Moosnamen am Sënn vun enger Transmissioun du savoir, dat heescht duerch e Monitoring, duerch e Coaching vun eelere Mataarbechter fir déi Jonk.

Weider plädéiere mer och derfir, Modeller anzeféieren, fir d'Aarbechtszäit progressiv ze reduzéieren a parallel an d'Deelpension ze goen, dat heescht d'Retraite progressive am Privatsektor, orientéiert um Modell, wéi mer et am öffentleche Sektor kennen. An deem Sënn ass et och néideg, d'Anti-Cumul-Reegelunge bei der Pension anticipée – dat heescht d'Pension viru 65 Joer – manner streng ze maachen, soudass ee mat punktuellen Aarbechte méi kéint bei der Pension derbäiverdengen.

De Vertrieeder vun der CSV huet virunner dovunner geschwat, dass et wichteg ass, gerecht Léisunge fir jidderengem ze hunn, an en huet vum Travail pénible geschwat. Konkreet sidd der net ginn. Mee mir hunn eng ganz konkret Pist hei: An zwar géife mer gär e Krittär fir den Travail pénible aféieren. Do gëtt et scho verschidde Modeller am Ausland, un deene mer eis duerchauss kéinten inspiréieren.

A Frankräich, do gëtt et zum Beispill esou ee Koeffizient fir den Travail pénible, fir eng ganz Rei Aarbechten eebe kenne unzekerken. Do gëtt et och eng interessant Étude comparative, déi et derwärt ass, sech déi och am Detail eng Kéier unzekerken. Alternativ kéint ee sech och virstellen, eng „prétraite travail pénible“ anzeféieren. Also, do gëtt et duerchauss, wéi gesot, Modeller, wou mer eis kenne drun inspiréieren, fir eeben esou déi Leit, déi net kenne op déi ganz Cotisationsjore komme respektiv déi eng ganz schwéier kierperlech Aarbecht maachen, hei ze ënnerstëtzen, fir dass se och herno eng gutt Pension hunn.

Weider fuerdere mer Upassunge beim Splitting a bei der Individualiséierung vun de Pensionsrechter – Stéchwuert: Pension Gender Gap. Dat ass eng gesellschaftlech Realitéit, och wa se vläicht méttlerweil e bësse méi kleng ass. Och wann de Problem e bësse méi kleng ass, ass en nach ëmmer do. Dem CID Fraen an Gender no läit dëse bei 36 %. Oft sinn et Fraen, déi an engem Sektor schaffen, wou d'Aarbechtsplaze prekär sinn, d'Paieren niddreg. An et sinn och meeschtens d'Fraen, déi hir Aarbechtszäit reduzéieren, fir sech ëm d'Kanner ze këmmern – an dat obwuel se oft besser qualifizéiert sinn an och oft méi verdéngen wéi d'Männer. Dat wirkt sech natierlech net nëmmen negativ op déi beruflech Karriären aus, mee virun allem eeben och op d'Pensionskarriären. An duerfir ass et och wichteg, sech dësem Thema unzehuelen.

Mir sinn derfir, dass béid Elterendeeler e bësse manner schaffen a sech zesammen ëm de Stot an d'Kanner këmmern, soudass et ganz normal gëtt, dass Fraen a Männer och a Féierungspositiounen kenne deelzäit schaffen. Déi verluer Pensionsrechter vu béide Partner kéinten dann – an dat ass eis Iddi – fir eng Rei Joren an och fir eng gewëssen Zuel u Stonne vum Staat dee Moment iwwerholl ginn. Dat hätt niewent der geliefte Gläichberechtigung an der Partnerschaft och de Virdeel, dass béid Partnerdeeler sech kéinten eng eege Pensionskarriär dee Moment opbauen an dass se eeben net vunenander ofhängeg wieren an net herno mat eidelen Hänn dostéingen, wann dann d'Koppel sech herno trenne géif.

A verschidde skandinavische Länner gëtt et esou Modeller, déi duerchauss interessant sinn, fir sech déi ukucken ze goen. A virun allem gesi mer hei kee

Grund, firwat mer net och sollen an déi dote Richtung goen.

Bis mer awer do ukomm sinn, wënsche mer eis e systematesche Splitting vun de Pensiounsrechter bei der Scheedung. D'Ofsicherung am Alter dierf an eisen Aen net dovunner ofhänken, wéi gutt d'Affekote bei der Scheedung verhandelt hunn. Och hei ass et wichtig, dass de Staat eng gewësse Protektioun gëtt.

Fir de Rescht solle mer a Richtung vun enger Individualiséierung vun de Pensiounsrechter goen. A mir plädéieren och doriwwer eraus fir eng obligatoresch Weiderversicherung, och wann een ophält mat schaffen aus familiäre Grënn.

An allgemeng eppes – an dat ass och nach e Punkt zu dësem Aspekt –, wat een och ëmmer erëm an den Diskussiounen héiert, wann ee mat Leit iwwert d'Pensiounen schwätzt, dat ass, dass d'Leit sech wënschen, besser informéiert ze ginn, respektiv och méi transparent Informatiounen ze kréien, wat hir eege Pensiounskarriär betrëfft. Sou ass et eebe wichtig, dass mer och hei als Staat Tools zur Verfügung stellen, woumat d'Leit dat all Moment nach kënnen ausrechnen, fir dann och deemtspriechend en *connaissance de cause* eng Decisioun ze huelen.

D'Recetten an d'Depensen, dat ass e weidere Block. Wéi ech scho gesot hunn: Et geet drëms, de Pensionssystem nohalteg ofzesécheren. An do läit bei eis ganz kloer de Fokus op de Recetten. Eis ass et wichtig, hei no méiglechen neie Finanzierungsquellen ze sichen. Am Avis vum CES, haaptsächlech op der Säit vum Salarat, ginn do eng Partie Pisten a Modeller beschriwwen, fir zousätzlech Recetten, déi op der Solidaritéit baséieren an och gestaffelt op alle Revenue sollen opgehewe ginn.

Mir fannen, dass dat eng ganz interessant Pist ass, déi hei am Avis eebe skizzéiert gëtt. Net nëmmen, dass hei eeben de Revenu vun der Aarbecht, mee och d'Revenuen op dem Kapital, dem Räichtum, awer och soss op den Entreprisë consideréiert gëtt, dat eebe mat enger gläichwärtiger Kontributioun vum Staat, fir beim Prinzip vum Tripartitt-Finanzement ze bleiwen.

Wéi gesot, esou Modeller schéngen eis duerchaus sënnavoll ze sinn. Op alle Fall – an do kommen ech op dat zréck, wat ech virunner gesot hunn – schwieft eis vir, am éischte Pilier ze investéieren, an net nach weider op den zweeten an den drëtten ze setzen, an dofir eeben hei ganz kloer eis Revendicatioun, no neie Finanzierungsquellen ze kucken.

Eng Abgab op Roboteraarbecht a KI kéinte mer eis och virstellen. Jo, et ass Zukunftsmusek, mee mir wëssen awer, wéi d'Aarbechtswelt sech wäert änneren. Mir gesinn, wat fir ee groussen Impakt déi ganz kënschtlech Intelligenz huet. A fir eeben net herno dovunner iwwerrannt ze ginn, ass et wichtig, dass mer eis och elo schonn domadder ausenansetzen. A wéi gesot, kéinte mer eis virstellen, och hei eng Abgab op Roboteraarbecht anzeféieren.

D'Iddi vun engem Deplafonnement vun de Cotisations – dat ass jo och en Diskussionspunkt, deem ëmmer erëmkënn –, déi fanne mer, muss mer ganz eierlech soen, an enger éischter Approche äusserst sympathesch. An d'Berechnunge vun der IGSS – där ech hei och nach eng Kéier e grouse Merci wëll soen, fir all déi Zenarien, déi se eis eraginn huet – weisen, dass dëst duerchaus e staarken Effet op d'Recetten hätt. Well et awer hei nach eng ganz Rei Onkloerheete gëtt, notament och juristesche Bedenken, muss een dat natierlech iwwerpräiwen. Mee d'Iddi, wéi gesot, ass eis sympathesch, soudass ee sech schonn domadder sollt ausenansetzen. Mee egal wéi

muss esou eng Mesür och herno eeben ëmsetzbar sinn.

Op der Dependéssäit gesi mer, dass et en Accord tëschent Patronen an de Salaratsvertrieeder derfir gëtt, déi administrativ Ausgaben aus der Pensiounskeess erauszehuelen, fir se dann iwwert de Budget esou kënnen ze finanzéieren. De Vertrieeder vun der DP huet dëst och opgeworf. En huet sech do e bësse méi virsiichteg ausgedréckt. Mir sinn op alle Fall der Meenung, dass een deen dote Schrëtt soll maachen. Mir géife souguer nach weesentlech méi wäit goen an alleguerten déi Depensen, woufir et eigentlech kee Grund gëtt, se iwwert d'Pensiounskeess ze finanzéieren, wéi d'Baby- an och d'Studiejoren, sollten iwwert de Staatsbudget deemtspriechend bezuelt ginn.

Da sinn de Régime général an d'Régimes spéciaux meng nächst Stéchwierder. Bon, hei muss ech soen, dass ech e bësse verwonnert war, wéi mer hei d'Demande kritt hate vun der Ministesch fir dës Debatt, well do „le système général versus le régime spécial“ steet. Bon, dee „Versus“, fannen ech, huet ëmmer esou e battere Bäigeschmaach, well et ass net gutt, wann ee mat esou Termen eeben hantéiert, well et ass de Sozialneid – an et ass jo genau dat, wann een esou un d'Debatt erugeet –, deen een heimadder schürt: de Sozialneid tëschent Jonk an Al, tëschent der Fonction publique an dem Privatsektor. Dat vergëft am Endeffekt d'Diskussioun, an dorunner huet kee vun eis en Interêt.

D'autant plus well de Minister vun der Fonction publique jo gesot huet – wéi ech scho virun aus senger QP zitéiert hunn –, dass et eeben en Aligement vun deene Regimer hei gëtt zënter de Reforme vun 1999 an 2012. An dofir ass et net gutt, wann een eeben hei vun engem „Versus“ schwätzt. Virun allem ass et nach ëmmer net kloer, wat da genau elo hei d'Ambitiounen vun der Regierung sinn. Wann een eeben esou wëll an eng Debatt eragoen, muss ee jo och schonn am Virfeld soen, wou een hei d'Enjeue bei de Pensiounen vun der Fonction publique gesäit respektiv wat Der wëllt do änneren.

Elo hu mer jo gëschter nach déi neisten Donnéeën do kritt, déi mer ugefrot haten, wat de System vun der Fonction publique betrëfft. Vlächtt hutt Der Iech déi och ugekuckt – ech gi jo dovun aus, dass Der Iech se ugekuckt hutt –, op alle Fall géif mech interesséieren, wat dann Är Konklusiounen dozou si respektiv wou Der mengt, dass et eeben elo wichtig wär, un der Schrauf do ze dréien.

Da kommen ech zu mengem fënnefte Punkt. Dat ass e Punkt, deen nach kee bis elo ugeschwat huet. Bon, do kann ee soen: Vlächtt net verwonnerlech! Well et ass e Punkt, deen ëmmer méi um Wackelen ass: de Sozialdialog. Allgemeng gëllt, an dat ass fir eis enorm wichtig, dass all Reform muss mat de Sozialpartner am Kader vun enger Tripartitt diskutéiert an ausgeschafft ginn.

Dat entsprécht der Finanzéierung an der Gestiou vum System, an dat entsprécht och generell eise Sozialmodell, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, deem Modell, deen eis iwwert d'Jore wirtschaftlech Stabilitéit an och soziale Fridde garantéiert huet. An dofir muss dat och an Zukunft esou bleiwen!

Dat ass eng Stärkt, déi mer ëmmer hei am Land haben, déi eis ëmmer vis-à-vis vun anere Länner ausgeezechent huet, an dofir ass et fir eis wichtig. An ech mengen, ech sinn do och ganz kloer, dass all Reform, déi wäert kommen, all Reform, déi Der wäert maachen, muss am Kader vun enger Tripartitt mat de Sozialpartner zesummen diskutéiert an am beschten eeben och zesummen ausgeschafft ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, ech kommen esou lues zu mengem Schluss. D'Solidaritéit, d'Generatiounegerechtegkeet – ech mengen, dat geet aus menger Interventioun ervir –, dat sinn eis Stéchwierder hei an der Debatt vun der Pensiounsdiskussioun. Mir wëllen net manner – mir wëlle méi. Mir wëllen eng Stärkung vun eise Pensionssystem. Wéi gesot, den éischte Pilier gëllt et fir eis ze stärken. Mir hätte gär Verbesserung bannent dem System fir jiddereen. Dat heescht, fir déi Leit, déi haut an der Pension sinn, fir déi Leit, déi iwwermuer an d'Pension ginn, ass et wichtig, dass se eng anständeg Pension hunn, fir eeben esou an Dignitéit kënnen ze liewen.

Dofir brauche mer och zousätzlech a méi Recetten. Wéi gesot, do gëtt et eng Rëtsch Pisten. Ech hunn der jo och schonn e puer opgezielt. D'IGSS huet och do Verschiddenes ausgerechent, wat och derwäert ass, dass mer dat nach eng Kéier am Detail kucken. A wat virun allem grad doraus ervirgeet, ass, dass et, mengen ech, an d'Richtung soll goe vun enger Kombinatioun vun deene verschiddene Pisten. Dat bréngt weesentlech méi Virdeeler mat sech. A virun allem huet et och de Virdeel, dass den Effort sech doduerch géif besser verdeelen.

Um Enn bleift da just nach eng Kéier d'Fro un d'Regierung, wéi Der eigentlech elo gedenkt virunzemaachen. Madamm Ministesch, Dir hutt virun nach eng Kéier kuerz skizzéiert, wéi mer heihinnerkomm sinn. Eis interesséiert awer och, wat elo déi nächst Steps sinn. Déi Experteronne stinn elo un. Wéi ech scho gesot hunn: Eis interesséiert, wéi Der dat, wat haut hei als Outcome kënnt, wëllt weiderverwenden, eeben och mat deenen Diskussiounen, déi an der Experteronn sinn. Virun allem – an ech mengen, dat interesséiert eis alleguerten nach –: Wat ass schlussendlech d'Position vun der Regierung? Wou gesitt Dir d'Enjeuen? Wou gesitt Dir d'Defien? A virun allem: A wéi eng Richtung wëllt Der goen?

Voilà, den Zäitplang ass eppes, wouriwwer mer haut nach net weider diskutéiert hunn, mee wou ech sécher sinn – well d'Ministesch schonn amgaangen ass, mam Kapp ze wénken –, dass si herno dorobber wäert agoen. Voilà.

Här President, dat waren an engem éischten Tour elo mol déi weesentlech Elementer, déi mir hei mat an d'Diskussioun erabréngen. Wéi gesot, mir hu ganz kloer hei Faarf bekannt a mir sinn dann elo gespaant, wann d'Regierung Faarf wäert bekennen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Chamberspräsident, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pensiounen: An de vergaangene Méint gouf warscheinlech keen anert Theema esou intensiv diskutéiert wéi dat, an et wäert eis och all nach eng Zäitche beschäftegen.

Als ADR war et eis och immens wichtig, dass mir d'Leit dobaussen informéieren iwwer eis Iddien, an dofir hate mir un all Stot eng Broschür ausdeele gelooss mat eisen éischte Proposen.

Sou vill wéi no der Vereedegung vun der neier Regierung dovu geschwat gouf, sou roueg war et awer virun de Wale, wat d'Pensiounen betrëfft. D'ADR hat sech an hirem Walprogramm fir d'Chamberwale 2023 als eenzeg Partei klipp a kloer zu enger Upassung vum Pensionssystem an dëser Legislaturperiod

bekannt. Datt et an eise Pensionssystem gäert, wësse mir awer net eréischt säit 2023. Dat hate mir och schonn 2018 am Walkampf kloer thematiséiert. Mir hunn de Leit ni verstoppt, datt hei onkamoud Decisiounen op eis duerkome wäerten.

Mir ginn awer zou: Esou Téin huet een 2018 och nach vun der CSV héieren, wat eigentlech och net verwoneren dierft, schliisslech huet de Staatsminister Jean-Claude Juncker schonn an den 90er-Jore virun der berühmter Rentemauer gewarnt.

Säit dem Ufank vun där neier Regierung schéngt et jo mol esou, wéi wa sech op d'mannst d'Erkenntnis duerchgesat hätt, datt mir eppes maache mussen, wann och nach net genau gewosst ass, wat – wéi meng Virriednerin et grad och schonn erwänt huet. Mee wéi seet ee sou schéin: „Gut Ding braucht Weile.“ A léiwer elo eng Kéier méi iwwerluecht an duerchgerechent, wéi herno zeréckrudderen ze mussen.

Duerfir och e grouse Merci un d'Madamm Minister, datt si dat Theema an d'Effentlechkeet bruecht huet an d'Leit, jonk a manner jonk, souwéi eng ganz Partie gesellschaftlech Verbänn an deem Kader och proaktiv derzou agelueden huet matzediskutieren.

Wéi wäit mir eis dann och beim zweete Schratt, also konkrete Léisungsvirschléi, eens sinn, doriwwer wësse mer um Enn vun där Debatt vun haut vläicht schonn e bësse méi. Wéi grad scho gesot, gouf d'Rentemauer säit den 90er-Joren ernimmt. Während aussergewöhnleche Wuesstem se awer ëmmer erëm verréckelt huet a ville Leit eng falsch Sécherheet vermittelt huet, soudatt ee sech op munche Plaze scho gefrot huet, ob se iwwerhaupt existéiert, komme mir där berühmter Rentemauer haut awer elo geféierlech no.

Mir hunn et de Moie schonn héiere vun der Madamm Minister: 2024 stounge 505.000 Leit, déi abezuelt hunn, 225.000 Pensionnairë vis-à-vis – also bal 50 %. Den aktuelle Projektionen no gëtt den Ofstand an den nächste Joren ëmmer méi kleng, bis en 2070 souguer negativ gëtt. 2022 stounge 7,2 % vun eise Bruttoinlandsprodukt fir d'Ausgabe vun de Pensionen nach 8,6 % u Recetten entgéint. Sou wéi et schéngt, verschiebt sech dës Relatioun méi séier an dat Negatiiv, wéi nach 2022 projeziert. Esou hat Dir et jo och schonn de Moien erwänt. A mir hunn héieren, wat d'CNAP eis matgedeelt huet: 300 Milliounen, déi eis 2027 feelen.

Wann eis Reserven zeréckginn, an op Basis vun der aktueller Gesetzeslag vun 2012, gëtt den Automatismus vum Ajustement declenchéiert a ginn d'Ajustementer automatesch op 25 % erof, an dat viraussichtlech jo schonn d'nächst Joer.

Wat sinn d'Problemer? Vu datt och eis Pensionssystem vum de leschten 18 Méint an Zäite vun ekonomesch éischter moeren Zäite gefouert gouf, ass et dann och schwéier ze soen, wéi séier a wéi staark eng ekonomesch Kris déi Situatioun nach verschäerft. Et féiert awer op jidde Fall zu der Fro, firwat d'Rentemauer ewell op eemol esou séier opgetaucht ass, nodeems mir esou laang dervu geschwat hunn. Dozou huet en d'Zesummespill vu multiplen Entwécklungen an och Krise bäigedroen, déi u sech bekannt waren, déi een dann awer och hätt missen zur Kenntnis huelen.

Dat éischt ass déi demografesch Wuesstumskris, déi direkt mat der Natur vun eise Pensionssystem zesummenhängt. Eis Alterssicherung berout um Émlageverfahren. Dat heescht, déi Leit, déi haut schaffe ginn, bezuelen d'Pensionne vun den aktuelle Pensionnairen. Op ee Pensionnaire brauche mir haut statistesch zwou an eng hallef Persounen, déi

schaffen. D'Zuel vun eise Pensionnairë wüsst also a 40 Joer ëm de Faktor 2,5. Reserven an eiser Pensionssystem bilde mir an deem Schnéiballsystem just, wann d'Relatioun vun den Aktiven op déi Pensionéiert iwwert deene statisteschen 2,5 läit.

Et bleift festzehalen, datt dës System en entsprechen demografesch Wuesstem an der cotiséierender Bevëlkerung voraussetzt. Wa mir also ëmmer méi Recetté wéi Depensé wëllen, da misste mer de Wuesstem nach méi steigern, wéi mir en elo schon hunn, a missten da laut Berechnunge vun 2022 vun der IGSS am Joer 2070 1.715.000 schaffend Leit hunn, fir 745.000 Pensionne zu bezuelen. Dat ass onvirstellbar, an ech mengen, dat wëll heibannen och keen!

Mir hu leider zu Lëtzebuerg déi vergaange Joren e vermeintlech einfachen Auswee fonnt, fir deem Schnéiballeffekt aus dem Wee ze goen. Amplaz d'Pension ze reforméieren oder eis Familljen-, Immigration- an Ausbildungspolitik ze iwwerdenken, hu mir eis einfach déi feelend Aarbechtskräften importéiert: aus der Grenzregioun, aus aneren EU-Länner an och ëmmer méi aus Drëttlänner. Déi koumen a kommen als Erwuessener heihin, soudatt mir net nëmmen d'Lücken an eise Pensionssystem kënne schléissen, mee mir loosse eis hir Ausbildung och nach vun deenen anere Länner finanzéieren.

Ganz esou einfach, wéi een op där Basis kéint mengen, ass et da schlussendlech net ouni Kollateralschied bliwwen: Problemer um Logementsmarché, am Schoulssystem, am Gesondheessektor an an der Verkéiersinfrastruktur. Mëttlerweil kofinanzéiere mir jo souguer schonn am grouse Stil Infrastrukturprojeten an der Groussregioun, fir datt d'Leit méi einfach solle bei eis schaffe komme kënnen.

An trotz där Explosioun vun de Logementspräisser an dem Stau op eisen Autobunne sti mir elo dach dann awer kuerz virun där gefaarterer Rentemauer – an engem gewëssene Sënn vläicht souguer am richtege Ablack. Mir sti mat verschiddenen Entwécklungen nämlech net ganz eleng do. Och eis Nopeschlänner funktionéieren nom Émlageverfahren a si fir hir Pensionen op hir schaffend Leit ugewisen.

Wie manner Immigration wëll, dee ka sech natierlech och keng Emigratioun wënschen. Dementsprechend hu mir déi Unzeeche vum Konkurrenzkampf, andeems eis Nopeschlänner eisen Aarbechtsmarché fir hir Frontaliere bewosst méi onattraktiv maachen, zum Beispill duerch d'Besteuerung vun Iwwerstonnen, heibanne scho méi wéi eng Kéier diskutéiert. An et war warscheinlech och net fir d'lescht. Mir wëssen net, wéini dat, wat mir aktuell an der Grenzregioun erliewen, sech am internationale Kontext wäert widderhuelen.

De Weckruff schéngt also wierklech de richtege Ablack komm ze sinn. Bei der Zouwanderung an eise Aarbechtsmarché profitéiere mir vun den onattraktive Konditiounen an den Hierkonftslänner. Mee och déi kënnen iergendwa redresséiert ginn. An ech woen ze soen, dass mir och a punkto Wiederkonditiounen wuel kaum op deem Feld punkte wäerten, fir d'Leit op Lëtzebuerg ze lackelen. Och de sougenannte Brainrain net ze vergiessen, dee besonnesch ënnerentwéckelt Länner treëft, andeems mir hinnen hir fir vill Suen ausgebildeten ekonomesch Eliten oder Talenter ofwerben.

Schonn eleng aus all deenen Ursaache sollte mir den Émstand, datt d'Rentemauer ëmmer méi no kënnt, och als Weckruff an als Chance begräifen, fir eng ganz Rëtsch politesch Feelentscheedungen, déi all zu där zukünftiger potenzieller Rentekris bäigedroen hunn, op de Leescht ze huelen.

Leider sinn ech mat der Problemanalys ëmmer nach net ganz duerch. Op all begrëssenswäert Moosnam aus de leschte Méint, déi eis Ekonomie sollt stäerken, koom quasi eng Decisioun, déi predestinéiert war, se ofzewiergen. Do spillen engersäits nach ëmmer d'Ennerbriechunge vun eise Liwwerketten duerch d'Lockdowns, d'Krichshandlungen am Roude Mier a säit mëttlerweil dräi Joer d'Russland-Sanktiounen eng Roll.

Am selwechten Zesummenhang sollen da geschwé wouméiglech 3 % vun eise PIB respektiv RNB an d'Verdeedegungsindustrie fléissen, wou op d'mannst Stand haut haaptsächlech d'auslännesch Industrie dervu profitéiert, mee leider net eis eegen. Nach hu mir esou e Verdeedegungsbudget jo net gestëmmt, mee eng zousätzlech entsprecheend Émverdeelungsdiskussioun vun de Käschten an Zäite vu knappe Keesse géif natierlech uewendop kommen, wouop mäi Fraktiounskolleeg, den Här Fred Keup, ënner anerem virun zwou Woche schonn higewisen huet.

En anere Problem ass, dass mir ëmmer méi nei bürokraatesch Moosnamen iwwer eis Betriber ausschëdden, deenen et alt nees doduerch méi u produktiver Aarbechtszäit feelt. Och dat ass de Moie schonn ernimmt ginn. De Conseil national de la productivité huet a sengem leschte Rapport jo dann och drop higewisen, datt d'Produktivitéit pro Aarbechtsstonn scho säit 2010 stagnéiert a säit 2021 kontinuierlech zrëckgeet. D'Konsequenz doraus ass: manner Benefisser an de Betriber, spréch manner Steiere fir de Staat, an de Staat muss awer virun 8 % – beziehungsweise 16 % am effentleche Sektour – vum Opkommes vun de Rente-bäitrag bezuelen.

Ech faassen einfach zesummen, datt ee kéint mengen, déi successiv Regierungen hätte bewosst alles drugesat, fir dee wirtschaftleche Wuesstem, dee mir op Basis vun eise aktuelle System zwangsleefeg fir d'Finanzéierung vun eise Pensionne brauchen, ofzewiergen. Am selwechte Geescht gouf jo dann och eise Kompensationsfong mat ëmmer méi ESG-Kritären iwwerzunn, déi zousätzlech Zäit a Sue kaschten, de Risiko vu wirtschaftleche Feelinvestitiounen potenziell erhéije kéinten an déi potenziell Renditt doduerch reduzéiere géifen. Och dat huet mäi Fraktiounskolleeg Tom Weidig net méi spéit ewéi geschter nees eng Kéier heibannen thematiséiert. Ma leider ginn och an deem Beräich vis-à-vis vun der Realitéit d'Äe verschloss am Géigesaz zu eisen direkten Nopeeren.

Schlussendlech spillt eng weider u sech positiv gesellschaftlech Entwécklung mat eran – an déi hat och den Här Schockmel de Moie schonn erwänt –: D'Leit ginn ëmmer méi al, deementsprechend bezéie se och méi laang d'Pension. Am Verglach zu fréier starten déi Jonk an der Moyenne méi spéit an d'Beruffsliewen, bedéngt duerch dacks eng méi usprochsvoll Ausbildung am In- an Ausland. Doduerch ergëtt sech e méi spéiden Antrëtt an d'Beruffsliewe mat enger, ënnert deene jëtzege Bedingungen, verkierzter Beruffskarriär.

Iert ech zu de Propose vun der ADR kommen, géing ech awer scho gär virewech e puer Grondsätz vun eis ernimmen:

Den effentlech-rechtleche Pensionssystem soll bäibehale ginn.

Den Iwwergangsregimm an der Fonction publique soll, esou wéi geplangt, auslaffe gelooss ginn.

Mir müssen definitiv aus eiser Wuesstemsfal erauskommen.

Bei alle Propositionen dierfen déi sozial Schwaach net vergiess ginn.

All Mënsch huet e Recht op e mënschewierdege Liewenswond.

Am Hibleck op d'Pensiounsreform mussen all d'Neierunge fir d'Ugestaltten aus dem Privatsektor ewéi och aus dem öffentliche Sektor gëllen.

D'Reserven aus dem Pensiounsfong vum Privatsektor dierfen exklusiv fir d'Finanzéierung vun de Pensiounen aus dem Privatsektor gebraucht ginn.

D'Pensiounen aus dem öffentliche Sektor mussen weiderhin duerch de Staat respektiv d'Gemengen an duerch d'Eisebunn bezuelt ginn.

Mir sollen och vun der Reform profitéieren, fir bei deene Pensionnärë mat de klengste Pensiounen eng Upassung virzehuelen. Et ass wichteg, datt mir der Altersarmut systematesch entgéintwirken, andeems d'Mindestpensioun un d'Aarmutsgrenz zu Lëtzebuerg automatesch ugepasst gëtt. Eis ass awer och bewusst, dass dat eleng net de Problem vun der Altersarmut léist. Mee ech mengen, dat ass eng Diskussioun fir en aneren Ament.

An domat wier ech mat menger sécherlech net vollstänneger Analys zu deem immens komplexe Problem derduerch a kommen zu eise Propose fir d'Debatt vun haut.

Als ADR sti mir bei deem Thema an enger historischer Verantwortung. Et ass dem Courage an dem Asaz vum Roby Mehlen an dem Gast Gibéryen ze verdanken, datt zu Lëtzebuerg 1999 d'Rentegerechtkeet tëschent dem öffentliche an dem Privatsektor hiigestallt gouf. An deem Sënn ware mir och elo déi Eenzeg, déi de Courage haten, beim Thema Pensioun virun de Walen de Fanger an d'Wonn ze leeën, a mir zécken och net, konstruktiv Léisunge virzeschloen, déi hoffentlech en Deel zur Léisung vun eise systemesche Problem vun de Pensiounen bäidroe kënnen.

Mir als ADR proposéiere kuerz-, mëttel- a laangfristeg Ännerungen. Déi kuerz- a mëttelfristeg betreffen haaptsächlech den éischte Pilier, woubäi déi laangfristeg haaptsächlech den zweeten an den drëtte Pilier betreffen.

Ech fänke mam éischte Pilier un, mat de kuerzfristige Moosnamen. Zu deene kuerzfristige Moosnamen zielen ech all déi, déi kuerzfristeg dozou bäidroen, eis méi Zäit ze verschafen, fir d'Rentemauer e bëssen no hannen ze verréckelen. Eis ass awer och bewusst, dass mer dee Problem vun eise Émlageverfahren domadder nach net geléist hunn.

Kucke mer fir d'éischt op d'Cotisationsen. De Pensiounsbäitrag, wéi mer de Moie schonn e puermol héieren hunn, setzt sech aus dräimol 8 % zesummen: Salarié, Patron a Staat. Mir als ADR géifen alleguer dës Cotisationsen erhéijen, an zwar ëm 1 %, awer gestreckt iwwer 10 Joer, dat heescht alljoers ëm 0,1 %. Déi progressiv Upassung ëm en Total vun 1 % schaaft Previsibilitéit a léisst alle Concernéierten Zäit, fir sech entsprecheend unzepassen. Als Beispill: Ugeholl, dës Propos wier vun 2026 u gültig, da géifen d'Cotisationsen also 2036 fir all Acteur bei 9 % leien.

Rentenandrëttsalter: Mir proposéieren, den allgemenge Rentenandrëttsalter ze erhéijen, an zwar ëm insgesamt 1 Joer, gestreckt awer och hei iwwer 12 Joer. Dës Moosnam géif bedeuten, datt iwwer 12 Joer de Pensiounsalter all Joer ëm 1 Mount an d'Luucht géif goen. Dës Upassung géif beim Pensiounsandrëttsalter ab 57 respektiv 60 Joer gëllen. De legale Pensiounsalter vu 65 Joer bleift awer bestoen. Ugeholl, dës Propos wier ab 2026 gültig, da misst ech, wann ech haut 60 Joer hätt an ech mat 63 Joer an d'Pensioun goe kéint, also bis 63 Joer an dräi Méint schaffe goen. D'Cotisationsjore géinge mir bei 40 Joer beloossen.

Mir kënnen beim Rentenandrëttsalter awer nach gläich eng aner Baustell mat ofraumen. D'ADR proposéiert d'Optioun fir de Fräiberuffler iwwer 65 Joer, weider cotiséieren ze dierfen. Momentan mussen d'Fräiberuffler mat 65 Joer hir Pensioun huelen a kënnen net nach weider cotiséieren an domat weider fir hir Pensioun bezuelen. Dem Fräiberuffler sollt et erlaabt sinn, déi obligatoresch Pensioun mat 65 Joer net ulafen ze loossen. Hie cotiséiert normal weider a soll seng Pensioun huelen, wann hien et fir richtig hält. Domadder erhéije mer d'Liquiditéit an der Pensiounskeess a mir erhéijen hir Revenuen.

Bleiw mer beim 65. Gebuertsdag vum Pensionnaire: Am Privatsektor dierf e Pensionnaire virum 65. Gebuertsdag d'Zomm vun engem Drëttel vum Mindestloun duerch fräiwëlleg zousätzlech Aarbecht erwirtschaften. Dës Mesür war zu hirer Zäit, wéi Lëtzebuerg eng héich Aarbechtslosegkeet hat, sécher berechtigt. Haut, wou mir am Géigendeel dacks e Fachkräftemangel hunn, ass dës Mesür an eisen Ae kontraproduktiv. D'ADR wëllt dës Plaffong vun engem Drëttel vum Mindestloun ofschafen – et soll also kee Plaffong méi an deem Beräich fir de Pensionnaire ginn – an him domadder méi Fräiheeten aräumen.

An deem Fall géing de Pensionnaire awer op dem Revenu, deen en zousätzlech zu senger Pensioun kritt, all Sozialbäitrag inklusiv de Pensiounsbäitrag offéieren. Déi géingen awer natierlech dann och erëm zur Berechnung vu senger definitiver Pensioun nom 65. Gebuertsdag berücksichtegt ginn. Dës wier och zugonschte vun der jonker Generatioun, déi vun den Erfuerene léiere kéint.

Och Leit, déi kierperlech schaffen, sammelen am Laf vum Aarbechtsweg vill Erfahrung a Form vu sougenannte Soft Skills, déi se zesumme mat deenen néidege Formatiounen wouméiglech nach e puer Joer am Backoffice kënnen a wëllen asetzen.

Eng aner Méiglechkeet kéint awer dora bestoen, sech prioritär an der Formatioun vum Nowuess anzubringen – natierlech ënnert der Viraussetzung, datt esou Moosnamen och an d'Konzept vum Betrib passen, fir datt och de Patron den Ureiz huet, hei fräiwëlleg matzemaachen. Alles ëmmer natierlech op fräiwëlleger Basis.

Komme mer zum Ajustement. D'Pensiounen zu Lëtzebuerg ginn net nëmme indexéiert, mee och ajustéiert. Am aktuelle Pensiounsgesetz ass deementsprechend eng sougenannt Brems agebaut, wéi ech ugangs jo scho gesot hunn. Wann d'Depensé méi héich leie wéi d'Recetten an der Pensiounskeess, ginn d'Ajustementer automatesch ëm 75 % gekierzt a kënnen bis op null reduzéiert ginn.

Mir als ADR hate bei der Aféierung vun deem Gesetz schonn 2012 e méi nuanciéierte Wee proposéiert, dee mir och haut nach ëmmer fir richtig halen a proposéieren: den degressiven Ajustement. D'ADR proposéiert, dësen Ajustement sozial ze staffelen. Déi éischt, zum Beispill, 4.000 Euro vun all Pensioun kréien 100 % vum Ajustement. Duerno geet de Prozentsaz vum Ajustement pro Tranche vun, och als Beispill, 600 Euro degressiv of. Deen Deel vun de Pensiounen, deen, och hei als Beispill, iwwer 9.400 – an elo schwätze mer jo scho vu ganz héije Pensiounen – erausgeet, gëtt net méi ajustéiert.

Als ADR proposéiere mir, dass den Ajustement bis zweemol de Mindestloun bäibehale gëtt an duerno an Tranché reduzéiert gëtt. Déi Moosnam ass souwuel sozial gestalt wéi datt se och d'Méiglechkeet schaaft, datt d'Pensionnairen hire gerechten Undeel un der Sanéierung un der Pensiounskeess bäidroen.

Komme mer zu de Studiejoeren. Aktuell kritt een d'Studiejoer bis zum Alter vu 27 Joer onofhängeg vum Diplom bei der Pensioun ugerechent. Dee Modell ass fir eis als ADR net méi ganz zäitgeméis. Déi kontinuierlech Formatioun gehéiert längst zum feste Bestanddeel vum Liewe vu ville Leit. Heiansdo entscheet ee sech eréischt an enger spéiderer Liewensetapp, den akadeemesche Wee ze goen.

D'ADR proposéiert, just nach eng Reegelstudienzäit unzerechnen, dofir awer onofhängeg vun der Fro, zu wéi engem Zäitpunkt am Liewen ee sech fir e Studium entscheet huet. D'Studiejoeren, déi iwwert d'Reegelstudienzäit erausginn, kënnen zu all Moment och nokaaft ginn a vun de Steieren ofgesat ginn. Selbstverständlech soll et och méiglech sinn, d'Reegelstudiejoer bis zur Héicht vum maximale Plaffong zeréckkafen ze kënnen.

Komme mer zum leschte Punkt vun de kuerzfristeg proposéierte Moosnamen vum éischte Pilier. An do wëll ech op déi aner Säit vun der Musel kucken. E Lëtzeburger Awunner, deen zäitweis an Däitschland schafft gaang ass an eng Rent aus Däitschland bezitt, huet keen Usproch op däitsch Steuerprivileegien. Hie bezitt vum éischten Euro u 25 % op senger Pensioun mat enger Progressioun, déi bis 42 % geet. Dat nennt een an Däitschland „beschränkt steuerpflichtig“.

All Frontalier, deen hei awer zu Lëtzebuerg geschafft huet an eng lëtzebueresch Pensioun bezitt, profitéiert allerdéngs vun allen Abatementen a méigleche Steuerkreditte, déi Lëtzebuerg ubitt. Dat heescht, datt beim Frontalierspensionnaire déi éischt Steieren eréischt bei engem gewëssene Seuil ufänke jee no Steuerklass. Dës ass am Fong sozial ongerecht. Deen däitsche Frontalier, deen also op sengen däitsche Revenue schonn Abatementen zegutt huet, kritt zousätzlech zu Lëtzebuerg och nach eng kéier änlech Avantagen op senger Lëtzeburger Pensioun.

Am Contraire dozou kritt de Lëtzeburger Pensionnaire, deen an Däitschland eng Pensioun bezitt, keng steuerlech Avantagé vun Däitschland aus op senger däitscher Pensioun. Dozou kënn nach volkswirtschaftlech, dass den däitsche Frontalier dee gréissten Deel vu senger Pensioun an der däitscher Volkswirtschaft ausgëtt.

An do stelle mir eis d'Fro: Misste mir net och hei zu Lëtzebuerg driwwer nodenken, ob mir den däitsche Modell vum beschränkt Steuerflichtege fir d'pensionéiert Frontalieren – alleguer, net nëmme déi Däitsch natierlech – applizéieren, ouni sech awer elo op en Taux festleeën ze wëllen? Och eis ass bewusst, dass mir natierlech weiderhin attraktiv fir eis Frontaliere bleiw mussen. Mee och mat dësem eventuellen neie Steuerakomes géif d'Rentekeess gestäipt ginn.

Mëttelfristeg Moosnamen vum éischte Pilier: Eng mëttelfristeg Moosnam, déi iwwerengs och vu ville Verrieder vun der Zivillgesellschaft gefuerdert ginn ass, ass de Grondsaz „Keng Pensioun ouni Cotisation“. Mir müssen ophalen, d'Pensiounskeess ze politiséieren. Et handelt sech ëm eng Assurance, keen Ëmverdelinginstrument. Wa mir gär sozialpolitesch Leeschtunge bezuelen, déi iwwert d'Ofsicherung vum Alter rausginn, da mussen déi iwwert de Staatsbudget bezuelt ginn. Si dierfen op kee Fall zulaaschte vun der Pensiounskeess goen. An där Meinung sinn der jo nach e puer heibannen. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, dass an Zukunft d'Studenten am Kader vun hirer Reegelstudienzäit eng Cotisation guttgeschriwwen kréien, déi dann awer aus dem Staatsbudget finanziert sollt ginn.

Aktuell fléisse just d'Iwwerschëss vun der Pensiounskeess an de Reservefong. Wann den Zentralstaat allerdéngs nees Iwwerschëss géing maachen, esou

wéi et an den 90er-Joren de Fall war, géife mir och déi an de Reservefong iwwerféieren.

D'ADR setzt sech och derfir an, dass d'Sue vum Kompensationsfong wéi och vum ëffentlech-rechtliche Pensiouns-fong esou investéiert ginn, dass de beschtméiglechen Ertrag mat méiglechst klengem Risiko erreecht gëtt. Am Moment ginn d'Sue vun deene Fongen ausschliesslech no den ESG-Krittären investéiert, also restriktive Krittären, déi Opsiichtsstrukturen, Sozial- an Ëmweltoplage berücksichtigten. Doduerch besteet de Risiko, an däers musse mer eis einfach bewusst sinn, dass net de beschtméigleche Rendement erreecht gëtt. Mir mussen eis an Zukunft d'Fro stellen, ob mir eis dës Limiten nach leeschte kënnen.

D'Moosnamen, déi ech elo just presentéiert hunn, géife sécherlech eng Zäit laang zur Entlaaschtung bäidroen. Si géifen den agebaute Schnéiballeffekt an eise mëlgefinanzierte System awer laangfristeg och just verzögere, net verhënneren. An deemtsprechend wiere mer och nees iergendwann an der demografescher Wuesstemsfall mat alle bekannte Konsequenze gefaangen. Fir eis laangfristeg Propose musse mir bei den zweeten an den drëtten Pilier iwwergoen, well déi kuerz- a mëttelfristeg Proposen, déi ech bis elo virgestallt hat, waren aus dem éischten.

Komme mer zu dem zweeten an dem drëtten Pilier. Wéi haut och schonn erkläert, handelt et sech souwuel beim zweeten Pilier, also deem vun de Betrübrenten, ewéi beim drëtten Pilier, deem déi privat zousätzlech Versécherungen ëmfaasst, ëm fräiwëlleg individuell Institutiounen.

En zweete grondsätzlechen Ënnerscheed zum éischten Pilier besteet allerdéngs doran, dass se kapitalgedeckt sinn. An hei komme mir och zu engem Punkt, wou mir eis zu Lëtzebuerg weesentlech vun anere Länner ënnerscheeden. Doduerch, dass mir ee vun deene generéierten ëffentleche Pensiounssystemer vun der Welt hunn, wouzu mir als ADR jo och eisen Deel bäigedroen hunn, huet sech iwwert d'Joren awer eng gewëssen Tendenz opgebaut, d'Ofsécherung mat Kapital ze vernoléisegen.

Mir louchen 2021 op zweetleschter Plaz vun allen OECD-Länner, wat d'Ofsécherung vun de Pensiounen duerch Privatkapital ubelaangt, mat grad emol 2,6 % vun eise PIB. Norwegen, wou de Staat déi Aufgab duerch e risegen, op hirer Uelegindustrie baséiertem Fong fir d'Bierger iwwerholl huet, louch dee Prozentsaz mat 11 % bal fënnefmol esou héich wéi bei eis. Doriwwer eraus fällt dann och eise Pensiouns-fong mat senger knapp 30 Milliarde vis-à-vis vum norwegesche Pensiouns-fong minim aus, an dat wuelgemierkt net nëmme an absoluten Zuelen, mee och a Relatioun. An Norwegen entsprécht dat ongeféier 300 % vun hirem PIB, hei zu Lëtzebuerg si mer bei 30 bis 35 %, iwwert den Daum gepeilt.

Vum zweeten Pilier kann all Salaré an och all Fräiberufler, deem zu Lëtzebuerg wunnt, profitéieren. D'ADR proposéiert, dass d'Héicht vun de Patronsbeitrэг, also d'Allocation patronale, a vun de perséinleche Beitrэг, d'Cotisation personnelle, onverännert bleiwen. Dës Beitrэг missten awer an Zukunft indexéiert ginn. Allerdéngs proposéiert d'ADR, eng Upassung vun de Steieren an deem Beräich virzehuelen. Am Moment gëtt eng Standardbesteuerung vun 20,9 % op dës Beitrэг erhuewen. Dëst féiert dozou, dass et fir ganz vill Leit steierlech oninteressant ass, zemol fir déi kleng a mëttler Akkommes, op dës Zousazpensiounen zeréckzegreifen.

Dofir proposéiert d'ADR, dass an Zukunft dës Beitrэг net ze versteiere sinn, genausou wéi d'Beitrэг aus dem éischten Pilier. Steiere géingen eréischt beim Ausbezuere vun der Pensioun ufalen. Mat där Propos

géinge mir och eng Simplification administrative am Steiersystem kréien, well all Revenuen aus de Pensiounen aus deenen dräi Pilieren zur selwechter Zäit mam nämmelechte Barème besteiert géife ginn.

Am drëtten Pilier kann ee momentan bis zu 3.200 Euro pro Joer zeréckleeë fir eng privat Pensiounsversécherung. Hei proposéiert d'ADR, dass d'Rigiditéit pro Joer opgehuewe gëtt an eng Flexibiliséierung vun de Montanten, déi ee steierlech ofsetze kann, ageféiert gëtt. Ech erkläre mech: Et kann een am Moment maximum 40-mol 3.200 Euro, also 128.000 Euro steierlech ofsetze bannent deene 40 Joer, wou ee cotiséiert, mat awer pro Joer 3.200 Euro maximum. Déi meescht Leit verdéngen awer am Ufank vun hirer Karriär net deemtsprechend. Dowéinst soll et méiglech sinn, zu engem spéideren Zäitpunkt déi entsprechend Cotisatiounen nozekafen.

Zousätzlech proposéiert d'ADR, dass de Plaffong vun 3.200 Euro un d'Liewenshaltungskäschten ajustéiert an indexéiert gëtt, an dat retroaktiv säit senger Aféierung.

Wéi Der gesitt, sinn och déi Proposen, déi mir elo aus dem zweeten an dem drëtten Pilier presentéiert hunn, limitéiert. Dowéinst proposéiere mir als ADR och, parallel onkonventionell Weeër ze goen. Mir hunn eis dat 1987 an 1999 scho getraut an domat en onbezuerebare Gewënn fir d'Gesellschaft erreicht. Haut weist d'ADR, dass mir eis nees trauen, out of the box ze denken, an datt vläicht eis Iddi, déi ech Iech lo presentéiere wäert an déi sécher nach méi detailléiert ausgeschäit gi muss, hoffentlech zum Denkestouss verleet. Et si schonn änlech Iddien de Moie presentéiert ginn. Wa mir aus där virdu genannter demografescher Wuesstemsfall wëllen erauskommen, da musse mir eis laangfristeg eng onkonventionell Léisung afale loosse.

Als éischt wëll ech kloerstellen, dass mir als ADR zu eise mëlgelechen a solidaresche Lëtzebuerger Pensiounsmodell stinn an de Prinzip vum der Solidaritéit héichhalen. De Géigendeel vun enger op Ëmlage basierter Pensioun wär eng kapitalbaséiert Pensioun. E kapitalbaséierte Modell heescht awer net automatesch „egoistesche an onsolidaresch“, wéi dat heiansdo gär suggeréiert gëtt. Gitt mer d'Chance, et ze erklären! Mir hunn eis Gedanke gemaach fir e kapitalgedeckte Pensiounssystem parallel zu eise mëlgeverfarebaséierte Pensiounssystem.

Ech hat virdu schonn op Norwege verweisen, e Land an Europa mat engem vun de gréissten kapitalgedeckte Pensiouns-fongen vun der Welt, dee sech aus Benefisse vun der Pétroindustrie, där natierlecher Ressource vun hirem Ökosystem, speist, no gesetzlech definéierte Spillregele geréiert gëtt an all Norweger seng Ofsécherung fir d'Pensioun staatlech garantéiert. Mir als ADR gesinn heira ganz laangfristeg dat eigentlecht Virbild fir eng nohalteg Reform vum Lëtzebuerger Modell.

Natierlech kréie mir esou e Fong, deem eis virun der Rentemauer géif schützen, net kuerz- a mëttelfristeg op d'Bege gesat. An och dee besteende Kompensations-fong representéiert am Hibleck op déi néideg Ausmoossen zwar e bësse méi wéi déi berüümt Dréps op de waarme Steen, awer och maximal e ganz klengt Glas Waasser.

Wéi stelle mir eis dës Fong vir? Mir mussen d'Rad net nei erfannen, just richtig zesummesetzen, well alles, wat mir brauchen, och an eise Ökosystem present ass. Wéi scho gesot, bezuere d'Leit och haut schonn zum Deel a fräiwëlleg Zousazpensiounen – wéi grad ernimmt beim zweeten a beim drëtten Pilier – an, déi vun eisen Assurancegesellschaften

geréiert ginn. Allerdéngs loosse déi mannst sech déi Zousazpensioun och all Mount als solch ausbezuere, mee entscheede sech herno, d'Gesamtzomm vum abezuelte Kapital an den entsprechedenden Zësen eemoleg a Form vun enger Kapitalausschüttung ze beziere, an dat aus guddem Grund: well déi Suen, déi abezuelte goufen, iwwert d'Joren ze niddreg verzéinst goufen, fir de Liewensowend seriö ze decken.

Hei setze mir duerch e klengen, awer entscheidende Paradigmewissel un, ouni awer engem eppes ewechzehuelen. Nom Virbild vum Ausland schafe mir en neie Fong, deem seng Spillregele hei am héijen Haus definéiert ginn. D'Gestioun schreibe mir selbstverständlech aus; schlisslech verfüge mir op eiser Finanzplaz iwwer ee vun de performantsten Banken- an Assurance-sektoren weltwäit.

D'Kapital géif deen neie Fong, wéi bis ewell schonn, aus de fräiwëllege Kontributiounen vum zweeten a vum drëtten Pilier beziere. Déi dann ajustéiert an indexéiert Bättrэг, wéi mir virdu proposéiert hunn, déi ee bis ewell steierlech ofsetzbar an déi individuell Pensioun abezuelte huet, géifen dann an den neie gemeinsame Fong fléissen, wou se verzéinst an – dat ass och ganz wichtig – och verzéinseszéinst géife ginn, awer net eenzel a verschiddene Fongen, mee gemeinsam an engem eenzege grouse staatlech kontrolléierten a garantéierten nationale Fong. Mir géifen also en Exponential-effekt generéieren.

An elo kënn dee wichtigsten Ënnerscheed zu bis ewell: Deejeinegen, deem abezilt, bleift Proprietär vum Kapital – dat ass wichtig fir elo gläich –, mee hie kann et net méi aus dem Fong eraushuelen. Wat bedeit dat konkreet? Éischtens gëtt eng Pensioun, déi op Basis vum eegenen Undeel gerechent gëtt, reng aus den Zësen respektiv der Renditt vum Fong abezuelte. Dat heescht, och kleng Kapitaleinlage profitéieren esou vun der Synergie vun engem grouse staatlech kontrolléierten a garantéierten Fong.

Deem engen oder anere wäert vläicht awer schonn e vermeintleche Litige opgefall sinn. Et ka schlisslech sinn, wat ech awer kengem wënschen natierlech, dass een, kuerz nodeems een ufänt, seng Pensioun ze beziere, zum Beispill bei engem Verkéiersaccident ëm d'Liewe kënn. Am ëmlageverfarebaséierte System wieren d'Bättrэг da fort, bei eise Fong awer net.

An elo kommen ech zu zweeten: Wéi elo grad erwänt, bleift den Abezueler Proprietär vum sengem Kapital. En dierf et just net aus dem Fong eraushuelen. Dat heescht awer och, dass d'Ierf- an d'Schenkungsrecht an dësem Fall voll spille sollen. D'Kapital mat sengen Zënsuspréich géif also bei déi eege Kaner respektiv eng Persoun oder Institutioun, déi beim leschte Wëlle selwer bestëmmt gouf, iwwerdreien. Dëst ass an eise jëtzege System net de Fall fir den éischten Pilier. Mat eiser Iddi géife mir also generationsiwwergräifend solidaresch handelen.

Dreëtens kéim nach e weidere positive kumulativen Effekt dobäi. Déi jonk Generatioun ka weider op de geierften Undeeler vun hiren Elteren opbauen, an domadder wiisst iwwer Generatiounen d'Kapitaleinlage vu jiddwerengem an doduerch erhéicht sech den Undeel um Fong vum Generatioun zu Generatioun.

Am Fong ass et näischt anescht, wéi mir et haut schonn dacks kennen. Vill Famille verfüge schonn iwwert eng Immobilie, déi verlount ass an déi dann iergendwann un déi nächst Generatioun verierft gëtt. Par rapport zu Immobilien huet eis Iddi vum Invest an e Staatsfong awer e grouse Virdeel. D'Appartement, dat ech elo hei beispillhaft genant hunn, ka vum Locataire vernoléisegt, vun enger Naturkatastroph zerstéiert a leider och politesch doutreguléiert ginn. Den Eenzelne fänt dann erëm bei null un.

Och deem Risiko dréit eise Fong awer Rechnung. Vu datt de Fong ganz breet investéiert, gött och de Risiko fir den Einzelne miniméiert. An natierlech wier hei och de Logement en Deel vun der Anlagestrategie. Mir verfüge jo elo schonn iwwer e Modell fir esou en Investitiounsfong, nämlech eise bestoende Kompensatiounsfong vum éischte Pilier. Mir brauchen déi Investitiounsstrategie – ouni d'ESG-Krittäre – just ze iwwerhuelen a falls néideg geréngfügeg ze modifizieren, wouduerch gläichzäitig de Spillraum fir eng mëttel- a laangfristeg Synergie geschaf gött.

Ee grondsätzlechen Ënnerscheid gött et allerdéngs: Bei eiser Iddi vum Fong handelt et sech net ëm eng Individualiséierung, mee éischter eng Familiariséierung oder, nach méi prezis, ëm eng Refamiliariséierung vun de Pensiounen, en natierleche Generatiounevertrag, esou wéi et an der Mënschheetsgeschichte déi allermeescht Zäit de Fall war, agebett an de Lëtzebuerger Ökosystem vum 21. Joerhonnert.

Zum Schluss awer nach dat Allerwichtigst: Et muss kee sech Suerge maachen, datt en an Zukunft vum Staat am Stach gelooss géif ginn, wat d'Pensiounen betrëfft. Als ADR wëlle mir eise Fong net als Ersatz, mee als Ergänzung, also parallel zu eisem bestoende System, opbauen – laangfristeg. An domat bezéien ech mech op eng Zäit, déi mindestens zwou bis dräi Generatiounen ëmfaasst, fir eng vollständeg Synergie mam éischte Pilier mathematesch och méiglech ze maachen.

Zu deem Ablack kann e Pensionnaire da vun enger gedeckelter Pensioun am éischte Pilier ausgoen, zum Beispill zweemol dem qualifizéierte Mindestloun, plus der Verzéinsung aus dem lo grad proposéierte Staatsfong. Domadder wier eng Rentesécherheet fir all Akommes onofhängeg vum demografesche Wuesstem garantéiert. Déi Decisioun läit allerdéngs bei där Generatioun, déi dann an der Verantwortung steet. Mir leeë mat eiser Iddi vun dësem Fong d'Fundament fir e generatiounsiwwergräifende solidarische Pensiounsmodell.

Domadder wier ech um Schluss vu menger Interventioun ukomm. Dës Propose si warscheinlech net dat lescht Wuert vun der ADR an net déi eenzeg gutt Iddie vun haut, mee weisen awer eventuell déi eng oder aner nei Pist op. Als ADR hoffe mir op interessant Diskussiounen an e gudden Austausch an deenen nächste Wochen a Méint. Eent ass sécher: Aus där ganzer Pensiounsdebat gi mir all méi gescheit eraus. An an deem Sënn freeën ech mech perséinlech schonn op déi kommand Experten an déi zousätzlech Echängë mat de Wieler, deene Jonken an deenen anere Parteien.

Ech wëll jiddwerengem Merci soen, dee sech op déi eng oder aner Manéier an d'Diskussioun vum Pensiounssystem an dës Pensiounsdebat abruucht huet an nach abréngt wäert, an Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huele mer als lescht Riednerin vun de Moien d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, „Méi Netto vum Brutto“ war dat grousst Walversprieche vun der CSV an de Mantra, deen d'Regierung mam CEO Frieden an hirer Spëtzt wéi eng Millen ëmmer erëm widderhélt. Mee göllt dat Walversprieche dann och fir d'Pensiounen? E Sujet, deen, wéi mer all wëssen, am Walkampf iwwerhaupt keen Thema war.

D'Diskussioun iwwert d'Pensiounsreform, déi d'Regierung, knapps dass se am Amt war, lancéiert huet, huet vill Leit veronséichert. Jidderee freet sech mëttlerweil, wéi et weidergeet an ob um Karriärsinn da lo awer genuch wäert erauskommen, fir en aktivt Senioreliwien ze féieren, ouni Angscht mussen ze hunn, an d'finanziell Prekaritéit ofzerutschen.

Mir hanken un eisem Sozialsystem, dee fir, sief mer éierlech, bal jidderee suert, an un eisem Pensiounssystem, deen d'Solidaritéit tëscht de Generatiounen symboliséiert. Mee d'Pensiounsdebat ass e weidert Beispill dofir, wéi d'Regierung et a kuerzer Zäit fäerdegbruecht huet, awer eng Rei Leit géint sech opzebréngen.

D'Gewerkschaften hu sech fir d'éischt zanter Laangem erëm zu engem strukturéierte Bündnis, enger Eenheitsfront, zesummegedoen. De Front syndical wiert sech géint d'Ofschafe vun den Acquis-socialen, fir déi iwwer 100 Joer laang gekämpft gouf. Et geet net just ëm eis Pensiounen, mee och ëm Kollektivverträge, d'Prekariséierung vun der Aarbecht, d'Beschnede vu Fräiheeten, wéi dem Versammlungsrecht, engem awer fundamentale Recht an eiser Demokratie.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Aart a Weis, wéi d'Pensiounsdebat op den Agenda forcéiert gouf, huet awer nach en aneren Effet. Si huet gewisen, dass privat a staatlech Beneficiairë vun enger Pensioun net d'selwecht behandelt ginn. Engersäits hu mer de Régime commun, dee fir d'Privatgestellten, dee soll reforméiert ginn. Firwat soll e reforméiert ginn? Ma well mer hei en transparente System hunn, aus deem ee kann erausliesen, wéi vill Suen aktuell am Pensiounsfong dra sinn, wéi vill Suen als Cotisatiounen erakommen a wéi vill der alljoers ausgi ginn. An aus deenen Zuele geet ervir, dass do e Problem ass. Also ass déi logesch Konklusioun, dass mer Upassung mussen maachen.

Anerersäits hu mer d'Régime-spécialen, eis staatlech Pensiounen. Hei gött et kee Pensiounsfong, keng Zuelen, keng Projektionen, kuerz: keng Transparenz. D'Logik vun der Regierung schéngt déi ze sinn: „Was ich nicht weiß, macht mich nicht heiß. No data? No problem!“ Mir geheien einfach esou vill Suen aus dem Staatsbudget an d'Blackbox, wéi gebraucht ginn, fir d'staatlech Pensiounen weiderzefinanzieren. Mee och d'Leit aus dem öffentleche Secteur hunn e Recht drop, ze wëssen, wéi et ëm hir Pensiounen steet a wéi hire Regimm an d'Zukunft kann ofgeséichert ginn.

Mir begrëssen dofir, dass d'Diskussioun am öffentleche Raum dozou gefouert huet, dass elo zumindest iwwert déi zwee Systemer soll geschwat ginn an dass e Konsens besteet, dass eng zukünfteg Reform gläichermoossen op déi zwee Systemer soll ugewannt ginn.

Bei de Pensiounen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet et net ëm e Versprechen, mee et geet ëm e Recht. Pensiounen si keng Minimalversuergung. An dofir wëll ech eppes ganz däitlech soen an dat grad am Numm vun deene Jonken, déi elo am Ufank vun hirer Karriär stinn. D'Pensioun ass e Recht dorop, am Alter nach en Akommes ze hunn, well ee während senger gesamter aktiver Zäit cotiséiert huet. An ech wëll net, dass dee Gesellschaftsvertrag annulléiert gött an déi, déi haut jonk sinn, ab dem Joer 2055 mam Fanger am Mond dosëtzen.

Fir eis Gréng sinn eis Pensiounen e richtege Revenu de remplacement, en Ersatzakommes, eng Perspektiv op eng liewenswäert Zäit am Alter an eng Garantie, entspreichend der geleschter Aarbecht versuergt ze sinn an a Würd kënnen ze liewen. Fir et manner monetär ausgedrécke wéi de neoliberale Mantra vun der Regierung „Méi Netto vum Brutto“: Et geet ëm Liewensqualität an e würdeg Liwien am Alter.

An och wann et bei deene kalen an onperséinleche Rechnungen, Statistiken a Projektionen, déi eis an deene leschte Méint presentéiert goufen, heiansdo esou gewierkt huet, wéi wa mer hei vun engem abstrakte mathematesche Modell schwätze géifen, deen déi allerwéinegst Leit am Land – a sief mer éierlech, och am Sall – verstinn, sou mussen mer eis dach ëmmer erëm virun Ae féieren, dass mer hei net e System rette mussen, well hannert deene Formelen, hannert deene Berechnungen geet et an éischter Linn ëm d'Leit. Et geet ëm eis Elteren, eis Monnien an Tattaen, jo, an och ëm eis selwer, ëm déi Leit, déi eist Land um Lafe gehalen hu respektiv um Lafe gehal wäerten hunn duerch hiren alldeelechen Asaz, duerch hir Aarbecht, dacks och duerch hir Gesondheet, déi se duerch d'Aarbecht verluer hunn.

Besonnenesch déi Jonk maache sech Suerge, ob si am Alter nach kënnen op d'Solidaritéit vun eiser Gesellschaft zielen. Elo scho mussen si méi astiche wéi déi meescht Nokrichsgeneratiounen. Si kréien d'Zukunftsängscht am Package geliiwert: eng Logementskris, déi en onofhängegt Wunnen onméiglech mécht; eng Klima- a Ressourcékris, déi dystopesch Zukunftsszenarien net méi ganz onrealistesche erschéngen léisst; eng Aarbechtswelt, déi ëmmer méi ofverlaangt an d'Leit awer och an de Burnout oder an d'Depressioun dreift; international geopolitesche Entwécklungen, déi zu Krich virun eiser Hausdier gefouert hunn; eng Gesellschaft, an där en ëmmer méi rauwen Toun herrscht; an Diskriminéierungen, déi elo rëm salonsfäeg gemaach goufen.

Net erstaunlech, dass d'Jugendparteie sech zesummegedoen hunn, fir iwwert de Projet Pensiounsreform ze diskutieren an eng gemeinsam Position erauszeginn, an där se fuerderen, dass d'Generatiounengerechtigkeit muss op éischter Plaz stoen. Generell hat ech an de leschte Woche vill d'Geleeënheet, mat Jugendorganisatiounen iwwert dës Sujet ze schwätzen an hinnen nozelauschteren. Mäin déiwe Respekt geet hei u si, déi sech net virun dësem abstrakten a wierkelech komplizéierte Sujet scheien an hir Fuerderung fir hir Zukunft haart an däitlech matdeelen.

Ausserdeem ass och däitlech ginn, dass e groussen Informationsbedarf bei deene Jonke besteet, an dat geet och aus den Entrevuë mat de Jugendorganisatiounen ervir, déi och d'Madamm Ministesch während der Consultatiounsphas hat. An dat ass jo och net verwonnerlech. De Pensiounssystem ass vun enger enormer Komplexitéit. An net just déi Jonk hunn Informationsbedarf. D'ganz Land huet Informationsbedarf. Och mir heibannen hunn Informationsbedarf. An et ass jo awer da kokass, wann een all eenzel Zuel, Statistik, Repercussioun vu méigleche Stellschrauwen der Regierung mat Ach a Krach aus der Nues zéie muss!

Den 12. März krute mer zum Deel déi gefroten Äntwerte vun der IGSS an eréischt geschter weider Informatiounen vun der Fonction publique an de Finanzen – also eng Woch virum Debat respektiv den Dag virum Debat –, wou mer als politesch Parteien ausgerechent kruten, wéi en Impakt wéi eng potenziell Mesür mëttelfristeg op de System hätt. Dat ass denkbar knapp an et ass net evident, a basisdemokratesch funktionéierende Strukture mat senge Memberen oder senge parteiinterne Gremien dës Informatiounen ze deelen an duerchediskutieren.

Evidence-based Policy, faktebaséiert an informéiert Decisiounen ze huelen, jo, dat ass eisen Usproch. A well et Stand haut nach net ganz evident war, dës ze maachen, wäerte mer och haut net kënnen zu all Propos Stellung huelen, mee mir wäerte jo souwuel

an den Experteronne wéi och zu spéideren Debaten hei am Haus nach méi am Detail op Proposen a Stell-schrauwe reagéieren.

Mee jo, wann e Sujet esou komplizéiert ass, dass just eng Handvoll Leit an enger Administratioun wierklech den Duerchbléck hunn, dann ass et schwéier, op Aen-héicht ze diskutéieren an zesummen no Léisungen ze sichen. Eng Fuerderung vun déi gréng ass dowéinst och, dass mat der Reform, wa se da soll zustane kommen, onbedéngt d'Verständlechkeet vum System fir d'Duerchschneëttsbiergerinnen a -bierger muss verbessert ginn.

D'Mënschen dobaussen hunn en Usproch drop, deen dach komplexe System besser ze verstoen an unhand vu Beispiller a Scénario-typen, d'Entwécklung vum System méi novollzéien ze kënnen. An ech kommen nach eng Kéier op eis Fuerderung zrëck, dass am Kader vun der Pensiounsreform e Biergerrot sollt agesat ginn; eng Fuerderung, déi leider vun de Regierungs-parteien, der ADR an déi Lénk verworf gouf. En héich-komplexen Dossier wéi dësen, deen en plus nach jidderee betrëfft, ass u sech eng Idealbesetzung, fir d'Participatioun vun der Bevëlkerung ze stäerken an duersch e participative Prozess gläichzäiteg och d'Weiderbildung ze fërderen. Mee méi Biergerbedee-legung, tjo, dat war wuel net gewollt vun dëser Regierung. Dat hu mer schwaarz op wäiss vum Premier zertiféiert kritt. Iwwert den Niveau vun enger Iddie-këscht mat 500 Zeeche si mer leider net erauskomm.

Et kéint elo e politesche Choix sinn, Kolleeginnen a Kolleegen, seng wäertvoll Riedezäit heibanne fir Spekulationen an d'Hannerfroe vun de Projektionen an d'Zenarien ze benotzen. D'Projektiounen sinn net wäertlos, mee se sinn och net alles. Si kënnen en Indicateur sinn, keng absolutt Wourecht a scho guer keng Licence to kill, fir mol einfach drop lass Leeschtungen ze kieren. Et kënn oft anescht, wéi ee mengt. D'Welt vun haut ass net déi, déi virun 20 Joer propheetz gouf, a scho guer net déi, déi d'Leit sech an den 1970er-Jore virgestallt hunn. An dach schwätze mer bei de Projektione vum Zäitraum vun 20 bis 50 Joer an der Zukunft.

An ech wëll mech wierklech elo net am sougenannte „Weltschmerz“ vu menger Generatioun verléieren, mee ech hu mech bei der Virbereedung vun dëser Debatt awer och wierklech ëmmer rëm schwéier geden, mech op 2050 oder 2070 ze projézieren. An et kuum mer ëmmer erëm esou schrecklech absurd vir, sech haut unzemoossen, ze mengen, wéi da bis dohinner d'Aarbechtswelt wäert evoluéieren, wéi eng Weltlag mer wäerten hunn a wéi d'Digitaliséierung eis Aart ze liewe wäert beaflossen.

Une voix | Ganz richtig!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dofir fanne mer, dass et grad am instabillen haitege Kontext ganz schwéier ass, Previsibilitéit ze hunn a Prognosen ze maachen. A mir sinn der Meinung, dass et méi responsabel ass, all zéng Joer eng Rentendiskussion ze féieren, bei där gegebenefalls déi néideg Upassung geholl ginn, fir e Gläichgewicht fir déi kommend 20 bis 30 Joer ze erhalen. An onsécheren Zäite wéi dësen ass esou eng Virgoensweis déi eenzeg responsabel a fiabel Method, fir ëmmer erëm op demografesch Entwécklungen an Tendenze vun der Produktivitéit ze reagéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dat gesot, kommen ech zrëck zu de Projektionen, deene Projektiounen, déi mer an der Kommissioun presentéiert kruten. Als Kristallkugel si se also net vill wäert, mee

fir e puer Joer an d'Zukunft ze kucken, jo, do geet et awer duer.

Vu dass mer jo fir de Privatsektor en transparente System hunn, kann een duerchaus unerkennen, dass Reformen néideg sinn. Laut den aktuellste Statec-Zuele wäert 2026/2027 de Punkt erreecht sinn, wou de System méi Ausgabe wéi Einnahme wäert generéieren. Dat ass wuertwärtlech muer. An domadder wäerten d'Elementer aus der Pensiounsreform vun 2012 declenchéiert ginn; Elementer, déi onofhängeg vun all Reform, déi mer elo huelen, wäerten en Impakt op eis Pensiounen kréien.

Ech zitieren aus der Ried vun der deemoleger Rap-portrice, der Madamm Lydia Mutsch: „Wann d'Prime de répartition pure iwwert de globalen Taux de cotisation klëmmt, an anere Wieder, wann d'Ausgaben iwwert d'Cotisationsrecettë klammen, da gëtt dee Facteur modérateur op 0,5 oder gegebenefalls op e Wäert drënner erofgesat. Dat géif dee Moment an der Praxis bedeuten, dass de Reajustement vun de lafende Pensiounen un d'Lounentwécklung nëmmen hallef ausbezuelt géif, oder manner, deemno wéi. Et ass allerding och virgesinn, dass am Fall, wou dat Verhältnis tëschent Recetten an Depensé sech nees verbessert, wat mer jo eis alleguerte wënschen, dee Facteur modérateur nees op maximal 1 eropgesat ka ginn.“ Fin de citation.

A just fir et ganz daitlech ze maachen: Déi rezent Previsiounen huelen alleguerte schonn déi ageplangten Ännerunge vun 2012 en compte an trotzdem wäert d'Prime de répartition pure an de kommende Joren, ob dat elo 2026, 2027 oder 2028 ass, iwwert dee globalen Taux de cotisation klammen. Dofir eng Fro un d'Regierungsparteien, déi wuel Stand haut 2026, 2027 oder 2028 nach am Amt wäerte sinn: Mat wéi engem Facteur modérateur rechen Dir?

(Interruption)

Dës Decisioun gouf 2012 scho getraff, mee betrëfft Iech an de kommende Jore ganz konkret. D'Rapportrice deemools huet sech vag gehale, wat de Facteur modérateur ugeet. Jo, Dir sidd déi, déi elo musse Faarf bekennen.

Déi gréng hunn 2012 d'Reform net matgestëmmt. Réckbléckend bestätegt sech eisen Androck vun deemools, dass dës Reform ze fantasielos war a sech eesäiteg op Leeschtungskierzung fokusséiert huet. An ech erlabe mer hei, eng Remark vun eisen deemo-lege Riedner Félix Braz erëmzeginn.

(Interruption)

E schwätzt dobäi den deemolege Minister Mars Di Bartolomeo un, an ech si mer sécher, den Här Di Bartolomeo ka sech nach ganz gutt dorunner erënne-ren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech ginn Iech d'Ge-setz, da kënn Der Iech klugmaachen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Den Här Braz ...
(Exclamations)

Une voix | Do géif ech de Mond net ze vill voll huelen!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Den Här Braz richt sech...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ech weess, Dir hutt Riedbedarf, Dir Hären, ech géif Iech awer bieten, mir nach e bëssen nozelauschte-ren. Merci.

Une voix | Ganz gären.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir hu Proposen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Den Här Braz sot deemools a senger Ried: „[Dir hutt d'Elementer vun dëser Reform mat engem] Konschtrëff no hanne geréckelt. [...] De Mechanismus, deen an der Reform dran ass, dee wäert da gräifen. Dat hutt Der oft ge-nuch widderholl an dat stëmmt och. Dee gräift. Mee dann huet en natierlech manner Zäit fir ze gräifen an e muss dofir e bësse méi heftig gräifen. An déi [Leit], déi dat spieren, dat sinn net déi Leit mat den héije Renten, mee dat sinn déi Leit mat de klengen a mëttlere Renten. An duerfir ass dat heiten net just po-litesch eppes méi oder manner geschéckt gemaach, mee et trëfft och d'Leit. An duerfir fanne mir dat hei-ten net richtig.“

A weider sot den Här Braz deemools eppes zum Här Di Bartolomeo, wat, wéi mer dann haut wëssen, un Iech, Madamm Deprez, gericht war: Vill Spaass, fir Ären Nofolger ze erklären, dass deen Dag, wou de System defizitär gëtt, den Ajustement soll op 50 % ge-hale ginn. Deen Dag do wäert den Ajustement op null erofgoen. Sou intellektuell éierlech muss ee sinn. An dofir och d'Fro un Iech, Madamm Ministesch: Hat den Här Braz Recht?

Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis ass et dowéinst evi-dent, dass mer bei enger neier Reform keng Angscht dierfen hunn, nei Weeër anzeshloen. Mir müssen nei Parameetere an d'Equation erabrénge. D'Re-serven am Pensiounsfong erlaben eis, dass mer eis kënnen Zäit huelen, fir nei Konzepter ze diskutéieren an en place ze setzen. D'Moosnamen, déi an den nächste Joren ergraff ginn, müssen de System esou beaflossen, dass den intergenerationellen Equiliber erhale bleift.

A fir eng leschte Kéier den Här Braz ze zitieren: „Dir sidd e bëssen, wann eng Operatioun géif ustoen, Här Minister, bei der Dokteschekipp wéi den Anästhe-sist. Dee geet vir, e muss de Patient aschléieren, an da kommen déi aner – d'Chirurgen – no, fir d'Ope-ratioun virzehuelen. Dat geschitt hei net. Dir gitt hei wuel vir, mee Dir sidd den Anästhesist, an da kënn hannendrun net wierklech eppes no.“ Sou sot et deemoools de Félix Braz.

Tjo, d'Anästhesie schéngt da wuel 13 Joer laang ge-dauert ze hunn. D'Fro ass elo: Sinn d'Chirurge prett? An notze mer d'Potenzial vun haut aus, fir eise Patient Pensiounssystem net just weider schlofen ze doen, mee em och d'Chance op e qualitativ Liewen ze ginn, op eng Wiedergeburt?

Wat mer Stand haut hunn, ass e relativ grouse Kon-sens, dass mer eng Pensiounsreform brauchen. De Wee – d'chirurgesch Material, ob mer eng konserva-tiv oder progressiv Haltung hunn, ob mer amputéie-ren oder mat Prothese schaffen –, dat weist sech haut a sengen éischten Usätz an an de kommende Wochen hoffentlech mat e bësse méi Plang, Struktur an Transparenz wéi bis elo.

Wat wëlle mer? Fir eis Gréng ass Stand haut emol Follgendes evident, an ech wëll dat unhand vun e puer Prinzipien erausschelen:

Eng Pensiounsreform dierf keng nei Ongerechteg-keete schafen, net tëscht Al a Jonk, net tëscht Aarm a Räich an net tëscht privaten a staatleche Pensionnai-ren.

Wat mer net wëllen änneren, an ech mengen, dat ass och zu Lëtzebuerg, contrairement zu anere Länner, glécklecherweis e breede Konsens, dat ass, dass mer nämlech wëllen de System par répartition erhalen. Mir bleiwen also onbedéngt beim Generationenver-trag, bei der Solidaritéit; Solidaritéit mat de Pension-nairen, mat den Aktiven a mat deenen, déi eréischt an d'Aarbechtswelt wäerten antrieden.

D'Solidaritéit kann net nëmme an eng Richtung goen, wann ee wëll, dass de Generatiounevertrag laangfristeg oprechterhalte gëtt. Well nëmme e gerechte Pensioonsystem, Kolleeginnen a Kolleegen, behält och op laang Siicht d'Akzeptanz an d'Vertraue vun der Gesellschaft. Wa mer dat net garantéieren, riskéiere mer, an eng Logik offerutschen, wou all Mënsch eleng fir seng Pensioon opkomme muss. A mir gesinn d'Konsequenzen dovun an anere Länner, wou Altersarmut an Onsécherheet Realitéit fir vill Leit sinn.

D'Zil muss et sinn, e fairen Equiliber tëscht de Generatiounen ze erhalen. Déi Jonk vun haut dierfen net déi sinn, déi muer ëmmer méi bezuele mussen, fir dann iwwermuer däitlech manner erauszekréien. E Pensioonsystem, dee vu breeder Solidaritéit gedroe gëtt, ass net nëmme sozial gerecht, mee och wirtschaftlech méi stabil wéi e Modell, deen op individueller Aktioun opbaut. Et ass banal, mee wouer: Zesumme si mer méi staark.

Transparenz an e System ze bréngen, deen net zu Onrecht vu villen als Blackbox gesi gëtt, sollt och en Usproch vun der kommender Reform sinn. Net just wat d'Informatiounen fir d'Bierger ugeet, dat selwecht gëllt fir d'Zuele vun der CNAP an natierlech och d'Zuelen an d'Informatiounen ronderëm de Pensioonsfong.

Mee do, wou et wierklech Transparenz brauch, dat ass u sech bei de Régimes spéciaux, bei de Pensioonsdonnéeën fir d'Gemengen, d'CFL an de Staat. Well 1999 ass et verpasst ginn, e Pensioonsfong fir d'Staatsbeamten ze schafen. De Moment pompelt de Staat 16 % aus dem Staatsbudget an d'Bezuele vun dese Pensioune. Mir sinn der Meenung, dass e Pensioonsfong fir d'Régimes spéciaux néideg ass, fir och dese System méi transparent opstellen an esou och dozou bäizedroen, béid Systemer unzenäheren.

Mir soen och, dass ee sech duerchaus dierf Gedanke maachen iwwer nei Finanzéierungsweeër am Rentewiesen. Grad an enger Gesellschaft am Émbroch ass et eiser Meenung no néideg, de System duerch zousätzlech Recetten ze stabiliséieren. Wann dës de Facteur Aarbecht net zousätzlech belaaschte sollen, muss de steierfinanzéierten Undeel via de Staat gestärkt ginn.

Mir liewen ewell schonn zanter Joerzénge an enger Welt, an där ëmmer méi Räichtum entsteet, net just well méi a méi produktiv geschafft gëtt, mee och well technesch Innovatiounen, Kapitalrendementen an Automatiséierung zu engem Wuesstem vun de Produktiounsgewënner gefouert hunn. Trotz deser Entwécklung baséiert d'Finanzéierung vun eise Pensioonsystemer nach ëmmer haaptsächlech op de Cotisations vum Facteur Aarbecht. Dëst féiert dozou, dass d'Belaaschtung haaptsächlech op de Schëltere vun de Beschäftegte läit, während aner Quelle vu Räichtum net oder nëmme minimal zur Finanzéierung bäidroen.

Fir de Pensioonsystem och op laang Siicht stabil an nohalteg ze gestalten, ass et néideg, nei Finanzéierungsquellen ze erschléissen, déi dem wirtschaftleche Wandel Rechnung droen. Vlächtt sollt mer an Zukunft d'Renten, déi de Maschinnen an hire Proprietären ausbezuelen ginn, zum Deel bei d'schaffend Leit ëmleeden. Eng Méiglechkeet kéint also d'Besteuerung vun héije Kapitalgewënner oder Finanztransaktiounen sinn, fir sou och de Bäitrag vun der Finanzwirtschaft zur sozialer Sécherheet ze garantéieren.

Weider Usätz kéinten an enger méi gerechter Besteuerung vu grousser Verméige bestoen oder an der Schafung vun engem nationalen Investitiounsfong,

dee Rendemente generéiert, déi an d'Pensioonskeess afléissen. Duerch esou Adaptatiounen kéint mer sécherstellen, dass de Pensioonsystem net just op dem Aarbechtsakkord berout, mee och vun der Produktivitéitsentwécklung an der Akkumulatioun vu Räichtum profitéiert, fir esou eng fair an zukunftsfaeg Finanzéierung ze garantéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Doriwwer eraus si mer oppe fir eng Diskussioun, fir d'Cotisationsbasis ze erwidern nom Modell vun der Assurance dépendance, also engem Modell, bei deem d'Kapitalertrag mat en compte geholl ginn. An heimadder ass net d'Spuerbuch vun Einzelne gemengt, mee déi Leit, déi duerch Aktien a Milliounenhéicht Gewënner erwirtschaften. Si, déi Geld duerch Kapital statt Aarbecht verdéngen, solle bei eise Sozialofgabe mat participéieren.

E weidere Prinzip, op dee mir halen, ass deen, dass d'Mindestrent muss e gutt Liewe fir all Alter garantéieren. Mir trieden derfir an, dass Pensionéierter d'Recht op e würdegte suergräit Liewen hunn an dëst vum éffentleche Pensioonsystem a via den éischte Pilier erméiglecht kréien. D'Pensioune, déi déi Leit kréien, déi während 40 Joer de Mindestloun verdéngt hunn, dierfen op kee Fall dës Leit an den Aarmutsrisiko stierzen.

Fakt ass awer: Lëtzebuerg ass Europameeschter an der Kategorie Working Poor – aarm trotz Aarbecht. Bei der absoluter Aarmutsgefährdung si mer och um Podium. A bei der Altersarmut si mer op engem ganz schlechte Wee: War 2011 nach just all 20. Iwwer-65-Järege vun Altersarmut betraff, sou ass et entre-temps all 8. D'Mindestpensioun bei voller Karriär läit ënnert dem Seuil de pauvreté.

Mir Gréng fuerderen, dass de Mindestrentenniveau muss an d'Luucht goen. Mir proposéieren, eis um Referenzbudget fir Seniorene ze orientéieren. Fir un dese Montant erunzekommen, misst d'Mindestrent ëm zirka 400 Euro klammen.

Mir sinn der Meenung, dass d'Studiejoren och weiderhi sollen als cotisationsfräi Zäit an der Pensioonskarriär ugerechent ginn. Allerdéngs, am Sënn vum Lifelong Learning si mer derfir, dass d'Studiejoren zu all Moment am aktive Liewe kënnen stattfannen. Esou wéi de System am Moment fonctionéiert, gi Leit benodelegt, déi sech méi spéit fir Studien oder eng Weiterbildung entscheiden. Hei kéint ee sech d'Reegelstudienzäit plus ee Joer als Pauschalzäit virstellen.

Zousätzlech dozou si mer eis awer och bewusst, dass net all Jonke studéiere geet a mer grad op d'Handwierk, an deemno op d'Berufsausbildung, uge-wise sinn. Dofir proposéiere mer e Rentenbonus fir déi Persounen, déi tëscht 16 an 20 Joer ufänke mat schaffe respektiv hir Berufsausbildung maachen; dëst, well déi Leit jo keng Studiejoren ugerechent kréien. An esou kënnen mer och en Zeeche setze fir d'Opwärtung vum Handwierk.

Eise Pensioonsystem baséiert haut op engem Modell, dee permanenten ekonomesche Wuesstem voraussetzt. Fir dass d'Pensioune stabil bleiwen, ginn d'Rechnungen vun engem dauerhafte Plus un Aarbechtsplazen, Produktivitéit a PIB aus. Bis 2070 misst d'Zuel vun de schaffende Leit ëm 37 % klammen, d'Produktivitéit all Joer wuessen an d'Wirtschaftsleeschtung misst sech bal verduebelen. Dës Hypothese sinn net nëmme ekonomesch, mee och ekologesch onrealistes. Déi aktuell Pensioonsrechnungen ignoréieren de fundamentale Konflikt vum onendleche Wuesstem op engem endleche Planéit.

Fir de „Planet Lëtzebuerg“ sinn dës Grenzen, jo, nach eng Kéier méi enk. Éiwege Wuesstem bedeit ëmmer méi Ressourcëverbrauch – méi Energie, méi Flächennotzung, méi Emissiounen. Lëtzebuerg huet haut schonn ee vun den héchste Per-Kapp-CO₂-Foussofdréck weltwäit, an d'Land erreecht säin Earth Overshoot Day scho Mëtt Februar. Dat heescht, dass mir bannent nëmme e puer Woche méi Ressourcë verbrauchen, wéi d'Natur an engem Joer regeneréiere kann. Wéi solle mer e Pensioonsystem erhalen, dee permanent nach méi Wuesstem verlaangt, wa mir elo schonn op Puff liewen?

Wa mir e gerechte Sozialstaat fir déi nächst Generatiounen wëllen, mussen mer d'Pensioune aus där Wuesstemsfal befreien an e Modell entwéckelen, deen ekologesch a sozial zukunftsfaeg ass. Et kann net sinn, dass mer d'Klima- an d'Biodiversitéitskrisen an d'Ressourcëknappheet bewusst ignoréieren, fir en ekonomesche System um Lafen ze halen, bei deem net de Mënsch a seng Ëmwelt am Mëttelpunkt stinn, mee weiderhin de Profit.

Dofir muss de Finanzéierungsmodell vun de Pensioune fundamental iwwerduecht ginn. D'Pensioune mussen méi onofhängeg a méi nohalteg ginn. Amplaz just op méi Aarbechtsplazen a méi PIB ze setzen, muss e System geschafft ginn, dee méi breet ofgeséicht ass. Wéi scho gesot, spillen alternativ Finanzementer dobäi eng wichteg Roll, amplaz vun enger ëmmer méi héijer Belaaschtung vun der Aarbecht respektiv vun ëmmer méi Kierzung vum de Leeschtungen.

Eppes misst mir alleguerten aus de leschte Joerzénge geléiert hunn: De permanenten Hin an Hier tëscht Panikmaacherei a Gerieds vun der Rentemauer, dann erëm Entwarnung, well d'Rechnung jo awer nach opgeet – jo, dat muss en Enn hunn! De Pensioonsdossier ass ze wichteg, fir just da seriö ze diskutéieren, wann den Airbag amgaangen ass, sech opzeblosen.

De Virsuerprinzip gëllt et, eiser Meenung no, bei de Pensioune héichzehalen. Dowéinst fuerdere mer, dass mer eis e Rhythmus ginn, wou mer all fénnef bis zéng Joer eng grondleeënd Analys an Debatt féieren, fir gegebenefalls Adaptatiounen virzehuelen. Dat ass entscheidend, fir nohalteg a sozial gerecht Léisungen ze fannen, fir ze vermeiden, dass an e puer Joer nach méi haart Aschnëtter op Käschte vun de Liewensstandarde vun eelere Mënschen oder den zukünfte Pensionnaire mat nidderegem Akommes néideg ginn.

Wat hale mer vun deenen aneren zwee Pilieren?

E Wuert zu de Betriber: D'betrieblech Virsuer ka fir Einzelner nach eng zousätzlech Ofsécherung duerstellen an en Attraktivitéitsgewinn fir de Betrib duerstellen, fir och Mataarbechterinnen a Mataarbechter unzerwerben an ze fideliséieren. Mir verschléissen eis net der Diskussioun, eenzel Mesüre steierlech méi attraktiv ze maachen.

Fir eis ass et awer genausou kloer, dass mer eis vehement géint eng nach esou kleng Verlagerung vun de Prestatiounen vum éischte Pilier op de Kapitalmarché stellen. Fir eis ass dat weider eng sécher Alternativ nach eng sënnavoll Ergänzung zum éffentlechen organisierten Émlageverfahren an der direkter Solidaritéit tëscht de Generatiounen.

Eng aner Saach, déi d'Betriber betrëfft, ass d'Santé au travail. Si ass eng Investitioun an d'Zukunft. D'Betriber profitéieren direkt vun enger gudder Santé au travail. Dat bedeit nämlech: manner Ausfäll duerch aarbechtsbedéngt Krankheeten oder Accidenter, d'Mataarbechter kënnen méi laang produktiv bleiwen,

de fachlechen Knowhow bleibt am Betrib an den Erfahrungsräichtum kann un déi Jonk weidergi ginn. Fir de Pensiounssystem bedeit eng besser Santé au travail, dass méi Leit bis zum reguläre Pensiounsalter schaffen an dobäi méi laang an de System abezuelen, amplatz virzäitig op Pensiouns- oder Invaliditéitspres-tatiounen ugewisen ze sinn.

Ech komme bei den drëtte Pilier – an ech widder-huele mech ganz gär, well et wierklech en essenzielle Punkt an dëser Ried ass –: Mir si strikt dogéint, dass Leeschtungen aus dem éischte Pilier sollen an déi pri-vat Versécherungen iwwerdroe ginn.

Den drëtte Pilier kann interessant si fir Leit, déi sou-wisou scho vill hunn, mee déi investéieren och an enger anerer Liga wéi vill Normalstierflech. Et kann ee sech duerchaus froen, wien eigentlech aktuell profi-téiert vum drëtte Pilier, esou wéi en haut besteet. Ma sécher net de Staat, deen op Steiereinname verzicht. Warscheinlech och net den zukünftege Pensionnaire, deen zwar vläicht e puer Steierkreditter an Usproch hält iwwert d'Joren, mee deem säin inflatiouns- a steierberengte Rendement – also säin zusätzleche Revenu, wann e bis an der Pensioun ass – oft awer ex-trem beschneiden ass, wéi mer dat héieren. Et bleiwen also eng Handvoll Banken an Assurancen, déi heivun-ner profitéieren.

Ech wëll awer och op verschidde Stellschrauben agoen, déi de Moment an der Diskussioun sinn. Ech fänken u mat der Erhéijung vum Taux de cotisation. Mir stinn hanner dem aktuelle System, dee sech op eng dräiglidderig Finanzéierung tëscht Salarié, Pa-tron a Staat baséiert. Mir si fir de System Tripartitt a mir hunn als Gréng ëmmer gesot, dass mer net der Meenung sinn, dass déi Tripartitt ëmmer muss bei där perfekter 33,3 %-Opdeeling fir jidderee bleiwen.

Wéi schonn ugeschwat, géing d'Erschlësse vun neie Finanzéierungsquellen dozou féieren, dass den Deel vum Staat kéint klammen, well mer nei Steierrecetten an de System aspeisen. Eng reng Erhéijung vun de Cotisatiounen, wa mer de Prinzip „Keng Cotisatioun ouni Leeschtung“ uwenden, géing laut de Berechnungen, déi d'IGSS eis zur Verfügung gestallt huet, keng strukturell Verbesserung fir d'Gläichgewicht vum System bréngen, mee de Problem ganz einfach nëmmen no hanne verréckelen.

Ech kommen dann zur Iddi vun der Ofschafung vum Plafond cotisable. D'Recetté ginn erop, mee d'Depen-sen och. Mir halen näischt vun der Iddi, de Plafond cotisable ouni Géigeleeschtung ofzeschaffen, also dass d'Leit méi sollen abezuelen, well d'Vorant awer keng Rechter stönn. Dofir kéim just d'Variant a Fro, bei där och d'Pensiounsrechter matklammen. Mee laut enger Äntwert op eng Question parlementaire vun déi Lénk géing dat just dozou féieren, dass a 15 Joer all d'Suen opgebraucht wieren, déi an 30 Joer ugespuert goufe fir d'Pensiounskeess. Vereinfacht gesot, stéinge mer dann a 15 Joer erëm virun der Rentemauer. An der Praxis hätten d'Leit dann zwar alleguerte méi abezuelet, hätten also manner Netto vum Brutto, a géingen herno dann awer net méi oder souguer manner Pensioun kréien, well de System sech net méi dréit. En duebelt Verloschtgeschäft, wat mer net ënnerstëtzen.

Dann zur Iddi, de Plafond cotisable ze reduzéieren. Do géingen d'Recetten erofgoen, mee och d'Ausgaben. Dat géing zu méi niddrege Pensioune féieren an domadder och de politeschen Drock op de System erhéien. A terme riskéiere mer, dass de solidaresche Prinzip vum System a Fro gestallt kéint ginn, well just kleng Renten ausbezuelet géife ginn an de Rescht op de private Pilier géing ausgelagert ginn.

Ech denken, et ass och Konsens, dass mer zu Lëtze-buerg net de Pensiounsalter op iwwer 65 Joer erop-setzen – ech hunn dat zumindest bis elo vu kengem vu menge Virriedner héieren. Leit, déi iwwert de Pen-siounsalter eraus wëlle schaffen goen, sollen dat awer eiser Meenung no och kënne maachen. Wisou also net e kleng Belounungsfacteur abaue fir Leit, déi no hire 40 Cotisatiounsjoren nach weider schaffen ginn? Aktuell ass et fir Leit an der Prepensioun awer och net besonnesch interessant, an der Pensioun weider ze schaffen. Do géinge mer gären iwwer Verbesserungs- virschléi diskutéieren.

Mee déi eng, déi kënne dat; déi aner, déi e kierper-lech ustrengenden Job maachen, kënne dat mat grousser Warscheinlechkeet net. Dofir muss eng flexibel Verlängerung vun der Karriär onbedéngt gekoppelt sinn un e Coefficient de pénibilité, well mer soss eng nei Ongerechtegkeet géinge schaffen. Dëse Koeffizient soll d'kierperlech Ofnotzung, d'Ge-for vun der Aarbecht an d'Nuetsaarbecht kontabili-séieren, fir esou ouni Verloschter an der Pensioun éischter kënne an d'Pensioun ze goen. Virbillen gëtt et an Éisträich an och a Frankräich – allerdéngs sinn déi e bësse verwässert gi mat der Reform vun 2023.

Da kommen ech zur Propos, d'Iwwerstonne bäitrag-spflichtig ze maachen. Och wann esou eng Mesür fir d'Leit dans l'immédiat heescht, dass se méi müssen abezuelen, sou fanne mer awer, dass dës Mesür onbedéngt an de Katalog gehéiert vun den Optiou-nen, déi sollten diskutéiert ginn. Grad Leit mat nid-dregem Revenu, déi reegelméisseg Iwwerstonne schaffen, kréie mam aktuelle System eng Pensioun, déi net am Verhältnis steet zu hirer geleschtener Aarbecht. An dat sollte mer änneren.

Elo kommen ech zur Allocation de fin d'année. Dëst ass keng nei Mesür, mee eng, déi an der Reform vun 2012 festgeluecht ass an déi geschwé kéint aktivéiert ginn, wa mer un den Taux de cotisation fréckele ginn. Ech denke jo net, dass et bei de Majoritéitsparteien e Konsens gëtt, fir d'Reform vun 2012 nach emol op de Leescht ze huelen. A falls dach, da kéint ee jo emol driwwer diskutéieren, ob d'Allocation de fin d'année kéint sozial gestaffelt ginn. Dat wier op jidde Fall eng Propos, déi mir géinge maachen.

A beim Modérateur de réajustement si mer u sech an engem änlechen Zenario wéi bei der Allocation de fin d'année. D'Reform vun 2012 gesäit hei schonn Upassunge vir. Eng Pist, déi mir wëilten diskutéieren, wier, den Ajustement, änlech wéi bei der Allocation de fin d'année, sozial ze staffelen, en zum Beispill bis zu engem Seuil vun zweemol de Mindestloun integral do ze erhalen.

Ech kommen dann awer och nach op déi particulière Rentesituatioun vun eise Baueren a Bäuerinnen ze schwätzen. Hir Pensioune ginn änlech wéi déi vun In-dependantë berechent. Allerdéngs ass d'Spezifisitéit vum Landwirt eng, déi net genuch en compte geholl gëtt vum aktuelle System. D'Berechnungsgrundlage fir d'Renterechter sollen iwwerschaft ginn, fir ze ga-rantéieren, dass d'Baueren net systematesch just d'Minimalrent kréien, mee eng gerecht Altersversuergung opbaue kënne. Ausserdeem soll d'landwirtschaftlech Vollzäitusbildung bei der Pensiounsversécherung matabezu ginn, zum Beispill duerch eng Beitrags-berechnung, fir Nodeeler am Verglach zu Handwerks-berufler, déi e Léiervertrag hunn, ze vermeiden.

Da gëtt et awer och nach zwee Sujeten, déi en indirekte Lien mam Pensiounssystem hunn an awer, menger Meenung no, hir Plaz an dësem Debat misste fannen:

Zum engen den Gender Pension Gap – eng Podi-umsplaz fir Lëtzebuerg. Am Duerchschnëtt hu Lëtze-buerger Pensionnairen ëm 36 % méi niddreg

Pensioune wéi hir männlech Pendanten. Dës Onge-rechtegkeet ass zwar net an éischter Linn d'Resultat vun eise Pensiounssystem, mee et ass eng Akkumu-latioun vun Ongläichheeten, déi, iwwert d'Dauer vun engem weibleche Liewe gekuckt, zu dësem groussen Ënnerschied féiert; strukturell Ongläichheete wéi zum Beispill Karriärsënnerbriechunge weinst Kanner-betreiung, méi Deelzäitaarbecht, manner an der Pai, méi prekär Aarbechtskontrakter an esou weider. Wa mer dës Ongerechtegkeeten net just bei all drëtter Chambersdebat ëmmer erëm wëlle feststellen, jo, da musse mer se aktiv bekämpfen!

An dozou gehéiert, eiser Meenung no, awer och, d'Mindestbeitragsdauer vun de Pensiounen erofze-setzen. Eis Propos wier et, dass mer vun zéng op ee Joer erofginn an a Richtung vun enger reeller Indi-vidualiséierung ginn, fir d'Rechter op der Persoun an net op der Familijsituatioun ze baséieren. D'In-formatioun iwwert d'Assurance volontaire muss op alle Fall verbessert ginn. De Cid-femmes an och den Nationale Fraerot gi souguer esou wäit ze fuerderen, dass obligatoresch cotiséiert gëtt. An dës Propos ass eis Gréngen duerchaus ganz sympathesch.

En attendant muss garantéiert ginn, dass onbezuelet Careearbecht besser valoriséiert gëtt, dass d'Partner hir während dem Bestietnes erschaftte Rentenupréch esou deelen, dass dee Partner, dee keng oder man-ner bezuelten Aarbecht erabréngt, fir Careearbecht ze leeschten, zum Zäitpunkt vun der Trennung, jo, och dës Zäit en compte geholl kritt.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

D'Scheidungs-gesetz vun 2018 ass e Schrëtt an dës Richtung gaangen, mee d'Optione gi leider nach net genuch genotzt. 2012 gouf d'individualiséiert Rente-recht wierklech vu ganz ville Riedner diskutéiert. A vill vun hinnen hunn ënnerstrach, dass heirunner misst weider geschafft ginn. A mir sollten haut, 13 Joer duerno, allegueren an de Spiegel kucken an eis froen, ob mer 2025 do sinn, wou mer misste sinn.

D'Logements- an d'Wunnengsbaukris ass net nëm-men eng Fro vu bezuelbare Wunnengen haut, mee och en direkte Risiko fir d'Pensionnaire/inne vu muer. En Eegenheim ass e fundamentale Pilier vun engem séchere Liewen am Alter, a genee dës Pilier geréit ëmmer méi a Gefor.

Haut si vill Pensionairinnen a Pensionnairen och Pro-priétaire vun hirem Logement. Dat bedeit, dass si keng Loyerskäschten ze droen hunn a méi finanziell Stabi-litéit am Alter hunn. Mee dëst wäert an Zukunft net méi sou sinn, well d'Generatioun, déi haut um Aar-bechtsmarché ufänkt, ëmmer manner d'Méiglechkeet huet, Propriétaire ze ginn. Just 15,4 % vun de Jonken tëscht 19 a 27 Joer kënne sech aktuell Propriétaire nen-nen. Dësen Trend bedeit, dass vill Leit och am Renten-alter nach Wunnraum loune wäerten oder Prêten ze bezuelen hunn an domat finanziell Onsécherheete riskéieren.

Amplatz innovativ Wunnforme wéi Cohousing oder modular Wunnprojeten ze féieren, beschränkt sech d'Regierung aktuell op Verwaltungsvereinfachungen. D'Fro ass awer net nëmmen, wéi séier d'Prozeduren oflafen, mee virun allem wéi bezuelbare Wunnraum fir déi breet Bevëlkerung geschaaft gëtt. Nëmme ci-bléiert an innovativ Mesüre kënne derfir suergen, dass d'Pensionnaire vu muer net an d'Aarmut fa-len, well si kee bezuelbare Wunnraum hunn oder e groussen Deel vun hirer Pensioun musse fir e Loyer ausginn. D'Logementspolitik ass domat och einfach Sozialpolitik.

Här President, et leie grouss Defie virun eis, an ech si geneesou gespaant wéi vill aner Leit heibannen

an dobaussen, wéi enge Prioritéiten a Stellschrauwe sech d'Regierung unhëlt. Mir si bereet, an den nächste Jore weider bei den Detailer matzediskutéieren an eis konstruktiv anzebréngen.

Merci villmools un eis Gespréichspartner fir d'Virbereedung vun dësem Debat. Och d'Dokumentatiounen a Rapporten, déi eis vusäite vum Ministère bis haut

zur Verfügung gestallt goufen, waren interessant ze liesen an hunn eng Rëtsch Froe beäntwert an nei Pisten opgeworf. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech freeë mech op e weideren interessanten Debat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Domat wäre mer dann um Enn vun der Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Diskussiounen iwwert d'Consultationsdebatt ginn de Mëtteg weidergefuert an ofgeschloss. D'Chamber kënnt de Mëtteg nees um 14.00 Auer zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.08 heures.)

72^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 53

M. Claude Wiseler, Président

2. Débat de consultation au sujet du processus de consultation portant sur la viabilité à long terme de notre système des retraites (suite)

p. 53

Débat (suite) : M. Sven Clement (interventions de M. Gérard Schockmel et M. André Bauler) | M. Marc Baum (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Patrick Goldschmidt) | M. Marc Spautz (interventions de Mme Sam Tanson, M. Sven Clement, M. Marc Baum et Mme Taina Bofferding) | M. Gilles Baum (interventions de M. Yves Cruchten, M. Sven Clement et Mme Sam Tanson) | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Marc Baum et M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Taina Bofferding (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Marc Baum (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung vun de Mëtten op.

2. Débat de consultation au sujet du processus de consultation portant sur la viabilité à long terme de notre système des retraites (suite)

Haut de Mëtte fiert d'Chamber mat der Consultationsdebatt iwwert déi laangfristeg Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem weider. D'Riedezäit ass nach ëmmer nom Modell 5: déi selwecht, wéi mer de Moie gesot hunn, minus dat, wat Der schonn de Moien alleguer gesot hutt, wat dann ofgezéien ass. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Sven Clement, den Här Marc Baum, den Här Marc Spautz an den Här Mars Di Bartolomeo. An den éischte Riedner vun haut de Mëtten ass den honorabelen Här Sven Clement. Dir hutt d'Wuert, Här Clement.

Débat (suite)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Theema Pensioun ass e schwéiert a sensibelt Thema. Iergendwa wëllt jiddereen eng Kéier an d'Pensioun goen a sech da vläicht nach verschidde Wënsch an Dreem erfüllen, wéi zum Beispill méi vu senger Zäit ze profitéieren oder endlech verschidde Projeten unzegoen, déi een zwar scho méi laang wollt ëmsetzen, fir déi dann awer dacks d'Zäit gefeelt huet. An natierlech wëllt

jidderee vun enger méiglechst gudder Pensioun profitéieren kënnen, souwuel qualitativ wéi quantitativ am Portmonni.

Wann ee sech awer verschidde Prognosen, wéi zum Beispill déi vun der IGSS, ukuckt, da weess een, datt eise System, esou wéi en elo ass, net einfach an där Form ka weidergefuert ginn nom Prinzip Hoffnung. Et dauert net méi laang, dann hu mer e groussen Desequiliber tëscht de Recetten an den Depensen a mir müssen, wa sech näischt ännert, un d'Reserve goen, fir eis Pensiounen weiderhin um nämmechten Niveau bezuelen ze kënnen.

Mee och eis Reserve sinn net onendlech. An d'Zuele goufen de Moie jo méi wéi eng Kéier genannt. A sinn d'Reserve bis eidel, wat dann?

Fir datt et guer net eréischt esou wäit kënnt, mussen mer elo de Pensiounsmodell iwwerschaffen a fir d'Zukunft prettmaachen. Dat si mer eise jonke Generatiounen vun haut, vu muer an och vun iwwermuer schëlleg, well et si ganz besonnesch si, déi vun dëser Problematik wäerte betraff sinn.

Eise Modell baséiert op der Solidaritéit tëscht de Generatiounen. An elo heescht et och fir eis, solidaresch mat den zukünfte Generatiounen ze sinn an net sämtlech Keesen eidel ze maachen. Datt et méi wéi héich Zäit ass, aktiv ze ginn, weisen d'Ängshten an de Pessimismus vu ville jonke Leit, wat hir Zukunft an hir spéider Pensioun hei am Land betrëfft.

Eng Reform vun de Pensiounen ass awer net einfach. Kee wëll engem anere gär eppes ewechhuelen a vill Leit hu laang fir hir wuelverdëngte Pensioun geschafft. Mir kënnen dowéinst net einfach higoen an hinnen en Deel vun hirer Pensioun, fir déi se

geschafft hunn, fir déi se cotiséiert hunn, ewechhuelen. Dowéinst brauche mer méi déifgräifend Usätz.

Fir eis muss dowéinst un allen dräi Pilieren ugesat ginn, aus deene sech eise Pensiounssystem zesummesetzt. Fir eis ass et wichteg, datt mer kengem seng Pensioun, fir déi e jorelaang geschafft huet, ewechhuelen. Dofir ass eng Kierzung vun den aktuelle Pensiounen fir eis keng Optioun.

Domat stellt sech natierlech d'Fro, wéi de Pensiounssystem laangfristeg soll ofgeséichert ginn. D'Perioden, déi aktuell fir d'Pensiounen agerechent ginn, sollen och an Zukunft esou bleiwen, wéi se am Moment sinn. Wie 40 Joer geschafft huet, soll kënnen an d'Pensioun goen.

An da komme mer forment bei d'Fro: Wéi eng Periode soll een dann do urrechnen? An ee vun de Modeller – dat huet ee jo och schonn héieren, an ech mengen, datt sech do awer e grouss Konsens ofzeechent – ass bei de Studentejoren, bei de Studiejoren, déi weiderhi solle berücksichtegt ginn. Well mir brauchen och an Zukunft weiderhin héich qualifizéiert Personal. An e Sträiche vun de Studiejore fir déi 40 cotiséiert Joer kënnt fir eis net a Fro. Domadder géif een d'Studéiere méi onattraktiv maachen, wourënner laangfristeg och eis Economie géif leiden.

D'Pensiounen sollen natierlech och weiderhi vun den Indexmechanismen, wéi et se haut gëtt, profitéieren, well grad mat deene Mechanisme suerge mer derfir, datt Persounen mat enger méi klenger Pensioun net nach zousätzlech Problemer kréien.

A jo, et gëtt Leit mat klenger Pensiounen a mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Problem vun Altersarmut. Fir deem also entgéintzewierken, misste mer d'Mindestrent revaloriséieren. Jo, mir mussen se warscheinlech souguer erhéijen. Kuckt ee sech zum Beispill d'Präiser um Wunnengsmaat oder an de Supermarchéen hei am Land un, da gesäit een, datt ee mat der aktueller Mindestrent hei am Land an der Prekaritéit leeft. An dat kann net si bei 40 cotiséierte Joren.

Dës Leit hunn dacks hiert Liewe laang a Secteure mat grad niddrege Salairé geschafft, konnten dowéinst keng grouss Récklage bilden, hunn net nach en Appartement, vun deem se kënnen profitéieren, wat se verlounen, wéi haut de Moien eng Riednerin hei gesot huet, a se konnten net fir d'Zukunft uspieren. Mir dierfen awer net zouloossen, datt se dowéinst am Alter nach méi an d'Armut gedréckt ginn, well se mat hirer Pensioun nach eng Kéier e manner héicht Akommes zur Verfügung hunn.

Dofir ass eng Propos vun de Piraten, genau do och unzesetzen an deenen hir Kafkraaft mat zum Beispill engem Modell vun enger Rentnerkaart ze stäerken, fir esou och d'Méiglechkeet ze schafen, iwwert déi normal statutaresh Pensioun eraus dee Gap kënnen opzefüllen, hinne finanziell direkt ënnert d'Ärm ze

gräifen an d'Kafkraaft ze ginn, fir d'Wirtschaft hei am Land ze ënnerstëtzen.

Eng weider Mesür, déi mer proposéieren, wann et ëm d'Pensiounen geet an ëm d'Upassung un déi ënnerschiddlech héich Liewenskäschten, déi een awer jee no Wunnuert huet, ass d'Afféiere vun engem Index „Coût de vie“. Dësen Index soll op d'Pensiounen ofhängeg vum Wunnuert ugerechent ginn. Domat géife mer alle Pensionär/innen hei zu Lëtzebuerg méi Moyene ginn an d'Präisdeierecht hei am Land ausgläichen, ouni forcement zu neien Ongerechtegkeeten ze féieren.

An dann de Pensiounsalter. Jo, och doriwwer gouf haut scho geschwat. An och do zeecht sech fir eis e gréisser Konsens, mengen ech, of. Wann ech gutt nogelasschert hunn de Moien, ass keen, deen un deene legale 65 Joer wëllt réckelen. An och mir Piraten wëllen net dorunner réckele goen. Wie 65 Joer al ass, soll kënne an d'Pensioun goen. Mir kënne vun de Leit net verlaangen, datt se méi laang wéi dat schaffen.

Vill Leit ginn awer haut schon net bis déi 65 Joer schaffen – an och dat gouf haut oft gesot –, mee huelen hir Pensioun dacks mat 57 oder mat 60 Joer. Wa mer eis d'Graphiquen aus der Chamberskommissioun, aus den Dokumenter vun der IGSS gutt ukucken, vum Statec och, da gesi mer déi Picken: eemol bei 57, deem éischte legale Moment, wou ee ka vun enger Prerogative profitéieren, an da mat 60 Joer bei der Pension anticipée. An dat ass deels awer fatzeg fréi!

Mir müssen also duerch Incentiven derfir suergen, datt mer de reale Rentenantrëttsalter méi no un de legale Rentenantrëttsalter erukréien. An do proposéiere mer eppes, wat ech och de Moien, an dat freet mech, schon e puermol héieren hunn, nämlech e progressive Pensiounsentrëtt. Dat heescht, datt eng Persoun virun hirer Rent – virun der legaler Rent – ka méi laang schaffe goen, dëst an Deelzäit, dëst och progressiv a verschiddenen Deelzäitmodeller iwwert déi ganz Period.

Et géif een doduerch mat der Zäit lues a lues an d'Pensioun goen, an net vun engem Dag op deen aneren. Well och wa mer heibannen haut de Moie scho vun der Rentemauer geschwat hunn, sou gëtt et och d'Rentelach, an dat ganz vill Leit erafalen, wa se no genau 40 Joer op den Dag vun haut op muer an d'Pensioun ginn a sech d'Fro musse stellen: „Wat maachen ech dann elo mat där viller Zäit, déi ech derbäikrut?“

An hei gesi mer eng ganz Rei Virdeeler vun engem progressiven Rentenantrëttsalter. D'Leit kéinte méi laang schaffe goen, dofir awer manner Stonnen. Hire Knowhow an hir Erfahrung géifen de Betriber méi laang erhale bleiwen. A se kéinten zum Beispill dobäi hëllefen, nei Salariéen am Betrib auszubilden, wat och fir d'Betriber vu Virdeel wier. Et géif och erméiglechen, progressiv schon nei Aarbechtsplazen ze schafen, éiert eeben e Pensiounsentrëtt zu 100 % stattfënnt. Doduerch géife se och méi laang an d'Pensiounskeess cotiséieren an et géife während dëser Iwwergangszäit manner Suen aus der Pensiounskeess erausfléissen. An d'Betriber kéint dës Modell och interesséieren, ouni datt dat méi gréisseren neie finanzielle Laaschte verbonne wier.

All dat sinn zum Deel, kann een elo soen, kleng Mesüeren. Fir eng déifgräifend Pensiounsreform, mat där mer awer laangfristeg d'Pensiounen ofsécheren, muss ee forcement méi wäit goen. An dat geet just, andeems zousätzlech Recettë fir d'Pensiounskeess generéiert ginn.

Jo, nei Recetten. Keen huet nei Steiere gär, mee gläichzäiteg wëll och kee bei senger Pensioun

manner kréien. Dofir maache mer e puer Proposen, wou een hei bei de Steiere kéint usetzen. Well mer haut awer net wëssen, wéi vill déi eenzel Mesüre genau u Recettë kéinte generéieren, nennen ech se an der Reiefolleg, wéi ee se kéint implementéieren, bis dat Lach gefëllt ass, wat sech dann opdeet.

An déi beschte Méiglechkeet dofir gesi mer bei de Cotisatiounen vum Staat. Dofir schwätzen ech herno vu Steieren, fir dat Lach ze fëllen. Déi beschte Méiglechkeet also bei de Cotisatiounen vum Staat. Haut hu mer en Tripartitt-Modell: dräi Piliere, 8 %, 8 %, 8 %. Sollt de Staat also méi wéi 8 % bezuelen, muss natierlech dat Geld vun iergendwou kommen. An et muss een éierlech sinn, se kommen net vum Himmel gefall. An um Enn vum Dag sinn et och Suen, déi mir alleguerte bezuelen. Se sinn och net einfach op der Strooss ze fannen. Wann dat esou einfach wär, hätte mer keen Debat haut misse féieren.

Eng Erhéijung vun de staatleche Cotisatiounen geet also just, andeem mer dem Staat déi néideg Moyene ginn, Steieren oder Taxen. Wéi kéint dat also konkret ausgesinn?

Mir proposéieren d'Afféiere vun enger Autosvignette fir d'Notze vun de Lëtzebuurger Stroossen, sou wéi et se och schon an anere Länner gëtt. Fir d'Biergerinnen a Bierger hei am Land finanziell net weider ze belasteschten, sollen déi Suen, déi se fir d'Vignette bezuelen, duerch d'Ofschaf vum der Autossteuer kompenséiert ginn. Duerch d'Vignette géifen am Endeffekt also haaptsächlech Camionen an Autoen, déi de passage sinn, och zousätzlech Recettë generéieren.

Des Weideren – an do sinn ech anerer Meenung wéi den Här Schockmel haut de Moien – proposéiere mer eng Robotersteuer, eng Automatisatiounssteuer. D'Robotersteuer ass eng Steuer, déi Betriber operluecht gëtt, déi Aarbechtsplazen duerch Roboter oder Kënschtlech Intelligenz ersetzen. An ech mengen net, datt mer do esou laangfristeg müssen denken, wéi den Här Schockmel dat de Moie gesot huet, well mir gesinn haut schon den Impakt vun der Roboterisierung a vun der Kënschtlecher Intelligenz op eng ganz Hickecht Beruffer. Doduerch sollen den Impakt vun der Automatisierung op den Aarbechtsmaart och reduzéiert an déi sozial Käschte kompenséiert ginn, déi entstinn, wa Leit hir Aarbechtsplazen duerch Maschinne verléieren oder manner Stonne kënne schaffen.

Falls dat net duergoe sollt – an ech hätt grouss Hoffnungen a Preferenzen, datt et da géif duergoen –, proposéiere mer, verschidde Produite méi staark wéi elo ze taxéieren. An ech wëll elo net ... Jo, Här Polidori, ech soen elo net, wat ech dem Finanzminister hei ëmmer virgehale hunn: „Fëmme fir d'Gesondheet vum Staatsbudget“. Dës Kéier ass et dann: „Fëmme fir d'Nohaltegkeet vun der Pensiounskeess“.

De Kerosinn an der Aviatioun soll liicht méi besteiert ginn. Da sollen ongesond respektiv schiedlech Produiten a Liewensmëttel méi staark besteiert ginn. Heirënner géife méi héich Accisë respektiv nei Accisen op allen Tubaks- an Nikotinprodukte falen, mee och dem Cannabis. Wann een deen da richteg géif legaliséieren, kéint een deen och richteg taxéieren. Et géif een engersäits e Schwarzmaart ausdréchnen, et géif een d'Sécherheetssituatioun verbesseren a mir kéinten nach Recettë fir eis Pensiounskeess generéieren. Och den Alkohol soll méi staark besteiert ginn, wéi dat am Moment de Fall ass.

(Exclamations)

O jo, do hunn ech Iech getraff!

Da wëlle mer Abgaben op Liewensmëttel aféieren, déi ze vill Zocker oder ze vill Fett enthalen, also zum

Beispill op Limonaden, Séissegkeeten, Fastfood, staark verschaffte Liewensmëttel a fäerdege Platen. Sou, an zu de schiedleche Produite gehéiert ganz zum Schluss och den Eeweepplastik, soudatt een dann och do nach eng Kéier kéint driwwerkucken. An dës Recettë sollen natierlech der Pensiounskeess kënne zeguttkommen.

Da proposéiere mer och, datt an Zukunft sämtlech Recetten, sämtlech Akommes, vun enger Persoun kéinte cotiséiert ginn. Am Moment si verschidden Akommesse guer net cotisabel. An Zukunft sollt een awer zumindest d'Méiglechkeet schafen a mir sollten eis Piste ginn, wéi een dat kann ausweiten op all aner Kategorie vun Akommessen, déi haut net cotisabel sinn, déi zum Deel besteiert ginn, deelweis och mat ganz niddrege Steuersätz besteiert ginn, mee déi awer fir d'Pensiounskeess guer net berücksichtegt ginn.

Engersäits géif dat derfir suergen, datt verschidde Leit vun deene Fäll, déi mer de Moien héieren hunn, um Enn net mat enger Mindestrent géifen dostoen, obwuel se hiert ganz Liewe laang gutt verdéngt hunn, mee eeben ëmmer nëmme net cotisabel Montante kruten. Dorënner falen zum Beispill Dividenden, Kapitalertrëg, Benefisser an esou weider.

Mir proposéieren hei just eng ganz prezis Ausnam, an ech wëll dat och direkt soen: Mir sollten Einnamen aus Loyerer a virun allem aus Loyerer, déi de soziale Kritären entsprechen, net forcement cotisabel maachen, well mer Angscht hunn, datt hei kéint eng Hausse vun de Loyerer entstoen.

Wa mer iwwer eng Pensiounsreform schwätzen, da féiert fir eis awer och kee Wee laanscht d'Pensiounen vum öffentleche Secteur, also dem Staat, de Gemeengebeamt an den CFL, well et geet net duer, just iwwert d'Pensiounen aus dem private Secteur ze schwätzen.

Fir eis ass den aktuelle Pensiounsmodell vum öffentleche Secteur an enger Hinsicht net méi zäitgeméis a misst och dofir reforméiert ginn, an zwar nom Virbild vum Privatsektor. An dat ass d'Reserv. Stand haut schaff a Staat keng Reserv – zumindest keng investéiert Reserv – fir d'Pensiounen vum öffentleche Secteur.

A mir hunn de Moie vu ganz villen héieren, wéi performant dach eis Pensiounsreserv gewiescht wär déi lescht Joren. Elo kann een driwwer diskutéieren, ob 4 % Rendement wierklech esou performant sinn, wéi dat haut de Moie vun enger ganzer Hickecht Riedner dohigestallt gouf. Wann ee weess, datt d'Mäert sech an där nämmlecher Period an der Moyenne zwëschen 7 an 8 % beweegt hunn an datt dat och d'Rendement sinn, déi u sech um Privatmaart konnte realiséiert ginn, stellt ee sech schon d'Fro, firwat mir nëmme d'Hallschent vum Rendement kruten, obwuel mer an eng ganz Rétsch vun awer riskante Produiten investéiert hunn an och heiansdo op eemol bei null waren, well mer net matzäiten erausgaange sinn.

Do muss ee sech d'Fro stellen, ob deen aktiv gemanagete System, deen haut de Moie wierklech als Wonnerléisung duergestallt gouf, wierklech esou gutt fonctionéiert oder ob mer net besser hätten, méi passiv ze sinn a méi breet gestreet do ze investéieren.

(Interruption)

Mir proposéieren awer dofir, datt dem öffentleche Secteur seng Pensiounskeess soll och kënne Reserve verwalten an déi dann och investéieren. Zënter Jore ginn d'Suen aus der Pensiounskeess vum private Secteur mat deem genannten awer Erfolleg vun engem positive Rendement investéiert an d'Reserve konnten doduerch gesteigert ginn. Och aner Länner,

wéi Schweden an Norwegen, hu mëttlerweil längst bewisen, datt dat eng Pist ass fir nozemaachen. Bei de Pensioune vum öffentleche Secteur loosse mer dës Chance awer haut komplett ongenotzt a belaauchten domadder direkt all Joer de Staatsbudget, andeem mer se ausbezuelen.

Déi aktuell finanziell Problemer bei der Pensiounskeess vun de Gemengebeamten weisen och, datt de Modell, wéi e bis elo war, net zukunftsfaeg ass. Dowéinst mussen mer dësen neie System esou séier wéi méiglech fir den öffentleche Secteur etabléieren.

Da kommen ech zum zweete Piliere, léif Kolleeginnen a Kolleegen, engem Piliere, deen haut dacks vergiess gëtt. Dat ass nämlech dee Piliere, vun deem déi meeschte Leit net kënne profitéieren, an dat ass dee vun der betrieblécher Zousazpensioun.

D'Grënn dofir sinn eigentlech ganz offensichtlech: Vill Leit hei am Land kënnen iwwerhaupt net vun dëser Méiglechkeet profitéieren, well et d'Offer just fir grouss Betriber gëtt. Méi kleng Betriber – an där hu mer der ganz vill hei am Land, a mir sollte stolz sinn op déi Wierbelsail vun eiser nationaler Ekonomie – kënnen hirem Personal dowéinst keng betrieblécher Zousazpensioun offréieren. Dat fannen mer grad an Zäiten, wou d'Zukunft vun eiser Pensioun manner sécher wéi an der Vergaangenheet ass, net gutt.

Mir proposéieren dofir, datt och fir méi kleng Betriber, déi net esou vill Personal hunn, d'Méiglechkeet geschaaft muss ginn, fir esou betrieblécher Zousazpensiounen ubidden ze kënnen. Op dësem Wee kéinte méi Leit dovun profitéieren an et géif och deene méi kleng Betriber zeguttkommen, well se domat fir Salariéer méi attraktiv kënne ginn am Extralegal.

Dozou muss een natierlech soen, an dat ass souwuel d'Kritik um zweete wéi um drëtten Piliere – oder um „Cappuccino-Modell“, wéi verschidde Leit dat nennen –: Mir müssen oppassen, datt d'Fraisen, déi vun deene Produite generéiert ginn, net de Rendement opfriesen. Ech hunn et virdu gesot: Wann ee passiv investéiert, kënnt een historesch gesinn op déi leschte Joerzénge op Rendementen zwëschen 7 an 8 %. Wann een awer an deenen nämmelechte Produiten – den traditionellen Zousazpensiounen, zweeten, drëtten Piliere – ass, dann huet ee ganz heefeg an deenen nämmelechte Perioden nëmme Rendementen vun 3 bis 4 %. Firwat? Well de Rescht duerch Fraise vum Management opgefressen gëtt a mer domadder indirekt u sech Assicurancéise subventionéieren.

Hei muss ee sech also Weeër ginn ... An ech gleewen net, wéi een anere Virriedner haut de Moien, un e staatlechen zweeten oder e staatlechen drëtten Piliere. Ech mengen, datt dat net d'Responsabilitéit vum Staat sollt sinn. Ech denken awer, datt mer sollte ganz kloer Limite setzen, wat d'Käschte vun esou engem zweeten an engem drëtten Piliereproduit dierfe sinn.

An da si mer beim drëtten Piliere – oder wéi déi meescht Leit e kennen, wa se hir Steuererklärung maachen: den 111bis. Dat ass jo esou, well et esou am Steiergesetz steet. Och den drëtten Piliere dierf bei enger Pensiounsreform natierlech net vergiess ginn, well et e wichtege Piliere vun eisem Pensiounssystem ass. An dat sinn déi complémentaire Pensiounen. Vill Leit bezuelen haut schonn an eng Zousazpensioun an, well se sech Suerge maachen, datt hir spéider Pensioun manner héich kéint ausfalen.

Ech soen et ganz kloer: Et ass bewosst en drëtten Piliere. Et ass net eppes, wat fir jiddweree Sënn mécht. Et ass eppes, wat haut vum Rendement haaptsächlech do-duerjer Sënn mécht, well et steierlech begünstegt ass. Wann et dat net wär, géif et – an dat hunn ech mat de Rendementen erkläert – heefeg kee Sënn maachen, iwwert dee Wee ze goen. Mee doduerch,

datt et steierlech begünstegt ass, ass et eng Pist, déi derwäert ass, bäibehalen ze ginn.

A leider gëtt et der awer och nach ëmmer ganz vill, déi, obwuel se dovun géife profitéieren, et net notzen. An hei muss ee sech d'Fro stellen, ob een net nei Ureizer sollt schafen. An eng Méiglechkeet, déi mir als Piraten eis virgestallt hunn an déi mer géife proposéieren, wär, datt een et, änlech wéi beim Épargne-logement, an Zukunft net méi géif just festmaachen un deenen zwee Adulten an engem Stot, wann een zu zwee Erwuessenen ass, mee datt een déi Plaffong géif multiplizéieren mat alle Membere vum Stot, soudatt een, wann een zu dräi ass, dräimol de Plaffong kéint ofsetzen, anstatt wéi an der Vergaangenheet, wann ee Monoparental mat zwee Kanner ass, just eemol.

Dat géif et erméiglechen, datt méi Leit kënne vun deene Plaffongen och profitéieren. Besonnesch Leit mat engem méi héijen Akommes, déi och deelweis bei der staatlecher Pensioun schonn um Plaffong sinn, géife vläicht gär nach méi investéieren a sollten déi Méiglechkeet dann och kréien. Fir eng Koppel mat engem Kand wäeren dat zum Beispill dann an Zukunft dräimol 3.200 Euro, insgesamt also 9.600, anstatt déi 6.400 vun haut.

Dann ass et – an dat ass eppes, wat mer och bedaue-ren – bei der Zousazpensioun am drëtten Piliere leider esou, datt een net a boursicotéiert Fongen dierf investéieren, déi sougenannt ET-Fen. An do ass et fir eis ganz kloer, datt mer, wa mer vum drëtten Piliere, vun engem fräiwëllege Piliere, schwätzen, et dann och de Leit sollen opmaachen, ze entscheeden, wéi vill Risiko jiddwereen a sengem Risikoprofill wëllt huelen.

Do gëtt et ganz interessant Modeller, och vu Fongen, déi progressiv à terme ... Do huet een e Joer, en Ziljoer, an dee geet dann och progressiv divesten aus den Aktiemäert a méi an Obligatiounen, Bonds. Do gëtt et ganz flott Méiglechkeeten, fir de Risiko ze streeën.

D'Situatioun, déi mer haut hunn, ass, datt een entweder an e Capital garanti investéiert, wou de Rendement déi lescht Jore quasi null war, wann net souguer deelweis negativ duerch d'Managementfraisen, oder an zoue Fongen. Mir gesinn hei awer och eng Öffnung, fir zum Beispill ET-Fen ze maachen. Et ass och e bësse kokass, datt grad Lëtzebuerg, wat sech jo awer rüümt, d'Finanzplaz vun de Fongen ze sinn an Europa, et sengen eegene Spuerer net erméiglecht, dovunner an dem volle Mooss ze profitéieren.

Insgesamt gesäit een, datt mer bei enger Pensiounsreform zum Deel déifgräifend Ännerungen mussen virhuelen, zum Deel awer och nëmme kleng Ännerungen misste maachen, wa mer wëllen, datt d'Renten an Zukunft sécher bliwen. Et geet net duer, just e puer kleng Ännerungen ze maachen an ze hoffen, datt et domat iergendwéi duergeet. Et féiert kee Wee do-laanscht, op allen dräi Piliere unzesetzen, well dat si mer de Generatiounen vun haut, vu muer a vun iwwermuer schëlleg.

Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum ...

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, ech hätt eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, ee Moment nach. Den Här Schockmel wëllt dem Här Clement eng Fro stellen. Ass den Här Clement domat d'accord?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement ass d'accord. Här Schockmel, dann ass et un Iech.

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Villmools merci och, Här Clement, fir dat, wat Der eis gesot hutt. Ech wollt nach eng Kéier kuerz op déi Robotsteuer ze schwätze kommen, well meng Hoffnung ass natierlech, datt d'Regierung nach fir dëst Joer eng Reform wäert virleeën. An duerfir hunn ech gesot, datt dat vläicht zu dësem Zäitpunkt e bësse fréi ass.

Ech wollt fir d'éischt ënnerscheeden tëschent Künstlecher Intelligenz a Roboter. Roboter, déi ginn eenzel hiergestallt, eenzel geliwwert, eenzel instal-léiert, müssen eenzel gewart ginn, während natierlech bei engem Computerprogramm gläichzäitig op der ganzer Welt en Download oder en Update ka gemaach ginn.

Zur Künstlecher Intelligenz, éier ech dann zu menger Fro kommen: Also, mir hu grouss Erwaardungen un d'Künstlecher Intelligenz. Do ass keen Zweifel. Mee do si schonn dräi Niveauen, wou mer Erwaardungen hunn un d'Künstlecher Intelligenz.

Déi éischt Erwaardung ass d'Produktivitéit. Well mer ginn an eng Richtung, wou een Aktiven natierlech fir een, dee pensionéiert ass, wäert bezuelen. An do brauche mer eng Produktivitéitssteigerung an do rechne mer natierlech mat der Künstlecher Intelligenz.

Den zweete Punkt ass, datt mer, wa mer esou eng Produktivitéitssteigerung kréien, natierlech mussen fäerten, datt et zu enger Aarbechtslosegkeet kënnt, dat heescht, wou mer dann natierlech mussen kucken, entweder déi Leit an der Aarbecht ze halen oder aner Aarbechtsplazen ze schafen. An och dat muss finanzéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Schockmel, Dir misst awer Är Fro stellen, wannechgelift, ...

(Hilarité)

M. Gérard Schockmel (DP) | Meng Fro kënnt elo!

M. Claude Wiseler, Président | ... well et ass net, fir elo nach en Discours ze halen.

M. Gérard Schockmel (DP) | Meng Fro kënnt elo!

An dann drëtten wëlle mer och nach d'Rente finanzéieren mat der Künstlecher Intelligenz. Also, do hu mer eis vill virgeholl.

Elo komme meng Froen. Also éischten: Wéi géngt Der dann esou eng KI-Steier zum Beispill berechnen? An zweeten: Wéi géngt Der sécherstellen, datt, wa Lëtzebuerg elo schonn dëst Joer mat enger Proposition fir eng Reform ..., datt Lëtzebuerg net un Attraktivitéit verléiert, wann et elo schonn esou eng Steuer aféiert?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech soen dem Här Schockmel villmools Merci fir déi ganz Hickecht Froen, déi e mer gestallt huet no engem ganz laangen Exposé. Ech werfen de Ball zeréck un den Här Schockmel, wéi en dat de Moie gemaach huet. En huet gesot, et wär net säi Rôle als Verrieder vun enger Majoritéitspartei, hei en Detail müssen ze berechnen.

(Interruption)

An deementspreechend, kann ech Iech elo soen, mengen ech, ass et nach manner de Rôle vun der Opposition, elo der Regierung do e komplette Recherche-modell virzeleeën.

M. André Bauler (DP) | Här Clement, Dir wësst et net.

M. Sven Clement (Piraten) | Ceci dit, gött et natierlech Modeller, wéi ee kann den Impakt vun deenen Transformatiounen berücksichtegen. Ech mengen, datt mer bei der KI ganz kloer gesinn, wat den Impakt ass.

Ob een dat elo muss schonn dëst Joer maachen, wann een haut d'Pensiounsreform mécht an u sech déi Suen eréischt a fënnel oder vläicht och zéng Joer brauch ... Well och dat muss ee jo soen: Mir maache vläicht dëst Joer nach eng Pensiounsreform, mee déi Finanzéierungslücken di sech net automatesch haut op. Déi di sech vläicht a fënnel, zéng Joer op. Da muss een à terme fir a fënnel, an zéng Joer deen Text fäerdig hunn. An deementspriedend sollt een net elo eng Robotersteuer oder eng KI-Steuer vum Dësch wëschen, just well ee séier, séier wëllt maachen, fir datt een dann a fënnel Joer den nämmlechen Dossier nach eng Kéier muss opmaachen. An dofir denken ech, datt mer dat kënne genau esou maachen.

Villmools merci.

M. Gérard Schockmel (DP) | Ech hat nach eng zweet Fro, entschëllegt.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der wëllt, Här Clement. Dir musst net.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, jo. Dat hei mécht méi Spaass, wéi meng Ried ze halen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet dat gär. Här Schockmel, stellt Dir Är Fro.

M. Gérard Schockmel (DP) | Ech hat d'Fro scho gestallt. Si ass, mengen ech, ënnergaangen. Meng Fro war ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | An deem laangen Exposé, Här Schockmel, geet dat mol sou.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, Här Schockmel, awer elo just d'Fro, net nach eng Kéier d'Erklärung.

M. Gérard Schockmel (DP) | Meng Fro war, wa Lëtzebuerg virprescht mat enger KI-Steier, wéi mer sécherstellen, datt mir net vis-à-vis vun anere Länner, och Nopeschlänner, dann un Attraktivitéit verléieren. Dat war meng zweet Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel.

M. Sven Clement (Piraten) | Ma idealerweis, Här Schockmel, andeem mir déi beschte KI hei zu Lëtzebuerg kënnen deployéieren, dee favorabelsten Environment dofir schafen an domadder esou eng héich Produktivitéit schafen, datt déi Steuer guer net an d'Gewiicht wäert falen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ceci dit, soen ech dem Här Clement villmools Merci. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert. A probéiert, Iech elo duerchzusetzen.

(Hilarité)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech zweifelen net drun, datt dat duerchaus méiglech ass. Mee ech verstinn awer e bëssen esou déi opgereegten Heiterkeit, well et ass en „drôle de débat“. Et ass eng Debatt, déi gefouert gött, wou een d'Gefill huet – ech sinn elo de leschte Riedner –, datt een net méi schlaue ass wéi wou een ugefaangen huet, se ze féieren.

(Hilarité)

Notamment op der Säit vun de Majoritéitsparteien ass dat vun der Regierung widderholl ginn, wat zënter annerhallwem Joer ëmmer mol erëm esou

gesot ginn ass. De Vertrieeder vun der gréisster Majoritéitspartei huet dat gesot, wat schonn an hirem Walprogramm stoung, nämlech net vill: also d'Entlaaschtung, déi steierlech Entlaaschtung vum zweeten an drëtten Piliere; kucken, den effektive Rentenalter méi no un de realen ze bréngen; a fir de Rescht misst ee sech Gedanken maachen a kucken. Bei der DP huet dat net weesentlech anescht ausgesinn, soudatt ech zumindest nach e bëssen op mengem Honger sëtze bliwwen sinn, wat dann elo gewollt ass.

A jo, et ass gesot ginn: Déi ganz Geschicht entsteet eigentlech aus engem Saz aus dem Koalitionsprogramm, dee méi wéi ambigu ass, well wann een e liest an et seet een: „Ma d'Stärkung vum zweeten an drëtten Piliere“, dann implizéiert dat jo quasi och eng Schwächung vum éischten. Och dat huet d'Madamm Minister an engem Interview am „Lëtzeburger Land“ gesot.

Mee d'Onsécherheet ass nach vill méi grouss ginn, wéi de CEO bis agegraff huet, bis de Luc Frieden dëst Thema dann och alt erëm zur Chefsaach erkläert huet, an ugefaangen domadder, datt e gesot huet, ma déi Rentereform, déi misst ee gesi wéi en eidelt Blat. Do misst ee quasi bei null ufänken, wéi wa mer keng Geschicht hätten, wéi wa mer net Experienze hätten. Et misst een einfach bei null ufänken. Fir dann nach eng dropsetzen an engem aneren Interview, ma hie kéint sech esou eng Reform wéi an Holland mam Cappuccino-Modell virstellen. Eieiei!

An do si mer elo. Kee weess méi, wou en drun ass. D'Sau erkennt seng eege Fierkel net méi erëm.

(Hilarité)

Duerfir wëll ech awer elo op déi eenzel Saachen agoen a vläicht probéieren, sou wäit dat méiglech ass, e bëssen Uerdnung an den Duercherneen ze bréngen.

Duerfir wëll ech, ier ech op déi verschidde Systemer, déi mer kennen, aginn, zwou ökonomesch Evidenzen an de Vierdergrond stellen:

Éischstens: An all Gesellschaft an zu all Zäit sinn et déi Leit, déi schaffen, déi duerch hir Aarbecht fir déi suergen, déi nach net schaffen, an déi, déi net méi schaffen.

An zweetens: All Pensioonsystem ass eng Wett op d'Zukunft, well och an der Zukunft ka just dat konsuméiert ginn, wat dee Moment duerch Aarbecht hiergestallt gött. An eng Wett ass ëmmer spekulativ.

Dës ökonomesch Evidenzen leie béide Systemer zugronn. Si ënnerscheede sech awer fundamental an der Aart a Weis, wéi se mat dëser Wett ëmginn – also d'Émlageverfahren an d'kapitalgedeckt Verfahren.

Den éischten Piliere, also dat solidarescht Émlageverfahren, dat eisem Pensioonsystem – an d'ailleurs eiser ganzer Sécurité sociale – zanter Generationen zugronn läit, baséiert um Prinzip vun der intergeneratiouneller Solidaritéit: Mat de Cotisations vum deene Leit, déi haut schaffen, ginn d'Pensioone vun deene bezuelt, déi haut net méi schaffen.

Dës Solidaritéit ass universell, well jiddwereen drun deelhëlt, a se ass d'Grundlag vun eise Gesellschaftsvertrag. Si ass demokratesch, well dat gewieltent Parlament d'Prestatiounen per Gesetz festleet an d'Assurée, also déi Schaffend an d'Pensionnairen, d'Gesatioun garantéieren.

Doduerch ass et och e ganz flexibel System. E ka reegelméisseg ugepasst ginn un demografesch, ökonomesch a sozial Entwécklungen. D'Prestatiounen kënnen reegelméisseg u gesellschaftlech Besoinen adaptéiert ginn, zum Beispill d'Festsetze vun der Mindestpensioun, d'Prise en compte vu Baby- oder Studiejoren,

awer och d'Upassung un ökonomesch Entwécklungen, wéi zum Beispill un den Index oder un d'Real-lounentwécklung.

Alles dat sinn Elementer, déi de Kader vun engem rengem Assurancësystem iwwerschreiden. An dee System schaaft sozial Rechter. A virun allem ass de Risiko – also déi Wett op d'Zukunft, vun där ech geschwat hunn – ofgefiedert, well zu Lëtzebuerg ass en op déi gréisstméiglech sozial Basis verdeelt: d'Gesellschaft als Ganz. E berout op de Schëllere vum Salarat, vum Patronat a vum ganze Staat. An d'Kiischte um Kuch: D'Verwaltungskäschte sinn niddreg, Iwwerschëss ginn op d'Säit geluecht a schafen e Puffer, falls et eng Kéier zu Enkpäss sollt kommen.

Alles dat kënnen den zweeten an drëtten Piliere, also d'Kapitaldeckungsverfahren, net. Hei gi Sue geholl, fir a spekulativ Finanzinstrumenter ze investéieren, mat dem vage Verspreechen, an Zukunft Gewënner auszuschëdden. Rien n'est moins sûr! Déi Sue gi vun iergendwelchen Fongen onnovollzéierbar fir en Normalstierfleche verwalt. Kee Parlament, keng Assurée schwätzen do mat. An de Rendement ass komplett ofhängeg vun de Laune vun de Finanzmäert. Duerfir si se als Element vun der Sécurité sociale, also der sozialer Sécherheet vun engem Land, denkbar ongëeegent.

An de Risiko ass enorm. Dat huet eis d'Geschicht gewisen. A Länner mat enger staarker Kapitaldeckung hu Leit alles verluer, wann et zu Krisen koum. Do stoung se, wéi an den USA, ouni näischt do an hu missen op den Aarmebüro pilgeren, wou de Staat dann awer konnt d'Rechnung droe vun deene puer Grimmelen, déi se nach kruten. Oder e Beispill bei de Betribsrenten ass d'Beispill vun der Lufthansa.

Wéi gesot, all Pensioonsystem ass eng Zort Wett op d'Zukunft, well en Uspréch op zukünftige Leeschtungen bedeit. Am Émlageverfahren ass dat net anescht, just datt hei d'Pensionsrechter op der zukünftiger Lounentwécklung baséieren an der Zuel vu Leit, déi schaffen. Duerfir baséiert d'Émlageverfahren op der Realwirtschaft. Well wat ass méi real wéi Léin a Cotisations?

Am Kapitaldeckungsverfahren baséiert déi Wett net op der Erwaardung vu Léin, mee op der Erwaardung vu Profit. A Profit ginn eeben och op d'Käschte vu Léin gemaach. An dat ass eng weider Perversioun vum kapitalgedeckten Pensioone: Si sinn net nëmmen onsécher a manner performant, mee se setzen och nach duerch d'Profitierwaardung d'Léin vun deenen, déi schaffen, ënner Drock. Fir zukünftige Generationen ass dat eng Lose-Lose-Situatioun: Net nëmmen steet hir Pensioone op méi wackeliger Féiss, mee och hir Aarbecht – an domadder hire Loun, vun deem si sech dann, wa méiglech, och nach privat verséchere sollen – steet ënner Drock.

Wéi gesäit et dann zu Lëtzebuerg aus? Zu Lëtzebuerg spillen den zweeten an drëtten Piliere an deem Ganze glécklecherweis just eng marginal Roll. Privat Zousatzpensiounen si fir déi meescht keng Pensioone, mee eng Kapitalpräz am Alter, déi op ee Koup ausbezuel gëtt an déi och nach hallef steierfräi ass. Géif ee se sech als monatlech Rent ausbezuele loosse, wier dës Montant immens kleng an en ass och net indexéiert an net un d'Realléin ugepasst, dat heescht, e verléiert vu Joer zu Joer ëmmer méi u Wäert. De Steuerverloscht fir de Staat läit awer elo scho bei ronn 43 Milliounen Euro.

Den zweeten Piliere, also d'Betribsrenten, gött zu Lëtzebuerg virun allem bei Salaréie vun der Finanz- a Versécherungsindustrie agesat. D'Prestatiounen, déi ausbezuel ginn, si komplett steierfräi a bedeite fir de Staat e Verloscht vu 26 Milliounen Euro. Bei

de Betriffsrenten ass et awer och esou, datt fir déi meescht, also 53 % vun den Empfänger, de Montant lächerlech kleng ass. Et bedeit eng Opstockung vu manner wéi 5 % par rapport zu dem Montant aus dem éischte Pilier. An d'Betriffsrente betreffen zu Lëtzebuerg virun allem privilegiéiert Salariéen aus Secteure mat héije Paien.

Kuerz: Den zweeten an den drëtten Pilier sinn zu Lëtzebuerg e finanziell Spillgezei fir déi, déi et sech leeschte kënnen. An et ass dann awer schonn erstaunlech, datt doranner d'Haaptproposé vun CSV, DP an ADR leien.

Mee kucke mer emol aner europäesch Länner un, wou och scho Leit do waren, déi esou Iddien haten. Däitschland ass vum Émlageverfahren op d'Kapitaldeckung ëmgeklommen, Stéchwuert „Riester-Rente“. D'Leit kréie plus ou moins dat zeréck, wat se abezuelt hunn, awer och näischt méi – e Montant, dee mat der Zäit duerch d'Inflatioun ëmmer manner wäert gëtt. Entre-temps versicht d'Regierung, mat ville staatleche Suen de Rentenniveau bei eppes ënner 50 % ze stabiliséieren, also en Taux de remplacement vun ënner 50 %. Parallell ass Däitschland zu engem Niddreglounland ginn, also mol net d'Hallschent vun enger klenger Pai steet zur Aussicht.

An d'Konsequenz dovunner: D'Altersarmut huet sech an Däitschland zënter der Aféierung vun der Riester-Rente virun 20 Joer vu ronn 10 % op aktuell 30 % am Joer 2024 verdäifacht. Lose-lose: fir déi, déi schaffen, a fir déi, déi d'Pensioun kréien.

Schweden ass 1999 vum Émlageverfahren op eng deelweis Kapitaldeckung ëmgeklommen. Interessant ass: Hei war dat och am ganze Walkampf kee Sujet. Et gëtt hei nach wéi bei eis eng Akommesrent, déi awer op 4.500 Euro plafonéiert ass, donieft eng sougenannte „Premiumrent“, déi dann a Fongen investéiert muss ginn. An als Grondsécherung gëtt et eng Garantierent vum Staat, wann den éischten an den zweeten Pilier net duerginn, déi bei 25 % vum Duerchschnittsloun läit. Fir Lëtzebuerg wieren dat ronn 1.500 Euro. An an der Praxis heescht de schweedesche Modell: Ginn d'Finanzmäert an d'Luucht, geet och d'Pensioun an d'Luucht. Gëtt et eng Flaut un der Bourse, geet och d'Pensioun erof.

D'Konsequenz a Schweden: Zanter der Rentereform ass d'Altersarmut kontinuierlech eropgaangen: Virun der Reform louch se am déiwee eestellige Beräich. Haut schwankt se laut Eurostat tëscht 25 an 30 %. Besonnesch beträff si Fraen, eppes, wat virdrun a Schweden net denkbar gewiescht wier.

An dann, Här President, kommen ech zu Holland, deem vun eisem CEO esou adoréierte Cappuccino-Modell. Hei ass déi staatlech Grondrent d'Basis, also de Kaffi, an de Mëlleschaum, also d'Betriffsrenten, den zweeten Pilier, mécht de substanzuellen Deel aus. Betriffsrente ginn a Pensiounsfongen investéiert. Dës Fonge baséieren – an dat ass interessant fir de lëtzebuergesche Kontext, wann een iwwer Cappuccino schwätzt – op Kollektivverträge.

Une voix | A!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Déi sinn nämlech an Holland verbindlech, wouduerch déi héich Zuel u Salariéen entsteet, déi Accès hunn. Dat heescht, dass déi Betriffsrenten an de Kollektivverträge verhandelt ginn. An dat ass eng fundamental aner Viraussetzung wéi zu Lëtzebuerg. Mir hu wéineg Kollektivverträge, se sinn net verbindlech a mir hunn eng Regierung, déi se en plus nach mordikus ënnerwandere wëll a souguer manner Punkten obligatoresch wëll virgesinn, déi musse verhandelt ginn.

An och an Holland gesi mer d'Konsequenze vun dëser Politik: D'Aarmut bei de Leit an der Pensioun ass an

de leschten zéng Joer explodéiert, vu knapp 6 % op entre-temps 22 %.

Also, Här President, kapitalgedeckte Rente si manner performant, manner transparent, manner demokratéisch, méi volatil, net solidaresch a bidde kee Schutz virun Aarmut.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wien op dëse Wee goe wëll, dee soll de Leit dann awer och kloer Wäin ausschëdden, well dee soll dann och soen, wéi et am Ausland ausgesäit beim Iwwergang vum Émlageverfahren op kapitalgedeckte Renten. Et bedeit nämlech eng Veraarmung vu ganz groussen Deeler vun der Bevëlkerung. A mir als Lénk wäerten eis op jidde Fall géint esou eng geckeg an antisozial Politik ze wiere wëssen!

Mir wäerten net einfach nokucken, wéi de Sozialstaat ënnerhielegt gëtt. Well de lëtzebuergesche Pensiounssystem, dee mer während Joerzéngten opgebaut hunn, deen ass robust, performant a staark. An et gëllt, en ze stäerken an eventuell Schwächen ze verbessern.

Duerfir stellt sech effektiv d'Fro, ob mer iwwerhaapt eng grondleeënd Reform brauchen. Eh ben, jo, och mir gesinn d'Noutwendegkeet, u verschidde Stellschrauwen ze dréinen, fir verschidde sozial Ongerechtegkeeten aus dem Wee ze raumen, mee virun allem fir Verschlechterungen, déi agefuert goufen, aus dem Wee ze raumen.

Jo, 2012 ass eng Reform gemaach gi vun der deemoleger CSV/LSAP-Regierung, ënnert der Responsabilitéit vum Mars Di Bartolomeo. Wësst Der, de südamerikanesche Schrëftsteller Gabriel García Márquez huet e Literaturnobelpreiskréinte Roman geschriwwen mam Titel „Hundert Jahre Einsamkeit“.

(Interruptions)

Déi Reform, déi aus dem Mars Di Bartolomeo senger Fieder kënnt, misst wuel den Titel „40 Joer virprogramméierte Sozialofbau“ droen.

(Interruptions)

Well dat war d'Essenz vun där Reform: dräi Joer méi schaffen oder 13 % manner Pensioun. Technesch esou ëmgesat, datt bis 2052 Joer fir Joer d'Rentenuspréich vun deenen, déi an d'Pensioun ginn, méi kleng ginn, an dat queesch duerch de Gaart. Och déi kleng Pensiounen, déi um Mindestloun cotiséiert hunn iwwer hir ganz Karriär, wäerte par rapport zu haut ëm 9 % u Wäert verléieren. Also 9 % manner fir déi selwecht Liewensleeschtung, ob een 2012 an d'Pensioun gaangen ass mam Mindestloun oder ob een 2052 an d'Pensioun geet.

Mee bal nach méi schlëmm war d'Aféiere vun antisozialen Automatismen. Sollten an engem Joer d'Ausgabe vun der Pensiounskeess, also d'Prime de répartition pure, eng Kéier méi héich si wéi d'Recetten, da misst automatesch d'Upassung vun alle Pensiounen un d'Reallounentwécklung entweder ganz ewechfalen oder zumindest awer halbéiert ginn.

An dat ass déi trauregste Konkusioun vun dëser Diskussioun: Ech hu bis elo nach keng Partei héiere soen, datt si sech och iwwer 2026 eraus fir den integrale Rentenajustement ausschwätzt. Well wann dat net de Fall ass, da wäerte spéitstens ab 2028 d'Pensiounen, d'Renten, net méi komplett un d'Reallounentwécklung ugepasst sinn. An dovunner sinn alleguer d'Rentner beträff. Wann dat eng vun deene Konkusiounen ass, ass dat definitiv déi trauregste vun dësem Debat haut.

An d'Chambre des Salariés huet virgerechent, wat dat géif bedeiten. Wier deen doten Automatismus

schonns virun zéng Joer agefuert ginn, also 2015, da wier d'Mindestpensioun haut net 2.293 Euro, mee 190 Euro manner, nämlech 2.102 Euro. Op eng Liewenskarriär gekuckt, op eng Pensiounskarriär vu 25 theoreetesche Joren, wier d'Mindestpensioun haut ouni Ajustement bei 1.788 Euro.

D'Perversioun geet awer weider, well wann eng Regierung da géif op d'Iddi kommen, d'Recetten an d'Luucht ze setzen duerch d'Erhéijung vun de Cotisatiounen, da géif als weideren Automatismus d'Joresendzoulag, also d'Allocation de fin d'année, ewechfalen, déi sech aktuell op knapp 980 Euro beleeft. A besonnesch fir kleng Pensiounen wier dat eng Katastroph!

Wat hei geschafte ginn ass, dat ass eng antisozial Féckmilchen, déi eenzeg drop aus war, Depensen ze senken, an et quasi onméiglech gemaach huet, nei Recetten ze generéieren. An dat Eenzezt, wat een zum Mars Di Bartolomeo senger Verdeidigung soe kann, ass, datt deemools CSV, DP an déi gréng nach vill méi sozial Verschlechterunge wollten.

An duerfir ass dat Beispill, wat d'Madamm Bernard virdu gesot huet, dat Zitat vum Anästhesist, vum Här Braz, ganz passend. Den Här Braz huet nämlech dem Här Di Bartolomeo virgehäit, e géif net wäit genuch goen, e géif am Moment just de Patient aschleieren, mee déi eigentlech Operatioun, nämlech d'Longen an d'Nieren erauszehuelen, géif e sech net trauen ze maachen.

A genau dat ass dee falsche Wee. Genau dat ass dat, wat mer net maache wëllen. An duerfir mengen ech, datt mer wierklech elo um Moment sinn, datt mer eng Reform brauchen. Och eng Reform vun der Reform.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, den Här Di Bartolomeo wollt eppes froen. Dat kënnt Der elo unhuelen oder duerno. Dat ass, wéi Dir wëllt.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, wann Der dat just bei menger Zäit zeguthalt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Ech halen Iech dat zegutt.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... well wann den Här Di Bartolomeo just ee Saz soe wëll, da riskéiert et, laang ze ginn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Do sinn ech mer elo net sécher, mee loosse mer mol kucken. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, mee hei brauch ech nëmmen ee Saz. Wësst Dir, dass déi Modulatioun vum Ajustement keen Automatismus ass? Well Dir maacht, wéi wann et en Automatismus wär, ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Den Automatismus besteet doranner, datt d'Regierung muss e Gesetz ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... ass et awer net. Et ass keen Automatismus. Et muss e Gesetz gemaach ginn.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Richteg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An et gëtt jo och méiglech Preventivmoosnamen. A wann een déi Preventivmoosnamen hält, froen ech Iech, kommt Der zu wat fir enger Konkusioun?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här Di Bartolomeo, ...

Une voix | Et ass nach net fäerdeg.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... ech weess net, maacht Der elo gär e Quiz mat mir?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Komme mer zu wat fir enger Konklusioun? Dass deen Automatismus ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Also, den Automatismus besteet doranner, datt automatesch d'Regierung opgefuerdert ass, e Gesetz ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dass deen Automatismus ... Et deet mer leed, loosst mech ausschwatzen! Ech hunn Iech och aus...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, mee Dir stellt mer eng Fro!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech hu ganz, ganz gentiment gefrot, fir d'Wuert ze kréien. Ech hunn ...

(Interruption par M. Fernand Etgen)

Majo, Här Vizepräsident, wann den ...

(Interruption)

Wann den Här Baum mech net géif provozéieren, da wär ech scho laang fäerdeg.

(Hilarité)

Mee ech wëll dem Här Baum nach eng Kéier ...

(Interruption et hilarité)

Ech wëll den Här Baum nach eng Kéier froen, ob e weess, dass dat keen Automatismus ass beim Ajustement.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, däruf ech dem Här Di Bartolomeo elo äntwerten oder schwätzt en erëm dotëschent?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee Dir hutt ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Et schéngt, wéi wann ech äntwerten däruf.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, also, den Här Di Bartolomeo huet elo eng Fro gestallt. Wann en nach eng hätt, da wär dat zum Schluss. Dir kënnt elo äntweren an da fuert Der mat Ärem Discours weider.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ma natierlech, den Automatismus besteet doranner, datt d'Regierung opgefuerdert ass, quasi automatesch e Gesetz ze maachen, wou festgehalen gëtt, ob den Ajustement just ëm d'Hallschent gekierzt gëtt oder ganz ewechfällt oder eppes tëschent 0 an 0,5. Mee den Automatismus besteet doranner, datt d'Regierung dat maache muss. Dat ass automatesch.

(Interruption)

Ben, Här President, et ass awer nun emol esou am Gesetz. Wat soll ech soen?

M. Claude Wiseler, Président | Dat war dem Här Baum seng Äntwert. Fuert elo weider mat Ärer Ried.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech verstinn, datt et dem Här Di Bartolomeo peenlech ass. Mir wier et entre-temps och peenlech, mee et ass nun emol esou.

Här President, ...

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... ech wëll awer da kuerz erëm op de Sujet zeréckkommen. Dräi Minutte bräicht ech dann elo awer fir d'Rallonge duerch déi Fro. Ganz kuerz, ech ginn och ganz kuerz driwwer.

Previsiounen: Mir maache Previsiounen bis 2070. Ech maachen dat och elo stéchuwaarteg. Menger Meenung no ass dat Kaffisazlieserei, well besonnesch an engem Émlageverfahren, wat nämlech op

der realökonomescher Entwécklung vun engem Land baséiert, kann ee beschtefalls Previsiounen vun 10, 15, allez hépp, eventuell souguer 20 Joer maachen. Alles, wat doriwwer erausgeet, ass, mengen ech, net ganz seriö.

Besonnesch well sech an der Vergaangenheet all déi Previsiounen, historesch op jidde Fall, ëmmer als falsch erweisen hunn. De Jean-Claude Juncker huet a senger berüümter Brandried, wou e fir d'éischt, mengen ech, vun der Rentemauer geschwat huet, den Epuisement vun der Reserv fir 2015 virausgesinn. Entre-temps si mer an de 40er-Joren, wou dat sollt geschéien. An och an der rezenten Vergaangenheet ... Et muss ee soen, datt een déi Elementer wierklech mat ganz grousser Virsiicht muss kucken.

Och d'Liewenserwaardung – mir wäerten do warscheinlech nach d'Geleeënheet kréien, drop anzegoen – ass a mengen Ae weesentlech ze héich ageschat, nämlech op fénnef Joer méi fir den Zäitraum bis 2070, well d'Courbe, déi mer an der Realitéit gesinn, weesentlech manner grouss ass.

Här President, ech hunn et virdrun awer gesot: Et gëtt am aktuelle System Verbesserungsbedarf, notament bei deene kleng Pensionen, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, well och zu Lëtzebuerg ass d'Altersarmut gewuess. Duerch eist Émlageverfahren net esou séier wéi an de kapitalgedeckte Länner, mee awer ronn 10 % vun de Rentner sinn dem Aarmutrisiko ausgesat. An dat sinn der 10 ze vill!

D'Mindestpensioun ass e wichtegt Element dovunner. 36.611 Leit kréien déi zu Lëtzebuerg. An déi läit ronn 200 Euro ënnert der Aarmutsgrenz. An dat ass fir eis inakzeptabel.

Gradesou inakzeptabel, muss ech awer soen, wéi de Moien déi Rumeur, déi op eemol an de Raum geheit gouf, datt vill Leit, déi d'Mindestpensioun bezéien, eventuell nach aner Revenuen nieft der Mindestpensioun hätten, soudatt d'Erhéijung vun der Mindestpensioun net effektiv géint d'Altersarmut kéint wirken. Ma ech hunn dozou eng Question parlementaire un d'Sozialversicherungsministesch an un de Finanzminister gestallt, wéi vill Leit da méi wéi 10 % nach géifen u Revenue kréien, déi iwwert d'Mindestpensioun géifen erausgoen. An d'Äntwert war: ronn 2,5 %, also 1 vu 40. Also, et kann ee wierklech net soen, datt dat e verallgemengerte Phänomeen wier!

Gradesou inakzeptabel ass, dass mer en Gender Pension Gap hunn, dee bei 36 % läit. Also an der Moyenne kréie Frae 36 % manner Pensioun wéi Männer. Keen anert Land huet esou e schlechten Taux.

An dat sinn déi zwee Elementer, déi missten an eisen Ae virrangeg an der Diskussioun sinn, wann et ëm eng méiglech Pensionsreform geet, an net dystopesch Phantasme ronderëm e Cappuccino-Modell vum Premier oder e Modell, deen d'ADR hei genannt huet. Wéi soll een deen nennen? Latte macchiato? Et weess een et net esou richtig.

Här President, no der Regierungsannonce vun enger méiglecher Pensionsreform ware mir als Lénk bis haut – an ech muss soen: och no dëser Debatt – bis elo déi Eenzeg, déi konkret Proposen op den Dësch geluecht hunn, fir eise performante Pensiounssystem op nach méi stabil an nohalteg Been ze stellen a Verbesserungsverschléi ze maachen. A mir sinn do op enger Linn mat der Gewerkschaftsfront aus OGBL an LCGB.

An am Géigesaz zu der 2012er Reform wëlle mer net un der Dependensäit, also de Prestatiounen, schrauwe goen, mee op der Recettensäit. Eis Virschléi si kuerz- a mëttelfristeg ugeluecht.

Kuerzfristeg proposéiere mer, éischstens, d'Ophiewe vum Plaffong op fénnefmol de Mindestloun ouni entsprechend Pensionsrechter bei Montanten, déi doriwwer erausginn. Dat wieren direkt ronn 700 Milliounen Euro nei Recetten, déi dat bedeite géif, ouni dass doduerjer laangfristeg nei Dependens géifen op d'Pensionskeess duerkommen. Zu Lëtzebuerg betrëfft dat – fir sech e Bild ze maachen, wat dat heescht – 5 % vun de Cotisanten, also ronn 28.000 Leit, déi, wann een eng Reegeldetri mécht vun deem Montant, dee cotisabel ass, an der Moyenne 21.000 Euro de Mount verdéngen. An dat wier hire Bäitrag zur sozialer Kohäsion hei am Land. A mir wëllen hinne dat erméiglechen.

Duerfir ass d'Argument vun der DP, datt dat och eng Cotisatiounserhéijung fir d'Patronat géif bedeiten, awer op ganz wackelege Féiss. Well da stellen ech Iech awer d'Fro: Wéi e Patron bezilt da Salairé vu méi wéi 13.188 Euro? Also, dat ass net den Handwerker, dat ass net den Epicier. Dat si virun allem Leit, déi an der Finanz- an Assicurancëbranche tätég sinn. An ech mengen, datt do awer Margen a Sputt sinn, fir hiren Deel zur sozialer Sécherheet vun eisem Land kënne mat bäizedroen.

Zweetens si mer der Meenung, datt leeschtungsfrëm Depensen aus der CNAP erausgeholl misste ginn. Am Moment ginn déi gesamt administrativ Fraisen, d'Personalkäschte vun de Cotisatiounen vun de schaffende Leit bezuelt. Cotisatiounen sinn awer an eisen Aen net do, fir Computeren ze bezuelen, mee se sinn do, fir Pensiounen ze bezuelen.

An dat selwecht gëllt fir Fraisen, déi am Fong beim Fonds pour l'emploi misste leien, ewéi d'Indemnité d'attente an d'Preretrainen, déi aus Sozialpläng entstinn. Dëst wiere manner Depensen am Wäert vun 221 Milliounen Euro.

Drëttens: Mir proposéieren, d'Cotisatioun op méiglechst allen Elementer vun der Aarbecht, ewéi Iwwerstonnen, Stagen et cetera, ze erméiglechen. An et ass an eisen Aen eng Noutwendegkeet, datt Leit, déi no 65 Joer nieft hirer Pensioun nach schaffen, op deem Deel, deen net insignifiant ass, och Cotisatiounen bezuelen. An dës Mesürene zesummegerechent wieren nach eng Kéier Recetten an Héicht vun 109 Milliounen.

Also dës dräi Mesüre géife kuerzfristeg ronn eng Milliard, e bësse méi wéi eng Milliard, Euro ausmaachen, déi mer direkt kéinten eisem Pensiounssystem zur Verfügung stellen.

Véiertens sti mer fir d'Erhéijung vun der Mindestrent op den Niveau vum Mindestloun. Dovunner betrëfft wieren iwwer 36.000 Rentner a vun deene wieren 80 % Fraen. Dëst wier och en effikasse Schrëtt, fir géint den Gender Pension Gap virzegoen. D'CSV hat virdu gesot, si wëlt éischter mat soziale Mesürene do virgoen a schwätzt da vu Simplification administrative. Ma dat hei wier déi gréisste Simplification administrative: d'Mindestrent op en Niveau hiewen, datt een net méi op Sozialhëllef ugewisen ass.

Mir sinn natierlech och fir d'Splitting vun der Rente-rechter am Scheedungsfall.

A fénneftens misste mer kuerzfristeg och déi onsënneg, onnéideg an antisozial Automatismen aus der Reform vun 2012, wéi den Ajustement an d'Joresendzoulag, aus der Reform eraushuelen.

Mat deene konkreeten an direkt ëmsetzbare Mesürene hätte mer souwuel eise Pensiounssystem op Joren ofgeséichert wéi och fir sozial Gerechtegkeet gesuergt. Sollt dann awer – an och an eisem Modell – an den 30er-Joren den Equiliber tëscht Recetten an Depensen

net méi garantéiert sinn, da proposéiere mer mëttel-fristeg eng Cotisatiounserhéijung vun 8 op 9 %.

Awer mir wieren eis géint neoliberal Iddien, wéi Studienzäiten anzeschränken. Am Géigendeel, mir bräichten, sou wéi d'Studentenorganisatioun ACEL dat och freet, eng méi grouss Flexibiliséierung vun deenen Zäiten, well mer der Tatsaach musse Rechnung droen, dass Ausbildungsparcoursen haut an Zäite vum Lifelong Learning méi komplex sinn.

An natierlech wiere mer eis och géint déi fraefeindlech Patronatsfuerderung, d'Babyyears net méi gëllen ze loossen.

An op kee Fall däerf de Rentenaltersalter an d'Luucht gesat ginn. Mir hunn am Émlageverfahren eng grouss Flexibilitéit an d'Stéchdate sinn hei 57 Joer, 60 Joer, 65 Joer. Wann esou dacks vun enger „Pension à la carte“ geschwat gëtt, déi mer misste kréien: Ma mir hu se am Moment! Et kann een no 40 Cotisationsjore mat 57 an d'Pensioun. Wann een d'Stagezäit huet, kann ee mat 60, 61, 62, 63, 64, esou wéi een dat wëll, an d'Pensioun goen.

Zwee lescht Wieder. Éischtens: Zum Fonds de compensation menge mer, datt mer sollen derbäi bleiwen, datt de Fonds de compensation responsabel investéiere muss. Am Fonds de compensation sinn elo och schonn Elementer vu Waffenindustrie dran. Dat ass am Moment net verbueden. Verbueden an ausgeschloss sinn déi Investissementer, wou géint international Verträge verstouss gëtt. An ech hoffen, datt dës Regierung net wëll op de Wee goen, dat opzeweichen.

Här President, ech wëlt e lescht Wuert soen zur Fonction publique, mee warscheinlech kann ech dann d'Parole après ministre froen.

Ech schléissen dann domadder of: Mat dese Mesüre wier déi sougenannte Rentemauer no Berechnungen vun der IGSS bis an d'Enn-50er-, 60er-Jore verréckelt, also bis zu engem Zäitpunkt, deen all hallefweegs seriö Previsioun iwwersteigt. An et läit an der Natur vum Émlageverfahren, datt et déi zukünftige Gesellschaft ass, déi wéi mir haut eng zentral Fro beäntworte muss: Wéi vill ass eis déi eeler Generatioun wäert?

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Et ass nach eng Fro do, déi Iech sollt gestallt ginn, wann Der se akzeptéiert, vum Här Goldschmidt.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Selbstverständlech.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goldschmidt. Awer kuerz!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Riedner fir deen interessanten Exposé. Ech hätt eng Verständnissfro zu Äre Berechnungen, haaptsächlech wat de Plafond cotisable ugeet. Ech mengen, mir wësse jo alleguerten, mir hunn en Ennerscheid tëschent dem Privatsecteur an dem öffentliche Secteur. Am öffentliche Secteur ass dee Plafond cotisable net do, an dofir kënnen déi am öffentliche Secteur jo och méi eng héich Pensioun hunn, wat jo och ... Ech mengen, dat ass jo hei iwwerall akzeptéiert sou. Dat ass jo kee Problem. Mee falls Dir elo dee Plaffong wëllt am Privatsecteur ewechhuelen, awer ouni dovunner kënnen och da méi ze hunn, dann hu mer jo keng Gerechtegkeet méi tëschent deenen zwee. Do wollt ech froen, ob ech dat richtig verstan hunn. Oder wollt Der beim öffentliche Secteur dat och ewechhuelen?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Ech mengen, Dir hutt dem Här Baum

elo eng Freed gemaach. Da kann en dorobber äntwieren.

(Hilarité)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här Goldschmidt, ech hätt selwer net dru gegleef, mee Dir hutt mer wierklech eng Freed gemaach! Well dee Punkt, deen ech nach wollt ernimmen a wou ech awer schonn de strenge Bléck vum President gesinn hunn ... Dir gitt mer hei wierklech, wierklech d'Méiglechkeet, nach eng Kéier op d'Fonction publique anzegoen.

Jo, an ech si mer bewusst, datt dat à première vue vläicht net populär kléngt: Mir sinn der Meenung, datt och an der Fonction publique dee System ab elo sollt gëllen. Droit-acquisé sinn Droit-acquisen. Mee ab elo, ab deem Moment, wou deen Deckel géif opgehewe ginn, géifen och keng nei Pensiounsrechter an der Fonction publique ab fënnemol de Mindestloun gëllen.

A mir hunn eis natierlech och ugekuckt, wat dat géif bedeuten. Déi héchste Karriär, an der Karriär A1 no 20 Joer Experienz, déi läit am Moment bei 560 Punkten. Dat sinn eppes iwwer 13.000 Euro, wat am Moment ënnert dem fënnemolche Mindestloun géif leien. Dat heescht ganz konkret: Och e Lycéesproff, dee 25 Joer schafft, géif ënnert dëser Proposition, déi mir maachen, net leiden.

Wien awer dorënner leide géif ... Well bei déi 560 Punkte kommen nach aner Elementer, certes, derbäi. Däers si mer eis scho bewusst. Mee dat ass eng Fro vu Solidaritéit. D'Madamm Minister géif eventuell drënner leiden. Deen een oder aneren Deputéierten, den Här President géif eventuell manner Rechter an Zukunft kréien. An dat wier awer dee solidareschen Akt, wou mir mengen, datt dee verkraftbar a vertretbar ass, wann ee weess, datt een nawell den Ausbléck huet op eng Pensioun, déi bis zu 10.600 Euro ka bedroen. Ech mengen, datt dat zoomuttbar ass, a mer wëssen, datt dat just e ganz klengen Deel vun der Fonction publique betrëfft.

Villmools merci fir déi Fro!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hätte mer am Fong déi éischt Ronn vun de Riedner ofgeschloss. An da géinge mer zur zweeter Ronn kommen. Ech hunn hei ageschriwwen als Éischte vun der zweeter Ronn: den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kollegeginnen a Kollegen, et war en interessanten Debat. A wann ech d'Riednerléicht héieren hunn, wäert et jo nach ganz interessant ginn.

(Hilarité)

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wëll ech awer fir d'éischt op eng Remark agoen, déi d'Madamm Bofferding de Moien u meng Adress gemaach huet. Ech wëll just am Virfeld direkt der IGSS Merci soe fir déi exzellent Aarbecht, déi mer vun hinne kritt hunn, an all déi Donnéeën, déi mer dee Moment kritt hunn, esou wéi dat mat hinne ofgemaach war, an dass den Direkter vun der IGSS och selwer do war de leschte Mëttwoch, fir eis dat virzustellen, a wou den Direkter vun der IGSS och ganz kloer gesot huet, fir all Froen, déi nach vun de jeeweilege Leit do wieren, stéing en zur Dispositioun. Dofir him e grouse Merci.

Bei de Finanzen an an der Fonction publique, do waren iergendwéi Kommunikationsproblemer. An iwwer meng Begeeschterung, Madamm Bofferding, schwätzen ech léiwer net mat Iech, well do „schweigt des Sängers Höflichkeit“, fir esou Saachen ze soen.

Ech wëll awer doriwwer eraus soen, dass ech allgemeng der Meenung sinn, dass déi Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hu fir dësen Debat, ganz produktiv waren, souwuel vusäite vun der Regierung wéi vun de Beamten, déi mer do setzen haten, wéi och vun der Administrateurin, déi déi PVen och ganz séier redigéiert huet, dass jiddweree sech och allkéiers an deem Contenu géif erëmfannen. Ech wëll dat awer ënnersträichen, well et hätt een de Moie kënne vläicht e bëssen eraushéieren, dass ee guer keng Méiglechkeet gehat hätt, iergendeppes ze preparéieren.

Här President, léif Kollegeginnen a Kollegen, viru 40 Joer war et nach normal hei am Land: Et huet ee mat 15 Joer ugefaange mat schaffen an et ass ee mat 65 Joer an d'Pensioun gaangen an et ass een 72 Joer al ginn. Dat heescht, et huet ee 50 Joer geschafft an et huet ee 7 Joer Pensioun kritt. An dat war de System, dee mer kannt hunn, bis et an den 80er-Joren, an der Stolkris, lassgaangen ass mat der Preretraite, mat der Retraite anticipée, duerno d'40 Joer ..., 60 Joer komm ass fir d'Männer. Déizäit konnten d'Frae fënnel Joer éischter goen, wa se am aktiven Déngscht waren. Alles dat waren Dispositiounen, déi mer kannt hunn. An 1984 huet dat sech geännert.

An dofir muss ee sech och bewusst sinn, wa mer wëssen, wou eise System hierkënn, dass mer do, wa mer haut rechnen: Et fänt een am Duerchschnitt mat 23 Joer un, et hält ee mat 61 Joer op, an da kënnen awer d'Dammen – si sinn e bësse bevirdelegt eis géigeniwwer – ...

(Interruption)

... 84 an d'Männer 80 Joer al ginn, da kënn een do op 38 Joer, wou ee géif cotiséieren. An et gëtt een awer méi al, wéi dat deemools de Fall war. Dat beweist eis – an dat ware jo net nëmme mir, mee och schonn eis Virgänger, eis Virvirgänger; déi hu sech jo och schonn domadder beschäftegt –, dass domadder de System net méi sou ka virgoen, wéi dat virdrun de Fall war.

Mäi Kolleg, den Alex Donnersbach, huet virdrun d'Geleeenheet gehat, fir déi Pisten ervirzehiewen, déi mir als Partei wëlle betruuechten, fir d'Viabilitéit vum Pensiounssystem méi grouss ze maachen.

Mee ech wëll do nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat hei – esou hat ech et op alle Fall verstanen – den Dag soll si vun den Denkestéiss, well nächste Freideg ass nach eng Consultatiounsronn, de 4. Abrëll ass nach eng Consultatiounsronn an de 26. Abrëll ass nach eng Consultatiounsronn, wou d'Ministesch och d'Parteien, och d'Gewerkschaften, och d'Jugendorganisatiounen gesäit, fir nach eng Kéier mat hinne driwwer ze schwätzen, iwwer all déi Pisten. An dann – esou hunn ech et op alle Fall verstanen – wäert d'Regierung dann e Final Package schnüren, mat deem se da wäert kommen. Mee wa se eis awer haut scho géif e Final Package virléien, dann hätt et vläicht net vill Wäert, nächste Freiden an dann de 4. an de 26. nach esou eng Consultatiounsronn ze féieren, wou awer och d'Regierung am Wuert steet a wou se och gesot huet, wou se alles wäert maachen, fir dass der Viabilitéit vum System an den nächste Joren och näischt wäert geschéien. An dofir wëll ech dat nach eng Kéier ënnersträichen.

Ech hätt et och komesch fonnt, wann d'Regierung hei schonn Iddie virgestallt hätt. Ech ginn dervun aus, dass op där enger oder op där anerer Säit da Leit opgestane wieren: „Sot, firwat maacht Der dat elo mat eis? Den nächste Freideg hutt Der eis geruff, fir Präsentatiounen ze maachen, an elo hutt Der hei schonn Decisiounen geholl.“ Ech ginn dervun aus, dass dann och hei d'Begeeschterung sech a Grenze géif halen.

Ech mengen, dass et och wichtig ass, dass mer iw- wert déi ganz Diskussioun vun de Pensioune schwätzen. A wann Der ... Dir kennt mäi Prinzip: „Voir, juger, agir“. Et huet mer awer haut gefall, dass mer eis – esou hunn ech et op alle Fall emfonnt – beim „voir“ eens waren, dass eppes misst geschéien. Beim „juger“ fänkt de Problem un. Ech mengen, do leie mer vläicht e bësse méi wäit ausserneen ënnert deene jeeeweilege Parteien a Fraktiounen, déi heibanne ver- truede sinn. Mee beim „agir“ ginn ech dervun aus, dass d'Regierung nächsten ..., wann déi Consulta- tiounsdebat ofgeschloss ass, dann och wäert mat Propose kommen, déi dann an de legislative Kader eraginn, déi da bei d'Berufschambere ginn, bei de Staatsrot ginn, bei d'Sozialpartner, well d'Pensiouns- keess jo nach ëmmer ee vun deene Gremien ass, dee vun de Sozialpartner, vun de Gewerkschaften, de Pa- tronen an der Regierung, gefouert gëtt, an dass dat dann och de Wee ass, deen do wäert gefouert ginn.

Ech wëll och eng Kéier soen ... An dat ass awer eng Diskussioun, déi mer och scho bei de Finanzen déi leschte Kéier gefouert hunn. An ech mengen, et war d'Madamm Bernard – ech sinn awer net méi sécher, ech hunn zwar hei alles opgeschriwwen gehat –, déi gesot huet, dass mer och vläicht missten driwwer nodenken, dass mer och de Pensioussystem besser erklären. Et gëtt Leit, déi wëssen, wéi de Pensiouns- system fonctionéiert. Et gëtt Leit, déi kennen de Prin- zipp. Mee ech hat an deene leschte Méint d'Gefill, et wier bei de Pensionen esou wéi an der Education a beim Fussball: Jiddweree kennt alles, awer e kennt d'Reegel vläicht net, e kennt de Prinzip vläicht net. An ech mengen, dass et dofir wichtig ass, dass mer och do géifen driwwer nodenken an d'Ureegung un de Ministère ginn an och gläichzäiteg soen, dass och an der Schoul emol vläicht misst driwwer diskutéiert ginn: „Wéi fonctionéiert de Sozialsystem vu Lëtze- buerg? Wéi ass dat mat der Solidaritéit? Wat fir eng Systemer gëtt et?“, fir deene Jonken an och deene manner Jonken d'Méiglechkeet ze ginn, fir dass se och wëssen, wéi de System fonctionéiert, dass da ver- schidde Saachen, déi ëmmer erëm an d'Feld gefouert ginn, déi ëmmer erëm dohinnergestallt ginn, dass déi net grad esou sinn, wéi d'Leit dat empfangen, dass et dofir och wichtig wier, fir dat ze maachen. An ech mengen, dass et – d'selwecht wéi deemools gesot ginn ass, mir bräichten eng Formation iwwert d'Finanzen – och sécherlech net schlecht wär, wa mer eng Formation hätten: „Wéi fonctionéiert de Sozial- system hei zu Lëtzebuerg?“

Déi méi stänneg Kolleegen heibannen, déi kënne sech nach erënneren: Fréier ass et eng École supé- rieure du travail ginn, an déi hat dräi Bicher. Dat éischt Buch war dat vum Droit du travail. Dat zweet Buch war dat vun der Sécurité sociale. Do huet een dat alles vu vir bis hinnen erkläert kritt. An dat drëtt Buch war dat vum Droit du travail général. Dat gëtt et net méi, dat ass gesellschaftlech net méi erfuerdert gewiescht, mee et soll een driwwer nodenken, ob et net do un der Zäit wier, fir dodrop zrëckzekommen.

Eppes aneres, wat ënnerstrach ginn ass, an dat huet den Alex Donnersbach och gesot, an de Marc Baum huet dat elo op eemol nach e bësse kritiséiert: Jo, fir d'CSV ass et wichtig, dass mer e staarke Sozialsystem hunn an dass mir hei och eppes géint d'Altersarmut ënnerhuelen an och déi Akzenter musse setzen, fir dass d'Altersarmut hei zu Lëtzebuerg net nach wei- der an d'Luucht geet. Ech wëll do un d'Adress vun anere Leit soen, déi och de Moien driwwer geschwat hunn: D'Altersarmut ass net déi lescht 18 Méint an d'Luucht gaangen, mee d'Altersarmut ass déi lescht Jore schonn an d'Luucht gaangen. Dat ass elo net e Phenomeen, deen elo drop zrëckzeféiere wier, dass dat déi nei Regierung wier, déi do iergende Problem

hat. Dat selwecht ass dat mam Gendergap. Och do ass keen neie Moment. Och dat gëtt et schonn.

D'Madamm Tanson wollt eng Fro stellen.

(Hilarité)

D'Madamm Tanson wollt eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Dir waart méi schnell wéi ech, Här Spautz. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här President, Dir braucht, mengen ech, de Mëtten net méi ze schaffen. Mir regelen dat dann ënner eis.

Jo, ech hätt eng Fro an deem dote Kontext. Ech mengen, et huet och kee gesot, dat wier déi nei Re- gierung, déi schold wär un der Altersarmut. Mee ech denken, dass Är Aussoen nach virun net allze laanger Zäit, wou Der an engem Face-à-face mat deem nächste Riedner, deen agedroen ass, och plä- déiert hutt fir eng zolidd Hausse vun der Mindestrent, och en Ustouss ginn hunn, dass elo verschidde Leit awer bëssen ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech mengen, mir sinn zu villen Zeien, mir hunn dat zu villen héieren.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech hoffen, datt et der vill héieren hunn.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | O, et war e bëssen ustrengend nozelauschteren, mee mir hunn et awer gelauschart.

M. Marc Spautz (CSV) | O, Madamm Tanson! Ma- damm Tanson!

(Interruption et hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat huet net onbe- déngt un Iech geleeen.

M. Sven Clement (Piraten) | Et houng nëmmen e bëssen un de Riedner.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Entschëllegt! Ech ginn erëm seriö. Mee de Fait ass, Dir hutt dat ganz offensiv dee Moment gesot. An dofir ware mer, mengen ech, zu e puer de Moien iwwerrascht, wou mer vusäite vun de Majoritéitsparteien héieren hunn, dass eng Augmentatioun vun der Mindestrent net méi géing am Raum stoen.

An dofir meng Fro: Dat heescht, Dir sidd net méi fir d'Augmentatioun vun der Mindestrent?

M. Marc Spautz (CSV) | Merci fir déi Fro, Madamm Tanson. Also, ech weess ganz gutt, wat ech mam Här Di Bartolomeo geschwat hunn. An ech weess och ganz gutt, wat meng Positioun dozou ass. An ech géif Iech dofir just bieden, ze waarden, bis d'Proposi- tiounen vun der Regierung um Dësch leien.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Waart, bis ... Meng Meenung hunn ech gesot, a meng Meenung huet sech nach net geännert, mee ech wëll awer soen, dass Der fir de Rescht awer do sollt ofwaarden, bis d'Regierung hir Propositione wäert op den Dësch leeën, well ech ka mech dofir net engagéieren. Ech ka mech awer engagéiere fir dat, wat ech gesot hunn. Villmools merci awer fir d'Fro.

(Hilarité)

Da wollt ech och vum Gendergap awer nach schwät- zen. An do geet et virun allem och ëm déi onvoll- stänneg Karriären. An ech mengen, och dat ass e Problem, dee muss ugeschnidde ginn. Ech mengen, dat waren och d'Madamm Bernard an och d'Ma- damm Bofferding, déi doriwwer geschwat hunn, wat mer do misste maache bei de Fraen. Do sinn och ganz vill Fraen, déi hunn zwar eng komplett Karriär, mee

déi hunn op eemol en cours de route decidéiert, ob et ass wéinst de Kanner oder wéinst anere Saachen, eng Reduktioun vun der Tâche mat sech ze bréngen, a sinn erofgaangen op 80, 75 oder 50 %. A soulaang alles gutt geet, ass dat alles iwwerhaapt kee Problem, mee wann et dann awer eng Kéier sollt schifgoen, stellt sech do eraus, dass dat e Problem ass an dass do verschidde Leit da Problemer hunn, dass hir Kar- riär dann onvollstänneg ass – oder net onvollstän- neg, wat d'Joren ubelaangt, mee d'Montanten net méi deem entsprechen, wat et gëtt.

An ech sinn och där Meenung, dass een doriwwer misst nodenken, fir ze kucken, ob et do net méiglech wier, e Rachat ze maache vu Verséchungsperioden. An elo sot Der direkt hannendrop: „Wéi sollen déi Leit dat da bezuelen?“ Normalerweis, wann do eppes schifgeet, gëtt och e Stot opgeléist an och do sinn da Moyenen, wou een da seet, dat wier eng Prioritéit, fir do kënne e Rachat ze maachen, fir dass een do déi Problemer erfogsat kritt. Ech soe ganz kloer, dass se net wäerte geléist sinn, well wann der zwee, déi näischt ... Pardon fir den Ausdrack! Bei zwee, déi net vill hunn, do ass et net méiglech, e Rachat ze maachen. Mee anerefalls wier et awer méiglech, och Rachaten ze maachen. An ech mengen, dass een iw- wert déi Méiglechkeet soll nodenken a kënne kucken, ob et net flexibel muss méiglech sinn, e Rachat ze schafen, an och dofir ze kucken, fir dass do d'Leit dat gestaffelt kënne maachen, fir och do eng Méiglech- keet ze hunn, dat kënne ze maachen.

Bei den Independantë wëll ech just soen, dass do de Kolleg Laurent Mosar an ech schonn 2021 eng Kéier ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... eng Proposition de loi ge- maach hunn, wou mer gesot hunn, dass verschidde Saache misste méiglech sinn. Den Här Haagen ka sech och nach ganz gutt dorunner erënneren. Hie war deemools zoustänneg Minister, an ech hunn en och heiansdo domat genervt, fir et elo mol esou ausze- drécken, dass do eppes muss kommen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Wat ech awer lo wëll soen: Wann ech alles richtig ge- lies hunn – ech liesen heiansdo esou déi Communi- quéen nom Conseil de Gouvernement –, ass e Projet de loi den 28. Februar am Conseil de Gouvernement ugeholl ginn an deen ass um Instanzwee, soudass do op alle Fall an deem Punkt schonn eppes géif geschéien, onofhängeg vun der Reform vun de Pen- siounen, mee dass do och schonn eppes ënnerwee ass. Mee d'Madamm Minister kann eis herno vläicht soen, ob ech dat richtig gelies hunn oder ob ech dat falsch gelies hunn. Mee et ass op alle Fall wichtig, dass dat gekläert ass an dass dee Message och dann esou no bausse geet, dass do e Projet de loi ënner- wee ass, fir dass mer och dee Problem kënne als of- gehaakt deklaréieren.

Dann ass et awer och wichtig, an dat ass heibanne gesot ginn, dass mer Generationengerechtegkeet behalen. Et geet drëm, dass alleguerten déi Genera- tiounen, déi Generatioun, déi an d'Pensioen geet an eppes versprach kritt huet, an och déi Generatioun, déi haut ufänkt mat schaffen, wëssen, wat se kréien an op wat et erausgeet. Dat ass esou eppes vu wich- teg, dass d'Vertrauen an dee System, dee mer bis elo hunn, och bestoe bleift.

An dofir mengen ech, dass et iwwerhaapt keng Dis- kussioun ka sinn ... An ech hu mech verwonnert beim Här Baum senger leschter Ausféierung. Ech hat heibanne verstan, dass all Partei gesot huet, si wëll net un d'Studentejore goen. Ech hat hei verstanen, dass all hei am Parlament vertruede Partei, déi hei

geschwat huet, gesot huet, se géif net un d'Kannererzéiungsjoren a se géif net un d'Babyjore goen. Dofir war ech e bëssen iwwerrascht, wéi den Här Baum dat elo nach eng Kéier gesot huet.

Ech kann Iech op alle Fall soen: Fir d'CSV ass et en No-Go, dass iergendeppes géif an den Erzéiungsjoren, an de Babyjoren, an de Studentejore geschéien. Et ass wichtig, dass d'Erzéiungsjoren, dass d'Babyjoren an dass d'Studentenzäiten erhalte bleiwen.

Mee gläichzäiteg kann een awer do verschidde Saa-chen adaptéieren. An do, mengen ech, war et den Här Clement, dee gesot hat, dass ee jo och do bei der ACEL verschidde Projeten an Iddie gesinn huet, wou déi gesot hunn, dass een dat nach aneschtens ka strukturéieren. An där Diskussioun soll ee sech net verschléissen.

Mee et ass awer fir mech dofir kloer, an dofir, Här Baum, wéi Der et gesot hutt, war ech e bëssen iwwerrascht. Et war awer net d'Absicht, sou hat ech op alle Fall keen heibanne verstanen, dass do eppes géif geschéien.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, ech mengen, den Här Baum wollt eng Fro stellen.

(Hilarité et interruption)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Nee, ech wollt den Här Spautz froen, ob e sech kéint virstellen, datt en ee Moment net ganz genau nogelauschtert hätt, well ech hunn och kenger Partei dat virgehäit. Ech hu gesot, dat sinn neoliberal Fuerderungen, a virun allem hunn ech och d'Wuert benotzt vun de „Patronatsfuerderungen“, deene mir eis natierlech net kënnen uschréissen. Duerfir war meng Fro, ob Der vläicht ee Moment net ganz nogelauschtert hätt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, dat war keng Fro, dat do, dat war eng Remark.

M. Marc Spautz (CSV) | Dann entschëllegt, Här Baum! Dann entschëllegt, Här Baum! Ech hat et aneschtens verstan.

An dofir mengen ech, dass et och wichtig ass, dass mer eis bei deem Punkt eens sinn, dass mer dat net däreffe maachen. Eis Jugend, d'Jugendparteien, d'ACEL, hunn dat och allkéiers erëm an deenen Entrevuen, déi se hate mat deenen eenzele politesche Parteien, a menges Wëssens och nach de Samschdeg, wéi deen ACEL-Dësch zesumme war, nach eng Kéier ënnerstrach, dass si där Meinung sinn, dass dat muss erhalte bleiwen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier eppes uschneiden. Madamm Bofferding, ech wollt Iech dat awer och nach soen. Dir hutt de Moie gesot, mir géifen hei e komescht Spill maachen a mir géifen net kloer schwätzen an et misst ee sech heiansdo Froe stellen, wéi et soll weidergoen. Ech wëll just soen, Madamm Bofferding – Dir waart zwar déi Zäit Ministesch, mee Dir sidd awer net perséinlech an eleng dofir verantwortlech –: Wann ech den Zoustand kucke vun der Pensiounskeess vun de Gemengebeamten, déi dem Ministère de l'Intérieur ënnerstallt ass a wou 2023 d'Gemengen eng éischt Iwwerraschung kritt hunn, 2024 d'Gemengen eng aner Iwwerraschung kritt hunn, da fannen ech et awer scho komesch, dass Der eis sot a virun allem och eiser Ministesch sot, et misst een och heiansdo méi wäit no vir kucken, well hei huet Äert Haus, deem Der dee Moment virstount, op alle Fall alles aneres gemaach wéi previsibel no vir gekuckt, well soss wier déi Situatioun op alle Fall bei de Gemengebeamten net geschitt. A mir si frou, dass

do d'IGSS, zesumme mam Interieur, wäert kucken, dass mer dee Problem vun der Gemengebeamtenpensiounskeess wäerte geléist kréien.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Dir Dammen an ... Wollt Der eppes soen, Här Fayot?

Une voix | Wëllt Der eng Fro stellen?

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Dir provoziert natierlech och elo.

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Wien? Ech? Ech provoziert en?

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

Gelif?

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, et huet elo keen d'Wuert gefrot, Här Spautz, an dofir fuert Dir elo weider.

M. Marc Spautz (CSV) | D'Madamm Bofferding sot elo grad, et wier net wouer, wat ech gesot hat, oder net richtig. Da wëll ech Iech da just soen, da misst Der den Artikel vum „Paperjam“ nach eng Kéier noliesen, 2023, wou dat zitëiert gëtt, an Der misst gläichzäiteg eng Kéier dat noliesen, wat och d'Gemenge geschéckt kritt hu vun deem Reglement, wat Dir den 23. Oktober 2023 ënnerschriwwen hutt a wat all Gemeng zougestallt kritt huet. Ech wëll dat awer just gesot hunn. Ob dat elo richtig ass, wat dropsteet, oder net, kann ech Iech net soen, mee et ass Fakt, dass d'Gemengen den 18. Oktober 2023 vun Iech als Inneministesch e Bréif kritt hunn, dass d'Cotisationsen géifen an d'Luucht goen opgrond vun der Finanzsituatioun vun de Gemengebeamtenpensiounskeess.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo huet d'Madamm Bofferding d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz (CSV) | Pardon.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Just fir ze preziséieren: Wéi ech 2022 dee Bréif kritt hunn, dass et effektiv enk géif gi mat de Suen an der Keess, do sinn ech deemools un de Syvicol erugetrueden. Ech mengen, hei sëtzt nach de Verrieder. An e weess ganz genau, dass mer oft zesummen, oft zesumme souzen. An ech hunn deemools, well ech eeben net wollt virgräifen, de Syvicol gefrot, et gëtt e puer Optiounen, wéi ech ka virgoen, wéi se gäre wëllen, dass ech soll handelen. Ech ka mech erënneren, dass ech en halleft Joer drop gewaart hunn, ech hu keng Äntwert kritt, an do war näischt aneres iwwreg, wéi eeben herno d'Reglement ze huelen, fir dass genuch Liquiditéiten do sinn, dass d'Gemenge kënnen herno d'Pensiounen ausbezuelen.

Ech war deemools ganz bereet. Meng Dier stoung op, fir kënnen driwwer ze diskutéieren. Et ass leider näischt komm. Mee wichtig ass, an ech mengen, do si mer eis eens, dass déi Mutuelle, esou fonctionéiert déi Keess, absolut net méi zäitgeméiss ass. Ech hunn nämlech ni verstanen, dass d'Patronat, d'Gemengen, net dra vertrauen ass. Mee, wéi gesot, wéi ech den Dossier do leien hat – dat war direkt no Covid –, sinn ech aktiv ginn. Mee leider stoung ech relativ aleng do.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Madamm Bofferding. Mee just, dass mer eis eens sinn: Dir hutt dat den Oktober 2023 ënnerschriwwen. An Dir waart jo net

eréischt de September Ministesch vum Interieur ginn. Do si mer eis jo eens?

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

Ok.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

Da wollt ech och nach soen, dass et fir eis och wichtig ass, well dat och heibannen ënnerstrach ginn ass, dass mir eppes um éischte Pilier maachen. Ech wëll just soen: D'CSV ass fir den éischte Pilier, ass derfir, dass den éischte Pilier eng ganz droend Sail bleift vun deem Pensiounssystem. An den éischte Pilier ze schwächen, dat ass iwwerhaupt net d'Absicht. An ech ka mer och net virstellen, dass an deem, wat d'Regierung wäert proposéieren, do am éischte Pilier iergendeppes géif a Fro gestallt ginn.

Dofir wëll ech nach eng Kéier soen, fir et dann e bësse méi kloer ze maachen: Fir eis ass et en No-Go, dass et méi wéi 65 Joer gëtt. Dat dann och, fir op verschidde Remarken ze äntwerten, wou verschidde Leit heibanne geschwat hunn. Fir d'CSV ass et en No-Go, dass de legale Pensiounsalter soll an d'Luucht gesat ginn. A fir d'CSV ass et och ganz kloer, dass den éischte Pilier net kann, net däreif a Fro gestallt ginn! Dass dat ganz kloer ass, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... wat den No-Go ubelaangt. A wat de Go ubelaangt, ass et fir d'CSV wichteg, dass mer d'Méiglechkeet schafe fir d'Leit, fir progressiv kënnen an d'Pensioun ze goen, dass dat eppes ass, fir d'Leit kënnen ze encouragéieren.

Mir hätte gären eng Reduzéierung vum Aarmutsrisiko fir alleguerten déi Leit, déi de Moment an där Schéier sinn. Et ass wichtig, dass dat och gekläert gëtt. Dat kënne mer net aleng klären iwwert d'Sécurité sociale, mee dat muss mer klären zesumme mat dem Minister vun der Famille, deen och amgaangen ass, e Plang fir d'Aarmutsrisiko auszeschaffen.

Dann ass et fir eis och wichtig, dass mer et fäerdegbréngen, den Taux vun deene Leit, déi schaffe ginn, an d'Luucht ze setzen, och ab dem Alter vu 57 Joer, dass do encouragéiert gëtt, dass d'Leit bereet sinn, méi laang wëlle schaffen ze goen.

An do soen ech awer eppes hannendrop: Dat hänkt dann awer och dervun of, wéi d'Betribsklima ass. Dat hänkt dann awer och dervun of, wéi dat ekonomesch Émfeld ass. Well et däreif een an där ganzer Geschicht awer och net vergiessen, dass do awer och heiansdo verschidden Ureegunge kommen, wou Leit gesot kréien: „Mir wiere frou, wann s de géifs an d'Pensioun goen. Du erfëlls d'Konditiounen, da géi wannechgelif!“ Och dat ass d'Realitéit. An och dat solle mer eis dann op de Leescht huelen, fir och doriwwer ze schwätzen.

An d'selwecht och ... Ech kenne Leit an engem gewëssenen Alter, déi freeë sech nach all Dag, fir schaffen ze goen, an ech kennen anerer, déi soen: „Ech muss mech rappen, fir nach kënnen dohinner ze goen.“ Soudass mer et och muss fäerdegbréngen, dass d'Aarbechtskonditiounen an d'Aarbechtsëmfeld och nach interessant genuch sinn, fir dass d'Leit net drop gammens, bei deem éischte Punkt a bei där éischter Dier, déi opgeet, fir do d'Flucht ze huelen – „Flucht“ ass elo e schlecht Wuert, mee fir dann d'Sortie ze huelen –, fir da kënnen an d'Pensioun ze goen.

An da soen ech et nach eng Kéier: Fir eis sinn och d'Studienzäiten, d'Kannererzéiungsjoren an d'Babyjore wichteg.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat wollt ech nach eng Kéier preziséieren, well hei gesot ginn ass,

mir hätten net kloer an daitlech gesot, wat fir eis e Go an en No-Go ass. Ech mengen, dass dat elo kloer ass.

A villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Spautz. An dann hunn ech nach den Här Gilles Baum, dee sech ageschriwwen huet.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ech hunn hei probéiert, elo d'Uerdnung anzehalen, déi mer normalerweis hunn. Et deet mer leed.

(Interruptions)

Also, all déi Parteien hunn nach Zäit genuch, wann nach eppes hannendrun ze soe bleift, fir dat no ze soen. Dat ass kee Problem. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech wollt jiddwerengem heibanne Merci soen. Éischtens emol hate mer e ganz interessanten Debat. Ech mengen, deen oder anereren huet hei haut awer eppes bäigeliert. Ma mir hate virun allem – an dat hat ech mer vläicht net esou erwaart – e ganz, ganz respektvollen Debat. An ech wollt Iech dofir alleguerte Merci soen.

Mir si mat enger Rei Constaten, mat enger Rei Positione beieneen. A mir sinn natierlech – an dat ass d'Reegel vum demokratesche Spill – mat enger Rei Positionen ausereneen. Ech géif mer erlaben, d'Madamm Bernard, d'Spriecherin vun deene Grénge, ze zitieren, déi de Moie gesot huet: „Fir mech ass et immens schwéier, mer virzustellen, wat 2050 ass.“ An ech muss Iech soen: Ech mengen, et geet jiddwerengem heibannen an och dobaussen esou. Et ass immens schwéier, sech virzustellen, wat 2050 ass! Wéi soll ech menge Kanner, déi elo ufänken ze schaffen, kënne versprechen, wat déi erauskréien, wa se an d'Pensioun ginn? Ech mengen, dass dat op esou eng laang Echeance iwwerhaupt net méiglech ass.

Mir hunn eng Welt, déi séier dréit, eng Welt, déi ëmmer séier dréit, eng Welt, déi méi digital gëtt, wou Beruffer wäerten ewechfalen, wou Beruffer wäerte bäikommen, wou de Mënsch wäert ersat ginn duerch Kënschtlech Intelligenz. An dofir, Madamm Bernard, wollt ech Iech soen, dass ech absolutt bei Iech sinn, dass et wichteg ass, dass mer reegelméisseg – ech mengen, de Gérard Schockmel huet et gesot am Ufank vu senger Interventioun – eng Analys maachen, eng déifgräifend Analys vun eise Pensiounssystem, an och zu deem Moment dann, wann Upassungen ustinn, dass mer déi sollen huelen, net dass mer eng Kéier mussen a 15 oder 20 Joer de groussen Hummer eraushuelen an dann déi jonk Generationen, déi elo ufänken anzebezuolen, strofen. Ech mengen, dat wär am Sënn vu kengem heibannen.

Eng Rei Constaten, déi ech awer nach wëllt maachen: Mir sinn an der glécklecher Situatioun, dass d'Leit zu Lëtzebuerg méi al ginn, dass se méi al a méi gesond sinn. A mir sollen eis driwwer freeën, dass eis Kanner op d'Grousseltere respektiv op d'Urgrousseltere kënnen zielen, well déi hinnen och eng ganz wichteg Liewenferfarung mat op de Wee ginn.

Da solle mer och frou sinn, dass mer awer feststellen, dass ëmmer méi Jonker studéiere ginn. A wa se studéiere ginn, huet dat natierlech en Impakt op d'Pensiounen an op d'Abezuolen, well se jo da méi spéit op den Aarbechtsmarché kommen. Et soll ee sech awer bewusst sinn, dass déi Jonk, déi studéiere ginn, gradewéi déi Jonk, déi soen: „Ech ginn an de Beruff. Ech wëll net méi studéiere goen. Ech gi gär schaffen“, e wäertvolle Beitrag leeschte fir eis Gesellschaft – deen ee souwéi deen aneren.

An den nächsten zéng Joer wäerte mer konfrontéiert si mat enger éischter, mengen ech, grousser Well awer vu Frontalieren, déi an d'Pensioun ginn, déi an hir wuelverdénge Pensioun ginn. An ech mengen, mir sollen hinne Merci soen, well wann eist Land haut do steet, wou et steet, dann ass et och zum groussen Deel de Verdéngscht vun deene Leit, déi Dag fir Dag aus Frankräich, Däitschland an der Belsch bei eis schaffe kommen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | E puer Facteuren, déi awer, mengen ech, kaum sécher ze beleë sinn: Ech mengen, et wäert schwierig sinn, virauszesoen op eng laang Echeance, wéi eis Economie a wéi eisen Emploi sech wäerten entwéckelen. An Dir wësst, dass den Emploi natierlech eng Inzidenz huet op d'Pensiounen, well mer Leit brauchen, déi abezuolen. Wa mer e Réckgang wäerten hunn am Emploi an e Réckgang an de Leit, déi abezuolen, da kënne mer natierlech och dat, wat mer de Moment assurieren, net méi sou bäibehalen.

Mir hunn an de leschte fënnf, sechs Joer gemierkt, wéi ufalleg mer awer och si fir Krisen. Ech brauch Iech elo nëmmen ze soen, dass den Impakt vun der Kris a vum Krich an der Ukrain och e groussen Impakt op Lëtzebuerg hat. An och dat alles ass schwéier virauszugesinn. An dofir wëllt ech nach eng Kéier hei plädieren an ech wëllt nach eng Kéier soen, dass ech do total bei de Kollege vun der grénger Partei sinn, fir ze soen, dass mer sollen a reegelméissegem Ofstänn, beschtefalls am Ufank vun de Legislaturperioden, eise Pensiounssystem analysieren an da kleng Upassungen maachen, kleng Schrëtt huelen, déi kengem wéi dinn, fir dass mer net eng Kéier mussen de groussen Hummer huelen.

Wou si mer eis eens? Ech hunn haut festgestallt, dass mer eis op enger ganzer Rei Punkten eens sinn:

Mir sinn eis eens, dass mer de legale Rentenalter net wëllen hiewen.

Mir sinn eis eens, dass mer d'Studentejoren an d'Babyjore wëlle weider esou gëlle loosse, wéi se am Moment gëllen.

Mir sinn eis en gros – net jiddwereen heibannen – och eens, dass mer am Moment net sollen un d'Cotisatione goen, dass mer déi net sollen héijen, éischtens emol, fir d'Attraktivitéit vun eise Betriber, déi awer ënner Drock stinn, net ze gefäerden, an natierlech och fir d'Kafkraaft vun de Leit zu deem Moment net unzepaken.

Da si mer eis en gros heibannen och eens, dass d'Gesetz vun 2012 soll spillen, souwuel wat den Ajustement ugeet, wa mer eng Kéier de Punkt erreicht hunn, wou méierausgeet, wéi erageet, gradewéi och d'Joresendzoulag, wann eng Kéier misst eppes bei de Cotisatione gemaach ginn.

Awer most of all, mengen ech, ware mer eis eens, dass déi Leit, déi haut an der Pensioun sinn, sech och mussen drop kënne verloossen, dass hir Pensioun geséichert ass. An et ass e puermol gesot ginn: „Keng Kierzungen.“ An do sti mir als Demokratesch Partei natierlech och zu 100 % hannendrun, gradewéi zum Prinzip vun der Generationengerechtkeet.

Ech wëll Är Zäit net ze vill an Usproch huelen. Et ass mer awer wichteg, dräi Punkten nach eng Kéier ze widerhuelen, déi eis wierklech um Härz leien an déi ech awer och, mengen ech, bei deene meeschte Spriecher héieren hunn.

Dat ass, dass mer musse kucken, d'Leit ze motivieren, méi laang schaffen ze goen. Dat wäert eis mat Sécherheet net bei jiddwerengem – a mir sollen eis

do keng Illusiounen maachen – geléngen, mee et ass awer wichteg, de Leit ze soen, dass hir Kompetenzen, hir Talenter, hiert Wësse gebraucht ginn an dass et wichteg ass, dass se hiert Wësse och weiderginn. Dofir musse mer eis Gedanke maachen: Wéi kënne mer et attraktiv maachen, dass d'Leit soen: „Ok, ech si bereet, nach eng gewëssen Zäit schaffen ze goen.“?

En zweete Punkt, wou mer eis, mengen ech, och alleguerten heibanne rejoinéieren, dat ass, dass mer mussen iwwerleeën, wéi mer et kënne méiglech maachen, dass d'Leit progressiv an d'Pensioun ginn. Do musse mer attraktiv Modeller fannen. Zum Beispill: Ech ginn nach dräi Deeg schaffen. Do ginn ech dann natierlech och bezuelt, sou wéi ech schaffe ginn. Ech cotisieren natierlech och nach op deene Suen. An déi aner zwee Deeg an der Woch kann ech schonn en Deel vu menger Pensioun kréien.

Déi Modeller gëtt et scho beim Staat. Ech hat e Kollege Schoulmeeschter, deen dovunner profitéiert huet, deem dat och ganz guttgedoen huet. Well ech muss Iech soen: Wann ee 40 Joer schaffe war, oder och e bësse méi, an de Moment kënnt, wou ee moies net méi muss opstoen, wou ee moies net méi seet: „Ech huelen den Auto, ech huelen de Bus“ ... Et ass net ee Mënsch wéi deen aneren. An ech kann Iech soen: Ech hu Leit begéint, déi an d'Pensioun gaange sinn, an déi hunn effektiv gesot: „Wat maachen ech elo? Mir fällt de Plaffong op de Kapp!“ An dofir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer eis Gedanke maachen, wéi mer kënnen attraktiv Modeller ubidden.

D'Altersarmut ass vu jiddwerengem heibannen ugeschwat ginn. Dat ass och gutt esou. Mir sinn der Mee- nung, dass mer d'Altersarmut solle geziilt ugoen. Mir sollen an deem Fall net mat der Strenz iwwert d'Land fueren. Verschiddener hate souguer nach eppes méi Grousses wéi d'Strenz erausgeholl. Bei der LSAP hat ech bei mir d'Gefill, dat wär e Gaardeschlauch, mat deem Der wëllt iwwert d'Land fueren. Bei deene Grénge war et souguer e Pompjeeschlauch. Ech bleiwen derbäi: Mir sollten eng selektiv Sozialpolitik maachen, déi do ukënnt, wou d'Leit se och brauchen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat sinn awer just Drëpsen.

M. Gilles Baum (DP) | Gelift?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat sinn awer just Drëpsen.

M. Gilles Baum (DP) | O, loosst eis emol! Alles mat der Rou! Alles mat der Rou.

Ganz kuerz op déi eng oder aner ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Madamm Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, mee ...

M. Gilles Baum (DP) | Jo, jo, d'Madamm Tanson dierf roueg.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Madamm Tanson.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Si maachen dat ënner sech aus.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech hunn awer léiwer nach e kleng Contrôle.

(Hilarité)

Madamm Tanson, et ass elo un Iech an dann ...

M. Gilles Baum (DP) | Ech hat fir d'éischt no hanne gekuckt.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, jo.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech wollt u sech souwisou herno eng Fro stellen, mee elo hutt Der mer awer wierklech de Platto dohinner gehalen. Dofir stellen ech déi Fro dann elo direkt mat. Dir hutt virdu gesot: „Keng Kierzungen“, Dir wëllt keng Kierzungen. An ech hu mech gefrot: Ass dat generell? Dat heescht, fir Iech ass kloer: Et komme keng Kierzungen am Modell, wéi mer en elo kennen.

An dat Zweet ass elo par rapport zu deem faméise Schlauch, dee mer elo geholl hunn oder wat och ëmmer. Dat, wat d'Madamm Bernard de Moie gesot huet, dat ass, dass d'Mindestrent misst ëm 400 Euro an d'Luucht goen, ...

M. Gilles Baum (DP) | Genau. An hei war et 300 Euro.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... fir dass mer um absolute Minimum wäeren, dee rechneresch noutwendeg ass, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Sidd Dir wierklech der Meinung, dass dat heescht, e Schlauch erauszehuelen a mat enger Strenz oder mat engem Schlauch iwwert d'Land ze fueren? Wou mer der Meinung sinn, dass déi Leit, déi hiert Liewe laang cotiséiert hunn, herno och sollen eng Rent ausbezuelen kréien, déi dem absolute Minimum entsprécht, deen een hei am Land brauch fir ze liewen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ech sinn der Meinung, dass mer dat do sollen an cas par cas kucken. Wa mer elo eng Propos iergendwa sollte kréien, wou gesot gëtt: „Ma lauschter, mir fueren elo x an d'Luucht“, dat kann ech net soen, weess ech net. Mir sinn der Meinung, dass een et sollt selektiv maachen, sou wéi mer et an der Sozialpolitik déi Jore gemaach hunn, wou mer zesummen an der Regierung waren. Mir hunn dat ganz selektiv gemaach. A mir sollten dat an deem heite Fall och esou ugoen.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ben, ech hu mech ganz kloer hei dozou bekannt. An ech mengen, de Kolleeg Gérard Schockmel huet et virdu an gesot: Déi Leit, déi elo schonn an der Pensioun si respektiv ganz geschwé wäerten an d'Pensioun goen, sollen näischt ewechgeholl kréien!

Plusieurs voix | An déi aner?

M. Gilles Baum (DP) | Majo lauschtert, déi aner?! Wou soll ech Iech dann elo äntweren? Ech hunn ugefaange mat menge Kanner, déi elo ufänke mat schafen, déi a 35 Joer an d'Pensioun ginn.

(Interruption)

Dorobber kënnt Dir och net äntweren – mengen ech, net –, wat mer a 35 Joer erausginn.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet elo op der Madamm Tanson hir Froe geäntwert a fiert elo weider mat senger Ried.

M. Gilles Baum (DP) | An dofir muss mer déi Upassung reegelméisseg hunn.

Sou, ech maachen et elo séier, well ech mengen, et ass nach deen een oder aneren hannendrun.

De Prinzipp vun der Penibilitéit – en ass vun de Kolleege vun der LSAP a vun aneren opgeworf ginn – ass eis natierlech och immens wichteg. Den Anticumul méi flexibel maachen: Do si mer voll bei Iech. D'Retraite progressive: ganz kloer.

Bei der ADR ware mer awer ... Do hu mer eng ganz engagéiert Ried héieren. Mir hunn awer eng Ried héieren, déi sech awer ëm d'Theema vum Wuessstum gedréit huet. Mir hunn an de leschte puer Joren en ofgefiederte Wuessstum. Mir haten déi Jore

virdu laang e Wuessstum tëschent 3 a 4 %. Ech muss Iech soen: Et gëtt Länner, déi beneiden eis ëm dee Wuessstum, dee mer haten, well dee Wuessstum huet och dee Wuessstand generéiert, dee mer haut hunn. Natierlech – an do sinn ech bei Iech –, et gëtt Problemer, déi mer mussen léisen. Et gëtt Problemer am Logement, et gëtt Problemer am Verkéier. Mee ech stellen Iech d'Fro: Wou wär d'Land, wa mer déi lescht 30, 40 Joer kee Wuessstum gehat hätten? Vergläicht vläicht emol just eng Kéier, kuckt emol eng Kéier an der Belsch, kuckt eng Kéier an Däitschland. Déi haten e Wuessstum, dee vill, vill, vill méi gedroselt war. An ech muss Iech soen, dass ech frou sinn, dass mer déi lescht Joren effektiv op dat dote konnten opbauen.

Fir ofzeschleissen nach ganz kuerz eppes vun de Kolleege vun deene Gréngen, wat mer ganz gutt gefall huet: wéi d'Madamm Bernard gesot huet, déi Léiermeedercher an déi Léierjongen ...

(Interruption)

Nee, nee, et gëtt net geféierlech.

... déi Léiermeedercher an déi Léierjongen, déi mat 16 Joer respektiv 17 Joer an eng Léier ginn, dass dat och soll mat consideréiert ginn. Ech si mer do net ganz sécher, ob dat net elo schonn de Fall ass. Et wär awer op d'mannst derwäert, fir dat doten nozekucken an dann natierlech dat dote mat a Betruecht ze zéien.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleege, „Gouverner, c'est prévoir“. „Gouverner“, dat heescht och an d'Zukunft kucken, d'Zukunft gestalten. Den Här Schockmel huet et a senger Ried gesot: Mir mussen elo net direkt hei eppes riseg Grousses maachen. Mir mussen net de ganze System op de Kapp stellen. Mee wann Upassungen ze maache sinn, da wär et besser, mir géife se elo maachen, wéi wa mer nach géife waarden. Dofir ass et wichteg, elo ze handelen a mat klengen, virsiichtge Schrëtt eise System ofzeséieren an dann ëmmer erëm a reegelméissegem Ofstänn ze analyséieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An dann als einstweile leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo op menger Lëscht. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Une voix | Den Här Di Bartolomeo huet gemaach, wéi wa mer fäerdeg wieren.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, loosst den Här Di Bartolomeo elo schwätzen, wannechgelift!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi sot schonn den Här Spautz? „Et ass net ëmmer wichteg, wat gesot gëtt, mee et muss ee kucken, wien et gesot huet.“

(Exclamations et hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat heescht, Dir sot eis elo näischt?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleege, déi Diskussioun vun haut war ganz nätzlech. Si hätten vläicht nach e bësse méi zälfürend kënne sinn, wann déi jëtze Regierung am Pensiounsossier net d'Päerd vun hanne gesuedelt hätten. Duerch hir widderprüchlech, jo, fir déi, deenen eise solidaresche Pensiounssystem un d'Häerz gewuess ass, inakzeptabel Aussoen huet si op ganz ville Säite fir berechtigten an haarde Widerstand gesuert.

Och wa Regierung an d'DP/CSV- oder d'CSV- an DP-Majoritéit haut zeréckrudderen, hate si virun hire Consultatiounen e ganz kloeren Agenda: eise Pensiounssystem zugonschte vu privaten Zousazversicherungen zeréckzufueren – iwwert d'Zäit, mee zeréckzufueren.

D'Madamm Minister hat schonn am Dezember éischt Hiweiser dofir ginn an de Premierminister Luc Frieden huet a sengem Neijooschinterview bei RTL definitiv d'Kaz aus dem Sak gelooss. Hie sot eis, wéi den allgemenge Pensiounssystem an Zukunft soll ausgesinn, dat geméiss – an et ass schonn e puermol gesot ginn – dem Cappuccino-Prinzip.

Fir hien huet dat Prinzip geheescht: Grondsaz u Kaffi – dat ass déi allgemeng Pensioun – an driwwer eng Kusch vu Schlagsan. Dat ass de Lëtzebuerger Cappuccino, net den italieenesche Cappuccino. Mee de Premier ass jo Premier an net Barista, also konnt en dat vläicht net besser wëssen. An dann, als Kiischt um Kuch, net Kiischt, mee Schockela. Mee och do mécht e Barista dat net esou. Et ass e bësse Kakaospudder. Mee dat ass net esou wichteg.

(Hilarité)

De Premier hat gemengt, dat wär déi Formel, fir datt et de Leit besser geet. Klängt jo harmlos, well als Gedréns ass déi italieenesch Spezialitéit super. Mee wann ee weess, wéi et zesummegesat ass, da muss een den Hick kréien: een Drëttel Kaffi, zwee Drëttel Mëllec a Mëllecshaum an e bësse Kakao uewendrop. An ech wäert zum Schluss vun der Diskussioun jiddwengem vun Iech e flott Bild iwwert d'Zesummensetzung vun deem Gedréns schécken.

(Hilarité)

Da wësst Der, ëm wat et geet. An Dir kënnt dat roueg weiderginn. Dir kënnt roueg derfir suergen, dass dat viral gëtt, well da versteet jiddwereen, wat domat gemengt ass.

(Hilarité)

Do gëtt et, an ech soen dat nach eng Kéier, keng Schlagsan a kee Schockela, mee e klengen Deel u Kaffi. Zwee Drëttel Schaum. A wann Der Beispiller wëllt gesinn – an dat ass virdu scho gesot ginn –, wéi dee Modell an der Praxis ausgesäit a wéi e sech fir d'Leit auswirkt, da gitt Der effektiv an Holland kucken. An Dir gitt an e Land wéi d'Schwäiz kucken, wou Der dat jo net géift vermuuden, dass an der Schwäiz d'Pensiounen net dat sinn, wat se bei eis sinn. D'Schwäiz huet e mat eis vergläichbare Räichtum, mee de Schwäizer leeft dervun, wann en eng kleng Rent, Basisrent kritt, dass säi Betrib – an déi sinn, souwäit ech weess, obligatoresch – an hie selwer nach mat privaten Zousazversicherungen dropleeën. Ass dat net de Fall, dann ass en en aarmen Däiwel.

An dat wëlle mer net. Dat wëlle mer hei zu Lëtzebuerg net. An dat kënnt fir eis net a Fro! Eis Fraktiounscheffin huet dat schonn de Moie ganz kloer gesot. Dee Modell géif ganz kloer zu enger Schwächung vun eise allgemenge Pensiounssystem féieren, zugonschte vu privaten Zousazversicherungen, ob betriblecher oder individueller Natur.

De Premier hat bei deem selwechten Neijooschinterview vum 1. Januar – dofir ass et gutt, wann een dat heiansdo nach nolauschtert, fir ze kucken, wéi de Suivi vun esou Interviewen ass – ugekënnegt, dass d'Regierung wäert an deenen nächsten zwee bis dräi Méint mat Propositionen kommen. 1. Januar, 19. März, majo dat ass esou tëschent zwee an dräi Méint. Da sinn ech gespaant, wat um Schluss vun dëser Debatt u Propositionen vun der Regierung wäert kommen oder zumindest awer Stellungnahmen zu där Panoplie vu Pisten, déi hei vum Parlament

opgezeechent gi sinn. Dat géif de Respekt virum Parlament verlaangen, ...

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... an net nëmme soen: „Elo hunn ech Iech héieren“, an da weiderfuere wéi gehaapt op där Bün, déi opgebaut ginn ass, fir ze weisen, dass déi ganz Diskussioun demokratesch gefouert gëtt an net vun uewen erof.

Bis elo ass se awer vun uewen erof gefouert ginn, well déi Pisten, déi op den Dësch geluecht goufen, ier dee massive Widderstand ... Ech hunn nach ni eng Regierung erlieft, déi sech no e puer Méint eng Gesamtgewerkschaftsfront vun dem Secteur privé, vun dem Secteur public gelueden hat. An et ass net do derbäi bliwwen. An et sinn der, déi heibäi setzen, déi kënnen dat bestätegen, dass mer dat bis elo nach net kannt hunn. An dass Gewerkschaftler, laangjäreg Gewerkschaftler vun deem engen oder vun deem anere Bord – an ee Bord, deen de Kolleeg Spautz ganz gutt kennt – esou zu Geriicht gaange si mat dëser Regierung, dat hunn ech nach net erlieft. Dat hunn ech nach net erlieft, an ech si laang derbäi. Mee bon, um Enn vun dësem Debat gëllt et fir d'Regierung, e bësse méi ze weise wéi just eng Taass Cappuccino.

An de Regierungschef hat bei där Geleeënheet och ugekënnegt, datt et zu enger Reform géif kommen, wa sech eng breet Majoritéit zu där Reform géif fanen. Wéi gesäit déi breet Majoritéit aus? Am Moment gesinn ech se net. Ech gesinn am Moment eng breet Majoritéit, déi géint déi deklaréiert éischt Ziler sinn, déi vun der Regierung bekannt gi ginn. Also vu breet Majoritéit kann am Moment keng Spuer sinn.

Eisen Debat vun haut huet munch Iddien degagéiert, déi méi oder manner konsensuell sinn. Dat muss ee soen. Et ass net hei e blannt Openeeknalle gewiescht, mee et ass, mengen ech, eng konstruktiv Diskussioun gewiescht. Et sinn awer och eng Rei vu Propositionen op den Dësch komm, wou Welten derzwëscht leien an déi warscheinlech oder souguer sécher net zu engem Konsens kënnen féieren, Propositionen, déi zum Deel vag, awer och widderspréichlech sinn.

Eis Fraktiounspresidentin, d'Taina Bofferding, huet Kloertext geschwat an equilibriéiert Virschléi presentéiert. Wat geet mat eis a wat ass en No-Go? Eis Ënnerstëtzung fannen déi Moossnamen, déi eis Pensiounssystemer stäerken, verbesseren, ofsécheren, an eis rout Linne sinn do gezunn, wou sech aus dem Solidaritéitsprinzip verofschit gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | No deene Prinzipie sinn all Virschléi ze bewäerten, jiddefalls vun eis. D'Majoritéitsvertrieeder hu sech zwar haut e bësse vun der Privatiséierung vun de Pensiounssystemer distanzéiert – e bëssen! –, ouni awer eng staark Fërderung vu Privatpensiounen a Fro ze stellen. Aner Propositionen, déi mer héieren hunn, sinn inakzeptabel.

Eis Kolleeg vun der CSV hu vun der Erhéijung vun de Cotisationsjore fir d'Prepensioun geschwat. Dat ass eppes, wat ech bis elo an där Diskussioun net héieren hat. Investitiounen hu se erwänt an de Pensiounsfong, an d'Verteidigung a Waffenindustrie. Ech muss soen, dat schmaacht mer net. Dat schmaacht mer net, well ech muss Iech soen – an da just deen Exkurs –: Et gëtt eng Zäit virum dem Ukrain-Krich, et gëtt eng Zäit vum Ukrain-Krich an et gëtt eng Zäit nom Ukrain-Krich. A mer sollen eis de Gefale maachen, haut dat ze maachen, wat noutwenneg ass, fir d'Fräiheet vun engem Vollek, vun eis ze verdeedegen, awer, wann echgelift, net an Oprüstungsspiralen eranzeverfale, wou mer voll am „1984“ sinn: Krich ass Friden a

Fräiheet ass Slavery. Also, wannechgelift, dat, wat néideg ass, awer net sechsmol dat, wat néideg ass, mee well een, wann een d'Waffenindustrie eng Kéier lassléisst, dann ass se schwéier erëm anzefänken. Just dat als klengen Exkurs, mee dat läit mer um Häerz an et sinn der heibannen, déi an den 80er-Joren derbäi waren, wéi et drëm gaangen ass, Oprüstungsspiralen ze brieche. Dofir, dat do si ganz geféierlech Propositionen. Och wa se vläicht vill abrénge, maache se och vill futti.

D'Verlagerung vun der Mindestpensiounserhéijung an d'Sozialhëllef, jo, dat klängt och, nujee, zumindest diskutabel. Mee ech hunn awer mat Freed festgestallt, dass de Chef vun der CSV-Fraktioun do enger anerer Meenung ass. Sozialhëllef jo. Verbesserung Sozialhëllef jo. Zougänglechkeet vu Sozialhëllef och. Mee awer d'Pensiounen net mat Sozialhëllef verwieselen. An dat ass och vun der Madamm Bofferding ganz kloer ënnerstrach ginn. Dat sinn zwee verschidde Schong vun engem Puer Schong. Déi kënnen sech ergänzen, awer sech net ersetzen.

Da gouf et aner Iwwerleeungen, wou keng kloer Positioun bezu ginn ass a wou sech weider bedeckt gehale gëtt. Kloer Positioun gouf allerdéngs vun der CSV zur 2012er Reform geholl. An ech mengen, wann een zesummen an enger Regierung ass, dann huet een eppes gemeinsam gemaach an et kennt een déi Reform och am Detail an et weess een, wat automatesch kéint geschéien, an et weess een, wat géif geschéien, wann d'Regierung misst e Gesetzesprojet erabrénge.

Mee et weess een awer net, wat d'Parlament dozou géif soen. An déi Kapitulation vun eise lénke Kolleege vum Parlament aus, wa se soen: „D'Regierung muss e Gesetz maachen an d'Parlament muss et stëmmen ...“ An d'Parlament an d'Regierung hunn et an der Hand, dass duerch positiv Moossnamen, ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | O!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... duerch positiv Moossnamen ... An där gëtt der puer. Ech kommen herno drop zeréck. Ech si frou, dass de Finanzminister de Mëtten do ass. Da kommen ech op eng zeréck. Ech wär frou, wann hien och seng Meenung dozou kéint soen. Anerer hunn hir Meenung dozou och gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, den Här Baum huet d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wat fir en Här Baum?

M. Claude Wiseler, Président | Deen, deen Der ugeschwat hat an der Ried.

(Hilarité)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Am Géigesaz dozou, wéi Dir et duerstellt, kapituléieren ech duerchaus guer net virum Parlament – am Géigendeel. Ech wollt Iech d'Fro stellen: Déi Reform vun 2012, deen Text, deen do komm ass, war dat eng Proposition de loi, déi vum Parlament komm ass, oder war dat e Projet de loi, dee vun der Regierung komm ass?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat war e Projet de loi, dee vun der Regierung komm ass an ...

Plusieurs voix | A!

(Interruption par M. André Bauler)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... deen d'Parlament a groussen Deeler iwwerzeegt huet. A groussen Deeler, well ech wëll just drop hiweisen, dass déi gréng Kolleegen der Meenung waren, dass déi bei Wäitem net wäit genuch geet, dass eis Kolleeg vun der DP ganz haart geruff hunn: „Ajustement 2012:

direkt an d'Poubelle! D'Joresendzoulag 2012: direkt an d'Poubelle!“ Ech hätt dat do elo net gesot, mee ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech si frou, datt Der et sot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... Dir wollt et jo esou. Dir wollt et esou.

(Hilarité)

Och den DP-Sprieche, wéi säi Kolleeg vun der CSV, huet sech géint eng Cotisationserhéijung – net definitiv, mee awer bal definitiv – ausgeschwat, well se net gutt fir d'Betriber wär. Dobäi sinn hei zu Lëtzebuerg d'Cotisationsen an der gesamter Sécurité sociale – an ech schwätzen hei net nëmme vun der Pensiounskeess – an deene leschte Joerzénge net nëmme stabil bliwwen, mee insgesamt esouguer erofgaangen. An der Pensiounskeess sinn d'Cotisationsen zënter iwwer 40 Joer onverännert. An et muss een den Hutt zéien, den Hutt zéie vis-à-vis vun de Sozialpartner an der Regierung, dass se bei enger Mindestreserv vun 1,5-mol d'Joresausgaben d'accord waren, fir, wann et doriwwer erausgaang ass, déi Reserv, dass se net no Cotisationsenkunge gefrot hunn, mee dass se eng Reserv ugeluecht hunn. An dat war wäitsichteg vun deenen dräi Partner. Dat muss een och mol eng Kéier hei kënnen soen! D'Resultat sinn nämlech déi 30 Milliarden, déi elo op der Säit leien duerch e vernünftigen Tripartitt-Pakt zwëscht den Aktionäre vun der Pensiounsversicherung.

An ech explizéieren Iech, firwat ech soen, dass d'Cotisationsen an der Sécurité sociale net an d'Luucht gaang sinn. Ech hu gesot: „40 Joer onverännert an der Pensiounskeess.“ Bei der CNS – d'Gesondheitskeess, d'Krankekeess, wéi se fréier geheescht huet – ganz, ganz liicht Cotisationserhéijungen iwwert déi leschten 20 Joer. Ganz liicht! An dann – an dat mécht d'Differenz – massiv Cotisationsenkungen an der Assurance accident duerch d'Reform vun der Assurance accident. Do si Betriber, déi bis zu 8 % vun der Lounmass gespuert hunn! Och dat muss een eng Kéier kënnen soen, wann ee vun Iwwerforderunge schwätzt. An déi deemoleg Regierung huet eigentlech all d'Betriber quasi zur Solidaritéit gezwongen, well vu sech aus wollt se et net maachen. An och do huelen ech den Här Spautz als Zeien.

D'DP huet eng kloer negativ Ausso zu Beweegunge beim Cotisationsplaffong gemaach a fir eng staatlech Zousatzversicherung iwwer e spezielle Fong plädéiert. Ech froe mech: Firwat déi Suen net an de solidaresche Regimm investéieren? Mee ëmmerhin, d'DP gëtt de private Versicherungen e klenge Kuerf. E klenge Kuerf, awer ëmmerhin e klenge Kuerf. Wat genee d'DP mat der Fuerderung vun: „De Pensiounssystem muss sech selwer droe kënnen“, mengt, hunn ech nach net esou richteg erausfonnt. Ass do de Secteur public gemengt?

Och d'DP ass bei der CSV, datt d'Mindestrent net soll klammen, mee d'Sozialhëllef soll asprangen, wuel wëssend, datt déi Hëllef bei ville Leit nach net ukommen. Vläch muer, iwwermuer oder iergendeng Kéier gëtt et besser. Mee mir haten eng Kéier de Bilan gemaach, wéi vill Leit déi Hëllef zegutt hätten a wéi vill Leit se kréien. Do erschreckt een. Et ass erschreckend!

Befriedend ass d'Fuerderung vun der DP, datt bei all Regierungswissel eng detailléiert Analys vum Pensiounsregimm duerch d'IGSS soll gemaach ginn. Ben, wann Der et net sollt wëssen: Déi Analys gëtt haut schonn all fénnef Joer – fréier waren et all zéng Joer – gemaach an dës Kéier schonn no zwee Joer aktualiséiert. Merci – an do schléissen ech mech dem Spautze Marc un – der IGSS fir déi exzellent Aarbecht am Opdrag vun der Chamber, fir eis verlässlech Chifferen ze

ginn. Mir mengen, dass et vläicht eppes géif bréngen, wann d'IGSS och géif bei der Fonction publique, bei deene Statistike mat upaken. Da géife se vläicht méi fréi wéi e puer Stonne virum Debat ukommen.

D'Majoritéitsparteien hu sech och gefrot, firwat esou wéineg Zousazversécherunge genotzt ginn. Ma am Moment sinn et eng Minoritéit vu Betriber, déi se ubidden. An do war eng parlamentaresch Fro vum Kolleeg Boonen ganz hëllefärch, well dat fir d'éischte Kéier war, wou mer verlässlech Chiffere kruten. Wou sinn déi Betriber, déi Zousazversécherungen ubidden? Ma gréisstendeels am Secteur financier, Service financier, Banken an dann hannendrun der nach e puer. A bei de privaten Zousazversécherungen, firwat sinn et der do net méi? Ma well der net méi sech se kënne leeschten! A well d'Leit schnell spatzkréien, dass se fir dat, wat se investéieren, relativ wéineg kréien an dass déi Sue vill besser investéiert wäeren an dee solidaresche Pensounssystem.

Eis gréng Kolleegen, déi hu virun dorun erënnert, datt hinnen déi 2012er Reform net wäit genuch gang ass an datt si de Patient am léifsten ouni Anästhesie amputéiert hätten. Ech hu virun drop reagiert, wat den Här Baum gesot huet. Ech wëll em just soen, dass déi 2012er Reform keen Däiwelswierk war, mee och eng ganz Rei vu Verbesserung bruecht huet: d'Grondrent, déi verbessert ginn ass, d'Weiderversécherung fir Berufssénnerbriecher, déi méi einfach gemaach ginn ass, an, an, an, an. A virun allem e gewëssenen Equilibre ass net ëmmer ... Den Equilibre ass net ëmmer 100%eg zwëschen deenen eenzelnen Acteuren, deenen, déi schaffen, an deenen, déi pensionéiert ginn. Et ass vu jiddwerengem gefrot ginn, fir mat unzepaken.

An ech muss Iech soen – ech si jo och duerch d'Land gezunn –, dass, wann ee mat de Leit, och mat deenen eelere Leit, schwätzt, déi absolut receptiv si fir d'Suerge vun deene Jonken, mee dass ee se just muss kënne iwwerzeegen, fir och mat unzepaken en engem equilibrierten Accord zwëschen de Generatiounen. An do sinn ech absolut bei Iech, dass een näischt Eesäitiges dierf maachen.

Här President, ech kommen zur Konkusioun. Vläch just nach d'Bemierkung, dass déi Reform, déi 2012 gestréckt ginn ass no laangen, laangen Diskussiounen, no villen Diskussiounen mat der Öffentlecheit, mat de Gewerkschaften, mat alle Partner, aneschtens wéi heibanne vun eenzelne Säite behaupt ginn ass, elo bal 15 Joer d'Riicht gehalen huet – d'Riicht gehalen huet! – an dass dat och kee besonnesch gestéiert huet, och eis gréng Kolleegen net, well wann déi Reform esou schlecht gewiescht wär, dann hätte se jo kënne emol eng Rei vu Propositionen maachen, zum Beispill.

Mir hunn also haut de Mëtten, mengen ech, geliiwert, déi eng méi, déi aner manner, déi eng méi kloer, déi aner e bësse méi verdeckt nach. Elo ass et, mengen ech, un der Regierung, wéi vum Premier verlaangt, no engem ganzen Dag Diskussiounen, hir Pisten auszedäitschen. Mir verlaangen hei kee fäerdeg Text, mee awer hir Pisten auszedäitschen an e Feedback op déi Propositionen vum Parlament ze ginn.

Stellverriedend fir dee Feedback, dee mer misste kréien ... Dat ass eng Diskusioun, déi mer an der parlamentarescher Kommissioun gefouert hunn, mat openem Resultat, wou et drëm gang ass, d'Pensiounskeess vun enger Rei vun Depensen ze entlaaschten. Zum Beispill d'administrativ Käschten, aner Leeschtungen, déi net cotisationsgebundene sinn an déi kéinten do, wou se waren, eng Kéier erëm zeréckgefiert ginn an de Budget.

Mir haten d'Impressioun – Dir ënnerbriecht mech, wann ech hei eppes soen, wat net wouer ass –, wéi wann d'Madamm Ministesch do net esou ganz ofgeneigt war an der Kommissioun. Si huet net jo gesot, mee si huet awer d'Dier net geklaakt. An ech hunn awer gemierkt, wéi de Finanzminister d'Faarf changeiert huet, wéi e Wand dovun krut a gemengt huet, dass et net un anere wier, dat ze verdeelen, wat hien zesummeschäert.

An dofir, mengen ech, ass et eng ganz gutt Geleegenheet, fir dat do als Beispill ze huelen, fir zumindest an där doter Fro vun der Regierung an deenen zwee, deem engen, deen net ofgeneigt ass, an deem aneren, dee rout am Gesicht ginn ass, gesot ze kréien, wat dann elo do ze erwaarden ass vun Entlaaschtungen. Well vun deenen Entlaaschtungen häng jo och of, ob mer an en Desequilibre kommen oder net.

An deem Sënn mengen ech, dass, wann hei eenzel Präzisiounen vun der Regierung kommen, dat deenen Debatten an deenen Expertengruppen, an deenen Diskussiounen mat de Sozialpartner net schuet, mee se am Contraire vill méi zillfürend ka maachen, well déi sech kënne positionéieren an d'Regierung sech ka positionéieren vis-à-vis vun de Propositionen vun deenen, mat deene se wëll schwätzen.

An deem Sënn soen ech Iech e ganz, ganz häerzleche Merci. An ech soe virun allem deenen e ganz grouse Merci, déi dat wëllen erhalen, wat Generatiounen gebraucht huet, fir opzebauen: e solidaresche Pensiounsregime, dee mer, wa mer en eng Kéier futti maachen, ni méi opgebaut kréien. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Den Här Clement wollt Iech nach eng Fro stellen, wann Der d'accord sidd.

(Assentiment)

Här Clement, dann ass d'Wuert fir Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Den Här Di Bartolomeo huet, warscheinlech opgrond vu senge Racinnen, eis virun e ganz grousen Discours iwwer Cappuccinoen an de Modell vum Cappuccino ginn. An ech wollt u sech zwou ganz einfach Froen stellen. Dir hutt virun ofgewonk, soss hätt ech Iech se direkt gestallt. Nämlech éischten emol: Sidd Der averstanen domadder, datt e Cappuccino no 12.00 Auer u sech sollt verbuede sinn? An zweetens: Wéini kréie mer Äert Barista-Rezeptbuch hei ausgedeelt?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma ech maachen e Forward u sämtlech Deputéiert direkt heino. An ech wëll Iech soen, dass et och vun deenen, déi dat erfondt hunn, als absoluten No-Go empfongt gëtt, wann een de Schaum duerch Schlagsan ersetzt, an et virun allem och en No-Go ass, wann een de Schaum als Schlagsan schéieret.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo war dat den Ofschloss vun deene Riedner, déi ageschriwwen waren.

An da kritt d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci jiddwerengem, deen haut hei d'Wuert ergraff huet. Bei all Entrevue, déi ech am Kader vun der Consultatioun hat, hunn ech am Ufank eng kleng Introduktioun

gemaach, déi üblech vun de Moien, mee ech hunn awer och zwee, dräi aner Sätz gesot. Ech hu se de Moien net gesot, mee ech denken, et ass net verkéiert, wann ech se de Mëtze widderhuelen. All déi, déi bei mer an der Entrevue waren, wëssen, wat et ass. An dat war dat heiten: Ech hu gesot, déi breet Consultatioun, déi mer elo amgang wäeren ze maachen, wou mer probéieren, jiddweree mat ze consultéieren, jiddweree mat an d'Boot ze huelen a virun allem och déi Jonk mat an d'Boot ze huelen, an déi Manéier, wéi mer am Kader vun där Consultatioun matenee schwätzen, déi Manéier, wéi mer Messagen echangeieren, déi Manéier, wéi mer Argumenter austauschen, dee Respekt, mat deem mer eis begéinen, dee géif zukunftsweisend si fir déi Jonk, déi dat nolauschten. Net nëmme fir déi Jonk, déi e Samschdeg beim Jugenddäsch derbäi waren, mee och fir déi Jonk, déi owes hir Elteren héiere schwätzen. Och fir déi Jonk, déi owes Tëlee kucken. Och fir déi Jonk, déi Extraite gesi vun deem, wat mir matenee schwätzen.

An do wéilt ech nach eng Kéier drop hiweisen, datt ech wierklech impressionéiert war e Samschdeg vum Jugenddäsch. Do souze 14 Jonker, déi hir Interventiounen gemaach hunn, déi konsensuell mat hire jee-weilegen ASBLen, Verrieder virbereet hunn an déi déi bruecht hunn. An zum Schluss hunn ech hinne gesot: „Merci. Also, ech wënsche mir, datt ech a 15 Joer dierf do uewe sätzen“, hunn ech hinne gesot, „an déi meescht vun Iech, déi hei ronderëm den Däsch sätzen, héieren an dësem héijen Haus schwätzen.“ Dat ass dat, wat ech hinne mat op de Wee ginn hunn.

Duerfir nach eng Kéier och merci fir dee meeschtens respektvollen a konstruktiven Echange vun de Mëtten. Ech wäert elo e puer Reaktiounen ginn zur Form, zum Prozess, zum Inhalt respektiv zu: Wéi geet et wider? Well dat schéngt jo dee gréissten Interêt ze sinn.

Fir d'éischt eng technesch Umierkung: E puer Orateuren, Oratrici hunn drop higewisen, datt d'Donnéeën, déi si gefrot haten, ze spéit ukomm sinn. Den Här Spautz war scho kuerz drop agaang. Ech wéilt awer drop hiweisen, datt d'IGSS – déi ass schonn e puermol ernimmt ginn – eng extrem Disponibilitéit gewisen huet. De 26. Februar eréischt krute si de komplette Katalog mat den Demanden vun de Parteien. A si hunn den 12. Mäerz geliiwert. Hiert Dokument war iwwer 56 Säite grouss. Och d'Finanzen an d'Fonction publique hu geliiwert, mee leider waren hir Beiträg net un d'Chamber iwwermittelt ginn, mee an der Mailbox vu mengem Ministère ukomm. Mea culpa! Dat gouf en Dänschen de Moie bemierkt an op Nofro vun der Chamber hin dunn direkt rektifizéiert. Dat Dokument vun der Fonction publique, dat ware véier Säiten, an dat Dokument vum Ministère des Finances war eng Säit mat engem Tablo derbäi. Ech mengen, dat ass och nach duergaangen, fir dat gëscher ze kréien a fir haut verschafft ze hunn.

Ech halen zréck vun haut: D'Noutwendegkeet vun der Debatt ass net a Fro gestallt, de Wee dohinner natierlech net vu jiddwerengem d'selwecht appreciéiert. Mir hunn elo 16 Méint nogelauschart an de Prozess ass nach net eriiwert. Dëse Prozess ass u sech ass awer och wierklech net um Fong a Fro gestallt ginn an ass éischer als favorable, fir d'allgemeng Abklärung vu jiddwerengem an de Wëssensstand vun eiselem Pensiounssystem nohalte opzebesseren, gewürdegt ginn.

Et ass ugedeit ginn, datt déi sechs Sujeten, déi haut um Ordre du jour stoungen, nu wierklech näischt mat deenen dräi Thematiken ze dinn hunn, déi aus deem consultative Prozess eraus entstane sinn, datt dat net openeem ofgestëmmt wier respektiv géif weisen, datt d'Regierung scho mat A-priorie géif agéieren oder – an dat huet mech am meeschten erféiert – de Sozialnäd géif schüren.

Als Rappel, ech hat de Moie schonn drop higewisen: Den 21. März ass eng Experteron, fir den Iwwergang vum aktive Liewen an d'Pensiounsliwwen ze diskutieren, de 4. Abrëll eng iwwert d'Altersofsicherung am Hëllef op den Armutsrisiko an de 24. Abrëll eng iwwert d'Finanzéierbarkeet vum System.

Da gi mer nach eng Kéier duerch déi sechs Sujeten, fir se an déi Kategorien anzedeele:

Ech mengen, d'Recetten, do sidd der alleguerten eens mat mer, déi hunn eppes mat Finanzéierbarkeet ze dinn.

Den Âge à la retraite huet eppes mat deem éischte Sujet ze dinn, dee mer e Freide wäerten diskutieren.

De Montant vun de Prestatiounen huet och eppes ze di mat der Finanzéierbarkeet vum System.

An da kënn den éischten Item, wou ee Wuert dra war, wat schockéiert huet: „Le système général versus le régime spécial“. Dee „versus“, dee war net als Kontradiktioun geduecht. Dee „versus“ ass erauskomm aus den allgemenge Consultatiounen. Vill Leit hunn e Bäitrag ginn an engem Langage, deen net onbedéngt gewisen huet, datt se verstane hunn, datt et net just déi zwee Systemer gëtt, mee datt deen ee System wierklech zwee verschidde Systemer beinhalt. An duerfir ass dat hei ugeschwat ginn, well ech wollt héieren, e Konsens driwwer ze kréien: Wat maache mer mat deem System vu virun 1999? Wat maache mer mam aktuelle System? A wéi gi mer virun, wa mer Ännerungen am Régime général maache vis-à-vis vun dem Régime spécial, deen elo en place ass? Ech mengen, och do schéngt mer e Konsens de Mëten héieren ze hunn, op jidde Fall op de meeschte Plazen. Verschiddener waren elo net esou eendeiteg, datt et eng legitim Confluence ass, datt déi Leit an deem Regime virun 1998 kënnen virun evoluieren an datt esou wéi 2012 Ännerungen am Régime général och an de Régime spécial iwwersat ginn.

Fënnefte Sujet: Périodes d'assurance, Périodes assimiléées. Och dee Sujet passt souwuel an déi Ronn vun e Freiden, well do geet et drëms: Wéi eng Zäite rechne mer un? A Fonctioun dovunner kann ech éischer oder manner éischer an d'Pensioun goen. An och déi Periode bréngt mat sech, ob de System méi oder manner finanzéierbar bleift, an duerfir si mer och do de 24. Abrëll ënnerwee.

An dann d'Komplementarpensioun ass och eng Messur, déi engem et erlaabt, méi fréi oder méi spéit an d'Pensioun ze goen, an déi de System och méi oder manner deier ka maachen. Well, wéi gesot ginn ass, dat si fiskal Ofschléi, déi do sinn, a gesamtstaatlech mécht dat och eis Altersofsicherung net méi bëlleg.

Dofir hei nach eemol: Dee ganze Prozess ass integrativ. All Partner mat all senge Proposen ass gehéiert ginn. All d'Beiträg sinn agefloss an d'Formulatioun vun deene Sujeten, déi an dräi Thematiken ageuedeelt goufen. D'Debatt vun haut ass also do keng Ausnam. Och all d'Beiträg vun haut wäerte mat an déi Diskussiounen afléissen. An ech hoffen, datt Dir déi Vertrieeder, déi e Freiden an déi zwee aner Deeg derbäi sinn, an deem Sënn wäert informieren.

Wéi geet et weider? Wéi gesot, ass déi lescht Experteron de 24. Abrëll. Duerno wäert dee ganze Prozess dokumentéiert ginn a fir en Oflossevent virbereet ginn. Spéitstens dann, datt heescht am spéide Fréijoer, fléissen dann och d'Konklusiounen vun der Regierung mat an. Mir wëssen also virum Summer, a wéi eng Richtung mir wäerten iwwert de Summer éischt Texter formulieren, déi dann am Hierscht mat de Sozialpartner wäerten diskutiert ginn. Den Timing steet. D'Diskussiounen iwwert den Inhalt sinn nach net ofgeschloss. Merci fir haut, fir all déi Proposen.

Et war fir mech haut en instruktiven a leider och heiansdo e bësse manner konstruktiven Austausch. Mee vläicht sinn ech dat nach net gewinn.

Nee, mir loosse eis dee Prozess net klengschwätzen. Et ass en anert Instrument wéi e Biergerrot, an all Instrument huet seng Vir- a seng Nodeeler. Jiddereen huet sech hei abruucht a wa mer dat a Fro stellen, hu mer kee Respekt virun all deene Leit, déi sech do mat abruucht hunn.

Nee, mir hunn net vun Ufank u verschidde Pisten ausgeschloss. Mir si vu Fakten ausgaangen an hu probéiert, de System ze erklären. Et ass einfach, Aussoen aus dem Kontext ze rappen, mee et war ni meng an och ni der Regierung hir Intentioun, déi eng oder aner Pist a priori direkt auszuschléissen.

Genau duerfir ass dun, wéi am Accord de coalition steet, déi breet Consultatioun en place gesat ginn. Mee dat schéngt jo dann och net ze gefalen, well dat bréngt mat sech, datt, wann ee consultéiert, een och wierklech consultéiert an net direkt Input bréngt.

Da gëtt ëmmer nees a Fro gestallt, ob eng Reform an engem breede Konsens méiglech ass. Ech wëll drop hiweisen, datt mir haut effektiv stonnelaang zesummen net ëmmer just iwwert d'Pensiounen, mee awer am Allgemengen iwwert d'Altersofsicherung zu Lëtzebuerg geschwat hunn. All Partei huet hir Iddie presentéiert, wat si fir machbar hält, wat fir si net a Fro kënn. An ech muss feststellen: Mir hu vill Gemeinsamkeiten! Déi meescht vun eis wëllen de Generationsvertrag net a Fro stellen. De Prinzip vum der Solidaritéit, datt Aktiver fir d'Pensiounen bezuelen, gëtt allgemeng unerkannt. Ech hu kee grouse Plang héieren, fir de Pensionsalter ze erhéien. Kee wëll de Charakter vum éischte Pilier a Fro stellen. A keen denkt, datt de Risiko vun Altersarmut net existéiert an datt een näischt dogéint maache muss. Dëst weist, datt et eng Basis gëtt fir eng gemeinsam Reform, a mir mussen dës notzen.

Zum Inhalt: Mir kënnen confirmieren, datt mir als Regierung net wëllen de Pensionsalter vu 65 Joer an d'Luucht setzen. Den Âge légal bleift bei 65. Déi Leit, déi haut an hirer wuelverdängter Pensioun sinn, déi hunn hir Rechter erfëllt, déi hunn hir Rechter genotzt a gi laut den aktuellen Dispositiounen ausbezuelt. Déi Pensiounen ginn un den Index ugepasst a gegeebenefalls ajustéiert. „Ajustéieren“, dat heescht, datt all Joer op den 1. Januar nach eppes op den Index derbäi-kënn, wou d'Lounentwécklung berücksichtegt gëtt.

Den zukünftigen Ajustement ass natierlech keen Automatismus. En ënnerläit enger Finanzéierungsklausel, sou wéi ganz gutt vun der Madamm Bernard erkläert ginn ass. A gutt, dass ech och Gesondheitsministesch sinn. Dat huet hirem Verglach mat engem chirurgeschem Aggrëff deen néidege Pepp ginn.

(Hilarité)

Jo, wann d'nächst Joer d'Recettë manner héich si wéi d'Depensen, da muss d'Regierung der Chamber e Projet de loi vireeën, wou si probéiert, den Ajustement op den 1. Januar 2028 ganz, e Véierel, e Fënneftel oder hallef auszesetzen. De Montant hântk vun der finanzieller Lag of an, wéi gesot, ass et d'Chamber, déi decidéiert. Dat ass natierlech effektiv keen agreablen Szenario, mee mir wëlle betounen: Mat deem Ajustement gëtt de Pensionéierten näischt ewechgeholl. Och wann een elo retroaktiv kucke geet, wann all déi Ajustementen net gewiescht wären – mir hate jo awer d'finanziell Méiglechkeeten, fir déi Ajustementen ze maachen –, gëtt näischt ewechgeholl.

Wa mir d'Reform vun 2012 richteg verstanen hunn, dann ass dat en Equiliber gewiescht tëschent engersäits d'Cotisationsen eropsetzen an anerersäits och en Apport vun de Pensionéierte verlaangen. Et heescht jo da just, datt d'Erhéijung méi kleng

ausfalen a méi lues geschéien. Dat ass e wichtege Ënnerschied. D'Pensioun bleiwe stabil, mee d'Dynamik vun der Erhéijung gëtt ugepasst.

Jo, dës Regierung steet zur Reform, déi 2012 gestëmmt gouf an 2013 a Kraaft getrueden ass. D'Iwwerleeung war deemools richtig: Déi breet Schëllere mussen méi e groussen Effort maache wéi déi kleng. D'Reform ass sozial a gerecht ëmgesat ginn. A mir halen un deem Fundament vum éischte Pilier fest, ouni awer aus den Aen ze verléieren, datt d'Reform vun 2012 den éischte Pilier awer deelweis zrëckgefouert huet an enger Manéier, datt all d'Revenueskategorien dovunner betraff sinn, och déi mat de méi bescheiden Revenuen. Par rapport zu 2012, och wa méi grouss Revenuen do vläicht en Abroch iwwer 40 Joer vu 15 % hunn, déi méi kleng hunn och en Abroch bis zu 8,9 %.

Verschidde Riedner hunn dann och d'Tripartitt ugeschwat als Modell, fir d'Pensionsreform ze diskutieren. De Premierminister huet jo schonn e puermol betount: De Sozialdialog leeft weider. Mir si stänneg am Echange mat de Vertrieeder vun de Gewerkschaften an dem Patronat. Déi Éischt, déi ech gesinn hunn an der Consultatioun ugangs Oktober, waren d'Gewerkschaften an d'Patronat. Si sinn och bei deenen dräi Experteronnen derbäi. An ech erënneren drun: Vill weider Diskussiounen sinn nach am Kader vun der Consultatiounsprozedur geplangt.

An och am gesetzleche Prozess geet et da weider, wann dann e Projet de loi ausgeschafft gëtt. Da wäert d'Debatt nach méi konkret ginn. Den Echange geet also net op en Enn, mir stinn eréischt am Ufank. Eréischt wann de Projet de loi deposéiert gëtt, ass den Text definitiv. Et gëtt awer virdrun en Avant-projet de loi, deen och schonn oft mat implizéierte Partner diskutéiert gëtt. An och wann de Projet deposéiert ass, da gëtt et jo eng kloer Consultatiounsprozedur mat de Chambres professionnelles.

A mir sinn natierlech elo net esou optimistesche: Dëse Projet de loi wäert och net all d'Problemer léisen. Wéi schonn ugedeit, et ass schwierig, sech 50 Joer no vir ze projetéieren. Mir hunn elo mol en Horizont 2040, bis dee mer wëlle stabil bleiwen. A mir hoffen, datt mer dee Projet de loi esou schnell wéi méiglech op den Instanzwee kréien.

D'Zil ass awer kloer: Mir hätte gären, datt et an d'Richtung geet, datt de System finanziell stabil bleift, datt déi Jonk gewise kréien, datt mir eis Verantwortung iwwerhuelen, fir driwwer nozedanken, wéi de System muer ka gestalt ginn. A wéi soen ech ëmmer? Näischt maachen ass keng Optioun!

Merci fir haut.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Ech gesinn, datt nach Frostellungen do sinn. Zwou Wuertmeldungen hunn ech. Madamm Minister, sidd Der d'accord, fir déi unzuhuelen?

(Assentiment)

Très bien. Déi éischt war déi vun der Madamm Bofferding an duerno den Här Baum. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här Präsident. Ech hunn der Ministesch gutt nogelauschert, just dofir eng Prezisiounsfro. Dir hutt gesot: „Wann da sollt e Projet de loi deposéiert ginn.“ Dat heescht, Dir sidd haut nach net sécher, ob Der eventuell wëllt legiferieren oder net. Dat heescht, fir Iech ass dee ganze Consultationsprozess en Open End an da kuckt Der, ob Der eventuell dann herno wëllt legiferieren. Mee Stand haut ass et fir Iech nach net sécher, dass et wäert zu Ännerunge kommen. Oder wéi dierf ech déi Remark do verstoen?



M. Claude Wiseler, Président | Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech hunn de Moie jo gesot, am Accord de coalition steet dran, mir maachen eng breet Consultatioun a mir probéieren, am Konsens Mesüreen ze fannen, déi de System nohalteg finanzéierbar loossen. Ob dat eng Gesetzesännerung ass, ob dat eng aner Ännerung ass, dat musse mer da mat de Sozialpartner kucken.

Fir de Moment si Pisten hei opgezeechent ginn. Verschiddener bréngen eng Gesetzesännerung mat sech, anerer vläicht net. Mee wéi ech zum Schluss gesot hunn: Nächst maachen ass keng Optioun! A wann dat mat sech bréngt, e Projet de loi ze deposéieren, da maache mir dat.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Den Här Baum huet nach eng Fro ze stellen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, et ass och éischter eng Bemierkung, déi ech dann a Form vu Parole après ministre géif maachen, nämlech op d'Geféierlechkeet awer vun enger Ausso opmierksam ze maachen. Wann ee seet: „Wann een den Ajustement halbéiert oder en ewechfält, dann hält een de Leit nächst ewech“, ass dat zwar formal net falsch, mee déi selwecht Argumentatioun kéint ee beim Index benotzen. Wann een den Index géif ewechloossen, géifen d'Leit och nächst ewechgeholl kréien, mee se hätten e Kafkraaftverloscht, am Fall vum Index, par rapport zu der Entwécklung vun de Präisser.

A beim Ewechfale vum Ajustement gëtt de Leit och nächst an absolutten Zuelen ewechgeholl, mee et gëtt e Verhältnis verschlechtert, nämlech d'Verhältnis vun de Pensiounen zur Reallounentwécklung. Ech wollt si just dorop opmierksam maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass just eng Remark gewiescht, mee d'Madamm Minister kann awer drop äntweren, wa se wëllt.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Natierlech si mer eis do eens, mee reng faktuell montantsméisseg gëtt nächst ewechgeholl. Et gëtt nächst bäigesat. Natierlech, wann een dat jorelaang mécht, da kënnt dat zustanen, wat Dir gesot hutt. Dann huet eng gewësse Kategorie vu Leit e Retard par rapport zu enger anerer Kategorie vu Leit.

Ech wëll just drop hiweisen, datt dat Gesetz 2012 esou gestëmmt ginn ass, wéi et do ass, an d'Regierung steet hannert deem Gesetz, esou wéi et 2012 gestëmmt ginn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Elo gesinn ech keng Wuertmeldung méi.

Da wäre mer um Schluss vun eiser Diskussioun vun haut an dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. An d'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

An domat ass d'Sëtzung dann opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.26 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Hausse du prix de l'électricité et du gaz	1727	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	68	TVA sur les voitures mises à disposition par les entreprises	1758	Laurent Mosar	77
Séjours illégaux	1730	Dan Hardy, Fred Keup	68	Propagation de la fièvre aphteuse en Allemagne	1759	Luc Emering, André Bauler	78
Pénalisation pour le rejet ou l'abandon de mégots de cigarettes	1733	Gusty Graas, Guy Arendt	69	Inondations	1763	Sven Clement	78
Attaques de loups	1738	Jeff Boonen, Octavie Modert	70	Attaque DDoS	1764	Sven Clement	79
Impact des hausses prévues pour les prix de l'énergie sur les utilisateurs de pompes à chaleur	1740	Joëlle Welfring	70	Attaque DDoS	1765	Ben Polidori	80
Article 195-1 du Code de procédure pénale	1741	Sam Tanson	71	Attaque DDoS	1766	Laurent Mosar	80
Réforme du mécanisme de plafonnement des loyers	1742	Meris Sehovic	71	Ministres des cultes au Luxembourg	1767	André Bauler	80
Implantation éventuelle d'un centre de données de Google à Bissen	1743	Joëlle Welfring	72	Accès aux archives de l'Administration du cadastre	1768	Franz Fayot	81
Assistance judiciaire	1744	Carole Hartmann, Guy Arendt	72	Nouvelle concession de l'aire de Berchem	1771	Joëlle Welfring	81
Coopération entre le Gouvernement et CASA ASBL	1746	Sven Clement	73	Substitution du nouveau CIPA à Bascharage à celui de Niederborn	1772	Marc Baum	82
Mesures contre la violence	1749	Sven Clement	73	Adresse de référence	1773	Franz Fayot, Georges Engel, Ben Polidori	83
Reconnaissance de la Palestine	1750	Franz Fayot, Yves Cruchten	74	Compte épargne-temps	1775	Ben Polidori	83
Plafonnement des loyers	1752	Marc Goergen	75	Fermeture de tunnels	1777	Sven Clement	84
Lutte contre le trafic et la consommation de drogue dans le quartier de la gare de Luxembourg-ville	1753	Franz Fayot	75	Exercice du droit à l'avocat pour mineurs	1779	Marc Goergen	84
Changement de fournisseur pour les sommités fleuries du programme de cannabis médicinal	1754	Djuna Bernard	76	Vente d'actions Tesla par le plus grand fonds de pension d'Europe	1785	Mars Di Bartolomeo	85
Chiffres de la délinquance juvénile	1755	Marc Goergen	76	Procédure de dissolution administrative sans liquidation	1787	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	85
Utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche au Luxembourg	1756	Joëlle Welfring	76	Impact de la modification de la structure tarifaire pour l'utilisation du réseau d'électricité basse tension	1789	David Wagner	85
Suspension de l'examen des demandes de protection internationale des ressortissants syriens	1757	Sven Clement	77	Difficultés financières importantes d'un promoteur immobilier en lien avec l'immeuble « Connection » à Hamm	1791	Taina Bofferding	86
				Besoin en personnel des initiatives sociales	1792	Nathalie Morgenthaler	86
				Frais bancaires pour associations sans but lucratif	1794	Sam Tanson	87



Langues des formations bachelor à l'Université du Luxembourg	1795	Tom Weidig	87	Compétences du CGDIS dans la circulation routière	1830	Marc Goergen	94
Plainte de Greenpeace Luxembourg contre le Fonds de compensation SICAV-FIS	1796	Sven Clement	88	Recettes générées par la taxe carbone	1831	André Bauler, Luc Emering	94
Traité sur l'interdiction des armes nucléaires	1797	Sven Clement	88	Taxe mondiale minimum OECD	1832	Marc Goergen	94
Attaque aux distributeurs automatiques de billets	1798	Sven Clement	88	Récente démission du président du conseil d'administration du Mudam	1834	Djuna Bernard	95
Biens à double usage	1799	Sven Clement	89	Intervention tardive du CGDIS	1856	André Bauler, Gusty Graas	95
Vague de cambriolages	1800	André Bauler	89	Retards dans la mise à disposition des résultats de l'examen d'admissibilité du secteur communal	1862	Meris Sehovic	95
Utilisation du tracking dans les enquêtes liées aux vols	1801	Fred Keup	89	Vaccination contre la bronchiolite	1864	Mars Di Bartolomeo	96
Programme « Klimabonus » pour la forêt	1802	Jeff Engelen	90	Suppression du passage à niveau à Dommeldange	1871	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	96
Impact du bruit sur la santé mentale et physique	1803	Sven Clement	91	Financement de l'extension transfrontalière du transport ferroviaire avec la France	1873	Jeff Engelen	96
Éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'OTAN	1805	Sven Clement	91	Création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur	1877	Yves Cruchten, Georges Engel	97
Acquisition de la nationalité luxembourgeoise	1808	Mars Di Bartolomeo	92	Présences du Gouvernement sur les réseaux sociaux	1881	Tom Weidig	97
Nomination de l'ancien directeur général de la police au poste de directeur général de HUT	1810	Corinne Cahen, Carole Hartmann	92	Convention relative au statut des réfugiés	1886	Sven Clement	97
Recours aux ordonnances pénales	1814	Sam Tanson	92	Arrêt de tram à Wickrange	1889	Marc Goergen	98
Concurrence dans le domaine de la production de produits agricoles	1815	André Bauler, Luc Emering	93	Enseignement musical	1894	Georges Engel	98
Initiative Omnibus destinée à réviser le Green Deal européen	1818	Sam Tanson	93	Contrôles transfrontaliers	1902	Dan Biancalana	98
Système d'évaluation appliqué par les établissements publics	1819	Ben Polidori, Yves Cruchten	93	Contrat de louage de services entre Protection Unit et la CFL	1906	Marc Goergen	98
Accord fiscal mondial de l'OCDE	1824	Laurent Mosar	93				
Système d'avertissement de véhicules d'urgence	1825	Marc Goergen	94				

Hausse du prix de l'électricité et du gaz | Question 1727 (06/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Während an deene leschte Wochen zu Recht déi viraussiichtlech daitlech Präiserhéijunge beim Stroum fir vill Diskussioune gesuergt hunn, gouf ganz wéineg iwwer d'Entwécklung vun de Gas- a Mazoutspräisser geschwat.

Dobäi zeechent sech op den europäesche Mäert awer nees an de Wanterméint eng daitlech Präiserhéijung of.

Dofir géife mir gär vum Här Energieminister wëssen:

1. Wéi steet et mat der Versuergungssécherheet beim Naturgas?
2. Wéi gesäit et mat der Präisentwécklung vum Gas a Mazout bei eis aus?
3. Mat wat fir enger Méibelaaschtung muss en duerchschnëttlechen Haushalt rechnen?
4. Wat ass déi viraussiichtlech Käschtenentwécklung fir en Haushalt mat Wärmepompe?

Réponse (06/02/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. De leschten Analyse vun ENTSG¹, dem Verband vun den europäesche Gasnetzbedreiwer, no, ass d'Versuergungssécherheet vum Äerdgas an Europa fir de Wanter 2024/25 séchergestallt. Zanter dem Ufank vum Krich an der Ukrain ginn déi ënnerierdesch Gasspäicher an Europa konsequent während de Summerméint gefëllt. Dat ëmgeännert europäescht Reglement 2017/1938 gesäit a sengem Artikel 6bis vir, dass d'Späicheranlagen an Europa den 1. November vun all

Joer zu 90 % muss gefëllt sinn. Zu Lëtzebuerg mussen Fournisseuren, déi Endclienten zu Lëtzebuerg beliwieren, laut Artikel 14ter vum ëmgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisation vum Gasmarché, 15 % vum Volume, deen si an der Moyenne déi 5 lescht Joer virun u Clienten zu Lëtzebuerg geliwwert hunn, a Späicheranlage vun engem europäesche Memberstaat reservéieren.

Lëtzebuerg huet eng gemeinsam Maartzon mat der Belsch a gëtt gréisstendeels iwwert d'Belsch mat Gas beliwert. D'Belsch a Lëtzebuerg si gutt un dat europäescht Gasnetz ugebonden a ginn och iwwert e grouse Flëssegas-Terminal zu Zeebrugge beliwert.

ad 2. De Gaspräis op den europäesche Bourssen ass zanter der Energiekris, déi duerch den Ugrëffskrich vu Russland an der Ukrain ausgeléist gouf, méi héich wéi virun der Kris. Déi exzeptionell héich Präisser, déi Enn 2022 entstane waren, si laut der Europäescher Kommissioun awer net méi ze erwaarden. D'Importer vun Äerdgas si méi diversifizéiert wéi virun der Kris. Sou hu verschidden europäesch Länner zousätzlech Flëssegas-Terminalen a Betrib geholl, déi et erlaben, Äerdgas aus weltwäiter Produktioun an Europa op de Marché ze bréngen.

D'Masuttspräisser si staark korreléiert mat de Réiuelegpräisser op den internationale Bourssen a ginn, änlech wéi d'Gaspräisser, staark vu geopolitische Spannunge beaflosst. Och d'Variatiounen vum Wiesselkurs vum Euro zum Dollar, d'Raffineriemargen, d'Stocken an der Regioun, d'Produktionskapazitéiten, d'Joreszäit a weider Elementer spillen eng Roll an der Präisgestaltung vum Masutt. Déi aktuell Masuttspräisniveau si méi héich wéi virun der Energiekris, et sinn och an der Vergaangenheet scho Periode ginn, an deenen de Masuttspräis änlech héich war wéi haut.

ad 3. Zanter Ufank 2024 sinn d'Gaspräisser gefall, sou dass d'Endverbraucher schonn 2024 daitlech manner fir Gas bezuelt hu wéi am Ufank vun der Kris. 2025 sinn d'Netzkäschten an d'Luucht gaangen. Vum 1. Januar 2025 u muss en duerchschnëttlechen Haushalt mat engem Joresverbrauch vun 2.500 m³ Gas ongeféier 300 € am Joer méi bezuele wéi dat 2024 de Fall war. Am Verglach zu de Joren 2022 an 2023 muss en duerchschnëttlechen Haushaltsclient 2025 ongeféier 100 € méi bezuelen, wat enger Hausse vu 4 bis 5 % entsprécht.

ad 4. Eng Wärmepompe verursaacht manner Heizkäschten wéi eng Gasheizung an erméiglecht deemno Erspuernisse vu ronn 400 € bis 700 € am Joer fir Eefamiljenhaiser, déi op eng Wärmepompe ëmklammen. Fir e gutt isoléiert Haus, dass mat enger Wärmepompe equipéiert ass an ee Joresverbrauch vu 7.000 kWh Stroum am Joer huet, muss mat enger Hausse vun ongeféier 400 € am Joer 2025 gerechent gi par rapport zu 2024. Fir ee méi aalt a manner gutt isoléiert Haus kann et eng Hausse vun ëm 800 € ginn.

Et sief drop higewisen, dass Wärmepumpen e bessere Wirkungsgrad a gutt isoléierten a méi rezent gebauten Haiser hunn. Dowéinst ass et recommandéiert, a schlecht isoléierten a eelernen Haiser fir d'éischt Isolatiouns- a Renovatiounsmoossnamen duerchzeféieren, ier eng Wärmepompe installéiert gëtt.

Séjours illégaux | Question 1730 (06/01/2025) de M. Dan Hardy | M. Fred Keup (ADR)

Am Rapport 2023 iwwer Migratioun an Asyl vum EMN (European Migration Network) fënnt een e Kapitel, dass sech mat der „immigration irrégulière et l'emploi

¹ ENTSG Winter Supply Outlook 2024/25: <https://www.entsog.eu/outlooks-reviews#winter-outlooks-and-reviews>



illégal“ beschäftigt a sech op d'Gesetz vum 21. Abrëll 2023 „portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration“ bezitt.

Am Punkt 10.1 vum uewe genannte Rapport steet, datt keng Donnéeën disponibel sinn, wat d'Zuel vun den irregulär Migranten ubelaangt, ausser déi vun der „Inspection du travail et des mines“, woubäi et sech dobäi ëm Mënschen handelt, déi illegal zu Lëtzebuerg beschäftigt waren a keen Openthaltrecht haten.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Mënsche sinn 2023 méinst illegaler Arees hei zu Lëtzebuerg verurteelt ginn?
2. Wéi eng Strofe goufen dobäi applizéiert?
3. Wat gesäit d'Gesetz vir fir Leit, déi illegal agereest Mënschen decken, z. B. andeems si hinnen eng Wunneng zur Verfügung stellen?
4. Wéi eng Mesurë gesäit d'Regierung vir, fir besser géint dës illegal Aktivitéit virzegoen?

Réponse (10/02/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Betreffend d'Ausso, déi am Rapport iwwer Migratioun an Asyl vum EMN (European Migration Network) steet, dass et keng Donnéeën iwwert déi irregulär Migratioun gëtt, ausser déi vun der „Inspection du travail et des mines“, ass folgendes ze präzisieren: d'ITM huet am Joer 2023 bei 167 vun de 581 ongemellte Kontrollen 283 Salariéen (Net-EU-Bierger) ugetraff, déi entweder keng Openthaltserlaabnis (illegal Beschäftigung) oder keng Aarbechtsgeneemegung (irregulär Beschäftigung) haten, an d'ITM huet 202 Aarbechtsstoppen a Geldstrofe fir e Gesamtbetrag vun 1.272.500 Euro verhaangen.

Ze bemerken ass, dass d'ITM am Joer 2023 insgesamt 17.328 Kontrolle gemaach huet an dass déi uewegenannte 581 ongemellte Kontrolle geziilt am Kader vun der Ausbeutung duerch d'Aarbecht an der illegalen an irregulärer Beschäftigung duerchgefouert goufen.

ad 1. Am Joer 2023 goufen et op Basis vun den Artikelen 140 bis 142 vum Immigrationsgesetz sechs definitiv Verurteilungen.

Dobäi gesäit den Artikel 140² vum Immigrationsgesetz eng méiglech Bestrafung vun aacht Deeg bis engem Joer Prisong an eng Geldstrof vun 251 bis 1.250 Euro oder eng vun deene Strofen vir, fir Persounen aus Drëttstaaten, déi ouni valabele Grond refuséieren, fräiwëlleg auszereesen a sech domadder illegal um Territoire ophalen, nodeems si ee Placement am Centre de rétention haten, oder en Hausarrest, deen zu Enn koum, ouni dass et zu enger Ausweisung komme konnt.

² Loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration : Art. 140. « Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 1.250 euros ou d'une de ces peines seulement, le ressortissant de pays tiers qui, sans motif justifié de non-retour, séjourne irrégulièrement sur le territoire après avoir fait l'objet d'une mesure régulière de placement en rétention ou d'assignation à résidence ayant pris fin sans qu'il ait pu être procédé à son éloignement. » Art. 141. « Est puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement, l'étranger qui a sciemment fait à l'autorité compétente de fausses déclarations ou a sciemment produit des pièces falsifiées ou inexactes pour entrer sur le territoire ou pour obtenir une autorisation ou un titre de séjour ou une autorisation de travail ou un renouvellement du titre de séjour ou de l'autorisation de travail. »

Am Artikel 142³ vum Immigrationsgesetz ass virgesinn, dass wann eng Persoun aus engem Drëttstaat, nodeems se ausgewise gouf an een Areesverbuet virläit, erëm zeréck op den Territoire kënn, zu enger Prisongsstrof vu 6 Méint bis 3 Joer an enger Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro, oder zu enger vun deenen zwou Strofe verurteelt ka ginn.

ad 2. Bei deene sechs Verurteilungen sinn dräi Prisongsstrofe vun engem Mount respektiv zweemol néng Méint mat integralem Sursis gesprach ginn, an et goufen dräi fest Prisongsstrofe mat sechs Méint respektiv zweemol 24 Méint. Et muss een awer präzisieren, dass déi Strofen net eleng op den Artikelen 140 bis 142 baséieren, mee dass déi Persounen deemno wéi nach fir aner Strofdote verurteelt goufen.

ad 3. Den Artikel 382-4⁴ vum Code pénal iwwert de Migrantenschmuggel bestrooft d'Schleisung vun irreguläre Migranten respektiv d'Hëllef bei engem „séjour illégal“, wann déi an engem But de lucre (also am Kader vun engem finanziellen oder materiellen Gewënn) erfollegt ass.

D'Artikelen 572-5⁵ a 574-5⁶ vum Aarbechtsrecht gesi Bestrafungen fir déi Persounen vir, déi

³ Art. 142. « Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 251 à 3.000 euros ou d'une de ces peines seulement, tout étranger qui, éloigné ou expulsé, est rentré au pays malgré une interdiction d'entrée sur le territoire. »

⁴ Art. 382-4 CP : « Toute personne qui, par aide directe ou indirecte a sciemment facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière, le transit irrégulier ou, dans un but lucratif, le séjour irrégulier d'un ressortissant de pays tiers sur ou par le territoire luxembourgeois, le territoire d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à la convention signée à Schengen le 19 juin 1990, ou le territoire d'un État partie au Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, signée à Palerme, le 12 décembre 2000, est punie d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement. »

⁵ Art. 572-5 Code du travail : « (1) (L. du 7 août 2023) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 2.501 à 125.000 euros par ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier ou d'une de ces peines seulement, l'employeur qui a occupé un ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier, dans une des circonstances suivantes :

1. l'infraction est répétée de manière persistante ;
2. (L. du 7 août 2023) l'infraction a trait à l'emploi simultané d'au moins deux ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier ;
3. l'infraction s'accompagne de conditions de travail particulièrement abusives ;
4. l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services d'un ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains ;
5. l'infraction a trait à l'emploi illégal d'un mineur ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier.

(2) Le procureur général d'État informe les ministres ayant respectivement le Travail, l'Économie, les Classes moyennes, la Recherche et les Finances dans leurs attributions des condamnations prononcées contre les employeurs pour infraction aux dispositions interdisant le travail clandestin et l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. »

⁶ Art. 574-5 Code du travail : « (1) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 2.501 à 125.000 euros par ressortissant de pays tiers en situation irrégulière ou d'une de ces peines seulement, l'employeur qui a occupé un ressortissant de pays tiers en situation irrégulière, dans une ou plusieurs des circonstances suivantes :

- 1° l'infraction est répétée de manière persistante ;
 - 2° l'infraction a trait à l'emploi simultané d'au moins deux ressortissants de pays tiers en situation irrégulière ;
 - 3° l'infraction s'accompagne de conditions de travail particulièrement abusives telles que définies à l'article L. 572-2, point 8 ;
 - 4° l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services d'un ressortissant de pays tiers en situation irrégulière en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains ;
 - 5° l'infraction a trait à l'emploi illégal d'un mineur ressortissant de pays tiers en situation irrégulière.
- (2) Le procureur général d'État informe les ministres ayant respectivement le Travail, l'Économie, les Classes moyennes, la Recherche et les Finances dans leurs attributions des condamnations prononcées contre les employeurs pour infraction aux dispositions interdisant l'emploi de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière. »

Mënsche beschäftigen, déi entweder keng Openthaltsgeneemegung hunn an/oder keng Aarbechtserlaabnis. Zum Beispill applizéiert den Artikel 574-5 sech just op d'Beschäftigung vu Leit, déi eng Openthaltsgeneemegung hunn, mee keng Aarbechtserlaabnis (situation irrégulière).

Op Basis vum Artikel 572-5 goufen et dräi Urteeler géint insgesamt dräi Gesellschaften a fënnef Persounen. Op Basis vum Artikel 574-5 gëtt et nach keng Verurteilung, well deen Artikel eréischt duerch e Gesetz vum 7. August 2023 agefouert gouf. Och op Basis vum Artikel 382-4 gëtt et fir 2023 keng Verurteilung.

ad 4. Lëtzebuerg verfolgegt eng verantwortlech a mënschlech Migratiounspolitik. D'Regierung setzt verschidde Moossnamen ëm, fir géint déi illegal Migratioun an Aktivitéit virzegoen. Dobäi ginn d'Grundrechter vun all Mënsch respektéiert. D'Maison de retour, déi den 1. September 2024 ageweit gouf, bitt sozial Ënnerstëtzung fir Migranten am illegalen Openthalt, fir si op e fräiwëllege Retour virzubereeden. D'Regierung schafft zousätzlech un engem neie Konzept, fir de fräiwëllege Retour vu Persounen ze fërderen. Gläichzäiteg ënnerstëtz Lëtzebuerg den europäesche Pakt fir Migratioun an Asyl, deen d'Kooperatioun tëscht den EU-Länneren stäerkt, d'Prozeduren méi effikass mécht an d'Afëierung vun neien, europäeschen, informatiounesche Systemer, déi et erlaben, illegal Migratioun méi liicht festzustellen.

Pénalisation pour le rejet ou l'abandon de mégots de cigarettes | Question 1733 (07/01/2025) de M. Gusty Graas | M. Guy Arendt (DP)

Selon le règlement grand-ducal du 9 juin 2022 relatif aux avertissements taxés, déterminant les modalités d'application de ces avertissements et établissant un catalogue des contraventions soumises à cette sanction, tel que prévu par la loi modifiée du 21 mars 2012, le rejet ou l'abandon de mégots dans des eaux de surface, des eaux souterraines, sur des lieux ou voies publiques ou dans la nature est sanctionné par un avertissement taxé de 145 € par unité. Cet avertissement peut être prononcé par un agent municipal, à condition que celui-ci remplisse les exigences prévues à l'article 15-1bis du Code de procédure pénale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Combien d'avertissements taxés ont été prononcés par les agents municipaux pour l'abandon ou le rejet de mégots au cours de la dernière année ? Comment ces chiffres ont-ils évolué depuis 2022 ?

2) À qui sont destinées les taxes forfaitaires perçues suite à un avertissement taxé : aux communes ou à l'État ? Quels sont les comptes bancaires ou les articles réglementaires servant à leur gestion ?

3) Comment évaluez-vous l'application de ces dispositions ? Quelles pistes envisageriez-vous pour améliorer leur mise en œuvre ?

4) Prévoyez-vous d'autres mesures pour réduire les déchets liés aux mégots de cigarettes ?

Réponse (10/02/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Aucun avertissement taxé n'a été prononcé par les agents municipaux au cours de la période en question.

ad 2) Toutes les taxes perçues par les membres de la Police grand-ducale, les agents de l'Administration des douanes et accises et les agents de l'Administration de



l'environnement sont transmises sans retard à un compte chèque postal déterminé de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (article 3 du règlement grand-ducal du 9 juin 2022 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets).

ad 3) L'abandon des filtres de cigarettes (appelé encore « littering ») reste un problème auquel il faut faire face à différents niveaux. En premier lieu, une lutte préventive prononcée contre l'abandon et le rejet de mégots est à prévoir par des mesures de sensibilisation. Ensuite, il faut également considérer de renforcer et d'optimiser les moyens de contrôle.

ad 4) Depuis 2023 et en application de la loi du 9 juin 2022 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, les producteurs des produits du tabac avec filtres et les producteurs de filtres commercialisés pour être utilisés en combinaison avec les produits du tabac sont soumis à des obligations découlant de la responsabilité élargie des producteurs (REP). Ils doivent notamment mettre en œuvre des mesures préventives visant à limiter l'abandon des filtres de cigarettes et à financer des mesures de sensibilisation pour informer sur les impacts environnementaux de ce type de déchets. En tant qu'organisme agréé, Valorlux ASBL assume ces responsabilités au nom des producteurs. Depuis le 1^{er} janvier 2024, les producteurs doivent viser une réduction annuelle d'au moins 10 % des quantités de déchets rejetés par rapport à l'année précédente.

L'Administration de l'environnement, l'Administration de la gestion de l'eau et Valorlux ASBL ont par ailleurs lancé en octobre 2024 une première campagne de sensibilisation destinée à lutter contre l'abandon des mégots de cigarettes dans les espaces publics. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'article 8 de la loi précitée du 9 juin 2022. Cette campagne, qui durera jusqu'en automne 2025, sera suivie de nouvelles actions de sensibilisation inscrites dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs.

Dans le cadre de la REP dont question ci-avant, les producteurs prennent également en charge les coûts de collecte et de traitement des déchets en question. Ces coûts comprennent la mise en place d'infrastructures spécifiques pour la collecte de ces déchets, telles que des réceptacles appropriés mis en place aux endroits où ces déchets sont le plus fréquemment déposés.

Attaques de loups | Question 1738 (08/01/2025) de M. Jeff Boonen | Mme Octavie Modert (CSV)

Viru Kuerzem sinn am Raum Dol zwee doudeg Schof op enger Weed fonnt ginn. Et besteet de Verdacht, datt d'Déiere vun engem Wollef gerass goufen. Dofir si Prouwe vun de Bësswonne fir eng geneetesche Analys an e Speziallabo an Däitschland geschéckt ginn. Den Aktiouns- a Managementsplang fir den Émgang mat Wëllef aus dem Joer 2017 gesäit vir, datt den direkte Schued zu 100 Prozent indemniséiert gëtt, wa kloer kann nogewise ginn, datt en op eng Attack vun Wollef zrëckzuféieren ass. Laut dem Plang kënnen och indirekt Schied duerch de Wollef entschiedegt ginn, allerdéngs muss an deem Fall de Geschiedegte selwer beweisen, datt et sech ëm eng Wollefsattack handelt. Am aktuelle Fall sinn duerch d'Panik vun de Schof schwéier Schied an der Wiss entstanden.

An deem Zesammenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch an un den Här Ëmweltminister stellen.

1. Wat fir direkt Schied gi bei enger Wollefsattack genee kompenséiert?

2. Wat fir indirekt Schied duerch de Wollef ginn indemniséiert an zu wat fir engem Taux?

3. Gëtt d'Evaluatioun vun den indirekte Schied large gehandhaabt, well et direkt Konsequenze vun enger Wollefsattack sinn?

4. Wéi vill Schuedensfäll sinn iwwert de Wee vum Wollefsmanagementplang vun 2017 bis elo indemniséiert ginn, a wat fir e Montant ass insgesamt ausbezahlt ginn?

5. Plangt d'Regierung, de Wollefsmanagementplang vun 2017 ze aktualiséieren?

6. Leien d'Resultater vun der Geenanalys scho vir?

7. Wa jo, wat koom bei der Untersuchung eraus, sinn déi zwee Schof vun engem Wollef gerass ginn?

Réponse (11/02/2025) de Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Règlement grand-ducal du 30 août 2023 concernant l'indemnisation des dégâts matériels commis par certaines espèces animales protégées et les subventions pour les mesures préventives y relatives steet Folgendes:

„Art. 4. Indemnisation des dégâts causés aux animaux d'élevage

(1) Le ministre indemnise les dégâts directs causés aux animaux d'élevage qui ont été tués ou blessés par le loup, dans les cas suivants :

1° au cas où le loup est identifié comme l'auteur de la mort respectivement des blessures de l'animal concerné, à hauteur de :

a) 100 pour cent de la valeur vénale de l'animal tué par le loup ou euthanasié à la suite d'une attaque de loup jusqu'à concurrence maximale de 200 % de la valeur vénale moyenne des animaux de cette même catégorie ;

b) 100 pour cent des frais de vétérinaire en relation avec le traitement de l'animal blessé jusqu'à concurrence de la valeur vénale de l'animal.

2° au cas où le loup ne peut pas être exclu comme l'auteur de la mort respectivement des blessures de l'animal concerné, à hauteur de :

a) 75 pour cent de la valeur vénale de l'animal tué par le loup ou euthanasié à la suite d'une attaque de loup jusqu'à concurrence maximale de 200 % de la valeur vénale moyenne des animaux de cette même catégorie ;

b) 75 pour cent des frais de vétérinaire en relation avec le traitement de l'animal blessé jusqu'à concurrence de la valeur vénale de l'animal.“

Déi finanziell Evaluatioun gëtt vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) gemaach, au cas par cas.

ad 2. De Beräich vun den indirekte Schied ass am Wollefsmanagementplang gereegelt. Dorënner fale beispillsweis Douthuerten, Produktiounsausfäll, den Ausbruch vu Béischten oder nach den Opwand fir eng méi schwierig Haltung no engem Wollefsugriff.

Déi finanziell Evaluatioun gëtt och hei vun der ASTA gemaach, au cas par cas.

Déi indirekt Schied ginn zum selwechten Taux indemniséiert wéi am uewe genannten Artikel 4 beschriwwen.

ad 3. Déi finanziell Evaluatioun gëtt vun der ASTA gemaach, au cas par cas, wann ee vun den uewe genannte Fäll agetrueden ass.

ad 4. Säit 2017 si 7 Fäll indemniséiert ginn, mat engem gesamte Montant vu 7.296,86 EUR.

ad 5. Jo.

ad 6. Jo.

ad 7. Jo.

Impact des hausses prévues pour les prix de l'énergie sur les utilisateurs de pompes à chaleur | Question 1740 (09/01/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Dans sa note de conjoncture de décembre 2024, le Statec présente des prévisions sur l'évolution des prix de l'électricité et du gaz. Il estime que pendant l'année à venir, les prix du gaz pour les ménages pourraient augmenter de 16 % et ceux de l'électricité de 30 % par rapport à 2024. Sur la base de ces chiffres, le Statec arrive à la conclusion que cette hausse relativement plus élevée des coûts de l'électricité frappera particulièrement les personnes qui disposent d'une pompe à chaleur (PAC). Dès lors, dans le court à moyen terme, le Statec craint un effet négatif en ce qui concerne l'incitation des ménages à participer à la transition énergétique au niveau du chauffage des bâtiments, même s'il estime qu'à plus long terme l'efficacité énergétique des PAC constitue toujours un avantage.

Au-delà des prix d'achat et de fonctionnement des PAC, la rapidité dans le traitement des demandes de subside afférents constitue un élément important dans le déploiement de cette technologie. Or, tel que le Gouvernement l'a admis en avril dernier dans sa réponse à la question parlementaire n° 0448, il y a récemment eu des retards dans le traitement de ces demandes.

Dans ce contexte, le Gouvernement a affirmé de vouloir faire des intenses efforts pour assurer des délais aussi courts que possible.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse selon laquelle l'augmentation relativement plus élevée des coûts de l'électricité par rapport au gaz, telle que projetée par le Statec, désavantage les ménages équipés d'une pompe à chaleur ?

2) Lorsque les prévisions du Statec se confirment, le Gouvernement prendra-t-il des mesures afin de contrecarrer cette évolution ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Monsieur le Ministre partage-t-il l'idée qu'une évolution relative des prix telle que projetée par le Statec risque de décourager les ménages d'opter pour une PAC ?

4) Dans l'affirmative, le Gouvernement était-il au courant des évolutions prospectives des prix de l'énergie telles que résumées par le Statec au moment de la prise de décision sur la réduction de moitié du plafonnement des prix de l'électricité pour l'année 2025 ?

5) Sachant que le programme gouvernemental 2023-2028 stipule que le Gouvernement « prévoit de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique », Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'une réduction de l'attractivité des pompes à chaleur risque de compromettre les objectifs du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) ?

6) Quelle est actuellement la durée de traitement moyenne des demandes de subside pour les PAC ? Les retards susvisés admis par le Gouvernement ont-ils entre-temps été rattrapés ?

Réponse (11/02/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) à 5) Le Gouvernement s'est engagé dans le PNEC et dans l'accord de coalition à renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à travers un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire, des pompes à chaleur et de la mobilité électrique. L'électrification est un levier important de la transition énergétique en vue de décarboner notamment les bâtiments et la mobilité. La compétitivité du prix de l'électricité par rapport au prix des énergies fossiles est un élément important dans ce contexte.

Il convient de rappeler que depuis 2021, les combustibles fossiles, qu'ils soient utilisés pour les transports ou le chauffage, sont soumis à la taxe CO₂. Cette taxe vise à encourager la transition énergétique vers des sources d'énergie plus propres et renouvelables, en rendant l'utilisation de combustibles fossiles plus coûteuse. Initialement fixée à 20 €/t CO₂, la taxe fut majorée de 5 €/t CO₂ en 2022, 2023, 2024 et 2025 pour atteindre en 2026 un niveau de 45 €/t CO₂.

Une analyse du Statec confirme que les ménages équipés d'une pompe à chaleur ont été avantagés en ce qui concerne les coûts de l'énergie au cours des dernières années (de 2022 à 2024).

Le Gouvernement suit constamment l'évolution des prévisions de prix, ainsi que des prix réels des différentes énergies, et évalue l'impact de cette évolution sur l'attractivité des technologies basées sur les énergies renouvelables. Comme par le passé, il examinera, le cas échéant, la nécessité d'intervenir pour contrer une éventuelle évolution en défaveur des technologies basées sur les énergies renouvelables, telles que les pompes à chaleur.

Les évolutions prospectives sont mises à jour régulièrement par le Statec et évaluées par le Gouvernement. Afin de soutenir les ménages face à la hausse annoncée des prix de l'électricité pour l'année 2025, le Gouvernement a décidé de continuer à subventionner le prix de l'électricité. Une enveloppe budgétaire à hauteur de 171 millions d'euros est prévue en ce sens.

Selon les projections du PNEC, d'ici 2030, 50 % des chaudières atteignant leur fin de vie devraient être remplacées par des systèmes de chauffage utilisant des énergies renouvelables, avec 95 % de ces remplacements par des pompes à chaleur et 5 % par de solutions basées sur le bois. Une analyse de sensibilité a été réalisée par le Statec pour évaluer l'impact d'une adoption plus modérée des chauffages renouvelables, en simulant des taux de remplacement réduits à 25 % ou 5 % au lieu des 50 % initialement prévus. Cette analyse du Statec montre que, même dans le scénario où seulement 5 % des chaudières fossiles arrivant en fin de vie seraient remplacées par des systèmes de chauffage renouvelables, les émissions totales du Luxembourg resteraient alignées avec la trajectoire fixée par la loi climat, sous réserve que toutes les autres hypothèses du PNEC soient respectées.

ad 6) Le délai de traitement des demandes de subside pour les pompes à chaleur est actuellement de 12 mois. Toutefois, pour les demandes soumises via MyGuichet, ce délai est réduit à 10 mois. Cette différence s'explique par la saisie automatisée des données lorsque la demande est effectuée électroniquement via le site MyGuichet. Sur le moyen terme, l'introduction progressive du préfinancement des aides financières Klimabonus Wunnen contribuera à réduire substantiellement les délais susmentionnés.

Article 195-1 du Code de procédure pénale | Question 1741 (08/01/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

L'article 195-1 du Code de procédure pénale, introduit par la loi du 20 juillet 2018, impose aux juges de motiver spécialement le choix d'une peine d'emprisonnement sans sursis, sauf en cas de récidive légale.

Lors de l'introduction de cette disposition, les avis ont divergé en ce qui concernait la réalisation du but visé par cette disposition, à savoir une réduction des condamnations à des peines privatives de liberté. Au moment de l'élaboration du projet de loi il a notamment été argumenté que les juges n'avaient qu'à motiver – tel que le prévoit l'article – leur choix de prononcer une peine d'emprisonnement ferme afin de condamner une personne coupable à une peine d'emprisonnement ferme.

Ainsi, dans son avis relatif au projet de loi, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a écrit « Il n'est pas certain que le but recherché par le législateur, à savoir éviter les emprisonnements fermes, soit atteint par cette nouvelle disposition législative. Les juridictions de jugement prennent en compte, pour la détermination de la peine à prononcer, tous les éléments de la personnalité du prévenu notamment sa situation familiale, professionnelle et financière, son attitude par rapport aux faits commis et son introspection. Si les juridictions de jugement décident ainsi que la peine d'emprisonnement la plus juste ne pourra être assortie du sursis, ils sauront motiver spécialement leur décision. »

La loi est en vigueur depuis 6 ans et une évaluation de cette disposition avait été projetée lors de la dernière période législative afin d'avoir une vue fondée sur l'application de ce texte et les éventuelles difficultés d'application du texte autant en ce qui concerne un éventuel défaut d'impact de la disposition qu'en ce qui concerne une éventuelle soudaine prolifération des peines de sursis dans des cas difficilement compréhensibles pour les victimes tel que notamment dans les dossiers de violences sexuelles.

Madame la Ministre a déclaré à plusieurs reprises vouloir réformer cet article très prochainement en réduisant le champ d'application de l'article 195-1.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'une évaluation de l'actuel article 195-1 a été réalisée ? Dans l'affirmative qui a procédé à cette évaluation et quels en sont les résultats ?

2) Dans la négative, quel est le fondement de la réforme en élaboration ?

3) Dans combien de cas des peines avec sursis intégral ont été prononcées chaque année depuis 2012, ventilées par année et par degré de gravité (crime/délit) ?

4) Pour les condamnations relatives aux violences sexuelles et à la traite des êtres humains, combien de peines avec sursis intégral ont été accordées chaque année depuis 2012 ? Quel est le nombre total des condamnations pour ces faits ?

5) Dans un arrêt du 21 novembre 2024, la Cour de cassation a cassé un arrêt de la Cour d'appel qui avait jugé que l'article 195-1 du Code de procédure pénale exigeait également une motivation spéciale en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis probatoire (et non d'un sursis intégral total). Madame la Ministre entend-elle entériner cet arrêt dans le cadre de la réforme législative à venir ?

Réponse (10/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) et 2) Une évaluation de l'article 195-1 du Code de procédure pénale a été menée dans le cadre de

différents groupes de travail. Ces travaux visaient, notamment à mettre en œuvre les récentes recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) qui dans son rapport d'évaluation mutuelle du Luxembourg du 27 septembre 2023 avait relevé que : « [...] many sentences are suspended. The suspension of the execution of sentences is reserved for first-time offenders who had not been convicted and handed a final custodial sentence before their prosecution, or a misdemeanour or felony fine in the case of a legal person. Suspended sentences may be accompanied by probation measures consisting of supervision or social assistance measures (Article 629 et seq. of the CPP). As indicated by the number of prison sentences imposed in the table above, this measure is not particularly dissuasive in the first instance. »⁷

En outre, la réforme de l'article 195-1 est une revendication de longue date des organisations œuvrant pour le droit des victimes de la criminalité notamment en ce qui concerne la violence contre les femmes et l'abus sexuel de mineurs.

À l'issue de ces réflexions, un avant-projet de loi modifiant : 1° le Code pénal et 2° le Code de procédure pénale, a été approuvé par le Conseil de Gouvernement le 10 janvier 2025. Le projet de loi n° 8486 a été déposé à la Chambre des Députés en date du 28 janvier 2025.

L'article II, point 3°, du projet de loi propose de réviser l'article 195-1 du Code de procédure pénale afin de limiter l'octroi systématique du sursis pour les personnes condamnées pour la première fois à une peine d'emprisonnement supérieure à deux ans, donc pour les délits les plus graves et les crimes.

La modification prévoit donc que l'obligation de motivation du juge ne s'appliquerait que dans les cas où un sursis est refusé pour des peines correctionnelles inférieures à deux ans. En conséquence, le juge ne sera plus tenu de motiver le refus d'un sursis notamment dans des affaires de blanchiment mais également de violences domestiques ou d'abus sexuels sur mineurs.

ad 3)

– Nombre de condamnations avec sursis intégral et par degré de gravité⁸

ad 4)

– Nombre de condamnations avec sursis intégral par type d'infraction[†]

– Nombre total des condamnations pour ces faits[†]

ad 5) L'article II, point 3°, du projet de loi n° 8486 précité propose la nouvelle formulation suivante de l'article 195-1 du Code de procédure pénale :

« Art. 195-1. En matière correctionnelle, la juridiction ne peut prononcer une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans sans sursis qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette mesure. Toutefois, il n'y a pas lieu à motivation spéciale lorsque la personne est en état de récidive légale. »

Le sursis à l'exécution des peines est défini à l'article 619 du Code de procédure pénale.

Pour le surplus, je vous invite à consulter la réponse apportée à la question 1) de la présente question parlementaire.

Réforme du mécanisme de plafonnement des loyers | Question 1742 (08/01/2025) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon des chiffres de la plateforme Immotop, les loyers dans le secteur résidentiel au Luxembourg ont

⁷ Point 209 du rapport d'évaluation mutuelle du Luxembourg par le GAFI de septembre 2023, page 85.

⁸ Si la personne a été condamnée pour les deux types, délits et crimes, la personne sera comptée uniquement en crime.

augmenté en moyenne de plus de 5 % en 2024. Les loyers ayant augmenté constamment au cours des dernières années, l'on note une accélération plus poussée depuis 2023.

La loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit un mécanisme de plafonnement des loyers. Cependant, vu la situation du marché, ce mécanisme n'est pas adapté pour protéger les locataires contre des loyers croissants voire exorbitants. Monsieur le Ministre s'est engagé en séance plénière le 10 juillet 2024 à proposer une réforme du mécanisme actuel du plafonnement des loyers au cours de l'année qui suivait.

Dans ce contexte, la Chambre des Députés a adopté avec une large majorité une motion invitant le Gouvernement « à proposer une réforme du régime actuel de plafond des loyers ayant comme but de protéger les locataires en endiguant la croissance continue des loyers sur le marché locatif privé et à déposer le projet de loi respectif à la Chambre des Députés au plus tard le 30 juin 2025 ».

Or, dans une interview récente, Monsieur le Ministre n'a pas voulu s'engager quant à un tel délai, faisant savoir que ladite réforme n'était selon lui pas prioritaire dans le contexte actuel.

Par conséquent, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre, considérant la croissance considérable des loyers, n'est-il pas d'avis qu'une réforme du mécanisme de plafonnement des loyers, qui protège davantage les locataires contre des loyers exorbitants tout en garantissant une rentabilité raisonnable de l'investissement privé dans l'immobilier résidentiel, s'impose au plus vite ?

2) Monsieur le Ministre s'engage-t-il toujours, comme il l'avait fait en séance publique et tel que repris dans la motion précitée, à déposer un projet de loi concernant une réforme du régime actuel de plafond des loyers à la Chambre des Députés au plus tard le 30 juin 2025 ? Dans la négative, quelles sont les raisons pour ce changement d'opinion ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser quels sont, depuis son entrée en fonction, les travaux qui ont d'ores et déjà été entamés voire achevés en ce qui concerne l'élaboration d'une réforme du mécanisme actuel du plafonnement des loyers ?

Réponse (10/02/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Avant de finaliser une réforme du plafond des loyers, il y a lieu de prendre en considération l'évolution récente du marché immobilier au Luxembourg et ceci notamment depuis l'année 2022. Tel qu'il a pu être exposé dans le rapport d'analyse n° 13 de l'Observatoire sur le taux de rendement d'un investissement locatif au Luxembourg, celui-ci a fortement évolué au cours des dernières 15 années. Ainsi, « le taux de rendement locatif brut moyen était relativement stable entre 2010 et 2018 (compris entre 4,26 % et 4,56 %). Ce taux de rendement moyen cachait évidemment des différences assez importantes selon la localisation et le segment des appartements ». En outre, les « indices des prix et des loyers annoncés co-évaluaient, avec une croissance moyenne à un rythme de +/- 4 % à 4,5 % par an en valeur nominale. Des variations spécifiques pouvaient faire dévier les taux de rendement bruts locatifs sur cette période, mais ces déviations restaient relativement limitées. Le rendement locatif brut moyen (calculé au niveau microéconomique) montre ainsi des évolutions symétriques à celles du ratio prix/loyer (calculé au niveau macroéconomique).

Entre 2018 et mi-2022, en revanche, on observe une très forte baisse du taux de rendement locatif brut, du fait d'une forte augmentation des prix (jusqu'à +16,3 % en 2021), en contradiction avec la poursuite des tendances précédentes sur les loyers annoncés. Le taux de rendement locatif brut moyen s'est ainsi progressivement dégradé jusqu'à atteindre 3,04 % en 2022 selon nos estimations. »

Il y a dès lors lieu de réévaluer la faisabilité d'un plafond des loyers en fonction de l'évolution de la rentabilité du marché d'investissement locatif. En effet, un tel plafond devrait être conçu de façon à ni alourdir outre mesure le taux d'effort des locataires et alimenter inutilement une hausse des loyers, ni restreindre le rendement des investissements locatifs sous peine d'étrangler le rebond timide du marché immobilier qui s'annonce.

ad 2) Les services du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire sont en train de travailler sur les propositions de réforme du plafond des loyers. Par ailleurs, il est prévu d'entamer le dialogue avec les acteurs concernés pour essayer de trouver, dans la mesure du possible, un accord entre les parties prenantes.

ad 3) Les services du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, avec les équipes du LISER travaillant pour l'Observatoire de l'habitat, ont réalisé plusieurs recherches relatives aux conditions et opportunités des diverses approches de régulation des loyers maximaux.

Parmi ces recherches⁹ figurent notamment celles publiées récemment :

- Rapport d'analyse n° 13 sur le rendement locatif ;
- Rapport d'analyse n° 14 sur le cadastre des loyers ;
- Rapport d'analyse n° 15 sur la segmentation géographique des prix du foncier.

En outre, il y a également lieu de prendre en considération les rapports d'analyse¹ et notes suivants :

- Rapport d'analyse n° 3 sur le mode de calcul du capital investi ;
- Rapport d'analyse n° 11 sur la segmentation géographique des loyers ;
- Rapport d'analyse n° 12 sur l'évolution des prix de l'immobilier ;
- Note 41 : Typologie de logements locatifs partagés, de courte durée et digitalisés.

Par ailleurs, il y a également lieu de renvoyer au procès-verbal de la réunion du 18 juin 2020¹⁰ de la Commission parlementaire Logement qui était consacrée à la présentation d'une recherche comparative de l'Observatoire de l'habitat sur « Les dispositifs de contrôle des loyers en Europe ». La présentation se trouve annexée au procès-verbal.

Implantation éventuelle d'un centre de données de Google à Bissen | Question 1743 (08/01/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Depuis 2017, l'implantation potentielle d'un centre de données par le géant Google sur un terrain de 33,7 hectares dans la zone d'activité « Um Roost » à Bissen est thématisée.

Selon des informations relayées par la presse nationale, les discussions concernant ce projet continuent, tant avec le Gouvernement qu'avec la commune de Bissen. D'après un article de presse, le bourgmestre de Bissen espère une réponse de la part de l'entreprise mi-2025.

Une question soulevée en relation à l'implantation d'un tel centre de données est la soutenabilité et

l'impact environnemental du projet. La question de la consommation d'eau élevée a notamment déjà été thématisée. Dans une interview récente, le bourgmestre de Bissen a fait savoir que des alternatives plus durables et respectueuses de l'environnement seraient désormais sur la table en ce qui concerne la consommation d'eau du centre de données. Une autre question est l'utilisation de la chaleur excédentaire du centre de données.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis selon lequel, si le projet susmentionné de centre de données venait à se concrétiser, celui-ci devrait être à la pointe de l'innovation et respecter les normes les plus avancées en matière environnementale, d'efficacité énergétique, de réduction des déchets, de limitation des émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'eau, y compris par l'identification d'éventuelles utilisations de la chaleur excédentaire ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il préciser les mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour garantir que ce projet soit innovant et atteigne les standards les plus élevés en termes de durabilité, y compris en matière de valorisation de la chaleur excédentaire ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant des alternatives plus durables envisagées dans le cadre de ce projet, visant à réduire les besoins en matière de refroidissement et à optimiser l'utilisation de l'énergie thermique excédentaire, notamment en ce qui concerne la consommation d'eau ?

Réponse (06/02/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Comme précisé dans les réponses orales apportées à la question élargie de Monsieur le Député Laurent Mosar lors de la séance publique de la Chambre des Députés du 23 janvier 2025, l'étude d'impact environnemental est encore en cours. Le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement à soumettre par le porteur de projet donnera les précisions sur le concept proposé et sera évalué par les autorités compétentes dans les délais prévus. Les thématiques mentionnées par Madame la Députée sont adressées par les questions détaillées posées dans l'avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement du 6 janvier 2021, publiquement disponible le site emwelt.lu¹¹. Ces informations seront donc reprises dans le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement qui n'a pas encore été remis aux autorités compétentes. Un éventuel projet devra évidemment respecter toutes les normes applicables.

Des informations plus détaillées concernant la valorisation de la chaleur excédentaire dans le contexte des centres de données de manière générale ont été fournies dans la réponse du 3 février 2025 à la question parlementaire n° 1735 du 7 janvier 2025 de Madame la Députée Corinne Cahen et de Monsieur le Député Luc Emering au sujet de l'utilisation de la chaleur produite par les centres de données.

Assistance judiciaire | Question 1744 (08/01/2025) de Mme Carole Hartmann | M. Guy Arendt (DP)

La loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1

⁹ <https://logement.public.lu/fr/observatoire-habitat/publications.html>

¹⁰ <https://www.chd.lu/fr/meeting/9582>

¹¹ https://environnement.public.lu/content/environnement/fr/emweltprozeduren/evaluation-incidences-eie/projets_eie/2019/97327_WW_PAP_LondBridge.html

de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat (ci-après, la « Loi de 2023 »), entrée en vigueur le 1^{er} février 2024 a introduit au Luxembourg l'assistance judiciaire partielle, c'est-à-dire la prise en charge à concurrence de 50 % ou 25 % par l'État du remboursement des frais exposés ainsi que l'indemnisation de l'avocat(e) désigné(e) par le bâtonnier selon les revenus du ménage du demandeur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quels sont les montants ayant été pris en charge par l'État dans le cadre de demandes d'assistance judiciaire, respectivement, (i) totales ; (ii) partielles à concurrence de 50 % et (iii) partielles à concurrence de 25 % depuis l'entrée en vigueur de la Loi de 2023 ?

2) Avez-vous pu constater une augmentation des demandes d'assistance judiciaire depuis l'entrée en vigueur de la Loi de 2023 ? Dans l'affirmative, considérez-vous que cette augmentation soit due à la mise en place de l'assistance judiciaire partielle ?

3) Quel est le bilan à tirer de ce nouveau système d'assistance judiciaire ? Prévoyez-vous des modifications supplémentaires au système actuel ?

Réponse (11/02/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la Loi de 2023 le 1^{er} février 2024, le Barreau de Luxembourg nous a informé qu'il a avisé un montant total de +/-4.370.000 € (y compris les frais et les avances éventuellement déjà perçus par les avocats).

Aucun avis de taxation n'a encore été rendu par le Barreau de Luxembourg sur une note de frais et honoraires d'une assistance judiciaire partielle, et ce montant concerne dès lors uniquement les assistances judiciaires totales.

En ce qui concerne le Barreau de Diekirch, 631 assistances judiciaires totales et 68 assistances judiciaires partielles ont été accordées depuis l'entrée en vigueur de la Loi de 2023 en date du 1^{er} février 2024. Au cours de l'année 2024, un montant total de +/-391.184 € a été avisé par le Barreau de Diekirch. Une seule assistance judiciaire partielle a jusqu'à présent été taxée, à savoir une assistance judiciaire partielle à hauteur de 50 %, et le montant à charge de l'État s'élevait dans ce dossier à 449,28 €.

De manière générale, il convient de noter que la loi prévoit une modification de la prise en charge par l'État en cas de changement de la situation financière du bénéficiaire de l'assistance judiciaire partielle. Il arrive qu'une assistance judiciaire partielle de 25 % soit accordée et qu'elle devienne ensuite une assistance judiciaire partielle de 50 %, puis une assistance judiciaire totale, ou bien qu'elle soit retirée à un certain moment. Compte tenu de ce qui précède, il ne sera pas possible dans ces dossiers d'individualiser dans le montant pris en charge par l'État, quel montant correspond à l'assistance judiciaire totale, à l'assistance judiciaire partielle à 50 % ou à l'assistance judiciaire partielle à 25 %.

ad 2) Le nombre de demandes d'assistance judiciaire est en constante augmentation, en particulier depuis 2022, année au cours de laquelle il y a eu une augmentation de +/-1.100 demandes déposées par rapport à l'année précédente.

En 2023, il y a eu une augmentation de +/-500 demandes introduites par rapport à 2022.

En 2024, il y a eu une augmentation de +/-150 demandes introduites par rapport à 2023.

Le nombre de demandes introduites est donc toujours en hausse, mais en 2024 l'augmentation est toutefois moins marquée qu'en 2022 et 2023.

Compte tenu de l'augmentation du nombre de demandes d'assistance judiciaire au cours des années précédentes, ce phénomène n'est vraisemblablement pas forcément lié à l'introduction de l'assistance judiciaire partielle.

En effet, à titre d'information, le nombre de demandes d'assistance judiciaire a été entre le 1^{er} février 2024 et le 31 décembre 2024 de 8.534 dossiers.

Au cours de cette même période, 8.478 demandes d'assistance judiciaire ont été traitées par le Barreau de Luxembourg : 5.436 assistances judiciaires ont été accordées (dont 5.279 admissions à l'assistance judiciaire totale, 108 admissions à l'assistance judiciaire partielle à 50 % et 49 admissions à l'assistance judiciaire partielle à 25 %) et 254 refusées. Les autres demandes ont été soit retournées pour être complétées (2.481) soit transmises à l'autorité compétente pour le traitement de la demande d'assistance judiciaire (305 au Barreau de Diekirch et 2 au Ministère de la Justice).

ad 3) À ce stade, il est encore trop tôt de tirer un bilan de ce nouveau système d'assistance judiciaire. Pour l'instant, il n'est donc pas prévu d'apporter d'autres modifications au système actuel, à l'exception d'adaptations mineures.

Coopération entre le Gouvernement et CASA ASBL | Question 1746 (08/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Press huet rezent iwwer eng Rei vu Problemer bei enger ASBL bericht. Der Press no huet de Familljeministère d'Zesummenaarbecht mat der CASA ASBL agestallt, déi ë. a. Coursen offrëiert huet. Doriwwer eraus gi Virwërf gemaach, dass d'Organisation hir Integratiounsarbeit net esou geleescht huet wéi se sollt, an dass et Onreegelméissegkeete bei der Presenzleschte vun de Coursen gouf. D'Organisation krut och Subsidien a Remboursementen vu verschiddene Ministère, dorënner och vum Educatiounsministère, fir Sproochcoursen unzebidden.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéini genee gouf d'Zesummenaarbecht mat der genannter ASBL agestallt a wat waren d'Grënn dofir?
2. Wéi vill Subsidie krut d'Organisation an de leschte 5 Joer vum Familljeministère?
3. Wéi eng Kontrolle goufen duerchgefuert fir ze iwwerpréieren, ob d'Missioune wierklech erfëllt goufen?
4. Wéi eng Moossname goufen ergraff fir sécherzestellen, dass déi ugebuede sozial Déngschtleeschtingen elo vun aneren Organisatiounen kënnen iwwerholl ginn?
5. Gëtt et en Audit vun de Subsidien, déi dës Organisation an de leschte Jore krut?

Réponse (11/02/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Virop ass et wichteg ze betounen, dass CASA ASBL keng Konventioun mam Familljeministère hat oder huet, a keng Missioun am Optrag vum Familljeministère ausféiert oder ausgefuert huet.

Den Office national d'inclusion sociale (ONIS) huet iwwer Jore Leit an Aktivatiounsmesuren (Travaux d'utilité collective – TUC) am Kader vum REVIS-Gesetz

bei CASA ASBL orientéiert. Den 19. November 2024 huet den ONIS decidéiert, dës Zesummenaarbecht mat CASA ASBL temporär anzestellen. Dëst nodeem verschidde Virwërf vis-à-vis vu CASA ASBL un den ONIS erudroe gi sinn, déi de Verdacht vu gewëssen Irregularitéiten opgeworf hunn, an no Echangé mat der betraffener ASBL. Den ONIS huet dës Denonciatiounen un de Parquet weiderginn.

Déi lafend TUC-Mesurë sinn net erneiert ginn, an et fänke bis op Weideres keng nei TUC-Mesurë bei CASA ASBL un. Wichteg ass ze betounen, dass fir all déi betraffte Persounen, déi an enger TUC-Mesurë bei CASA ASBL beschäftegt waren, eng aner Beschäftegung fonnt ginn ass.

ad 2. De Familljeministère huet der CASA ASBL an deene leschte 5 Joer 1 Subsidie accordéiert, an Héicht vun 1.000 € fir hiren Evenement „Pour une Europe juste et solidaire“, deen tëscht dem 1. a 15. Abrëll 2024 stattfonnt huet. Dëst war am Kontext vum Appel fir Subsidie fir ASBLen am Kader vun der „Je peux voter“-Campagne fir d'Europawalen 2024.

ad 3. D'Kontroll vum Oflaf vun den Aktivatiounsmesurë geschitt engersäits iwwer monatlech Deklaratiounen vun de jeeweilegen Associatiounen, an anerersäits iwwer déi reegelméisseg Präsenz vu Regionalagenten (Agent régional d'inclusion sociale – ARIS) op der Plaz, déi de Suivi vun den eenzele Persounen, déi an enger TUC-Mesurë sinn, assuréieren. Zanter de virgenannten Denonciatiounen si verstärkt Kontrollen organiséiert ginn, op der Plaz (duerch d'ADEM an d'ITM) an am Gespréich mat de Leit, déi do an den Aktivatiounsmesuren affektéiert waren.

ad 4. Laut Informatioun vun der CASA ASBL sinn hir Déngschtleeschtingen duerch dës Ännerungen an der Zesummenaarbecht net agestallt ginn. D'CASA ASBL huet zum Deel Leit als Salaré iwwerholl, déi bis dohin am Kader vun enger Aktivatiounsmesurë bei hinne geschafft hunn. Donieft sief drop higewisen, dass CASA ASBL keng Aufgab a keng sozial Déngschtleeschting am Optrag vum Familljeministère ausgefuert huet.

ad 5. Nee, gëtt et net. CASA huet allerdéngs e Rapport final vum Evenement „Pour une Europe juste et solidaire“ op Demande vum Familljeministère geschéckt.

Mesures contre la violence | Question 1749 (09/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An Däitschland gëtt d'Gewaltschutzgesetz verstärkt an et gëtt en neit Gewalthëlfeegesetz ausgeschafft. Zu Lëtzebuerg weisen d'Statistiken, dass et och bei eis Handlungsbedarf gëtt: eleng bei de K.-o.-Drëpse gouf et zënter 2021 25 gemellte Fäll, woubäi d'Donkelziffer warscheinlech vill méi héich läit. D'Justizministersch huet an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1581 op verschidde Preventiounsmesuren higewisen, mee et stellt sech d'Fro, ob méi gezielt legislativ Mesurë gebraucht ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung zu Lëtzebuerg e Besoin, fir änlech legislativ Mesuren anzeféieren, wéi an Däitschland, zum Beispill eng elektronesch Foussfessel bei schwéiere Fäll vu Gewalt?
2. Wéi schätzt d'Regierung d'Effikassitéit vun de besteende Mesuren an der Justiz an, fir Affer vu Gewalt ze schützen, a wou gesäit si nach Verbesserungspotential?

3. Wéi kéint d'Zesummenaarbecht tëscht de verschiddenen Acteuren (Police, Justiz, Hëllefstrukturen) am Beräich vun der Gewaltbekämpfung nach verstärkt ginn?

Réponse (12/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Haislech Gewalt ass ee wichtegt Theema, dat huet d'Regierung den 21. Januar 2025 an der Chamber nach eng Kéier an hirer Prise de position am Kader vun der Interpellatioun iwwert d'geschlechterbaséiert Gewalt rappéléiert. Souwuel déi haislech Gewalt wéi déi geschlechterbaséiert Gewalt sinn zu Lëtzebuerg eng Realitéit an eng verstärkt Bekämpfung dovunner ass eng kloer Prioritéit vun dëser Regierung.

Dat däitscht Gewaltschutzgesetz vum 11. Dezember 2001, wat an der parlamentarescher Fro ernimmt gëtt, an dat soll iwwerschaaft ginn, ass zënter 2002 a Kraaft. Et erméiglecht den Affer vu Gewalt am Stot, viru Familljegerichter Rechtsschutz ze sichen. D'Gesetz gesäit eng Rei Interdictiounen, déi d'Gericht fir de Fall prononcéiere kann, wou de Kierper, d'Gesondheet, d'Fräiheet oder déi sexuell Selbstbestëmmung vun enger Persoun verletzt ginn. Zu deenen Interdictiounen zielen ënner anerem de Verbuet, d'Wunneng vun der betroffener Persoun ze betrieden, sech an engem bestëmmten Ëmkrees vun der Wunneng vun der betroffener Persoun opzehalen, oder bestëmmten aner Plazen opzesichen, wou sech d'Persoun reegelméisseg ophält.

Déi aktuell Ännerungsvirschléi vum uewe genannte Gewaltschutzgesetz gesinn eng elektronesch Openthaltsiwwerwaachung vum Täter vir. Familljegerichter sollen d'Méiglechkeet kréien, eng elektronesch Openthaltsiwwerwaachung unzeuerdnen. D'Täter géifen deemno eng elektronesch Foussfessel kréien. Mat der elektronescher Openthaltsiwwerwaachung sollen Täter dovun ofgehalen ginn, géint eng Gewaltschutzuerdnung ze verstoussen. D'elektronesch Openthaltsiwwerwaachung soll awer just an Ausnahmefäll ugewant ginn, an deenen eng konkret Gefor, besonnesch fir d'Liewen an d'Gesondheet vum Affer besteet.

Stand haut, gesäit déi aktuell, lëtzebuergesch Gesetzgebung vir, dass, wann eng Persoun eng aner Persoun, mat där si zesummeliert oder zesummegeliert huet, aggresséiert oder menacéiert ze aggresséieren, de Familljegerichter, op Ufro vun der betroffener Persoun, verschidde Verbueter ka prononcéieren, ënner anerem de Verbuet, Kontakt mat der Persoun opzehuelen, de Verbuet, Messagen un d'Persoun ze schécken, de Verbuet, un d'Persoun erunzetrieden, oder och de Verbuet, bestëmmte Plazen ze besichen.

Wat déi elektronesch Foussfessel betrëfft, sou ass d'Regierung an eng stänneger Reflexioun, fir d'Applikatioun vum elektroneschen Iwwerwaachungssystem um Terrain ze verbesseren an et als eng Alternativ zur Prisonsstrof ze féideren, souwéi dat an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 1704 vum 20. Dezember 2024 iwwert d'Placement ënner elektronescher Iwwerwaachung erkläert ass. Wat speziell déi haislech Gewalt ugeet, ass d'Analys amgaang, fir e Gebrauch vun der elektronescher Foussfessel a Fäll vun haislecher Gewalt kënnen ze erméiglechen.

Déi aktuell lëtzebuergesch Gesetzgebung gëtt e gudden Kader, fir d'haislech Gewalt ze porsuivéieren an ze bestrofen. Dat modifizéiert Gesetz iwwer haislech Gewalt vum 8. September 2003 definéiert d'Interventiounsketten, déi am Fall vun haislecher Gewalt ugewant ginn. Am Kader vun dësem Gesetz gouf och e Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence agefouert, deen, nieft der Erhiewung vu Statistiken an der

Iwwerwaachung vun der Ëmsetzung vum Gesetz, och eng Plattform bitt, fir e reegelméisseg Austausch tëschent de wichtegsten Acteuren aus der Interventiounsketten, wéi der Police, dem Parquet, de Ministère an den operationelle Partner ze erméiglechen. Dat schléisst awer net aus, dass punktuell Upassungen oder Nobesserungen gemaach kënnen ginn. Den Usproch vun der Regierung ass et, dësen Dispositif kontinuierlech auszebauen, fir dem Besoin vun den Affer gerecht ze ginn, hire Schutz ze garantéieren an d'Responsabiliséierung gradewéi d'Sanktioun vun den Täter ze schäerfen.

Am Kampf géint déi verschidde Formen vu Gewalt schafft d'Regierung, zesumme mat hire sëllege Partner, deemno un enger multidimensionaler an genderneutraler Approche aus Afferschutz, Täteraarbecht a Sensibiliséierungsmesuren. Et besteet haut schonn e ganz accessibelen Hëllefsschëff an en Dispositif, deen der Diversitéit vun eiser Gesellschaft gerecht gëtt.

Am Kontext vum Kampf géint haislech a geschlechterbaséiert Gewalt schafft de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA), ënnert anerem mam Justizministerium an dem Innenministerium, am Moment och zesummen un der Ëmsetzung vun zwee ganz wichtegen Projeten aus dem Regierungsprogramm, déi dëser Zilsetzung Rechnung droen:

– engem nationalen Aktionsplang iwwer geschlechterbaséiert Gewalt, deen den nationalen Dispositif op verschiddenen Niveaue stärke wäert: nientweder der Prise en charge vum Affer an der Responsabiliséierung vun den Täter sollen och d'Beräicher Formation, Legislatioun, Statistik a Fuerschung ausgebaut ginn.

Am Kader vun den éischten Assisen iwwert d'geschlechterbaséiert Gewalt, déi den 20. Januar vum MEGA organiséiert goufen, si Pistes beschwat ginn, op déi sech déi global Regierungsstrategie konzentréiere soll am Kampf géint déi verschidde Formen vu geschlechterbaséierter Gewalt. An deenen eenzelnen Ateliere mat 120 Experten aus 60 Organisatiounen, goufen éischt Pistes identifizéiert, déi mir mat eisen operationellen a ministerielle Partner, der Zivilgesellschaft an aner Acteuren ëmsetze wäerten, fir eise gesetzleche Kader, den Afferschutz, Täteraarbecht, d'Formatiounsoffer a ganz generell eisen Hëllefsschëff ze stäerken.

– enger nationaler Ulaafstell fir all Affer vu Gewalt eng Ënnerstëtzung, sief et en Accueil, eng Reorientatioun oder eng Prise en charge urgente ze bidden.

D'Zilsetzung vun engem Centre national pour victimes de violences (CNV) ass d'Schaffung vun engem Genre „guichet unique“, wou en Affer op enger Plaz an op seng Demande hin eng breet an zentraliséiert Hëllefsoffer kritt an dat a véier Voleten: medezinnesch, polizeilech, juristesche a psychosozial.

Dës Struktur stellt de Besoin vum Affer an de Vierdergrond a funktionéiert komplementär zum bestoenden Dispositif. Dës Offer handelt an der Urgence a stellt sécher, datt d'Affer duerno u spezialiséiert Strukturen weidergeleet gëtt, fir den adequate Suivi ze garantéieren. No enger éischter Pilotphas soll den CNVV spéider eng Prise en charge 24/7 assuréieren.

Reconnaissance de la Palestine | Question 1750 (09/01/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En mai dernier, à l'occasion de la pétition n° 3023 sur la reconnaissance de la Palestine, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a

déclaré vouloir présenter une « solution à la luxembourgeoise » avant la fin de l'année. En novembre, lors de l'heure d'actualité sur ce sujet, il a expliqué que le moment opportun n'était pas encore venu. Le Luxembourg chercherait une reconnaissance jointe avec 5 à 10 pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelles avancées ont été réalisées au cours des dernières semaines ?

– Avec quels pays le Gouvernement luxembourgeois est-il en contact sur la question de la reconnaissance de la Palestine ?

– Quand le Gouvernement luxembourgeois reconnaîtra-t-il formellement l'État de Palestine ? Dans quel délai la reconnaissance peut-elle être attendue ?

Réponse (06/02/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Depuis l'année dernière, le Ministre des Affaires étrangères maintient des contacts réguliers avec ses homologues de pays de l'UE et de pays tiers qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine, mais ont voté en faveur de son adhésion comme État membre de plein droit à l'Organisation des Nations Unies, afin d'encourager le soutien à une deuxième vague plus importante de reconnaissance de l'État de Palestine. La position du ministre est toujours de rassembler une coalition de pays qui reconnaîtraient la Palestine ensemble, et il regrette que certains de ceux qui semblaient disposés à s'engager dans cette voie soient désormais plus réticents.

Comme l'a exprimé le ministre après sa dernière visite en Israël et en Palestine en octobre 2024, la reconnaissance de l'État de Palestine ne peut être envisagée qu'à condition de la libération de tous les otages et d'un cessez-le-feu durable à Gaza, afin d'éviter qu'elle soit perçue comme une récompense pour les actes terroristes du Hamas.

Il est également essentiel de garantir que les conditions adéquates soient réunies pour que le geste unique de reconnaissance – qui ne peut se produire qu'une seule fois – dépasse le simple symbole et ait un impact réel en faveur d'une paix durable, juste et globale. Alors que la mise en œuvre de la première phase de l'accord de cessez-le-feu progresse et que plusieurs otages sont désormais libres et ont retrouvé leurs proches, il convient de s'assurer que les deux autres phases soient également mises en œuvre. Des négociations difficiles et délicates seront nécessaires entre toutes les parties pour rendre possibles les deuxième et troisième phases du cessez-le-feu.

Enfin, il faut également veiller à ce qu'un processus politique viable soit mis en place en vue d'une solution à deux États. L'engagement du Luxembourg et de l'Union européenne au sein de l'Alliance globale pour la mise en œuvre de la solution à deux États s'inscrit dans cette approche. La reprise de la mission civile de l'UE, EUBAM Rafah, en coopération avec l'Autorité palestinienne constitue également un pas décisif dans cette direction, permettant à l'Autorité palestinienne de démontrer sa capacité à assumer la responsabilité du Gouvernement à Gaza. C'est aussi pourquoi le Ministre Bettel a l'intention de se rendre à nouveau dans la région dans les semaines à venir pour se faire une idée directe de la situation sur le terrain.

Comme indiqué à la Chambre des Députés, il est important de faire preuve de souplesse pour déterminer le moment de la reconnaissance, sans remettre en cause l'affirmation du principe de la reconnaissance future de l'État de Palestine.

Plafonnement des loyers | Question 1752
(10/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem RTL-Interview vum 6. Januar huet den aktuelle Wunnengsbauminister gesot, dass de Mietdeckel net fir haut an net fir muer wäert sinn. Wat net kloer gesot gouf ass, dass et hei ëm d'Reform vum Mietdeckel geet, déi vu sengem Virgänger an d'Gespräch bruecht gouf, mee net realiséiert gouf. Et gëtt nämlech schonns ee Mietdeckel am Mietgesetz vum 2006, wou d'Reegel festleet, dass ee Propriétaire vun enger Wunneng net méi wéi 5 % Loyer dierf free vum Capital investi.

Elo ass de Problem awer deen, dass d'Locataire net wësse kënnen, wéi héich de Capital investi ass, grad bei eelere Gebaier, déi viru Joerzénge gebaut a verkaf goufen. Ech hat op dëse Problem schonns a menger parlamentarescher Fro N° 1006 opmierksam gemaach. D'Gerichtsuerteel vum 16. Januar 2020 (n° 170/20) huet gewisen, dass fir d'Berechnung vum Loyer net systematesch de Capital investi muss geholl ginn an um Enn de Loyer um Maartwäert berechent ka ginn.

Esou ass et eng Normalitéit hei am Land, dass Gebaier, déi viru Joerzénge fir een Apel an ee Stéck Brout kaf goufen, haut trotzdem Loyere froen, déi wäit iwwert de 5 % vum Capital investi leien. Dëst ass onfair vis-à-vis vu Locataire, déi geplëmmt ginn, mee och vis-à-vis vun anere Propriétaires, déi haut ee vill méi héijen Akafspräis musse bezuelen an ee vill méi niddrege Rendement kréie wéi ee Wunnengsbesëtzer, dee virun 30 Joer investéiert huet a sech net un d'Gesetz hält.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Wäert dës Regierung betreffend den aktuelle Mietdeckel an dëser Legislaturperiod eng Ännerung virhuelen oder bleift alles esou, wéi et aktuell am Mietgesetz ass?

2. Wëll d'Regierung de Mietdeckel ganz ofschafen?

3. Wéi laang wëll de Minister maximal op Donnée vum LISER waarden, bis hien eng Entscheedung zum Mietdeckel hält?

Réponse (10/02/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Wéi schonn an der Chamberskommissioun diskutéiert gouf, plangt d'Regierung Ännerungen zum aktuelle Mietdeckel, déi an dëser Legislaturperiod sollen deposéiert ginn.

ad 2. Nee, et ass net geplangt, de Mietdeckel ganz ofzeschafen.

ad 3. Eng Reform vum Mietdeckel hänkt nëmmen zum Deel vun Donnée vum LISER of, mee muss eng Rei aner Aspekter vum Wunnengsmaart berücksichtigen. De Minister hält seng Decisioun dann, wann dës Aspekter all um Dësch leien.

Lutte contre le trafic et la consommation de drogue dans le quartier de la gare de Luxembourg-ville | Question 1753
(10/01/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

La presse s'est fait l'écho de la frustration croissante des habitants du quartier de la gare de Luxembourg-ville confrontés au trafic et à la consommation de la drogue dans leur quartier, et des nuisances les accompagnant. Il y est même évoqué l'idée d'une milice citoyenne pour rendre le quartier plus sûr.

Ces initiatives et réactions interviennent malgré un renforcement significatif de la présence policière dans ce quartier, ainsi que dans la ville-haute de Luxembourg depuis près d'un an. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une opération spéciale visant à réprimer la mendicité, la toxicomanie et à combattre l'insécurité. Par ailleurs, une police locale a été mise en place pour compléter ces efforts.

Or, les critiques des habitants du quartier convergent pour dire que les policiers patrouilleraient surtout en voiture, effectuant peu de contrôles d'identité ou d'opérations de contrôle avec des chiens sur le terrain, pour déranger les deals qui se déroulent toujours aux mêmes endroits, souvent impliquant les mêmes personnes.

Je voudrais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Les ministres peuvent-ils fournir un bilan des contrôles d'identité et des interpellations effectuées par la police dans le quartier de la gare pour enrayer le trafic de la drogue ?

2) À combien de reprises la police a-t-elle été appelée pour intervenir suite à des infractions de vols, d'agressions et d'autres délits liés à la toxicomanie ? Combien de fois est-elle effectivement intervenue ?

3) Combien d'infractions ont effectivement conduit à des poursuites pénales, et de quelles infractions s'agit-il précisément ?

4) Combien d'ordres de déguerpissement ont été émis contre des personnes sur la voie publique ou dans les entrées d'immeubles privés ou publics ?

5) Est-ce que les ministres estiment que l'opération policière spéciale est une réussite ?

Réponse (07/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Déjà sous le Gouvernement précédent, des habitants et commerçants surtout du quartier de la gare de la ville de Luxembourg avaient appelé à l'aide les décideurs politiques. Nous sommes à l'écoute de ces personnes. La lutte contre la criminalité, en l'occurrence contre la criminalité liée aux drogues est une des priorités du Gouvernement.

Le Gouvernement a la ferme volonté de lutter contre le trafic de stupéfiants et des mesures concrètes en ce sens ont été prises tant par les responsables politiques que par la police. Il est important de souligner l'engagement du Gouvernement de renforcer les effectifs de la police et de la justice ainsi que les moyens techniques et juridiques mis à leur disposition, et d'introduire une unité de police locale.

Il importe encore de préciser que la présence policière a été renforcée dans le quartier de la gare à partir du 2^e semestre 2024 et le sera encore davantage avec la réorganisation du commissariat Gare/Hollerich à deux roulements en un commissariat à trois roulements fonctionnant 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Par ailleurs, la police procède régulièrement à des actions d'envergure afin de lutter efficacement contre le trafic de stupéfiants.

La justice et la police jouent un rôle essentiel dans cette lutte, mais pour venir à bout de ce fléau, l'implication de l'ensemble des acteurs concernés est indispensable. C'est dans cette perspective que, la semaine dernière, Monsieur le Premier ministre a sollicité les membres du Gouvernement compétents (Justice, Affaires intérieures, Santé et Famille) de collaborer étroitement afin d'identifier des solutions concrètes et durables. Une première réunion de ces acteurs concernés s'est

tenue le 5 février 2025 et sera suivie d'un échange avec plusieurs habitants et acteurs du quartier de la gare.

ad 1) La police a arrêté 116 personnes dans le quartier de la gare pour des infractions liées aux stupéfiants en 2024 et 106 personnes en 2023. Chaque arrestation est systématiquement précédée d'un contrôle d'identité.

La police a multiplié les actions d'envergure qui sont passées de 6 en 2023, à 21 en 2024.

La dernière action d'envergure remonte à jeudi dernier, 30 janvier 2025. Au cours de cette action, qui impliquait une quarantaine d'agents de police et deux chiens spécialisés dans la recherche de drogues, 70 personnes ont été contrôlées et de la drogue a été saisie.

ad 2) Les bases de données de la police ne recensent pas les motifs à la base de la commission d'une infraction.

La police constate une diminution de 10 % des infractions en général pour les trois derniers mois de l'année 2024 par rapport au premier trimestre de la même année dans le quartier de la gare. Les cambriolages et les vols avec violence ont diminué de 40-50 % sur la même période. La présence policière renforcée dans ce secteur a indéniablement contribué à ce succès.

ad 3) L'outil de gestion des dossiers « JUCHA » permet de générer certaines statistiques par rapport à des infractions commises pendant un certain laps de temps. Cependant, cet outil ne permet pas de localiser le lieu de situation des différentes infractions, ni d'identifier des infractions de vols, d'agressions et autres menaces en lien avec le phénomène de toxicomanie.

Pour les raisons précitées, seulement des données relatives aux arrestations opérées ces dernières années en matière d'infractions à la loi du 19 février 1973 sur la lutte contre les stupéfiants peuvent être fournies :

– 2021 : 166 arrestations, dont 157 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 9 dans celui de Diekirch

– 2022 : 183 arrestations, dont 181 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 2 dans celui de Diekirch

– 2023 : 196 arrestations, dont 190 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 6 dans celui de Diekirch

– 2024 : 188 arrestations, dont 180 dans l'arrondissement judiciaire de Luxembourg et 8 dans celui de Diekirch

ad 4) La police ne peut, en l'état actuel de la législation, recourir au « Platzverweis » que dans les seuls cas où une personne entraver l'entrée ou la sortie accessible au public d'un bâtiment public ou privé de sorte à entraver la liberté de circuler d'autrui. La loi n'oblige, par ailleurs, la police à rédiger un rapport que si elle éloigne par la force une personne refusant d'obtempérer à l'injonction d'éloignement.

Si la personne obtempère spontanément au rappel à l'ordre ou à l'injonction de s'éloigner, aucun rapport n'est rédigé et, partant, aucune statistique évidente ne peut être établie à cet égard. Il peut néanmoins être affirmé qu'en moyenne une centaine de rappels à l'ordre ou injonctions sont effectués par mois par les policiers territorialement compétents pour les quartiers gare et ville-haute. À ce jour, aucune mesure d'éloignement n'a abouti au recours à la force nécessitant la rédaction d'un tel rapport au niveau du quartier dont question.

Le Gouvernement a déposé un projet de loi (n° 8426) visant à remédier aux insuffisances du régime actuel du « Platzverweis » prévu à l'article 5bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale en



introduisant un « Platzverweis » renforcé. Selon l'exposé des motifs du projet de loi en question, le « Platzverweis » actuel ne permet pas de garantir utilement le respect de l'ordre public et des droits et libertés d'autrui dans l'espace public en raison de son applicabilité limitée et de l'absence de modalités d'application précises. Le projet de loi précité tend à permettre à la police d'éloigner une personne non seulement lorsqu'elle entrave l'entrée ou la sortie d'un bâtiment, mais également lorsqu'elle se comporte de manière à troubler l'ordre public, à entraver la circulation publique ou à empêcher la libre circulation des passants sur la voie publique ou à les importuner.

ad 5) La mise en place de la police locale ainsi que le renforcement de la présence policière en général a non seulement renforcé le sentiment de sécurité auprès de la population mais a également contribué à la diminution des infractions, comme le montrent les chiffres de la police exposés ci-dessus.

Changement de fournisseur pour les sommités fleuries du programme de cannabis médical | Question 1754 (10/01/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Tilray Medical, par l'intermédiaire de sa filiale allemande Tilray Deutschland GmbH, a récemment remporté un appel d'offres pour fournir le Luxembourg en fleurs de cannabis médical. Un contrat avait déjà été établi avec ce fournisseur, qui avait pris fin en août 2023. Depuis, c'est l'entreprise danoise Schroll Medical qui avait été choisie comme fournisseur.

Les modifications importantes des conditions d'accès au cannabis médical sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2025, notamment la réduction de la quantité maximale par patient à 60 grammes pour un traitement de 28 jours, ainsi que la suppression des sommités fleuries riches en THC.

En lien avec ces développements, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles mesures ont été prises pour garantir la continuité de l'approvisionnement en cannabis médical pendant la transition vers le nouveau contrat avec Tilray Medical ? Des pénuries sont-elles à craindre à court terme ?

2) Quel est le volume de stock actuel des sommités fleuries riches en THC, et qu'advient-il de ce stock suite à la modification du programme de cannabis médical ?

3) Est-ce que des conséquences financières résulteront de la modification des termes du programme de cannabis médical, notamment la suppression des sommités fleuries riches en THC, pour le fournisseur précédent Schroll Medical ? Est-ce que des indemnités ou pénalités liées à la suppression des produits riches en THC du programme sont à payer, dans l'affirmative, de quelles sommes s'agit-il ?

4) Madame la Ministre ayant annoncé vouloir supprimer également la mise à disposition des sommités fleuries riches en CBD, quelle est la date butoir pour cette mesure ?

Réponse (07/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Au cours du mois de décembre 2024, un dernier approvisionnement sous l'ancien marché a été effectué (pour les 3 références de sommités fleuries aussi bien que pour les extraits huileux), afin de prévoir un stock suffisant en produits jusqu'aux premières livraisons par les nouveaux fournisseurs dès février 2025.

ad 2) En date du 16 janvier 2025, le stock restant en sommités fleuries riches en THC auprès du grossiste était de 1,01 kg (sans prendre en compte les stocks internes dans les pharmacies hospitalières). Comme annoncé en amont, la délivrance des sommités fleuries riches en THC pourra se faire jusqu'à épuisement des stocks.

ad 3) Non, il n'y aura pas de conséquences financières car aucun fournisseur n'a été lésé. Le contrat avec Schroll Medical s'est achevé le 31/12/2024 dans le respect des conditions et le nouveau marché avec Tilray Medical, débuté le 01/01/2025, respecte, comme prévu dans le cahier des charges, les nouvelles modalités du programme.

ad 4) L'objectif final sera, à terme, de réorienter tous les patients vers les extraits huileux, pour de nombreuses raisons¹². Le nouveau marché public court jusqu'à fin 2025. L'État, comme expliqué précédemment, respectera tous ses engagements jusqu'à la fin du contrat.

Chiffres de la délinquance juvénile | Question 1755 (10/01/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am RTL-Interview vun haut huet den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher bemängelt, dass d'Justizautoritéite keng Donnéeën erhiewen a produzéieren iwwert Mannerjäreger, déi a Konflikt mam Gesetz kommen an et hei weineg kriminologesch Opaarbechtung vun de Fäll gemaach gëtt. Dës Ausso passt an ee Kontext, wou op enger Neiwoerschooschrooch bemängelt gouf, dass d'Police an d'Justiz net genuch Ressourcen huet, fir effikass kënnen ze schaffen, an domadder net all Strofdoten hei am Land kënnen verfollegt ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

– Produzéiert d'Justiz Zuelen zur Jugendkriminalitéit? Falls jo, kënnen dës Zuelen der Chamber oder dem Public presentéiert a verëffentlecht ginn? Falls nee, aus wéi enge Grënn ginn déi Donnéeën net ausgewäert?

Réponse (07/02/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Lëtzebuerg huet am Moment nach kee spezifesch Jugendstroferecht. Jugendkriminalitéit fält dofir aktuell ënnert d'Gesetz vum 10. August 1992 iwwert de Jugendschutz, dat sech generell op Mannerjäreger uwent, déi mat alle méigleche Schwierigkeete konfrontéiert sinn.

Déi lëtzebuergesch Gesetzgebung am Beräich vum Jugendschutz ziilt drop of, Mannerjäreger ze schützen, déi am Sënn vum Artikel 7 vum uewe genannte Gesetz vum 10. August 1992 a Gefor sinn. Deen Artikel gesäit Follgendes vir: „Le tribunal de la jeunesse peut prendre l'une des mesures spécifiées à l'article 1^{er} ou une mesure de placement dans un établissement de traitement à l'égard des mineurs qui se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis.“

Op der Basis vun dësem legale Kader ass et net méiglech fir Zuelen ze erhiewen, déi sech nëmmen op d'Jugendkriminalitéit bezéien, besonnesch well

dee selwechte Mannerjärege gläichzäitig Strofdote begoe kann an op Hëllefsmoossname fir Kanner ugewise si kann. Dës Realitéit spigelt sech am informatesche System vun de Justizautoritéiten erëm, deen dowéinst net direkt benotzt ka ginn, fir zouverlässeg Statistiken ënner Berücksichtigung vun enger Ennerscheidung tëscht Jugendkriminalitéit a Jugendschutz ze produzéieren.

Et ass héchstens méiglech fir d'Zuel vun de Procès-verbauxen, déi vun den Departementer vum Jugendschutz vun de Parqueten zu Lëtzebuerg an Dikrech behandelt ginn, ze berücksichtegen, woubäi dës Procès-verbauxen sech och allgemeng op d'Gesetz vum 10. August 1992 bezéien an dowéinst souwuel stroffällig Mannerjäreger wéi och schutzbedürftig Mannerjäreger erfassen.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0615 kann ee Follgendes liesen: „[...] bien que les chiffres ci-dessus se rapportent aux procès-verbaux relatifs tant à des mineurs ayant commis une infraction qu'à des mineurs victimes pris en charge au titre de la protection de la jeunesse ou de l'aide à l'enfance, les mineurs auteurs d'infractions représentent la majeure partie de ces procès-verbaux. En additionnant les chiffres du Parquet de Luxembourg et du Parquet de Diekirch, il appert que les procès-verbaux liés à des infractions en relation avec des mineurs et traités par le département Jeunesse des deux parquets a augmenté de plus de 72 % de 2019 (2.221 + 396 = 2.617) à 2023 (3.081 + 1.431 = 4.512).“ Fir méi präzis Zuele sief op déi uewe genannten Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0615 verwisen.

Et kann een also feststellen, datt et am Moment ouni en eegestänneg Jugendstroferecht net méiglech ass, präzis Statistiken iwwer Jugendkriminalitéit ze produzéieren. Et ass allerdéngs méiglech, méi generell Tendenzen ze erkennen.

Et sief och ugemierkt, dass all Procès-verbal souwéi all Meldung, déi un d'Parquete gericht ginn, och integral a systematesch verfollegt a schliisslech vu spezialiséierte Magistrate behandelt ginn, fir déi beschtméiglech Prise en charge fir stroffällig Mannerjäreger ze garantéieren.

A Konformitéit mat de Prinzippe vum enger moderner Jugendjustiz, privilegéieren d'Parqueten an deene meeschte Fäll „alternativ Moossnamen“, besonnesch fir manner schwéier Strofdoten, während bei méi schwéiere Strofdoten de gerichtleche Wee ugewannt gëtt.

Am Aklang mam internationale Recht a mat den internationale Recommendationen am Beräich vum Jugendschutz, ass d'Regierung amgang, de System grondleeënd ze moderniséieren. Mat de Gesetzesprojeten N° 7991, 7992 a 7994 sollen déi verschidde Voleten, déi aktuell vum Gesetz vum 10. August 1992 regéiert ginn, opgespléckt ginn. Sou kënn mam Projet 7991 en eegestänneg Jugendstroferecht, mam Projet 7992 en eegestänneg Gesetz iwwert de Schutz vu mannerjärege Affen an Zeien, a mam Projet 7994 en eegestänneg Gesetz iwwert de Jugendschutz. A sou engem Kader, wou also ee spezifesch Gesetzestext sech op d'Jugendstroferecht bezitt, wäert et an Zukunft vill méi einfach sinn, fiabel Statistiken zu der Jugendkriminalitéit ze produzéieren an ze verëffentlechen.

Utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche au Luxembourg | Question 1756 (10/01/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le plomb est une substance couramment utilisée dans la fabrication de munitions et d'articles de pêche. Selon

¹² Modifications du programme d'accès au cannabis médical - Portrait Santé - Luxembourg

les données de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), environ 44.000 tonnes de plomb sont dispersées chaque année dans l'environnement de l'Union européenne, dont 57 % proviennent du tir sportif, 32 % de la chasse et 11 % des activités de pêche. Au Luxembourg, la quantité annuelle de plomb introduite dans l'environnement pendant la chasse a été estimée à environ 550 kilos en 2020.

Cette utilisation du plomb entraîne un empoisonnement de la faune, en particulier des oiseaux, et peut également nuire à la santé humaine, notamment à cause des résidus de plomb présents dans le gibier consommé.

Suite à l'adoption au niveau européen d'une interdiction de l'utilisation du plomb dans la munition de chasse en zones humides, l'ECHA a proposé de restreindre l'utilisation du plomb dans la chasse, le tir sportif et la pêche de manière plus générale, ce qui réduirait les émissions de plomb de 72 % par rapport au scénario dans lequel la restriction proposée ne serait pas appliquée. La Commission européenne devrait prochainement présenter un projet de modification des restrictions de l'utilisation du plomb en ce sens, cette proposition ayant été reportée à plusieurs reprises. Une campagne européenne, lancée par des organisations environnementales, dont une organisation luxembourgeoise, plaide en faveur d'une interdiction totale de l'utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche et appelle la Commission européenne à publier un projet de restriction ambitieux.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'appel en faveur d'une interdiction totale de l'utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il ou compte-t-il intervenir auprès de la Commission européenne afin de plaider pour la publication d'un projet de restriction ambitieux dans les meilleurs délais ?

Réponse (11/02/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois accorde une grande importance à la protection de l'environnement et de la santé humaine. Il soutient les initiatives visant à réduire les émissions de plomb, qui ont des effets néfastes bien documentés.

Le Comité d'évaluation des risques (CER) et le Comité d'analyse socio-économique (CASE) de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) se sont clairement prononcés en faveur d'une interdiction totale de l'utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche. Le Gouvernement luxembourgeois est en faveur d'un projet de restriction ambitieux.

ad 2) Le projet de restriction de la Commission européenne n'a pas encore été communiqué aux États membres. Il est prévu que le projet de la Commission soit prochainement discuté au comité REACH. Le Gouvernement plaidera à cette occasion en faveur d'un projet de restriction ambitieux.

Suspension de l'examen des demandes de protection internationale des ressortissants syriens | Question 1757 (10/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Duerch politesch Ëmwälzungen a Syrien huet d'Lëtzebuerger Regierung temporär d'Beaarbechtung vun

Asylunträg vu syresche Staatsbürger ausgesat. Familljenzusammenführung sinn awer weiderhi méiglech, wéi den Inneminister Léon Gloden bestätegt huet. Aktuell sinn et 864 Ufroer vu syresche Staatsbürger op internationale Schutz, déi den 31. Dezember 2024 a Bearbechtung waren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi laang erwaart d'Regierung, datt dës temporär Aussetzung vun Asylunträg aus Syrien unhält? Wéi eng Krittäre gi geholl, fir eng Decisioun ze huelen?

2. Wéi eng konkret Moossnamen si geplangt, fir déi aktuell 864 Asylunträg aus Syrien, déi an der Schwiif sinn, ze behandelen?

3. Wéi ginn d'Rechter an d'Sécherheet vun de syresche Flüchtlingen zu Lëtzebuerg an dëser Zäit garantéiert?

4. Plangt d'Regierung, zousätzlech Ressourcen an den Accueil ze investéieren, fir déi eenzel Fäll besser a méi séier ze begleeten?

Réponse (10/02/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. bis 3. Déi temporär Aussetzung vun den Analyse vun den Asylmandanten huet sech imposéiert, well et am Moment keng offiziell, objektiv a laangfristeg Informatiounen iwwert d'Sécherheetslag an d'Mënschrechtssituatioun a Syrien gëtt an et duerfir net méiglech ass, Decisiounen ze huelen.

Lëtzebuerg verfollegt d'Entwécklung a Syrien a steet an engem Kontakt mat den auslänneschen Homologen. Soubal déi néideg Informatiounen disponibel sinn, fir kënnen eng objektiv Analys par rapport zu de Verfallungsrisiken vun de syreschen Asylmandanten ze maachen, ginn des Asylmandanten traitéiert. E genauen Zäitpunkt ka momentan net genannt ginn. An deem Kontext setzt Lëtzebuerg och op eng europäesch Approche an enger Zesummenaarbecht mat der Europäescher Asylagence (EUAA).

All Asylmandante gëtt zu Lëtzebuerg individuell analyséiert an traitéiert, am Respekt vun der Genfer Konventioun an der europäescher wéi och der Lëtzebuerger Legislatioun, soudass de Moment keng speziell Moossname geplangt sinn, fir Asylmandanten aus Syrien ze traitéieren. Et gëtt eng Analys gefouert vun de Motiver, déi all Persoun individuell fir sech virbréngt, an et sief an deem Kontext bemierkt, dass deene meeschte Leit hir Motiver ee Lien mam President Assad haten, oder mat der Sécherheetslag am Land ënnert dem President Assad, soudass au vu vun dem Changement am Land muss gekuckt ginn, ob déi Motiver nach ëmmer aktuell sinn, beziungsweis ob sech aner Motiver kënnen opdoen.

All Asylmandanten aus Syrien hunn déi selwecht Rechte a Pflichten wéi all aner Mandanten, an och hir Sécherheet gëtt, wéi fir all aner Mandanten, zu Lëtzebuerg garantéiert.

ad 4. De Familljeministère an den ONA si permanent op der Sich no neien Terrainen a Gebaier, fir en adäquaten Accueil vun Mandanten de protection internationale ze assuréieren, dat besonnesch an engem Kader vun engem kontinuierlechen Afflux vun DPI bei gläichzäiteg enger staarker Auslaaschtung vun de Strukturen vum ONA.

TVA sur les voitures mises à disposition par les entreprises | Question 1758 (10/01/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne C288/19 du 20 janvier 2021 et selon la circulaire n° 807 du 11 février 2021 respectivement de la circulaire n° 807bis du 28 avril 2023, les sociétés luxembourgeoises qui mettent une voiture de location respectivement de leasing à titre onéreux à la disposition de leurs employés non-résidents, sont obligées de déclarer et d'acquitter la TVA auprès des administrations fiscales des pays de résidence de l'utilisateur. La question qui se pose est celle de savoir si toutes les entreprises, qui ont des contrats de leasing portant sur des voitures utilisées par des employés non résidents, sont informées du fait qu'elles sont redevables de la TVA, non pas dans le pays de domicile de la société, mais dans le pays de domicile de l'utilisateur de la voiture. Il semblerait en plus que les administrations fiscales concernées, en l'occurrence l'Allemagne, la France et la Belgique, traitent cette problématique de façon différente.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre considère que les entreprises concernées sont suffisamment informées de la problématique en question ?

2) Est-ce que l'Administration de l'enregistrement informe systématiquement les entreprises, qui sont redevables de la TVA dans le pays du domicile de leurs employés et les invite le cas échéant à la régularisation de leur situation dans le pays de résidence de leurs employés ?

3) L'administration procède-t-elle automatiquement à un remboursement de la TVA payée dans l'hypothèse où l'entreprise assujettie aurait régularisé sa situation auprès des administrations fiscales du pays du domicile de leurs employés ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que les administrations fiscales allemandes auraient engagé des procédures pénales contre des administrateurs respectivement des dirigeants d'entreprises, qui auraient régularisé entre-temps leur situation auprès des administrations fiscales en Allemagne ?

5) Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il éventuellement prendre pour éviter que des mesures pénales soient prises contre des dirigeants d'entreprises, qui risquent de porter préjudice à la bonne réputation et la compétitivité de notre pays, notamment auprès des travailleurs frontaliers ?

6) Est-ce que le ministre entend contacter ses homologues en France, Belgique et Allemagne afin de trouver des accords de coopération au niveau de la déclaration de la TVA sur des voitures de leasing respectivement de location entre les administrations fiscales des pays concernés ?

Réponse (06/02/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-288/19 du 20 janvier 2021, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (ci-après « AED ») a émis deux circulaires (circulaires n° 807 du 11 février 2021 et n° 807bis du 28 avril 2023), afin d'apporter des éclaircissements d'ordre pratique découlant de la jurisprudence précitée. En outre, des représentants du Ministère des Finances ainsi que de l'AED sont en contact régulier avec la représentation professionnelle du secteur.

ad 2) Il y a lieu de préciser que le mécanisme de la TVA est conçu de manière que les assujettis ont à appliquer eux-mêmes à leurs opérations les règles objectivement applicables en matière de TVA en fonction des caractéristiques intrinsèques desdites opérations et des règles spécifiques qui les gouvernent, le législateur ayant

institué une procédure d'imposition ex post à titre de contrôle. Ce mécanisme s'applique également aux régularisations qui deviennent nécessaires en raison d'une jurisprudence nationale ou communautaire.

Par la publication des circulaires 807 et 807bis prémentionnées, l'AED s'est prononcée sur des questions d'ordre pratique pouvant naître de la jurisprudence européenne précitée.

De plus, par la publication de la circulaire 807bis, l'AED a manifesté une flexibilité maximale envers les sociétés luxembourgeoises en leur offrant la possibilité de régulariser la base d'imposition relative à l'utilisation privée ou à la déduction de la TVA en amont associée aux véhicules concernés, pour les exercices non encore frappés de prescription. Une telle régularisation est possible dans les cas où, conformément à la réglementation de l'État de résidence de l'utilisateur, la mise à disposition du véhicule, considérée comme une location de moyen de transport, a été rétroactivement soumise à la TVA dans cet État.

Il va néanmoins sans dire que l'administration luxembourgeoise n'est pas compétente pour se prononcer sur les obligations et procédures à respecter par les assujettis dans d'autres États membres.

ad 3) Le remboursement de la TVA se fait sur demande, conformément à l'article 55 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, après contrôle de la véracité des éléments fournis à la base de la demande.

ad 4) et 5) Aucune communication de la part des administrations fiscales allemandes n'est parvenue au ministère. Il ne lui appartient au demeurant pas de s'immiscer dans d'éventuelles procédures judiciaires entamées à l'étranger.

ad 6) Même s'il n'est actuellement pas prévu de conclure des accords de coopération spécifiques, l'AED collabore régulièrement avec ses homologues des pays voisins, également pour échanger sur des questions d'application de la législation relative à la TVA.

Propagation de la fièvre aphteuse en Allemagne | Question 1759 (13/01/2025) de M. Luc Emering | M. André Bauler (DP)

D'Maul- a Klauenseuch gouf ganz rezent bei Waasserbüffelen am Bundesland Brandenburg (DE) festgestallt an d'Béischte si mëttlerweil ëmkomm. MKS gouf scho säit Joren net méi an Zentraleuropa nogewisen, deem ass dese Fall besonnesch besuergneserreegend.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Mat Referenz op déi rezent Verbreedung vun der Blozongekrankheet, kënnen präventiv Mesurë geholl ginn, déi eisen nationale Véibestand bei enger Ausbreedung vun MKS schützen?

2. Ass ee Vaccin disponibel, mat deem een d'Béischte schützen kann, a wa jo, wéi vill Dose stinn de Moment zur Verfügung?

3. Obwuel een dovunner ausgoe kann, datt vum Virus keng Gefor fir d'Mënschen duerch Kontakt ausgeet, kann de Konsum vum Fleisch am Zweiwelsfall schiedlech sinn?

Réponse (12/02/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zënter dass e Fall vu Maul- und Klauenseuche (MKS) an Däitschland an engem Trapp Waasserbüffelen detektiéiert gouf, sinn déi Europäesch Kommissioun an d'Veterinärsdëngschter vun de Memberstaaten an Alarmbereitschaft, well et sech ëm eng héich ustiechend Krankheet handelt, déi gewaltig wirtschaftlech Konsequenzen huet fir déi betraffe Länner.

Hei zu Lëtzebuerg suivéiere mir de près d'Informatiounen, déi mir vun den däitschen Autoritéiten an och vun der Kommissioun kréien, déi och schonn 2 Reunionen organiséiert hunn zu deem Theema.

Vu dass an Däitschland d'MKS sech de Moment op deem een Trapp vu 14 Waasserbüffelen limitéiert, an och aus kengen anere Länner Fall gemellt goufen, hu mir eis drop beschränkt, iwwer Kommunikéieren den Déierenhalter drun ze erënneren, strikt d'Reegele vun der Biosécherheet anzehalen an all Verdacht op MKS bei hirem Veterinär resp. der ALVA ze mellen.

ad 2. De Vaccin géint de Virus vun der MKS muss spezifesch géint d'Souche vun deem Virus ausgericht ginn. An deem Fall an Däitschland handelt et sech ëm den Type O. Däitschland verfüügt iwwert eng Antigenbank, déi ënner anerem deem Type beinhaltet, sou dass kéint a kuerzer Zäit mat der Produktioun vun de Vaccinen ugefaang ginn. Vu dass d'MKS sech de Moment an Däitschland op eng Häerd limitéiert, hunn déi däitsch Autoritéiten zu deem Zäitpunkt keng Impfung virgesinn, dës misst och souwiesou fir d'Éischt vun der Europäescher Kommissioun geneemegt ginn.

ad 3. Den MKS-Virus ass fir de Mënsch net geféierlech an ass an deem Sënn keng klassesch Zoonos, d. h. keng Krankheet, déi sech vum Déier op de Mënsch iwwerdreift, och wann et an der Vergaangenheet vereenzelt liicht Symptomer bei Leit gouf, déi Kontakt mat infizéierte Béischten haten, déi awer bannent e puer Deeg verschwonne sinn.

D'Iwwerdroung vum Virus duerch de Konsum vun déieresche Produkter (Fleesch oder Mëlch) stellt fir de Mënsch kee Risiko duer.

Inondations | Question 1763 (13/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschten Deeg hunn et verschidde Géigende vu Lëtzebuerg mat héije Waasserstänn ze di kritt, besonnesch am Norde vum Land a laanscht d'Musel. D'Meteorologe warnen, datt d'Situatioun sech an deenen nächsten Deeg nach verschäerfe kéint. Verschidden Autoritéite wéi d'Police an d'Pompjeeë waren am Asaz, fir Leit aus geféierleche Situatiounen ze retten, wéi rezent zu Pärrel geschitt. Staarke Reen an domat verbonnen Iwwerschwemmungen wäerten duerch de Klimawandel an Zukunft ëmmer méi heefeg ginn. Et stellt sech d'Fro, wéi d'Regierung op dës Erausforderunge reagéiert a wéi eng Moossname si geholl huet oder nach wäert huelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Moossname goufen an de betraffene Regiounen ëmgesat, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren an d'Ausmooss vun de Schied ze limitéieren?

2. Wéi koordinéiert d'Regierung hir Reaktioun op d'Héichwaasser mat de lokalen Autoritéiten a mat eisen Nopeschlänner?

3. Wéi eng Hëllef kënnen Leit, déi vum Héichwaasser betraff sinn, vum Staat kréien a wéi ginn si iwwert d'Demarchen, fir Hëllef ze kréien, informéiert?

4. Wéi wäerten d'Erfarungen vun den Héichwaasser-Situatiounen, déi ëmmer méi dacks a méi staark optrieden, an zukünfteg Preventiounsmaassnamen afléissen?

5. Fäert d'Regierung net, datt duerch ëmmer méi heefeg a staark Iwwerschwemmungen no an no den Iwwerschwemmungsrisiko onversécherbar gëtt? Wéi eng Moossname gi geholl, fir dës ofzefiedere?

Réponse (13/02/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. Am Kader vum Héichwaasserrisikomanagement ginn zu Lëtzebuerg zënter ville Jore Mesuren ëmgesat, fir d'Resilienz géint d'Héichwaasser ze erhéien an domat de Risiko vu Schued ze reduzéieren. De Schwéierpunkt läit domat op der Precautioun, der Protektioun an der Preventioun.

Am Kader vun der Precautioun gëtt bei neie Bauprojekte während der Autorisationsprozedur gepréift, datt et zu kenger Erhéijung vum Risiko vu Schued kënn, a bei besteeënde Gebaier kréien d'Bierger gehollef, fir sech mat engem sougenannten Objektschutz individuell zu protegéieren.

Am Beräich Protektioun sinn an de leschte Joren eng ganz Rei vu gréisseren Moossnamen ëmgesat ginn, wéi zum Beispill d'Héichwaasserschutzmauer zu Dikrich an Angelduerf, den Héichwaasserréckhaltebaseng op der Waark, den Héichwaasserschutz vun Lechnach oder den ökologesch orientéierten Héichwaasserschutz vu Steenem.

Preventiv Moossname si wichteg, fir de Risiko an de Schued am Virfeld ze reduzéieren. Zu engem ganzheetlechen Héichwaasserrisikomanagement gehéieren dofir och déi net strukturell Moossnamen. Zu dësen zielen d'Héichwaassergeforekaarten, déi fir 17 Gewässer am Land erstellt gi sinn. Dës informéieren iwwert d'Gefore vu Flosshéichwaasser fir verschidden Héichwaasserzenarien a sinn deemno eng wichteg Quell fir d'Sensibiliséierung an d'Preventioun. Dat selwecht gëllt fir d'Staarkreegeforekaarten, déi fir dat ganz Land d'Gefore vun enger Iwwerschwemmung duerch staark Nidderschléi illustréieren. E wichtigen Aspekt ass och d'Héichwaasserprevisioun, déi vun der Waasserwirtschaftsverwaltung assuréiert gëtt an d'Bierger op méiglech Iwwerschwemmungen opmierksam mécht. Sou kann de Bierger sech op en Héichwaasser virbereeden. Zu de präventive Moossname gehéieren awer och Renaturéierungen, déi dozou bäidroen kënnen, datt d'Waasser méi Plaz kritt, fir sech do auszebreen, wou et manner Schued fir de Mënsch mécht.

ad 2. Wéi am nationale Krisegestiounsplang „Onwieder-Iwwerschwemmung“ virgesinn, kommen ab enger Warnstuf „orange“ eng Rei Acteuren an der Cellule d'évaluation des risques intempéries-inondations zesummen, fir d'Situatioun ze analyséieren an éischt néideg Moossnamen ze koordinéieren an anzeleeden, dorënner de Kontakt mat de lokalen Autoritéiten. Den Austausch mat eisen Nopeschlänner gëtt och vun de jeeweilege Servicer am Kader vun hire legale Missiounen assuréiert. Falls d'Situatioun et géif erfuerderen, géif d'Regierung all weider Koordinatioun am Kader vun der „cellule de crise“ ausféieren.

ad 3. Am Kader vun der Precautioun kréien d'Bierger, wéi an der éischer Fro erwänt, gehollef. A Gebidder, déi vum Héichwaasser betraff sinn, gëtt d'Installatioun vun engem Objektschutz, also enger individueller Protektioun vun hirem Gebai, mat 75 % an engem

Seuil vu maximal 20.000 € fir Eefamilljenhaier, 45.000 € fir Residenzen a 75.000 € fir Commercé vum Waasserfong subventionéiert. Ausserdeem bedeelegt sech d'Waasserwirtschaftsverwaltung mat de Gemengen op ville Plazen un Etuden, wou déi vulnerabel Gebaier identifizéiert ginn an d'Bierger eng spezifesch Berodung fir hir Haier kréien.

Am Fall wou d'Regierung en Héichwaasser als Naturkatastroph deklaréiert, huet den Inneministère d'Méiglechkeet, den Acteuren aus dem Gemengesector d'Héichwaasserschied un den Infrastrukturen a Gebaier, déi an hirer Propriétéit sinn, ze rembourséieren.

Am Fall vun enger Naturkatastroph, déi formell vun der Regierung deklaréiert ginn ass, kënnen Privatstéit eng finanziell Hëllef beim Familljeministère froen. Dës Hëllef betrëfft néideg Reparatiounskäschten an d'Acquisitioun vun noutwennegem Gidder (Biens de première nécessité) am Zesummenhang mam Hauptwunnsätz vun de Geschiedegten.

De Montant vun der Hëllef variéiert en fonction vum Schued, vun der Kompositioun vum Stot, vun der finanzieller Situatioun vun den Demandeuren, esouwéi vun der Héicht vun der Versécherungsbedeelegung.

De Familljeministère publizéiert ee Communiqué mat all den néidegen Informatiounen. Dës Informatiounen sinn och um Site vum guichet.lu ze fannen. De Formulaire, fir eng Hëllef unzefroen, kann ee souwuel um Internetsite vum Familljeministère wéi och um Site vum guichet.lu eroflueden. De Ministère ass och am enge Kontakt mat de concernéierte Gemengen, déi hir Bierger informéiert halen. An deem Kontext kënnen zum Beispill Informatiounsversammlungen an de Gemengen esouwuel wéi an de respektiven Offices sociaux organiséiert ginn.

Des Weidere kann de Wirtschaftsministère Hëllef fir Schied, déi duerch Äerdbiewen, Äerdtrësch, Iwwerschwemmungen, Tornadoen, Hurrikanen an natierlech Vegetatiounsfeier verursaacht ginn, un Entreprisën verëginn.

Fir dësen Zweck muss de Regierungsrot d'Evenement als Naturkatastroph unerkannt hunn an et muss en direkte Kausalitéitszesummenhang tëscht dem Schued, deen d'Entreprise erlieft huet, an dem Evenement ginn. Dës Hëllef gi fir déi direkt Schied vun de Katastrophe verginn an d'Hëllef muss bannent véier Joer nom Optriede vum Evenement vergi ginn.

Am Fall wou d'Regierung en Héichwaasser als Naturkatastroph deklaréiert, huet de Landwirtschaftsminister iwwer den Art. 51 vum modifizéierte Gesetz vum 2. August 2023 betreffend d'ländlech Entwécklung d'Méiglechkeet, déi betraffe Baueren ze entschiedegen. Dës Entschiedegung betrëfft landwirtschaftlech Gebaier, Maschinnen an och Fudder.

Am Fall wou et méiglech ass, eng Versécherung géint Héichwaasser ofzeschléissen, gëtt d'Versécherungsbedeelegung mat a Betruecht geholl, fir de Schued ausbezuelen. De Landwirtschaftsministère publizéiert an deem Fall ee Communiqué de presse mat de Kontaktdate vun den 2 Ausstelle vum der ASTA, déi d'Dossieren traitéieren, mat dem Hiweis, datt de Schued kann iwwer guichet.lu gemellt ginn.

ad 4. Während all Héichwaasser ginn Donnéeën gesammelt, déi an d'Verbesserung vum Héichwaasserrisikomanagement afléissen. Déi gemoossen Donnéeën (Waasserstänn, Offlëss) op de Pegelstationen gi genotzt, fir d'Statistik vun den Héichwaassersjärelechkeete reegelméisseg ze aktualiséieren. Mat dësen Wäerter kënnen dann erëm Geforekaarte gerechent ginn. Och Dokumentatiounen zu den Iwwerschwemmungen sur place gi gesammelt an ausgewäert. Sou

kritt een en ëmfaassend Bild vun der Geforesituatioun a kann déi gëeegent Moossnamen ergräifen, fir den Héichwaasserrisiko op deene Plazen ze miniméieren.

Enn 2020 huet den Inneministère déi National Plattform fir d'Reduktioun vu Katastropherisiken an d'Liewe geruff. Souwuel an engem interministeriellen Aarbechtsgrupp, wéi och am Aarbechtsgrupp „Resilient Gemengen“, deen Ufank 2022 gegrënnt ginn ass, tausch sech déi staatlech Acteure respektiv d'Experten aus dem Gemengesector ënnereneen aus, fir „best practices“ ënnerteneen ze deelen a fir zesummen u konkreete Projeten ze schaffen, fir d'Preventioun, d'Antizipatioun an d'Reaktioun op all Zort vun Naturkatastrophen ze fërdere mam Zil, méiglech Schied, déi no enger Katastroph kënnen entstoen, ze reduzéieren.

Am Aarbechtsgrupp „Resilient Gemengen“ am Inneministère ginn an der Reegel Theeme beschwat a behandelt, déi vun enger oder méi Gemenge virgeschloen ginn a bei deenen Handlungs- oder Verbesserungsbedarf besteet. Den Aarbechtsgrupp deckt Theemen am Beräich vun der Resilienz of.

ad 5. Eng Etüd vun der European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) vun November 2024 attestéiert Lëtzebuerg eng adequat Couverture vun de Risiken duerch Naturkatastrophen: „The protection gap in Luxembourg is low for all perils (score <= 2) as the insurance penetration is above 50 % [...]“

Wann Naturkatastrophe weltwäit ëmmer méi heefeg a schlimmer ginn, ass Lëtzebuerg hei warscheinlech haaptsächlech duerch Iwwerschwemmungen betrafft.

Dës allgemeng Problematik ass op europäeschem Niveau erkannt. Méiglech Pistes, fir deem entgéintzewierken, kënnen hei awer just als komplementär zu den uewe genannte Präventivmoossnamen gesi ginn.

Attaque DDoS | Question 1764 (13/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 31. Dezember gouf et Problemer mat der elektronischer Ënnerschrëft op myguichet.lu, deen do duerch net méi disponibel war. De CTIE huet méi spéit matgedeelt, dass et e Problem beim externe Prestataire LuxTrust gouf. A menger parlamentarischer Fro vum 2. Januar hat ech zu dësem Virfall schonn eng Rei Froen gestallt.

E Freideg, 10. Januar, gouf et am Nomëtteg bei verschiddenen Online-Servicer groussflächeg Stéierungen. Méi spéit huet de CTIE confirméiert, dass et tëscht 13.05 Auer a 14.55 Auer eng DDoS-Attacke gouf. Dowéinst waren d'Sitten, déi vum CTIE gehost ginn, zäitweis net erreechbar, dorënner och myguichet a gouvernement.lu. Awer och de Site vu LuxTrust war net méi erreechbar an dat och no 14.55 Auer nach net.

Eis gouf zougedroen, dass et och bei de Banke gréisser Problemer dowéinst gouf a vill Finanztransaktiounen net konnten duerchgefouert ginn. Dëst huet net nëmmen d'Banke selwer betrafft, mee natierlech och Privatpersounen a Betriber, déi doduerch keng Transaktiounen konnte maachen.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froen stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, dass och LuxTrust vun der DDoS-Attacke betrafft war?
2. Wéi kënnen d'Betriber hei zu Lëtzebuerg méi séier a besser iwwert esou Attacken informéiert ginn, fir dass si sech fir esou Fäll besser kënnen opstellen?

3. Wéi héich schätzt d'Ministesch de wirtschaftleche Schued, deen duerch dësen Ausfall entstanen ass, besonnesch, well vill Finanztransaktiounen an engem Zäitraum vu méi wéi 2 Stonnen net méiglech waren?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass duerch déi awer ëmmer méi heefeg Attacken op de CTIE a LuxTrust, dës riskéieren, zu engem Schwaachpunkt an eiser digitaler Infrastruktur ze ginn?

5. Duerch dës Attacken op de CTIE a LuxTrust weist sech ëmmer méi dacks, wéi séier net nëmme staatlech Demarchen op Sitte wéi MyGuichet, mee och wichteg Finanztransaktiounen vun eiser grousser Finanzplaz, kënnen während Stonnen blockéiert ginn an esou zu grousser wirtschaftlecher Schued kënnen féieren.

Huet de Ministère scho Pläng ausgeschafft, fir déi vun dësen zwee Acteuren ausgoend digital Vulnerabilitéit vu Lëtzebuerg méi kleng ze maachen? Wa jo, kann d'Ministesch heizou Präzisatiounen ginn? Wann nee, firwat net?

6. Ass de Ministère der Meenung, dass LuxTrust als kritesch Infrastruktur misst klasséiert ginn a méi staark Moossnamen missten ergraff ginn, fir zukünftige Attacken ze evitéieren?

Réponse (14/02/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministère de la Digitalisation

Bei der Attacke vum 10. Januar muss een zwou Saaachen ënnerscheeden: engersäits, datt déi staatlech Online-Servicer, déi vum CTIE hebergéiert ginn, vun 13.05 Auer bis 14.55 Auer net disponibel waren, an andersäits Perturbatiounen bei LuxTrust, der Firma, déi de Partner vum CTIE fir déi staark Authentifizierung ass. Doduerch war et bis kuerz no 18.00 Auer net méiglech, sech mat engem LuxTrust-Produit an d'Online-Servicer fir d'Bierger an déi staatsintern Applikatiounen anzeloggen. D'Bierger konnten ab 14.55 Auer erëm d'App myguichet.lu benotzen, déi keng staark Authentifizierung mat engem LuxTrust-Produit erfuerdert wann se mam private Beräich gekoppelt ass. Och konnt d'GovID-App ab dësem Zäitpunkt erëm benotzt ginn, fir sech bei myguichet.lu anzeloggen.

De CTIE stellt de Mataarbechter beim Staat fir eng staark Authentifizierung och e One-Time-Password-Produit zur Verfügung. Mat dësem Produkt konnten sech d'Mataarbechter beim Staat op de staatleche Back-office-Aplikatiounen aloggen, déi vum Authentifizierungsmechanismus vum CTIE geschützt ginn.

D'Cellule d'évaluation du risque cyber (CERC) ass am Kontext vun dëser Attacke och vum HCPN zesummegegraff ginn. D'Infrastruktur fir d'Ofwierkung vun DDoS-Attacken ënnert dem HCPN mat der Ënnerstëtzung vun de concernéierte Ministère gouf scho verstärkt.

DDoS-Attacke si fir Ugräifer einfach ze organiséieren a kaschten net vill. Dës ze bekämpfen ass awer e groussen Opwand, dee vill Betriber net selwer kënnen opbréngen. Si kënnen sech awer iwwert hiren Internet-Service-Provider fir esou e Schutz abonéieren. Et gëtt do verschidee kommerziell Offerten, an de Staat intervenéiert net op dësem besteende kompetitive Maart.

De CTIE gesäit all Dag verdächtige Internettraffic, also Ufroen, déi un de Staatsreseau geschéckt ginn, an déi vun den automatesche Protektiounsmechanismen als Attacken ugesinn an ofgewiert ginn. De Volume an d'Heefegkeet vun dësen Attacken huelen an der Lescht allgemeng zou. Zanter Mäerz gouf et 4 Attacken, déi net vun dësen Automatismen konnten erkannt ginn a wou d'Ekippe vum CTIE supplementär Schutzmesuren hu misse aktivéieren, fir



d'DDoS-Attacken ofzewieren. Während dëser Zäit waren déi staatlech Online-Servicer, déi vum CTIE hebergéiert sinn, net disponibel.

De CTIE stäipt sech op verschidde Sécherheetssystemer, déi komplementär zueneen sinn. D'Konfiguration vum dësen Outil gëtt permanent adaptéiert an optimiséiert. Hei flëssen natierlech och d'Erfahrung vum viregten Attacke mat an. Derniewent ersetzt de CTIE seng Systemer reegelméisseg, fir vun neien, méi performanten Technologien ze profitéieren a mam Fortschritt matzegoen.

D'Regierung huet déi néideg Kontinuitéitsplang. Et gëtt engersäits de Kontinuitéitsplang fir de CTIE, an anerersäits de Cyberkrisenplang um Niveau vum HCPN. Den HCPN kann d'Regierungsinfrastruktur, fir DDoS-Attacken ze reduzéieren, aktivéieren ëmmer wann Entitéiten ze schützen sinn, bei deenen d'Attacke zu enger Kris féiere kéint.

Attaque DDoS | Question 1765 (13/01/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

Wéi et an de Medien ze liese war, gouf et de Freideg, den 10. Januar 2025, groussflächeg DDoS-Attacken op verschiddenen Online-Servicer wéi LuxTrust an op sämtlech Internetsite vum Staat, déi zäitweis net méi zougänglech waren. Dës Virfäll erschwéieren och den normalen Aarbechtsoflaf vun de Beamten.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung, dem Här Minister fir d'Fonction publique an dem Här Premierminister folgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi konkret Repercussione vum dësen Attacke gewiescht, besonnesch op d'Fonctionnement vun den ëffentlechen Verwaltungen a Servicer? Wat geschitt am Fall, wa Staatsbeamten duerch esou Attacke keen Zougang méi op essenziell Softwaren hunn, wéi d'Authentifizierungs-Software vu LuxTrust? Ginn an deem Fall d'Beamten an de „chômage technique“ geschéckt?
2. Benotze staatlech Verwaltungen d'Servicer vun anere sougenannte Prestataires de services de confiance (Trusted Service Providers) wéi LuxTrust?
3. Kéint d'Regierung eng Estimatioun iwwer d'finanziell Käschte vun de Cyber-Attacke vum leschte Joer liwweren?
4. Kann d'Regierung eis d'Heefegkeet, den Typ an de Volume vun de leschte Cyberattacken oplëschen?

Réponse (12/02/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | M. Luc Frieden, Premier ministre

Bei der Attack vum 10. Januar muss een zwou Sachen ënnerscheeden: engersäits, dass déi staatlech Online-Servicer, déi vum CTIE hebergéiert ginn, vun 13.05 Auer bis 14.55 Auer net disponibel waren, a gläichzäiteg kouw et awer och zu Perturbationen bei LuxTrust, déi Firma, déi de Partner vun CTIE fir déi staark Authentifizierung ass. Doduerch war et bis kuerz no 18.00 Auer net méiglech, sech mat engem LuxTrust-Produit an d'Online-Servicer fir d'Bierger resp. an déi staatsintern Applikationen anzeloggen. D'Bierger konnten awer ab 14.55 Auer erëm d'App myguichet.lu benotzen, déi keng staark Authentifizierung mat engem LuxTrust-Produit erfuerdert wann een se mat sengem private Beräich gekoppelt huet. Och konnt d'GouvID-App erëm ab dësem Zäitpunkt benotzt ginn, fir sech bei myguichet.lu anzeloggen.

Par contre stellt de CTIE de Staatsbeamten e weideren Outil fir eng staark Authentifizierung zur

Verfügung. Dëst ass e One-Time-Password-Produit, änlech wéi de LuxTrust-Token, mee vun enger anerer Firma. Mat dësem Produit konnten sech d'Staatsbeamten op alle staatleche Back-office-Applikationen aloggen, déi vum Authentifizierungsmechanismus vum CTIE geschützt ginn.

All Ministère a Verwaltungen geréieren déi deeglech Benotzung vun hiren informatische Systemer selwer, sou dass de Ministère fir d'Fonction publique keng Ausso maache kann zu de Repercussione op de Fonctionnement vun den ëffentlechen Verwaltungen. Wat de Ministère fir d'Fonction publique betrëfft, waren d'Auswierkunge vun dëser Attacke op seng Servicer minimal an zäitlech limitéiert, an d'Agente konnte weiderhin hir Missiounen wouerhuelen, déi sech jo net just op den Zougrëff op informatesch Systemer limitéieren.

De CTIE gesäit effektiv all Dag verdächtegen Internet-traffic, also Ufroen, déi un de Staatsreseau geschéckt ginn an déi vun den automateschen Protektiounsmechanismen als Attacke consideréiert an ofgewiert ginn.

De Volume an och d'Heefegkeet vun DDoS-Attacken hält an der Lescht allgemeng zou. Zanter Mäerz gouf et 4 Attacken, déi net vun dësen Automatismen konnten erkannt ginn a wou d'Ekipp vum CTIE supplementär Schutzmesuren hu missen aktivéieren, fir se ofzewieren. Während dëser Zäit waren déi staatlech Online-Servicer, déi vum CTIE hebergéiert sinn, net disponibel.

Aus Sécherheetsgrënn mécht de CTIE keng Detailer zu den Attacke public.

Aktuell stinn den ëffentlechen Autoritéiten keng Indicateuren zur Verfügung, déi et géingen erlaben, d'finanziell Käschte vun de Cyberattacken ze chiffrieren.

Attaque DDoS | Question 1766 (13/01/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Depuis plusieurs mois, le Grand-Duché fait face à une recrudescence d'attaques DDoS visant les infrastructures numériques de l'État, plus précisément le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Après un premier incident en octobre 2024, une nouvelle attaque a paralysé plusieurs sites publics, dont ceux du Gouvernement, le 11 janvier 2025.

Ces interruptions de service soulèvent des inquiétudes quant à la sécurité des dispositifs de cybersécurité en place et à la capacité du pays à protéger ces services numériques essentiels face à des menaces persistantes et évolutives.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation :

– Quelles mesures de protection spécifiques le ministère a-t-il mises en place pour prévenir les attaques DDoS sur les infrastructures numériques étatiques depuis le premier incident d'octobre 2024 ? Le CTIE prévoit-il de renforcer davantage ses infrastructures numériques pour prévenir des attaques similaires à l'avenir ?

– Quelle est la nature exacte des services impactés par l'attaque du 11 janvier 2025 et quelles en ont été les conséquences ?

– Le ministère dispose-t-il d'un plan de gestion des crises en matière de cybersécurité pour garantir la continuité des services publics en cas de nouvelles attaques ?

Réponse (12/02/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Luc Frieden, Premier ministre

Le CTIE s'appuie sur différents systèmes de sécurité pour protéger l'infrastructure informatique de l'État. Ces systèmes fonctionnent de manière complémentaire pour garantir une protection de haut niveau. Les équipes du CTIE revoient de manière continue les configurations de ces systèmes afin de les adapter aux circonstances actuelles. Les connaissances acquises durant les incidents précédents (dont celui de mars 2024, mais également d'octobre 2024) permettent davantage d'optimiser les algorithmes de protection. Il reste à noter que les systèmes de sécurité du CTIE interceptent chaque jour du trafic malveillant adressé au réseau du CTIE.

Le CTIE investit aussi régulièrement dans l'acquisition de nouveaux systèmes de sécurité afin de profiter de nouvelles technologies plus performantes et state-of-the-art pour contrer les attaques cyber qui évoluent également en termes de technologie, étant donné que les attaquants profitent aussi de leur côté du progrès technologique.

Pour des raisons de sécurité, le CTIE ne communique pas le détail technique des mesures de protection en place.

Les sites web gouvernementaux hébergés par le CTIE ont été touchés par l'attaque DDoS le vendredi 10 janvier de 13.05 heures à 14.55 heures et ont été inaccessibles durant ce laps de temps. En parallèle, en raison de perturbations chez la société LuxTrust, il n'a pas été possible de se connecter avec un produit Luxtrust aux services en ligne proposés par le CTIE, aux citoyens et aux applications internes de l'État, qui nécessitent une authentification forte, jusque peu après 18.00 heures. Une connexion avec GouvID sur myguichet.lu et l'utilisation de l'application myguichet.lu, pour tous les utilisateurs qui ont lié l'application à leur espace privé myguichet.lu, était à nouveau possible à partir de 14.55 heures. Toutefois, les agents étatiques ont pu se connecter aux applications internes grâce à un produit alternatif basé sur un One-Time-Password qui fonctionne de manière similaire au Token LuxTrust.

Le CTIE a la mission de protéger l'infrastructure informatique étatique. Dans le cadre de cette mission, il dispose de différents outils de gestion des crises pour coordonner les actions de ses différentes équipes qui interviennent dans le cadre d'une attaque cyber. Les procédures et outils sont adaptés grâce aux connaissances acquises durant les attaques précédentes afin de les rendre davantage efficaces.

Au niveau national, le Plan d'intervention d'urgence « PIU Cyber » définit l'action du Gouvernement en cas de faille technique ou d'attaque d'envergure contre les systèmes d'information du secteur public et/ou du secteur privé.

Le PIU Cyber définit notamment les objectifs et les modalités de gestion des incidents de cybersécurité majeurs et des crises.

Ministres des cultes au Luxembourg | Question 1767 (13/01/2025) de M. André Bauler (DP)

Depuis la signature, en 2015, d'une convention entre l'État du Grand-Duché, d'une part, et les communautés religieuses, d'autre part, afin de régler leurs relations administratives et financières respectives, le nombre de ministres du culte, dont le traitement est directement pris en charge par le Gouvernement, va décroissant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quelle a été, depuis l'an 2015, l'évolution du nombre de ministres du culte qui se voient octroyer un traitement de la part de l'État luxembourgeois, en distinguant selon les différentes communautés religieuses reconnues par le Gouvernement ? Quelle sera l'évolution de leur effectif d'ici l'horizon 2035 ?

2) Quel est le nombre de ministres du culte retraités dont la pension est actuellement à la charge de l'État ? Comment leur effectif a-t-il évolué durant les dernières années ?

3) Quelle a été l'évolution, depuis 2015, du montant total de rétributions payées par l'État aux différents ministres du culte à sa charge en distinguant selon les cultes reconnus ?

Réponse (12/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) L'évolution depuis 2015 du nombre de ministres du culte (en équivalent temps plein) réparti par communauté religieuse conventionnée, et qui restent soumis aux dispositions des conventions antérieures étant donné qu'ils avaient été engagés avant la signature des conventions respectives du 26 janvier 2015, est illustrée par le tableau [†] suivant :

En prenant l'hypothèse d'un départ en retraite à 70 ans, l'évolution du nombre de ministres du culte des différentes communautés religieuses conventionnées, et qui restent soumis aux dispositions des conventions antérieures étant donné qu'ils avaient été engagés avant la signature des conventions respectives du 26 janvier 2015, peut être projetée tel qu'illustré dans le tableau [†] ci-dessous :

ad 2) Le nombre de ministres du culte retraités dont la pension de retraite est actuellement à charge de l'État ainsi que leur évolution est la suivante : [†]

ad 3) L'évolution de la masse salariale des ministres du culte depuis l'année 2015, répartie par communauté religieuse conventionnée est décrite dans le tableau [†] ci-dessous :

Accès aux archives de l'Administration du cadastre | Question 1768 (14/01/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Je me réfère à la réponse de Monsieur le Ministre des Finances à la question parlementaire n° 1303 du 4 octobre 2024, concernant l'accès aux archives de l'Administration du cadastre. Il ressort de la réponse de Monsieur le Ministre que les archives publiques de l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT) sont soumises au régime général d'archivage, qu'elle conserve et gère elle-même ses archives et qu'une consultation en ligne via le moteur de recherche des ANLux n'est pas prévue.

Comme exposé dans la question parlementaire précitée, en 2021, l'État luxembourgeois a conclu un accord avec le Consistoire israélite pour intégrer la recherche historique sur la Shoah et la spoliation des biens juifs au Luxembourg dans la lutte contre l'antisémitisme. Les historiens engagés dans ces travaux de mémoire constatent cependant que la loi du 17 août 2018 sur l'archivage constitue souvent un frein et une barrière à ces recherches. Ainsi, il serait impossible pour un chercheur de retracer dans les archives de l'ACT les mutations immobilières imposées par l'occupant nazi entre 1940 et 1944.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Messieurs les Ministres considèrent-ils que les travaux de recherche historique sur les mutations immobilières imposées par l'occupant nazi entre 1940 et 1944 tombent sous le champ d'application de l'article 17, paragraphe (3), de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, qui prévoit que « Le directeur des Archives nationales, sur avis du Conseil des archives, peut autoriser la communication des archives publiques conservées aux Archives nationales avant l'expiration des délais de communication prévus à l'article 16, paragraphe 3, pour les documents contenant des informations ayant trait à la vie privée des personnes exposées publiquement par leur profession, leur mission ou leur statut, si la communication de ces archives publiques est nécessaire à la réalisation d'une recherche ou d'un travail scientifique effectués dans l'intérêt public et si cette communication ne porte pas une atteinte excessive à la vie privée de la personne concernée. » ?

2) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il existe des dispositions légales inéquivoques interdisant la communication de données de l'ACT sur les mutations immobilières imposées par l'occupant nazi entre 1940 et 1944 à des fins de recherche historique ?

3) Messieurs les Ministres, conformément aux engagements de l'État luxembourgeois pour encourager la recherche historique sur la Shoah et la spoliation des biens juifs au Luxembourg dans le cadre de la lutte contre l'antisémitisme, envisagent-ils d'émettre des lignes directrices à l'égard des administrations conservant et gérant des archives publiques visant à rendre accessibles les documents nécessaires à cette recherche ?

4) Étant donné qu'une anonymisation des documents risque de les rendre inutilisables dans le contexte de recherches historiques, Messieurs les Ministres envisagent-ils d'émettre des lignes directrices demandant aux administrations conservant et gérant des archives publiques à renoncer, dans la mesure du possible, à une telle anonymisation ?

Réponse (14/02/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1) Comme décrit dans notre réponse à votre question parlementaire n° 1303 du 4 octobre 2024, il a été retenu dans le tableau de tri des documents et des archives de l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT) arrêté en date du 12 juin 2020 entre l'ACT et les Archives nationales (ANLux) que la durée d'utilité administrative de la documentation cadastrale n'est pas encore échue. Il s'en suit premièrement que l'ACT conserve et gère elle-même ses archives et qu'un transfert aux ANLux n'est pas prévu et deuxièmement que l'article 17 (3) de la loi modifiée du 17 août 2018 relative à l'archivage ne trouve pas à s'appliquer.

ad 2) Conformément au tableau de tri mentionné sub 1), l'ACT n'a pas encore procédé à des versements ayant trait à la série relative à la gestion et à la mise à jour des informations cadastrales.

L'accès aux données en question s'effectue dès lors à l'heure actuelle en application de la législation pertinente en la matière, notamment la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie et le règlement grand-ducal du 10 août 2018 portant fixation des conditions et modalités de consultation et de délivrance de la documentation cadastrale, topographique, cartographique et géodésique gérée par l'Administration du cadastre et de la topographie ; et portant fixation du tarif des taxes à percevoir au profit de l'État pour les travaux de bureau et de terrain exécutés par l'Administration du cadastre et de la topographie.

Alors que la recherche à laquelle se réfère l'honorable Député nécessite la consultation du système de la

publicité foncière et de la documentation manuscrite relative à l'origine de propriété, la transmission de données y relatives, issues du système de la publicité foncière, requiert le traitement de données personnelles et sensibles, de sorte qu'une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) a été demandée.

Or, après analyse de l'AIPD réalisée par l'Université du Luxembourg, l'ACT et le Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État ont convenu que l'AIPD ne serait pas complète et qu'il manquerait des éléments essentiels. Jusqu'à présent, l'ACT est restée sans nouvelles à ce sujet de la part du chercheur, voire de l'Université de Luxembourg.

ad 3) Les ANLux soulignent qu'elles sont évidemment disponibles pour toute discussion permettant de faciliter et d'encourager la recherche historique.

ad 4) Les ANLux soulignent que l'anonymisation des données n'est qu'une mesure parmi d'autres afin de permettre une communication d'archives publiques, versées aux ANLux, avant l'expiration des délais de communication. L'anonymisation peut être de mise au cas où la communication porte atteinte aux intérêts protégés par la loi ou à la vie privée. À cela s'ajoute que l'anonymisation est seulement pratiquée, si toutes les autres garanties mises en œuvre aussi bien au niveau étatique qu'au niveau du demandeur ne permettent pas de satisfaire aux objectifs de la loi, à savoir celui de garantir que la communication ne porte pas une atteinte excessive aux intérêts protégés.

Nouvelle concession de l'aire de Berchem | Question 1771 (14/01/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déli gréng)

En novembre 2024, le Gouvernement a lancé un appel d'offre pour les nouvelles concessions concernant l'exploitation des deux aires de repos de l'aire de Berchem pour la période allant du 1^{er} mai 2025 jusqu'au 30 avril 2029.

Un nouveau contrat de concession constitue évidemment une opportunité pour mettre en œuvre des améliorations. En termes de bornes de recharge électriques, le contrat de concession ne définit pas d'obligations précises, mais prévoit que l'État peut installer des infrastructures sans l'accord du concessionnaire. De même pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les ombrières.

Le contrat de concession ne fixe aucun critère concernant les infrastructures sanitaires, ni en termes de dimensions, ni en ce qui concerne leur emplacement (par exemple, un rapprochement de certaines zones du parking).

Par ailleurs, une approche cohérente et ambitieuse en termes de zéro déchet et d'économie circulaire semble faire défaut. De plus, même si au niveau du magasin ou du restaurant, une partie de la surface doit être réservée à l'information touristique incluant aussi la publicité et la promotion de produits locaux, il n'y a pas de concept plus poussé en termes d'alimentation locale, saine et durable.

Notons que l'aire de Berchem, avec ses utilisateurs, trices internationaux, est une enseigne de l'image de marque du Luxembourg, ce qui souligne l'importance de la qualité et du caractère innovant de ses services et infrastructures pour notre pays.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quels sont les plans de Monsieur le Ministre en termes de développement des équipements pour

l'approvisionnement en carburants autres que les carburants fossiles (bornes électriques, H2...) sur les deux aires de repos de l'aire de Berchem ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur les ombrières des parkings ?

3) Selon Monsieur le Ministre, dans quelle mesure les dispositions du contrat de concession s'inscrivent-ils dans l'optique du zéro déchet et de l'économie circulaire ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de renforcer ces deux aspects lors de l'élaboration d'autres contrats de concession ?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'afin de promouvoir l'alimentation locale, saine et durable, des critères supplémentaires auraient dû être appliqués au niveau de l'offre du magasin et du restaurant (p. ex. offre de produits locaux dans le restaurant, offre de produits biologiques, de plats équilibrés...) ? Est-ce que le ministre prévoit d'adapter cela lors de l'élaboration d'autres contrats de concession ?

5) Vu que de la pollution d'urée a été constatée dans le passé dont une partie a été partiellement attribuée à des activités humaines, pourquoi le contrat de concession ne prévoit-il pas une amélioration voire un agrandissement des infrastructures sanitaires ?

6) Sachant que le contrat de concession ne prévoit pas la mise en place obligatoire d'espaces destinés à l'allaitement maternel, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la mise en place de tels espaces serait opportune ?

7) Le ministère dispose-t-il d'une stratégie cohérente visant à développer des concepts innovants pour les services des aires d'autoroute, qui répondraient aux besoins actuels et futurs des utilisateurs, tout en contribuant à la décarbonation de la mobilité et du transport de marchandises, ainsi qu'à l'amélioration de l'image de marque de notre pays ?

Réponse (18/02/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans les années à venir, les aires d'autoroute devront faire face à des défis considérables liés à la transition énergétique. Dans ce contexte, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit que : « Des concepts prévoyant le développement des stations-service autoroutières classiques vers des hubs multi-énergies à moyen terme seront élaborés. » Alors que les besoins futurs des clients autoroutiers sont encore incertains, les services concernés des ministères sont en train d'analyser la situation et de travailler sur les différentes options.

Le règlement européen 2023/1804 du 13 septembre 2023 relatif au déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs fixe des objectifs minimaux en matière d'infrastructures de charge rapide et de stations de ravitaillement en hydrogène pour les voitures et les camionnettes le long des autoroutes. Le Luxembourg atteint d'ores et déjà ces objectifs prévus à l'horizon 2030.

Le nouveau contrat de concession pour « l'exploitation d'un point de vente de carburants et produits associés, d'un shop et d'un restaurant » sur l'A3 à Berchem est très détaillé en ce qui concerne la gestion des déchets, les concessionnaires étant ainsi obligés de consentir les efforts nécessaires pour garantir une gestion optimale des déchets. Il est notamment stipulé dans ce contrat :

« [...] L'objectif d'une gestion des déchets à poursuivre par une entreprise durable doit être notamment de produire le moins de déchets possible. Le

concessionnaire s'engage dans ce domaine à se conformer à la législation et à la réglementation applicables en la matière, ainsi qu'aux autorisations administratives relatives à l'exploitation. Il fera ses meilleurs efforts afin que les déchets générés par le point de vente de carburants et de produits associés, le shop et le restaurant sur les surfaces affectées et publiques soient recyclés ou éliminés de la manière la plus écologique possible. »

« [...] Au niveau de l'approvisionnement, il s'engage à faire ses meilleurs efforts afin que des critères durables soient appliqués dans l'acquisition et l'utilisation des ressources opérationnelles (à titre indicatif et non limitatif cf. www.shop-green.lu). »

« [...] La campagne nationale sous la direction de la « SuperDrecksKëscht » (SDK) spécifie des critères écologiques pour les agents de nettoyage à usage commercial. Ceux-ci doivent être appliqués par le concessionnaire. À ce titre, une liste positive des produits devant être utilisés est à disposition sur le site www.shop-green.lu. »

Le contrat prévoit en outre, au niveau du shop, que doivent être offerts des produits alimentaires tels que des boissons non alcoolisées et boissons alcoolisées (ne dépassant pas un taux d'alcool de 15 degrés), des produits laitiers, des produits frais, des snacks et des aliments emballés comme des sandwiches ou des salades. Il est à noter qu'il est précisé qu'il doit s'agir d'articles dont un voyageur a besoin lors de son trajet autoroutier et qui répondent aux besoins et attentes de la clientèle de l'autoroute A3. Le contrat stipule notamment :

« [...] Le restaurant propose chaque jour des petits déjeuners et des menus chauds et froids. Les menus chauds sont offerts entre 11.00 et 22.00 heures au minimum. En outre, il y a toujours un assortiment de boissons chaudes et froides, de biscuits et de friandises. L'offre quotidienne comprend toujours une alimentation équilibrée, c'est-à-dire qui contient entre autres des fruits, des légumes, des salades, etc. »

Des produits locaux peuvent faire partie des produits proposés aussi bien dans les magasins que dans les restaurants, sans qu'une telle obligation ne soit prévue. Pour de futurs contrats de concession la possibilité d'ajouter davantage de critères pour rendre l'alimentation dans ces enceintes encore plus durable en mettant davantage l'accent sur les produits locaux sera examinée.

Concernant les parkings pour les automobilistes, l'installation d'ombrières avec des panneaux photovoltaïques y serait réalisable et des études de faisabilité en ce sens sont envisagées.

Le contrat de concession prévoit déjà l'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit des installations, donc sur le toit du point de vente de carburants, du shop et du restaurant.

Le contrat prévoit par ailleurs que les installations sanitaires doivent comprendre des douches et des tables à langer, accessibles sans interruption, de jour comme de nuit. La mise à disposition à titre gratuit d'un espace détente clientèle est également prévue. Le contrat exige au niveau du restaurant la mise à disposition de services en faveur des jeunes familles tels que des chauffe-biberons ou des fours à micro-ondes pour réchauffer les aliments pour bébés, de même que l'aménagement d'un coin de jeu suffisamment équipé. Le présent contrat de concession ne prévoit pas d'endroit dédié pour l'allaitement maternel. En vue de l'établissement de futurs contrats de concession la possibilité de l'aménagement d'un endroit permettant l'allaitement maternel sera examinée.

Enfin, les concessions pour l'aire de Berchem, en cours de renouvellement, ne seront renouvelées que pour une durée de 4 ans, ceci afin de garder une certaine flexibilité dans l'adaptation des infrastructures de ces sites aux changements et aux besoins futurs dans le contexte de la transition énergétique.

Substitution du nouveau CIPA à Bascharage à celui de Niederkorn | Question 1772 (14/01/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Un nouveau Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) SERVIOR à Bascharage est censé se substituer prochainement à la structure SERVIOR actuellement encore en service à Niederkorn. Selon les informations publiées par SERVIOR, 154 résident.e.s hébergé.e.s dans la structure à Niederkorn sont appelé.e.s à faire le déménagement dans les semaines et mois à venir.

Le prix de base pour une chambre simple au nouveau CIPA à Bascharage est fixé à 3.500 € par mois. Pour ce même type de chambre au CIPA de Niederkorn, le loyer se situe actuellement entre 2.700 € et 3.000 € et donc 500 € à 800 € en dessous des tarifs annoncés pour le CIPA à Bascharage. Ce prix d'hébergement de 3.500 € au nouveau CIPA à Bascharage dépasse le plafond du barème de l'accueil gérontologique du Fonds national de solidarité (FNS) de 300 € par mois. Nombre de résident.e.s appelé.e.s à déménager à Bascharage seront donc confrontés à des difficultés financières vu que la différence de prix entre les deux structures ne pourra en principe pas entièrement être prise en charge par le FNS.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille :

1) Comment s'explique l'augmentation sensible des tarifs au CIPA de Bascharage par rapport aux tarifs appliqués au CIPA de Niederkorn ?

2) Comment Monsieur le Ministre explique-t-il que les tarifs appliqués par un établissement public au CIPA de Bascharage puissent compter parmi les plus élevés parmi les structures d'hébergement répertoriées sur le site infosenior.lu ?

3) Comment est-il possible qu'un CIPA exploité par un établissement public puisse appliquer des tarifs d'hébergement supérieurs au plafond de l'accueil gérontologique du FNS ?

4) Combien de résident.e.s concerné.e.s par le déménagement sont actuellement déjà bénéficiaires de l'accueil gérontologique du FNS ?

5) Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir pour prévenir d'éventuelles difficultés financières des résident.e.s appelé.e.s à déménager ?

6) Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de garantir l'abordabilité des prix d'hébergement dans les CIPA pour toutes les personnes âgées ?

Réponse (17/02/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Tout d'abord, il y a lieu de rappeler qu'en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics, dénommés 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées 2) Centres de gériatrie, SERVIOR est soumis aux mêmes obligations légales et principes économiques qu'un gestionnaire de structures pour personnes âgées privé. Ainsi, ne percevant pas de subventions publiques pour la gestion quotidienne, SERVIOR se doit de dégager un résultat financier positif, qui est réinvesti dans ses structures



d'hébergement et activités pour le bien-être tant des résidents et clients que du personnel.

Cependant, il y a également lieu de soulever que SERVIOR accueille dans ses structures d'hébergement environ 40 % des personnes bénéficiant de l'accueil gérontologique au Luxembourg en 2023. En ce qui concerne la nouvelle structure d'hébergement « Op Acker », parmi les 154 résidents qui ont été transférés en date du 29 janvier 2025, 37 bénéficient du FNS, c.-à-d. environ 25 %.

Quant à la hausse des tarifs de la nouvelle structure d'hébergement « Op Acker » à Bascharage par rapport à la structure « Um Lauterbann » à Niederkorn, plusieurs facteurs y contribuent. En effet, les deux sites ne sont guère comparables, ni en confort, ni en technique. Comme il a été le cas lors de déménagements précédents d'une structure d'hébergement vétuste dans une structure moderne, l'amélioration de l'offre est également reflétée dans la structure tarifaire. Ainsi, la superficie nette du nouveau site à Bascharage (16.568 m²) est le double de celle de Niederkorn (8.258 m²), tandis que le nombre de résidents n'augmente que de 30 % (de 154 à 201).

Les changements en termes de superficie s'expliquent notamment par une augmentation de la taille et du confort des chambres (environ 27 m² pour chaque chambre, contre 15 à 23 m² sur l'ancien site) ainsi que du nombre d'espaces d'encadrement et de prise en charge. Par conséquent, SERVIOR doit également faire face à des coûts annuels en contrats d'entretien plus importants. De plus, le prix d'hébergement comprend des nouvelles prestations qui n'étaient pas disponibles sur l'ancien site, respectivement qui ne sont pas incluses dans le prix d'hébergement d'autres gestionnaires, dont par exemple le wi-fi, la télévision (abonnement et appareil), le frigo, ou encore le linge.

Par ailleurs, SERVIOR est également confronté à l'augmentation de certains autres coûts qui sont en relation directe avec l'exploitation, comme les coûts salariaux à la suite de la nouvelle convention collective du secteur social, aides et soins ; les prix des fournisseurs et prestataires externes de SERVIOR ; ou encore le prix de l'alimentation.

Lors des soirées d'information du 4 et 5 novembre 2024 ainsi que des visites guidées du 11 novembre 2024 et des échanges individuels qui ont suivi, SERVIOR a tenu à exposer d'une façon transparente à tous les résidents, familles et proches que l'établissement public est bien conscient du fait que le prix d'hébergement est plus élevé que le plafond du FNS pris en charge.

Toutefois, SERVIOR, conscient de sa responsabilité d'établissement public et soucieux du bien-être de ses résidents actuels et futurs, a pris les mesures nécessaires afin de permettre à tous les résidents, qu'ils soient bénéficiaires de l'accueil gérontologique du FNS ou non, de vivre dans la Maison des aînés « Op Acker », et ce indépendamment de leur situation financière. De ce fait, la différence entre le prix d'hébergement annoncé et le plafond du FNS sera pris en charge temporairement par SERVIOR jusqu'à la mise en application de la réforme de l'accueil gérontologique par le biais du projet de loi n° 8114.

En effet, compte tenu de la progression générale des prix d'hôtellerie dans le secteur des structures d'hébergement de personnes âgées au fil des dernières décennies, force est de constater que le système de l'accueil gérontologique n'est plus adapté à la réalité des prix sur le marché. En effet, les plafonds instaurés à partir de 1999 n'ont pas été revus depuis, abstraction faite de l'indice des prix à la consommation.

Dans l'objectif de garantir à toute personne une prise en charge adaptée à ses besoins, de lutter contre la précarité auprès des personnes âgées et de permettre un accès à une structure d'hébergement, indépendamment de la situation financière, le projet de loi n° 8114 vise à mettre en œuvre une réforme de l'accueil gérontologique.

En particulier, le projet de loi innove en introduisant un nouveau mécanisme pour déterminer le montant du complément pour personnes âgées en fonction de la moyenne des prix d'hébergement du marché. Par ailleurs, le nouveau texte couvrira non seulement le prix d'hébergement ainsi que les prestations et services définies par la loi modifiée du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées, mais également des produits, services et prestations jugés comme essentiels, à savoir la fourniture et l'entretien du linge, les produits hygiéniques de base ainsi que la possibilité de communiquer et de s'informer grâce à un accès aux technologies d'information et de communication.

À noter encore que des amendements gouvernementaux ont été déposés récemment, ayant pour objet, entre autres, de revoir à la hausse le montant pour couvrir le prix des produits et services essentiels.

.....
Adresse de référence | Question 1773 (15/01/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Georges Engel** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Nous nous référons au courrier de la Chambre des Députés du 18 novembre 2024, concernant les règles relatives aux réponses fournies aux questions parlementaires écrites, à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement. Il s'agit notamment d'une communication de la décision de la Conférence des Présidents « de prier les membres du Gouvernement de fournir les statistiques demandées par les députés dans leurs questions parlementaires écrites et ce, même si les statistiques demandées n'ont pas encore été réalisées. En revanche, si les statistiques demandées par un député s'avèrent impossibles à fournir, les membres du Gouvernement devront dans leur réponse à la question parlementaire en justifier les raisons. »

Dans ce contexte, nous aimerions revenir sur les réponses aux questions parlementaires n° 0606 du 15 avril 2024 et n° 1055 du 23 juillet 2024 concernant la pratique de l'attribution d'une adresse de référence aux citoyens qui n'ont pas de résidence au Luxembourg ou à l'étranger qu'ils pourraient occuper de façon habituelle. Dans leurs réponses respectives, les ministres compétents expliquent qu'ils ne disposent pas d'informations sur le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations ASFT.

Or, étant donné que l'article 25 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoit que l'inscription à une adresse de référence se fait par la commune sur le registre principal et que les adresses des offices sociaux – qui, à défaut d'indication d'une adresse réelle d'une personne morale visée à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 25 précité, constituent l'adresse de référence – sont des adresses officielles connues, il devrait être possible de recenser le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations ASFT.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du

Vivre ensemble et de l'Accueil et à Madame la Ministre de la Digitalisation :

– Combien de personnes étaient inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations ASFT ventilé par association et notamment en fonction de leurs bureaux et services locaux ?

– Combien de personnes étaient inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'un office social ?

– Quelle est l'évolution de ces chiffres au cours des cinq dernières années ? Comment ces chiffres se répartissent-ils géographiquement, entre les communes et les cantons ? Quelle est leur proportion par rapport à la population totale de la commune et du canton respectifs ?

Réponse (10/02/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Comme répondu à la question parlementaire n° 0606 du 15 avril 2024, je vous confirme à nouveau que conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, une personne peut s'inscrire à une adresse de référence, soit par le biais d'une personne morale œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dûment agréée conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, soit par le biais d'un office social territorialement compétent.

Je réaffirme également ma réponse à la question parlementaire n° 1055 du 23 juillet 2024 que le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) ne dispose pas de données circonstanciées et complètes sur le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations ASFT. Bien que le registre national des personnes physiques (RNPP) renseigne sur les personnes inscrites à une adresse de référence, les informations relatives aux organisations intermédiaires font partiellement défaut. Dans 15 localités, les personnes étaient inscrites par l'intermédiaire d'un office sociale. Dans 13 localités, le RNPP renseigne sur des intermédiaires autres qu'un office social, et pour 23 localités, le RNPP reste muet relatif à l'association intermédiaire. Ci-après un relevé[†] montrant le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence au 31 décembre des années 2020 à 2024, ventilé par localité et association intermédiaire.

.....
Compte épargne-temps | Question 1775 (15/01/2025) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Depuis 2018, le compte épargne-temps (CET) individuel permet aux agents de la fonction publique étatique et communale d'accumuler des droits à congé rémunéré en contrepartie de certains éléments définis, notamment des heures de travail excédentaires ou supplémentaires. Ce dispositif a été instauré dans le but de favoriser une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail, tant pour les employeurs que pour les employés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Pourriez-vous me fournir un état des lieux précisant le nombre d'employés et d'heures de CET accumulées dans chaque ministère et administration durant la période 2021-2024 ?

– Serait-il possible de fournir, pour chaque commune, une liste indiquant le nombre de personnes employées par celle-ci ainsi que le nombre de celles bénéficiant du compte épargne-temps (CET)? Si oui, combien d'heures de CET ont été accumulées dans chaque commune pour la période 2021-2024?

Réponse (11/02/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

En ce qui concerne la fonction publique étatique, le système de gestion du temps de travail des agents de l'État n'est pas encore entièrement centralisé de sorte que le Ministre de la Fonction publique n'est pas en mesure de fournir les heures accumulées sur le compte épargne-temps des agents dans les différents ministères et administrations.

Néanmoins, le système centralisé a déjà été déployé auprès d'environ 3.100 agents étatiques de l'administration générale ce qui permet d'indiquer une tendance générale. Pour ces agents, le nombre moyen d'heures sur le compte épargne-temps s'élève à 433 heures.

En ce qui concerne la fonction publique communale, il y a lieu de constater qu'en exécution du règlement grand-ducal du 31 août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique communale, tout fonctionnaire et tout employé communal engagé par une commune, un syndicat de communes ou un établissement public placé sous la surveillance d'une commune, dispose à partir du 1^{er} octobre 2018 d'un compte épargne-temps.

Il est loisible aux autorités communales ou syndicales d'accorder également aux salariés communaux le bénéfice du compte épargne-temps.

Le Ministère des Affaires intérieures ne dispose pas de données statistiques relatives au nombre d'agents communaux bénéficiant d'un compte épargne-temps respectivement du nombre d'heures y accumulées.

Fermeture de tunnels | Question 1777 (15/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Émmer erëm kënn et zu Tunnelspärungen op eisen Autobunnen, déi zu Situatiounen gefouert hunn, wou Automobilisten tëscht der leschter Sortie an dem Tunnel blockéiert waren. Dëst war besonnesch problematesch, well d'Leit oft stonnelaang ouni Informatiounen op der Autobunn stoe bloufen, ouni eng Méiglechkeet, fir sech ze dréinen oder eng alternativ Route ze huelen.

D'Sécherheet vun eise Bierger ass eng primär Aufgab vum Staat, an dofir ass et wichteg, dass mir bei Tunnelspärungen net nëmmen un d'Sécherheet am Tunnel selwer denken, mee och un d'Situatioun vun de Leit, déi virum Tunnel blockéiert sinn. An anere Länner gëtt bei Tunnelspärungen d'Autobunn direkt bei der leschter Sortie gespaart, fir esou Situatiounen ze verhënneren. Respektiv et gi séier Moyenen agest, fir d'Leit tëscht dem Tunnel an der leschter Sortie vun der Autobunn erofzekeréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prozedure gëtt et aktuell, fir d'Leit ze informéieren, déi bei enger Tunnelspärung tëscht der leschter Sortie an dem Tunnel blockéiert sinn?

2. Firwat gëtt d'Autobunn bei Tunnelspärungen net systematesch bei der leschter Sortie gespaart fir ze vermeiden, dass Leit tëscht Sortie an Tunnel blockéiert ginn?

3. Gëtt et Pläng, fir d'Kommunikatioun mat de blockéierte Leit ze verbessern an hinnen alternativ Méiglechkeeten unzebidden?

4. Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt, bis eng Émleedung bei enger Tunnelspärung ageriicht ass?

5. Gëtt et Pläng, fir d'Prozedure bei Tunnelspärungen ze iwwerschaffen, fir d'Situatioun fir d'Automobilisten ze verbessern?

6. Wéi laang muss een Tunnel gespaart sinn, bis d'Leit tëscht enger Sortie an dem Tunnel vun der Autobunn guidéiert ginn?

Réponse (11/02/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu de Prozedure bei enger Tunnelspärung.

Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1015 vum 16. Juli 2024 erwänt, informéiert de CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) d'Automobilist*innen an éischter Linn iwwert déi dynamesch Panneauen um Autobunns-reseau. Déi relevant Trafickinformatiounen ginn awer och un den data.public.lu geschéckt, wou d'Service-provider d'Informatiounen ofgräife kënnen, fir an d'Navigatiounssystemer vun den Autoen oder iwwert de Wee vun Handyapplikatiounen un d'Chauffeuren ze kommunizéieren.

D'Trafickinformatiounen ginn och um cita.lu publizéiert.

Zousätzlech ginn d'Automobilist*innen an Zesummenaarbecht mam ACL (Automobile Club du Luxembourg) och iwwer aner Kommunikatiounsweeër informéiert (Radio, sozial Medien, RDS-TMC asw.).

Am Fall vun enger Vollspärung vun engem Tunnel gëtt de Verkéier konform zum „Plan de gestion du trafic (PGT)“ an der Reegel ab dem leschten Echangeur virum Tunnel vun der Autobunn erof an dann um éischten Echangeur hannert dem Tunnel erëm op d'Autobunn erop geleet. D'Decisioun, fir op de PGT zeréckzegräifen, gëtt vun der groussherzoglecher Police an dem CITA geholl, an ass ofhängeg vun der erwaarter Dauer vun der Spärung.

D'Automobilist*innen, déi sech nach op deem fir de Verkéier gespaarten Deel befannen, gi vun der groussherzoglecher Police sou séier wéi méiglech evakuéiert. Wat d'Verbesserung vun der Kommunikatioun mat de blockéierte Chauffeuren ubelaangt, esou kéint een hei am Kader vun der „Intelligent Transport Systems – kuerz IST“-Direktiv usetzen. Et sief awer dorops higewisen, dass déi Persounen, déi am Stau virum Tunnel stinn, sech un d'Uweisung vun der groussherzoglecher Police op der Plaz mussen halen an dass d'Interventiounsservicer mat absolutter Prioritéit sech ëm déi accidentéiert a blockéiert Persounen am Tunnel këmmere mussen.

Bei der Dauer, fir eng Émleedung bei enger Tunnelspärung anzeriichten, muss een tëscht deene verschiddenen Typen vun Émleedung ënnerscheeden.

Op spezifesch Streckenofschnëtter vun der Autobunn, besonnesch bei den Tunnelen, si sougenannte fix Émleedungsbeschëlderungen iwwert d'Deviationsstreck opgeriicht, déi duerch d'Schëld E,22a signaliséiert ginn.

Dës Émleedungen kann de CITA dynamesch aktivéieren a sinn domat direkt a Kraaft, soubal se um dynamesche Panneau um Autobunns-reseau ugewise ginn.

An anere Fäll musse konventionell Émleedungen manuell duerch d'Personal vun der Stroossebauverwaltung gesat ginn, déi duerch d'Schëld E,22a signaliséiert ginn.

D'Zäit, déi fir dësen Typ vun Émleedung gebraucht gëtt, hänkt dovun of, wéi laang a komplex d'Émleedung selwer ass a wéi vill Verkéier zu deem Zäitpunkt op de Stroossen ass. Dofir ass et schwéier, en Duerchschnëtt fir déi néideg Zäit ze berechnen.

D'Stroossebauverwaltung evaluéiert iwwerdeems kontinuierlech nei Plazen, fir de Réseau vun de fixen Émleedungen ze erweideren.

D'Decisioun, ab wéini d'Automobilist*innen vun der Autobunn guidéiert ginn, gëtt ofhängeg vun der jeeweileger Situatioun vun der groussherzoglecher Police op der Plaz selwer geholl.

Exercice du droit à l'avocat pour mineurs | Question 1779 (15/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Artikel 18 vum Jugendschutzgesetz gesäit vir, dass de Mannerjärege, seng Elteren oder d'Persounen, déi d'Garde hunn, een Affekot fir d'Kand kënnen bestëmmen oder beim Jugendriichter ufroen, dass een zur Verfügung gestallt gëtt. An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1589 huet d'Justizministersch Präzisatiounen zu dësem Recht gemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. D'Ministersch erkläert, dass déi concernéiert Persoun reegelméisseg iwwert hiert Recht higewise ginn oder beim Greffier um Geriicht dës Informatioun ofgëben kënnen. Reegelméisseg ass net gläichzesse mat automatesch oder ëmmer.

– Kann d'Ministersch garantéieren, dass déi betraffe Persounen ëmmer vun de Justizautoritéiten iwwert hiert Recht opgekläert ginn?

– Wéi eng Prozeduren an Dokumenter existéieren, déi sécherstellen, dass déi betraffe Parteien um Ufank vun der Prozedur iwwert hir Rechter opgekläert ginn (z. B. duerch d'Ausdeele vun enger Brochure)?

2. „A konfliktuelle Fäll nennt de Jugendriichter oft vu sech aus een Affekot bevir d'Affär iwwerhaupt an d'Sëtzung kënnt an och ouni dass d'Parteien eng däraarteg Ufro un d'Jugendgeriicht gestallt hunn.“ Dës Praxis ass esou net am Artikel 18 virgesinn. Den Artikel 18 schreift vir, dass d'Demande (also d'Initiativ), fir een Affekot ze bestëmmen, vun de betraffene Parteien ausgeet. Den Artikel gesäit am Text keen Initiativrecht fir de Jugendriichter vir, fir vu sech aus, ouni d'Demande vun de Parteien, een Affekot ze wälen.

– Wéi eng aner gesetzlech oder jurisprudenzial Dispositiounen existéieren, déi deem Jugendriichter dëst Recht zougestinn a wéi wierken dës op d'Recht vum Artikel 18? – Muss den Artikel 18 ofgeännert ginn, fir déi gängig Praxis, wéi d'Ministersch se beschreift, ze legaliséieren?

3. Am Fall, wou de Jugendriichter een Affekot fir ee Mannerjärege genannt huet, kann de Remplacement vum Affekot gefrot ginn. Fir dass de Jugendriichter dësem Remplacement zoustëmmt, muss awer e Grond do sinn, firwat de genannten Affekot remplacéiert soll ginn.

– Wéi ass dës Praxis, déi d'Justizministersch beschreift, konform mam Artikel 18?

– Hunn d'Parteien an dësem Fall also net d'Recht, vu sech selwer den Affekot wiesselen?

Falls jo, beschränkt dës Praxis d'Recht vum Artikel 18? – Wat sinn d'Krittäre vun engem „Grond“, fir den Affekot ze ersetzen?

Réponse (14/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Den Artikel 18 vum Jugendschutzgesetz gesäit vir, dass de Mannerjärege, seng Elteren oder

d'Personen, déi d'Garde hunn, een Affekot kënnen bestëmmen oder beim Jugendriichter ufroen, dass ee fir si genannt gëtt.

An der Praxis kréien déi concernéiert Persounen déi Informatioun an der Reegel vum Geriicht oder vum Greffier matgedeelt, och wann net virgesinn ass, dass déi concernéiert Persounen „automatesch oder ëmmer“ vum Geriicht iwwer dat Recht informéiert musse ginn.

Et sief allgemeng awer dorun erënnert, datt d'Regierung mat de Gesetzesprojeten N° 7991, 7992 a 7994 amgaang ass, de juristesche Kader vum Jugendschutz grondleeënd ze reforméieren.

Och ass et iwwer dës Fro eraus ëmmer nees wichteg, op eng Rei Servicer opmierksam ze maachen, wou déi concernéiert Persounen gratis iwwer dëst an aner Rechter opgekläert kënnen ginn. Et handelt sech dobäi, zum Beispill, ëm follgend Servicer, op déi och um Internetsite vum der Justice¹³ verwise gëtt:

– De Service d'accueil et d'information juridique vum Parquet général, wou d'Leit gratis während engem individuellen a vertraulichen Entretien mat engem Representant vum Parquet général Informatiounen iwwer Prozeduren kënnen kréien a bei déi kompetent Servicer kënnen orientéiert ginn.

– De Service d'accueil et d'information juridique vum de Barreaue vu Lëtzebuerg an Dikrech, wou d'Leit gratis vum engem Affekot iwwer hir Rechter kënnen opgekläert ginn.

ad 2. Zënter der Gesetzesännerung vum 18. August 1995 gesäit den Artikel 18 vum Jugendschutzgesetz vir, dass de Jugendriichter och ouni Ufro vum enger Partei un d'Jugendgericht een Affekot fir e Mannerjärege nennt, grad falls den Interêt vum Mannerjärege dëst verlaangt.

Dës Ernennung passéiert am Interessi vum betroffene Mannerjärege an deementspreechend och am Kader vum der genereller Missioun vum Jugendriichter, fir d'Interesse vum der Mannerjärege ze schützen (z. B. am Fall vum engem Konflikt tëscht getrennten Elteren, wann d'Kand an e Loyalitéitskonflikt geréit oder am Fall vum enger Placéierung vum Mannerjärege an der Unisec).

D'Ernennung vum engem Affekot fir e Mannerjärege duerch de Jugendriichter respektéiert och d'Recht op e faire Prozess (Artikel 6 vum der Europäescher Konventioun iwwer Mënscherechter) an d'Recht vum Kand, viru Geriicht gehéiert a vertraut ze ginn (Artikel 12 vum der Internationaler Kannerrechtskonventioun).

Vu dass déi genannte Praxis mat dem Artikel 18 vum Jugendschutzgesetz, mat dem internationale Recht a mat der genereller Missioun vum Jugendriichter am Aklang steet, gëtt et do kee Besoin fir eng Gesetzesännerung.

ad 3. Et kënn net oft vir, dass de Remplacement vum engem Affekot fir e Mannerjärege gefrot gëtt. Déi meescht Ufro fir e Remplacement gi vum den Affekote selwer gestallt, wann si de Beruff verlossen. A ganz seelene Fäll kënn et z. B. och vir, dass den Affekot ausgetosch muss ginn, well de Mannerjärege an den Affekot net déi selwecht Sprooch schwätzen.

De Mannerjärege huet zu all Moment de fräie Choix vu sengem Affekot an zu kengem Zäitpunkt gëtt him en Affekot vum Jugendriichter opgezwongen. Wann e Mannerjärege säin Affekot wëll wiesselen, da freet de Jugendriichter awer no, aus wéi engem Grond de Mannerjärege dës Ufro stellt. Dëst déngt exklusiv

dem Interêt vum Mannerjärege, ma de Riichter refuséiert den ugefroten Affekotewissel net.

Wann e Mannerjärege mat engem aneren Affekot an d'Setzung kënn wéi deen, deen eventuell vum Jugendriichter genannt gouf, da gëtt dësen neien Affekot viru Geriicht gehéiert.

Vente d'actions Tesla par le plus grand fonds de pension d'Europe | Question 1785 (15/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le plus important fonds de pension d'Europe vient de vendre la totalité de sa participation d'une valeur de 571 millions d'euros à Tesla Inc.

La raison de ce retrait réside principalement dans la rémunération excessive par cette entreprise à son fondateur mais aussi dans les mauvaises conditions de travail qui existaient dans cette entreprise et qui seraient contraires à la déontologie de placement dudit Fonds de pension.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si le Fonds de compensation luxembourgeois a lui aussi investi dans les actions de Tesla.

– Si oui, dans quelle envergure ?

– Le Fonds de compensation luxembourgeois entend-il, le cas échéant, suivre l'exemple du fonds de pension néerlandais ?

Réponse (27/01/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les investissements du Fonds de compensation (FDC) à travers sa SICAV-FIS dans Tesla Inc. s'élevaient au 31/12/2024 à 164.323.295 euros. 70 % de ces actifs étaient investis à travers les trois compartiments relatifs aux actions monde gérés de manière indexée, c'est-à-dire ayant pour objectif de répliquer leur indice de référence, soit le MSCI World Index. À la fin de l'année 2024, Tesla Inc. avait un poids de 1,66 % au sein dudit indice, soit la 6^e société la plus représentée.¹⁴

Les 30 % restants, quelque 50 millions d'euros, étaient investis à travers les trois compartiments relatifs à cette même classe d'actifs mais gérés de manière active.

En février 2024, le FDC a mis à jour la liste d'exclusion applicable à la SICAV-FIS, assurant que les entreprises qui ne respectent pas les normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies couvrant les droits de l'homme, l'environnement, les normes internationales de travail et la lutte contre la corruption, les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies ainsi que les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales soient exclues.

De même, les entreprises ayant un statut d'observation prolongé de plus de deux ans et avec une perspective d'amélioration négative sont également exclues de l'univers d'investissement du FDC.

Actuellement, le prestataire de service Sustainability auquel le FDC a recours pour faire le « screening » de son univers d'investissement et ainsi détecter les entreprises qui contiennent aux conventions mentionnées ci-avant, attribue à la société Tesla Inc. un statut d'observation avec une perspective d'amélioration neutre. Conformément à la politique d'investisseur responsable du FDC, il n'est donc actuellement pas prévu d'exclure Tesla Inc. de l'univers

d'investissement autorisé de la SICAV-FIS du Fonds de compensation.

Procédure de dissolution administrative sans liquidation | Question 1787 (16/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

An de leschte Woche waren d'Zeitunge gefëllt mat Lëschte vun der sougenannter Procédure de dissolution administrative sans liquidation. Dës gouf ënnert anerem agefouert, fir d'Justiz ze entlaaschten.

An dësem Kader stelle mir der Madamm Justizministersch an dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus gäre follgend Froen:

1. Wéi vill d'ar Prozedure goufe säit der Aféierung vum entspreche Gesetz vum 28. Oktober 2022 a pro Joer lancéiert?

2. Wéi vill Dissolutiounen gouf et insgesamt? A wat fir Beräicher waren déi betrafte Strukturen aktiv?

3. Wéi oft gouf e Recours dogéint ugemellt?

4. Wéi oft war de Recours net fondéiert?

Réponse (14/02/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Säit der Aféierung vum Gesetz a bis zum 31. Dezember 2024 goufen am Ganze 5.972 Procéduren de dissolution administrative sans liquidation (PDAL) lancéiert (2023: 981 PDAL/2024: 4.991 PDAL).

ad 2. Heideränner fannt Dir d'Chifferen (Stand vum 31. Dezember 2024) fir:

a) Prozeduren, déi clôturéiert sinn an hir Repartitioun pro Beräich (mir hu fir eng besser Iwwersiicht nëmme Beräicher opgelëscht, wou méi ewéi 15 Prozeduren stattfonnt hunn):[†]

b) Prozeduren, déi nach en cours sinn an hir Repartitioun pro Beräich (mir hu fir eng besser Iwwersiicht nëmme Beräicher opgelëscht, wou méi ewéi 15 Prozeduren stattfonnt hunn):[†]

ad 3. a 4. Heideränner sinn d'Chifferen (Stand vum 31. Dezember 2024):[†]

Impact de la modification de la structure tarifaire pour l'utilisation du réseau d'électricité basse tension | Question 1789 (16/01/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

La Chambre des Salariés (CSL) prévient dans une note tout récemment publiée que la modification de la structure tarifaire pour l'utilisation du réseau d'électricité basse tension entraînerait une augmentation généralisée des prix de l'électricité à partir du 1^{er} janvier 2025.

Dans sa note la CSL a estimé l'augmentation des coûts d'utilisation du réseau basse tension à 11 %. Cette hausse concernerait en principe tous les ménages mais impacterait en premier lieu les ménages qui ont investi dans l'électrification de leur chauffage domestique ou de leur mobilité. Ces ménages devraient s'attendre à des hausses des coûts par rapport à 2024 qui pourraient facilement atteindre les 25-33 %. Ces hausses sensibles sur les coûts s'expliqueraient surtout par l'impact tarifaire des dépassements de la puissance de référence.

Dans sa réponse à la question n° 1196 Monsieur le Ministre a pourtant assuré que « la nouvelle structure tarifaire aura très peu d'impact sur la majorité des clients ». Le texte informatif publié sur le site de la Klima-Agence va dans le même sens en affirmant que

¹³ <https://justice.public.lu/fr/aides-informations/accueil-info-juridique.html>

¹⁴ MSCI World Index (USD), Index Factsheet, December 31, 2024.

« Pour les clients résidentiels utilisant uniquement des appareils ménagers standards, l'impact de cette nouvelle structure tarifaire sera négligeable. »

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre des calculs effectués par la Chambre des Salariés ? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la nouvelle tarification est susceptible d'entraîner des hausses généralisées des coûts d'utilisation du réseau basse tension telles que calculées par la CSL et que ces hausses concernent particulièrement les clients qui ont investi dans l'électrification du chauffage et/ou de la mobilité ?

2) Dans la négative à la question précédente, Monsieur le Ministre peut-il me fournir les éléments (projections, calculs, etc.) lui permettant de réfuter les calculs de la CSL ?

3) Dans l'affirmative à ma première question, Monsieur le Ministre entend-il prendre des mesures visant à atténuer l'impact de la nouvelle structure tarifaire ? Si oui, lesquelles ?

Réponse (14/02/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Les calculs effectués par la Chambre des Salariés (CSL) sont basés sur les nouveaux tarifs d'utilisation des réseaux électriques tels qu'acceptés et publiés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) et techniquement corrects. Pour les ménages qui ne disposent ni d'une voiture électrique ni d'une pompe à chaleur, et qui sont mis en avant par la CSL, le volume en dépassement se situe en moyenne sous un taux de 1 % par rapport à leur consommation totale. La hausse des coûts de réseau pour ces clients s'élève ainsi à environ 5 % par rapport à l'année 2024. Cette hausse est entièrement due à une hausse globale des frais de réseau basse tension, et non à la nouvelle structure tarifaire. Des taux en dépassement de 10 %, voire 20 %, avec une puissance de référence de 3 kW, sont donc très improbables pour des clients standard.

Pour ce qui concerne les exemples plus concrets tels que calculés par l'ILR dans son rapport sur les tarifs d'utilisation des réseaux en 2025¹⁵ et par la CSL, ils sont basés sur des courbes de charge synthétiques standardisées. Ces calculs représentent des cas généralisés qui peuvent encore être influencés par le comportement individuel des consommateurs.

Ce sont surtout les utilisateurs de voitures électriques qui peuvent réduire leur facture d'électricité en diminuant notamment la puissance de charge de leur voiture. Plus cette puissance peut être réduite, plus le coût des frais de réseau peut être diminué. Sur son site Internet, Klima-Agence donne des recommandations¹⁶ pour réduire les frais de réseau et propose aux personnes intéressées un comparateur de bornes de recharge¹⁷.

L'exemple d'un utilisateur qui optimise la recharge de sa voiture, en diminuant la puissance et en évitant de mettre simultanément en service d'autres appareils ménagers plus énergivores, présente une hausse des frais pour l'utilisation de réseau d'à peu près 25 % par rapport à 2025. 45 % de cette hausse sont dus à la hausse globale des coûts de réseaux de basse tension par rapport à 2024. L'autre part, un peu plus que la moitié, (55 %) soit environ 100 € par an, est en effet imputable à la nouvelle structure tarifaire.

L'objectif de la nouvelle structure tarifaire est de contribuer au développement d'un réseau électrique moderne et sûr, adapté à la digitalisation et à l'électrification. Ceci permettra de limiter les besoins de renforcement du réseau et, par conséquent, de réduire à moyen et long terme les coûts pour tous les utilisateurs.

Grâce au niveau relativement bas des taxes et à la prolongation de la contribution étatique en 2025, le prix de l'électricité reste en-dessous de celui des régions voisines.

Par ailleurs, le Gouvernement a décidé d'accompagner l'expiration progressive du plafonnement des prix de l'énergie par des mesures sociales ciblées en faveur des ménages vulnérables :

- augmentation de l'allocation de vie chère de 10 % ;
- triplement de la prime énergie ;
- introduction d'une prime énergie réduite pour un cercle de bénéficiaires élargi ;
- pérennisation et augmentation de l'équivalent crédit impôt (ECI) ;
- reconduction de la participation de l'État au financement des surcoûts énergétiques pour les structures d'hébergement pour personnes âgées pour l'année 2025.

Enfin, à travers le régime d'aides « Klima-Bonus », les investissements des ménages dans des installations photovoltaïques, des pompes à chaleur ou encore dans l'électromobilité continuent à être encouragés.

Difficultés financières importantes d'un promoteur immobilier en lien avec l'immeuble « Connection » à Hamm | Question 1791 (16/01/2025) de Mme Taina Bofferding (LSAP)

Selon un article publié sur reporter.lu le 15 janvier 2025, le promoteur immobilier Kindy Fritsch et ses entités affiliées, telles que Connection Property Development et Silverfinch Property & Asset Management, font face à des difficultés financières importantes, notamment en lien avec l'immeuble « Connection » à Hamm. Ces défis financiers, qui incluent des dettes significatives, des retards dans les livraisons et des procédures de réorganisation judiciaire, suscitent des inquiétudes quant à leurs répercussions potentielles sur les projets impliquant des administrations publiques en tant que locataires.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Quelle est la situation actuelle des administrations publiques qui louent des espaces auprès du groupe affilié au promoteur nommé dans l'article ? Combien d'administrations sont concernées ? Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il pour garantir la continuité des contrats de location et protéger les intérêts de l'État ?
- 2) Le Gouvernement a-t-il analysé les risques liés à une éventuelle dégradation du marché immobilier, notamment en ce qui concerne les effets domino sur d'autres promoteurs ou projets systémiques, comme mentionné dans l'article ?

Réponse (14/02/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'État loue une partie des surfaces de l'immeuble connu sous la dénomination « Greensquare », sis à 13A, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg (blocs A, B, E, F et partiellement C) pour les besoins des services suivants :

- Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ;
- Direction de la santé ;
- ADEM.

Il convient de noter que le bailleur en question n'est pas en faillite. Le paiement du loyer prend toutefois en considération des sûretés réelles. Un effet domino pour les administrations publiques n'est à ce stade pas attendu.

Besoin en personnel des initiatives sociales | Question 1792 (16/01/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Les Centres d'initiative et de gestion locale (CIGL) sont des organisations qui jouent un rôle primordial dans l'intégration sociale et professionnelle et qui se concentrent sur l'emploi et l'insertion, le développement local et la formation. Pour pouvoir continuer à assurer leurs missions et œuvrer en faveur d'un renforcement du secteur social, ces initiatives sociales ont un certain besoin en personnel qu'il leur faut signaler chaque année.

D'après mes informations, les demandes des initiatives sociales qui ont demandé des postes supplémentaires pour l'année 2025 n'ont cependant pas reçu de réponse favorable.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Combien de postes ont été demandés au total pour l'année 2025 ? Pour quels types de projets ?
- 2) Combien de ces demandes ont reçu une réponse favorable ?
- 3) Pour les demandes qui n'ont pas reçu de réponse favorable, quelles en sont les raisons ?
- 4) Est-ce que des postes ont été supprimés ? Pour quels types de projets ?

Réponse (10/02/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Pour l'année 2025, les organismes agréés en tant qu'initiative sociale en faveur de l'emploi ont soumis des demandes pour 2.339 postes (ETP), par rapport à 2.218 postes conventionnés en 2024, soit une augmentation de 121 postes (+5,5 %).

Les demandes concernent des domaines d'activité très variés tels que : le jardinage, le maraîchage et l'entretien d'espaces verts ; les services dits « polyvalents » fournis aux communes ; les projets à vocation touristique et de loisirs ; les services dits « de proximité » destinés aux ménages privés (notamment aux personnes âgées ou à mobilité réduite) ; les activités de réparation, de recyclage, d'« upcycling » ainsi que la vente de produits remis en état ou transformés ; la collecte et le triage de vêtements usés ; la couture ; les activités dites « de sous-traitance » (par exemple l'assemblage, l'emballage et le (re)conditionnement d'objets ou d'imprimés) ; la production alimentaire et la restauration ; etc.

ad 2) Pour l'année 2025, le Ministère du Travail a octroyé un agrément à deux projets nouveaux et 16 projets modifiés. Au total, 11 postes supplémentaires ont été conventionnés, portant le nombre de postes conventionnés à 2.229 équivalents temps plein (ETP).

ad 3) De prime abord, il y a lieu de rappeler que l'octroi d'un agrément ministériel est une condition préalable pour pouvoir bénéficier du soutien financier de l'État dans le cadre d'un conventionnement en tant qu'initiative sociale en faveur de l'emploi. En revanche, un agrément ne donne pas automatiquement droit, ni à

¹⁵ https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-168-5561960-1264

¹⁶ <https://www.klima-agence.lu/fr/tarifification>

¹⁷ <https://bornes.klima-agence.lu/>

un conventionnement, ni au nombre de postes demandés pour un certain projet dans le cadre de la procédure d'agrément. Le nombre de postes conventionnés est fixé pour la totalité des activités agréées de l'initiative sociale. Il revient à l'initiative sociale d'affecter – dans le cadre de son autonomie de gestion – les bénéficiaires aux différentes activités, en fonction des besoins du service, mais également en fonction du profil et des capacités de chaque individu en voie de réinsertion socioprofessionnelle.

Tel que prévu par la loi (Art. L.593-3 et L.593-2, paragraphe (1), du Code du travail), le Ministre du Travail octroie un agrément sur base des informations fournies par l'initiative sociale demanderesse dans sa demande d'agrément, ainsi que sur avis du directeur de l'Agence pour le développement de l'emploi.

Les critères d'appréciation qui sont pris en compte concernent notamment les exigences formulées par l'initiative sociale à l'égard des bénéficiaires potentiels (capacités physiques, connaissances de langues, qualifications professionnelles, permis de conduire, voiture personnelle, etc.) ; l'encadrement psycho-socio-professionnel proposé par l'initiative ; le type d'activité offert et les chances pour le bénéficiaire d'augmenter par ce biais son employabilité et d'améliorer ses perspectives d'embauche sur le premier marché de l'emploi ; le risque de concurrence déloyale par rapport à d'autres acteurs du marché.

Enfin, il convient de rappeler que le nombre de postes supplémentaires pouvant être conventionnés chaque année est limité par les disponibilités budgétaires.

ad 4) Un poste a été supprimé dans le domaine de la menuiserie/ébénisterie, sur demande de l'initiative sociale concernée.

Frais bancaires pour associations sans but lucratif | Question 1794 (16/01/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon un article de presse, une banque luxembourgeoise a quintuplé les frais de compte pour une association sans but lucratif à partir du 1^{er} janvier 2025. L'association en question aurait ainsi des frais supplémentaires de 240 euros par année.

Même si l'augmentation des frais peut éventuellement encore être supportée par des grandes organisations, une augmentation des frais de compte, surtout lorsqu'elle est si importante, peut s'avérer difficilement supportable pour des petites associations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant du fait qu'une banque luxembourgeoise a augmenté les frais de compte pour une association sans but lucratif ? Est-il au courant d'autres situations similaires ? A-t-il des informations si d'autres banques envisagent aussi d'augmenter les frais de compte pour des associations sans but lucratif ?

2) Monsieur le Ministre cherchera-t-il le dialogue avec des représentant.e.s du secteur bancaire afin de trouver des solutions en faveur des petites associations pour lesquelles une augmentation considérable des frais de compte peut être difficilement supportable ?

3) De manière générale, quels sont les efforts de Monsieur le Ministre pour améliorer l'accès à des services bancaires de base à des frais raisonnables autant pour les petites associations que pour les citoyen.ne.s ? Envisage-t-il des adaptations au niveau législatif ?

Réponse (06/02/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

La tarification bancaire relève de la compétence exclusive de chaque banque, qui détermine de manière autonome sa politique commerciale et tarifaire. Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter ces politiques ou de s'immiscer dans la définition des tarifs. Ces prix sont librement déterminés par le jeu de la concurrence, en conformité avec les dispositions légales en matière de droit de la concurrence.

Pour autant, la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement exige des établissements visés à l'article 23, paragraphe 1^{er}, de cette loi d'offrir aux consommateurs un compte de paiement de base et de proposer un certain nombre de services liés à ce compte à titre gratuit ou moyennant des frais raisonnables.

La loi du 13 juin 2017 précitée a également renforcé la transparence en matière de frais bancaires encourus par les consommateurs et a facilité la mobilité bancaire. Les mesures de transparence comprennent la remise obligatoire du document d'information tarifaire, du relevé des frais bancaires ainsi que la publication des tarifs bancaires de certaines banques sur un site comparateur opéré par la CSSF accessible via le lien suivant : <http://www.frais-compte-paiement.lu>.

Alors que la loi du 13 juin 2017 repose sur la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base, il n'est à ce stade pas prévu de modifier le cadre légal en vigueur.

Langues des formations bachelor à l'Université du Luxembourg | Question 1795 (16/01/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

Wann ee sech online d'Bachelor-Studiegängsbroschür vun der Uni Lëtzebuerg ukuckt – déi et anscheinend just op Franséisch gëtt, obschonn an der Broschür steet, datt d'Uni véier offiziell Sproochen huet: Franséisch, Däitsch, Englesch a Lëtzebuergesch; Link: 2024.uni.lu/bachelor_brochure_v2.pdf –, fällt engem op, datt Däitsch a Lëtzebuergesch als „langues d'enseignement“ däitlech hannert dem Franséischen an Engleschen zrëckfalen. Bei 21 Studiegäng kënnst déi englesch Sprooch 20-mol vir, Franséisch 19-mol, Däitsch 10-mol a Lëtzebuergesch 3-mol (woubäi beim Bachelor en cultures européennes d'Unterrechtssprooch dovun ofhänkt, ob een „English Studies“, „Études Françaises“, Germanistik oder „Lëtzeburger Linguistik a Literatur“ studéiert).

Dës ënnerschiddlech Gewichtung vun de véier offizielle Sproochen an de Bachelor-Studiegäng vun der Uni Lëtzebuerg werft eng Rei Froen op, déi ech der Madamm Héichschoulminister gär stelle géif:

1. Firwat gëtt et déi Online-Bachelor-Studiegängsbroschür vun der Uni Lëtzebuerg just op Franséisch? Wier et net besser, et géif se och an deenen aneren dräi offizielle Sproochen vun der Uni Lëtzebuerg gi fir ze ënnersträichen, datt déi véier Sproochen gläichberechtigt sinn?

2. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt Däitsch als „langue d'enseignement“ am Bachelor Mathematik wéi och am „Master for Contemporary European History“ an de leschte Jore gestrach gouf, während Franséisch an Englesch bäibehale goufen? Wa jo, aus wéi engen Iwwerleeungen eraus war dës Decisioun geholl ginn?

3. Kann d'Madamm Minister preziséieren, firwat et am Bachelor keen eenzege Studiegang op Däitsch/Englesch gëtt, awer eng Rei vu Studiegäng op Franséisch/Englesch? Ass dat net eng Form vun

Diskriminéierung géint germanophon Studenten a schwätzt dat net géint de multilinguale Charakter vun der Uni?

4. Kann d'Madamm Minister Erklärungen ginn, wéi sech d'Sproocheverhältnissen vun de Bachelor-Studiegäng an Zukunft entwéckele wäerten? Wäert et méi dräi- oder véiersproocheg Studiegäng ginn? Wäert Lëtzebuergesch als Nationalsprooch vum Land méi staark an de Studiegäng vertruete sinn?

Réponse (05/02/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Den honorabelen Deputéierte werft eng Rei Froen op a Relatioun mat de Sproochen an de Bachelor-Studiegäng vun der Universitéit Lëtzebuerg.

Laut den Informatiounen, déi d'Universitéit Lëtzebuerg dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul zoukomme gelooss huet, engagéiert sech d'Universitéit fir de Multilinguismus, wéi et an der Politique de multilinguisme vun der Universitéit festgehale gouf. Während d'Broschür fir d'Bachelor-Programmer haaptsächlech op Franséisch ass, well d'Franséisch d'Haaptsprooch vum Enseignement ass, enthält se och Abschnitter op Däitsch oder Englesch fir Programmer, déi staark op dese Sproochen baséieren. Zousätzlech kënnen potenziell Studenten op Ufro ëmfaassend Informatiounen iwwer d'Bildungsangebot an de relevante Sproochen vum Enseignement kréien. Dës Approche ënnersträicht den Engagement vun der Universitéit fir eng kloer an zougänglech Kommunikatioun, déi un d'Sproochlech Realitéit vun all Studieprogramm ugepasst ass.

Laut den Informatiounen vun der Universitéit Lëtzebuerg, gouf Däitsch ni offiziell als Instruktionsprooch am Bachelor an der Mathematik benotzt. Konsequenterweis gouf et kee Moment, wou Däitsch aktiv aus dem Programm erausgeholl gouf. Et ass villméi esou, dass do Franséisch konsequent als primär Sprooch fir den Enseignement déngt, wat eng laangjäreg Traditioun vum Mathematikunterricht op Franséisch am Lëtzeburgerger Secondaire reflektéiert. E puer Bachelor-Coursé ginn och op Englesch enseignéiert, fir eng méi breet international Ausrichtung ze garantéieren. Trotzdeem profitéiert de Programm vun der Präsenz vun däitschsproochegen Professoren, déi d'Studenten bei Bedarf op Däitsch ënnerstëtzen oder bestëmmte Projeten oder Theesen op Däitsch superviséieren, wann d'Studenten dat wëllen.

Zanter dem akadeemesche Joer 2012/2013 gëtt Däitsch net méi als Voraussetzung fir de Master an der Contemporary European History verlaangt. Dës Decisioun hat zum Zil, de Wuesstem an d'Rekrutierung fir de Programm weider ze férdere. D'Voraussetzung, datt potenziell Studenten Däitsch a Franséisch beherrsche missten, huet d'Gréisst an d'Diversitéit vun der Kandidatengrupp bedeitend reduzéiert. Am Laf vun de Joren huet sech gewisen, datt et allgemeng méi einfach ass, däitschsproocheg Studenten ze rekrutéieren, déi d'Coursen op Franséisch an Englesch kënne suivéieren, wéi franséischsproocheg Studenten, déi d'Voraussetzung gläichzäiteg am Däitschen an am Engleschen erfëllen. Trotzdeem bleift Däitsch e wichtege Bestanddeel vum Programm. D'Studenten dierfen hir ofschléissend Master-Thees op Däitsch schreiwen, an d'Universitéit bitt däitschsproocheg Tutorien an eng „Schreibwerkstatt“ als zousätzlech Ënnerstëtzung un. Am Laf vun de leschten zéng Jore hu ronn en Drëttel vun de Graduéeierten aus dem Programm gewielt, hir Thees op Däitsch ze schreiwen.

D'Universitéit bleift fest engagéiert fir de Multilinguismus, wéi et an hirer Politique de multilinguisme reflektéiert gëtt. Däitschsproocheg Coursé bliwen



en essentielle Bestanddeel vun de Bachelor-Programmer, déi vun der Universitéit ugebuede ginn, wat een dorunner gesäit, datt iwwer d'Hallschent vun dese Programmer Däitsch als offiziell Instruktiouns-sprooch hunn, niewent Englesch, Franséisch a Lëtze-buergesch. An e puer Programmer, wou de Fokus op Franséisch an Englesch läit, erkläert sech dat haapt-sächlech duerch spezifesch sektoriell Exigenzen – wéi zum Beispill am Bachelor en droit.

All nei Bachelor-Programmer reflektéieren déi natio-nal an international Ufuerderunge vum Aarbechts-maart, wat spezifesch sproochlech Kompetenzen a Spezialisatiounen ubelaangt. Duerch dës Approche suergt d'Universitéit dofir, datt hir Diploméiert gutt op déi sproochlech an déi beruflech Bedürfnisser vum lokale wéi och vum globalen Aarbechtsmaart preparéiert sinn.

Plainte de Greenpeace Luxembourg contre le Fonds de compensation SICAV-FIS | Question 1796 (16/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 13. März 2024 huet Greenpeace Lëtzebuerg eng Plainte beim OECD National Contact Point (NCP) géint de Fonds de compensation SICAV-FIS (FDC SICAV-FIS) agereecht. D'Plainte bezitt sech op d'Investissemen-ter vum FDC SICAV-FIS, déi laut Greenpeace net mat den OECD-Richtlinne fir multinational Entreprene am Beräich vun Ëmwelt, Mënscherechter, Konsumenten-interessen an Informatiounsflichten am Aklang stinn.

De Point de contact national huet a senger initialer Evaluatioun festgestallt, datt den FDC SICAV-FIS als Entreprise ënner d'OECD-Richtlinne fällt an et e suf-fisante Lien tëschent den Aktivitéite vum FDC SICAV-FIS an de vu Greenpeace opgewisene Problemer gëtt. Trotzdeem huet den FDC d'Mediatiounspropos vum Point de contact national ofgeleent, well en d'Quali-fikatioun vum SICAV-FIS als multinational Entreprise contestéiert.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert de Minister d'Decisioun vum FDC, d'Mediatioun duerch den NCP ofzeleenen?
2. Wéi eng Moyene stinn der Regierung zur Ver-fügung, fir den FDC dozou ze bewegen, seng Res-ponsabilitéit am Kader vun den OECD-Richtlinnen unzeerkennen?
3. Ass de Minister bereet, sech dofir anzusetzen, datt den FDC seng Positioun iwwerdenkt an enger Me-diatioun deelhält?
4. Gesäit de Minister eng Méiglechkeet, fir en Dialog tëschent dem FDC an den ONGen iwwert d'Nohalte-keetsstrategie vum Fonds ze organiséieren?

Réponse (14/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De Point de contact national vun der OECD (LuxPCN) huet a senger leschter Stellungnam, sengem Initial Assessment, ënnert anerem seng Begrënnung uginn, wisou dem FDC seng SICAV (an hiert Aktivitéitsfeld) als multinational Entreprise am Sënn vun den OECD Guidelines ze consideréieren ass an dass et dofir och ee Suivi beim LuxPCN gëtt an hirer Prozedur par rapport zur Plainte vu Greenpeace. Et handelt sech heibäi also ëm eng Appreciatioun am Kader vun enger éischer Analys axéiert op d'Recevabilitéit vun där Plainte.

De Verwaltungsrot vun der SICAV vum FDC huet d'Offer vun de „good offices“ vusäite vum LuxPCN ofgeleent, well en d'Qualifikatioun vun der SICAV als multinational Entreprise formell contestéiert.

Doriwwer eraus contestéiert d'SICAV vum FDC och déi vu Greenpeace opgeworfene Punkten an huet dës och am Laf vun der Prozedur beim LuxPCN schrëft-lech a mëndlech erkläert. D'Argumenter, déi d'SICAV geliwwert huet, kënnen an der 2. Editioun vum FDC sengem Sustainable Investor Report[†], deen dës Joer am Januar publizéiert gouf, nogelies ginn.

Duerch seng Entscheedung, d'SICAV vum FDC als multinational Entreprise ze qualifizéieren, kann de LuxPCN elo zur eigentlecher Analys vun der Plainte vu Greenpeace iwwergoen, dat heescht, dass de LuxPCN eng Präiwung vun de Justifikatiounen an den Erklä-rungen vun den zwou Parteien ënnerhält, fir schluss-endlech seng Conclusioun ze zéien, ob déi Reproché justifiéiert sinn oder net.

ad 1. Hei gëtt op d'Äntwert op d'Fro 3 verwisen.

ad 2. Den FDC huet bis elo seng Aufgab als respon-sablen Investisseur ëmmer erfëllt. An deem Kon-text publizéiert den FDC och all Joer ee Sustainable Investor Sheet, an deem ënner anerem de CO₂-Of-drock vu sengen Investissementer gemooss gëtt. Zousätzlech kënnt all dräi Joer e Sustainable Investor Report eraus, deen ënnert anerem eng Etude zum Aligement vun den Investissementer mam Paräiser Ofkommen enthält. Béid Publikatiounen thematiséie-ren och d'Fortschrëtt bei nohaltegen Investisse-menter a stellen op eng transparent Manéier duer, wéi dës Investissementer déi international Normen, inklusiv d'OECD-Richtlinnen, respektéieren.

ad 3. De Verwaltungsrot vun der SICAV vum FDC ass zoustänneg fir d'Administratioun vun der SICAV. De Verwaltungsrot huet, aus senger Iwwerzeegung eraus, dass eng SICAV keng multinational Entreprise ass, d'Mediatioun vum PCN ofgeleent.

ad 4. Béid Verwaltungsrot, souwuel dee vum FDC wéi och dee vu senger SICAV, hu méi wéi eng Kéier be-tount, och am Kader vun der Prozedur virum LuxPCN, datt weeder den FDC, nach d'SICAV, sech engem Dia-log mat ONGe widersetzen.

Eng zäitno Conclusioun vun der Prozedur virum LuxPCN kéint deemno och dozou féieren, datt esou een Dialog erëm kann opgehooll ginn.

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires | Question 1797 (16/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Kader vum Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW) hunn d'Memberstaaten sech am November 2023 zu New York getraff. Verschidden NATO-Memberstaaten, dorënner eis Nopeschlänner Däitschland a Belsch, hunn als Observateuren un dësem Meeting deelgeholl. Dës weist eng Bereitschaft vu verschiddenen NATO-Staaten, sech konstruktiv mat deem wichtege Thema auserneezen. Och dës Joer signaliséieren dës Länner nees Wellen deelzehuelen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0015 vum 10. November 2023 hat de Minister matgedeelt, datt Lëtzebuerg net als Observateur bei den TPNW-Meetinge géif deelzehuelen. Well eis direkt Nopeschlänner awer elo dës Schrëtt gemaach hunn, stellt sech d'Fro, ob dës Positioun nach ëmmer déi selwecht ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung hir Positioun bezüglech enger Participatioun als Observateur bei TPNW-Meetingen iwwerduecht, nodeems eis Nopeschlän-ner Däitschland a Belsch am November 2023 als

Observateuren um Meeting zu New York deelgeholl hunn?

2. Wéi eng Grënn schwätzen aus der Siicht vun der Regierung géint eng Participatioun als Observa-teur bei TPNW-Meetingen, wou d'NATO-Partner Däitschland, Belsch an Norwege reegelméisseg als Observateuren deelzehuelen?

3. Gëtt et Gespréicher mat aneren NATO-Member-staaten iwwert eng méiglech gemeinsam Approche bezüglech dem TPNW an enger eventueller Participatioun als Observateur bei de Meetingen?

4. Gëtt et eng Ofstëmmung op EU-Niveau betreffend d'Reunioun vun deem Joer, wëssend datt verschid-den EU-Memberen (Éisträich an Irland) Partie vum Traité sinn?

Réponse (14/02/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Regierung bleift bei hirer Positioun, datt Lëtzebuerg net als Observateur un de Reunioune vum TPNW deelhält.

ad 2. Eng Participatioun um TPNW ass net kohärent mat der nuklearer Ofschreckungspolitik vun der NATO, dem fundamentale Pilier vun eiser kollektiver an transatlantischer Sécherheet.

Des Weidere bréngt de Statut vum Observateur och Käscht mat sech. D'Regierung hält et net fir räs-onabel, finanziell zum TPNW ze contribuëiere wann eng Membership keng Perspektiv ass, an net mat eise politeschen Engagementer an der NATO iwwert-eneestëmmt.

Lëtzebuerg konzentréiert seng Efforten am Beräich nuklear Ofrüstung weiderhin op den Treaty on the Non-proliferation of Nuclear Weapons (NPT), de Pilier vun der internationaler Sécherheetsarchitektur.

ad 3. D'gemeinsam Approche vun der NATO steet an der Deklaratioun vum North Atlantic Council zum Akraafttriede vum TPNW de 15. Dezember 2020, a gëtt widderholl am Paragraph 54 vum Vilnius Summit Communiqué vun 2023.

D'Participatioun als Observateur un TPNW-Meetingen ass eng national Entscheedung.

ad 4. Nee.

Attaque aux distributeurs automatiques de billets | Question 1798 (17/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Méint a Joren huet et ëmmer nees Geld-automatesprengunge ginn, wéi elo rezent zu Reis-duerf. Dës ass eng besonnesch Erausforderung fir d'Police, well d'Täter an der Reegel séier fortlafen an dacks net kënne fonnt ginn.

Dofir ass et wichteg, datt konkret Moosname ge-holl ginn, fir d'Sécherheet vun de Geldautomaten ze verbesseren an d'Täter méi dacks ze verhaften. D'Ef-forten an deem Beräich mussen verstärkt ginn, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Geldautomatesprengunge gouf et an de leschte 5 Joer, opgeléicht no Joren, zu Lëtzebuerg a wéi vill Täter konnte bis elo identifizéiert a festgeholl ginn?
2. Wéi eng konkret Moosname si geplangt, fir d'Sé-cherheet vun de Geldautomaten ze verbesseren, z. B. duerch techesch Moosnamen un den Automaten oder eng verstärkt Iwwerwaachung?

3. Wéi kënnen d'Police an d'Justiz hir Zesummenaarbecht verbessern, fir d'Oplärungsquot vun de Geldautomatesprengungen ze erhéijen an d'Täter méi dacks festzehuelen?

4. Wéi kann déi grenziwwerschreidend Kooperatioun mat den Nopeschlänner an deem Beräich weider ausgebaut ginn, well et sech bei den Täter warscheinlech dacks ëm international Banden handelt?

Réponse (17/02/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Säit 2020 gouf et 15 Fäll vun Attacken op Geldautomaten:

- 2020: 6 Attacken zu Beefort, Wäiswampech, Gréiwemaacher, Wuermer an zweemol am Pommerlach.
- 2021: 3 Attacken zu Wëntger, Mënsbech an Nidderkäerjeng.
- 2022: 2 Attacken zu Käerjeng an Esch-Sauer.
- 2023: keng Attacken.
- 2024: 1 Attack um Rouscht (Biissen).
- 2025: 3 Attacken zu Reisduerf, Sëll an Uewerpallen.

Insgesamt konnte säit 2020 12 Täter identifizéiert ginn. Verschiddener vun den Täter konnten an enker Zesummenaarbecht mat auslänneschen Autoritéite verhaft ginn a sëtzen hir Strof am Ausland of. Ee vun den Täter, dee fir d'Strofdot zu Esch-Sauer verantwortlech ass, gëtt deemnächst op Lëtzebuerg ausgelievert.

ad 2. Zënter der Well vun Attacken op Geldautomaten am Joer 2018 hunn d'Lëtzebuurger Banken de Sécherheetsniveau vun hire Geldautomate progressiv an d'Luucht gesat. Dës engersäits, fir datt d'Täter keen Notzen aus den Attacke solle kënnen zéien, an anerersäits, fir d'Kollateralschied vun esou Attacken op d'Noperschaft ze limitéieren. Dozou gehéiere mechanesch Virrichtungen an och Verbesserungen op techneschem Niveau.

Duerch d'progressiivt Zesummeleeën an d'Moderniséierung vun de Geldautomaten, déi d'Banke vun deem Joer u geplangt hunn, soll de Sécherheetsniveau an deem Beräich zu Lëtzebuerg weider gestärkt ginn.

Doriwwer eraus besteet zanter enger Rei Joren een Aarbechtsgrupp „Sécurité dans les banques“ tëscht der Police an der ABL, dee reegelméisseg zesummekënnt, fir iwwer Sécherheetsfroen ze beroden.

Och d'Personal vun de Sécherheetszentrale gëtt reegelméisseg vun der Police sensibiliséiert, bei Alarmmeldunge schnell an effikass ze reagéieren.

ad 3. Duerch déi gutt Zesummenaarbecht vu Justiz a Police an och mat den auslänneschen Autoritéite konnte positiv Resultater erzielt ginn. Zousätzlech dozou gi verschidde Moosnamen hei am Land ergraff, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, wéi z. B. d'Afëierung vun ANPR-Geräter (Automatic Number Plate Recognition), déi et erméiglechen, d'Nummerschëlde vun Gefierer automatesch ze erkennen.

Och gëtt de legislative Kader – notament de Code de procédure pénale – lafend ugepasst, fir datt eis Justiz- a Policeautoritéiten déi néideg prozedural Instrumenter fir eng efficace Strofverfolgung hunn.

ad 4. Ech verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0914 vun 2024 zum selwechten Thema.

„D'Enquêteure vum Service de police judiciaire schafen enk mat hiren Homologen an der EU, besonnesch mat deenen an den Nopeschlänner, zesummen an et gëtt e reegelméisseg Informationsaustausch. Dës Zort vu Kriminalitéit gëtt och um Niveau Europol suivéiert.“

Biens à double usage | Question **1799** (17/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun eisen internationale Verpflichtungen an dem Besoin vun eiser Arméi, fir méi robust ze ginn, soll och méi an d'Defense hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn. Dofir ass Luxinnovation och derbäi, e „Mapping“ vun alle Betriber ze maachen, déi am erweiderte Sënn an der Defense involvéiert sinn. Dofir wësse mir, datt lëtzebuergesch Firme Produkter an Dénegschtleeschungen ubidden, déi souwuel fir zivill wéi och militäresch Zwecker benotzt kënnen ginn. Dës sougenannten „Dual-Use“-Gidder sti besonnesch am Fokus, well se potenziell fir Konflikter a Mënscherechtsverletzungen méissbraucht kënnen ginn.

D'Ëmsetzung vun der EU-Richtlinn iwwert d'Verantwortung vu Betriber am Beräich vun der Nohaltekeet (CSDDD) an nationaalt Recht steet nach aus. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Regierung schonn elo adequat Mesuren hëlt, fir de risege Secteur vun den Dual-Use-Gidder ze kontrolléieren. Virun allem wat den Export a Länner ugeet, déi keng Partnerlänner vun der EU oder NATO sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Schrëtt ënnerhëlt d'Regierung fir sécherzestellen, datt Lëtzebuurger Firmen hir Dual-Use-Produkter an -Dénegschtleeschungen verantwortungsvoll an am Aklang mat de Mënscherechter ubidden?

2. Wéi wäert d'Regierung an Zukunft méi streng Kontrolle vun dëse sensibele Gidder ëmsetze fir ze verhënneren, datt se a falsch Hänn geroden a fir illegal oder onmoralesch Zwecker benotzt ginn?

3. Wéi gesäit d'Regierung d'Responsabilitéit vu Lëtzebuerg als wichtige Standuert fir internationale Firmen, déi am Dual-Use-Sektor aktiv sinn, fir eng global Regulatioun an dësem Beräich virunziedreien?

4. Wéi kënn mir d'Balance packen tëscht dem Besoin fir eis Defense an awer och der Verantwortung vu Lëtzebuerg, fir eeben an d'Defense ze investéieren, mee keng Konflikter ze verschäerfen oder ze exportéieren?

Réponse (17/02/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

Lëtzebuerg hält sech un dat nationaalt Export-Kontrollgesetz vum 27. Juni 2018 esouwéi un all relevant international an europäesch Reglementatiounen am Dual-Use-Beräich.

Vague de cambriolages | Question **1800** (17/01/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Alors que, selon les dires de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, le nombre de cambriolages a diminué sensiblement depuis une année, tel ne semble plus être le cas durant les mois d'automne et d'hiver de la saison 2024-2025. En effet, tous les jours les rapports de police publiés par la presse nationale révèlent des cas de cambriolages à travers l'ensemble du pays. Leur nombre paraît être encore plus élevé dans la mesure où certains cambriolages ne sont pas communiqués à la police par les propriétaires lésés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du nombre de cambriolages enregistrés par la Police grand-ducale depuis la mi-octobre 2024 ? Est-il

possible de comparer ce nombre à celui des années précédentes ?

2) Quelles sont les régions les plus concernées par l'actuelle vague de cambriolages ?

3) Dans combien de cas la Police grand-ducale a-t-elle réussi à identifier les auteurs de cambriolages ?

4) Quelles mesures de prévention spécifiques la police a-t-elle mises entre-temps en place pour lutter plus efficacement contre ce phénomène à caractère plutôt exceptionnel ?

Réponse (10/02/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je réitère ma réponse donnée à l'honorable Député lors de l'heure de questions au Gouvernement du 10 décembre 2024, portant sur les mêmes questions.

Les chiffres sont en baisse par rapport à 2023. Sur base des chiffres de 2024 provisoires sur les cambriolages (tentatives incluses) de maisons habitées et non habitées (voir les 2 diagrammes plus bas), on peut constater une diminution de 38,85 % en 2024 par rapport à 2023, pour les mêmes périodes du 1^{er} octobre au 8 décembre.

Les chiffres de la délinquance finaux, dont aussi les cambriolages, seront publiés et présentés au printemps, comme chaque année.

ad 2) Depuis novembre 2024, le service de police judiciaire a augmenté le nombre de patrouilles effectuées à travers tout le pays, en mettant l'accent sur les régions les plus impactées. La police constate des groupements criminels à travers tout le pays.

ad 3) La police communique régulièrement sur les arrestations effectuées.

ad 4) En 2024, la police a augmenté le nombre de contrôles préventifs effectués lors des deux mois d'hiver (1^{er} octobre au 8 décembre) de 18,7 % par rapport à la 2023.

Le Gouvernement va continuer ses efforts pour donner des moyens supplémentaires à la police pour lutter contre la criminalité en général (recrutement, des moyens modernes et des infrastructures adaptées). La police locale en est un bon exemple.

Il est conseillé de s'équiper d'un système d'alarme et de veiller à bien illuminer les alentours des maisons. Par de simples gestes, la population peut elle-même contribuer à agir préventivement contre les cambriolages.

La police renvoie régulièrement au service prévention de la police, disponible sur demande et sur le site Internet de la Police grand-ducale (<https://police.public.lu/fr/prevention/cambriolages.html>).

Utilisation du tracking dans les enquêtes liées aux vols | Question **1801** (20/01/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Duerch de sougenannten „Tracking“ vu Geräter, zum Beispill engem I-Pad, ass et haut méiglech, de Standuert vun engem elektronnesche Gerät ze verfollegen. Dës ass besonnesch dann interessant, wann ee säi Gerät geklaut kritt. An deem Kontext gouf mir zougedroen, datt eng Persoun hire Computer zu Lëtzebuerg geklaut krut an den Tracking erginn huet, datt sech d'Gerät zu Diddenewe befënnt. Doropshin hätt d'Lëtzebuurger Police dem Affer matgedeelt, datt si näischt kënnen ënnerhuelen, d. h., datt si och net d'Police-Autoritéiten aus Frankräich géife kontak- téieren, fir sech iwwert d'Suite vun där Strofdot ze beroden.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bannminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Lëtzebuerger Police am Fall, wou en Affer e Géigestand zu Lëtzebuerg geklaut kritt, deem sech duerno noweislech am Ausland befënnt, sech net mat den auslännesche Policeautoritéiten a Verbindung setzt, fir sech iwwert d'Suitt vum där Strofdot ze beroden?

2. Wa jo, wéi eng Méiglechkeet huet d'Affer an deem Fall nach, fir de geklaute Géigestand zeréckzekréien a misst hei net systematesch eng Prozedur agefouert ginn, déi eng länneriwwergräifend Zesummenaarbecht tëscht de Policeautoritéiten am Fall vun engem Vol erméiglecht?

3. Kann den Här Minister opschlësselen, bei wéi enger Zort respektiv Natur vu Strofdoten eng länneriwwergräifend Zesummenaarbecht tëscht de Policeautoritéite besteet a bei wéi enger net?

Réponse (14/02/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. An engem Fall wéi deem, deem an der Fro beschriwwen ass, muss follgend Prozedur agehale ginn, an dëst aus dem Code de procédure pénale agehale ginn:

– D'Victime vun der Dot féiert eng Plainte, déi vun der Police opgeholll gëtt

– D'Informatiounen, déi d'Victime huet, wéi an deem Beispill d'Donnéeë vum Tracking, fléisste mat an d'Plainte.

D'Police schéckt dann e Procès-verbal un de Parquet. Dëse kann iwwert de Wee vun enger Décision d'enquête européenne Ermittlungen am Ausland ufroen op Basis vum Gesetz vum 1. August 2018 „portant 1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale; 2° modification du Code de procédure pénale; 3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale“.

ad 2. D'Police huet keng aner Méiglechkeet, wéi d'Prozeduren, déi an der Äntwert 1) beschriwwen gi sinn, unzewennen. Wann d'Police da vum Parquet mat enger Enquête befaasst gëtt, wou eng länneriwwergräifend Zesummenaarbecht gefuerdert ass, ka mat den auslännesche Kolleegen eng Lokalisatioun vu geklauten Objete gemaach ginn.

ad 3. Et ass net méiglech, esou eng Opschlësselung bei der Policekooperatioun ze maachen. D'Moyene vun der Policekooperatioun si ganz ënnerschiddlech. Engersäits gëtt et verschidde Gremien an anersäits spezifesche legal Kaderen, déi en Informatiouns-austausch erméiglechen.

Zum éischte Volet gehéiert zum Beispill de Centre de coopération policière et douanière (CCPD), deem aus Police- an Douanesbeamten aus Lëtzebuerg, Frankräich, Däitschland an der Belsch besteet an deem den Austausch vu Police-Informatiounen tëscht dëse Länner erméiglecht souwéi eng Verkierzung vun den Déngschtweeër. Am Kader vun der grenziwwerscheidender Kooperatioun gëtt et och verschidden Aarbechtsgruppen. Dorënner de sougenannten „3M“, zu deem d'Police vun den dräi Länner aus der Muselregioun gehéieren. D'Zil vun dëser regionaler Zesummenaarbecht ass et, den Informatiouns-austausch um Niveau vun der grenziwwerscheidender Kriminalitéit ze stäerken. Och gëtt et den Aarbechts-grupp „Sécherheet a Prévention“ am Kader vun der Groussregioun. Dobäi handelt et sech ëm ee konsultativen Aarbechtsgrupp, an deem virun allem Best-Practice-Fäll ausgetosch ginn. Et gëtt och bilateral

Aarbechtsgruppen am Kader vun der Policekooperatioun tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner.

Nennenswäert ass de Benelux-Police-Traité, deem eng ganz Rei vu Policekooperatiounsméiglechkeeten ergëtt souwéi d'Kooperatioun „Hazedonk“ am Beräich vun der Bekämpfung vum illegalen Drogenhandel.

Zu de juristeschen Instrumenter am Kontext vum Informatiouns-austausch tëscht Police gehéiert zum Beispill de sougenannten europäesche Kooperatiounskader „Prüm“, deem ënnert verschiddene Konditiounen eng automatiséiert Consultatioun vu biomeetreschen Donnéeën, verschidden Donnéeën iwwert Autosplacken a Policefichieren erméiglecht. Den Europol Informatiounssystem ass eng Datebank vun der Agence, déi et erméiglecht, grenziwwerscheidend Recherchen ze maachen, ob eng Informatioun iwwert eng Persoun oder en Objet disponibel ass. D'Direktiv (EU) 2023/977 erméiglecht och en Austausch vu Police-Informatiounen tëscht repressive Servicer vun den EU-Memberstaaten. Dës Direktiv moderniséiert eng Décision-cadre vun 2006, andeems se notament méi kloer Reegelen erstellt, déi et de repressive Servicer erméigleche sollen, méi einfach a méi séier Informatiounen auszutauschen an doduerch d'Kriminalitéit méi efficace ze bekämpfen. Fir d'Direktiv ëmzesetzen, musse mir eisen nationale Kader upassen a méi genau d'Gesetz vum 22. Februar 2018 iwwert den Austausch vu Police-Informatiounen a Plicedonnéeë modifizéieren. De concernéierte Projet de loi gouf den 31. Januar 2025 deposéiert.

Schlussendlech gëtt et och nach de Schengen Informatiounssystem (SIS), an deem gesichte Persounen an Objete kënne signaliséiert ginn.

Programme « Klimabonus » pour la forêt | Question 1802 (17/01/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Zu Lëtzebuerg gi Klimabonus-Bäihëllef u Privatleut ausbezuelet, wann dës hire Bësch no ökologesche Kritäre bewirtschaften. Zanter Ufank 2023 besteet en digitale Bäihëllef-Simulator fir Ökosystemleeschunge fir Bëschbesëtzer, deem an Zesummenaarbecht tëscht der Klima-Agence, dem Ëmweltministère an der Naturverwaltung (ANF) ausgeschafft gouf.

An deem Zesummenhank hätt ech follgend Froen un den Här Ëmweltminister:

1. Wéi vill privat Bëschbesëtzer hunn – opgeschlësselt no de Joren 2022, 2023 an 2024 – eng Klimabonus-Bäihëllef ugefrot fir d'Bewirtschaftung vun hirem Bësch? Wéi vill vun dësen Demandé goufen – och opgeschlësselt no de leschten dräi Joer – accordéiert?

2. Wéi héich war d'Gesamtzomm – och opgeschlësselt no de leschten dräi Joer – vun den ausbezuelte Klimabonus-Bäihëllef? Am Fall vun engem Refus vun der Demande: Wat waren d'Grënn fir de Refus?

3. Ass an den Ae vum Här Minister feststellen, datt d'Ziel vun den Demanden an d'Luucht gaangen ass, nodeems zanter Ufank 2023 en digitale Bäihëllef-Simulator fir Ökosystemleeschunge fir Bëschbesëtzer besteet?

4. Huet den Här Minister Informatiounen doriwwer, wéi d'Erfarunge vun all deene concernéierten Acteure sinn, déi mam digitale Bäihëllef-Simulator ze dinn hunn, respektiv ob dëse Simulator eng wirkleche Plus-value mat sech bréngt an déi administrativ Demarche vereinfacht?

5. Ass an den Ae vum Här Minister séchergestallt, datt privat Bëschbesëtzer integral iwwert deem zanter Ufank 2023 bestoenden digitale Bäihëllef-Simulator Bescheid wëssen?

Réponse (31/01/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Joer 2021 sinn 299 Demandé bei der Naturverwaltung erakomm. 5 Demandé si vum Requant selwer annulléiert ginn. 294 Demandé sinn accordéiert ginn. Dëst betrëfft eng Fläch vu 5.270,21 ha an dovunner leien 2.871,84 ha an enger Schutzzon.

Am Joer 2022 sinn 115 Demandé bei der Naturverwaltung erakomm. 1 Demande ass vum Requant selwer annulléiert ginn. 114 Demandé sinn accordéiert ginn. Dëst betrëfft eng Fläch vu 693,82 ha an dovunner leie 524,64 ha an enger Schutzzon.

Am Joer 2023 sinn 105 Demandé bei der Naturverwaltung erakomm. 1 Demande ass vum Requant selwer annulléiert ginn an 1 Demande ass refuséiert ginn. Dëst betrëfft eng Fläch vu 562,27 ha an dovunner sinn 290,71 ha an enger Schutzzon.

Am Joer 2024 sinn 82 Demandé bei der Naturverwaltung erakomm. Bei 46 Demanden ass ee positiven Avis erausgaangen, 1 Demande ass refuséiert ginn a 35 Demandé sinn nach a Bearbechtung.

Verschidden Demandé si global accordéiert ginn. Et kann awer virkommen, dass eng eenzel Parzell aus der global accordéierter Demande refuséiert ginn ass.

ad 2. Fir d'Demandé vum Joer 2021 ass ee Gesamtmontant vu 7.897.400,30 € virgesinn.

Fir d'Demandé vum Joer 2022 ass ee Gesamtmontant vun 1.511.640,00 € virgesinn.

Fir d'Demandé vum Joer 2023 ass ee Gesamtmontant vun 1.134.115,00 € virgesinn.

Fir d'Joer 2024 steet de Montant nach net fest, well nach 35 Dossieren a Bearbechtung sinn. Dës Gesamtmontante ginn an 10 Tranchen ausbezuelet. Et gëtt also während enger Period vun 10 Joer, all Joer en Zéngtel vum Gesamtmontant ausbezuelet.

Et gëtt dräi Haaptgrënn fir e Refus vun enger Demande oder vun enger Parzell an enger Demande:

– D'Parzell, déi ugefrot ginn ass, ass ze kleng, dat heescht si ass méi kleng wéi 0,5 ha.

– Op der Parzell, déi ugefrot ginn ass, steet Nolenholz.

– D'Parzell, déi ugefrot ginn ass, ass eng Wiss oder en Aker.

ad 3. De Lancement vun dem Modul vum de Bäihëllef fir Ökosystemleeschungen an der Klima-Agence hirem integréierte Bäihëllef-Simulator <https://aides.klima-agence.lu> huet am Januar 2023 stattfonnt. De genauen Impakt ass schwéier ofzeschätzen. De Bäihëllef-Simulator huet sécher gehollef, fir de Klimabonusbësch weider ze promovéieren.

ad 4. D'Plattform vum Simulator, déi am Mäerz 2022 lancéiert gouf, regroupéiert insgesamt 55 verschidde Bäihëllef an de Beräicher Mobilitéit, Energieeffizienz vu Gebäier, erneierbar Energien an dem Bësch. Et ginn hei net nëmmen déi staatlech Aiden ofgedeckt, mee och déi kommunal Bäihëllef esouwéi déi vun den Energiefournisseuren sinn och mat integréiert, esou datt den Notzer all d'Ënnerstëtzungsméiglechkeete pro Projet regroupéiert recherchieren an sech affichéieren loosse kann.

Generell sinn d'Erfahrungswärter mam Bäihëllef-Simulator ganz positiv, well den Notzer zu all Moment eng aktuell a consolidéiert Informatiounsbasis zu de verschiddenen Bäihëllef fanne kann, sech bei Interesse direkt mat de wichtigste Kritäre beschäftege kann an op déi néideg Demarchen a Begleedungs-offeren zougräife kann. An der Berodung vun der Klima-Agence selwer, villen Handwerksbetrieber an

awer och bei enger Rei Banke gëtt de Simulator och am Kader vu Berodungsgespräicher direkt genotzt.

D'Interface vum Simulator ass esou konzipéiert ginn, datt se méiglechst einfach verständlech ass an op déi wichtegst Aspekter am Hëlleflech op d'Plus-value vun de Bähillefen am Kader vun engem konkrete Projet axiéiert ass. Domat stellt de Simulator net nëmmen eng einfach zougänglech Informatiounsbasis duer, mee preparéiert den Notzer och op d'Ëmsetzung vun engem Projet bzw. d'Ufro vun de Bähillefen.

Am Joer 2024 sinn insgesamt 137.422 Ufroen um Bähillefe-Simulator realiséiert ginn (all d'Bähillefe regroupéiert).

ad 5. De Bähillefe-Modüll a Simulator fir de Beräich vun den Ökosystemleeschunge gouf vun der Klima-Agence an der Naturverwaltung zesumme mam Ëmweltministère a mam Lëtzebuerger Privatbësch entwéckelt an ofgestëmmt.

D'Klima-Agence promouvéiert am Kader vun hire Kanäl de Simulator insgesamt a geet och do wou sech déi entsprecheend Opportunitéiten ergi spezifesch op de Volet vun de Bähillefen am Bësch an. Dëst fënnt notament am Kader vun hiren Aktivitéiten um Niveau vun de Gemengen statt.

D'Naturverwaltung promouvéiert bei all Geleeënheet de Bähillefe-Simulator.

Impact du bruit sur la santé mentale et physique | Question 1803 (20/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den Europäesche Rechnungshaff huet rezent an engem Rapport op déi negativ Auswierkunge vu Kaméidi op d'physisch a mental Gesondheet vun de Bierger higewisen. De Rapport ënnersträicht, datt dës Problem an Europa nach ëmmer ënnerschat gëtt an net genuch Moossname geholl ginn, fir de Kaméidipeegel ze reduzéieren.

D'Belästegung duerch Kaméidi ass net nëmmen e lokale Problem, mee betrëfft och eis Nopeschlänner. Fir d'Liewensqualitéit an d'Gesondheet vun eise Bierger ze schützen, ass et wichteg, datt mir zu Lëtzebuerg eng Virreideroll anhuelen an e besonnesche Schwéierpunkt op d'Präventioun an d'Reduktioun vun der Belästegung duerch Kaméidi leeën.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Moossname gedenkt d'Regierung ze huelen, fir de Kaméidipeegel zu Lëtzebuerg nohalteg ze reduzéieren a wéi eng Zesummenaarbecht gëtt et mat den Nopeschlänner an deem Beräich?

2. Gëtt et aktuell Etüden iwwer d'Auswierkunge vu Kaméidi op d'Gesondheet zu Lëtzebuerg a wéi gedenkt d'Regierung dës Erkenntnisser an hir Politik anzubauen?

3. Wéi kann d'Regierung sécherstellen, datt d'Gemengen an d'Entrepriseën hir Verantwortung iwwerhuelen, fir de Kaméidi an hire Beräicher ze reduzéieren, a gëtt et Pläng, fir méi streng Grenzwärter anzeféieren?

4. Wéi gedenkt d'Regierung, d'Sensibiliséierung an d'Opklärung vun de Bierger iwwer d'Gefor vu Kaméidi ze verbesseren?

Réponse (19/02/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Kader vun der europäescher Direktiv 2002/49/CE ginn an engem Zyklus vu fënnef Joer Kaméidiskaarte vum Stroosseverkéier, Schinneverkéier,

Flughafen Findel an am aktuellen Zyklus och fir d'ëischt vun de groussen industriellen Betriber gemaach. Op Basis vun dësen Kaméidiskaarte gi fënnef Aktiounspläng ausgeschafft fir de Stroosseverkéier, de Schinneverkéier, de Kaméidi vum Flughafen Findel, fir d'Agglomeratioun Lëtzebuerg a fir d'Agglomeratioun Süden. Et ass awer wichteg ze bemerken, datt bei dësen Pläng nëmmen de Kaméidi adresséiert gëtt, dee bei deene Quellen entsteet, déi an der Direktiv virginn. Aner Quellen, ewéi Kaméidisproblemer an der Noperschaft, ginn domat net adresséiert. Dee gëtt an den eenzelne Gemengen iwwer deenen hir Police-reglementer gereegelt.

D'Aktiounspläng enthalen konkret Mesuren, déi als Zil hunn, de Kaméidi vun deene verschiddene Quellen ze reduzéieren, zum Beispill Preventiounsmesuren oder Mesuren am Kader vun Infrastrukturprojeten, déi zur Reduktioun vum Kaméidi op spezifesch Plaze solle bäidroen. Op europäeschem Niveau kënnen zudeem Mesuren um der Source geholl ginn, z. B. bei der Zouloossung vu Gefierer.

D'Ëmweltverwaltung ass a verschiddenen europäeschen Gruppen a Gremie vertrueden a reegelméisseg am Austausch mat der Kommissioun an den Nopeschlänner zu de verschiddenen Thematiken aus dem Beräich Kaméidi.

ad 2. Op Basis vun den aktuellen Kaméidiskaarte goufen d'Laangzäit-Auswierkunge vum Kaméidi op d'Gesondheet an d'Liewensqualitéit analyséiert. Dës Analysen hunn, unhand vu Formelen, déi vun der Direktiv virginn, d'Unzuel vun de Betreffende statistesch ofgeschätzt, dëst a Bezuch op Belästegung, chronesch Schlofstéierungen a kardiovaskulär Stéierungen. D'Resultater sinn op www.data.public.lu publizéiert. Dës Donnéeën sinn an den zoustännegen Aarbechtsgruppe vun den Aktiounspläng géint de Kaméidi weider am Detail analyséiert ginn an dëngen als Zousatzinformatioun fir d'Ausschaffe vu Mesuren zur Reduktioun vum Kaméidi.

Zousätzlech huet d'Ëmweltverwaltung am Joer 2022 eng Ëmfro iwwer d'Perceptioun an d'Folleg vum Kaméidi an der Bevëlkerung duerchgefouert. D'Resultater vun dëser Ëmfro sinn um Site www.emwelt.lu ënner der Rubrick Kaméidi opuffbar.

ad 3. Am Kontext vun der Gemengenautonomie hunn d'Gemengen d'Méiglechkeet, duerch gezielt Preventiounsmesuren zukünftig Kaméidisproblemer ze evitéieren. Heibäi kann z. B. déi strategesch Ëmweltweltpreiwung (SUP), déi am Kader vun enger PAG-Prozedur vun der Gemeng muss erstallt ginn, eng wichteg Hëllefstellung sinn (z. B. fir sensibel Beräicher ze erkennen, fir Moossnamen um Niveau vum Aménagement communal oder dem Urbanismus ze identifizéieren ...). D'Ëmweltverwaltung steet am reegelméissegem Kontakt mat de Vertrieder vun de Gemengen, fir Léisungen ze fannen an ze koordinéieren. Ervierzehewen ass beispillsweis d'Ausschaffe vun den Aktiounspläng géint de Kaméidi, wou fënnef Aarbechtsgruppen opgestallt goufen, dorënner eng fir d'Agglomeratioun Lëtzebuerg an eng fir d'Agglomeratioun Süden. Weiderhi sinn an deene leschte Jore Formatiounen a Workshope fir dat technesch Personal vun de Gemengen offéiert ginn.

Entrepriseën (wéi och Chantieren), déi Kaméidi maachen, mussen gesetzlech gereegelt Grenzwärter anhalen, festgeluecht duerch de Règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers. Eng Rei Betriber sinn zudeem der Loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés oder der Loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles ënnerstellt a kënnen

an deem Kontext méi streng Grenzwärter operluecht kréien.

Am Kontext vun neien internationalen an europäeschen Etüden zu den Auswierkunge vum Kaméidi op de Mënsch ginn och d'Grenzwärter zu Lëtzebuerg reegelméisseg evaluéiert.

ad 4. D'Veréffentlechung vun den Aktiounspläng gëtt begleet duerch ëffentlech Presentatiounen an eng Consultation publique, wou d'Bierger d'Méiglechkeet kréien, hir Froen ze stellen an hir Umierkunge matzedeelen. Aktuell Etüden an Analysen zum Thema gi reegelméisseg op der Internetsäit www.emwelt.lu zur Verfügung gestallt; iwwer d'Rubrick „FAQ“ sinn Äntwerten op heefeg gestallte Froen disponibel. Am Kader vun Evenementer wéi den Ëmwelttag hunn d'Bierger d'Méiglechkeet, sech iwwer d'Thematik Kaméidi ze informéieren an um Aktivitéiten deelzehuelen, am Joer 2024 zum Beispill un de sougenannte Klangweeër um Site Belval.

Éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'OTAN | Question 1805 (21/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Wochen hunn sech d'Diskussiounen ronderëm eng méiglech NATO-Memberschaft vun der Ukrain intensivéiert. Bei rezenten Treffen tëschen NATO-Memberstaaten an ukrainesche Parlamentarier gouf Lëtzebuerg als eent vun nëmmen dräi Länner – niewent den USA an Däitschland – genannt, déi aktiv géint eng Memberschaft vun der Ukrain an der NATO Positioun bezéien. Dës Informatioun stamt aus direkten Echange mat ukraineschen Parlamentarier, déi d'Positioun vu Lëtzebuerg net verstoe kënnen.

An engem Moment wou d'Ukrain ëmmer nees ënner russeschem Beschoss steet an d'Fro vun hirem laangfristeger Sécherheet méi relevant ass wéi jee, ass et wichteg ze verstoen, wéi eng strategesch a politesch Iwwerleeungen hannert der Lëtzebuerger Positioun stinn. D'Transparenz iwwer eis aussepolitisch Handeln ass besonnesch wichteg, well dës Positioun schéngt am Kontrast zu eiser traditioneller Ënnerstëtzung fir d'Ukrain ze stoen.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministère confirméieren, dass Lëtzebuerg sech aktiv géint eng NATO-Memberschaft vun der Ukrain aussprécht? Falls jo, wat sinn déi präzis Grënn fir dës Positioun?

2. Wéi eng alternativ Propositionen mécht d'Lëtzebuerger Regierung, fir d'Sécherheet vun der Ukrain laangfristeg ze garantéieren?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 1625 huet de Minister dëst geäntwert: „La position luxembourgeoise sur les développements par rapport à l'Ukraine, y compris ses aspirations pour adhérer à l'OTAN, font donc objet d'échanges réguliers entre les membres du Gouvernement.“ Gouf et an de leschte Méint Changementer an der Lëtzebuerger Positioun bezüglech enger méiglecher NATO-Memberschaft vun der Ukrain?

4. Wéi eng Diskussiounen gouf et zu dësem Sujet mat eisen europäeschen an transatlanteschen Partner, besonnesch mat den USA an Däitschland?

5. Wéi reagéiert d'Regierung op d'Kritik vun den ukraineschen Parlamentarier un eiser Positioun respektiv wéi huet Lëtzebuerg bis elo seng Positioun op internationalem Niveau justifiéiert?

Réponse (17/02/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. Lëtzebuerg sprécht sech net géint eng NATO-Memberschaft vun der Ukrain aus. Wéi um NATO-Sommet zu Washington am Juli 2024 festgehalen, gëtt de Wee vun der Ukrain zur NATO-Memberschaft als irreversibel ugesinn. Aktuell si weeder d'Konditiounen fir de Bäitritt vun der Ukrain erfëllt nach e Konsens tëscht den Alliéierten erreecht.

ad 2. Parallell zu engem NATO-Bäitritt gëtt och de Bäitritt zu der EU als wichtege zukünfte Schrëtt gesinn, fir d'Sécherheet vun der Ukrain op Dauer ze garantéieren. Lëtzebuerg schafft am Kader vun der EU aktiv mat der Ukrain zesummen, fir dem Land ze erméiglechen, d'Bäitrittskrittären ze erfëllen.

ad 3. D'Lëtzebuurger Positioun huet sech net geännert.

ad 4. D'potentiell NATO-Memberschaft vun der Ukrain gëtt reegelméisseg mat eisen europäeschen an amerikanesche Partneren, souwéi mat der Ukrain selwer, beschwat. Eis lafend materiell a finanziell Ënnerstëtzung vun der Ukrain an senger Verdeidigung géint de russeschen Aggressiounskrich bleift eis absolutt Prioritéit.

ad 5. Wéi am Schluss-Communiqué vum Vilnius-Sommet vu Juli 2023 festgehal gouf, wäert d'Ukrain der NATO bäitrieden, wann „d'Alliéiert et decidéiert hunn an d'Bedéngungen erfëllt sinn“.

Acquisition de la nationalité luxembourgeoise | Question **1808** (21/01/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La législation sur la nationalité luxembourgeoise permet, selon les modalités prévues par la loi, aux résidents non luxembourgeois l'acquisition de notre nationalité sans perdre leur nationalité d'origine.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice quelle a été l'évolution du nombre de citoyens bi- voire trinationaux au Luxembourg.

– Quelles sont les nationalités des demandeurs qui ont opté pour cette possibilité de bi- voire trinationnalité ?

– Madame la Ministre peut-elle également communiquer le chiffre des Luxembourgeois d'origine qui ont opté pour une autre nationalité et le cas échéant pour laquelle ?

– Quels sont les pays européens qui n'autorisent pas la double nationalité ?

Réponse (14/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

L'article 83 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise dispose que : « Sous réserve des conventions internationales et lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, toute personne possédant, outre la nationalité luxembourgeoise, une ou plusieurs autres nationalités, est considérée par les autorités publiques luxembourgeoises comme possédant exclusivement la qualité de Luxembourgeois. »

Ce principe fondamental explique l'absence de statistiques détaillées au sein du Ministère de la Justice sur l'évolution du nombre de citoyens possédant, à côté de la nationalité luxembourgeoise, une ou plusieurs nationalités étrangères. Il convient toutefois d'attirer l'attention sur des données supplémentaires du Statec accessibles au grand public.

Le Ministère de la Justice publie uniquement chaque année le nombre des personnes qui ont obtenu la

nationalité luxembourgeoise à la suite des procédures de naturalisation, d'option et de recouvrement. La liste exhaustive des statistiques pour l'année 2024 peut être consultée sur le site Internet du ministère¹⁸.

Le Ministère de la Justice ne connaît pas le nombre total des Luxembourgeois ayant acquis une ou plusieurs nationalités étrangères.

Au sein de l'Union européenne, l'Autriche, les Pays-Bas et l'Estonie sont les pays membres les plus restrictifs en termes de double ou multiple nationalité.

Nomination de l'ancien directeur général de la police au poste de directeur général de HUT | Question **1810** (21/01/2025) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Wéi een haut an der Press liese konnt, gëtt de fréiere Generaldirekter vun der Police, den Här Philippe Schrantz, Generaldirekter vun Hëllef um Terrain (HUT), der Nofollger-Organisatioun vun der Caritas.

An deem Kader wollte mir dem Här Premierminister, dem Här Inneminister an dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Reegle bestinn aktuell an der Fonction publique fir Staatsbeamten, déi an der Pensioun enger Niewenaktivitéit nogoe wëllen? Wéi vill Stonnen dierf ee Staatsbeamten an der Pensioun schaffen a wéi héich dierf säi Salaire ausfalen? Muss eng Autorisatioun gefrot ginn, fir an der Pensioun eng remuneréiert Niewenaktivitéit huelen ze kënnen?

2. Ass ee vun den Häre Ministere vun HUT oder vum Concernéierte selwer am Virfeld consultéiert ginn?

3. Gëtt et Chiffere bei der Police oder beim ëffentlechen Déngscht insgesamt, wéi vill Leit no hirer Carrière als Staatsbeamten nach eng voll Tâche am Privatsektor iwwerhuelen?

4. Héich Beamten hunn en Deontologiekodex fir de Fall, wou se an de Privatsektor wiesselen. Wéi ass dat fir Beamten an der Pensioun? Gëtt et fir Polizisten e speziellen Deontologiekodex?

5. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, dass et normal ass, dass e pensionéierte Beamten eng Vollzäitarbecht unhëlt?

Réponse (14/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. D'Pensiounsgesetzgebung fir Staatsbeamte gesäit vir, dass all Pensionéierten niicht dem Benefice vu senger Pensioun nach dierf schaffen. De Pensionéierte muss keng Autorisatioun am Viraus ufroen, fir zousätzlech zu der Pensioun nach ze schaffen an et gëtt och keng Limitatioun u Stonnen, déi d'Persoun nach schaffen dierf.

Wéi och am Privat-Sektor gëtt et awer fir verschidde Forme vu Pensioun Limitten, wéi héich déi zousätzlech Revenuen dierfe sinn. Esou dierfe Persounen, déi an enger Invalide-Pensioun sinn oder an enger virgezunnener Alterspensioun (Pension de vieillesse anticipée), net onlimitéiert zousätzlech verdéngen. Wann déi respektiv Plaffongen (déi jee no Pensiouns-Regime an no der Form vun der Pensioun variéieren) depasséiert ginn, da mussen dës Pensiounen reduzéiert oder esouguer ganz gestoppt ginn. Well dës Limitatiounen bestinn, hunn dës pensionéiert Staatsbeamten d'Obligatioun, fir der zoustänneger Administratioun, dem Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO), hir Revenue matzedeelen.

Déi Staatsbeamten, déi an enger Alterspensioun (Pension de vieillesse) sinn, dierfen niicht dem Benefice vun hirer Pensioun esou vill zousätzlech verdéngen wéi se wëllen. Well keng Limitatioun besteet, hunn dës Persounen dann och keng Obligatioun, fir dem CGPO Detailler zu hire Léin matzedeelen.

ad 2. Et ass kee vun de Ministeren am Virfeld consultéiert ginn. Wéi an der Äntwert 1 erklärt ass, muss de Pensionéierte keng Autorisatioun am Viraus ufroen, fir zousätzlech zu der Pensioun nach ze schaffen.

ad 3. Weeder de CGPO, nach d'Police hunn Zuele vu pensionéierte Fonctionnaires, déi nach schaffen. Dës Informatiounen sinn net relevant fir d'Verwaltungen.

ad 4. D'Police huet e spezielle Code de déontologie, mee dee bezitt sech eleng op den aktiven Déngscht.

ad 5. Et ass all Beamten iwwerlooss, wéi eng Aktivitéiten hien an der Pensioun mécht, soulaang se konform zu der Gesetzgebung sinn.

Recours aux ordonnances pénales | Question **1814** (22/01/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

La procédure de l'ordonnance pénale a pour objectif d'accélérer le traitement des infractions mineures et de désengorger les tribunaux en permettant de rendre des décisions sans audience préalable et de sanctionner certaines infractions par des amendes sans emprisonnement. Le prévenu se voit remettre au préalable les pièces du dossier, mais n'est pas convoqué à une audience devant le juge pénal. Si le prévenu n'accepte pas la peine prononcée par le juge, il dispose de voies de recours.

La loi du 9 décembre 2021 portant modification du Code de procédure pénale a développé le recours à cette procédure en augmentant le seuil de l'amende qui peut être prononcée par ordonnance pénale à 15.000 euros et en généralisant la pratique que l'ordonnance pénale peut être prononcée par juge unique.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est le nombre d'ordonnances pénales rendues chaque année depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 2021 ?

2) Parmi ces ordonnances, combien concernent des infractions au Code de la route ?

3) Quelles sont les autres catégories d'infractions qui ont fait l'objet de cette procédure ?

4) Quel est le taux d'opposition à l'ordonnance pénale enregistré depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 2021 ?

Réponse (17/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 2021 jusqu'au 31 décembre 2024, 24.231 ordonnances pénales ont été rendues. Parmi celles-ci, 83 % proviennent des justices de paix.

Le tableau[†] ci-dessus présente l'évolution des ordonnances pénales pour la période du 9 décembre 2021 au 31 décembre 2024, réparties par juridiction et en faisant la distinction entre les matières correctionnelles/criminelles et celles traitées par les tribunaux de police aux justices de paix.

ad 2) Dans les affaires de circulation, 23.456 ordonnances pénales ont été prononcées. Cela représente 97 % des ordonnances pénales émises durant la période du 9 décembre 2021 au 31 décembre 2024. [†]

¹⁸ <http://mj.gouvernement.lu/fr/actualites.html> (24/01/2025)



ad 3) Les autres catégories d'infractions liées à cette procédure pendant la période du 9 décembre 2021 au 31 décembre 2024 sont les suivantes :[†]

ad 4) Sur un total de 24.231 ordonnances pénales prononcées entre le 9 décembre 2021 et le 31 décembre 2024, 406 recours ont été enregistrés jusqu'au 24 janvier 2025. Les 406 recours représentent 1,7 % des ordonnances pénales.

Concurrence dans le domaine de la production de produits agricoles | Question 1815 (22/01/2025) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Eis Baueren a Gäertner engagéieren sech, fir eis national Offer u landwirtschaftleche Produkter ze steigere. An deem Segment sinn och subventionéiert Beschäftigungsinitiative vertrueden. Dës Initiative leeschten eng wäertvoll Aarbecht wann et ëm d'Reintegratioun vu Mënschen op den éischten Aarbechtsmaart geet. Et kann oder kéint awer sinn, dass dës Initiativen duerch kompetitiv Avantagen eise Baueren a Gäertner bei der Produktioun vu Liewensmëttel an deem engen oder anere Fall eng (ongewollt) Konkurrenz maachen a soumat d'Beméiunge vu Baueren a Gäertner, fir manner ofhängeg vun Importer ze ginn, bremsen.

An deem Kader wollte mir dofir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Ministesch esou Fäll vu Konkurrenz bekannt?
2. Wéi positionéiert si sech allgemeng zu dëser Thematik?
3. Gedenkt d'Madamm Ministesch den Dialog mam Aarbechtsminister ze sichen, fir datt ee vu vieren esou onglécklech Situatiounen am Interessi vun eise Baueren a Gäertner vermeide kann?

Réponse (12/02/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Bis elo ass eis ee Fall bekannt, an deem d'Fro vun enger méiglecher ongewollter Konkurrenz opgeworf gouf. Sollte weider Fall bekannt sinn, si mir oppe fir all weideren Hiweis vun den honorablen Deputéierten.

ad 2. Mir begrëssen déi subventionéiert Beschäftigungsinitiativen a schätzen hir wäertvoll Aarbecht, besonnesch am Beräich vun der Reintegratioun vu Mënschen an d'Beruffsliewen. Si droen zu enger sozialer a wirtschaftlecher Inclusioun bäi, wat eng essentiel Roll fir eis Gesellschaft spillt. Gläichzäiteg ass et eis wichteg, datt dës Initiativen net zu enger ongewollter Konkurrenz fir eis aktiv Baueren a Gäertner féieren.

ad 3. Ech si mam Här Aarbechtsminister am reegelméissegem enken Dialog. Zousätzlech ass eng Entrevue tëscht den zustännegen Beamten aus der betrouffener Ministerie virgesinn, fir d'Thematik ze analyséieren.

Initiative Omnibus destinée à réviser le Green Deal européen | Question 1818 (22/01/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

La présidente de la Commission européenne a annoncé une initiative « Omnibus » visant à modifier trois piliers clés du Green Deal européen, à savoir : la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD), la Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (CSRD) et le règlement taxonomie.

Dans le cadre du pot de nouvel an de la Fedil, Monsieur le Premier ministre a affirmé que, face à cette initiative « Omnibus » au niveau européen, la Chambre des Députés ne devrait pas approuver le projet de loi n° 8370 ayant comme objet la transposition de la CSRD, alors que son instruction parlementaire se trouve déjà à un stade avancé.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Premier ministre :

– Sur quels points précis Monsieur le Premier ministre estime-t-il que la CSRD, la CSDDD et le règlement taxonomie devraient être révisés et quelle sera la position concrète défendue au niveau européen à ce sujet ? Peut-il aussi motiver les modifications qu'il préconise ?

Réponse (13/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le Gouvernement plaide pour une simplification des procédures administratives tant au niveau national qu'au niveau européen. En effet, une surréglementation risque une perte d'attractivité de l'Union européenne à l'échelle mondiale. Et sans économie compétitive, nous ne saurons maintenir notre modèle social fort et notre capacité d'investir pour préparer le pays aux défis de demain.

Ainsi, bien que les objectifs des directives CSRD et CSDDD soient louables, leur mise en œuvre doit s'appuyer sur une approche pragmatique qui permet d'atteindre ces objectifs sans entraver de manière disproportionnée le fonctionnement de nos économies. Dans cette perspective, la Commission européenne prévoit de présenter des textes révisés dans un très proche avenir.

Le Gouvernement luxembourgeois ne pourra prendre position sur les modifications précises proposées par la Commission européenne qu'une fois qu'elles auront été publiées.

Système d'évaluation appliqué par les établissements publics | Question 1819 (22/01/2025) de M. Ben Polidori | M. Yves Cruchten (LSAP)

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 1635, Monsieur le Ministre de la Fonction publique a indiqué ne pas disposer des compétences nécessaires pour fournir les explications demandées au sujet de l'abolition (partielle) du système d'évaluation dans la fonction publique.

Cependant, en nous appuyant sur l'avis émis en 2024 par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (CHFEP) concernant le projet de loi n° 8377, qui porte notamment sur la mise en œuvre du point 10 de l'accord salarial dans la fonction publique du 9 décembre 2022, ainsi que sur le programme d'action de décembre 2024 de la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), il apparaît que l'abolition du système d'évaluation dans l'ensemble des domaines de la fonction publique demeure une question en suspens. Cette incertitude est d'autant plus notable que certaines entités publiques, telles que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), continuent d'appliquer des systèmes d'appréciation similaires à celui qui a été supprimé dans la fonction publique.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Monsieur le Premier ministre pourrait-il nous fournir une liste des établissements publics qui continuent à

utiliser un système d'évaluation, malgré son abolition dans la fonction publique ?

– Quelles sont les raisons pour lesquelles ces entités continuent à utiliser un système d'évaluation ?

Réponse (13/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Les articles 128 (1) et 129 (1) de la Constitution disposent : « La loi peut créer des établissements publics, qui ont la personnalité juridique et qui sont placés sous la tutelle de l'État. »

« La loi détermine l'objet, l'organisation et les compétences des établissements publics, des chambres professionnelles et des organes des professions libérales, qui ont la personnalité juridique. »

Il s'agit d'une matière réservée à la loi de sorte que la loi doit prévoir la création d'un établissement public ainsi que son organisation et son fonctionnement, parmi lequel est réglé le statut de ses agents.

Les établissements publics sont des personnes morales de droit public qui jouissent d'une certaine autonomie administrative et financière pour satisfaire des besoins spéciaux de la population. Si certains s'apparentent à des administrations, d'autres en revanche ont une vocation qui s'approche bien plus des règles de droit privé.

Dans cette logique, la politique générale des établissements publics prévoit l'engagement d'agents avec des statuts différents. Certains ont des agents ayant un statut public, d'autres recourent à des salariés engagés selon le droit privé, et d'autres encore recourent à des agents soit publics, soit privés. Le conseil d'administration d'un établissement public est responsable pour l'adoption de l'organigramme, de la grille des emplois et leur classification ainsi que leur rémunération.

Le Gouvernement ne dispose pas de liste des établissements publics qui auraient recours à un système d'évaluation.

Accord fiscal mondial de l'OCDE | Question 1824 (22/01/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Lors du premier jour de son deuxième mandat en tant que Président des États-Unis, le Président Trump a signé un « executive order » qui rejette l'accord fiscal mondial de l'OCDE. Ce memorandum stipule que les engagements pris par l'administration précédente n'ont aucune force aux États-Unis sans l'adoption d'une loi par le Congrès. Il demande également au secrétaire du Trésor d'enquêter sur les pratiques fiscales discriminatoires des pays étrangers et de proposer des mesures de protection. Cette décision unilatérale prise par les États-Unis soulève des incertitudes pour le futur de cet accord mondial, mais aussi sur les modalités pratiques de calcul du taux d'imposition des entreprises multinationales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Comment Monsieur le Ministre réagit-il face à cette décision du Président des États-Unis ?

– Le ministre ne craint-il pas que cette décision entraîne d'autres pays ?

– Quel impact cette décision aura-t-elle sur le « level playing field » au niveau de l'OCDE ?

– Quelles répercussions cette décision aura-t-elle sur le taux d'imposition minimal de 15 % imputé aux entreprises ?

– Comment ce taux minimal de 15 % sera-t-il calculé pour des entreprises multinationales qui ont une présence aux États-Unis ?

Réponse (30/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'honorable Député fait référence à la publication par la Maison Blanche en date du 20 janvier 2025 d'un « mémorandum » à destination du secrétaire au Trésor qui clarifie notamment que « l'accord fiscal mondial » de l'OCDE n'a aucune force ni effet aux États-Unis en l'absence d'une loi adoptée par le Congrès afin d'implémenter un tel accord. Par « accord fiscal mondial » est visé l'accord dégagé en octobre 2021 au niveau du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 et portant sur l'imposition minimale effective des groupes d'entreprises multinationales (communément appelé « Pilier Deux »). Ce mémorandum demande également au Trésor d'enquêter sur toute juridiction qui violerait une convention fiscale ou qui aurait instauré des règles fiscales affectant de façon disproportionnée les entreprises américaines. De plus, le Trésor est chargé de préparer endéans 60 jours une liste de mesures de représailles envisageables à l'encontre de telles juridictions.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les États-Unis font partie du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 et que l'accord dégagé en octobre 2021 sur le Pilier Deux a pu être adopté par consensus.

À la suite de cet accord intervenu au niveau du Cadre inclusif OCDE/G20, le Conseil de l'UE a adopté la directive (UE) 2022/2523 visant à transposer le Pilier Deux au niveau européen. La loi modifiée du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure implémente aussi bien les règles du Cadre inclusif OCDE/G20 que la directive (UE) 2022/2523.

La préservation du « level playing field » ayant été un élément important dans le cadre des négociations du Pilier Deux, il convient de s'assurer que toute éventuelle renégociation au niveau multilatéral et portant sur certains paramètres du Pilier Deux tienne dûment compte de ce principe, ainsi que des contraintes découlant du cadre juridique européen.

À l'heure actuelle, le Luxembourg est lié par la directive (UE) 2022/2523, y compris le taux effectif d'imposition de 15 pour cent qui y est fixé.

Système d'avertissement de véhicules d'urgence | Question **1825** (22/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An den USA notze verschidde Rettungsdéngschter Warnsystemer, fir d'Automobilisten ze informéieren, dass si de Wee solle fräimaachen oder méi lues solle fueren, wann ee Rettungswon um Wee ass. De Rettungswon mécht beim Umaache vun de Sireenen oder bloe Luuchten eng Benorrichtung an Echtzäit, déi op ville gréisseren Navigatiounssystemer oder Bordcomputeren an den Autoen ugewise ka ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Huet de CGDIS Accès op esou Warnsystemer?
– Falls jo, wéi eng sinn dat a sinn se schonns getest ginn oder ginn agesat?
– Falls nee, gëtt et Pläng beim CGDIS fir dës Technologien ze notzen? Wou sinn dës Pläng drun a bis wéini sollen se konkretiséiert sinn?

2. Wéi eng Technologie stinn dem CGDIS hei zur Auswiel?

3. Ass ee länneriwwergräifende System fir d'Groussregioun geplangt?

Réponse (06/02/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Laut CGDIS hu si keen Accès op esou Warnsystemer. Et gëtt aktuell och keng Pläng, fir dës Technologien ze notzen.

Och an der Groussregioun gëtt et de Moment keng Pläng, fir e länneriwwergräifende System auszeschaffen.

Compétences du CGDIS dans la circulation routière | Question **1830** (23/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Polizisten, d'Beamte vun der Douane souwéi verschidde Gemeengebeamten dierfen am Kader vun hire Missiounen de Stroosseverkéier reegelen an hu verschidde Kompetenzen am Kader vum Code de la route.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

- Dierfen och Beamte vum CGDIS am Kader vun hire Missiounen de Verkéier reegelen?
- Falls jo, wéi eng legal Basis gëtt et hei a wat fir Kompetenzen huet de CGDIS?
- Falls nee, wéll d'Regierung op de Wee goen, fir dem CGDIS och dës Kompetenzen ze ginn?

Réponse (10/02/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Am Artikel 115, a) a b), vum Code de la route¹⁹, gëtt präziséiert, wie fir d'Kontroll vum Verkéier zoustänneg ass. Et ass engersäits d'Police, déi eng allgemeng Kompetenz an dësem Beräich huet, an et sinn anerersäits d'Beamte vun der Douane, souwäit hir Aufgabe beträff sinn.

Dës Interpretatioun geet aus de reglementareschen Aarbechtsdokumenter ervir²⁰. Heiraus ergëtt sech dann och, datt weeder d'Gemeengebeamten nach d'Beamte vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) an dësem Beräich eng Kompetenz hunn.

Wat d'Gemeengebeamten ugeet, sou sinn si nëmme fir de Stationnement zoustänneg, de sougenannte „rouende Verkéier“, mee net wann et drëms geet, de fléissende Verkéier ze reegelen oder ze kontrolléieren.

Wat déi fräiwëlleg an haaptamtlech Pompjeeë vum CGDIS ugeet, sinn hir Missiounen ausdrécklech am ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 portant organisation de la sécurité civile définiert. D'Kontroll vum Verkéier fällt net dorënner.

¹⁹ Art. 115. 1. Les usagers doivent s'arrêter à toute réquisition
a) des agents chargés du contrôle de la circulation,
b) des agents de l'Administration des douanes et accises contrôlant les dispositions légales relatives soit à la vignette prévue par la législation portant approbation et application de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, soit à la surcharge des véhicules, soit aux documents de bord et d'équipements spéciaux des véhicules destinés à transporter ou à utiliser comme carburant des matières pouvant présenter un danger pour la sécurité, la salubrité ou la santé publiques, soit qui agissent dans le cadre des fonctions qui leur sont conférées par la législation sur les services de taxis, lorsque ces agents portent les insignes de leur fonction ; ces insignes doivent être visibles sans confusion possible de jour comme de nuit.

²⁰ Avis du CE du 17 janvier 2012 au projet de règlement grand-ducal n° CE 49.335, « Les corps administratifs visés sont la Police grand-ducale, qui détient une compétence générale pour régler la circulation et pour donner les injonctions prévues à cet effet, et l'Administration des douanes et accises qui a compétence pour arrêter des véhicules routiers dans le cadre des missions légales précitées. En attendant que le législateur consente éventuellement une extension de ces prérogatives à d'autres catégories d'agents (cf. projet de loi relatif à l'élargissement des compétences des agents municipaux et portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988, du Code pénal et des dispositions législatives concernant les gardes champêtres et avis afférent du Conseil d'État du 19 janvier 2010 ; doc. parl. 5916 et 5916 1), il convient de maintenir le cadre légal en place. »

Allerdéngs kann et zum Beispill am Fall vun engem Verkéiersaccident virkommen, dass d'Pompjeeë vum CGDIS, nieft der Ofsécherung vun der Plaz, wou den Accident geschitt ass, zum gudden Oflaf vum Verkéier bäidroen, besonnesch, fir sech selwer ze schützen an ze verhënneren, datt en aneren Accident geschitt. Dëst ass awer net als „Kontroll vum Verkéier“ unzegesinn. Op Basis vun den Dispositiounen vum Paragraf 2 vum Artikel 115 vum Code de la route, sinn nëmme d'Beamten, déi fir d'Kontroll vum Verkéier zoustänneg sinn, autoriséiert, Uweisungen un d'Verkéiersbenutzer ze ginn, un déi si sech och hale mussen. Nëmme dës Uweisung sinn als „Kontroll vum Verkéier“ ze betruechten.

Recettes générées par la taxe carbone | Question **1831** (23/01/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Am Joer 2021 huet Lëtzebuerg d'CO₂-Tax agefouert, fir géint de Klimawandel virzegoen. Dës louch 2021 bei 20 Euro pro Tonn un CO₂, a se ass zanterhier all Joer ëm 5 Euro gehéicht ginn; esou dass se zanter dem 1. Januar dëst Joer bei 40 Euro pro CO₂/Tonn läit.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Recetten huet d'CO₂-Steier tëschent de Joren 2021 an 2024 dem Staat erabruucht? Wéi huet sech dës Progressioun vun der CO₂-Tax iwwert déi lescht Jore generell op d'Recetten un Accisen ausgewierkt?

2. Wéi eng Ëmweltmesuren a Projekte ginn heiduerch finanzéiert, fir géint de Klimawandel virzegoen?

Réponse (18/02/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Recettë vun der CO₂-Steier an den Akzisen op Energieprodukter hunn sech iwwer de gefroten Zäitraum folgendermoossen entwéckelt: ↑

Déi méi substanzuell Baisse vun den Akziseneinnahmen op den Energieprodukter am Joer 2022 ass op den éischte Solidaritéitspak zréckzeféieren an op d'Erofsetze vun den Akzisen um Bensinn an Diesel ëm 7,5 Cent pro Liter tëschent dem 13. Abrëll 2022 an dem 31. August 2022.

ad 2. Esou wéi am integréierten Energie- a Klimaplang (PNEC) virgesinn, sinn d'Recettë vun der CO₂-Steier jee weils zur Hallschent fir Klimaschutzmoossnamen a fir sozial Kompensatiounsmoossnamen ageplangt. D'Finanzéierung vun dëse Moossnamen gëtt duerch de Budget vun de jee weilege Ministèren an duerch de Klima- an Energiefong getäteg. Déi 15 „domaines d'intervention“ vun dësem Fong sinn am modifizéierte Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 präziséiert.

Taxe mondiale minimum OECD | Question **1832** (23/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2021 gouf um Niveau vun der OECD ee weltwäit Mindestbesteierungsofkomme decidéiert, wat eng Mindestbesteierung fir Konzernner vu 15 % virgesäit a wat a ronn 140 Länner ab dësem Joer soll wierken. Zu Lëtzebuerg gouf dëst Ofkomme mam Gesetz vum 22. Dezember 2023 ëmgasat.

Direkt no sengem Amtsuntrëtt huet den US-amerikanesche President eng Honnerten Dekreeter ënnerschrifwen, dorënner, dass d'Mindestbesteierungsofkomme net an den USA wäert applizéiert



ginn. Et sollen och Moosnamen duerghefouert gi géint Länner, déi Steierreegelen aféieren, déi d'USA belaaachte kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Auswierkunge schätzt de Finanzminister huet dës Decisioun op Lëtzebuerg?

2. Wäert de Finanzminister dëse Sujet um europäeschen Niveau mat sengen europäeschen Amtskollegen uschwätzen?

Réponse (30/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierten hält Bezuch op d'Publikatioun vum Wäissen Haus vum engem „Memorandum“, deen den 20. Januar 2025 un de Sekretär vum Tresor adresséiert ginn ass. Dëse Memorandum gesäit vir, dass d'„internationale Steierofkommen“ vun der OECD keen Effekt an den USA huet, soulaang de Kongress kee Gesetz fir d'Ëmsetzung vun dësem Ofkommen adoptéiert huet. Mat „internationalem Steierofkommen“ ass d'Mindestbesteuerungsofkommen gemeint, wat am Oktober 2021 um Niveau vum Inklusive Kader vun der OECD/G20 ugeholl ginn ass, de sougenannte „Pilier 2“. De Memorandum weist den Tresor un ze analyséieren, wéi eng Juridictionen eng Steierkonvention violéiert hu respektiv wéi eng Juridictione Steierreegelen agefouert hunn, déi op eng onverhältnisméisseg Aart a Weis amerikanesch Betriber treffen. Den Tresor soll doriwwer eraus bannent 60 Deeg eng Lëscht mat méigleche Vergeltungsmoosnamen géint dës Juridictionen opstellen.

An dësem Kontext muss een erwänen, dass d'Veeneegt Staate vun Amerika Member vum Inklusive Kader vun der OECD/G20 sinn an dass de Pilier 2 am Konsens ugeholl ginn ass.

Fir d'Ëmsetzung vum Pilier 2 huet de Rot vun der Europäescher Unioun d'Direktiv (EU) 2022/2523 ugeholl. D'ëmgeännert Lëtzebuergescht Gesetz vum 22. Dezember 2023 setzt souwuel d'Direktiv (EU) 2022/2523, wéi och d'Pilier-2-Reegele vum Inklusive Kader vun der OECD/G20, ëm.

Lëtzebuerg ass duerg d'Direktiv (EU) 2022/2523 geonnen a muss deementspreechend d'Mindestbesteuerung vu 15 % applizéieren.

Am Fall vun enger Neiverhandlung um multilateralen Niveau vu verschiddenen Aspekter vum Pilier 2 muss séchergestallt ginn, dass de Prinzip vum „level playing field“ agehal gëtt an dass den entsprecheenden europäesche juristesche Constraint Rechnung gedroe gëtt.

Récente démission du président du conseil d'administration du Mudam | Question 1834 (23/01/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Selon plusieurs articles de presse publiés en date d'aujourd'hui, le président du conseil d'administration du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) a quitté ses fonctions. Cette décision a effet immédiat et a été annoncée sans explication des motifs.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Quelles sont les raisons ayant conduit à la démission du président du conseil d'administration du Mudam ?

2) Ces raisons sont-elles liées au fonctionnement interne du Mudam ?

3) Le Ministère de la Culture a-t-il reçu une correspondance écrite détaillant les motifs de cette décision ?

Réponse (14/02/2025) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1) L'ancien président du conseil d'administration a démissionné de ses fonctions pour des raisons liées au fonctionnement interne de l'institution.

Dans une dynamique d'amélioration continue de la gouvernance, et à l'initiative conjointe du conseil d'administration et de la direction du Mudam, un cabinet de conseil a déjà été mandaté en 2024 pour établir un rapport visant à clarifier davantage les rôles et responsabilités au sein du Mudam et à poser ainsi des bases solides pour son développement futur. Les conclusions de ces recommandations sont considérées comme levier important pour orienter les actions visant à atteindre cet objectif.

Tout au long de ce processus et au-delà, le Ministère de la Culture reste en étroite concertation avec l'ensemble des instances concernées (conseil d'administration, direction et personnel) et continue de soutenir activement toute initiative permettant d'optimiser les processus internes et les circuits de décision.

ad 2) cf. réponse 1)

ad 3) Oui.

Intervention tardive du CGDIS | Question 1856 (29/01/2025) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

No engem trageschen Accident zu Huldang de 25. Januar 2025, wou eng Fra vun engem Auto ugestouss gouf an un de Suite vun hire Verletzungen am Spidol gestuerwen ass, ass eis zu Quere komm, datt de CGDIS bei dësem Asaz fir d'éischt op déi falsch Plaz gefuer ass.

D'Press huet gemellt, dass de CGDIS als éischt an d'Pommerlach geschéckt gouf, obwuel den Accident zu Huldang geschitt ass, wat dozou gefouert huet, dass de CGDIS réischt no 27 Minutten ukomm wier.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi konnt et zu dëser Verwiesslung kommen?

2. Wéi gesäit d'Prozedur beim CGDIS aus, fir d'Asazplazen ze bestëmmen, a wéi kënnen esou Feeler an Zukunft verhënnert ginn?

3. Ass et an der Vergaangenheet schonn zu änleche Verwiesslung kommen?

4. Wéi laang brauch de CGDIS an der Moyenne, fir op der Plaz ze sinn am Kader vu sengen Interventiounen?

5. War fir dësen Asaz och de Samu bzw. den Helikopter geruff ginn?

Réponse (10/02/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Op Nofro hi beim CGDIS, krut ech confirméiert, dass et de 25. Januar bei der Noutruuffzentral 112 zu enger Verwiesslung vun zwee Akafszentere mat dem nämmlechten Numm komm ass. Wéi et genee zu dësem mënschleche Feeler komm ass, a wéi een esou Virfäll an Zukunft vermeide kann, ass intern beim CGDIS ënnersicht ginn an de 7. Februar per Communiqué[†], deen och un dës Äntwert annexéiert ass, un d'Effentlechkeet kommunizéiert ginn.

ad 2. Den Operateur ass virun allem op déi Informatiounen ugewise, déi e vun deemjéinege kritt, deen um 112 urufft. Sollten dës Informatiounen awer net prezis genuch sinn, wat bei dësem Asaz awer net de Fall war, stinn dem 112 och eng Rei technesch Hëllefsmëttel zur Verfügung, wéi zum Beispill Kaarten

oder eng Lëscht mat bekannte Gebaier a Plazen, déi em dobäi hëllefen, d'Asazplaz sou prezis wéi méiglech ze bestëmmen.

Nei Technologien, wéi den AML (Advanced Mobile Location) um Handy oder den E-Call am Auto, sinn zousätzlech Hëllefsmëttel, déi dozou bäidroen, de genee Standuert vun deem, deen urufft, méi prezis kënnen ze bestëmmen.

De „Service gestion de la qualité“ vum CGDIS ass ënner anerem dofir zoustänneg, déi intern Prozeduren a Prozesser permanent ze verbessern.

ad 3. An der Reegel dierft et ni zu enger Verwiesslung vun enger Asazplaz kommen. Bei iwwer 276.000 Uruff op den 112 am Joer, ass et awer ni ganz ausgeschloss, dass et awer mol zu enger Verwiesslung kënn.

ad 4. Am Joer 2024 louch d'Moyenne bei 13 Minutten. Den nationale Plang fir d'Organisatioun vun de Rettungsdéngschter (PNOS) gesäit vir, dass de CGDIS iwwerall am Land bannent 15 Minutten Hëllef leescht. Un dësem Zil hält d'Regierung och an Zukunft fest.

ad 5. Jo, de SAMU ass, wéi gewinnt bei esou engem Accident, op d'Asazplaz geschéckt ginn.

Retards dans la mise à disposition des résultats de l'examen d'admissibilité du secteur communal | Question 1862 (29/01/2025) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

La réussite à l'examen d'admissibilité constitue une étape essentielle pour les candidat.e.s souhaitant postuler à un emploi de fonctionnaire dans le secteur communal.

Selon nos informations, les délais pour obtenir les résultats de cet examen se sont considérablement allongés dans le passé récent. Alors qu'une durée d'attente d'environ six semaines était auparavant la norme, il semblerait que les candidat.e.s doivent désormais attendre trois mois.

Ce retard peut non seulement créer des difficultés pour les candidat.e.s, mais peut également poser problème dans les communes en ralentissant les processus de sélection et d'intégration de nouveau personnel.

Par conséquent, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer des retards au niveau de la correction des précités examens d'admissibilité ? Dans l'affirmative, quels examens sont affectés et quels sont les retards et délais envisagés ?

2) Encore dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesdits retards ? Monsieur le Ministre a-t-il réaffecté une partie du personnel s'occupant des examens à d'autres tâches ?

3) Quelles mesures Monsieur le Ministre prendra-t-il pour inverser cette tendance et réduire les délais de correction des examens afin de revenir à une durée d'attente plus raisonnable ?

Réponse (13/02/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Le délai moyen de communication des résultats de l'examen d'admissibilité pour les épreuves organisées pour les différents groupes et sous-groupes de traitement est d'environ 6 semaines, en fonction du contenu de l'épreuve et du nombre des candidats.

Récemment, les délais de communication des résultats de deux examens d'admissibilité ont accusé un certain retard. Il s'agit d'abord des épreuves organisées au mois de décembre 2024 pour les agents de transport,



qui ont été interrompues et annulées en raison d'une coupure générale d'électricité et qui ont dû être réorganisées le 22 janvier 2025. Les résultats y afférents seront communiqués à partir du 14 février courant.

Ensuite, un retard concernant le délai de diffusion des résultats de l'examen d'admissibilité à la fonction de rédacteur relevant du groupe de traitement B1, sous-groupe administratif s'est produit lors de la session d'examen du mois de décembre 2024. Ce retard est dû à un taux exceptionnel de participation à l'examen en question. En effet, 271 candidats ont participé à ladite session d'examen. Étant donné que l'examen visé comporte la rédaction d'une dissertation en langue française, chaque copie faisant l'objet d'une double correction par les membres de la commission d'examen compétente, la divulgation des résultats de l'épreuve en question nécessite plus de temps que d'habitude.

Le Ministère des Affaires intérieures est confiant que les délais ordinaires de diffusion des résultats des examens d'admissibilité des fonctionnaires communaux pourront être respectés à l'avenir.

Notons que le délai de publication des résultats de l'examen d'admissibilité ne ralentit pas le processus de recrutement d'un fonctionnaire communal étant donné que les candidats à un tel examen ne peuvent postuler à un emploi de fonctionnaire communal qu'après avoir réussi aux épreuves en question. Il en résulte que seuls les candidats pouvant faire valoir la réussite à l'examen d'admissibilité au moment de la publication d'une vacance de poste d'un emploi de fonctionnaire communal peuvent présenter leur candidature.

Vaccination contre la bronchiolite | Question 1864 (30/01/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La bronchiolite est une infection respiratoire d'origine virale qui peut prendre des formes graves chez les bébés et les personnes âgées. Outre la vaccination des enfants en bas âge, recommandée au Luxembourg, la Haute Autorité de santé française recommande la vaccination contre la bronchiolite des personnes âgées de plus de 75 ans ainsi que des personnes âgées de plus de 65 ans, présentant des pathologies respiratoires ou cardiaques chroniques.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quelles sont les recommandations relatives à la bronchiolite à l'égard des personnes âgées au Luxembourg.

– Est-ce que la vaccination contre la bronchiolite sur prescription médicale est prise en charge par la CNS et le cas échéant pour quelles personnes ?

– Au cas contraire, quelles sont les raisons du refus de prise en charge, notamment à l'égard des personnes âgées qui disposent d'une ordonnance médicale pour se faire vacciner ?

Réponse (14/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le virus respiratoire syncytial (RSV) est la principale cause de bronchiolite. Au Luxembourg, le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) a publié une recommandation sur la vaccination contre le virus RSV chez l'adulte le 10 décembre 2024.

En l'absence de données définitives sur l'impact clinique de cette vaccination chez les personnes âgées, le CSMI conclut, pour l'instant, que la vaccination contre le RSV peut être proposée sur une base individuelle, après évaluation par le médecin traitant aux

personnes de 75 ans et plus, notamment celles résidant en structure d'hébergement pour personnes âgées ainsi qu'aux personnes de 65 ans et plus présentant une comorbidité augmentant le risque d'une forme grave d'infection à RSV (maladies respiratoires chroniques, insuffisance cardiaque, immunodéficience, y compris les personnes atteintes d'un cancer solide ou d'une hémopathie maligne). L'avis du CSMI est disponible en ligne sous le lien Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) [†].

En général les vaccins ne sont pas remboursés par la CNS au Luxembourg, mais gratuitement mis à disposition de la population par l'État via le Programme national de vaccination. Actuellement, la Direction de la santé dispose d'un stock limité de vaccin RSV réservé à la vaccination des femmes enceintes afin de protéger les nouveau-nés durant leurs premiers mois de vie.

Suite à l'avis récent du CSMI de décembre 2024, l'acquisition de doses supplémentaires est prévue pour permettre la vaccination des personnes âgées. Cette acquisition est soumise aux règles et procédures d'un marché public. Par conséquent, la mise à disposition gratuite du vaccin ne pourra intervenir avant l'hiver prochain.

Suppression du passage à niveau à Dommeldange | Question 1871 (30/01/2025) de M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos (ADR)

Esou wéi den 28. Januar am „Lëtzebuerg Wort“ ze liese war, gëtt d'Dummeldenger Barrière vum 7. Juni 2025 u fir Automobilisten dauerhaft gespaart an dës müssen op d'Iechternacher Streck – N11 auswäichen. Den entsprechende Passage vun der Echer Plaz bis op de Waldhaff ass zu Stousszäiten awer elo schonn extreem iwwerlaascht.

An deem Sënn géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, déi nei Unterführung, déi d'Dummeldenger Barrière soll ersetzen, nom Ofschloss vun den Aarbechten net méi fir den Autosverkéier fräizeginn?

2. Mat wéi vill zousätzlechen Autoen op der Iechternacher Streck rechent d'Madamm Minister opgrond vun där Moosnam, souwuel am Duerchschnitt wéi och zu Stousszäiten?

3. Duerch wéi eng Kompensatiounsmoosnamen, wéi zum Beispill d'Reduktioun vun de Luuchten, wëll d'Madamm Minister d'Iechternacher Streck entlaaschten?

Réponse (27/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen iwwer d'Ofschaf vum Zuchiwergank zu Dummeldeng.

Wéi bei all Suppressioun vun engem Zuchiwergank, kuerz PN, gëtt studéiert, souwuel fir de motoriséierte Verkéier ewéi och fir d'Foussgänger*innen an d'Vëlofuerer*innen, eng méiglechst attraktiv Alternativ ze schafen. Op der vun den honorabelen Deputéierte genannter Plaz zu Dummeldeng, ass wéinst der Proximitéit zu der Bréck iwwer d'Uelzecht keng Ennerféierung fir de motoriséierte Verkéier méiglech. Ausserdeem ass hei ze betounen, dass d'Iechternacher Strooss (N11) schonns Mëtt den Achtzegerjoren op déi haiteg Emgeungsstrooss vun Dummeldeng emgeluecht gouf, a säitdem fir de motoriséierte Verkéier d'Hauptverbindung duerstellt. Ennerféierung fir Foussgänger*innen a Vëlofuerer*innen si manner breet a manner déif ewéi déi fir de motoriséierte

Verkéier. Esou eng Ennerféierung, déi fir d'Awunner vun de Quartieren Dummeldeng an Eech wichteg ass, kann nieft där aktueller Barrière amenagéiert ginn, an zwar ausserhalb vun engem 100-järegen Héichwaasserereignis (HQ100).

Et läit keng Zielung iwwert de motoriséierte Verkéier, deen de PN op der Gare zu Dummeldeng notzt, vir. D'Iwwerwachungskamera vum PN, déi d'Bewegung vu Vëlofuerer*innen a Foussgänger*innen erfaasst, huet awer am Joer 2020 an engem Dag 1.295 Iwwergäng a -faarte gezielt (1.174 Foussgänger*innen an 121 Vëlofuerer*innen), dovunner eng 31 ënner geféierlechen Emstänn. Dëst weist ëmsou méi, wéi wichteg et ass, dës PN duerch eng sécher Alternativ ze ersetzen.

Et sief drun erënnert, dass dës Barrière duerch schnëttlech 40 Minutten an der Stonn zou war, reegelméisseg bis zu 7 Minutten um Stéck. Den zouverlässigen Accès vun der Iechternacher Streck an d'Stad ass also och elo schonn, wéi gesot, deen iwwert d'Echer Plaz.

Wéi och schonn uewen duergeluecht, ass a bleift d'Hauptverbindung Stad-Iechternach d'Emgeungsstrooss vun Dummeldeng (N11).

Donieft ass ze bemerken, dass d'Rout Luuchten op der Kräizung N7/N11 (Rue d'Eich/Rue Auguste Laval) vun der Stad Lëtzebuerg geréiert ginn an net vun der Stroossebauverwaltung.

Financement de l'extension transfrontalière du transport ferroviaire avec la France | Question 1873 (30/01/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Lëtzebuerg bedeelegt sech mat 220 Milliounen Euro um Infrastrukturausbau vum franséischen, grenziwwerschreidende Schinneverkéier. Wéi den 30. Januar am „Essentiel“ ze liese war, huet de Buergermeeschter vu Metz allerdéngs säi Mëssfalen doriwwer ausgedréckt, datt Finanzéierungszousoe vusäite vun der franséischer Regierung net agehale ginn. Sou sinn an enger éischter Etapp 58 Milliounen vu Lëtzebuurger, souwéi 54 Milliounen vusäite vun der Regioun Grand-Est an déi verschidde Projete gefloss. De franséische Staat huet sech bis ewell just mat 4 Milliounen bedeelegt, obwuel der Zeitung no eng gläichméisseg Ennerstëtzung duerch d'Regioun souwéi de franséischen Zentralstaat, an Héicht vu jeeeweils 50 Prozent vun der Lëtzebuurger Bedeelegung virgesinn ass. Och de Protokoll vu Paräis, deen zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 7. September 2018 souwéi den entsprechende Follgetexter an nationaalt Recht emgesat gouf, gesäit eng Opdeelung vun de Gesamtkäschte fir den Ausbau op franséischer vu jeeeweils 50 Prozent fir de Staat Lëtzebuerg, souwéi déi franséisch Institutiounen vir.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Aussoe vum Metzger Buergermeeschter souwéi déi allgemeng Duerstellung am Artikel bestätegen?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, ob a falls jo wéi wäit déi franséisch Regierung mat hire Finanzéierungszousoen hannendra geroden ass? Gesäit d'Regierung vir, gegebenefalls bei hire franséischen Homologen ze intervenéieren?

Réponse (26/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer de Financement vum grenziwwerschreidenden Ausbau vum Eisbunnsreseau a Frankräich.

De Protokoll vu Paräis vun 2018 an den Avenant vun Esch/Belval vun 2021, hale fest, dass déi a béiden Ofmaachungen opgezielten Eisebunnsprojeten zu gläichen Deeler vu Frankräich a Lëtzebuerg finanziert ginn.

Doriwwer eraus huele Verrieder vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten all Semester un engem franséisch-lëtzebuergeschen Aarbechtsgrupp fir de Suivi vun den Eisebunnsprojeten deel. Jidder franséischen Acteur (Staat, vertrueden duerch de Préfet, Région Grand Est, SNCF voyageurs an SNCF réseau) ass present an et fënnt e konstruktiven Austausch statt, fir déi gemeinsam Projekte virunzudreiwen. Et ass der Regierung net bekannt, dass de franséische Staat sengen Obligatiounen, déi am Protokoll festgehallegoufen, net nokomme géif.

Création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur | Question 1877 (31/01/2025) de M. Yves Cruchten | M. Georges Engel (LSAP)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0339 relative à la création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC), Madame la Ministre avait indiqué que le ministère était engagé « dans des consultations approfondies avec l'ensemble des parties prenantes du secteur afin de parvenir à une solution répondant aux besoins tant des professionnels que des utilisateurs ».

De même, dans sa réponse à la question parlementaire n° 0643, Monsieur le Ministre avait affirmé que « les travaux relatifs à la révision de la loi modifiée du 5 juillet 2016, concernant l'organisation des services de taxis, sont en cours » et précisé qu'« il est prévu de présenter la version finale du projet de loi au cours du deuxième semestre de cette année ».

Ces déclarations, couplées à l'émergence de plateformes telles que « Uber » ou « LetzRide », soulèvent des interrogations sur l'avancement des travaux et sur la coordination des efforts dans ce secteur crucial.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quand et sous quelle forme les consultations avec « l'ensemble des parties prenantes du secteur » ont-elles eu lieu ? Quelles entités ont été invitées à participer ? Ces consultations sont-elles achevées ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions principales ?

2) Quel est l'état d'avancement du projet de création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC), notamment en comparaison avec des initiatives privées déjà opérationnelles telles que « Uber » et « LetzRide » ? Des dépenses ont-elles été engagées pour ce projet ? Si oui, à combien s'élèvent-elles ?

3) Quel est le stade actuel de la révision de la loi modifiée du 5 juillet 2016 concernant l'organisation des services de taxis ? Le calendrier initialement prévu a-t-il été respecté ? Dans le cas contraire, quel est le nouveau délai envisagé ?

Réponse (27/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés s'enquerraient sur la création d'une plateforme étatique de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC).

Au cours de l'année 2024, une consultation approfondie des parties prenantes a été menée à travers

plusieurs réunions entre Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, la Fédération des taxis, la Chambre des Métiers, ainsi que les représentants(es) des syndicats OGBL et LCGB. Par ailleurs, de nombreuses concertations ont eu lieu avec la Police grand-ducale, l'Administration des douanes et accises et l'Inspection du travail et des mines. Au-delà des aspects techniques liés à la refonte du cadre légal, il a été souligné par l'ensemble des acteurs que la mise en œuvre et le respect des acquis sociaux ainsi que du droit du travail constituent une priorité. En conséquence, l'avant-projet de loi en élaboration, ayant trait à organiser le transport occasionnel rémunéré de personnes par des taxis et des voitures de location avec chauffeur prévoit d'intégrer, les dispositions techniques et réglementaires nécessaires pour répondre à ces préoccupations.

À la suite des échanges précités, et compte tenu de l'émergence d'acteurs nationaux et internationaux exploitant des plateformes numériques, il est apparu qu'une plateforme étatique ne constituerait pas une réponse adaptée aux besoins du secteur. En effet, la clientèle internationale a déjà recours à des applications disponibles à l'échelle mondiale. L'adoption de ces outils par les usagers(ères) contribuerait ainsi au développement du marché du transport occasionnel rémunéré. De plus, la mise en œuvre d'une plateforme nationale ne fait pas partie du programme gouvernemental retenu pour la période 2023-2028. Dès lors, aucun engagement financier n'a été pris à ce jour pour la mise en place d'un tel projet.

L'avant-projet de loi précité visant à restructurer le secteur des taxis et à y intégrer les véhicules de location avec chauffeur est en cours de finalisation. Il sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les semaines à venir.

Présences du Gouvernement sur les réseaux sociaux | Question 1881 (03/02/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

D'Regierung huet en offiziellen Account op X (Twitter), grad wéi och déi meescht Ministären. Allerdéngs ass de Gesondheitsministère vun X erofgaangen.

Wat d'Benotze vun der kontroverser „Gendersprooch“ ugeet, sou léisst sech feststellen, dass déi meescht Ministären dorop verzichten, während de MEGA se benotzt.

Laut Verfassung suert de Premierminister fir Kohärenz an der Regierungsaktivitéit. Sou heescht et am Artikel 91 vun der Verfassung:

„Le Premier ministre coordonne l'action du Gouvernement et veille au maintien de l'unité de l'action gouvernementale.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Premierminister:

– Gëtt et bannent der Regierung keng gemeinsam Ofsprooch, wat d'Presenz oder Netpresenz vun den eenzele Ministären op de soziale Medien an d'Benotzen oder Netbenotze vun der kontroverser Gendersprooch ugeet? Wann net, misst hei den Här Premierminister net senger Koordinationspflicht nokommen a fir gemeinsam Kommunikationsregele bannent der Regierung suergen?

Réponse (12/02/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre

Au vu vun diverse Kommunikationsobjektiver an ënnerschiddleche Publics ciblés, huet d'Regierung decidéiert, dass all Minister zoustänneg ass fir déi respektiv Publikatiounen op de soziale Medien zu de

jeeweilege Ressorte vun deem Minister, grad sou wéi fir de Choix vum Medium.

Convention relative au statut des réfugiés | Question 1886 (04/02/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An engem rezenten Artikel vum „The Times“ gëtt bericht, dass d'EU eng fundamental Ännerung vun der Flüchtlingskonvention vun 1951 plangt. Dëst Dokument, dat no dem Zweete Weltkrich ausgeschafft gouf a vun 144 Länner ënnerschriww gouf, definéiert d'Basisrechter vu Flüchtlingen, dorënner de Prinzip vum „non-refoulement“.

Laut dem Artikel gëtt et e Pabeier, dee vu Polen ausgeschafft a vun den EU-Inneministère diskutéiert gouf, deem eng méi breet Interpretatioun vun den Ausname vum Asylrecht proposéiert. Dëst kéint grondsätzlech Auswirkungen op d'Asylpolitik an der EU hunn, besonnesch am Kontext vun der Ofleening vu Flüchtlingen un de Grenzen.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Positioun huet d'Lëtzebuurger Regierung zu de Propositionen, d'Flüchtlingskonvention vun 1951 ze reforméieren, a wéi steet si zu de Virschléi vu Polen?

2. Gouf d'Lëtzebuurger Regierung schonn an d'Diskussionen agebonnen, déi der Press no tëscht den EU-Inneministère stattfonnt hunn an, wa jo, wéi eng Positioun huet si do vertrueden?

3. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Kompatibilitéit vun dëse Propositionen mat den europäesche Mënscherechtskonventionen an dem Lëtzebuurger Asylrecht?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'aktuell internationalt Asylrecht nach zäitgeméis ass respektiv wéi eng Reformen hält si fir néideg, ouni déi fundamental Mënscherechter a Fro ze stellen?

Réponse (27/02/2025) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures

Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass d'EU keng fundamental Ännerung vun der Flüchtlingskonvention vun 1951 plangt. Esou eng Ofännerung misst, wann iwwerhaapt, am Kontext vun der UNO diskutéiert ginn. D'Diskussionen, op déi den honorablen Députéierte verweist, hunn sech op déi generell Gestiou vun der Migratioun an de Retoure bezunn a wéi een déi kéint verbesseren.

D'Lëtzebuurger Regierung setzt sech ausdrécklech fir d'Respektéiere vun internationalem Recht an de Grondrechter an. An dësem Sënn ass et wichteg, d'Europäesch Mënscherechtskonvention, d'Europäesch Charta vun de Grondrechter, d'Genfer Flüchtlingskonvention souwéi all aner international Traitéen ze respektéieren.

Och wa verschidde Memberstaaten eis international Rechtsuerdnung op déi eng oder aner Aart a Weis a Fro stellen an der Meenung sinn, dass dës Traitéen aussergewöhnleche Situatiounen, deenen si ausgesat sinn, net méi entsprechen, steet d'Lëtzebuurger Regierung weiderhi fest hannernt den internationalen Traitéen, déi a Kraaft sinn.

Europa huet gewisen, dass wa mir mat aussergewöhnlechen Émstänn konfrontéiert sinn, appropriéiert Äntwerten dorop fonnt kënnen ginn, ouni déi international Rechtsuerdnung mussen ëmzënnern.

Dofir stellt d'Regierung dat aktuellt internationalt Asylrecht net a Fro, mee begréisst den neie Migrations- an Asylpakt, deem d'Legislatioun op EU-Niveau



am Aklang mam internationale Recht reforméiert, ausdrécklech. Dëse Pakt, dee bis Summer 2026 ëmgesat muss ginn, enthält och Schutzmoossname fir de Respekt vun de Grundrechter, besonnesch vu vulnérable Persounen.

Arrêt de tram à Wickrange | Question 1889 (04/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ee „Wort“-Artikel vum 23. Dezember 2024 hat informéiert, dass op der Schnellstreck vum Tram tëscht der Stad an dem Belval elo dach ee weideren Arrêt kéint kommen. D'Ministesch huet dës Information an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1714 bestätegt. Op d'Fro, wien déi Opfaart baut, do huet d'Ministesch geäntwert:

„De Bau vun enger neier Autobunnopfaart an -of-faart op der Sait vu Steebrécken a vun der Autobunnopfaart a Richtung Stad gëtt vun der Firma Félix Giorgetti SARL realiséiert. Bei den öffentlichen Ausschreibungen huet dës Baufirma déi gënschtegste Offerten ofginn, an deemno och hei den Zouschlag kritt.“

Et schéngt praktesch, dass zäitgläich direkt nieft der Opfaart och de Projet GridX vum Besëtzer vun der selwechter Baufirma gebaut gëtt, wéi d'„Wort“ schonn am Artikel erkannt hat.

„Die Haltestelle würde in direkter Nähe zum GridX entstehen. Das Großprojekt der Giorgetti-Gruppe [...]“

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten dës Fro stellen:

1. Fënn d'Ministesch et net komesch, dass déi Firma, déi op dëser Plaz am meeschte vun enger direkter Ubannung profitéiert, déi beschten Offere konnt ofginn?

2. Deelt d'Ministesch meng Aschätzung, dass dës Firma bei der öffentlecher Ausschreibung hätt misse ecartéiert ginn, well dës Firma u sech mat Steiergelder hir eegen Opfaart gebaut huet?

Réponse (28/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Autobunnopfaart zu Steebrécken.

All Aarbechten am Zusammenhang mam Reamenagement vum Echangeur Steebrécken goufen öffentlich ausgeschriwwen an dat am Aklang mat der geltender Gesetzgebung, déi Transparenz a Fairness an der Ausschreibungsprozedur garantéiert. Esou haten all interesséiert Entrepreneuren d'Méiglechkeet un der Ausschreibung deelzehuelen an d'Aarbechte sinn no objektive Krittäre vergi ginn. Detailler dozou goufe jo schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1714 opgefouert.

D'Noutwennegkeet vum Reamenagement ass am Finanzéierungsgesetz vum 2021 am Detail beschriwwen ginn a resultéiert aus der technesch net adaptéierter Konstellatioun vum ursprünglechen Echangeur, dee schonns net fir déi aktuell Verkéierslaascht géeegeent war.

Des Weidere wéilt ech betounen, dass et beim Projet vum Reamenagement vum Echangeur Steebrécken net ëm eng speziell Opfaart exklusiv fir de Projet GridX geet, mee ëm eng néideg a gutt duerchduecht Verbindung un d'Nationalstrooss N13 – eng Ubannung, déi net anescht machbar gewiescht wier.

D'Ausschreibungen zu Lëtzebuerg ënnerleien der europäescher Direktiv „2014/24/UE“ du Parlement

européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE“, dem modifizéierte Gesetz vum 8. Abrëll 2018, dat dës Direktiv an nationaalt Recht ëmsetzt, souwéi den entspreechenden applikabele groussherzogleche Reglementer zu dëser Thematik.

Entspreechend der Gesetzgebung ginn d'Offere vun deenen Entrepreneuren zeréckbehalen, déi no der Erfüllung vun alle Krittären déi bescht ekonomesch Offere ofginn hunn. Falls keng zousätzlech Krittäre fir den Zouschlag festgeluecht sinn, kritt déi gënschtegste konform Offere den Zouschlag.

Enseignement musical | Question 1894 (05/02/2025) de M. Georges Engel (LSAP)

Wéi am Abrëll 2022 dat neit Gesetz iwwert de Museksunterrecht an der Chamber gestëmmt ginn ass, ass gläichzäiteg och eng Motioun ugeholl ginn, mat där d'Regierung opgefuerdert gouf, spéitstens no zwee Joer eng Evaluatioun vun den neie Reegelen virzehuelen an der Chamber ze präsentéieren. Bis elo läit esou eng Evaluatioun awer nach net vir.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froen stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten un der Evaluatioun vum Gesetz iwwert de Museksunterrecht aktuell drun?

2. Wisou konnt den Delai vun 2 Joer, deen an der Motioun virgesi war, net agehale ginn?

3. Bis wéini kann d'Chamber mat enger Präsentatioun vun de Resultater rechnen?

Réponse (25/02/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Aarbechten un der Evaluatioun vum Gesetz iwwert de Museksunterrecht am kommunale Sektor sinn amgaang. Den Deel vun der Evaluatioun am Bezuch op d'Schüler- an Auschreiwungszuelen ass ofgeschloss. Den Deel vun der Evaluatioun am Bezuch op d'Revalorisatioun vun de Carrière vun den Enseignanten ass amgaang gemaach ze ginn; hei kruten d'Gemengen an d'Gemengesyndikater en Delai bis Ufank Mäerz, fir déi gefroten Informatiounen eranzeschécken, déi si iwwert eng Circulaire jointe vum Inneminister a vum Educatiounsminister gefrot goufen. Dono ginn dës Informatiounen ausgewäert, an deem Deel vun der Evaluatioun gëtt dann och ofgeschloss.

ad 2. Fir d'Evaluatioun esou genau wéi méiglech ze maachen, gouf bewosst ofgewart, bis datt dat zweet Schouljoer (2023/2024) no der Mise en vigueur vum Museksunterrechtsgesetz vum 2022 komplett ofgeschloss war, d'Ausbezuere vun der staatlecher finanzieller Participatioun un déi eenzel Gemengen a Gemengesyndikater am Oktober 2024 abegraff. Am Oktober 2024 gouf de Büro vum Syvicol an enger Entrevue mam Regierungskommissär fir de Museksunterrecht iwwert d'Demarché vum Ministère wéi och d'Zäitschinn am Bezuch op d'Evaluatioun informéiert.

ad 3. Et ass geplangt, der Chamber am Mee oder Juni d'Resultater vun der Evaluatioun ze präsentéieren.

Contrôles transfrontaliers | Question 1902 (06/02/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Le mercredi 29 janvier, la Police grand-ducale et la compagnie de gendarmerie départementale de Thionville ont réalisé plusieurs contrôles dans les transports

ferroviaires transfrontaliers. Depuis mars 2024, deux arrangements administratifs entre le Luxembourg et la France sont en vigueur permettant à la Police grand-ducale et à la gendarmerie nationale française de réaliser des patrouilles conjointes sur l'ensemble des lignes transfrontalières.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de contrôles conjoints ont été effectués dans les transports ferroviaires transfrontaliers depuis le 1^{er} mars 2024 ? Combien d'entre eux ont été effectués après les Jeux olympiques et paralympiques ?

2) Tenant compte que les contrôles ont pour but principal d'assurer une mission de prévention et de dissuasion ainsi que de lutter contre la délinquance transfrontalière, quelles et combien d'infractions ont été constatées ?

3) Monsieur le Ministre peut-il préciser si de tels accords sont également envisagés avec l'Allemagne et la Belgique ? Dans l'affirmative, dans quel délai ? Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les éventuels contrôles conjoints de police aux frontières dans les trains, compte tenu du mécontentement exprimé par Monsieur le Ministre à l'égard des contrôles frontaliers allemands actuels ?

Réponse (27/02/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Depuis le 1^{er} mars 2024, six contrôles conjoints ont été effectués dans les transports ferroviaires transfrontaliers. Deux de ces contrôles ont eu lieu avant les Jeux olympiques et paralympiques, et quatre contrôles après ces jeux.

ad 2) Dans la période en question, diverses infractions ont été constatées dont notamment 6 infractions dans le domaine de l'immigration irrégulière et 2 liées aux stupéfiants. Le contrôle mené au mois de janvier 2025 en collaboration avec la compagnie de gendarmerie départementale de Thionville a permis de détecter plusieurs infractions en matière de police des étrangers et de lutte contre la toxicomanie.

ad 3) De tels arrangements administratifs ne sont actuellement pas envisagés avec l'Allemagne et la Belgique, car des patrouilles mixtes et des contrôles communs se font déjà avec respectivement la Belgique en vertu du Traité Benelux en matière de coopération policière, entré en vigueur le 1^{er} octobre 2023, et, avec l'Allemagne, en vertu de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, encore appelée « Décision Prüm », visant notamment la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière.

Madame le Ministre de l'Intérieur allemande Nancy Faeser et moi nous étions mis d'accord pour revoir l'accord bilatéral existant en matière de coopération policière entre le Luxembourg et l'Allemagne, ayant pour objectif de régler plus en détail la coopération entre les corps de police de nos pays.

Dans le même ordre d'idées, j'entends proposer au futur Gouvernement allemand, un accord de coopération policière moderne et adapté aux besoins actuels des services répressifs afin de remplacer les contrôles encombrants aux frontières intérieures par un usage optimal des moyens de coopération.

Je suis persuadé que de telles patrouilles mixtes renforceront considérablement le sentiment de sécurité des voyageurs et produiront des effets aussi bien préventifs que répressifs. Elles constituent également une bonne mesure compensatoire aux contrôles aux frontières intérieures.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Contrat de louage de services entre Protection Unit et la CFL | Question 1906 (06/02/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den LCGB huet matgedeelt, datt d'Sécherheetsfirma Protection Unit hir Aktivitéiten astellt an ee Repreneur sicht. D'Firma schafft fir eng Villzuel u staatleche Verwaltungen, parastaatlechen Entreprises a Spideeler zu Lëtzebuerg. Dës Nouvelle kënn iwwerraschend, well nach den 1. Februar de Kontrakt mat den CFL erneiert gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch Detailler zum neie Kontrakt virleeën, deem d'CFL mat der Firma Protection Unit ënnerschriwwen hunn? Wéi eng Servicer gi genotzt, wéi vill bezuelen d'CFL dofir a wéi laang geet de Kontrakt?
2. Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung, bevir d'Kontraktverlängerung ënnerschriwwen gouf? Falls jo, ënnert wéi eng Referenznummer? Falls nee, firwat net?
3. Wossten déi Verantwortlech vun den CFL beim Ënnerschreiwe vun der Kontraktverlängerung iwwert d'Pläng vu Protection Unit Bescheid, fir e puer Deeg drop beim Geriicht eng Procédure de réorganisation unzefroen?
4. Hunn d'CFL virun der Vertragsverlängerung séchergestallt, dass d'Firma finanziell stabil ass? Falls nee, wäert dës an Zukunft virum Ënnerschreiwe vun esou Kontrakter gemaach ginn?

5. Wien iwwerhëlt elo déi Missiounen vu Protection Unit a garantéiert d'Sécherheet bei den CFL?

6. Wäert déi aktuell Situatioun d'Sécherheetslag bei den CFL beanträchtegen?

7. Wéi wäerten d'Aarbechtsplaze vun de Salariéë bei Protection Unit, déi bei den CFL affektéiert sinn, gesécher ginn?

Réponse (28/02/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer de Locatiounskontrakt vu Servicer tëschent der Sécherheetsfirma Protection Unit an den CFL.

Konform zu der Gesetzgebung iwwert d'ëffentlech Ausschreiwungen, hunn d'CFL fir d'Attributioun vun deem Kontrakt een Appell d'offres lancéiert. Dese gesäit d'Präsenz vu Sécherheetsequippen op bestëmmte Plazen am Land an u Bord vun den Zich vir. D'CFL kënnen awer keng kommerziell Informatiounen, wéi Präisser oder Leeschtungen, kommunizéieren.

Esou wéi d'Gesetzgebung vun den ëffentlechen Ausschreiwungen et virgesäit, hunn d'CFL fir d'Attributioun vun deem Kontrakt, ënnert der Referenz 2400273 um Portail vun de Marchés publics an 2024-OJS025-00073888 am offizielle Journal vun der Europäescher Unioun, een Appell d'offres lancéiert.

Doriwwer eraus war d'Attributioun vum Kontrakt den 30. September 2024, also 4 Méint éier d'Firma

Protection Unit beim Geriicht hiren Antrag fir eng gerichtlech Reorganisatioun gestallt huet.

Am Kader vun der Ausschreiwung hunn d'CFL déi finanziell Situatioun vun de Kandidaten gepréift. Zu de Critère vun der Ausschreiwung huet gehéiert, dass d'Kandidaten eng „déclaration d'honneur“ ofgi wou ranner se attestéieren, dass se net an enger Situatioun vun Insolvenz an net Objet vun enger Faillite, Liquidatioun, Ënnerbriechung vun der Aktivitéit, gerichtlecher Reegelung oder präventivem Arrangement oder soss engem änleche Kontext sinn, deem sech aus enger Prozedur vun der selwechter Zort ergëtt, déi an den nationale Gesetzter a Reglementer virgesinn ass. D'Attestatiounen vun der Steierverwaltung an der Sécurité sociale goufe presentéiert a ware konform.

D'Bilane goufen och presentéiert a mam Kandidat diskutéiert, deem seng finanziell Kapazitéit nogewisen huet, fir déi erwaarten Ausféierung vum Kontrakt ze garantéieren.

D'Firma Protection Unit erfëllt weiderhin hire Kontrakt an d'CFL stinn a reegelméissegem Kontakt mat der Entreprise.

D'CFL wäerten d'Entwécklung vun der Situatioun am A behalen a wäerten déi néideg Mesuren huele fir ze verhënneren, dass d'Voyageuren oder d'Personal ënnert der Situatioun leiden.

D'Rechter vun de Salariéë sinn duerch d'Bestëmmungen vum Code du travail an dem Kollektivvertrag vum Gardiennage-Secteur gereegelt.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun*

☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun*

☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799